
Heydrich
l'homme clé
du IIIe Reich
Édouard
Calic
nouveau monde
éditions

Du même auteur :

Himmler et l'empire SS, Nouveau Monde éditions, 2009

Édition : Sabine Sportouch
Maquette : Pierre Chambrin

Première édition : Éditions Robert Laffont, Paris, 1985

© Nouveau Monde éditions, 2010

24, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris

9782847365122

Dépôt légal : décembre 2010
Imprimé en Espagne par Marti et Blanco

Heydrich

L'homme clÉ du IIIe Reich

Edouard Calic

Sommaire

Introduction

L'exécution de la sentence

Le 27 mai 1942, à Prague, l'Obergruppenführer SS[a] Reinhard Heydrich, protecteur par intérim du Reich pour la Bohême et la Moravie, est victime d'un attentat.

Une bombe est lancée sur le cabriolet Mercedes, couleur feldgrau, dans lequel Heydrich se rendait à son bureau. Grièvement blessé, on le transporte immédiatement à l'hôpital Bulovka. Le communiqué officiel décrit ainsi l'événement:

«Le 27 mai, vers 10 heures 30, un attentat a été commis sur l'Obergruppenführer Heydrich. Sa voiture venait de Jungfern-Breschan (Panenske Brezany) et suivait la Kirchmayerstrasse, dans le quartier de Prag-Liben. Elle allait s'engager dans la rue V. Holesovickach, en direction du centre, lorsqu'un homme lui a barré le chemin et tenté de tirer au pistolet mitrailleur sur les passagers. Simultanément, un deuxième homme a jeté une bombe qui explosa sous le choc. Après l'attentat, l'un des criminels s'est enfui par la Kirchmayerstrasse et la rue Na Kolininské jusqu'à la rue Na Zapalci. Arrivé au n° 22, où se trouve la charcuterie de Franz Brauner, il a tiré plusieurs coups de feu, puis il a pris la rue V. Holesovickach, vraisemblablement en direction de la ville. Le deuxième criminel s'est enfui à bicyclette le long de la Kirchmayerstrasse en direction du quartier Alt-Liben[1b]. »

Tous les efforts des médecins furent vains, comme ceux des spécialistes de Berlin envoyés par Hitler. Tandis qu'ils essayaient de sauver la vie d'Heydrich, plus de soixante mille policiers se mettaient à la recherche des francs-tireurs…

Le 4 juin 1942, vers 10 heures, la radio de Prague diffuse l'information suivante :

« L'Obergruppenführer et général de la police, chef de la police secrète de l'État et de l'administration principale de la Sûreté du Reich, protecteur par intérim du Reich pour la Bohême et la Moravie, Reinhard Heydrich, a succombé

aujourd’hui à ses blessures [2]. »

À peine la nouvelle de la mort d’Heydrich est-elle connue à Berlin que Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du Reich, constitue un comité officiel d’obsèques. Hitler ordonne que le corps soit transféré dans la nouvelle chancellerie. Les solennités funéraires doivent être une manifestation de la reconnaissance du IIIe Reich envers l’œuvre accomplie par le chef de sa Sûreté.

La dépouille d’Heydrich est d’abord transportée de l’hôpital au château de Jungfern-Breschan, où l’on a dressé un catafalque. De nombreuses personnalités représentant le parti national-socialiste, la police, les Waffen SS, les services de sécurité veillent le mort. L’un des premiers à venir s’incliner devant le cercueil est Emil Hacha, «président de l’État » du protectorat de Bohême et de Moravie.

Les forces d’occupation allemandes font de la levée du corps d’Heydrich une cérémonie militaire telle que les habitants de Prague n’en avaient encore jamais vu. Quant aux funérailles nationales, à Berlin, auxquelles participent le Führer, les membres du gouvernement et l’état-major, elles sont une impressionnante démonstration de deuil. Les dirigeants du parti nazi pleurent l’homme qui fut le policier « irremplaçable », celui qui, de 1931 jusqu’au jour de l’attentat, a dirigé le service de la sûreté du parti, assumant immédiatement après la prise du pouvoir les fonctions les plus importantes, jusqu’à devenir en 1936 le chef redouté de la police de sûreté de l’État.

Tous ces Führers nationaux-socialistes ont de bonnes raisons de déplorer la perte de ce superpolicier. Quelle contribution à la consolidation de la dictature fasciste en Allemagne peut-on comparer à la sienne ? N’a-t-il pas été le metteur en scène secret du coup d’État des 27 et 28 février 1933, lorsque les nazis ont incendié le Reichstag, créant ainsi un prétexte pour s’emparer de la totalité du pouvoir, et fondé les premiers camps de concentration pour y faire interner ses victimes par milliers ? C’est à lui qu’on doit également la Nuit des longs couteaux, le 30 juin 1934, au cours de laquelle furent massacrés sans jugement quatre-vingt-trois adversaires du Führer (en réalité pas moins de deux cents), choisis surtout dans les rangs du parti. De 1933 à 1942, son imagination et sa capacité d’exécution sont à l’origine de toute une série de provocations d’une extrême habileté, qui ont permis à Hitler d’agir contre ses ennemis avec une efficacité jusqu’alors inconnue.

Cet Obergruppenführer SS de trente-sept ans, ayant donc rang de général d’armée, n’a pourtant jamais été membre du gouvernement. Bien plus qu’un ministère, l’administration centrale de la sûreté du Reich ne s’en trouvait pas

moins sous ses ordres en totalité. En outre, il était devenu indiscutablement le bras droit du Reichsführer SS Heinrich Himmler qui avait, pour sa part, bâti un État dans l'État, un empire dont les runes nordiques (SS) et la tête de mort constituaient les symboles.

L'après-midi du 9 juin 1942, dans la salle des mosaïques de la nouvelle chancellerie, se déroulent les funérailles de ce potentat du IIIe Reich. Après l'oraison funèbre prononcée par Himmler, Adolf Hitler s'avance vers le cercueil: « À propos de ce mort, je ne dirai que ces quelques mots : il fut l'un des meilleurs nationaux-socialistes, l'un des plus forts défenseurs de l'idée du Reich allemand, l'un des plus grands adversaires de tous les ennemis du Reich. Il est tombé en martyr pour le maintien et la sécurité du Reich.

« En tant que Führer du parti et Führer du Reich allemand, je t'accorde, mon cher camarade Heydrich, après notre camarade Todt, la plus haute distinction que je puisse décerner: le plus haut grade dans l'ordre allemand[c3]. »

En effet, lorsqu'il fallait nouer une intrigue contre les communistes, les sociaux-démocrates ou les dignitaires de l'Église, ou perfectionner les persécutions contre les Juifs, le chef suprême de la police secrète d'État (Geheime Staatspolizei ou Gestapo), Reinhard Heydrich, répondait toujours présent. De même, c'est lui qui, en février 1938, manigançait la chute du maréchal von Blomberg et du général von Fritsch. Les 9 et 10 novembre 1938, on le retrouve organisant, intensifiant le pogrom sauvage contre les Juifs, connu sous le nom de Nuit de cristal. C'est encore lui qui prépara le pseudo-attentat contre le poste émetteur de Gleiwitz, fournissant ainsi à Hitler un nouveau prétexte pour «contre-attaquer» la Pologne le 1er septembre 1939. C'est toujours lui qui fera enlever le 9 novembre 1939, à Venlo, en territoire hollandais, deux officiers des services secrets britanniques, Stevens et Payne-Best, pour les conduire en Allemagne. C'est lui encore qui mène personnellement l'enquête sur le prétendu attentat de Munich, et qui « découvre », comme le commandent alors les intérêts du Reich nazi, que cet attentat a été ourdi par l'Intelligence Service, c'est-à-dire par le gouvernement britannique. Le 10 mai 1941, au moment où Rudolf Hess, l'adjoint du Führer, s'envole pour l'Angleterre, Reinhard Heydrich, « par hasard » sur la Manche, est en train de passer l'examen final d'un stage de la Luftwaffe. Enfin, c'est lui qui sera l'initiateur de la fameuse conférence de Wannsee, tenue le 20 janvier 1942 à Berlin, au cours de laquelle on prendra la décision d'appliquer ce qu'on a appelé la « solution finale du problème juif », c'est-à-dire la déportation et l'anéantissement de tous les Juifs.

En exterminant tous ceux qui défendaient d'autres idées et qui appartenaient à

d’autres races, Heydrich s’en tenait rigoureusement aux directives morales et philosophiques formulées comme suit par Hitler et Himmler :

«La nature est cruelle, aussi devons-nous, nous aussi, être cruels. Si, sans la moindre compassion pour le sang précieux qui est versé, j’envoie la fleur du peuple allemand dans l’enfer de la guerre, alors nous avons certainement le droit d’éliminer des millions d’êtres humains appartenant à des races inférieures, et qui se multiplient comme de la vermine. » (Adolf Hitler)

«Ce qu’il advient des Russes, comme ce qu’il advient des Tchèques, m’est totalement indifférent… Que les autres peuples vivent dans le bien-être ou qu’ils crèvent de faim ne m’intéresse que dans la mesure où nous avons besoin d’eux comme esclaves pour notre culture… Que lors de la construction d’un fossé antichars dix mille femmes russes crèvent d’épuisement ou non ne m’intéresse que dans la mesure où le fossé antichars sera terminé pour l’Allemagne. » (Heinrich Himmler)

Un « génie technocratique » ?

Heydrich et ses services secrets ont contribué de façon extrêmement importante à la prise du pouvoir par le national-socialisme et à sa consolidation; sans la collaboration et l’efficacité de ce chasseur d’hommes, Hitler aurait à peine imaginé et encore moins tenté de réaliser son rêve de domination mondiale. L’attentat de Prague a donc paralysé les centres nerveux de cette hydre aux têtes multiples. Les chefs nazis, atteints au cœur par la mort de leur superpolicier, se sont vengés comme ils ont pu. Des répressions sanglantes secouèrent le protectorat et toute l’Europe. Rien qu’en Bohême et en Moravie, sept cents personnes furent exécutées et environ quinze mille autres arrêtées. L’anéantissement atroce de Lidice, un village tchèque, acte de vengeance lui aussi, entra également dans l’Histoire. Une seule phrase tirée d’un projet de communiqué de la Gestapo nous renseigne sur ce crime :

«La totalité de la population du bourg de Liditz (Lidice), comptant quatre cent quatre-vingt-trois habitants, a été arrêtée le 9 juin, et on a procédé avec elle comme suit : les hommes adultes ont été passés par les armes, les femmes transportées dans des camps de concentration, et les enfants conduits vers des centres éducatifs appropriés. »

Heydrich, l’un des plus grands criminels de l’Histoire, demeure la figure la plus énigmatique de l’entourage d’Hitler. Plusieurs raisons à cela : d’une part, Heydrich et ses collaborateurs ont toujours veillé à ce qu’aucun document ne pût, dans l’avenir, témoigner de leurs forfaits; d’autre part, après la catastrophe

de 1945, les survivants de la Gestapo mirent en circulation une quantité invraisemblable de légendes dans le seul dessein de camoufler la nature véritable de l'homme cruel que fut Heydrich ainsi que celle des membres de sa mafia. De nombreux « témoins » l'ont décrit par conséquent comme le « génie technocratique du IIIe Reich » ; leur version, que certains historiens adoptèrent volontiers, tend à placer le personnage Heydrich sous l'éclairage d'une «panne de l'Histoire » età«prouver » qu'il ne fut pas le produit de l'idéologie ou de la continuité de l'impérialisme allemands, mais que son évolution provenait, au contraire, de la structure et de la mécanique fonctionnelle du IIIe Reich. Une telle explication se révèle aberrante, et, on le reconnaîtra, dépourvue de toute objectivité. Pure spéculation ! Elle nous fait apparaître non seulement Hitler, mais l'ensemble du système national-socialiste, dans un miroir déformant, ce qui empêche de donner la seule vraie réponse.

En automne 1941, contrairement à ce qu'écrivent de nombreux historiens, Hitler n'envoya pas Heydrich à Prague pour rétablir l'ordre en Bohême et en Moravie ; le protecteur intérimaire n'avait pas non plus l'intention de prendre des mesures en vue d'un accord « honnête » entre Allemands et Tchèques, même si tel ou tel historien allemand ne cesse de nous l'affirmer. Car, immédiatement après son arrivée à Prague, le nouveau maître, en guise d'avertissement, a fait fusiller deux cents citoyens tchèques et jeter plusieurs milliers d'autres en prison.

Le 2 octobre 1941, dans le premier discours qu'il a prononcé au château du Hradschin devant les chefs politiques et militaires de la Bohême et de la Moravie, Heydrich n'a rien dissimulé de son projet:

«Cet espace doit être une fois pour toutes colonisé par les Allemands. Pour le germaniser définitivement, je ne vous dirai pas que nous voulons essayer, en restant dans le vague et en employant de vieilles méthodes, de rendre allemande cette canaille tchèque, je vous dirai tout à fait objectivement: nous allons commencer par les choses qui peuvent être entreprises dès aujourd'hui, mais en les camouflant. Pour examiner ce qui est germanisable dans cet espace, je dois procéder à un inventaire du point de vue du peuple et de sa race[4]. »

Initialement, il s'agissait avant tout de maintenir la production nécessaire. La mission d'Heydrich à Prague se définissait de façon précise : transformer la Bohême-Moravie, respectée par les bombardiers anglo-américains, en armurerie du IIIe Reich, exemple éclatant et modèle pour tous les autres territoires.

Les plus proches collaborateurs du protecteur voyaient déjà en lui le successeur du Führer. Quarante-deux ans après sa mort, les historiens discutent

toujours de son véritable caractère et de son rôle dans l'empire nazi. Pour se représenter objectivement cette figure clé du IIIe Reich et retracer sa contribution à l'essor et à la chute du nazisme, il importe de respecter la méthode classique : décrire sa jeunesse et la formation d'officier de marine qu'il reçut, mais aussi la période de son action chez les SS avant son admission à la Maison brune, ainsi que ses activités dans le IIIe Reich, en Bohême et en Moravie.

Heydrich représente un produit typique de la société allemande de son époque, c'est-à-dire de l'esprit qui a régné en Allemagne pendant la première moitié du XXe siècle. Enfant, la Première Guerre mondiale le marque. Adolescent, l'effondrement de l'Empire allemand et la fondation de la république de Weimar le secouent. Jeune homme, il rejoint le mouvement national-socialiste, et, en 1933, il participe à la prise du pouvoir par Hitler. Le régime nazi lui permet d'atteindre le zénith de ses rêves.

À la fin de cette « carrière », nous comprendrons pourquoi, le 27 mai 1942, le « bourreau de Prague»aété exécuté selon les instructions de la résistance tchécoslovaque et de ses représentants à Londres, sous l'autorité du président Edvard Benes.

Cette figure, prétendument « énigmatique », du IIIe Reich, nous la placerons sous le feu des projecteurs alimentés par les récits des témoins et les documents irréfutables. Nous parviendrons ainsi à mieux comprendre les conditions qui favorisaient le développement du national-socialisme, pourquoi les différents ressorts de l'État totalitaire fonctionnèrent si parfaitement, et comment la propagande et la terreur policière contribuèrent d'une façon si déterminante au « succès » du régime hitlérien. C'est seulement en parvenant à sonder à fond le cœur et les reins de ce « monstre humain » que fut Heydrich, que nous comprendrons pourquoi l'élite de l'Allemagne d'alors a placé à la tête de son État de 1933 à 1945 des individus comme Adolf Hitler, Joseph Goebbels, Hermann Göring, Heinrich Himmler et Reinhard Heydrich.

La vie d'Heydrich ne reflète pas seulement le mécanisme de l'État créé par le fascisme allemand avec son idéologie démente de la race; elle nous montre, par des documents incontestables, l'opportunisme d'une majorité écrasante de cette prétendue élite. Sans des hommes du type d'Heydrich et les SS, ces locomotives de la révolution raciale, la guerre d'agression et les génocides de 1939-1945 demeurent inimaginables. Or, avant sa fin violente, on connaissait à peine à l'étranger ce haut dignitaire du IIIe Reich. Cette personnalité invisible, qui tirait les fils de la guerre secrète, agissait d'après un seul principe : tuer, tuer, toujours

tuer ; car l’humanité, pour lui, se situait au niveau de la bête de proie. Il a été l’architecte de ces chambres à gaz où s’anéantirent des millions de vies humaines dans les camps d’extermination de l’Est. Les générations d’après 1945 se demanderont comment le fils d’une grande nation civilisée devint le meurtrier le plus atroce et le plus « efficace » de toute l’histoire mondiale.

L’auteur de ce livre tient pour son devoir, après tout ce qu’il a connu et vécu lui-même sous le IIIe Reich et par la suite, d’apporter sa contribution à une meilleure compréhension de cette période.

La vérité historique est et demeure la pédagogie la plus utile pour un peuple, seule capable d’immuniser les générations futures contre le bacille national-socialiste et de prévenir ou d’empêcher totalement une rechute dans cet abâtardissement de l’homme caractérisant le IIIe Reich.

D’après l’opinion de certains historiens de tendance « révisionniste », Hitler et ses sbires n’agirent pas de leur propre chef, tout leur a en quelque sorte été imposé du dehors. Hitler ne fut en mesure d’accomplir ses forfaits que « parce que les conditions extérieures lui étaient favorables, ou parce que les fautes imprévisibles des autres lui en offraient l’occasion, ou encore parce que le service secret de Göring, le Forschungamt, lui permettait de connaître les conversations diplomatiques téléphoniques de ses adversaires, ou, enfin, parce que des nécessités stratégiques l’obligeaient à agir contre sa volonté[5] ».

La biographie d’Heydrich nous révèle que le Führer et ses acolytes ont été, grâce à leur organisation, capables de créer les conditions historiques qui déchaînèrent sur le monde l’ouragan de la guerre. Aussi est-ce avec une certitude tranquille que nous les définissons comme des monstres, non parce que nous cherchons à les « démoniser », à les muer en phénomènes de l’Histoire, mais parce que l’expérience des peuples réduits en esclavage et l’analyse des événements à l’intérieur du IIIe Reich montrent sans équivoque possible la facilité avec laquelle n’importe qui peut se métamorphoser en «l’un des plus monstrueux des monstres humains », du simple fait de son appartenance à une nation qui se prétend supérieure. En fait, il a fallu ce sentiment d’appartenance pour que les chefs du IIIe Reich se considèrent comme les «enfants prodiges de l’Histoire », et qu’ils s’efforcent de se hisser, en tant que «peuple de seigneurs », au-dessus des autres nations et des autres races.

L’organisation de destruction de vies humaines créée par Heydrich reprend bien ce glaive teutonique meurtrier. D’après la doctrine raciste des nazis, le seul moyen d’affranchir définitivement le germanisme de toutes contraintes résidait

là.

Puissent nos lecteurs voir dans la vie de Reinhard Heydrich un exemple redoutable, puissent-ils prendre conscience de la facilité avec laquelle une idéologie fausse et dangereuse recèle la capacité de transformer les hommes de l’ère technologique en assassins réellement « sataniques ».

1

Reinhard, « l'enfant prodige » et les « seigneurs du monde »

Bruno Heydrich, le père de Reinhard, gagnait sa vie comme professeur de musique et compositeur. À vrai dire, au cours des années passées à Halle, il se forgea une certaine réputation, mais sa situation modeste, comme on le verra plus loin, les railleries que lui valait une prétendue origine juive gâtèrent la satisfaction qu'il comptait en tirer. Afin de parvenir à abaisser, ne serait-ce que partiellement, le mur infranchissable que la bonne société dressait devant tout citoyen à l'origine aryenne non garantie, Bruno Heydrich se crut obligé de s'affirmer essentiellement artiste germanique et nationaliste convaincu. Son enthousiasme pour Richard Wagner, créateur avec ses opéras du mythe de la culture teutonique, allait donc de soi.

Le désir forcené du jeune musicien de parvenir, grâce à son art, jusqu'aux couches supérieures de la société le stimula et l'incita à accomplir une série de véritables prouesses. Étudiant au conservatoire royal de Dresde, il rêvait de paraître sur la scène en ténor héroïque de l'opéra wagnérien et de recueillir les applaudissements enthousiastes d'un public aisé et ravi. Avant d'entrer au conservatoire, il avait déjà joué dans l'orchestre de Meissen, la ville de la porcelaine de Saxe. Son but, devenir compositeur, chef d'orchestre et ténor, ne s'accomplirait – il le comprit alors clairement – que s'il obtenait le diplôme du conservatoire de Dresde. Aussi commença-t-il à y étudier en 1879, pour en sortir trois ans plus tard, en 1882, avec des notes excellentes et se voir aussitôt offrir un contrat de contrebassiste par Hans von Bülow, le chef de l'orchestre royal de Dresde. Bien entendu, pour ce garçon de vingt ans, cette situation ne représentait qu'une étape, son ambition le propulsait. Aussi poursuivit-il ses études au conservatoire. Sa seule ambition: devenir compositeur et chef d'orchestre.

Son professeur, un certain Dr Wüllner, jugea que la voix de son élève possédait une grande sonorité, si bien qu'il lui dit un jour: « Vous avez un matériau vocal de très bonne qualité, vous devriez cultiver votre voix.» Il le

recommanda au professeur Georg Eugen Krantz, qui fut impressionné par la passion et le zèle infatigable de son nouveau disciple.

Bruno Heydrich mena à bonne fin ses études et, en 1887, après un examen couronné de succès, le théâtre de la cour de Sondershausen, sur la recommandation de son professeur, l'engagea comme chanteur d'opéra. Il y resta jusqu'en 1889, plaisant énormément au public local, surtout dans son interprétation du rôle de Lyonel dans *Martha*, l'opéra de Flotow. Mais ce théâtre, pour cet artiste ambitieux, ne pouvait borner la route le menant à la consécration d'interprète fêté des œuvres de Wagner, son objectif suprême, maintenant que le maître en personne ne se révélait plus accessible: en effet, Wagner disparut en 1883, peu après que Bruno Heydrich eut obtenu son premier diplôme au conservatoire et alors qu'il ne caressait pas encore l'idée d'entamer une carrière de chanteur.

Sa puissance de travail, ses succès dans *Lohengrin* lors d'une tournée à Magdebourg et les recommandations de ses professeurs lui facilitèrent une rencontre, à Bayreuth, avec Cosima Wagner, veuve de l'idole disparue.

Son enthousiasme renforcé, Heydrich repartit pour la Saxe. Des engagements aux théâtres de Braunschweig, de Halle, de Francfort, d'Amsterdam, de Gand et de Bruxelles, puis de nouveau à Cologne lui fournirent de nombreuses occasions d'incarner les personnages de Wagner. Au cours de son séjour à Cologne, la presse rhénane salua tout simplement en lui l'incarnation du héros wagnérien.

Cette réussite artistique lui apporta également la sécurité matérielle. Bruno Heydrich pouvait désormais exiger jusqu'à mille marks par soirée, rémunération considérable et assurant, pourtant, tout juste ses propres frais ainsi que ceux de sa mère devenue veuve et de ses cinq frères et sœurs.

Bruno Heydrich songea alors à fonder sa propre famille : il espérait obtenir la main de la fille de son professeur, le conseiller aulique Krantz. Depuis son départ de Dresde, il demeura en relations suivies avec lui et sa famille de mentalité fort puritaine. Et quand il revint dans cette ville, chanteur fêté par tous, Elisabeth Maria Anna Amalia Krantz accepta avec fierté sa demande en mariage.

Si son futur beau-père jouissait aussi de la réputation de wagnérien enthousiaste, le fanatisme de Bruno Heydrich dépassait de beaucoup le sien. « Je suis un wagnérien absolu », aimait-il répéter.

Cependant, lors de son séjour à Cologne, pendant ses loisirs, entre les répétitions et les représentations, il composa un opéra. Ignorant la modestie, il se voyait déjà triompher comme compositeur, librettiste et grand premier rôle à

l’opéra de Berlin, fêté par l’empereur et la cour.

Richard Wagner trouva ses mécènes chez les Wittelsbach ; Bruno Heydrich s’imaginait rencontrer ses bienfaiteurs auprès des Hohenzollern. Grâce à Guillaume II, il verrait toute l’Allemagne à ses pieds. Il nourrissait envers la noblesse une vénération et une admiration sans réserve. Enfant, il dédiait déjà ses premières compositions à des princes et à des princesses.

Alors que les rejetons des familles aisées considéraient les études au conservatoire comme une sorte de passe-temps, elles furent pour Bruno Heydrich la condition préalable et indispensable d’un gagne-pain. Dans sa peur panique de voir sa différence de situation avec ses condisciples compromettre l’élévation à laquelle il aspirait, il veilla donc soigneusement à ne jamais parler de ses origines. Personne ne devait connaître les conditions misérables de son enfance lorsqu’il courait de foire en foire comme violoneux. Mais quelle honte au fond à cela ? Quel détail menaçait donc de réduire à néant sa réussite sociale si jamais on l’apprenait ?

Le héros « Reinhard » et les « fondements du XXe siècle »

Dans l’une de ses œuvres musicales, Bruno Heydrich, le père du futur protecteur de Bohême et de Moravie, a créé un héros symbolique du nom de Reinhard. Quelle en fut la genèse ?

Le père de Bruno, Karl Julius Reinhold Heydrich, né le 15 mars 1837 à Arnsdorf, passa son existence à Lommatsch, une petite ville près de Meissen. Karl Heydrich était menuisier, et comme il n’exécutait que des travaux occasionnels, il vivait dans la plus grande misère. Sa femme, Ernestine Wilhelmine Linder, née le 8 mai 1840, à Lommatsch, mit au monde Bruno le 23 février 1862. Peu de temps après la naissance de l’enfant, la famille s’installa à Meissen, où Karl, le père, mourut bientôt. La mère épousa en secondes noces un ouvrier, Gustav Robert Süss, dont elle eut cinq filles.

La vie de ses parents semblait, bien entendu, peu apte à favoriser l’essor social du musicien maladivement ambitieux qu’ils avaient pour fils, aussi Bruno transforma-t-il son père, menuisier et travailleur occasionnel, en un facteur de pianos hautement doué et bien établi, transmetteur de son amour de la musique à ses enfants. En réalité, ce furent les instituteurs de l’école communale de Meissen qui découvrirent et secondèrent ce penchant chez leur élève.

La généalogie inventée par Bruno Heydrich à l’usage de la bonne société reçut

son dernier coup de vernis quand le chanteur et compositeur conduisit à l'autel la fille du conseiller aulique. Difficile d'imaginer pour le fils d'un simple menuisier un tel honneur. L'aveu honnête de son origine eût entraîné – selon sa conviction – la fin précoce de sa carrière.

Lorsque, à Bayreuth, Cosima Wagner lui conféra une dernière couche de poli authentiquement wagnérien, des problèmes nationaux surgirent; en plus du travail artistique, à la mode, le persiflage des Juifs connus dans la finance et dans le monde de la culture allemande était de bon ton. Les Wagner pouvaient apporter une contribution particulière à de telles discussions car Cosima n'hésitait pas à distribuer généreusement à ses amis et à tous ceux que la question intéressait l'œuvre capitale de son célèbre gendre, Houston Stewart Chamberlain : *Les Fondements du XIXe siècle*. D'une façon significative, un mot de Goethe figurait en exergue du livre de l'Anglais Chamberlain : « Nous professons que nous appartenons à l'espèce qui, sortant des ténèbres, lutte vers la clarté. » C'est à cette espèce telle que l'entendait Chamberlain que Bruno Heydrich aspirait, lui aussi, appartenir. Il espérait surtout être présent quand elle « sortirait des ténèbres pour gagner la clarté ».

C'est en Angleterre que le professeur allemand de Houston, Stewart Chamberlain, avait inoculé à ce dernier le virus du pangermanisme. Chamberlain se rendit en Allemagne afin de consacrer son existence à ce pays. Dans tous les génies de l'humanité, il croyait reconnaître la lignée aryenne; condamnant les Juifs, il s'arrogea le droit de faire de Jésus-Christ le fils d'un soldat romain. Le créateur de *La Divine Comédie*, Dante Alighieri, devint pour lui, suivant en cela l'exemple des antisémites viennois du tournant du siècle, un génie d'origine allemande du nom d'Aldiger !

De Cologne, Bruno Heydrich se fit envoyer la quatrième édition (1903) de cette bible du germanisme. L'importance que Chamberlain attribuait aux idées l'enivra littéralement:

« … elles [les idées] saisissent l'humanité avec une puissance impérieuse, elles enserrent la pensée comme un oiseau de proie. Personne ne peut se défendre contre elles. Aussi longtemps que domine une représentation particulière, on ne peut rien faire qui réussisse en dehors de son orbite ; celui qui n'arrive pas à ressentir de la sorte est condamné à la stérilité, pour doué qu'il soit[6] ».

Donc, dans l'idée, on retrouvait tout, et seule l'idée se convertissait en acte. D'où l'obligation pour les Germains de se plier à cette devise qui, comme un «

amen », apposerait son sceau sur toute réalisation. Il s'ensuivait que la vie se concevait comme un combat éternel entre le bien et le mal. L'homme y jouait le rôle d'un oiseau de proie. Ainsi, l'aigle devint le symbole de tant d'États.

De tout son cœur, Bruno Heydrich se voua à son opéra, mettant en œuvre toutes les connaissances et toutes les idées qui lui venaient à l'esprit. Et il imaginait déjà le succès triomphal que la capitale du Reich allait faire à son œuvre, intitulée *Amen* ! (Ainsi soit-il !)

La figure centrale de ce drame, Reinhard, homme supérieur et fortuné, choisit pour bien-aimée Dora, dont le rang égale le sien. Mais l'union de ces deux êtres nobles se vit menacée par un chef paysan jaloux et de basse extraction. Alors que Reinhard et Dora sont ensemble, des paysans assoiffés de vengeance et excités en secret par Thomas se précipitent pour tuer Reinhard. Mais le destin est du côté du bien : le noble Reinhard, faisant appel à des forces surhumaines, triomphe du monstre.

Mais voici que la multitude soulevée accourt et maîtrise Reinhard. Ô injustice, on jette dans un cachot le héros qui n'a abattu son agresseur que pour se défendre!

Quatre années passent. Dora continue naturellement à aimer le prisonnier, mais son père décide de la marier avec Konrad, un fermier. Le jour des noces arrive. La malheureuse fiancée s'approche de l'autel. Mais, avant la bénédiction nuptiale, Reinhard apparaît et chante d'une voix tonitruante : « En toi, mon amour, se trouve tout mon bonheur. » Et le chœur conclut l'acte dans un puissant: « *Amen*, *amen* ! »

Le mélodrame ne touche pas à sa fin pour autant. Thomas, maintenant estropié, surgit au moment de la bénédiction, décidé à tout pour que les deux amants ne puissent se marier. Dora, prête à fuir, chante : « Mon cœur, oh ! crois-moi, appartient à toi, demeure à toi ! » Thomas, le méchant, intervient : « Je me suis vengé de vous deux ! » Même quand il a tort, un être ignoble se venge.

Mais Dora, elle aussi, refuse de vivre. Elle s'empoisonne. La musique, une fois de plus, exprime tout le tragique de la situation, et le chœur entonne de nouveau : «*Amen*, *amen* ! »

Moralité : l'homme supérieur a le devoir de supprimer à temps celui qui lui est inférieur.

Avec cette œuvre, le compositeur Bruno Heydrich créa une pièce symbolique, à la fois contemporaine et historique : les Allemands – et c'est ce qu'en tant

qu’auteur il entendait surtout dire – sont menacés par une multitude d’êtres humains de moindre valeur qu’eux. Lorsqu’une situation se révèle sans issue, il ne reste qu’une solution: une mort choisie librement; car, dans aucun cas, un homme droit ne doit s’abaisser et se plier aux exigences d’une clique composée de gens du commun. À la figure héroïque chargée de transmettre cette vérité au peuple allemand, Bruno Heydrich attribua le nom de Reinhard qui, venu du vieil allemand, signifie le «conseil du sage ». Semblable à Siegfried et à Tristan, le héros Reinhard, cette figure tragique, constitue une mise en garde lancée aux générations futures.

La première d’*Amen* eut lieu en 1895 à Cologne. Ce public de bourgeois amateurs d’art reconnut tout de suite les accents wagnériens et prodigua au compositeur des applaudissements si nourris que la pièce fut reprise plusieurs fois. Malgré les éloges de la critique envers la première œuvre de ce « Wagner saxon » et bien que le compositeur n’eût rien négligé pour faire représenter son œuvre à l’opéra de Berlin, la route de la capitale lui demeura fermée. Mais si son message personnel à la nation resta sans échos, il n’en subsista pas mois une nouvelle figure de héros : Reinhard. Un modèle pour tous les hommes de l’Allemagne. Un programme offert aux générations montantes.

Le cauchemar du compositeur : le Juif Süss

Le 7 décembre 1897, à Dresde, Bruno épousa la fille de son professeur, Elisabeth Maria Anna Amalia Krantz. Cette union procura au fils du menuisier de Meissen le rang social qu’il désirait, celui qui revenait au gendre d’un conseiller aulique et à l’époux d’une patricienne. Sa belle-mère, Maria Antonia Krantz, née Mautsch, avait fait élever sa fille à Lugano, dans un internat dirigé par des sœurs, si bien que la culture de la jeune Mme Heydrich se composait surtout d’une connaissance approfondie de la doctrine catholique et de la musique. Comme Elisabeth Krantz ne pouvait devenir que la femme d’un catholique, Bruno se plia à cette exigence, c’est-à-dire que, passant outre au mot d’ordre des cercles nationalistes d’alors, Los von Rom[d], il se convertit.

En 1899, à Halle, Bruno Heydrich fonda sa propre école de musique dans le dessein d’enseigner le chant d’opéra à cette cité administrative, industrielle et universitaire, située à la fois non loin de Leipzig, de Dresde et de Berlin. À peine l’école ouvrit-elle qu’une vingtaine d’élèves se présentèrent. Après deux ans d’un enseignement fort productif, Bruno Heydrich changea le nom de son école en « conservatoire ». Le nombre des élèves s’éleva rapidement à une centaine, et il fut nécessaire de renforcer le corps des professeurs dont faisait partie Elisabeth Heydrich, qui donnait des leçons de piano.

Les efforts du directeur du conservatoire tendaient surtout à faire connaître le commerce des muses aux futurs héritiers des familles fortunées et influentes de la ville. Infatigablement, il établissait de nouveaux contacts, cherchait à devenir membre de toutes les associations importantes, faisait tout son possible pour impressionner ses interlocuteurs, chaque fois que l'occasion s'offrait à lui, par un bon mot ou une parole sage. Ancien acteur, il discourait facilement avec la verve nécessaire, truffait chacun de ses discours de citations tirées du *Faust* de Goethe, ce qui lui ouvrit les portes des salons. Celui qui se réclame du génie de Weimar, pensait Bruno Heydrich, fournit forcément à son auditoire l'impression d'incarner un humaniste et un champion de l'esprit allemand.

Les patriciens locaux suivaient avec un étonnement grandissant ces exercices acrobatiques; ils critiquaient la jovialité exagérée de Bruno Heydrich et, avec une envie grandissante, observaient comment le conservatoire se développait et procurait une source considérable de revenus. Ce qui les intriguait surtout, c'était que personne ne savait d'où sortait vraiment cet horripilant Heydrich ! Et comme l'intérêt porté aux origines de ce citoyen entreprenant ne faisait que grandir, on découvrit bientôt qu'à intervalles réguliers, il faisait envoyer la somme, considérable alors, de trois cents marks à une certaine Mme Ernestine Süss. Une fois la piste ouverte, on apprit inévitablement que la bénéficiaire de cette pension n'était autre que la mère de l'expéditeur. Aussi le bruit courut-il bientôt que le directeur du conservatoire s'appelait en réalité Isidor Süss, que Bruno Heydrich servait de nom de théâtre à ce Juif. Quand cette rumeur parvint aux oreilles de l'intéressé, il porta plainte contre X pour essayer de démasquer son calomniateur.

Bruno Heydrich ne fut pas le premier que la jalousie de certains concurrents repoussait dans l'isolement d'une appartenance, même inventée de toutes pièces, à une autre race. Depuis des siècles, les corporations de marchands et d'artisans se « protégeaient » contre les « intrus » nouvellement arrivés dans leur ville, ceux qui créaient leur propre affaire, en les proscrivant en tant que membres d'une communauté étrangère, linguistique ou religieuse, et en essayant de les exclure du marché. Artisans et commerçants ridiculisaient et calomniaient ces « étrangers» – en vérité des concurrents –, en dénigrant surtout leurs qualités dangereuses pour eux. Parmi les nouveaux venus, ceux qui parlaient yiddish s'attiraient une haine particulière, même dans le cas de simples artisans dont les petites entreprises suffisaient à peine à nourrir leur famille. Les édiles se faisaient comme un devoir civique de les présenter à leurs concitoyens comme des gens à part, des corps étrangers, et cela à l'aide de poésies satiriques, de caricatures et de symboles qui s'inspiraient de la religion et des coutumes,

jusqu’alors inconnues, de ces hors-la-loi. Même quand un juif s’adaptait totalement à son entourage, ses ennemis continuaient à rechercher en lui des « caractéristiques typiquement juives ». À Halle, on se convainquit bientôt que Bruno Heydrich, *alias* Isidor Süss, ressemblait vraiment à un Juif.

Elisabeth Heydrich considéra ces bruits sur l’origine de son mari comme une insulte déclarée, causant du tort à sa famille. Elle tenta alors de combattre ces « calomnies » en reprenant la légende du «constructeur» de pianos, si brave et si doué, établi à Meissen. Convaincue qu’il fallait lutter contre ces commérages, elle déclara partout dans les salons qu’à l’époque un facteur de pianos jouissait d’autant de considération qu’un luthier fabricant de violons, que l’homme qui exerçait une telle profession valait bien plus qu’un artisan ordinaire. La fortune de fabricants de pianos comme Bechstein et Lambert reposait sur l’habileté d’artisans comme le père de Bruno Heydrich. Elisabeth ne laissa de côté aucun des pionniers de l’art, Stradivarius en Italie, les peintres anonymes de la Renaissance, et, avec satisfaction, elle constata bientôt que ses interlocuteurs et interlocutrices s’imaginaient presque que la famille Heydrich était à l’origine d’un orgue merveilleux qui se mettait à jouer tout seul dès qu’un couple heureux s’avançait vers l’autel…

Les Heydrich crurent être parvenus à éliminer, dans la mesure du possible, tous ces bruits hostiles, mais ils n’arrivèrent jamais à supprimer complètement les rumeurs portant sur la basse extraction, peut-être même juive, de Bruno Heydrich. Ce wagnérien convaincu ne parvenait pas à comprendre qu’on pût lui infliger un tel affront, alors que personne ne professait un nationalisme plus absolu que lui. Personne ne pouvait ignorer son adhésion à un mythe racial bien affirmé. Certes, aucun bourgeois de Halle ne possédait assez de courage pour se moquer ouvertement de lui, mais on continuait, derrière son dos, à le nommer Isi Süss.

Le ressentiment et l’amertume remplirent son cœur ; la certitude qu’il ne parviendrait jamais à mettre un terme définitif aux calomnies fit alors naître chez lui un cauchemar qui allait assombrir tout le reste de sa vie.

Naissance d’un archange : Reinhard

Le 7 mars 1904, le ménage Heydrich eut un deuxième enfant, le fils qu’ils attendaient. Après la naissance de sa fille Maria, Bruno Heydrich espéra un prince héritier qui, puisqu’il bénéficierait du droit d’aînesse, porterait bien entendu un nom symbolique. Il choisit de donner au jeune garçon celui du héros, figure centrale de son opéra : Reinhard. Ce nom assurerait à son fils le sens du

courage, de la fidélité et de l’honneur. Il rappellerait aussi constamment à l’enfant l’œuvre de pionnier de son père. Comme deuxième prénom, Tristan s’imposa, grâce au héros wagnérien. Plus tard, le nouveau-né pourrait ainsi personnifier les créations de ce Wagner qu’idolâtrait son père. En l’honneur du grand-père, conseiller aulique à Dresde, on ajouta Eugène. Elisabeth Heydrich aurait voulu que son fils s’appelât Georg, mais son fier époux et leur confident intime, le commandant baron Ernst von Eberstein, jugèrent que ce nom exprimait un confessionnalisme par trop marqué. Eugen, au contraire, parut convenable à ces messieurs. En grec, Eugen signifiait « le Bien-Né ». Et les amateurs d’histoire connaissaient toutes les prouesses du «noble chevalier», le prince Eugène de Savoie, l’idole de l’Empire autrichien et même du monde occidental lorsqu’il chassa, en 1717, avec sa cavalerie, les Turcs de la forteresse de Belgrade.

On attendait un enfant non seulement viril, mais bien entendu blond. Un bébé aux yeux noirs et aux cheveux foncés, quelle catastrophe de la nature pour ce raciste fanatique! Quand la sage-femme lui présenta l’enfant emmailloté qui répondait à tous ses désirs, ce fut la confirmation que le nouveau-né porterait avec dignité ses prénoms. Pour ce père vivant dans le monde mythique du germanisme, leur trinité symbolisait ce qu’est pour un chrétien l’archange Michel terrassant l’hydre. Dans l’avenir, il allait vouer à Reinhard, son fils aux yeux bleu clair et aux cheveux blond paille – un authentique Germain – une attention unique et un amour exclusif.

Quatre mois après la naissance de Reinhard, la famille changea de maison. L’afflux des élèves et le manque de place qui en résultait contraignirent le directeur du conservatoire à chercher un immeuble plus grand. Le nouveau centre musical, qu’il ouvrit au 21 de la Poststrasse, comprenait de nombreuses classes nouvelles et une salle de concerts dotée d’une scène aisément transformable en théâtre.

En 1905, Elisabeth Heydrich mit au monde un autre fils, Heinz Siegfried. Elle éleva ses trois enfants d’une manière rigoureusement catholique. Bruno leur enseigna le respect des militaires et que l’armée constituait l’école et l’incarnation de la nation. Sachant parfaitement l’inutilité d’une lutte contre l’antisémitisme latent de la bonne société, l’opposition à ce courant équivalant pour lui à un suicide moral, le père Heydrich veilla à ce que tout le monde remarquât le prussianisme très prononcé de sa famille, qu’il affichait par ses relations amicales avec le commandant Ernst von Eberstein et son entourage d’officiers de carrière. Lorsqu’il rencontrait le commandant et d’autres

personnes comme lui d'esprit prussien, le directeur du conservatoire commençait volontiers ses discours par des phrases telles que : « Quand j'ai représenté moi-même mon opéra *Amen* à Cologne… » ou encore : « Quand j'étais chez Cosima à Bayreuth… », il allait de soi que l'amitié intime existant entre Bruno Heydrich et Cosima rendait superflu l'usage du nom de « Wagner », et l'artiste négligeait rarement, dans de telles occasions, de tirer son portefeuille et de présenter des critiques de son œuvre.

Avec le commandant von Eberstein, les conversations de notre musicien traitaient presque exclusivement de la politique. Il s'emballait contre les sociaux-démocrates, ces mécontents, parce qu'ils espéraient affaiblir le Reich par leurs campagnes contre le budget de l'armée. Il n'oubliait jamais de mentionner élogieusement le « chancelier de fer », jusqu'à ce que l'entretien aboutît au monologue inévitable sur l'univers wagnérien, ce qui permettait à l'orateur de se présenter comme l'avocat résolu et véhément de la gloire de la Prusse.

Ces tentatives, et bien d'autres du même genre, pour confirmer son appartenance inébranlable à l'univers marqué par le prussianisme, n'apportaient toujours à Bruno que des succès de courte durée. Quand il adressa aux autorités compétentes une requête pour se voir décerner enfin le rang de « professeur », puisqu'il énumérait un nombre important d'élèves sortis de son conservatoire, dont certains devinrent des musiciens réputés, il essuya un refus : son conservatoire, lui répondit-on, ne formait pas une institution officielle. Repoussé, Bruno Heydrich crut une fois de plus discerner derrière ce prétexte une réserve due à l'obscurité douteuse de ses origines.

Le bien-être de la famille ne faisait que s'accroître. Bruno fut d'avis que l'immeuble à quatre étages de la Poststrasse ne convenait plus aux siens. Il choisit, cette fois, le quartier où résidait la bourgeoisie la plus distinguée. En 1906, alors que Reinhard atteignait juste deux ans, les Heydrich s'installaient au 20 de la Gütchenstrasse.

Au fur et à mesure que grandissaient le jeune Reinhard, que ses parents appelaient Reini, et son frère Heinz Siegfried, ils préférèrent l'épée de bois aux autres jouets. Plus tard, on en fera des sportifs enthousiastes. Leur père favorisa cet élan toujours plus marqué vers l'acquisition de forces purement physiques. Chez Reini, cette tendance durera toute sa vie et l'amènera à juger les hommes uniquement d'après leurs capacités sportives.

Cet enthousiasme s'étendit très vite à tout le domaine militaire, surtout en matière de discipline et de performances, et quand le commandant von Eberstein

rendait visite aux Heydrich, les deux garçons le contemplaient avec admiration de la pointe de ses bottes aux épaulettes.

Bruno Heydrich pratiquait lui-même l’escrime avec passion : il faisait partie de l’école d’escrime du Deutsche Reich, ce qui valait l’admiration de ses fils.

Évidemment, Reini dut travailler la musique. Mais on découvrit bientôt qu’avec sa voix de fausset il ne ferait jamais un chanteur d’opéra. Aussi le fils favori de Bruno Heydrich étudia-t-il le piano et le violon à l’école de ses parents.

La Première Guerre mondiale, dont toutes les phases furent dès lors l’objet de nombreuses discussions chez les Heydrich, éclata quand Reini vit sa dixième année. Le fils de l’oncle Ernst von Eberstein, Karl, dit Karlchen, venait d’avoir vingt ans et connut ainsi le bonheur de pouvoir se battre pour le Kaiser et pour la patrie. L’assassinat, à Sarajevo, de l’archiduc Ferdinand, prince « impérial et royal » d’Autriche-Hongrie, criait vengeance. Les mères de Karlchen et de Reini se mirent à recueillir des dons que la Croix-Rouge distribuait ensuite aux soldats du front. Pour Bruno Heydrich, c’était une question d’honneur que de soutenir l’action de ces dames: il organisa des réunions patriotiques qui, avec la participation de l’Association patriotique de chant, se transformèrent en fêtes musicales. Ces manifestations de bienfaisance intéressaient fort peu l’archange Reini ; son enthousiasme enflammé se portait sur les armes et sur les bateaux de guerre admirés de ses propres yeux lors de ses vacances sur la Baltique, à Warnemünde. Sa représentation enfantine des événements de la guerre se matérialisa d’une façon idéale par ces colosses flottants capables de transporter leurs gigantesques canons dans toutes les parties du monde.

« *Heil*, l’empereur d’Allemagne ! *Heil* ! »

Lorsque le temps vint pour Reini d’entrer au *gymnasium*, lycée des trois classes terminales, le choix des parents se porta sur le lycée moderne, où, contrairement au lycée classique des humanités, l’enseignement portait sur la technique et les langues vivantes. Guillaume II, que tous les nationalistes idolâtraient, recommandait aux autorités scolaires de donner la préférence à la technique. Ses raisons paraissaient fort compréhensibles : le Kaiser ne se contentait pas de disposer de la plus grande armée du continent européen, il lui fallait une flotte transatlantique assez forte pour concurrencer celle des autres puissances et pour aller chercher au loin, dans les colonies, les matières premières indispensables à l’essor de l’industrie nationale.

Reini, qui regardait souvent son atlas, s’étonnait du nombre considérable de colonies que possédait la Grande-Bretagne. Il demandait alors à son père

comment les Anglais avaient fait. « C’est très simple, mon fils, s’entendait-il répondre, les Anglais disposent d’une quantité plus suffisante de canonnières. » Le jeune garçon insistait: « Pourrions-nous construire encore plus de canonnières que les Anglais ? – Naturellement. L’oncle Ernst [von Eberstein] dit que c’est seulement une question d’argent. » L’intérêt que Reini portait aux choses maritimes, et particulièrement à la marine de guerre, ne diminuait pas. Dans ses rêves d’enfant, il imaginait qu’il construirait un jour des bateaux, ou en commanderait, ou encore deviendrait officier mécanicien. Et même amiral, pourquoi pas ? Cette passion s’exprima de façon évidente par les reproductions en couleurs des bateaux de guerre avec lesquelles il décora les murs de sa chambre.

Les professeurs du lycée moderne se réjouissaient de l’intérêt que portait leur élève aux mathématiques et à la chimie, mais aussi à l’allemand et à l’histoire. On ferait quelque chose de ce garçon; d’ailleurs, ne l’élevait-on pas dans le respect de ses supérieurs et de l’empereur ?

Les habitants de Halle se rappelaient encore qu’en 1913, à l’occasion du vingt-cinquième anniversaire de l’arrivée au pouvoir de Guillaume II, son dévoué sujet, le directeur du conservatoire Bruno Heydrich, organisa une fête émouvante où ses élèves, suivant un «programme authentiquement allemand », jouèrent les œuvres de compositeurs allemands, de Haendel à Wagner. À cette occasion, le directeur composa lui-même une marche jubilaire, dont le texte – également de lui – fut appris par cœur. Reinhard, âgé alors de neuf ans, et son cadet Heinz chantèrent donc cette ode qui se terminait par : « *Heil*, l’empereur d’Allemagne ! *Heil* ! »

Seigneur mon Dieu, donne ta bénédiction…

… Conduis-nous sur tous les chemins

Protège l’empereur comme toujours,

Puissent l’unité et la paix

Nous élever toujours ici-bas

Regarde-nous dans ta grâce.

Sans Toi, rien n’est fait.

Vive la terre allemande !

Heil, l'Empereur! *Heil* !

Reini, lui aussi, ressentit comme un grand malheur la perte subie par les Autrichiens avec l'assassinat de leur prince héritier à Sarajevo. «Cela n'a rien d'étonnant, lui expliqua son père, ces Serbes ont même tué leur propre roi, Alexandre Obrenovic. À sa place, ils ont mis une marionnette grâce à laquelle ils espèrent avoir les sympathies de la France. Et puis, il y a eu aussi cet anarchiste, Luchieni, qui a assassiné à Genève, en 1898, l'impératrice Élisabeth, l'épouse de François-Joseph. » Et le père d'expliquer à ses deux fils que de tels malheurs ne provenaient que d'idées malsaines qui proliféraient surtout en France. L'authentique wagnérien Bruno Heydrich connaissait naturellement chacune des phrases écrites par Richard Wagner contre les Juifs, intitulées *Le Judaïsme dans la musique*[7]. Wagner y professait son aversion envers les Juifs et réclamait leur retour en Palestine. Haïssant la «démocratie judéo-française », il recommanda au cours de la guerre franco-allemande de 1870-1871, la destruction de Paris.

Pour les Heydrich, l'empereur Guillaume II accomplirait certainement, cette fois, ce que son grand-père négligea en 1870. Au fur et à mesure que la Première Guerre mondiale se poursuivait, l'esprit de Reinhard saisissait de mieux en mieux ce qui se passait. Son père lui expliquait tout ce qu'il ne comprenait pas encore, et c'est également lui qui inocula à Reini le mépris des Juifs. Bruno Heydrich considérait comme son devoir d'élever ses enfants dans un antisémitisme absolu; il voulait leur épargner d'avoir un jour à subir, comme lui, ce cauchemar du juif Süss de Meissen. Un jour, les choses allèrent si loin qu'on poursuivit dans la rue les deux écoliers Heydrich aux cris d'« Isi ! Isi ! ».

Leur père leur conseilla de réduire au silence, à coups de poing, le premier qui se moquerait d'eux, et Heinz, qui suivait mieux que personne les exhortations de son père, menaça un jour l'un de ces effrontés non d'un coup de poing, mais de son couteau.

La situation particulière de sa famille et l'intérêt intensif avec lequel on suivait la guerre au foyer de ses parents firent que Reini acquit une certaine maturité politique bien avant ses camarades du même âge. En grandissant, il se donna volontiers un air de gravité, mais aussi d'arrogance, et on lui reprochait généralement son agressivité. Cette tendance à la violence physique se manifestait pleinement quand l'un de ses camarades osait le traiter de « chèvre » à cause du chevrotement peu viril de sa voix. Cette brutalité, cette prétention aussi, se nourrissaient d'une atmosphère favorable chez ses parents, avec les

discussions concernant la guerre et les méthodes propres à anéantir l'adversaire que l'on haïssait.

À partir de 1916, la famille Heydrich, en plus de la victoire de l'Allemagne sur ses ennemis, s'attendit à un succès d'ordre professionnel, à une reconnaissance de la valeur de Bruno en tant qu'artiste : le *Dictionnaire de la musique* d'Hugo Riemann allait paraître. En ce qui concernait leurs espoirs patriotiques, de mauvaises nouvelles du front de l'Ouest allaient les réduire presque à néant: avec une ténacité inattendue, les Français défendaient Verdun, et on n'entendait plus parler de couler la flotte de guerre britannique. Mais Bruno Heydrich fut également déçu avec cruauté dans ses espoirs professionnels: quand la famille Heydrich ouvrit enfin le dictionnaire tout juste paru, voici ce qu'elle lut à l'article Heydrich :

« Heydrich, Bruno (de son vrai nom Süss), né le 23-2-1865 à Leuben (Saxe), fils d'un facteur de pianoforte, élève du conservatoire de Dresde, contrebassiste à Meininger et dans l'orchestre de la cour de Dresde, fit ses études de chant avec Scharfe à Dresde, Hey à Berlin, Feodor von Milde à Weimar et Schultz-Dornburg à Cologne, fut alors engagé comme ténor héroïque à Weimar, Aix-la-Chapelle, Cologne, Magdebourg, Braunschweig (rôles wagnériens). Comme compositeur, il fut avec succès l'auteur de mélodies, duos, trios, de chorals et de solfèges, également d'œuvres d'orchestre et de musique de chambre, de piano, de chorals avec orchestre, d'opéras: *Amen* (1 acte, Cologne, 1895), *La Paix* (Mayenne, 1907, 4 actes, texte de Max Behrend) et *Le Hasard*

(Halle, 1914). H. vit maintenant à Halle/S. Il est directeur du Conservatoire pour la musique et le théâtre qu'il a fondé. »

Elisabeth Heydrich eut beaucoup de mal à calmer son mari. À force de menaces et de démarches, il parvint finalement à obtenir que la parenthèse affreuse, « de son vrai nom Süss », disparaîtrait dans une nouvelle édition.

Tandis que la lassitude de la guerre se répandait, de plus en plus évidente, dans le peuple allemand, Bruno continuait à croire inébranlablement à la victoire, et il décrivait dans ses articles les méthodes par lesquelles, d'après lui, on arriverait à maîtriser l'ennemi. Mais, soudain, les travailleurs exigèrent qu'on mette fin à l'effort de guerre, et dans le port de Kiel les matelots se révoltèrent. Rien ne put plus empêcher l'effondrement de l'armée impériale. Pourtant, la bourgeoisie de Halle continua de croire à la victoire. Les soldats allemands ne campaient-ils pas encore dans un pays ennemi ? Un empire ne saurait disparaître de la sorte ! Et Bruno Heydrich n'était pas le seul à en être convaincu. Il suffisait

de maintenir ses positions, et le vainqueur demeurerait finalement celui dont les bataillons resteraient maîtres du champ de bataille. Cette conviction, dont Reinhard s'imprègna au sein de sa famille, allait éclairer toute sa vie future.

Reinhard s'engage dans les corps francs

Lycéen à quatorze ans, Reinhard manifeste déjà son aptitude pour tout ce qui relève de la technique. Sa chambre ressemble à un atelier. Aucune expérience chimique ou électrotechnique ne lui paraît trop compliquée, mais il s'intéresse particulièrement aux télécommunications, et surtout à la liaison par radio entre les bateaux et leur mère patrie. Et il a lu presque tous les livres sur les navigateurs célèbres et sur les grandes batailles navales. Ses rayonnages ploient sous la charge des volumes consacrés à la navigation et à l'Histoire. Sur une étagère, il y a la photo d'un matelot, Hans Kinau, qui, sous le pseudonyme de Gorch Fock, a écrit *Seefahrt ist Not* (« La navigation est une nécessité »). Reinhard connaît ce livre par cœur, et il fait de Gorch Fock son idole, ce qui s'explique aussi par le fait que ce marin est tombé pour l'empereur et la patrie au cours de la bataille navale du Skagerrak. Lorsque les nazis prendront le pouvoir, le voilier-école allemand portera le nom de Gorch Fock.

En dehors de l'amour de plus en plus puissant qu'il porte à la navigation et à la technique, il n'oublie pas de pratiquer l'escrime et le violon. Il rêve de devenir un jour un bon escrimeur et un bon navigateur de la marine à voile. Il dit souvent à ses parents qu'il désire suivre la carrière d'officier de marine, mais pas dans le genre habituel. Reinhard se voit amiral, capable de commander une flotte entière. Il connaît déjà les possibilités de couler des bateaux ennemis avec des sous-marins, des torpilles et des bombes, ainsi que la composition chimique de l'explosif nécessaire. Il a déjà, et souvent, ouvert des cartouches pour en brûler la poudre dans le jardin. Ses expériences portent aussi sur l'emploi du phosphore. Ses parents craignent qu'il ne fasse un jour sauter l'immeuble.

À cause de son éducation, Reinhard s'imagine différent de ses camarades; il se sent supérieur à tous. Dans sa conception de la science et de l'art, toutes les réalisations techniques et artistiques découlent de l'œuvre d'hommes hors du commun. L'Allemagne, pense-t-il, a offert au monde un nombre considérable de génies, et il estime d'autant plus injuste et inconcevable que ce pays supérieur puisse, dans une guerre, subir une défaite. Ce lycéen zélé, mais moyennement doué, se mue en défenseur arrogant et agressif de ses idées dès qu'il s'engage dans une discussion.

À quinze ans, Reinhard Heydrich assiste aux réunions de masse des ouvriers

et les entend exiger à voix de plus en plus haute le retour à la paix. Mais les discours nationalistes de ses professeurs et autres patriotes, qui accusent ces canailles de poignarder dans le dos les soldats qui combattent en France et en Russie, correspondent tout à fait à ses convictions. Il décide de s'opposer aux activités « criminelles des cheminots » et des ouvriers métallurgistes en soutenant un mouvement antirévolutionnaire.

Quand la ville apprend que Guillaume II a abdiqué et que le chancelier en fonction, le prince Max de Bade, démissionne pour remettre le pouvoir à Friedrich Ebert, un social-démocrate de Berlin, il ne perçoit partout qu'un seul cri : « Trahison ! »

La proclamation de la République et l'apparition des spartakistes, qui prennent pied également à Halle, amènent Reinhard Heydrich, que son père considère toujours comme «l'enfant prodige », à s'engager dans les corps francs. Le jeune garçon se crée un uniforme composé de pièces dépareillées, auquel il joint un casque d'acier, puis il va s'exercer avec ses camarades pour se préparer à la lutte contre les travailleurs armés.

Le nouveau chancelier Friedrich Ebert et son ministre de la Reichswehr, Gustav Noske, se jugent contraints d'appeler à leur aide les corps francs pour venir à bout des spartakistes. Pour tous les bourgeois, y compris ceux de Halle, le « rétablissement de l'ordre » constitue la première de toutes les nécessités. À la fin de février 1919, quand on apprend à Halle qu'un corps de chasseurs à pied, formé de volontaires, commandé par le général Maercker, se met en marche pour écraser les rebelles, Reinhard Heydrich, enthousiaste, applaudit le régiment qui entre dans la ville. Mais, auparavant, il a dressé la liste des plus dangereux chefs ouvriers, ceux qu'il faut arrêter ou fusiller comme fauteurs de troubles. Le corps des volontaires du général Maercker se livre, du 1er au 3 mars 1919, à une dure action de nettoyage. Reinhard et ses camarades, privés de participation aux combats à cause de leur jeunesse, ne l'appuient pas moins par leurs dénonciations : Heydrich, plus tard, appellera cela «ses services en tant qu'agent de liaison du corps franc Maercker ».

Entre-temps, les bourgeois de la ville, avec l'aide du général Maercker, organisent une milice d'autoprotection, le corps franc de Halle. Reinhard Heydrich s'engage aussitôt dans cette troupe. Il y restera jusqu'au milieu de l'année 1920[8].

«La famille nie aujourd'hui qu'il faille attribuer une trop grande importance à cette appartenance au corps franc, d'autant plus que tous les camarades de sa

classe ont dû automatiquement s’y inscrire[9]. »

Naturellement, la famille et, surtout, sa veuve Lina Heydrich n’apprécient pas que l’on dénonce les activités si précocement antidémocratiques de Reinhard. D’après elle, toute la vie de son mari se résumerait dans l’accomplissement unique de son devoir de soldat. Ainsi, le jeune Reinhard ne se serait pas engagé de son propre gré dans les corps de répression, mais du fait d’une mobilisation obligatoire.

Cette version embellit les faits : elle signifierait qu’Heydrich, en remplissant le 26 novembre 1937 le formulaire exigé pour ses papiers de SS, a fourni de fausses déclarations. En effet, il écrit lui-même avoir servi volontairement de 1919 à 1920 dans le corps franc « Maercker » et dans celui de « Halle ». Ce document existe toujours. Il nous apprend également que de 1920 à 1922 Reinhard Heydrich milita dans la Ligue de résistance et de protection du peuple allemand.

Mieux que Lina Heydrich, qui d’ailleurs ne rencontra son mari que dix ans après l’époque de son engagement dans les corps francs, Karlchen von Eberstein, qui lui aussi y servait alors, nous informe sur l’état d’esprit de son ami Reinhard à cette époque :

«Déjà pendant la guerre, Reinhard manifestait son esprit de « nationaliste extrémiste[e] », il s’intéressait passionnément aux idées « nationalistes » historiques, évoluant jusqu’à devenir un « fanatique de la race pure », et il aurait adhéré à diverses organisations « politiques ». Compte tenu de son éducation tout imprégnée de nationalisme et de culte wagnérien, cela semble plausible[10]. »

Karlchen, toutefois, n’a pas tout dit; Reinhard, quant à lui, se considérait comme un « gorille » du service d’ordre du « mouvement nationaliste » dans les réunions et dans les combats de rues, et ces activités martiales l’occupèrent tant qu’il en négligea le lycée[11]. Cette révélation d’une importance particulière lui permettait d’affirmer au Reichsführer SS Heinrich Himmler qu’en 1920 il avait déjà ressenti la «conscience de la race» qui l’incitait à lutter pour la cause nationale.

On ne trouve pas en vain dans les statuts de la Ligue de résistance et de protection du peuple allemand, parmi bien d’autres du même esprit, le paragraphe suivant:

«La Ligue s’efforce de provoquer la renaissance morale du peuple allemand en réveillant et en favorisant sa saine nature. Elle dénonce l’influence étouffante

et destructrice du judaïsme et en particulier de la pensée et du sentiment juif… La Ligue se donne pour tâche d’expliquer la nature et l’étendue du danger juif et des menaces provenant des autres races non allemandes, et de les combattre en utilisant tous les moyens légaux à sa disposition, politiques, civiques et économiques[12]. »

Versailles et le « danger rouge »

D’après les propres déclarations d’Heydrich, il a appartenu également à l’Organisation Escherich, association extrémiste de droite dirigée par Georg Escherich, un conseiller général des forêts, déjà connu pour ses activités à Halle pendant le putsch de Kapp en 1920. Le capitaine Kapp entreprit contre la République une révolte qui échoua lamentablement devant les contre-mesures prises par Ebert, le président du Reich. En effet, Ebert réussit à mobiliser les travailleurs dans tout le pays au moyen d’une grève générale. Heydrich ne dissimula pas sa déception.

La révolte des matelots en 1917 procura un sujet de réflexion à Reinhard. Dans sa conception patriotique de gosse, c’était là un cas de haute trahison. Deux ans plus tard – âgé alors de quinze ans – en apprenant l’assassinat des chefs des spartakistes, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, il répéta le mot de son père: «*Amen*, c’est ainsi que cela doit être. » Naturellement, il désira tout savoir sur la mutinerie des marins et sur celle des rouges à Berlin. Ces événements révolutionnaires l’intéressaient tellement qu’il décida d’apprendre également le russe. Il se procura très vite un manuel pour débutants. Karlchen von Eberstein raconta des histoires corsées à la famille Heydrich sur les succès de Lénine. Le lycéen Reinhard tira de ces récits des conclusions bien à lui dont il se souvint toute sa vie. Les rouges surent dès le début occuper les nœuds ferroviaires, les gares, les postes, les dépôts militaires et les fabriques d’armement. Les gardes blancs, bien qu’inférieurs en nombre, combattirent vaillamment, affirmait von Eberstein, mais les rouges disposaient de la supériorité, tant en hommes qu’en matériel. La populace, rassemblée en d’énormes bandes conduites par des «meneurs juifs», ne s’était absolument pas rendu compte qu’on l’égarait et qu’on l’abusait selon les mots d’ordre des protocoles des sages de Sion.

Le professeur d’histoire de Reinhard confirma bientôt à Reinhard que cette description de la révolution soviétique correspondait à la vérité historique. Ce professeur appartenait, comme Reinhard lui-même, à la section halloise de la Ligue de résistance et de protection, et il aimait s’entretenir avec les soldats qui revenaient de Russie : le tsar avait péché par faiblesse, omettant de réprimer les

« meneurs populaires juifs », qui purent ainsi créer un État communiste dans le dessein de dominer prochainement l'Europe tout entière. Marx et Engels ne servaient que d'appâts destinés à tromper les travailleurs allemands. Les premiers germes de cette conception « judéo-bolchevique », exploités plus tard par les nazis, venaient d'être déposés dans l'âme de Reinhard. Auprès de la famille de Günther Gereke, un ami de son père, l'adolescent, âgé maintenant de dix-sept ans, allait discuter de façon exhaustive le thème de la révolution soviétique. Chaque fois qu'il se rendait au manoir de Pressel, propriété des Gereke, afin d'admirer leurs chevaux, il profitait de l'occasion pour engager la discussion avec le maître de maison. Gereke, qui occupait un poste politique élevé dans la république de Weimar et qui deviendra commissaire du Travail dans le premier gouvernement d'Hitler, se souvint des dizaines d'années plus tard, après la catastrophe de 1945, que le jeune Heydrich, dès 1921, lui exposait l'importance à apprendre désormais le russe. Combattre un ennemi avec efficacité ne se concevait que si l'on dominait sa langue. Le lycéen voyait dans le mouvement nationaliste, la Völkische Bewegung, une occasion de réveiller l'Allemagne. Les symboles de ce mouvement, le bleuet et la croix gammée, s'accompagnaient de la devise: «Nous sommes les maîtres du monde ! » Cet emblème ornait aussi la chambre de Reinhard[13].

Après l'effondrement de 1945, on publia beaucoup de choses sur Heydrich. Gereke suivit toujours avec attention la carrière de son jeune ami. Lui-même, homme politique du III[e] Reich, finit par être arrêté sur l'ordre de la Gestapo. Mieux que personne, il fut à même de juger dans quelle mesure, après l'examen correspondant au baccalauréat, Heydrich afficha davantage encore son fanatisme nationaliste: «Ce potache, quand il s'agissait de politique, se comportait comme un chien de chasse qui arrive dans la forêt[14]. » Déjà, des raisons supplémentaires pour détester le traité de Versailles surgirent de son engagement dans les corps francs, et il prêchait de façon particulièrement saisissante le «péril rouge » à ses contemporains effrayés.

Pour lui, les libéraux de la tendance Gustav Stresemann, les hommes d'État partisans de la politique dite de complaisance[f] avaient, comme les Juifs, trahi l'Allemagne. Ne pensant qu'à leur bien-être et à leur carrière, ils cédèrent aux exigences des vainqueurs et extorquèrent de l'argent aux contribuables pour satisfaire les demandes des ennemis du Reich. Des politiciens de cet acabit finiraient un jour le dos collé au mur. Les Français incarnaient l'ennemi héréditaire, susceptibles d'une seule chose : s'allier contre le Reich avec les bolcheviks. Le «danger juif», contre lequel les associations de revanchards

mobilisaient toutes les forces de droite, offrait une cible payante aux impérialistes nostalgiques.

Dès l'âge de seize ans, Reinhard, comme son père, admirait ce capitaine Kapp, auteur, en 1920, avec des officiers restés fidèles à l'empereur, d'une tentative de renversement par la force du gouvernement de Weimar. À leurs yeux la grève générale qui fit échouer l'entreprise de l'intrépide capitaine était une raison de plus de haïr les ouvriers. Reinhard, à l'époque comme plus tard, ne dissimula jamais sa déception de cet échec. Il rêva longtemps du retour de l'empereur. Mais, loin de le décourager, ce complot manqué renforça ses convictions d'extrémiste. Avec fierté, il racontera plus tard qu'avec l'organisation Escherish – dite Orgesch –, il participa en mai 1921 à l'écrasement de la troisième insurrection polonaise en Haute Silésie[15]. Son séjour en terre polonaise lui révéla « l'abjection » de ce peuple. Dès lors, il ne haïra pas seulement les Juifs, mais aussi les Slaves et les Français. Son père voyait juste : qu'attendre de bon de la part de la France ? À Versailles, l'Allemagne, obligée d'accepter une paix lui «volant l'Alsace-Lorraine », céda à la Pologne de vastes territoires. Pour procurer au gouvernement de Varsovie un accès à la mer, un corridor séparant la Prusse Orientale de la mère patrie fut établi. Simultanément, des ruines de la monarchie des Habsbourg, surgissaient une série d'États « artificiels » : Tchécoslovaquie, Hongrie, Autriche et Yougoslavie. Pour le jeune Heydrich, ce nouvel ordre signifiait que plus de dix millions d'Allemands vivraient désormais en dehors des frontières du Reich, qui perdait en plus toutes ses colonies et la totalité de sa flotte. Les clauses du traité de Versailles limitaient son contingent de soldats à cent mille et ses officiers de marine à quinze cents.

Ce bilan décevant constituait pour Heydrich, comme pour beaucoup d'Allemands conservateurs, une trahison de la part des politiciens du Reichstag, proclamateurs de la République, pendant que les soldats se battaient sur le front. À leurs yeux, le traité de Versailles ne représentait qu'un « diktat » des vainqueurs. Sans l'agitation politique à l'arrière du front des sociaux-démocrates, pas d'effondrement ni de traité de Versailles.

L'éducation inculquée par son père, l'influence de ses professeurs, la défaite de 1918, sa participation active aux corps francs et au mouvement dit *völkisch*, c'est-à-dire nationaliste et raciste, marquèrent à vie la personnalité de Reinhard Heydrich, bien avant le baccalauréat.

La marine de guerre, berceau du réveil national

C’est à dix-huit ans que Reinhard Heydrich, quittant le lycée, s’apprête à réaliser son ambition de devenir officier de marine. Non seulement il s’agissait d’une profession considérée, mais son travail se déroulerait dans un cercle de sympathisants politiques. À cette époque la marine symbolisait le berceau du réveil national, aussi la Kriegsmarine (la marine de guerre) se transforma-t-elle en un refuge de réactionnaires. Satisfait de ce choix, le père encouragea son fils. Cela d’autant plus que les difficultés d’après-guerre, qui n’épargnèrent pas son conservatoire, éliminaient d’avance toute idée, pour Reinhard, d’embrasser une carrière musicale. Il savait de plus que le jeune homme manifestait une passion pour la politique, et Bruno Heydrich, inscrit au parti des nationaux allemands, estimait, comme tous ceux de cette tendance, que le traité de Versailles ne durerait pas longtemps. Les nationaux allemands devenus un facteur politique important obtinrent, au cours des années 1920-1922, quatre millions deux cent cinquante mille voix sur vingt-huit millions d’électeurs, c’est-à-dire une représentation de presque vingt pour cent de la population, pour Reinhard Heydrich trop peu pour faire pencher la balance en faveur des nationalistes et des racistes, mais assez pour renforcer leur puissance de conviction. Les onze millions de voix des sociaux-démocrates et des «socialistes indépendants », les presque quatre millions de voix du parti du centre, avec les partisans du parti du peuple bavarois (un million trois cent mille) et le parti du peuple allemand de Stresemann avec ses quatre millions d’électeurs à la suite des élections du 6 juin 1920 pesaient toutefois lourdement en comparaison des voix de l’élite intellectuelle, des combattants du front et des nationaux convaincus.

Certes, l’empereur Guillaume II vivait en exil aux Pays-Bas, mais les hommes politiques, les généraux, les industriels et les professeurs d’Université qui espéraient son retour conservaient leurs positions, et les officiers blanchis sous le harnais peuplaient la Reichswehr. Un nombre considérable de militaires en retraite, des plus anciens des corps francs, ce vivier d’où provenait Karlchen von Eberstein, se retrouvaient à Munich, « capitale » du mouvement nationaliste. Ces conjurés reconnaissaient comme meneur un « officier politique », agitateur sorti de l’armée impériale, Adolf Hitler, sans profession, vrai bohème pourtant confident des services secrets militaires. Ce « volontaire » d’origine autrichienne, ex-caporal du front, se révéla un porte-parole enragé dans les réunions politiques des partisans de l’extrême droite et de l’antisémitisme. Ses adeptes enthousiasmés l’élurent chef (Führer) du parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). Karlchen von Eberstein, ayant établi très vite des relations personnelles avec le nouveau chef du parti, voyageait désormais entre Munich, Dresde, Leipzig et Halle. Sa mission particulière: enrôler dans le

nouveau mouvement les anciens combattants saxons et les officiers mis à la retraite. Aussi, rien d'étonnant qu'il réussisse à exposer au jeune Reinhard Heydrich l'importance de ce nouveau parti Völkisch, nationaliste, qui ferait date dans l'Histoire, et à la tête duquel se trouvait l'impitoyable Adolf Hitler.

Pour mieux lui faire comprendre ce dont il s'agissait, il lui fit parvenir régulièrement le journal du parti, le *Völkischer Beobachter*, qui paraissait à Munich. On y lisait qu'Hitler entendait organiser son mouvement sur une base militaire afin de conquérir le pouvoir. Si cela s'avérait inévitable, on oserait se soulever et dénoncer le traité de Versailles. La première condition préalable du succès d'un tel soulèvement consistait à séparer les travailleurs des marxistes et à les enrôler dans le parti national-socialiste. Hitler escomptait qu'en cas d'une révolte populaire, la Reichswehr se joindrait au peuple. Du fait de la nécessité indispensable de défendre les frontières du pays, l'armée régulière n'élèverait aucune protestation contre la formation de milices nationales.

Aux oreilles de Reinhard Heydrich, nationaliste et raciste fanatique, ancien «combattant de la guerre civile », de telles fanfares résonnaient comme une musique céleste.

À ce futur officier de marine, la «nouvelle Kriegsmarine » paraissait l'instrument grâce auquel on pourrait soutenir puissamment ce réveil national. D'après lui, elle contribuerait à la suppression de l'hypothèse née de la trahison de 1918. L'amiral impérial Adolf von Trotha, chef d'état-major pendant la guerre de la flotte de haute mer, occupa de 1918 à 1920 le poste de chef de l'amirauté. Après sa mise à la retraite, il déploya, surtout dans les mouvements de la jeunesse nationale, une vive activité. Le comte Felix von Luckner, le légendaire commandant du *Seeadler* (« Aigle de mer »), parcourait l'Allemagne et enthousiasmait ses auditeurs par le récit des prouesses du croiseur allemand dans les océans Atlantique et Pacifique. Son célèbre livre, *Seeteufel* (« Le Diable des mers »), où ce marin endurci contait sa vie aventureuse et mouvementée, devint l'un des livres de chevet de Reinhard. De plus, chaque fois que son auteur passait par Halle, il ne manquait pas de rendre visite au compositeur Heydrich.

Les relations étendues de Bruno Heydrich facilitèrent à son fils l'accès à la marine de guerre. Avant le départ définitif de Reinhard, son père lui conseilla de ne pas afficher immédiatement ses opinions politiques. Il lui fallait à tout prix garder sa place, afin que le mouvement national dispose partout d'hommes de confiance. Par ailleurs, un tel comportement lui garantissait également un rang social indépendant et une réussite de sa carrière.

Bruno accompagna son fils à la gare et, au dernier moment, lui mit son violon sous le bras. Le comte von Luckner, lors de sa dernière visite, leur avait, en effet, assuré qu’on prisait particulièrement la musique dans la marine. Grâce à elle, Reinhard pourrait se détendre et distraire ses camarades pendant les heures de loisirs.

Le futur enseigne de vaisseau n’emportait pas seulement son violon sous le bras, mais aussi un ensemble bien précis de conceptions politiques et d’idées cachées, susceptibles de lui causer des difficultés. En tant qu’ancien combattant des corps francs, il ne pourrait discuter politique avec des officiers qu’en possédant des « connaissances»àla hauteur de ses partenaires.

2

L'amiral qui ne le sera jamais

Le 30 mars 1922, à Kiel, Reinhard Heydrich, âgé de dix-huit ans, fut accepté dans la marine. Les témoignages sur la première période de sa carrière se contredisent. Ils se composent en grande partie d'anecdotes et d'« historiettes » ; on y parle beaucoup du violon et de la voix peu virile du nouvel élève officier. On raconte que les bourgeois de Halle s'étonnèrent qu'on ne renvoyât pas tout de suite dans ses foyers ce « Kadett », fils du « juif Süss »…

Avec Reinhard Heydrich, la marine du Reich recrutait un élément original, différent en de nombreux points des autres élèves officiers. Très sûr de lui, soutenu par la certitude de compter de nombreux amis dans le mouvement Völkisch, il pouvait se comporter, même à l'égard de ses supérieurs, avec une désinvolture inhabituelle chez un simple aspirant.

La première période d'instruction se déroula d'octobre 1922 à mars 1923 à bord du navire de ligne *Braunschweig*. D'après certains témoins, le jeune Reinhard, d'abord malheureux, taciturne et solitaire, se tenait souvent à l'écart de ses camarades. Des railleurs l'auraient surnommé *Himmelsziege* (la « chèvre du ciel»), et lors de ses accès de tristesse, il se serait réfugié avec son violon dans un «recoin retiré à l'avant du navire[16] ».

Sur son aspect extérieur, nous possédons le témoignage suivant : « Heydrich était d'une stature haute, élancée. Sur un cou un peu trop long était posée une tête au long visage chevalin, au menton et au front fuyants, avec un grand nez et des cheveux blond clair[17] … »

Son entrée dans la marine inaugurait la deuxième étape de la formation de sa personnalité. Ne pouvant ou ne voulant pas s'occuper tout de suite de politique, il attacha d'autant plus d'importance à la poursuite de ses études techniques.

Avec sa haute taille et son assurance, il impressionnait son entourage; on l'appela bientôt le Blond Siegfried. Ce surnom se rapportait également à son aversion non déguisée pour tout l'univers «non aryen ». À bord, comme chez lui,

il se laissait aller à ses goûts sportifs. Il aimait par-dessus tout la nage, la course à pied et l'escrime. Heinrich Beucke, un de ses camarades de l'époque, capitaine de vaisseau en retraite, le décrit comme faisant à l'occasion une impression quelque peu féminine et comme un mauvais gymnaste. Il en trace ainsi le portrait :

« Pas d'intérêts particuliers… On a célébré plus tard la grande intelligence d'Heydrich. Dans les disciplines théoriques de l'école navale et également dans les autres, il n'a nulle part montré de l'intelligence ou fourni des preuves de ses connaissances. Sa culture générale était au plus moyenne[18]. »

Cependant, admet Beucke, on discernait chez lui une « certaine astuce paysanne ». Devenu enseigne de vaisseau, il a donné l'impression suivante :

«Dans son caractère, on remarquait particulièrement la vanité, le contentement de soi, le désir de plaire, la mollesse et une hypersensibilité. Dans l'ensemble, il faisait l'effet d'être plein de contradictions. Il devint très vite la cible préférée des railleries de presque tous ses camarades. Et ses réactions étaient toujours fausses. Seul dans sa promotion, il n'avait personne dont il put se dire l'ami. Il devint totalement solitaire[19]… »

Si l'on s'en tient à cette description, Reinhard Heydrich n'incarnait que de loin «l'enfant prodige » que son père désirait voir en lui. Au lieu de cela, il savait seulement tirer un parti avantageux de son «astuce paysanne » et de son apparence physique; son autre point fort consistaità«discerner ses chances, à deviner les désirs de ses supérieurs et [à utiliser] … sa faculté d'adaptation [20] ». Ajoutons à cela un talent de comédien égal à celui de son père. Grâce à cette capacité de s'adapter à une ambiance et à une situation données, il se développa en lui un type de comportement correspondant à son intelligence, celui de « l'arriviste ».

Pour l'observateur, il s'avère facile de concilier la formation qu'Heydrich reçut dans sa jeunesse avec son évolution postérieure, professionnelle et humaine, dans la marine de guerre du Reich. Là aussi, il s'acharne sur la technique ; là aussi, il manifeste ouvertement son aversion pour les Juifs ; les Allemands leur doivent le traité de Versailles ; en soulevant les ouvriers, ils brisèrent la colonne vertébrale du Reich. La révolution russe ? C'est aussi l'œuvre des Juifs[21].

Le deuxième stade de la formation du futur officier de marine se déroula à bord du voilier-école *Niobé*. Ces exercices pratiques inoculèrent à Heydrich la passion de la voile. Il se mit à dévorer tous les livres disponibles à ce sujet et

s’enthousiasma pour les exploits des conquistadores. Colomb et Magellan le fascinèrent.

En juillet 1923, commença la dernière phase de sa formation d’aspirant de marine à bord du croiseur *Berlin* ; elle s’acheva en mars 1924. Les expériences que Reinhard recueillit pendant ces mois ne le cédèrent en rien à celles recueillies durant son séjour dans les corps francs. Son instructeur fut le lieutenant de vaisseau Wilhelm Canaris, le futur chef du contre-espionnage allemand, l’Abwehr. En très peu de temps, un sentiment d’amitié s’établit entre cet officier prudent et son élève. Ils aimaient discuter ensemble, et Canaris se laissait aller à parler de la guerre mondiale. Il avait servi en Amérique latine, en Espagne et dans le secteur méditerranéen, finalement, avec les Autrichiens à Pula, en tentant de résister aux flottes si supérieures des Anglais, des Français et des Italiens.

En découvrant qu’Heydrich manifestait un intérêt particulier pour les liaisons par radio, Canaris lui déclara que, le Reich, une fois l’argent nécessaire à sa disposition, construirait un grand nombre de navires de guerre, mais que pour le moment, on manquait de techniciens. La marine du Reich, pour son état-major et les points d’appui de sa flotte, réclamait surtout des experts radio de tout premier rang. Toutefois, pour occuper de tels postes, l’amirauté entreprenait déjà la recherche de personnel fiable. Pour Canaris et Heydrich, la radiotélégraphie représentait la clé et le levier essentiels d’une puissance militaire. « La catastrophe débuta lorsqu’on constata en 1917 que les radios de bord se trouvaient dans les mains des techniciens membres des conseils des mutins, et que les officiers ne disposaient d’aucune possibilité d’intervention immédiate, c’est-à-dire de fusiller sur-le-champ ces traîtres », disait Canaris à son élève. « Les bâtiments restaient paralysés dans les ports et sur la mer car les messages transmis par la radio ordonnaient aux rouges : *Feuer aus den Kes-seln* ! (« Éteignez le feu dans les chaudières ! ») . Les commandants des navires furent obligés de se soumettre aux ordres de leurs subordonnés. Si nous disposions un jour de la chance de reconstituer notre puissance militaire, n’oubliez pas, mon jeune ami, qu’il faudra bien réfléchir à qui l’on confiera le service de renseignement et qui l’on recrutera pour le service technique de transmission. »

«Éteignez le feu dans les chaudières ! » « Interdit de fusiller les traîtres ! » « Service de renseignement. » « Service technique de transmission ! » – Heydrich enregistra tout. Ces mots d’ordre, quel programme pour l’officier de marine ! Il se tiendra toute sa vie aux conseils de son maître, qui rêvait de revoir le temps glorieux où il commandait l’escadre de sous-marins allemands basée à Pula et

Cattaro sur l'Adriatique.

Les conversations avec Canaris enthousiasmaient Reinhard. Il décida d'apprendre la télégraphie sans fil et de devenir un spécialiste des communications par radio.

La faculté d'adaptation de Reinhard Heydrich s'était déjà manifestée sur le croiseur *Berlin*. Il y fit la connaissance de deux officiers très différents d'aspect et de caractère, le commandant du bateau, le capitaine de frégate Wilfried von Loewenfeld, et le commandant en second, Wilhelm Canaris. Loewenfeld se distinguait surtout par la sévérité de ses méthodes de formation, qui suscitaient parfois la désapprobation de Canaris. Mais l'élève officier Heydrich appréciait également la dureté du capitaine de frégate et s'adapta aussitôt à son système du « dressage à la prussienne». Il se convainquit qu'un inférieur ne devient un bon soldat que lorsque son service le prend tellement qu'il n'a plus envie de penser à autre chose. Le lieutenant de vaisseau Wilhelm Canaris, donnant extérieurement l'impression d'un penseur et d'un ascète, estimait les méthodes de Loewenfeld par trop brutales. En juillet 1920, Canaris, premier officier d'état-major du commandement de la Baltique à Kiel, fut obligé de s'occuper en détail des questions d'ordre politique. Au cours de 1920, alors que le putsch de Kapp ébranlait l'Allemagne, il appartenait aux officiers favorables à cette action, un fait qui, en juin 1923, lui coûta son poste. Il se retrouva plus tard sur le croiseur Berlin[22].

L'amitié entre le commandant en second et l'élève officier ne résultait pas d'un hasard. Les deux hommes se retrouvaient unis dans leur forte aversion contre les puissances victorieuses et un penchant marqué pour la politique revancharde. En janvier 1923, les troupes françaises et belges occupant la Ruhr, le gouvernement du Reich appela la population allemande à la « défense par la résistance passive ». Des grèves, des actions de sabotage s'ensuivirent et des incidents violents éclataient un peu partout. Le radio du Berlin enregistrait toutes les nouvelles qui se rapportaient à ces événements. L'une de ces informations annonça l'exécution le 25 mai 1923 d'un combattant des corps francs, Leo Schlageter, accusé de sabotage dans la Ruhr. L'équipage du croiseur proclama aussitôt Schlageter martyr national, dont la mort exigeait vengeance.

Cette résistance dans la Ruhr fut le sujet préféré des discussions du commandant en second et de son élève officier. Heydrich put se vanter de ses hauts faits comme « agent de liaison » dans le corps franc de Halle. Autre thème, au moins aussi cher aux deux marins : l'échec à Munich du putsch d'Adolf Hitler, en novembre 1923. Canaris conseilla de ne pas considérer cet acte de

rébellion comme une simple protestation, au risque de le sous-estimer. De toute façon, le général Erich Ludendorff, le stratège connu de la guerre mondiale, participait au mouvement d'Hitler. En cas de réussite de ce coup de main, Ludendorff passait commandant suprême de la Reichswehr. Selon Canaris, quel changement heureux pour l'Allemagne, car le vieux bretteur aurait parlé aux Français un tout autre langage que celui employé par le chancelier du Reich et le futur ministre des Affaires étrangères, Stresemann.

Sa situation personnelle et celle, politique, de l'Allemagne se répercutaient de façon déprimante sur le commandant en second du *Berlin*. Un biographe de Canaris décrit comme suit l'impression qu'Heydrich fit alors sur son maître :

«Seule l'attention courtoise, presque servile, d'un élève officier à la taille de longue perche parvenait occasionnellement à distraire Canaris. Canaris remarqua ce visage, il ne l'oublia jamais plus et ces traits le poursuivront plus tard comme un cauchemar : sur un cou interminable, une tête au visage allongé qui semblait composé de deux moitiés différentes, un grand nez, des pommettes fortement saillantes, de mauvaises dents de devant[23]. »

Pour le biographe, Canaris « ne s'y connaissait pas en hommes » ; «il se laissait impressionner par des compliments[24] », et Heydrich, d'après ces sources, sut profiter amplement de la faiblesse naturelle de Canaris.

L'amitié forgée sur le croiseur *Berlin* prit plus tard la forme d'une conjuration, tant pour la vedette de l'empire policier national-socialiste que pour le chef de l'Abwehr. Malheureusement, les historiens l'ont constamment négligée ; au lieu d'aller jusqu'au fond de la vérité, ils répandirent une légende : d'après eux, le chef suprême de l'Abwehr, en prenant possession de son poste en 1935, entreprit immédiatement de travailler contre Heydrich. Sur ce point, les historiens ne s'accordent pas. Voilà l'opinion qui prévaut:

« Le bon et loyal patriote Canaris, l'ami de son pays, livrant sans arrêt un combat irréprochable contre Heydrich, le chef satanique du service de la sûreté… » Ce tableau pouvait convenir aux besoins profondément apologétiques des biographes de Canaris : ce n'est pas la vérité[25].

Précisément parce que Canaris soutint avec conviction Hitler, et parce qu'Heydrich, dès le début, partagea ses opinions politiques, on verra, dix ans plus tard, Canaris tomber sous l'influence de son ancien subordonné. De ce fait, son élève, devenu en 1934 chef de la police secrète d'État et à partir de 1939 tête de l'administration principale de la sécurité du Reich, disposera de moyens d'action par l'intermédiaire de son ancien maître, promu contre-amiral et chef du

contre-espionnage de l’armée, l’Abwehr. La rencontre d’Heydrich et de Canaris influença sans doute la formation politique du jeune élève officier, de même que, huit ans plus tard, ses relations avec Himmler. À cet égard, nous pouvons supposer que le récit de la veuve d’Heydrich correspond à la vérité :

« Heinrich Himmler a joué dans la vie de Reinhard un rôle décisif. Seul Wilhelm Canaris, le chef du service allemand du contre-espionnage, a exercé une influence aussi fatidique sur l’existence de Reinhard. Ils se sont rencontrés pour la première fois sur le bateau de guerre *Braunschweig*, où Canaris était capitaine de vaisseau[26]. »

Rétablissons la vérité : la première rencontre des deux hommes des services secrets ne se déroula pas sur le *Braunschweig*, mais sur le *Berlin*. De même, à cette époque, Canaris ne revêtait pas le grade de capitaine de vaisseau, mais celui de lieutenant de vaisseau.

L’enseignement suprême retiré par le jeune Heydrich pour sa vie future de ses entretiens avec Canaris tient dans cette formule : la réalisation d’une politique nationale exige de soumettre la «politique de la marine » aux exigences primordiales du pays.

Il concevait maintenant le passage de la «politique navale » à la politique nationale. Du corps des officiers de marine sortaient d’excellents experts en matière de renseignement. Le fait que ces professionnels occupèrent dans l’armée des postes d’où, par leurs rapports, ils pouvaient influencer aussi bien l’état-major général que le gouvernement revêtait une importance décisive. Cela, Heydrich en prit conscience déjà sur le *Berlin*. Canaris entreprit cependant de l’avertir : « Un officier qui a des idées politiques vit en exil à bord d’un bateau. » Le jeune nationaliste, tourmenté par les penchants activistes de son adolescence, comprit alors que l’uniforme constituait malgré tout un moyen essentiel de la politique du Reich. Cela détermina sa spécialisation : ses domaines comprendraient désormais les services de la radiotélégraphie et du renseignement.

Il deviendra donc un officier politique, et Canaris l’aidera de telle sorte qu’il puisse plus tard naviguer seul dans son sillage.

Quand, en mars 1924, l’élève du « loup de mer » quitta Berlin, sa promotion en poche, et fut promu, le 1er avril 1924, aspirant de marine, il connaissait déjà la formation qu’il désirait acquérir. Le même mois, il se présentait à l’école des élèves officiers de marine de Mürwik, près de Flensburg, dans le Schleswig-Holstein. Il y resta jusqu’en mars 1925. Wilhelm Canaris adressa au

commandant de l’école une lettre de recommandation pour son jeune ami. Un camarade d’équipage d’Heydrich, Hans Rehm, futur capitaine de vaisseau, dira après 1945 :

« À l’école navale, Heydrich était un élève moyen aussi bien en instruction que dans les disciplines scientifiques et techniques[27]… »

De nouveau, il manifeste son intérêt pour le sport : nage, voile, escrime et course à pied. C’est dans l’athlétisme qu’il montre un certain zèle car il a l’intention de courir le dix mille mètres et d’y triompher. Puis il pratique une nouvelle discipline : l’équitation ! Ce marin montera comme un uhlan. Après la guerre, sa veuve prétendra se souvenir de deux chutes de cheval; à la suite de l’une d’elles, il se serait cassé l’os nasal, d’où plus tard une courbure accentuée. Pourtant, des personnes proches d’Heydrich ne remarquèrent jamais ce changement, même sur des photos. Cette précision de Lina Heydrich découle peut-être de la « maladie familiale » : empêcher quiconque de prétendre de son mari que, dès sa naissance, il possédait une caractéristique physique non aryenne…

À Mürwik, l’aspirant de marine poursuit ses études de russe. Il se donne beaucoup de peine pendant six mois, mais sans enregistrer de résultats notables. L’entraînement sportif absorbe la plus grande partie de son temps libre.

L’officier de renseignement : arriviste ou idéaliste ?

D’avril à décembre 1925, l’aspirant de marine Reinhard Heydrich suit de nombreux cours sur les armes. De janvier à septembre 1926, il se retrouve sur le vaisseau de ligne *Braunschweig*, où il est promu Oberfähnrich (aspirant-chef). Puis on l’enverra à bord d’un autre vaisseau de ligne, le *Schleswig-Holstein*.

À bord du bateau-amiral *Schleswig-Holstein*, Heydrich, à sa propre demande, acquiert une formation d’officier technicien de renseignement. Avec une curiosité passionnée il se consacre désormais à la radio et étudie tout ce qui surgit de nouveau dans ce domaine. Jusqu’à l’automne 1928, il sert comme second officier radio sur le Schleswig-Holstein. Le 1er juillet de la même année, il est promu enseigne de vaisseau de 1re classe. Il a atteint son but : sa prochaine affectation l’attend dans un commandement du service de renseignement. Il remplit pour cela les conditions nécessaires. Il connaît toutes les sortes d’armes et a subi une «formation militaire spéciale » dans les départements suivants: infanterie, artillerie, service des torpilles, signalisation, navigation, en général, et renseignements. Il parle les langues suivantes : l’anglais (il a passé « l’examen préalable en vue de l’examen définitif d’interprète militaire ») et l’espagnol. En

russe et en français, il se considère lui-même comme débutant.

En revanche, l'officier de renseignement débutant se tient pour un expert en armement général, artillerie et communication par radio. Il possède le permis de conduire les automobiles et motocyclettes. Sa santé ne peut être meilleure. Et ses convictions idéologiques ne laissent rien à désirer: il passe pour un nationaliste dur comme un roc. Ses manières impressionnent ses supérieurs et tous ceux qu'il fréquente. Sa connaissance théorique et pratique de la musique contribuera – du moins l'espère-t-il – à son succès dans la bonne société. Au tréfonds de lui-même, absolument convaincu de la victoire prochaine du national-socialisme, le triomphe qu'Hitler remporte jusqu'alors dans chacun de ses rassemblements politiques renforce son espoir. Son ami von Eberstein le tient régulièrement au courant des progrès du mouvement.

Au cours de son service, Heydrich a l'occasion de rendre visite à de nombreuses villes côtières allemandes. À Wilhelmshaven, il fait la connaissance de Hermann Behrens, fils d'un aubergiste. Les deux jeunes gens se lient d'amitié, surtout parce que la même conception politique les unit. Lorsque les nationaux-socialistes prendront le pouvoir, Heydrich fera venir son ami à son état-major de Berlin, où le provincial célébrera la clairvoyance de l'officier de marine. En 1930, après la victoire électorale écrasante d'Adolf Hitler, Heydrich, sûr de lui, déclarera à Behrens : « Maintenant, il ne reste rien d'autre à Hindenburg que de nommer Adolf Hitler chancelier du Reich. Alors, notre heure aura sonné[28] !»

En occupant finalement le poste de confiance d'officier radio et du service de renseignement au département de l'amirauté à Kiel, l'enseigne de 1re classe est plein de fierté. Il occupe le tremplin qui lui permettra de grimper encore plus haut.

À Kiel, capitale du Schleswig-Holstein, qui comptait déjà deux cent mille habitants, résidait le haut commandement de la marine de guerre. Une université garantissait une vie estudiantine non dépourvue de distractions, et la Semaine de Kiel, événement sportif scientifique et culturel international se déroulant chaque année, constitue pour Heydrich une attraction tout à fait particulière. Elle signifiait la fin de cette période de réclusion volontaire qu'il vivait en mer.

Ses camarades affirmèrent dès lors qu'après la fin de sa dernière affectation sur un bateau un changement étonnant se produisit chez lui. Il ne manqua plus un événement mondain et, en tant que violoniste, prit même part à des manifestations musicales. De plus, il s'efforça désormais de tenir ses anciens

camarades à distance. Brusquement, il devint plein de méfiance, jusqu'à s'écarter de l'un de ses plus vieux compagnons de bord, le baron Hubert von Wangenheim. Ce dernier a raconté plus tard qu'Heydrich « n'avait pas confiance dans les autres. Il redoutait qu'ils le haïssent et ne l'attirent dans un piège[29] ».

Que craignait-il donc? Voulait-il éviter toute conversation politique ? Ou croyait-il seulement qu'on l'observait, du fait qu'il occupait maintenant un poste confidentiel? Toujours est-il que des informations importantes passaient par ses mains. Elles comprenaient non seulement des propositions d'avancement ou de congés pour mariage, et des communications entre les bateaux en mer et le commandement naval, mais ce qui transitait par son bureau incluait aussi le récit d'intrigues personnelles à l'intérieur du corps des officiers, ou des rapports politiques pour le service de contre-espionnage. Il lui fallait la plupart du temps transmettre ces informations sous une forme codée. Plus que tous ses camarades, il ressentait l'obligation du silence. Mais il la rompit parfois, estimant qu'il appartenait désormais à un autre univers, plus important: celui justement du service secret!

À tous ceux qui le connaissaient, Reinhard Heydrich apparut dès lors comme un étranger; rares demeuraient ceux qui, lors d'une rencontre fortuite, osaient tout simplement entamer une conversation[29]. On ne l'entendait plus se vanter de ses succès : il craignait la jalousie des autres. Son temps libre lui semblait aussi important que sa profession: il fréquentait la « bonne société », pratiquait la voile, s'intéressait aux femmes et acquit bientôt à Kiel la réputation d'un petit Casanova. Ceux qui se souvenaient encore de cette époque racontèrent plus tard que le blond Reinhard se préoccupait du bonheur des dames, qu'elles fussent jeunes ou âgées. Il savait les divertir. Il possédait assez de charme pour faire oublier son visage accusé, ses yeux bridés et sa voix haut perchée. Ses thèmes préférés, qu'il connaissait à fond, charmaient les femmes: musique, sport, aventures maritimes, politiques, tous domaines dans lesquels il excellait. Mais il maîtrisait également l'art d'écouter, de placer au bon endroit une remarque frappante. Aussi obtint-il bientôt la confiance d'une quantité de personnes bien choisies[30]. Tout comme son père, l'officier du service de renseignement se sentait à l'aise dans la société des grands bourgeois. Il envisageait une promotion rapide qui aboutirait au ministère de la Reichswehr, à Berlin ! Que pensait-on de la prestance d'Heydrich à cette époque-là ?

Il comportait toutes les caractéristiques susceptibles d'en imposer aux autres, celles que le national-socialisme recherchait prioritairement dans son image de l'homme. Déjà dans son aspect extérieur : si le national-socialisme s'était

regardé dans une glace, il aurait vu apparaître Reinhard Heydrich. La vision historique d'une élite raciale, vision qui déterminait l'utopie futuriste du national-socialisme, se centrait sur le choix d'un type d'homme dont la description a été fournie avec le plus de précision par le théoricien racial du IIIe Reich, Hans F. Günther : ce type blond et de haute taille, au crâne allongé et au visage étroit, se complétait par des pommettes saillantes, un nez mince à la racine haute, des cheveux souples et clairs, des yeux eux aussi clairs et très enfoncés, et une peau blanche et rose[31].

En ce qui concerne ses rapports avec ses subordonnés, on se souviendra plus tard que matelots et sous-officiers du vaisseau amiral *Schleswig-Holstein* se méfiaient ouvertement de l'enseigne de 1re classe. Rien d'étonnant que ses camarades décrivent Heydrich «dans ses relations avec ses inférieurs… froid, rogue, orgueilleux et souvent insultant en paroles et dans sa manière de les traiter ». Ils précisent même que «de pénibles conflits avec l'équipage du *Schleswig-Holstein*, provoqués par son comportement, aboutirent presque à deux reprises à une mutinerie dirigée contre lui[32] ».

Par cette attitude brutale envers ses subordonnés, Heydrich croyait sans doute gagner ses épaulettes pour son avancement futur. Lors de la mise à l'eau des canots, si les matelots n'obéissaient pas assez vite à ses commandements, on l'entendait hurler : « Espèce de sacs à merde, remuez-vous! Je vais vous apprendre à vous conduire : nous ne sommes pas la flotte anglaise ou française[33] !»

Mais maintenant, le temps de l'apprentissage terminé, le radiotélégraphiste ambitieux détient un poste au bureau central de l'amirauté : son ton rude ne convient plus. Ses collègues, des officiers comme lui, apprécient seulement ses qualités professionnelles de transmetteur d'informations, de même que la sympathie qu'il leur inspire sur le plan politique.

Jusqu'au début de 1931 – Heydrich a vingt-sept ans –, il espérera une promotion à Berlin dans le service de contre-espionnage (Abwehr) ou au ministère de la Guerre. On attend sûrement à Berlin un technicien dans son genre[34].

Fasciné par la technique et la politique

Si nous opérons la somme de tout ce que nous savons maintenant sur Reinhard Heydrich, nous pouvons nous interroger sur les raisons incitant ce jeune officier de marine, après cinq ans d'effort, de 1922 à 1927, pour obtenir un

poste d’officier radio, à demander subitement son transfert dans l’administration de la marine. L’intention d’embrasser une carrière de bureaucrate ? Le désir de se spécialiser au point de vue technique ? Des motifs se rapportant à la politique et à sa conception du monde ? La possibilité, dans un état-major de commandement, d’accéder aux chances les meilleures tant pour son ambition personnelle que pour sa patrie ? Une seule certitude : en raison de son arrivisme acharné, Heydrich suscitait déjà l’antipathie de presque tous ses camarades.

Il n’existe aucune note personnelle, aucun journal d’Heydrich concernant cette période de changement professionnel. Il ne nous reste que les récits des témoins et, de façon fragmentaire, quelques documents très instructifs, ce qui va nous permettre, après un examen critique, de dégager une vision plus claire du personnage que celle proposée jusqu’à présent par nos devanciers.

Un historien israélien, Shlomo Aronson, a publié en 1971 une multitude de matériaux documentaires sur la famille et les amis d’Heydrich, et il en conclut que Reinhard Heydrich mérite alors le qualificatif d’« apolitique » : « Ses lectures se limitaient aux journaux de sport et aux romans policiers[35] [36]. »

Si nous partons du principe que ces affirmations correspondent aux faits, nous arrivons inévitablement à la conclusion que la carrière du superpolicier du IIIe Reich résulta d’une série de hasards aveugles, et que son ascension macabre constitua le malheur de cet officier si « convenable ».

Posons cependant une question: comment un homme qui, dès l’âge de quinze ans, combat dans les rangs du mouvement national (*völkisch*), qui pose devant l’objectif, en portant fièrement le casque d’acier de membre des corps francs, qui, dès l’enfance, s’imprègne auprès de son père de l’image des Juifs, « peuple satanique », peut-il être taxé d’officier sans convictions politiques ? Est-il admissible que, d’un jour à l’autre, lorsqu’il entre dans la marine, où il continuera d’ailleurs à chanter les mêmes hymnes de combat qu’à la section de Halle et à la Ligue de résistance et de protection, il fasse machine arrière et devienne un individu totalement apolitique? Les cours d’instruction de la marine de guerre allemande jouissaient alors de la réputation d’endoctriner, sous une forme particulièrement poussée, les générations montantes contre le «diktat de Versailles ». Tout ce qui de la situation mondiale, en matière de politique et de stratégie, demeurait dissimulé à l’étudiant sortant d’un institut d’enseignement supérieur quelconque, l’élève d’une école militaire l’apprenait dans tous ses détails. Dans quelque pays que ce soit, le credo du corps des officiers réside, en fin de compte, dans la certitude que l’avancement personnel dépend toujours de la situation politique mondiale !

Non seulement l'élève officier Heydrich reçut la formation politique courante dans la marine, mais on l'instruisit naturellement de la tradition militaire prussienne et on lui inculqua la quintessence des vertus des anciens Vikings.

Les victoires de la marine de guerre, quelle gloire ! Tous les ans, la nation commémorait l'anniversaire de la plus grande bataille navale de l'Histoire, celle, victorieuse, du Skagerrak. Le 31 mai et le 1er juin 1916, l'amiral Reinhard Scherr, commandant la flotte allemande de haute mer, battit l'ennemi anglais malgré l'infériorité de ses forces. Les pertes des Anglais atteignirent six mille deux cents marins, celles des Allemands deux mille quatre cents seulement. Cent quinze mille tonnes de navires anglais finirent au fond de la mer contre soixante mille du côté allemand. La bataille du Skagerrak demeurait pour tout marin allemand un exemple unique de l'art militaire naval de ses amiraux. Cette science stratégique et le courage des hommes suffiraient également dans l'avenir à vaincre l'ennemi, en dépit de son éventuelle supériorité numérique. Ainsi s'énonçait le message dans les bréviaires des militaristes et des revanchards acharnés.

Heydrich savait qu'après cette bataille les Britanniques ne se risqueraient jamais plus à pénétrer dans le Skagerrak, le détroit entre la Norvège et le Jutland qui donnait accès à la Baltique. L'indignation soulevait les élèves des académies militaires chaque fois qu'on leur répétait que la grande nation allemande ne disposerait plus, d'après le traité de Versailles, que de six croiseurs légers (six mille tonnes) armés de canons de 150 mm. Trente-cinq mille marins allemands avaient-ils sacrifié leur vie pendant la guerre mondiale pour en arriver là ?

Nombreux se comptaient ses camarades qui rêvaient déjà d'établir en Europe un «ordre nouveau ». Une nation comme l'Allemagne, avec l'avantage de sa situation géographique, son formidable potentiel industriel et une quantité correspondante de soldats invincibles, devait simplement, à l'époque de la technique, trouver une solution qui permettrait de « briser les chaînes de Versailles » et de créer une nouvelle Europe.

Au fur et à mesure de sa formation, Heydrich a, par conséquent, élargi ses connaissances techniques aussi bien que son horizon politique. Il acquit très vite la capacité de concevoir la portée historique du progrès technique. La science au service de la grandeur du Reich, facteur décisif en vue de réaliser les visions stratégiques de l'Allemagne ressuscitée.

En 1924, lorsque commença l'époque passionnante des grandes expériences aériennes, ses idées sur les rapports de la technique et de la politique se

concrétisèrent et se renforcèrent encore plus.

Âgé alors de vingt ans, il ressent toute la fierté nationale qu'éprouve l'Allemagne quand Hugo Eckener, à bord de son zeppelin, parvient à relier l'Europe à l'Amérique. En 1925, il se passionne pour le vol accompli par l'Américain Richard Byrd du Spitzberg au pôle Nord. En 1926, Umberto Nobile et Roald Amundsen, à bord du dirigeable Norge, établissent une nouvelle liaison aérienne, par le pôle Nord, entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Benito Mussolini, chef du gouvernement italien, soutient personnellement cette entreprise. Un an plus tard, en 1927, un pilote américain, Charles Lindberg, vole de New York à Paris. Une nouvelle victoire technique vient aussi d'être remportée ! En 1928, quand Nobile s'envole pour le pôle Nord aux commandes du dirigeable *Italia*, Heydrich suit l'exploit avec le plus vif intérêt, dans tous ses rebondissements : la chute de l'*Italia* et la mort de Roald Amundsen, qui essayait, avec l'hydravion français *Latham*, d'apporter de l'aide à son concurrent *Nobile* échoué sur le désert de glace.

Officier radio à bord du *Schleswig-Holstein*, il disposait mieux que tout autre de la possibilité de ne rien perdre des péripéties de ce dramatique événement. Il ne cacha pas sa déception quand les Soviétiques parvinrent à sauver les Italiens qui attendaient des secours sur la banquise, près du Spitzberg. Heydrich haïssait profondément les Russes : « J'aurais applaudi n'importe quel autre équipage pour ce sauvetage, mais pas des Russes ! »

En 1928, quand Eckener osa procéder à une nouvelle expérience – il s'agissait de transporter des passagers avec un dirigeable – , les officiers de marine allemands discutèrent passionnément du destin de la navigation aérienne. L'avenir se situait-il sur mer ou dans les airs ? Un an plus tard, l'industrie allemande parvenait déjà à construire une machine apte à transporter six tonnes de fret à une altitude de deux mille mètres. Heydrich, le marin, fut enthousiasmé lorsque la presse annonça la construction par l'Allemagne du plus grand hydravion du monde, le *Dornier X* à dix moteurs.

Toujours grâce à la radio, Heydrich suivit le vol de deux pilotes allemands, le baron Günther von Hünefeld et Hermann Kehl, qui, le 12 avril 1928, franchirent l'Atlantique d'est en ouest les premiers, avec l'Irlandais Fitzmaurice. Le retour des héros au pays fut triomphal. Thomas Mann, qui assista à ce spectacle, le commenta dans une lettre adressée à l'écrivain Arthur Hübscher. Il y décrit cette réception comme une «acrobatie nationaliste » ; quant aux deux pilotes il ne les tenait que pour des «benêts d'aviateurs ». Hübscher rendit publiques ces lignes, et une polémique s'engagea aussitôt dans la presse à leur propos. L'officier de

marine Heydrich, qui portait un intérêt particulier à l’aviation, et qui estimait que l’entreprise de Hünefeld et de Kehl représentait une grande victoire pour l’Allemagne, n’oubliera pas ces déclarations peu respectueuses pour les ailes allemandes, de Thomas Mann qui, en 1929, allait recevoir le prix Nobel de littérature.

Une aviation militaire moderne, quelle possibilité stratégique ! D’ailleurs, au cours des campagnes électorales, Hitler se rendra de ville en ville à bord d’un avion Dornier…

Ces réalisations de la technique aérienne éveillent un écho particulièrement puissant chez Heydrich. Il se met immédiatement à jouer avec l’idée de passer son brevet de pilote.

Le dressage des hommes, le nettoyage des canons, le lavage des ponts, la peinture des bordages, les exercices de tir, de signalisation et de mesure des distances représentent un gaspillage de temps aux yeux de cet officier ambitieux. Il se sent appelé à de plus hautes fonctions. Certes, Canaris lui a conseillé d’apprendre à fond toutes les disciplines techniques navales afin de pouvoir agir de façon indépendante dans son service, mais Heydrich ne l’entend pas ainsi. Il part de la ferme intention de n’accepter dans son programme d’études que ce qui possédera une véritable utilité ultérieure de son point de vue. Son intérêt porte avant tout sur les techniques de plongée, la pose de câbles, la transmission des informations, l’écoute des radios ennemies et les progrès techniques en matière de transmission. Canaris lui fournit le mot d’ordre, au caractère incantatoire: reconnaître l’ennemi et le battre avec ce qu’on sait de lui. Pour Heydrich, c’est là une opération de technique militaire, mais aussi politique.

« Le soulèvement armé » et la guerre secrète

L’époque du *Berlin* appartient désormais au passé, mais les relations entre le professeur et son ancien élève demeurent toujours aussi étroites. Leur amitié s’est approfondie. Erika Canaris, l’épouse du supérieur, belle et de famille fortunée, aime la musique. Les Canaris traitent Heydrich en membre de la famille. Erika et Heydrich font de la musique ensemble, tandis que Wilhelm, les deux bassets à ses pieds, se plonge dans ses livres et ses journaux. À chacune de ses visites, l’enseigne de vaisseau apporte, en plus du bouquet de fleurs pour la maîtresse de maison, quelques friandises pour les chiens. Cet amour de la race canine s’ajoute aux liens entre les deux amis. Une fois terminé l’intermède musical – on y privilégie Mozart et Haydn –, les deux officiers abordent la politique, évoquent la situation européenne et stratégique. Ils concluent

ensemble que les planificateurs de l’avenir développeront surtout la flotte, l’armée de l’air et les blindés. Le temps des fortifications s’achève. Canaris revient sans cesse sur les expériences qu’il a menées avec des sous-marins dans l’Atlantique et en Méditerranée; Heydrich écoute attentivement son maître.

« Les forteresses autrichiennes de Pula et de Cataro n’ont servi à rien », rappelait à son élève Canaris, commandant pendant une période de la guerre d’une flottille sous-marine allemande en Adriatique et en Méditerranée. «Dans l’avenir, nous aurons affaire à la guerre de mouvement, au moyen des corps mécanisés et des forces aéronavales. »

Mais l’un des thèmes préférés de leurs entretiens demeure la transmission des informations et les services correspondants de l’ennemi. Ils s’étendent inlassablement sur tout ce qui touche la guerre secrète : espionnage, contre-espionnage, sabotage. Tous deux tiennent les politiciens du Reich pour des traîtres qui ont vendu leur âme à l’étranger. Convaincus que les agents des services secrets américains, français, anglais, polonais et russes tissent un réseau d’espionnage sur tout le territoire allemand, ils estiment que chaque événement se déroulant en Allemagne est instantanément transmis par radio à Londres, Washington, Paris, Varsovie et Moscou. Si l’on en venait réellement à un soulèvement national, il faudrait, d’après eux, anéantir aussi vite que possible les services de renseignement ennemis ainsi que leurs nombreux agents, ce qui relève au moins autant d’une opération de technique militaire que politique. Une entreprise aussi vaste rencontrerait dans l’ensemble de l’Allemagne une unanimité certaine. Les deux stratèges en chambre, forts de leur réflexion poussée sur les événements de la guerre, en arrivent à cette conclusion : une fois le réarmement du Reich accompli, les services secrets prendront l’initiative de suggérer à l’ennemi la problématique dans laquelle ils entendent le voir se débattre. Cela s’appelle l’espionnage actif où radio et propagande frappent au cerveau de l’adversaire et le paralysent. Des nations entières, les populations à l’échelon continental, voire planétaire, seront susceptibles de s’incliner devant les opérations destinées à les bouleverser et à leur faire admettre «l’ordre nouveau ». Fortifications, armées, flottes s’effondreront devant ces modernes trompettes de Jéricho. Dans le moment présent, l’expérience du putsch de Kapp de 1920 et celle de la révolte manquée d’Adolf Hitler en novembre 1923 à Munich ainsi que les combats de rues que les nationaux-socialistes livrent sans cesse prouvent que les sociaux-démocrates et les communistes ne préparent pas seulement des grèves, mais aussi la guerre civile, consécutive à la prise du pouvoir, la Reichswehr de même que la police se rangeraient aux côtés des nationalistes. Donc, seule la polarisation *in extremis* favorise la prise du pouvoir!

Mais ni les catholiques, ni les sociaux-démocrates, pas plus les communistes ne se rallieraient jamais à un gouvernement dirigé par Hitler. En revanche, à l'occasion d'un affrontement aigu, les groupes pourvus d'une formation militaire et disposant de moyens techniques variés mettraient facilement en déroute les « noirs » et les « rouges ». Canaris et Heydrich considèrent qu'une lutte secrète se livre déjà pour la conquête du pouvoir. Heydrich décide d'étudier à fond les matériaux dont il dispose sur les guerres civiles.

Heydrich se préparera désormais à un éventuel conflit armé. Qui donc détient plus de compétences que lui, qui maîtrise déjà tous les moyens techniques, après avoir prouvé sa volonté et son courage ? Eberstein l'a mis au courant : avec Hitler, ce sera tout ou rien.

L'officier radio envisage les possibilités qui s'offrent à lui d'employer les techniques de liaison, si jamais il y a révolte armée. Sa formation militaire s'étend à l'utilisation des torpilles et des bombes incendiaires. La thermite, le phosphore, la nitroglycérine, la dynamite, etc., autant de matériaux familiers pour lui : « Dans le cas d'une révolte des rouges, nous pourrions, malgré notre infériorité numérique, intervenir avec des groupes de combat beaucoup mieux entraînés et capables d'utiliser les moyens techniques les plus modernes. » C'est dans cet esprit qu'Heydrich s'exprimera à Hambourg pendant l'été de 1931.

Sous quelle incitation l'enseigne de 1re classe s'intéresse-t-il à la possibilité d'une guerre secrète et d'une guerre civile ? Revoyons sa formation et son activité précédente.

Jusqu'en 1929, il ne néglige aucune occasion de lire des livres politiques. Le *Volk ohne Raum* (« Peuple sans espace ») de Grimm et le *Mein Kampf* d'Adolf Hitler font partie de sa bibliothèque. *Mein Kampf* l'a confirmé dans sa conviction : une armée bien équipée conquerra très facilement à l'Est l'espace vital indispensable. Il n'oublie pas que l'Italie, la Hongrie, l'Autriche et la Bulgarie n'acceptent pas le « diktat des grands vainqueurs » de la dernière guerre mondiale ; de ce fait, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, ces deux États multinationaux, devront donc « disparaître ».

Heydrich voit en Adolf Hitler l'homme politique qui, dès son arrivée au pouvoir, abrogera toutes les stipulations internationales concernant la marine de guerre allemande et la Reichswehr. Dans le Reich d'Hitler, une armée de l'air moderne bénéficiera d'un soutien privilégié. Heydrich sait déjà que le Führer favorisera l'armée aérienne au détriment de la marine et des plans engendrés dans le contexte de sa politique envers la Grande-Bretagne. Dans *Mein Kampf*,

Heydrich découvre que l'Angleterre, comme l'Italie, est « l'alliée naturelle » de l'Allemagne, compte tenu de la situation mondiale.

En 1930, Reinhard Heydrich a renoué des relations suivies avec son ami Karlchen von Eberstein, son aîné de dix ans qui occupe un poste dans l'état-major d'Heinrich Himmler, le chef des SS (Schutzstaffeln).

Comment, en 1931, ne se serait-il plus intéressé à un conflit futur, qu'il croit inévitable ?

L'homme quia«plusieurs âmes dans sa poitrine »

Le 14 novembre 1930, quand Adolf Hitler recueille six millions quatre cent mille voix, Heydrich s'enthousiasme autant que son ami von Eberstein. En moins de deux ans, le parti national-socialiste multiplie par dix ses électeurs! (1928 : huit cent mille; 1930 : six millions quatre cent mille). Cent sept députés du parti national-socialiste, tous en « chemise brune », font leur entrée au Reichstag. Karlchen annonce à son ami de jeunesse, intéressé plus que jamais par les événements politiques, que la conquête du pouvoir par Hitler ne constitue plus qu'une question de temps, et que la crise économique pousse la petite-bourgeoisie dans les bras du parti. Il importe seulement de convaincre le président du Reich, von Hindenburg, et les nationaux allemands de prendre des mesures contre les communistes, qui, en recueillant quatre millions six cent mille voix, doublent presque en deux ans le nombre de leurs électeurs.

Heydrich rejoint ceux qui, depuis quelque temps, répandent dans un dessein démagogique le mot d'ordre d'Hitler : « La nation se trouve devant l'alternative national-socialisme ou communisme, Berlin ou Moscou. » Ce choix se situe au cœur de l'élection présidentielle prévue pour 1932.

Ainsi, les événements de politique étrangère et de politique intérieure ainsi que les progrès formidables de la technique exercent une influence quotidienne sur l'esprit du spécialiste des transmissions qui, fixé à Kiel pendant toute l'année 1930, attend sa promotion, si possible très prochaine, dans un bureau de l'état-major de Berlin. Berlin représente l'objectif suprême: c'est là qu'il exécutera son travail avec le plus d'efficacité. Il sait de plus que le délégué d'Hitler dans la capitale, un certain Dr Joseph Goebbels, témoigne, pour un dirigeant du parti, d'une intelligence exceptionnelle. Avec les SS et les SA, ce Gauleiter combattra les « hordes rouges » dans le style des corps francs et de la milice de Halle. C'est à Berlin seulement que se livrera la bataille décisive du parti. Et Heydrich veut y assister!

À l’occasion d’un divertissement musical avec Erika Canaris, le jeune artiste amateur reçut de Canaris un cadeau : *Le Prince* de Machiavel ; Canaris approuvait le Florentin pour qui un homme d’État prenait autant de leçons du renard que du lion. Les individus tiennent à la fois de l’être humain et de la bête de proie; un véritable homme d’État ne doit jamais perdre cette vérité de vue. « L’homme est et reste une bête de proie », répétera plus tard Heydrich à ses collaborateurs.

Deux affaires politiques concernant des personnalités militaires appelées à prendre de l’importance sous le IIIe Reich accrurent encore son zèle. La première (1927-1928) concernait Canaris, son ancien chef sur le croiseur Berlin, qui, capitaine de corvette, fut muté à Berlin, au ministère de la Reichswehr, où il prit en charge de hautes missions dans les services secrets. La seconde (1930) relevait du colonel Ludwig Beck, commandant d’un régiment stationné à Ulm, où l’on découvrit une « conjuration nationale-socialiste ». La police responsable de l’ordre public procéda à l’arrestation, pour activités hostiles à l’État, du lieutenant Wendt et des sous-lieutenants Ludin et Scheringer. L’ensemble de la caste des officiers condamna cette intervention dans le domaine des forces armées comme une violation de la compétence de la Reichswehr et un affront à de jeunes officiers animés de « sentiments patriotiques ». Mais le gouvernement exigeait qu’on fît un exemple, qu’on chatiât les coupables de leur atteinte au crédit de la force de défense du pays. Le colonel Beck, imbu des prérogatives militaires, se plaignit de cet acte « despotique». Du fait de son comportement décidé, il devint l’idole d’Heydrich et de tous les officiers allemands de l’époque.

Quant à l’affaire Canaris, elle ne blessa pas seulement la fierté patriotique de l’officier de marine de Kiel ; elle l’affecta personnellement et profondément. Heydrich considérait son ancien chef et ami, violemment attaqué par la revue de gauche *Die Weltbühne*, comme une victime exemplaire de la trahison nationale. Le pacifiste Carl von Ossietzky, qui dirigeait cette revue antifasciste, devint son obsession. D’après *Die Weltbühne*, Canaris, homme du service secret de la Reichswehr, avait joué un double jeu, comme tant d’autres officiers, lors du putsch de Kapp. D’autres mises en cause de Canaris le stigmatisaient pour sa coresponsabilité dans des exécutions sommaires de plusieurs matelots mutinés en 1917-1918. À la tête de ces accusateurs figurait Philipp Scheidemann, le social-démocrate qui, en 1918, proclama la république face au peuple rassemblé devant le Reichstag. Heydrich suivit le déroulement de l’affaire dans la presse quotidienne ainsi que dans *Die Weltbühne* elle-même[37, 38].

Le 23 janvier 1926, Wilhelm Canaris comparut comme expert devant la commission parlementaire chargée d’enquêter sur les mutineries de la flotte au cours des années 1917-1918 ; il osa reprocher aux sociaux-démocrates d’avoir excité les matelots à la révolte armée. Des cris violents – « Hou ! » et « Provocations contre la République ? » – retentirent dans la salle du Reichstag. Malgré ce scandale, Canaris continua à jouir du soutien du ministère de la Reichswehr, cet État dans l’État. *Die Weltbühne*, reprenant l’affaire, accusa le capitaine de corvette de soutien actif au Wikingbund, une ligue de jeunes extrémistes de droite alors qu’il se trouvait à Kiel, précisément pour défendre la République. Le Wikingbund, écrivait le journal d’Ossietzky, dissimulait la reconstitution de Consul, l’organisation terroriste d’Erhardt, instigatrice notoire de nombreux meurtres politiques. Avec l’argent confié à ses soins par l’État républicain, Canaris aidait donc une ligue, camouflage d’une véritable bande de criminels.

Dès lors, le ministère de la Reichswehr fut contraint de muter cet officier qui ourdissait un complot jusque dans le courant de 1928. Le 22 juin 1928, Canaris prit son nouveau commandement sur un vieux vaisseau de ligne, le Schlesien, qui stationnait dans la mer du Nord. Pendant toute une année, on n’entendit plus parler de lui. Vers la même époque, l’enseigne de 1re classe Heydrich se vit affecter à Kiel aux services techniques afin de s’occuper du contre-espionnage. Aucun document n’existe établissant avec certitude que les deux hommes entretenaient encore des relations amicales, et il n’en fut jamais question durant tout le IIIe Reich. Une chose cependant est sûre : les proches d’Heydrich à l’époque rapportèrent, plus tard, qu’il découpait et recueillait tous les articles des journaux mentionnant Canaris[39].

Le 29 septembre 1930, le capitaine de frégate Canaris est promu chef de l’état-major du commandement de la marine en mer du Nord, ce qui ne satisfait pas, et de loin, les ambitions politiques de cet officier expert des services de renseignement[40]. Son collègue, le futur grand amiral Dönitz et, désigné le 30 avril 1945 par le Führer comme son successeur, dira après la guerre que Canaris « avait plusieurs âmes dans sa poitrine[41] ».

L’ami et l’élève de Canaris, Reinhard Heydrich, renfermait exactement comme lui plusieurs âmes dans sa poitrine[g]. Les personnalités de cette sorte furent légion en Allemagne après l’effondrement de 1918.

La marine répudie un « idéaliste »

Heydrich, alors qu’il servait encore dans la marine, s’était juré de tirer

vengeance du journaliste Ossietzky et de son collègue Berthold Jacob, « spécialiste » des révélations concernant la Reichswehr et les organisations radicales de droite[42]. Heydrich ne perdit plus de vue Berthold Jacob. En outre, il faut se souvenir que ce «barbouilleur de papier» fut l'objet d'une accusation de haute trahison en 1928 ; sur une plainte d'ailleurs finalement rejetée. Sept ans plus tard, Heydrich tentera de se venger à froid de Berthold Jacob, au moyen d'une provocation retentissante qui suscitera des protestations dans le monde entier.

Heydrich ne poursuit pas de sa haine les seuls Thomas Mann, Ossietzky et Jacob. Le Dr Ernst Oberfohren, chef de la section de Kiel des nationaux allemands et ami intime du maréchal-président von Hindenburg, s'est attiré l'hostilité de l'officier du service de renseignement. En effet, Oberfohren, adversaire du traité de Versailles, n'arrivait pas à surmonter son antipathie envers le « caporal de Bohême », pour employer l'expression d'Hindenburg à l'égard d'Hitler. Oberfohren combattait la «politique du tout ou rien », que le chef du parti national-socialiste préconisait dans ses discours, si bien que SS et SA perturbaient chaque rassemblement organisé par Oberfohren. Ce citoyen de Kiel possédait une raison spécifique de se plaindre de l'essor du national-socialisme car, entre 1928 et 1930, son propre parti reculait de presque deux millions d'électeurs (1928 : quatre millions quatre cent mille; 1930 : deux millions quarante-cinq mille). Le nombre de ses représentants au Parlement tombait de soixante et onze à quarante-trois, tandis que le parti national-socialiste passait de douze à cent sept députés. Pour les SS de Kiel, Ernst Oberfohren représentait l'ennemi n° 1. Heydrich n'ignorait rien de l'hostilité au nazisme de cet homme courageux.

La carrière future d'Heydrich au sein du IIIe Reich ne se comprend pas, si l'on ne tient compte de son évolution et de son action dans cette atmosphère de Kiel, où ses conceptions politiques et ses activités prirent une tournure dramatique.

Au cours de l'année 1930, Reinhard Heydrich entreprend plusieurs voyages consécutifs à Berlin sous le prétexte qu'une amie l'attend dans la capitale. En admettant ses dires, cela ne l'empêche pas de se rendre pour la Saint-Nicolas, le 6 décembre, au bal d'un lycée, au cours duquel il fait la connaissance d'une élève de dix-neuf ans, Lina von Osten, fille d'un professeur à Fehmarn, une île de la Baltique. La lycéenne prépare son Abitur, le baccalauréat. Tout naturellement, la conversation des deux jeunes gens s'engage aussitôt sur la politique; car, à l'exemple de son frère étudiant à Oldenburg, Lina von Osten se réclame déjà avec fanatisme du national-socialisme. Avec enthousiasme, elle cite

Adolf Hitler et ses dons oratoires. Les SS, à l'apparence « absolument militaire », lui plaisent particulièrement, d'autant plus qu'ils s'entendent tout à fait à maintenir l'ordre durant les réunions que tient le Führer.

Deux jours seulement après leur première rencontre, le jeune officier de marine et la lycéenne se fiancent. Des faire-part annoncent l'événement à leurs amis et relations. Est-ce vraiment le coup de foudre ?

En tout cas, le futur époux ne s'offusque pas que sa fiancée et sa famille soient plutôt mal vues à Fehmarn en raison de leur national-socialisme outrancier. Trois semaines après la première promesse, les fiançailles officielles se déroulent dans la maison des parents de la jeune fille. Reinhard Heydrich ne goûtera pas pleinement cette solennité. Une demande en réparation d'honneur vient juste d'être déposée contre lui, annonce le fiancé en expliquant à Lina qu'il s'agit de la vengeance du père d'une amie « dont il n'a plus voulu ». Les suites de cet incident se précipitent avec une rapidité singulière: le jeune officier est suspendu dans les jours qui suivent et doit abandonner le service!

Les historiens qui, après 1945, décrivent la vie de Reinhard Heydrich acceptent cette explication.

Lina von Osten, la future épouse du chef de la sûreté du Reich, y ajoute sa version d'après-guerre :

«Politiquement, il n'avait aucune opinion… Il regardait de haut tous les partis, en particulier le parti national-socialiste, et la politique était pour lui quelque chose d'indélicat. À cet égard, il faisait l'effet d'être assez snob et considérait sa carrière dans la marine comme l'affaire prédominante de sa vie. Le reste ne comptait pas[43]. »

Les « souvenirs » de Lina Heydrich ne s'arrêtent pas là. Elle décrit son mari comme « de haute taille, viril et très sûr de lui dans son uniforme » ; «contrairement à moi, il raillait de toute sa hauteur d'officier de marine le parti national-socialiste qui avait à sa tête un caporal de Bohême, et l'orateur estropié qu'était Goebbels[44] ».

S'il est vrai qu'Heydrich parlait avec un tel manque de respect du parti et de ses chefs devant Lina von Osten qui, selon ses propres déclarations, s'enthousiasmait pour eux, nous devons en conclure que Reinhard et Lina se situaient, du point de vue politique, aux antipodes.

Fin avril 1931, le jeune fiancé est mis en demeure de quitter le corps de la marine. Cet événement stupéfie sa famille de Halle : à ses yeux, Reinhard, «

apolitique et idéaliste », ne vivait qu'en fonction de sa carrière dans la Kriegsmarine !

Et voici un miracle ! À peine quatre mois plus tard, cet homme supposé indifférent à la séduction d'Adolf Hitler, chassé de la marine pour une question d'honneur, se présente à ses beaux-parents comme chef des services secrets de leur parti ! Il dispose d'un bureau dans l'immeuble dit de «la Maison brune » à Munich, le quartier général du Führer !

Un an exactement après ses fiançailles, à la Noël 1931, le mariage est célébré à Fehmarn. L'enseigne de 1re classe jeté à la porte de la marine quelques mois plus tôt réapparaît comme Obersturmbannfuhrer SS. On lui confère donc le rang d'un capitaine de la Reichswehr.

La direction du parti est-elle si aveugle ? Confie-t-elle vraiment à un inconnu, à un « apolitique », à un adversaire même du mouvement le contrôle général de ses documents confidentiels, listes d'adhérents et «dossiers secrets»? Hitler prend-t-il une décision stupide, voire dangereuse? Cet avancement, doit-on l'attribuer également à un hasard, à quelque «histoire de femme » ? Sa fiancée, adepte convaincue, se profile-t-elle derrière le coup de pouce nécessaire ?

Les SA et les SS de Fehmarn participent au mariage en grandes pompes. Le lendemain de Noël, lorsque le couple s'avance vers l'église du village de Grossenbrod, ils l'attendent, au garde-à-vous, formant une haie étincelante. Le pasteur cite le mot de Luther : « Et si le monde était peuplé de diables, nous triompherions quand même… » L'orgue exécute une composition du père de Reinhard, un *Notre-Père* créé pour cette circonstance unique. Au moment où le cortège se constitue et va sortir de l'église, voici que retentit l'hymne du parti, le *Horst-Wessel-Lied*. Tandis que les SS et les SA attendent devant le portail sous les bannières à la croix gammée, des groupes de jeunes filles accueillent les nouveaux mariés avec le «salut allemand », bras tendu. Les badauds remarquent même dans le cortège des hommes porteurs de la casquette où étincelle la tête de mort, symbole des Schutzstaffeln, des SS. C'est sous ces deux symboles, les lettres runiques SS et la tête de mort, qu'Heydrich marchera vers la victoire auprès d'Adolf Hitler. Mais, pour son mariage, le chef du Sicherheitsdienst, les services secrets du parti, porte l'habit, le chapeau haut de forme et les gants blancs du bourgeois.

Bourreau-né ou produit du hasard?

Avant d'en venir à la carrière de l'ex-officier de marine à la Maison brune, il convient d'abord d'examiner les thèses selon lesquelles Heydrich est devenu un

bourreau, soit à cause de son caractère, soit par pur hasard, à la suite de son renvoi de la marine. Comme les légendes et les symboles produisent depuis toujours beaucoup plus d'effet que la simple vérité, nous tenons pour indispensable d'évoquer, même brièvement, l'opinion de ses biographes.

Son premier biographe, Charles Wighton, le décrit comme un homme hautement doué et talentueux, dont le caractère corrompu l'amena à devenir *the Hitler's most even henchman*, ce qu'on pourrait traduire par « le plus calme des bourreaux d'Hitler ». Il est tout à fait manifeste que l'Anglais, lorsqu'il se pencha sur son sujet, se trouvait encore sous l'influence exclusive du bilan criminel et atroce de ce « Satan sous l'apparence d'un homme», selon ses paroles. Les éléments développés jusqu'ici à propos de sa jeunesse et de sa période de marin ne plaident absolument pas en faveur de cette thèse: rien ne procure l'impression qu'il s'agisse d'un « Satan ». Heydrich s'adaptait à la société de son éducation et de sa profession. Cette interprétation par trop simpliste, imaginée après la guerre afin de rejeter une partie de la culpabilité sur un homme, en soi, avec pour explication le complexe d'Heydrich, conscient de l'impureté de son sang et de ses origines non aryennes, et «rongé de l'intérieur », cette légende mise en circulation par Felix Kersten, le masseur finno-balte d'Himmler, a fait école ! Cet intrigant, connu pour ses affabulations, tenta d'accréditer cette version afin d'absoudre les SS de leur dessein d'exterminer les Juifs, en faisant de Reinhard Heydrich le principal responsable de tous ces meurtres. Wighton, journaliste de formation, s'est conformé à cette thèse; par là même, il ne pouvait qu'échouer dans sa tentative de nous tracer un portrait authentique du chef du service de la sûreté.

Une deuxième tendance réduit Heydrich à un individu des plus moyens, seulement avide d'autorité, sans aucune intention politique et encore moins de capacités de jugement en la matière. L'historien israélien Shlomo Aronson, après de longues conversations avec la veuve d'Heydrich, défend sa thèse de l'officier de marine animé exclusivement par la lecture de romans policiers. Aussi Aronson nous le dépeint-il comme un homme absolument apolitique, redevable au seul hasard de sa carrière de Führer SS où il réalisera une ascension vertigineuse[44]. Cet historien si méritant, par ailleurs, d'interpréter en partie son « héros » en dehors du contexte de l'époque de Weimar et des nombreux courants si antidémocratiques, nationalistes, *völkisch*, antisémites, auxquels Heydrich et des millions d'hommes de son âge et de son temps furent exposés. Ces jeunes endoctrinés et contaminés à jamais ont connu des destins très divers, mais ils demeurèrent fidèles à leur idéologie *völkisch* primitive.

Reinhard, ce sportif et cet ami des animaux, se corrompt très vite au contact de la politique, cette « œuvre nationale qui s'opère au détriment du respect humain », comme le dit Günther Gereke, l'ami de la famille Heydrich témoin de son comportement pendant tout le IIIe Reich. Gereke s'est souvenu de la passion démesurée extraordinaire que l'écolier Heydrich éprouvait envers les chevaux à Pressel, la propriété campagnarde des Gereke.

Reinhard raffolait aussi des chiens, ce qui n'étonnera personne, puisque son père soutenait activement la Ligue protectrice halloise des animaux. Conformément aux conceptions familiales, il n'existait aucune contradiction entre le souci éprouvé par Reinhard d'un traitement correct des animaux domestiques, sa compréhension des nécessités de la survie de certaines espèces d'oiseaux menacées de disparition et sa haine fanatique des rouges et des Juifs.

Aussi, les récits sur l'officier de marine maltraitant et insultant ses matelots, mais qui, encore hors d'haleine après une violente sortie, se penchait sur le bastingage pour jeter des morceaux de pain aux mouettes criardes, apparaissent dignes de foi. Cet amour des animaux provenait de son père, au même titre que son intolérance envers les couches inférieures, les opprimés.

Le chef d'orchestre allemand Bruno Walter, en rapport avec le directeur du conservatoire de Halle et observateur attentif jusqu'à la fin de la carrière de son fils Reinhard, a évoqué dans ses Mémoires ce wagnérien fanatique :

« Il [Bruno Heydrich] était un homme de haute taille, assez raide, et, à tort ou à raison, il passait parmi ses collègues pour un personnage qui laissait à désirer… »

Walter le présente comme un « chanteur médiocre avec une voix affreuse (…), il ne comportait en lui absolument rien d'infernal, mais il était désigné par le destin pour engendrer un démon[45] ».

D'après ce que nous savons maintenant d'Heydrich, il possédait les qualités indispensables à une carrière normale dans la marine de guerre : la navigation l'attirait, il appréciait sa profession, il acceptait la discipline, se tenait prêt à tout entreprendre, et, enfin, une grande ambition l'animait. Bref, il satisfaisait aux exigences requises pour réaliser ses rêves de jeunesse. La casquette d'amiral semblait à sa portée. Mais l'univers de son enfance et de sa formation ne connaissait plus que le fanatisme politique. Les « patriotes » déliraient à l'évocation du rôle décisif, fatidique, de la nation allemande et de sa position de puissance mondiale. Par la technique et par les armes, l'Allemagne arracherait les droits qui lui revenaient. À cette époque, la décision ne se jouait plus sur les

mers du globe. Le destin de l'Allemagne allait se déterminer à Berlin et à Munich. Le marin a abandonné son sextant pour s'orienter vers la politique : sa spécialisation dans les transmissions et la radio, afin que l'état-major de l'amirauté à Kiel l'utilise quelque jour, ne procédait-elle pas déjà d'une motivation partisane[46] ?

Ni le hasard ni l'obsession névrotique de provenir d'un sang « impur » ne firent d'Heydrich un fanatique. Ce qui détermina avant tout son engagement s'ancre dans sa vision du monde, la même qui le poussa vers la carrière d'officier de marine de manière à apporter sa contribution à la conquête par l'Allemagne de l'hégémonie mondiale. Heydrich se persuada qu'il parviendrait plus loin que les autres grâce à l'acquisition de capacités supérieures. Son séjour dans les corps francs lui avait appris qu'un poste central de commandement ne fonctionne que s'il dispose d'un système parfait d'informations. De là son départ de la marine, de là aussi l'accueil cordial qui l'attendait à la Maison brune.

Non, Heydrich n'est pas né bourreau. Les circonstances l'enfermèrent dans cette pratique comme beaucoup de ses contemporains. Une idéologie barbare sécréta de toutes pièces la dynamique meurtrière du national-socialisme. Ce n'est pas le hasard qui a fait de cet homme un officier du service de renseignement et le chef du service de la sûreté. Une volonté de fer gouvernait. La description et l'analyse d'une figure clé du IIIe Reich ne se conçoit pas sans la connaissance de son enfance et de ses années de formation. En chaque tireur de ficelles du nazisme se trouve en effet condensée toute une époque: ils reflètent la société allemande de la première moitié du XXe siècle.

L'échec programmé d'une autre tentative pour dresser le portrait de Reinhard, celle du journaliste allemand Günther Deschner, s'explique par la théorie du hasard qui clôt également sa thèse historique.

Les SS, selon Deschner, firent certes preuve de « dureté », mais, fondamentalement, « seule une couche du vernis de l'idéologie nationale-socialiste[47] » les recouvrait.

Bien avant de s'instaurer général de la révolution raciale, celle qui déferlera sur les peuples de l'Europe, Heydrich est déjà un « soldat politique » endoctriné au moment où il pénètre à la Maison brune de Munich, de même qu'il militait à l'extrême droite avant son admission dans la marine de guerre du Reich.

3

Le Fouché d’Hitler

Heydrich, homme de confiance de la « haute direction SS » ?

La suspension de l’enseigne de vaisseau de 1re classe ne troubla pas seulement ses camarades. On en discuta dans la Reichswehr, au sein de l’amirauté jusque dans l’entourage intime du président du Reich, von Hindenburg. Il était rare qu’un officier auquel on attribuait une conduite impeccable et tant de zèle dût ainsi quitter le service. Nous ne disposons d’aucun document sur les causes de ce congédiement. Les quelques récits des témoins se contredisent. Mais peut-être certaines pièces nous aideront-elles à démystifier les légendes qui ont été répandues.

Heydrich a débuté dans la marine de guerre le 30 mars 1922, et il y demeura jusqu’au 31 mai 1931, selon ses déclarations écrites dans le «questionnaire des Führers SS ». Sa carrière de marin dura donc neuf ans et deux mois. Du 1er juillet 1928, date de sa promotion comme enseigne de vaisseau de 1re classe, jusqu’à sa mise en congé définitive de 1931, les notes de ses supérieurs à son sujet ne comportent que des appréciations favorables.

Tous ceux qui fouillent le passé d’Heydrich reprennent la fable de l’enseigne chassé de la marine à cause d’une « histoire de femme ». D’autres y ajoutent la version de l’officier indigne au comportement ignoble envers ses camarades.

Avant que la décision ne fût prise, l’amiral Raeder entreprit une démarche en sa faveur auprès du président du Reich. S’en serait-il donné la peine pour un mauvais officier? Cependant, afin d’éviter un scandale toujours possible, l’amiral fut dans l’obligation de contresigner la mesure prise par Hindenburg, d’où nombre d’historiens déduisirent après 1945 qu’Heydrich serait parvenu à tirer profit de cette «affaire trouble ». Celle-ci ne consisterait pas seulement en une «malheureuse affaire humaine », mais impliquerait aussi son «attitude outrageante» pour le jury d’honneur de la marine de guerre:

«Son comportement devant le jury d'honneur, son manque de courage devant la vérité et de bonne volonté pour prendre sur soi tous les torts et protéger une dame, ont été la cause de son congédiement, et non le fait lui-même dont il était question[48]. »

D'après la même « information », son renvoi proviendrait du manque de caractère de l'officier aussi bien dans sa vie privée que dans ses rapports avec ses supérieurs.

Examinons de plus près cette double accusation : d'abord, le comportement infâme envers une femme non identifiée, et puis le manque de respect envers des supérieurs hiérarchiques. Les propagateurs de ces légendes se révèlent incapables de fournir le nom du président du jury d'honneur. Pour les uns, «la procédure elle-même est restée secrète », pour les autres, soucieux de faire sensation après la guerre avec leurs « découvertes », le tribunal se pencha sur le comportement indigne de l'officier. Comme président de ce tribunal, on nous offre le choix entre l'amiral Gottfried Hansen, chef du département de la Baltique, et le lieutenant de vaisseau Gustav Kleikamp[49].

En 1950, le vice-amiral en retraite Gustav Kleikamp a adressé à l'hebdomadaire *Der Spiegel* une lettre exhaustive à propos du départ d'Heydrich de la marine de guerre. Kleikamp le décrit comme un homme moyennement doué et d'une « fausseté prouvée » à l'égard de ses supérieurs et de ses camarades. Il se souvenait de la procédure du jury d'honneur: l'officier de marine Heydrich fut contraint d'accepter un «congédiement simple pour cause d'indignité ». Heydrich s'était efforcé «le plus possible… de tout présenter d'après sa conception… Il aurait certainement pu convaincre beaucoup de personnes, mais il avait fait l'impression la plus défavorable sur le tribunal ». Donc, son comportement indigne paraît la cause principale de son renvoi de la marine. Dans sa lettre, Kleikamp se présentait comme « le premier membre du jury d'honneur constitué contre Heydrich », ce qui signifie qu'il avait alors, aux côtés du président, agi comme greffier. Mais lui non plus ne se sentait pas en mesure de donner le nom de la « fiancée » délaissée. Kleikamp se rappelait seulement qu'il s'agissait d'« une jeune fille irréprochable, étudiante à l'école coloniale de Rendsburg ».

De toute façon, le congédiement ne résultait pas du comportement peu chevaleresque d'Heydrich envers cette étudiante. Heydrich indisposa les juges parce qu'« en plus de son comportement inexcusable envers la jeune fille, la fausseté qu'il avait manifestée d'une façon particulièrement forte amena le tribunal… à discuter sur l'éventualité du maintien d'un tel officier dans la

marine du Reich ».

Ni les autres membres du jury d'honneur ni l'amiral Raeder, le futur grand-amiral du Reich, n'ont eu à pâtir des conséquences de la sentence prononcée. Heydrich le premier savait à quel point cette décision influença avantageusement sa carrière. C'est là un fait que ne modifie pas la déclaration de Raeder devant les juges de Nuremberg : « Je n'ai eu de difficultés qu'à cause d'Heydrich. En 1928, j'avais renvoyé Heydrich de la marine, après qu'un jury d'honneur l'eut reconnu coupable d'avoir agi sans scrupules envers une jeune fille. ». En 1946, la presse allemande donna une large diffusion à cette déclaration dans laquelle le grand-amiral faisait allusion à ses « difficultés » avec Heydrich[50].

Cependant, aucun de ceux qui participèrentà«la mise à la porte » de Heydrich ne connurent d'ennuis. Au contraire, ils bénéficièrent d'un avancement constant. L'eussent-ils chassé de la flotte de guerre uniquement pour des raisons politiques, on imagine sans peine les conséquences de leur jugement. Il existe de nombreux exemples indéniables de la soif de vengeance animant, le cas échéant, Heydrich ! Personne ne conteste ce trait de son caractère. Son ambition personnelle lui tenait plus à cœur que son amour de la patrie et ses conceptions idéologiques. Si le parti et Heydrich gardèrent toujours le silence sur la disqualification qui le frappa, c'est qu'ils considérèrent l'un et l'autre cette solution comme un moindre mal. Une sentence de prison aurait compromis le parti national-socialiste. D'après Günther Gereke, le jeune officier se vit fortement recommander d'accepter la procédure du jury d'honneur et de quitter la marine, même d'une façon déshonorante, pour dissimuler ainsi les relations qu'il entretenait avec la « Centrale » du parti national-socialiste par l'entremise de von Eberstein. Il n'existe pas de preuves concrètes d'un lien fonctionnel, mais il y a une certitude sur la liaison constante entre les deux hommes pendant que Reini remplissait son service à la section de transmission de la marine, et que Karlchen déployait son activité au parti[h].

Les attentions extraordinaires et la grande confiance accordées à Heydrich par Hitler et Himmler immédiatement après son arrivée à la Maison brune ne s'expliquent pas, en tout cas, par une quelconque déshonorante «histoire de femme ». Son avancement rapide et la manière respectueuse dont on le traitait au sein de la centrale du parti amènent à soupçonner que la haute direction nationale-socialiste souhaitait témoigner à l'officier congédié sa reconnaissance pour services rendus au mouvement. Si la famille et les amis d'Heydrich prétendirent plus tard que le chef du service secret nazi n'entretenait aucune relation avec les nationaux-socialistes avant son entrée à la Maison brune, ce fut

afin de confirmer qu'Heydrich ne viola jamais son serment de fidélité à la constitution de Weimar, et qu'il entra dans « l'ordre à l'emblème de la tête de mort» uniquement par amour de l'uniforme. Plus tard, il se plia à la discipline militaire des SS et n'exécuta les ordres qu'en tant que soldat. Si un jour des documents irréfutables permettent de confirmer qu'Heydrich comparut devant un jury d'honneur à cause d'une histoire de femme, cela ne constituera pas un démenti à ses propres affirmations, répétées à maintes reprises sous le III[e] Reich, et selon lesquelles sa disgrâce et son éloignement de la marine résultaient de « raisons d'ordre politique ». Avant le 30 juin 1934, l'opposition SA affirmera que si Heydrich échappa à un scandale politique, il le dut uniquement à l'amiral Raeder et au capitaine de vaisseau Canaris. Les deux officiers firent valoir qu'un tel scandale apporterait de l'eau au moulin des marxistes qui prétendaient que les forces armées de la République ne constituaient rien d'autre qu'un ramassis de conspirateurs. De plus, ce scandale aurait atteint ces deux officiers supérieurs, protecteurs d'Heydrich. (Communication d'Otto von Heydebreck.) Après l'arrivée au pouvoir des nazis, Raeder fut nommé grand-amiral et Canaris, chef du service de contre-espionnage, l'Abwehr. Il n'existe aucune indication permettant de croire qu'Heydrich ait éprouvé de la rancœur envers l'amiral qui, pourtant, contresigna son renvoi de la marine. Pendant le III[e] Reich, une amitié solide devait unir les deux hommes, comme en témoignent de nombreuses photos.

Après 1945, l'historien de la résistance des conservateurs, Hans Bernd Gisevius, a évoqué les bonnes relations entre Raeder et Heydrich. Et, d'après les renseignements fournis par son ami Arthur Nebe, ce serait Himmler et Heydrich qui, en 1941, mirent Hitler au courant des soucis financiers de l'amiral. Le Führer s'empressa de secourir Raeder en lui faisant établir, en 1942, un chèque de plus de deux cent cinquante mille marks. Ce fait, le grand-amiral ne put le dissimuler aux juges du tribunal de Nuremberg ; il enjoliva l'affaire par la déclaration suivante: « Hitler m'a dit que cette distinction était dans le genre de celle que les rois de Prusse accordaient jadis à leurs généraux. Hitler a insisté sur le fait qu'il avait également fait un tel présent à Mackensen. »

Quant au renvoi d'Heydrich de la marine, Gisevius, se référant à son ami Nebe, prétendit que le nom du constructeur naval n'aurait pas été inconnu. Les notes prises par lui sur cette affaire se seraient malheureusement perdues dans les tourbillons de la guerre. Gisevius affirma avoir entrepris des recherches infructueuses dans les archives prussiennes à Berlin-Ouest. Dans son entretien avec Gisevius, l'auteur de ce livre ne lui dissimula pas que toute cette histoire lui rappelait le fantôme censé avoir aidé Van der Lubbe à incendier le Reichstag en

seulement deux minutes.

Cependant, les historiens allemands continuent à soutenir la thèse du hasard à l'origine et du renvoi d'Heydrich de la marine et de son engagement comme chef des services secrets de la Maison brune, grâce à la recommandation strictement personnelle et d'ordre « non politique » de von Eberstein. Cette légende s'est parfaitement inscrite dans l'histoire de cet officier secoué en permanence par le sentiment de ne pas appartenir à la race aryenne. C'est de là que viendrait la malédiction de la nation allemande! C'est l'alibi chéri de tous ceux qui réhabilitent le nazisme lorsqu'ils déchargent les anciens de la Gestapo en affirmant qu'ils ont eu la malchance d'être obligés de servir un patron à la fois carriériste et démentiel.

Il faut, ici, nous poser une question: les chefs du parti national-socialiste installés à la Maison brune, qui recrutèrent l'enseigne de vaisseau de 1re classe et le promurent aussitôt Obersturmbannführer SS, considérèrent-ils donc comme une honorable action d'éclat le fait de comparaître pour «comportement déshonorant » devant un jury d'honneur? Heydrich ne perdait-il pas, de ce simple fait, tout crédit tant dans la marine qu'auprès de ses camarades? Et n'arrivait-il pas souvent chez les marins que l'un deux abandonnât sa « fiancée » ? Les nationaux-socialistes, en tout cas, n'ont pas honte du « démissionné ». Le jour suivant l'entrée en vigueur de son congédiement, le 31 mai 1931, on l'inscrit sous le n° 544916 comme membre de la section d'Hambourg du parti national-socialiste. Personne n'élève une protestation non plus quand il entre chez les SS, avec le n° 10 120.

Comme le montrent les archives du personnel SS (conservées au Document Center de Berlin), Heydrich donne la raison suivante de la mesure prise contre lui par la direction de la marine :

«Fin avril 1931, pour des raisons étrangères au service, sur décision du président du Reich et contre l'avis de mes supérieurs, j'ai été congédié. »

Sous le IIIe Reich, la thèse dominante proclamait qu'Heydrich fut contraint de démissionner «pour des raisons politiques », une explication que l'on retrouve dans l'Encyclopédie du IIIe Reich[51]. Nous ne croyons pas un instant que l'officier renvoyé se serait risqué à assurer à ses supérieurs, et aussi publiquement, que le président du Reich lui-même avait signé son renvoi «pour des raisons étrangères au service », si cela ne correspondait pas aux faits. La «vieille garde » d'Hitler, qui observait naturellement avec la plus grande vigilance la carrière du nouveau chef de la sûreté à la Maison brune, n'aurait que

trop volontiers exploité ce faux pas d'Heydrich, en faisant remarquer qu'un individu ayant quelque chose à se reprocher dans sa vie privée se montrait indigne d'occuper un poste important dans le parti. Comme elle le manifesta au sujet de la prétendue origine juive d'Heydrich, la «vieille garde » n'eut pas l'occasion de refaire sans cesse état de l'affaire de Kiel. Mais on ne trouve nulle part trace de cela. Le « hasard » voulut qu'Heydrich ne pût faire autrement que de quitter la marine, et le « hasard » détermina sa nouvelle carrière, celle de gardien des dossiers secrets.

Ainsi, cet homme qu'on nous présente comme totalement apolitique, et que doit profondément toucher l'obligation de suspendre à un cintre son bien-aimé uniforme bleu, se laisse convaincre par sa fiancée d'accepter le poste que Karlchen von Eberstein vient de lui procurer au centre administratif de la Maison brune. Karlchen, entre-temps, avance au rang d'Oberführer SA (c'est-à-dire de général de brigade), s'assure donc ses entrées libres à la centrale du parti et désire aider son ami d'enfance à endosser le bel uniforme des SS, bien qu'à la même époque on accepte à Hambourg la demande d'Heydrich d'obtenir le poste de professeur de voile. Celui qui, soi-disant, n'a aucune idée de la politique choisit curieusement l'uniforme SS avec un emploi, pas même bien payé, cent quatre-vingts marks par mois, au quartier général du Führer. Du même coup, il refuse la situation, avec des appointements doubles, que son père, Bruno Heydrich, lui a trouvée chez son vieil ami Günther Gereke, à l'époque président du Landgemeindebund (Confédération communale paysanne), avec un bureau à Berlin et qui édite même un journal. Le « bienfaiteur » de la famille Heydrich sait qu'il offre à Reinhard une position politique, et il le fait de propos délibéré, car il espère ainsi pouvoir exercer sur lui une influence apaisante[52].

Pourtant, en dépit de toutes ces offres avantageuses, Heydrich porte son choix sur les SS. Les télégrammes se succèdent entre Hambourg et Munich. Reinhard et Karlchen prennent rendez-vous avec Heinrich Himmler, qui exprime l'intention de créer à la Maison brune un bureau de services secrets SS. Quelle idée pouvait se faire von Eberstein, ce national-socialiste éprouvé dans le parti, d'Himmler, Führer des Schutzstaffeln, pour lui recommander ce technicien radio, prétendument non politique, chassé si honteusement de la marine ? Peut-on invoquer le hasard une fois de plus ? Alors qu'Heinrich Himmler se creuse la tête sur les nouvelles méthodes d'élevage de poulets qu'il entend appliquer dans sa ferme modèle de Waldtrudering près de Munich, voici que se présente à lui l'oiseau de malheur recommandé par Karlchen, pour discuter de son utilisation possible dans son bureau de la sûreté du parti, alors au stade de la création. Tout se passe bien. En effet, Himmler vient de recevoir d'Adolf Hitler, Führer du

parti, l’ordre d’établir une Intelligence Service, dont le siège sera la centrale de Munich, ce qui lui fait saisir la balle au bond et, sans la moindre réserve, il propose à son visiteur de Hambourg :

« J’ai besoin d’un Ic[i]. Je vous donne vingt minutes. Pendant ce temps, vous mettez par écrit comment vous vous représentez une telle tâche[53]. »

Heydrich écrivit quelque chose en utilisant son vocabulaire militaire professionnel sur l’organisation d’un projet de commandement, lui aussi de facture militaire, et il fut engagé. Himmler avait pris la décision convenable[54].

Tous ceux qui réussirent à se faufiler à travers les événements ont compris plus tard, après l’effondrement de 1945, qu’il leur suffisait de décrire les chefs nazis comme un peu niais pour trouver des oreilles complaisantes à leur version des faits. Karlchen von Eberstein a fait partie de ceux qui se donnèrent beaucoup de mal pour représenter Himmler comme un nigaud incapable de soupçonner ce qu’était vraiment Heydrich ! Eberstein a raconté son «histoire des faits » à tous ceux qui voulurent bien l’entendre, sans négliger l’Israélien Aronson. Conformément à la légende d’Eberstein, Aronson décrit ainsi la manière dont Karlchen prépara la présentation d’Heydrich à Himmler :

« Himmler manifesta son intérêt pour l’officier du service de renseignement en retraite car il ne savait pas que le postulant n’était nullement un expert en renseignement dans le sens de l’espionnage et du contre-espionnage, mais qu’il avait suivi seulement un cours de transmission à distance en tant qu’officier radio. »

Il réclama à von Eberstein une photo d’Heydrich, fut impressionné par son aspect « nordique » et promit de l’engager[j55].

C’est un fait que les idéologues du nazisme, et en première ligne Heydrich, Himmler, Goebbels et Rosenberg, considéraient l’évolution de l’humanité d’un point de vue raciste ; mais on ne peut prendre au sérieux l’affirmation que les yeux bleus et les cheveux blonds de l’ex-marin firent pencher la balance en sa faveur lorsque Himmler cherchait quelqu’un de confiance pour diriger son «Deuxième Bureau ».

Cette belle légende du baron von Eberstein est néanmoins contredite par Heydrich lui-même, qui, dans le « questionnaire des Führers », inscrivit à la rubrique «Formation militaire », en plus de « radio » et « signalisation », le mot *Nachricht* c’est-à-dire ici: « renseignements[56] ». Et Himmler a personnellement fourni une explication valable de l’enrôlement d’Heydrich dans les rangs des SS.

Dans son discours commémoratif prononcé à l'occasion de l'anniversaire du meurtre du chef de l'administration principale de la « sûreté du Reich, et protecteur intérimaire de la Bohême et de la Moravie », le « Reichsführer » révéla :

« J'ai entendu parler de lui par l'un de ses amis, Eberstein, alors Oberführer SS, et je l'ai fait admettre dans les Schutzstaffeln (SS) en juin de la même année. L'ex-enseigne de 1re classe Heydrich est alors entré comme simple membre des SS dans un petit groupe d'Hambourg, et ensemble avec tous ces braves jeunes gens, pour la plupart chômeurs, qui gagnaient là leurs premiers galons, il a assuré le service d'ordre et de propagande dans les réunions des nombreux faubourgs rouges de cette ville. Peu après, je l'ai appelé à Munich et je lui ai confié de nouvelles tâches dans la direction des SS, qui à l'époque était encore peu développée sur l'ensemble du territoire du Reich[57]. »

Ainsi, onze années après l'entrée d'Heydrich dans les SS, le Führer de l'ordre SS se rappelait que le futur chef de l'administration principale de la sûreté du Reich gagna ses premiers galons dans les unités de matraqueurs et que, aux côtés d'autres « chômeurs », son action au sein du « service d'ordre et de propagande » s'était concentrée sur les nombreux «faubourgs rouges » de la grande ville hanséatique.

Le Reichsführer aurait prêté au mort un épisode inventé de toutes pièces ? Ou Himmler, détenteur de tous les secrets du parti, aurait-il dévoilé à ce moment-là les crimes d'Heydrich pour vanter les mérites de son poulain pendant les provocations sanglantes d'Hambourg ? Non, certainement pas. Les services rendus par l'homme assassiné à Prague étaient trop précieux pour cela. Les rouges d'Hambourg n'avaient pas encore oublié que, au cours de l'été 1931, surgit une «formation de tueurs » qui assaillaient régulièrement leurs lieux de réunion et y éteignaient les lumières afin, dans le tumulte provoqué par l'obscurité, de tomber à coups de matraque et de chaise sur ceux qui participaient à la manifestation et cherchaient à se sauver par les sorties.

La force des SS consistait dans l'effet de surprise: attaques rapides comme l'éclair et disparitions subites. Ils échappaient presque toujours à l'intervention de la police anti-émeutes ou aux contre-attaques des ouvriers. « Il ne nous restait rien d'autre qu'à nous défendre à coups de couteau et de hache », racontait, en 1943, dans le camp de concentration de Sachsenhausen, un communiste hambourgeois. À Trygve Wahl, l'instituteur norvégien, retenu en prison préventive, y recueillit des matériaux sur des cas intéressants :

« Un charpentier d’Altona, Anton, m’a parlé d’une “bête sauvage blonde” qui d’après lui était le chef du commando SS, et qui avait procuré à ses hommes une formation vraiment militaire, si bien que le service d’ordre des sociaux-démocrates et des communistes devint bientôt incapable de se défendre. »

Ce n’était un secret pour personne qu’un officier de marine congédié, venu de Kiel, était à l’ouvrage, donnant là un grand coup de balai, particulièrement à Davenhof, un quartier d’Hambourg. Anton fut aussi soupçonné d’avoir blessé d’un coup de couteau l’une de ces brutes en chemise brune. Condamné, il fut expédié après l’expiration de sa peine au camp de concentration de Sachsenhausen, où il portait sur sa veste de prisonnier le triangle vert, insigne des «criminels professionnels », ce qui l’affectait beaucoup plus que le fait de subir un châtiment immérité. Les Mémoires du professeur d’Oslo, où Heydrich apparaît comme le « tueur de Davenhof », ne constituent pas obligatoirement la preuve de sa présence à la tête de ce commando opérationnel. Au cas où il y aurait confusion, nous ne voulons pas, sans élément irréfutable, l’accuser de ces activités « révolutionnaires », bien qu’il ait commis des actes plus atroces. De plus, nous voudrions être certains qu’Heydrich, s’il a vraiment été le « tueur de Davenhof », fut également l’homme qui, une fois parvenu au pouvoir, a veillé à ce que les « activistes communistes » n’échappent pas à leur châtiment. Qui donc, après l’écrasement du IIIe Reich, s’est donné la peine de découvrir des témoins – s’il y en avait encore en vie – capables d’établir que, pendant l’été de 1931, la «bête sauvage blonde » organisait des matraquages des plus brutaux contre ceux qui assistaient aux réunions politiques des rouges qu’Heydrich haïssait infiniment ? En 1945, Hitler, Himmler et Heydrich morts ne furent pas accusés, les juges de Nuremberg s’occupaient de faire expier les crimes majeurs commis contre la paix et l’humanité par les grands du IIIe Reich encore en vie. C’est ainsi que la famille et les amis du grand inquisiteur ont pu inventer les légendes qui leur plaisaient et leur paraissaient propres à embellir la vérité et surtout minimiser les crimes, afin de les présenter ensuite au public selon leur gré.

À Trygve Wahl, son camarade norvégien du camp de concentration, le charpentier hambourgeois Anton décrivait ainsi le «tueur de Davenhof » : « C’était un gars dangereux! Il traquait nos camarades de Davenhof même au couteau. Une année après, il a organisé « le dimanche sanglant » d’Altona. »

Ces notes, que le Norvégien Wahl parvint à préserver au cours de son séjour au camp de Sachsenhausen et à ramener à sa libération, correspondent en tout, en ce qui concerne l’affaire de Davenhof, au récit même de la veuve d’Heydrich.

Dans ses souvenirs, elle affirme que son mari avait, « après presque dix ans d'isolement politique dans la marine, livré à Davenhof (*sic*) et dans d'autres parties de la ville des luttes politiques dans lesquelles pour ainsi dire tous s'insultent mutuellement, se font mal, se battent ou même se blessent dans leur chair[58] ».

Mais trois journalistes allemands, victimes, eux aussi, des brutalités d'Heydrich, Otto von Heydebreck, Hans von Kessel et Udo von Mohrenschildt (chacun d'eux a perdu un frère lors du bain de sang du 30 juin 1934, organisé par Heydrich en tant que chef de la police de sûreté) témoignèrent après l'effondrement de 1945 que, pendant l'été de 1932, le choix d'Himmler serait tombé sur Heydrich à cause de son ambition professionnelle, de sa formation militaire, de son fanatisme idéologique et de son excellente connaissance du domaine du renseignement, qualités le prédestinant, en effet, à devenir le chef des services secrets du parti et par la suite aussi de ceux du Reich. Rien d'étonnant à ce que le nouveau venu reçût alors la mission d'organiser le service secret nazi sur le modèle de l'Intelligence Service britannique et du Deuxième Bureau français et, en plus, la consigne de créer à l'intérieur du parti une « ligue secrète » de membres assermentés, capables d'accomplir des tâches spéciales, des actions terroristes. D'après une information d'Udo von Mohrenschildt, dès la fin d'octobre 1931, une troupe permanente et secrète d'assassins, qui devait son existence à Heydrich, s'efforçait de soumettre à un régime constant de terreur non seulement les partis en général, mais aussi les hommes politiques, visés en tant qu'adversaires.

Von Mohrenschildt, à l'époque encore membre du parti nazi, fit la connaissance du nouveau responsable du service secret pendant l'automne de 1931, à la Maison brune. Heydrich se montrait alors en tenue SS, cet uniforme noir impressionnant. Il se donnait des airs importants et il tenta d'enrôler le jeune von Mohrenschildt dans son état-major secret, «absolument personnel », de la succursale de Berlin, l'œil et l'oreille invisibles du Führer.

Pour sa part, Otto von Heydebreck rapporte qu'au cours de l'année 1931, la préoccupation d'Hitler consistait surtout dans de multiples tentatives de pression sur la grande bourgeoisie afin d'obtenir d'elle des sommes d'argent considérables. Au moment où Heydrich entrait à la Maison brune, Hitler avait confié la « caisse secrète» du parti à Martin Bormann. On peut considérer le journaliste qu'était Otto von Heydebreck comme l'un des témoins les plus dignes de foi de ces événements, car son frère Hans Peter, alors chef de groupe SA à Mecklembourg et l'un des combattants les plus renommés des corps francs,

entretenait des relations amicales avec Bormann qui se vantait d'avoir « fait bénéficier » l'organisation SS de revenus considérables. Depuis 1925, date à laquelle, sur l'ordre d'Adolf Hitler, le parti s'était engagé sur la voie de la légalité, il n'était pas demeuré pour autant inactif: il fit constituer en temps opportun des dossiers bien fournis sur certaines personnalités. Il ne restait plus qu'à exploiter ces renseignements avec une rigueur scientifique. Et l'argent se mit alors à jaillir comme de la corne d'abondance de la Fortune. Bormann racontait avec admiration qu'Hitler disposait à la Maison brune d'un état-major d'« avertissement » – un groupe spécialisé dans le chantage –, qui avait pour tâche de remplir la «caisse d'assistance ». Afin que les poules pussent continuer à pondre des œufs d'or, le Führer avait besoin de renseignements détaillés sur les personnalités de tous les milieux : politique, économique, journalistique et militaire. Bormann communiqua également au frère d'Otto von Heydebreck sa façon de procéder: la presse nationale-socialiste recevait l'ordre d'attaquer durement, à intervalles réguliers, un certain nombre de personnalités choisies avec soin et appartenant au monde de la presse et de la banque. La menace de chantage assenée, la victime, pour sortir de la ligne de tir, se sentait obligée de se rendre à Canossa faire son *mea culpa* devant le pape brun qui, après s'être assuré qu'une promesse de dons destinés au financement du réveil national, lui donnait son absolution solennelle. Les notes de Richard Breiting prouvent que le Führer exigea de lui dix millions de marks pour l'arrêt des attaques calomnieuses contre le « dictateur de la presse » saxonne.

Dès son séjour à Kiel, Heydrich exécuta pour la Maison brune des missions exploratoires chez les patrons des chantiers navals à Hambourg et Brême. Il vérifiait les chances d'une campagne contre ceux qui gardaient l'oreille sourde aux appels du Führer.

Avant même qu'Himmler confiât au nouveau chef de « l'office omniscient» SS le fichier des ennemis du mouvement, il attira son attention sur le fondement de l'idéologie du parti. Même si l'alternative officielle proclamait: national-socialisme ou communisme, Adolf Hitler ou Lénine, Berlin ou Moscou, le véritable ennemi du mouvement restait en réalité le Juif. Pour des «raisons tactiques », Hitler avançait par étapes sur la voie qui le mènerait au pouvoir : « Nous devons gonfler le péril bolchevique, qu'il existe ou non, et cela ne nous sera pas difficile à cause des activités actuelles du Komintern et du KPD. Mais, pour l'instant, il est encore plus urgent d'enregistrer soigneusement tout ce qui concerne le problème juif. » Telles étaient les directives d'Himmler à ses assistants.

Le Reichsführer SS prit alors un livre dans sa bibliothèque et le tendit à Heydrich. C’était le *Literarisches Lexikon*, œuvre de l’antisémite Stauff, édité en 1913. Himmler expliqua que cet ouvrage servit au Führer de fil directeur extrêmement utile, quand il décida de se consacrer uniquement à la politique. Au cours des années, les nationaux-socialistes complétèrent et enrichirent les données de Philipp Stauff. Aussi ce livre deviendra-t-il l’une des sources de renseignements préférée du chef du service secret. Il en recommanda la lecture à tous ses collaborateurs, et, en décembre 1931, il en parla de nouveau, cette fois-ci à un visiteur venu de Poméranie, le chef de groupe SA Hans Peter von Heydebreck, qui jouissait de l’estime sans réserve d’Heydrich. Cet ancien combattant méritoire de la guerre mondiale avait perdu le bras gauche dans la forêt d’Argonne, et depuis des années il était lié d’amitié avec Ernst Röhm, le chef de l’état-major SA, le corps nazi des sections d’assaut.

En 1931, les SS ne formaient qu’une sous-section des SA. Himmler dépendait de Röhm. Röhm et von Heydebreck avaient rang de capitaine de réserve dans la Reichswehr. Le chef de l’état-major SA passait pour un fidèle serviteur d’Hitler depuis les premiers jours du mouvement, et von Heydebreck, fondateur d’un corps franc, jouissait de la réputation d’un combattant valeureux contre les Polonais, de 1918 à 1923 en Silésie et Haute Silésie. Heydrich et von Heydebreck pouvaient donc, à juste titre, se considérer comme des camarades ayant fait leur devoir sur le même front. Le mutilé de guerre de Stettin et l’ancien du corps franc de Halle allaient entretenir d’intenses relations politiques jusqu’à la mort du chef SA, le 30 juin 1934.

Les observateurs attentifs des activités du parti nazi trouvaient à l’époque dans la *Münchener Post* des renseignements sur le nouvel homme de la Maison brune. Pour l’intéressé, ces informations fournies sur lui paraissaient plutôt inquiétantes : ne craignait-il pas de voir remonter à la surface cette « plaie chronique appelée Isidor Süss » ?

Afin de parer à ce genre de danger, le jeune chef du service de la sûreté SS a certainement soigné toutes les relations susceptibles de l’aider. Hans Peter von Heydebreck en faisait partie, ne serait-ce que parce que son frère Otto collaborait alors à un quotidien important, les *Neueste Münchener Nachrichten.* Si les deux frères se trouvaient séparés par des conceptions du monde fondamentalement différentes, il ne subsistait pas moins entre eux un sentiment d’appartenance familiale qui durera jusqu’à la mort de Hans Peter. Otto von Heydebreck était considéré comme un partisan et ami de Heinrich Brüning, homme politique chrétien, chancelier du Reich et chef du parti du centre, que le président von

Hindenburg tenait en grande estime. Dans la lutte qui se livrait pour la conquête du pouvoir, Brüning, chef d'un parti qui comptait alors plus de quatre millions d'électeurs, pouvait jouer un rôle considérable.

Aussi Heydrich porte-t-il un intérêt primordial au maintien de relations cordiales avec le chef SA. Il choisit avec soin les informations qu'il lui communique, certain que les deux frères en discuteront ensemble. « Peut-être avez-vous déjà entendu dire que l'on m'attribue une origine juive. S'il en était ainsi, on devrait en trouver l'indication chez Stauff[59]. » Heydrich ouvre dans son lexique le chapitre sur «les compositeurs, chanteurs, virtuoses, etc. », et convainc aisément son interlocuteur que son père n'y figure ni comme Heydrich ni comme Süss. «Ne vous laissez pas déconcerter par cela», répond le chef SA pour le tranquilliser, non sans profiter de l'occasion pour vérifier quelques noms qui semblent l'intéresser.

L'entretien se poursuit sur les prochaines élections de 1932. Hitler s'y portera candidat à la présidence de la République contre Hindenburg. Heydrich apprend par son hôte qu'il existe entre lui et le Führer un trait commun : tous les deux ont appris dans l'armée la technique d'observation de l'ennemi. Le chef du bureau d'information SS se sent décontenancé : von Heydebreck vient de lui révéler un secret. En effet, la version officielle, celle que l'on trouve dans *Mein Kampf*, est la suivante: Hitler, blessé et hospitalisé, ressent brusquement sa vocation politique, persuadé qu'il appartient désormais à ceux qui déterminent l'histoire du monde. Heydebreck semble n'attribuer aucune importance à l'information qu'il vient de donner. Heydrich, nouveau dans le parti, ouvre aussitôt *Mein Kampf* et lit qu'Hitler, en octobre 1918, à l'hôpital militaire de Pasewalk, prend la décision d'en finir un jour avec les communistes et les Juifs. C'est à la page 225. «Avec les Juifs, il n'y a pas de pacte, mais la dureté du : "ce sera eux ou nous". Mais je décidai de devenir homme politique. » Heydebreck calme Heydrich, très excité : « C'est tout à fait exact, mais la décision du Führer a seulement pris sa forme définitive à Traunstein et surtout à Munich, quand il a combattu les conseils de soldats et d'ouvriers en mars 1919, et décidé de partir en guerre contre les rouges avec des camarades ayant les mêmes conceptions que lui[60]. » Et Heydebreck poursuit: «D'ailleurs, vous pouvez vous le faire confirmer par Hitler lui-même, ou encore par Röhm. » Ainsi Heydrich vient d'être mis au courant d'un secret grâce à la prétention d'un homme, prétendument son ami, de tout savoir mieux que les autres.

Lorsque Heydrich rapporte à Himmler cette nouvelle pour lui sensationnelle, le Reichsführer n'a qu'un geste et un mot de dédain: « Il avait certainement bu,

une fois de plus!» Même le chef du service secret du parti ne doit pas savoir qu'Hitler, manipulé et financé par le service secret de l'armée ou par les milieux antisémites de Munich, s'est introduit dans le parti des travailleurs allemands, créé en 1919 dans le dessein d'attirer les voix des sociaux-démocrates. C'est qu'entre-temps Hitler était devenu un mythe. Mais Heydrich, rien que pour son intérêt particulier, reconstituera l'ascension du Führer depuis ses débuts. Il découvrira que l'animateur du mouvement *völkisch*, Rudolf von Sebottendorf, en a tiré les ficelles en fondant, avec l'argent de l'aristocratie financière munichoise, un parti ouvrier apparemment anticapitaliste, bien assis pourtant sur le « sol national ». Ces capitalistes, qui avaient embauché pour le nouveau parti un nombre considérable d'agitateurs, n'étaient guère gênés par le programme de « gauche » des nationaux-socialistes. De son séjour à Kiel, Heydrich savait déjà que les ouvriers n'adhéraient pas aux organisations nazies. Il découvre très vite les diverses sources financières du jeune parti : fonds secrets de l'armée, de la police et de l'industrie, constituant la base économique du mouvement. Heydrich sait en outre que, sans le soutien des « forces nationales», Hitler n'aurait jamais pu devenir le chef du parti national-socialiste, ni le développer comme il l'a fait. Il n'ignore pas que l'invocation d'une « fatalité » qui fît surgir le « sauveur » de la nation s'avère du meilleur effet sur le plan de la propagande, si bien que ce ne sont pas seulement les hommes de l'entourage de Rosenberg qui annoncent la venue du Messie, mais aussi des philosophes de la classe d'Oswald Spengler, lequel, plongeant son regard dans l'avenir, prédit que le salut est proche.

Comme le chef de l'état-major SA, Röhm, et comme Rosenberg, l'idéologue du parti, Himmler appartient à la lignée des apôtres du «mythe hitlérien ». Adolf Hitler, né en 1889 à Braunau-sur-l'Inn, et qui se donne pour « peintre » et « écrivain », attache une importance particulière au fait qu'à Vienne, pendant sa jeunesse, il a dû gagner sa vie dans le bâtiment. « J'ai été ouvrier du bâtiment »… En 1914, lors de la déclaration de guerre, il s'engage aussitôt dans l'armée. En 1919, il est toujours simple soldat. Décoré de la croix de fer de première classe, il fait surtout de l'agitation contre les idées de gauche pendant les années 1917 et 1918, tant dans l'armée qu'à l'hôpital de Pasewalk. Dans les milieux de l'opposition, à Munich, il passe pour un dénonciateur dénué de scrupules; le bruit court même qu'Hitler avait été promu «officier instructeur » grâce à cette qualification. Un cours très bref de catéchisme national – trahison, « diktat de Versailles », coup de poignard dans le dos, conjuration mondiale des Juifs, protocoles des sages de Sion – l'arme suffisamment pour endoctriner les soldats et les activistes qui, « déguisés » en civils, assistaient aux réunions politiques, épiant ceux qui y participaient et provoquant des tumultes.

Dès le début des années 1920, Hitler et Heydrich portaient tous deux au même moment leurs préférences sur les publications des ligues de résistance et de défense, alors répandues sur toute l'Allemagne. Aux réunions des « séparatistes » et des « gauchistes » de l'époque, Hitler prenait parfois la parole contre l'orateur. Les agitateurs nationaux de son espèce trouvaient un écho chez les nationalistes bourgeois regroupés dans la société de Thulé, et qui se rassemblaient à Munich dans un hôtel élégant, le *Vier Jahreszeiten*. Les membres de la société de Thulé s'élevaient contre le clergé, contre le socialisme et, naturellement, contre les Juifs. Leur programme était simple : tradition germanique, héroïsme guerrier et croix gammée.

L'émigré russe Alfred Rosenberg se distinguait comme le spécialiste de la question juive et des protocoles des sages de Sion. À son initiative naquit l'idée de soutenir un parti ouvrier aux mots d'ordre anticapitalistes, mais qui fanatiserait ses membres contre les Juifs. Sa proposition tombe sur un sol fertile : la société de Thulé fonde et finance le parti ouvrier allemand, lequel élit pour président un cheminot du nom d'Anton Drexler, agitateur extrémiste de droite.

Mais quand le fasciste Drexler, au cours d'une manifestation antimarxiste, entend discourir Adolf Hitler, il avoue ne pas être de force : « On pourrait utiliser ce garçon-là[61] », reconnaît-il. Il est compréhensible qu'Adolf Hitler ait plu à ce nationaliste. Sans atermoiements, il se manifestait dans les réunions politiques adverses, se risquait à prendre la parole et n'hésitait pas, en tant qu'agitateur salarié, à traiter les orateurs précédents de « traîtres » et de « mercenaires » de l'étranger. Le 16 octobre 1919, il parla à la Hofbräu de Munich devant un groupe qui ne comptait pas plus d'une centaine de *desperados*. Parmi eux, en majorité des membres de la Ligue. Le chef idéologue du parti, Dietrich Eckart, dut très vite abandonner la prééminence à Hitler, ce nouveau venu. Mais, avant l'adhésion définitive de l'agitateur au parti ouvrier allemand, Ernst Röhm, en tant qu'officier traitant du service de renseignement, entra en contact avec Drexler. Grâce à sa spécialisation, voilà qu'Hitler appartenait maintenant aux milieux politiques bien situés de l'armée, laquelle, mue par des sentiments monarchistes et antisémites, faisait espionner tous les mouvements de gauche et soutenait moralement et financièrement les extrémistes de droite. On peut affirmer que ce fut Röhm qui persuada les personnalités compétentes de ce petit parti de nommer à sa tête Adolf Hitler[62].

Ainsi, Hans Peter von Heydebreck, connaissant le secret du passé du Führer, se contentait de révéler la vérité. Chef du service secret, Heydrich savait, sans avoir besoin de pareils éclaircissements, qu'on ne pouvait considérer le parti

national-socialiste comme un parti ouvrier, car il devait son existence à la société de Thulé, aux ligues offensives et défensives, aux milieux les plus conservateurs et réactionnaires. Depuis 1919, un accord entre Röhm et Hitler définissait les fonctions: Hitler assurait la direction politique du parti, Röhm son commandement militaire, et cela vaudrait également après la conquête du pouvoir [63].

Dans les débuts du mouvement, un Adolf Hitler entrait mieux dans les conceptions des « mécènes » compétents qu'un Ernst Röhm ou un Alfred Rosenberg. Hitler faisait un excellent « tambour » ! Et Röhm et Rosenberg, au lieu de se sentir humiliés, pratiquèrent la fuite en avant, en poussant à la promotion d'Hitler grâce à sa propagande, comme « messie » et « guide » (*Führer*) du peuple allemand. En 1931, Heydrich admettait comme tel le grand homme du parti.

Au cours de ses premières semaines à la Maison brune, le futur chef du service secret lut également *Le Mythe du XXe siècle*, de Rosenberg. Il y apprit que le Christ devait disparaître en tant qu'idole, et qu'Adolf Hitler occuperait sa place. Depuis longtemps, il ne subsiste plus rien chez Heydrich de la rigoureuse éducation religieuse que lui a donnée sa mère ; il s'est transformé en un adversaire haineux et fanatique du catholicisme. Il prévoit que les catholiques, ne serait-ce qu'à cause de l'existence du pape, ne reconnaîtront jamais qu'Adolf Hitler représente une manifestation de Dieu : « Les papistes et leur amour du prochain ne peuvent pas être utilisés dans notre État. » Telle est la conception fondamentale d'Heydrich. Aussi est-il fermement résolu à manifester la même sévérité pour les catholiques, les marxistes et les Juifs. Réaliste, il sait que le Führer n'atteindra jamais son but par des moyens parlementaires.

Ce policier à la mentalité de lansquenet et à l'ambition de parvenu sait parfaitement que bien des choses ne lui rapporteront sur le moment aucun avantage, mais qu'elles seront payantes par la suite. Une fois achevée la conquête du pouvoir, il se servira de son appareil policier pour détrôner le Christ et soutenir de toutes ses forces Adolf Hitler, le nouveau Messie. Puisque l'expérience du parti ouvrier postiche et du recrutement parmi les fonctionnaires a réussi, il poursuivra cette politique. La grande bourgeoisie, von Hindenburg, le président du Reich, et la Reichswehr doivent continuer à tenir le «parti de masses » d'Hitler pour un mouvement populaire. Les milieux qui ont mis Hitler en selle admettront bien que les sociaux-démocrates, qui dirigent la vie politique et gouvernementale du pays depuis 1918 n'ont plus qu'à disparaître, au profit du parti ouvrier allemand national-socialiste.

Douze ans après qu'Hitler eut pris la décision de devenir un homme d'État, Reinhard Heydrich découvre les possibilités que lui ouvre cette évolution, bien qu'il ne soit encore, en 1931, qu'un exécutant inconnu dans ce parti fasciste et germanique.

Mais sa formation politique lui permet déjà d'établir une distinction catégorique entre les fascismes italien et allemand.

En Italie règne une monarchie héréditaire, et Benito Mussolini, président du gouvernement, ne songe pas à chasser le roi. Le Vatican et l'Église catholique exercent une influence considérable sur la vie publique. Le Duce n'incarne pas le prophète d'une impitoyable religion raciale, et le gouvernement de Rome ne peut pas ignorer purement et simplement les intérêts du Vatican. Puisque les théories racistes ne font pas partie intégrante de la doctrine fasciste, à la différence du parti national-socialiste, les seuls éléments qui lient les fascistes italiens et les nationaux-socialistes consistent dans leur conception fondamentale d'un État autoritaire, la mise à l'écart des mouvements ouvriers et des syndicats, ainsi que leur exigence d'une révision des traités de paix.

Heydrich connaît à fond tout le clavier de l'orgue dont Hitler se sert pour donner le ton ; il se tient désormais prêt à en actionner les soufflets. Le postulat raciste d'Hitler et de Rosenberg ne peut pas se concrétiser dans un climat de morale politique et religieuse. Dans la lutte silencieuse qui se livre sur le front des services secrets, seuls comptent les arguments d'une puissance brutale. Heydrich a lu dans *Mein Kampf* que le gouvernement impérial capitula devant la rue en 1918. Il approuve aussi la ligne générale tracée par Hitler : il faut briser la terreur par la terreur ! Et il vient d'acquérir une expérience de plus, qui lui montre la voie à suivre : de même que la bourgeoisie munichoise a mis le pied à l'étrier au parti national-socialiste, de même, du moins l'espère-t-il, les milieux dirigeants de toutes les autres villes allemandes vont aider les forces conservatrices à effectuer leur percée. Heydrich pense qu'il suffit pour l'instant de chasser l'adversaire de la rue. L'exemple hambourgeois lui a démontré que dans le conflit entre les rouges et les chemises brunes, les policiers « convenables » prennent le parti des SS qui, selon les directives d'Himmler, doivent non seulement s'affirmer dans la rue, mais s'infiltrer dans les forteresses ennemies. Une fois enlevé le bastion Berlin, il ne sera pas difficile de gagner au national-socialisme les travailleurs eux-mêmes. Il va falloir préparer soigneusement cette marche sur la capitale ; pour qu'elle réussisse, il faut au parti un appareil qualifié, capable d'espionner l'ennemi et de se procurer tous les instruments nécessaires à l'écrasement de la «terreur gouvernementale ». Hitler,

Goebbels et Himmler tombent d’accord : Heydrich est l’homme qui peut mener à bien ce genre de tâches.

Bormann pouvait lui aussi fournir des informations confidentielles. Ne devait-il pas transmettre les instructions du parti à ses chefs en activité dans chacune des régions de l’Allemagne ? D’après Otto von Heydebreck, Heydrich possédait un dossier détaillé diffamant toute personnalité choisie pour cible par la propagande nazie, le mêlant souvent à une affaire, vraie ou fausse, de corruption, susceptible de l’amener finalement devant les tribunaux.

Cependant, avec le service secret des SA, des complications surgissaient peu à peu, car les agents de liaison et leurs spécialistes n’atteignaient nullement le niveau nécessaire à leur tâche. Leur incapacité fut si flagrante que la police de Munich connut bientôt les rouages de l’organisation et qu’une affaire retentissante «éclata au grand jour». Le chef du service secret SA, le comte du Moulin-Eckart de Bertoldsheim, fut même arrêté pour « activités illégales ».

Afin d’augmenter la force de frappe de la propagande nazie, Heydrich donna comme objectif principal de découvrir des cas de corruption dans la société bourgeoise libérale qui désapprouvait le fascisme. Aucun parti, aucun groupement politique ne pouvait échapper aux yeux d’Argus du nouveau boss de l’armée de mouchards SS. Le chef de l’état-major SA, Ernst Röhm, ami personnel d’Hitler, émigré en Amérique du Sud après le putsch manqué de 1923 et revenu à Munich en janvier 1931, ne possédait plus les capacités nécessaires pour s’occuper des services de renseignement. Pourtant, il avait été, après 1918, membre dirigeant du renseignement de la Reichswehr à Munich.

Röhm avait choisi pour chef du service d’observation SA le comte du Moulin-Eckart, qui concentrait ses efforts par trop sur la Reichswehr, ce qui fit que son « réseau » – d’après von Heydebreck – se trouva rapidement truffé de mouchards de la police de Weimar. Heydrich prit donc d’urgence en main l’Ic du parti, commença à réorganiser ce service et à en faire le levier décisif de la révolution, le repérage des adversaires du mouvement.

Ce que nous a rapporté après la guerre, dans un grand nombre d’entretiens, le journaliste von Heydebreck, ne trouve qu’une confirmation partielle dans les documents. Du Moulin-Eckart comptait sur des subventions de la Reichswehr, Hitler, Bormann et Himmler voulaient, au contraire, faire appel à la caisse des grands magnats de la finance. Mais, pour y parvenir, il fallait tout d’abord constituer une équipe de jeunes gens n’appartenant ni à la grande bourgeoisie ni à la noblesse, mais liés par deux idées fondamentales : l’antibolchevisme et

l’antisémitisme. Parmi eux, on verrait volontiers des universitaires.

Le comte du Moulin-Eckart, fils d’un propriétaire terrien et docteur en droit, disposait effectivement de la formation nécessaire pour le poste de chef des services spéciaux. Cependant, il échoua dans sa mission de dresser ses hommes conformément aux instructions reçues. Tâche principale: se soustraire à la surveillance des policiers. De plus, le parti, qui comptait maintenant cent sept députés au Reichstag, ne pouvait pas accepter que, dans les villes allemandes et surtout à Berlin, des « ratés » en tout genre s’organisent, au nom d’une prétendue « association anticommuniste » des SA, dans le seul dessein de se procurer de l’argent. Des aventuriers, mercenaires à la solde des gouvernements les plus divers, en guise d’experts des « questions marxistes », s’étaient avisés, sous le prétexte de venir en aide à la Reichswehr en cas de guerre, de former des « groupuscules de défense » constitués de maraudeurs fascistes, afin d’écumer les fonds secrets du ministère de l’Intérieur et de la Reichswehr. Là aussi, le nouveau responsable des indicateurs SS sera contraint de donner un grand coup de balai et, à l’occasion, d’employer la force physique contre ceux qui nuisaient au parti.

Bien entendu, Heydrich se fit aussitôt des ennemis à l’intérieur du parti et dans les SA, ce qui ne le troubla pas trop, car pour lui n’existait qu’un seul critère: l’approbation unanime de ses actes par Hitler, par Bormann, « gardien » de la caisse du parti, et par Himmler, chargé de réorganiser le service secret. À cette époque, le comte du Moulin-Eckart déclencha, de bouche à oreille, une campagne de dénigrement contre son concurrent. Des années plus tard, on saura par un journaliste, Hans von Kessel, que le comte, ambitieux et maladroit, avait ouvert un dossier sur Heydrich pour y classer toute information sur son père, sur sa jeunesse, sur son service militaire, sur son départ peu glorieux de la marine, sur sa période SS à Hambourg et sur le « travail de corruption » qu’il accomplissait à Munich. Par là, du Moulin-Eckart avait signé sa condamnation à mort.

Les matériaux, recueillis par le comte sur l’origine d’Heydrich, pesaient peu en comparaison des documents dévoilant les relations du supermouchard SS et de son ami von Eberstein. Là, il touchait à un tabou : car Hitler, finalement, avait juré de recourir exclusivement à des moyens légaux et parlementaires pour conquérir le pouvoir. Espionner la Reichswehr et constituer des dossiers sur ses officiers valait une punition sévère au regard de la loi et représentait un acte incompatible avec les principes du patriotisme. Voilà le jugement de la caste des officiers. Une trahison dirigée contre elle déshonorait son auteur de façon

irréparable. C’est pourquoi du Moulin-Eckart et tous ceux qu’Heydrich gênait inlassablement ne manquèrent aucune occasion d’utiliser cet argument dans leur féroce concurrence à l’intérieur du parti. Selon von Kessel, les adversaires du chef du service secret SS sous-estimaient le danger que comportait leur façon d’agir. Mais, finalement, Hitler, préparant un nouvel essor, se serait adressé aussi bien à l’industrie qu’à la Reichswehr, dont la parole comptait beaucoup pour le président von Hindenburg. En 1931, le «cas Heydrich », le congédiement de l’enseigne de 1re classe, menaçait de dégénérer en scandale, tout comme l’affaire des officiers d’Ulm, initiateurs d’une cellule nationale-socialiste au sein de la Reichswehr. Il fallut agir. Ainsi la direction du parti, à la recherche d’un antidote à cette affaire empoisonnée, en vint-elle à lancer dans le public une légende: notre jeune et attirant officier de marine a dû démissionner parce qu’il était un coureur de jupons. Rien d’autre qu’un délit de galant homme; pas question de machinations dangereuses pour l’État. Voilà l’explication de von Kessel. Existe-t-il des documents qui l’établissent ? Non. Mais la logique et le bon sens parlent en sa faveur. Et la thèse est confirmée par Himmler lui-même, dans le discours, déjà mentionné, prononcé à la mémoire d’Heydrich :

«Ce n’est pas un hasard… si Heydrich et son service de la sûreté…, dès les premiers jours, ont utilisé les méthodes qui jusqu’alors étaient celles de tous les autres services secrets, celles dont les Anglais et les Américains, les communistes et les Juifs, tous nos adversaires, se sont servis au vu et au su du monde entier… au moyen d’actions terroristes commises par des individus payés[64]. »

Cela nous donne une image convaincante de la puissance et de l’influence d’Heydrich dès ses premiers jours à la Maison brune. Himmler décrit comment ce jeune ambitieux sans scrupules sut impressionner ses nouveaux patrons. Sa situation sociale s’améliora dès lors et les perspectives d’un avancement dans la hiérarchie du parti s’accrurent de jour en jour. Placé officiellement au sommet du parti national-socialiste, il travaillait dans un domaine sur lequel personne d’autre qu’Hitler et Himmler n’avait droit de regard. Ses activités prenaient une importance extraordinaire pour ce parti de plus de cinq cent mille adhérents, qui voulait pouvoir compter sur le soutien de bourgeois fortunés et nationalistes, et qui se préparait à conquérir le pouvoir suprême. Le chef du service secret SS pouvait tranquillement épouser sa fiancée.

La fin de l’année lui apporta, en plus, la promotion souhaitée : Obersturmbahnführer SS (ce qui correspondait au rang de lieutenant-colonel dans l’armée). À la Maison brune, on l’appelait déjà le « Fouché d’Himmler »

par allusion au livre de Stefan Zweig sur *Fouché,* que tout le monde lisait à l’époque.

Dans le personnage historique de Fouché, Heydrich discernait un caractère douteux, crépusculaire. À la fin du XVIII[e] siècle et au début du XIX[e], ce policier avait su servir tous les régimes qui s’étaient succédé, si bien qu’il apparaissait aux yeux d’Heydrich comme un virtuose de l’opportunisme. Mais la police de l’État national-socialiste, en menant à bien dans toutes ses conséquences la politique raciale de son gouvernement, ne suggérerait à aucun de ses membres de considérer Fouché comme un exemple digne d’imitation. Une fois engagé dans la voie politique des SS, plus de chemin de retour. Heydrich préférait agir dans l’ombre, mais, en revanche, il aimait se réclamer de Fouché, vantardise dangereuse. Il ne dissimulait pas sa volonté ferme de créer, après la conquête du pouvoir, une organisation de loin supérieure à l’Intelligence Service, ou au Deuxième Bureau. Le parti exigeait un organisme secret qui réussirait à miner la république de Weimar et qui, si besoin était, pourrait même livrer une guerre civile à la seule condition que la Reichswehr et la police combattent à ses côtés.

Le « travail d’épicerie » à la Maison brune

Quand l’ex-enseigne de 1[re] classe Reinhard Heydrich prit possession de son bureau à la Maison brune, il devint immédiatement le centre de toutes les conversations. Mais ceux qui voulurent s’attaquer à lui comprirent très vite que le chef du service secret jouissait de la confiance d’Hitler et d’Himmler.

Quelques jours plus tard, Heydrich tint une réunion confidentielle à laquelle assistaient tous les Führers SS de Munich. Son but consistait à les initier aux nouvelles méthodes du service de renseignement. Tirant parti de son expérience, il attira l’attention sur les méthodes de combat destinées avant tout à neutraliser les mouchards infiltrés à l’intérieur du parti. Mais comme, pour le moment, Heydrich se voyait dans l’impossibilité d’organiser rapidement un système d’espionnage qui couvrirait à la fois la Reichswehr, la police et les autres partis, le 4 septembre 1931, une directive SS précisa que le service de renseignement devrait tout d’abord «limiter son action aux organisations non gouvernementales [65, 66] ». Cependant, la concurrence s’engage aussitôt entre le comte du Moulin-Eckart et Heydrich – la *Münchener Post,* au sujet de cette rivalité, publié le 29 novembre 1931 un article intitulé « *Intimes aus dem Braunen Haus* » (Ce qu’on peut traduire par «Confidences intimes de la Maison brune »), selon lequel le nouveau chef du service secret manifeste une supériorité et une pondération inattendues et fort impressionnantes. Le quotidien munichois lui attribue un

comportement très éloigné de celui d’un « parachuté » en plein désert et qui recherche désespérément de l’aide.

Le jeune policier donne l’impression d’un homme expérimenté. Sa tâche: faire pousser de nouvelles cultures sur un champ ensemencé au préalable. Heydrich, qui peut s’attendre à une volée de flèches de la part du secteur SA, joue néanmoins tranquillement l’aveugle et le sourd, tant il est sûr qu’on espère de lui de grandes choses. En plus, le parti se prépare pour les élections présidentielles de l’année suivante (1932), et les nazis estiment posséder les meilleures chances de devenir, à bref délai, la première formation politique du Reichstag. Ils savent que, selon l’usage parlementaire, ce sera dans les rangs de leur parti qu’on élira le président du Reichstag, et ils connaissent le candidat d’Hitler : le capitaine d’aviation en retraite Hermann Göring. Certes, Göring n’est pas un vrai révolutionnaire, mais c’est un homme qui voit des possibilités extraordinairement favorables de réussite personnelle dans la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes. Pilote de la guerre de 1914-1918, il ressent toujours la frustration émanant du traité de Versailles, et il espère, comme tant d’autres, un poste élevé dans l’État grâce à Hitler. De son côté, le Führer a besoin d’un homme comme lui, que l’on peut présenter à la jeunesse comme un brillant exemple et dont il se sert comme d’une carte de visite auprès du président du Reich et de la bourgeoisie. Qui d’autre que ce bourgeois ambitieux, personnification du prussianisme militaire, s’il devenait président du Reichstag serait plus à même de persuader le vieil Hindenburg, président du Reich, qu’il faut remettre à Hitler la conduite des affaires de l’État ?

Mais, pour l’instant, Hitler n’est même pas citoyen allemand. Cet Autrichien ne représente donc aucun danger pour la classe politique de Berlin. Il incombe désormais à Heydrich de mettre en jeu ses relations secrètes et de déclencher une campagne favorable à l’acquisition par Hitler de la nationalité allemande. L’homme des services secrets étudie la situation dans la presse bourgeoise. Dans quelle mesure éprouve-t-elle de la sympathie pour le Führer du parti national-socialiste ? Grâce à l’appui de quelques journalistes munichois, qui ont trouvé à temps la route vers Hitler et Himmler – c’est le cas d’Otto Dietrich –, Heydrich propose au Reichsführer SS la formule la plus simple et la plus assurée de succès qu’on puisse imaginer : diffamer les intéressés, en se fondant sur les renseignements recueillis, et les contraindre à se soumettre aux injonctions du parti.

Heydrich, qui fait une affaire personnelle de la naturalisation du Führer dans l’État de Braunschweig, peut, fin novembre, annoncer la réussite complète de ses

préparatifs : Hitler n’a plus qu’à fixer lui-même la date de l’acte officiel. Dans son bureau de la Maison brune, le puissant policier s’occupe d’autres projets importants, qui tous démentent la version de la si insignifiante «petite épicerie » censée représenter sa tâche quotidienne, selon la formule imaginée après la guerre par ses collaborateurs d’autrefois.

Il n’existe pas de description officielle de la centrale de la Briennerstrasse. L’ancien palais Barlow, ambassade d’Italie jusqu’à la fin du siècle précédent, choisi par Hitler pour siège de son organisation, s’élevait sur l’une des rues les plus distinguées de la métropole bavaroise. Bormann et le trésorier du parti ont déjà versé cinq cent mille marks pour acquérir ce palais, mais sa rénovation et les aménagements intérieurs engloutissent encore une fois l’équivalent.

Heydrich se croyait un vrai potentat en travaillant pour un parti installé dans un quartier aussi luxueux. Lors d’une visite, le directeur du secrétariat du Führer, Rudolf Hess, faisait d’ordinaire les honneurs du palais aux hôtes de marque. Mais, exceptionnellement, le jour de l’arrivée du nouveau chef des services secrets SS, le Reichsführer SS, Himmler, remplaça Hess en tant que « guide » dans la Maison brune. Et Heydrich, enthousiasmé, déclara à Himmler : « Le Führer est un architecte de génie ! »

Lorsque Rudolf Hess, quatre mois plus tôt, avait accueilli le journaliste Richard Breiting, rédacteur en chef d’un des plus grands journaux allemands, le *Leipziger Neueste Nachrichten*, lui présentant l’ensemble du bâtiment, Breiting prit de nombreuses notes qui nous sont restées. En suivant Himmler, Heydrich a dû ressentir les mêmes impressions que le journaliste piloté par Hess à travers le siège, fastueusement meublé et décoré, du parti. Comme la réception de Hess reflète exactement la stratégie qu’appliquait le parti à cette époque, nous reproduisons un extrait des notes de Breiting.

« Hess nous guide à travers le vestibule du palais, qui est tout en marbre. Sur une plaque, on lit les noms des treize nationaux-socialistes tombés pour le parti. Cette grande salle fait une impression, digne, sévère. Partout des croix gammées. Le stuc du plafond est ciselé, de sorte qu’il constitue un revêtement d’innombrables croix gammées. Même les précieuses vitres de ce hall sont ornées de la croix. Puisque Hitler n’est pas encore présent, nous visitons le palais sous la direction de Rudolf Hess. D’innombrables bureaux ont été aménagés au rez-de-chaussée et au sous-sol. Tout est flambant neuf et témoigne d’une brillante organisation. On nous conduit dans le service des archives, aménagé au sous-sol, et qui comporte de nombreuses parois en acier, à l’épreuve tant du feu que de toute effraction. C’est là que sont gardés les renseignements personnels

sur chacun des cinq cent mille membres du parti ouvrier allemand national-socialiste. Ces archives sont prévues pour un million d’adhérents, et Hess nous explique que, dans l’instant où le parti atteindra ce chiffre, il n’acceptera plus personne. “Ou nous réussissons avec un million, ou pas du tout”. Quiconque demande à adhérer au parti n’est agréé comme membre qu’au bout d’un an : jusqu’alors il doit faire ses preuves. Les membres qui ne paient pas leur cotisation sont immédiatement mis à la porte.

«Au premier étage se trouve le cabinet de travail d’Hitler, puis les bureaux de ses plus proches collaborateurs. Chacun d’eux est aménagé avec un goût artistique vraiment exquis, en bois de qualité, avec des tableaux anciens et précieux; les appareils d’éclairage sont des lustres vénitiens.

« Hess nous conduit alors dans la “salle des sénateurs”, vaste pièce qui fait un effet prodigieux avec ses soixante et un fauteuils de cuir rouge feu. Le plafond est en marbre et comporte une mosaïque représentant l’emblème du parti national-socialiste ; d’énormes tapis de grande valeur sont également tissés d’innombrables croix gammées ; suspendus au mur qui fait face à la porte, quatre tableaux surmontés par une gigantesque croix gammée représentent les quatre stades de l’évolution du parti ouvrier allemand national-socialiste : Fondation, Programme, Premier déclin, Renouveau du 14 septembre 1930.

« D’après Hess, cette salle des sénateurs est destinée à recevoir plus tard les plus dignes des nationaux-socialistes, ceux qui sont aptes à gouverner l’Allemagne. Fort intéressante est également la salle du tribunal, à l’étage supérieur. C’est là que siège le tribunal suprême d’arbitrage du parti. Cette salle est d’une dignité imposante. Devant une table en croissant se trouve le fauteuil du “président du tribunal”, devant lui une croix gammée en or, au-dessus de lui un grand portrait du Christ.

« En faisant le tour du grand immeuble, on va de surprise en surprise. Ce palais, décoré d’objets précieux et d’un goût artistique recherché, contraste d’une façon saisissante avec le foyer d’un “parti ouvrier”. On a l’impression qu’Hitler y réside vraiment comme un « roi », et il croit vraisemblablement qu’en tant que futur maître de l’Allemagne, il lui faut vivre dans un cadre tel que celui qu’il s’est créé.

« … Hess explique qu’Hitler s’éreinte au travail d’une façon inouïe, depuis le matin de bonne heure jusqu’à la tombée de la nuit. Les visiteurs qu’il reçoit sont pour la plupart des hommes politiques allemands et étrangers, et les bruits selon lesquels Hitler évite les entretiens par timidité sont faux. Il ne reçoit pas de

journalistes, à cause des mauvaises expériences qu'il a faites. Nous constituons une exception louable.

« Hitler s'assied derrière une gigantesque table de diplomate dans un cabinet de travail qui jouxte la salle des sénateurs; sur le bureau une photographie de Mussolini ; au mur, une énorme peinture à l'huile représentant le vieux Fritz[k]. »

Cette description montre clairement que la Maison brune n'était point le quartier général d'un parti ouvrier. On peut en déduire que le parti national-socialiste a reçu des sommes considérables des magnats de la finance allemande, bien qu'après la guerre on a eu volontiers tendance à passer ce fait sous silence. L'intérieur du palais ne laissait aucun visiteur indifférent : combien d'entre eux, plus convaincus qu'avant, puisèrent dans leur poche encore plus profondément et d'un cœur plus léger.

Avant que Breiting fût « invité » à la Maison brune, il subit des attaques du *Freiheitskampf*, le journal en Saxe du parti national-socialiste, qui le traitait de «valet des Juifs ». Néanmoins, l'intervention d'un agent de liaison entre la Maison brune, Otto Dietrich, et les Leipziger Neuesten Nachrichten, aboutit à l'audience que le journaliste, jusque-là mis «au ban de la société», se vit accorder à Munich, et où, comme il s'y attendait, ainsi qu'il l'a dit lui-même, on exigea de son affaire de presse une somme inouïe : dix millions de Reichsmarks, condition préalable à la cessation de toute attaque officielle. C'était alors un procédé devenu courant chez les nazis de freiner ainsi les activités politiques des personnalités de la république de Weimar, mais aussi de les obliger à payer un tribut si elles tenaient à conserver leur respectabilité. Otto Dietrich, futur chef de la presse du Reich, organisa au cours de l'été 1931 plusieurs « audiences » semblables entre le Führer et ses victimes : dans son livre *Mit Hitler in die Macht* (« Au pouvoir avec Hitler »), il a écrit au sujet de cette pratique :

« Celui qui a été le témoin de l'influence puissante et convaincante qu'Adolf Hitler exerçait dans un entretien personnel, même sur le plus résolu de ses adversaires, savait que ce plan de destruction du système enregistrerait des succès précieux. La réalisation suivait de près une décision soudaine[67]. »

C'est de cette manière que furent « travaillées » les personnalités de l'économie et de la presse, ainsi que les partis du centre soutenus par elles, et dont les adhérents, en 1933, passèrent en bloc à Hitler. Ce n'est qu'ainsi que le Führer a réussi à « démanteler pierre par pierre l'édifice gouvernemental ». La chute ne fut plus qu'une question de temps. Heydrich n'est que depuis deux mois à peine dans son bureau officiel de la Maison brune quand il se voit confier la «

préparation » des « contribuables » dont nous venons de parler. Il arrive alors que le nouveau chef du service de renseignement téléphone, de temps à autre, au journaliste Breiting. Et von Eberstein, que la famille Heydrich appelle « l'oncle », et dont la tâche est d'organiser les SS de Saxe et de Thuringe, ne néglige que rarement, lors de ses séjours à Leipzig, de rendre visite à Breiting afin de lui transmettre les « salutations » de la Maison brune, ce que cet adversaire résolu du national-socialisme ne peut interpréter que comme l'annonce d'une nouvelle fatale. Chaque fois, il dira à sa femme Emmy : « Lorsque les Heydrich, les Eberstein et les Dietrich, parviendront au pouvoir, nous nous retrouverons vite en enfer[68] !»

Dès son arrivée à la Maison brune, Heydrich va appliquer la règle fondamentale de l'art militaire : d'abord reconnaître, ensuite attaquer. Afin de se faire une idée claire de l'attitude politique et personnelle de chacun des membres du sommet, le nouveau chef du service secret s'efforce d'attirer le moins possible l'attention sur lui. La faculté d'adaptation qu'il possédait déjà comme écolier, élève officier et officier s'exprime une fois de plus au début de sa nouvelle carrière. Ce sportif a l'impression d'aborder un tremplin. Sa tactique consistera à ne pas révéler immédiatement au personnel de la Maison brune jusqu'à quel point il est capable d'acrobaties. Personne ne doit deviner qui, en réalité, le pousse en avant. Cette sorte de guerre civile se déroulera en secret. Ce sera le calme avant la tempête.

Le protégé d'Hitler et d'Himmler produit déjà une bonne impression, grâce à son aspect typé de « Nordique ». Cet enseigne de vaisseau de 1re classe, congédié quelques mois plus tôt de la marine, et qui a quand même l'autorisation de mettre ses connaissances au service du mouvement du Führer, fait sensation dans le cercle nazi. Le personnel discute depuis longtemps de ce « lieutenant » à qui le Reichsführer SS a confié la solution d'un problème important.

Rares sont ceux qui peuvent jeter un coup d'œil sur la cartothèque des membres du parti. Mais l'homme chargé de réorganiser et de centraliser le service secret a, bien entendu, le droit d'y rechercher toute information nécessaire sur un adhérent quelconque. Quand Heydrich entre dans la salle des fichiers, les nombreux employés lèvent un regard respectueux et amical sur le chef du service. S'arrête-t-il près d'un bureau, les quatre hommes et femmes qui y sont assis se lèvent rapidement et lui demandent ce qu'il désire.

C'est le Führer lui-même qui a décidé de l'endroit où se trouve la cartothèque et de la réglementation du travail qu'on y accomplit. La fiche d'un membre ne contient que des renseignements « légaux » : date de naissance, adresse,

profession, situation de famille, références au sein du parti, etc. Au cours de la réorganisation du service secret, Heydrich doit se procurer des informations précises, savoir quel membre correspond le mieux à telle tâche et dans telle région. Ces prélèvements de renseignements auxquels il procède, il les justifie par la nécessité d'informer les journalistes. Sa collaboration avec le bureau de presse de la Maison brune prend une importance de plus en plus grande. En plus du bureau de presse, la centrale du parti héberge divers départements : justice, organisation, propagande, SS, SA, finances. Chaque chef de service dispose de conseillers.

À l'arrivée d'Heydrich dans la Maison brune, il existe près de huit cent mille fiches de membres, lesquels sont répartis dans quelque dix mille organisations locales. C'est déjà un parti puissant, organisé de façon militaire.

Le bénéfice que tire Heydrich de son « travail de sape du système » est considérable. Certes, il fait semblant de n'être qu'un « petit serviteur » dans ce nid des dieux, mais, en réalité, il veut atteindre dans le parti une position qui lui assure une partie du pouvoir. La connaissance des grands prêtres de ce temple de la religion raciste lui a procuré très vite une profonde intuition des possibilités d'ascension qui s'offrent à lui. Il sait maintenant que l'on « discourt beaucoup », même dans la direction, et que chacun cherche à dépasser l'autre dans ses éloges d'Adolf Hitler. Il a constaté que le parti manque encore d'une organisation suffisamment rigoureuse. Himmler ne le lui a pas caché : le Führer a besoin d'un *brain-trust*, et ce *brain-trust* ne peut surgir que du sein des SS. Cette machine à penser doit fonctionner comme l'état-major général de toute l'activité nationale-socialiste.

Certes, le Führer dispose des « têtes » indispensables pour mener la lutte et pour gouverner, a reconnu le Reichsführer SS, mais il faut veiller à ce que les ambitions et les compétences ne se chevauchent pas. Il faut écarter les tartufes, les épigones, les grandiloquents, les opportunistes et les arrivistes.

«Le mythe du sang » et celui du Führer sont bien au point. Mais cela ne suffit pas. Adolf Hitler a besoin d'un instrument révolutionnaire pour, d'un seul coup, couronner l'action. Himmler l'explique à Heydrich : il faut forger « le glaive du mythe du sang ».

L'un des premiers auquel le Reichsführer SS présente sa « nouvelle acquisition » du service secret est le grand patron du journal du parti, le *Völkischer Beobachter*, Alfred Rosenberg. Heydrich est impressionné. Ingénieur diplômé et architecte, né à Reval (Tallinn) en 1893, il a fui la Russie pour

l’Allemagne. Depuis 1919, il vit à Munich, où il s’est lié avec Hitler par une communauté de combat politique. Dès sa première rencontre avec le « lieutenant », Rosenberg lui expose que l’Histoire n’est fondamentalement rien d’autre que la lutte éternelle des races. «Les révolutions française et russe doivent être également analysées comme une lutte pour le pouvoir entre l’élite blonde et une couche raciale inférieure aux cheveux et aux yeux foncés[69]. » Cette interprétation de l’Histoire est du goût de notre géant « nordique » de Halle. Rosenberg promet au nouveau chef du service secret de tenir à sa disposition toutes ses œuvres, même manuscrites.

La grande œuvre de Rosenberg est *Le Mythe du XXe siècle*, paru en 1930. Puis suivra *La Trace des Juifs à travers le temps*. À cela s’ajoutent des traités sur Houston Stewart Chamberlain et sur la politique étrangère. Rosenberg lui demande s’il ne lui serait pas possible d’écrire quelque chose pour sa revue mensuelle *Nationalsozialistische Monatshefte*. Il suggère un article sur les organisations terroristes des communistes en Allemagne[70].

En très peu de temps, Heydrich fait la connaissance de toutes les grandes figures du parti dont Hermann Göring. Ce dernier est responsable de l’organisation de l’armée et du réarmement futur. Ce qu’est Rosenberg dans le domaine de l’idéologie nationale-socialiste, Göring l’incarne dans celui de la planification militaire. Entre lui et Heydrich, il y a quelques points de contact. Né en 1893 en Bavière, à Rosenheim, Göring était dès 1915 chef d’escadrille et pilote de chasse. Pendant l’été 1918, il a commandé la célèbre escadrille de chasse Freiherr von Richthofen. Détenteur des décorations militaires les plus élevées, il réside maintenant à Berlin comme observateur politique d’Hitler ; sa mission consiste à cultiver les relations du parti avec la Reichswehr, l’entourage d’Hindenburg et, également, les milieux de l’industrie.

Il rencontre aussi Joseph Goebbels qui sera pour Heydrich un modèle et un maître. Né à Rheydt, en Rhénanie, en 1897, cet agitateur-né, directeur de la propagande du Reich, est un intellectuel élevé dans des internats religieux, mais cet apostat et aventurier est animé par une haine profonde des Juifs, des communistes et des catholiques. En décembre 1931, Goebbels, qui exerce à Berlin la fonction importante de Gauleïter, déclare au nouveau chef du service secret: « Aujourd’hui, on ne peut absolument pas se représenter une propagande par l’action sans une coopération étroite avec les services secrets. » À Berlin, Goebbels édite un journal, *Der Angriff* (« L’Attaque ») ; dans le mouvement, il est estimé en tant qu’auteur de nombreuses études et brochures de propagande. Il offre immédiatement à Heydrich une de ses publications, un discours imprimé

sous le titre « Lénine ou Hitler ». Plus tard, il lui remettra un manuscrit dactylographié : *Le Livre d'Isidor*. Un tableau de mœurs plein de rire et de haine. Heydrich devine que l'influence de Goebbels sur Hitler est beaucoup plus grande qu'on ne pourrait le supposer au premier abord. Himmler a d'ailleurs attiré son attention sur ce point. Jusqu'à sa mort, Heydrich aura une très haute estime pour ce «génie de la propagande ».

En plus d'Hitler et d'Himmler, Heydrich considérera Rosenberg, Göring et Goebbels comme les seuls dirigeants du mouvement capables de donner sa forme au nouveau Reich. Pourtant, au cours des années, il révisera son opinion en ce qui concerne Göring et Rosenberg. Mais, à l'époque où il s'occupe d'organiser le service secret du parti, ces trois personnages seront ses idoles, ses soutiens aussi.

Parmi les « dieux secondaires », il met au premier plan Rudolf Hess, qui règle à la Maison brune les questions intéressant le parti. Hess, géopoliticien réservé et d'un physique impressionnant, se lie très vite avec Heydrich et collabore étroitement avec lui. Né à Alexandrie (Égypte) en 1894, combattant du front et aviateur pendant la Première Guerre mondiale, il échange occasionnellement ses expériences militaires avec celles de l'enseigne de vaisseau de 1re classe. Hess apprécie que Heydrich n'écoute pas ses récits du front uniquement par politesse. Sa participation au putsch de 1923 et son incarcération d'un an et demi, dont il a partagé la moitié avec Hitler, ont fait de lui l'un des adeptes les plus convaincus du national-socialisme. Hess est l'un de ceux qui connaît le mieux la « bible brune » qu'est *Mein Kampf*, il croit dur comme fer à la dangereuse mystique raciale, et depuis 1925, il appartientà«l'état-major général » comme secrétaire privé d'Adolf Hitler. Il est, dit-on, son bras droit. Le géopoliticien et élève du célèbre professeur Karl Haushofer reconnaît en Reinhard Heydrich l'homme qui pourra organiser les services secrets du parti sur le modèle de l'Intelligence Service. Hess l'assistera non seulement à l'aide de sa documentation, mais surtout par ses expériences scientifiques, et Heydrich accepte cette offre avec reconnaissance. Puisque Hess se considère comme le SS idéal, il représentera auprès d'Hitler le plus puissant intercesseur en faveur d'Heydrich, quand il s'agira de lui confier le monopole absolu du service secret. Il n'y a pas seulement entre eux des rapports de bienfaiteur à obligé, une estime réciproque présidera toujours à leurs relations.

Heydrich trouvera un soutien supplémentaire chez Martin Bormann, l'homme qui a la haute main sur les finances privées d'Hitler comme sur la caisse du parti. Né en 1900, à Halberstadt, au centre de l'Allemagne, ce national-socialiste,

avant de venir à Munich, a rempli des fonctions de direction à Mecklembourg. Violent et brutal, il a été condamné en 1924 à un an de prison. Après sa libération, il s'est occupé de la presse de Thuringe. Un peu plus tard, on le nommera à un échelon supérieur de la direction des SA. Depuis 1930, il administre la caisse d'assistance du parti national-socialiste. C'est lui qui s'est procuré l'argent nécessaire au fonctionnement de la Maison brune, de même qu'il a rendu possible le financement de la demeure féodale d'Hitler sur l'Obersalzberg, à Berchtesgaden. Ce financier a un point commun avec le policier Heydrich : leur passion pour une discipline de fer et leur dévouement absolu envers leurs chefs. Bormann est le fidèle d'Hitler comme Heydrich est celui d'Himmler[71]. Himmler, en temps voulu, a fait en sorte que Bormann puisse se considérer, lui aussi, comme l'une des têtes de la garde prétorienne du Führer. Il lui a livré des informations exhaustives sur tous les processus secrets du parti; Heydrich est ainsi assuré que ses rapports toucheront directement le Führer. Pour des raisons tactiques, Himmler et Heydrich expliquent à l'homme choisi pour transmettre leurs renseignements que l'information constitue la condition préalable et indispensable au remplissage rapide des caisses du parti.

Pour importante que puisse être l'influence d'Heydrich à la Maison brune, afin de prévenir la malveillance et la jalousie, il joue maintenant comme avant le rôle d'un page insignifiant dans la cour qui entoure Hitler. Il est le tacticien par excellence de la guerre secrète qui se déroule au sein du parti, bien que, de l'extérieur en tout cas, ce soit Himmler qui paraisse exercer cette fonction suprême de police. Personne ne soupçonne, à l'époque, que le futur chef tout-puissant de la formidable organisation terroriste du IIIe Reich fait déjà partie de la Maison brune, n'y occupant pour l'instant qu'une place modeste de spécialiste.

De garde du corps à garde de la nation

En fait, l'activité que le chef du service de la sûreté a déployée dans les années 1931 et 1932 à la Maison brune ne saurait revêtir le caractère inoffensif que prétendent sa famille, ses amis et quelques historiens; car personne ne leur accordera que l'homme sorti de son baptême du feu comme le « tueur de Davenhof » se soit vu ainsi dégradé jusqu'à devenir un archiviste insignifiant.

N'oublions pas qu'Hitler faisait organiser des combats de rues pour effrayer la bourgeoisie et lui inspirer la peur du « péril rouge ».

Les tâches urgentes du service secret ne consistaient naturellement pas à gagner le cœur des travailleurs, mais surtout à contacter les milieux de

l’industrie, du grand commerce, des universités, de la Reichswehr et de la police, afin d’assurer la protection de l’ordre économique existant, le NSDAP se voulant l’ennemi acharné du mouvement ouvrier, de ses partis et de ses syndicats. Tout en préparant l’infiltration d’agents de son service secret dans ces différents groupes et le recrutement de nouveaux assistants (ceux qu’Heydrich nommera plus tard des « collaborateurs honorifiques »), il fallait saper l’ensemble de la structure de l’État de façon à ce que le président du Reich ne puisse faire autrement, conformément à l’article 48 de la constitution de Weimar, que de confier à Adolf Hitler les affaires du gouvernement, sans que le Führer eût besoin pour cela de compter sur la majorité du peuple ou du parlement.

Cette stratégie bien définie en matière de politique intérieure interdisait au parti national-socialiste, compte tenu de la prochaine conquête du pouvoir, de désigner tout de suite le Juif comme l’ennemi principal de la nation. On pouvait certes se servir de l’antisémitisme dans le cadre des élections ainsi qu’en mot d’ordre de la propagande, mais, pour attirer la classe supérieure dont dépendait l’arrivée au pouvoir, il convenait de proclamer que le parti communiste allemand et son chef Ernst Thalmann, était le «plus grand des périls ». La nation devait choisir : national-socialisme ou communisme, Berlin ou Moscou, Adolf Hitler ou Ernst Thalmann[72].

Le calcul des chefs nationaux-socialistes était que, sous de tels auspices, ni les Juifs allemands ni l’étranger ne s’opposeraient directement à Adolf Hitler. La bourgeoisie elle aussi, espérait-on, saurait endiguer à temps l’influence des Juifs. Et c’est à cette directive générale que s’est conformé également Heydrich, lequel venait d’occuper son bureau à la Maison brune et escomptait que l’année suivante, 1932, verrait la prise du pouvoir. En second lieu, après les communistes, arriverait le tour des sociaux-démocrates. Puis viendraient les chrétiens, surtout les catholiques qui, avec leur doctrine, « la seule à assurer le salut» et leur mot d’ordre sur « l’égalité de tous les hommes », risquaient d’entraver la «consolidation de l’État» et l’établissement de la dictature. De plus, ils semblaient par trop dépendre des ecclésiastiques du Vatican.

L’interdiction du parti social-démocrate allemand ne causerait aucune difficulté. Il suffirait de mettre leurs chefs « sous les verrous ». Avec les « calotins », ce serait plus malaisé. Il faudrait employer la méthode «du bâton et de la carotte ». C’est en ces termes qu’en décembre 1931 Heydrich expliqua au Führer SA Peter von Heydebreck la stratégie du parti et la tâche que le service de renseignement devait par conséquent effectuer sur le terrain.

« Le raciste endoctriné qu’était Heydrich voyait dans l’écrasement de

l’influence juive une nécessité aussi contraignante que l’élimination du capitalisme pour les marxistes. » Nous devons cette phrase caractéristique à Hans von Kessel, dont le frère Eugène fréquentait à Berlin des hommes de confiance d’Heydrich, mais qui, d’autre part, communiquait leurs plans et leurs objectifs à ses amis juifs.

C’est en suivant cette ligne générale du parti, soutenue avec enthousiasme et tout son savoir-faire professionnel par Heydrich, que le service secret se mit au travail et se prépara pour les élections présidentielles de 1932. Les stratèges du parti avaient résolu de diriger leur propagande contre le bloc des partis républicains. Car, d’après les prévisions de ces partis représentés au Reichstag, Hindenburg serait pratiquement élu contre les nationalistes avec l’appui des voix marxistes de la social-démocratie. Aussi les nationaux-socialistes proposèrent-ils à Hindenburg et à la bourgeoisie de constituer un front commun avec eux et avec les «nationaux allemands ». Si Hindenburg se déclarait prêt à appeler Hitler au poste de chancelier, les voix des nationaux suffiraient à assurer son élection.

Si le désir des nationaux-socialistes ne recevait pas de suite concrète, Hitler devrait alors se présenter lui-même à la présidence. Cette prise de position montrerait avec toute la clarté possible dans quelle mesure on sous-estimait jusqu’ici le parti national-socialiste avec ses SS et ses SA.

Au milieu de juin 1931, alors qu’Heydrich, à la tête de son commando, essayait d’intimider les rouges d’Hambourg, Himmler avait tenu à Berlin un congrès du groupe Est des Führers SS. Dans le discours qu’il prononça alors, il déclara notamment : « Les SS doivent, de gardes du corps se transformer en gardes de la nation, en gardes de la race nordique. Ils auront à mener au combat contre le bolchevisme, sur toute la surface de la terre, un peuple de seigneurs de deux cents millions d’Allemands[73]… » « Les SA constituent la ligne (du parti), les SS en sont les gardiens… une sélection d’hommes particulièrement choisis. Les combats et les guerres se feront avec de grandes masses, il faut donc qu’il y ait dans le pays, dans le peuple lui-même en guerre, un instrument… une organisation que l’on engage dans les moments difficiles et que l’on puisse retirer de nouveau, comme la dernière réserve du Führer… Toujours, au moment du coup de dés du destin, chez tous les peuples (chez les Perses… les Grecs… sous César… Napoléon, avec le Vieux Fritz…), c’est la garde qui a fait la décision [74]… »

Himmler a dû développer ce genre de pensées devant le responsable de son service secret. Mais Heydrich lui-même entretenait des visions semblables, comme nous le savons par plusieurs témoins, si bien qu’elles ont même trouvé

un écho dans la *Münchener Post*, journal social-démocrate de l'époque. Dans un article où «l'enseigne de vaisseau de 1re classe » est expressément mentionné, on lit au sujet de celui que la rédaction présente comme un esprit extravagant: « C'est l'homme qui doit coucher sur le papier ces grandes pensées, au cours d'un travail minutieux[75]. »

Les sociaux-démocrates sont, eux aussi, au courant: installé dans la Maison brune, l'ex-officier de marine met par écrit ces visions qui ébranleront le monde. Il est vrai qu'ils se trompent sur les dimensions véritables de ce travail de précision. La réduction de son activité à un «travail de tâcheron » sert le but des nazis qui souhaitent que personne ne soupçonne la conspiration forgée par la centrale, dans le dessein de renverser le régime.

La légende des «boîtes à cigares » servant de fichiers n'est nullement une invention de la veuve d'Heydrich. Dès 1931, à Munich, on plaisantait le dilettantisme des chemises brunes qui s'efforçaient, d'une façon aussi inexpérimentée, de mettre sur pied un service secret. Beaucoup étaient cependant d'avis qu'il ne fallait pas sous-estimer les nazis. On les rendait simplement ridicules, et il n'était pas rare qu'Hitler et Göring fussent les têtes de Turc des chansonniers des cabarets. Pendant que six millions d'hommes et de femmes fanatisés se pressaient derrière le théoricien Hitler, l'auteur de *Mein Kampf*, que personne ne disait avoir lu après 1945 et que, si l'on en croit Mme Heydrich, le chef du service de la sûreté ignorait alors totalement, les responsables de Weimar continuaient à fermer les yeux devant le péril qui se faisait de plus en plus menaçant.

La «petite épicerie » dont Heydrich s'occupait quotidiennement imitait en réalité un grand état-major militaire, grâce auquel les nazis, en cas de nécessité, comptaient prendre le pouvoir dès 1932. La préparation psychologique de cette «marche sur Berlin » a commencé réellement en automne 1931, lors de la rencontre à Bad Harzburg d'Hitler avec Alfred Hugenberg, président du parti des nationaux allemands (Deutschnationale Volkspartei), et Hjalmar Schacht, l'expert financier des conservateurs. À cet entretien prirent part les représentants d'une formation paramilitaire, composée d'anciens combattants et de nationalistes, le Stahlhelm (Casque d'acier), avec Franz Seldte à leur tête. La «petite épicerie » d'Heydrich formait, en réalité, le germe d'une conjuration mondiale contre la paix et contre l'humanité. La prise du pouvoir dans un pays de soixante-dix millions d'habitants, dont l'élite s'enivrait de rêves de conquêtes immenses, et l'espoir de rassembler un peuple de deux cents millions de « seigneurs », devenu le credo d'une religion raciste, impliquaient pour les nazis la

conception préalable, inéluctable, d’une nouvelle guerre. Lorsque l’heure H, celle du début de la conquête du monde, sonnerait, il serait temps pour les nazis de s’attaquer à l’extermination des peuples non aryens.

Sur la base d’un projet dont les grandes lignes étaient conçues par Hitler, Rosenberg, Goebbels, Röhm et Himmler, Heydrich devait dresser un plan aux fins de la réaliser, mais sous deux variantes. Il s’agissait de mobiliser toutes les forces nationales dans le cas d’une « insurrection communiste ». L’idée fondamentale se ramenait à ceci : si l’on en venait à une lutte ouverte contre les rouges, il faudrait engager d’abord la totalité des deux organisations SA et SS. Elles bénéficieraient ensuite du renfort du Casque d’acier et des autres formations patriotiques. Ainsi serait constitué un grand corps de bataille paramilitaire qui occuperait les dépôts d’armes de l’armée et obligerait la Reichswehr et la police à se joindre à lui. Heydrich reçut l’ordre de se procurer toute la littérature communiste sur les « révoltes armées ». Néanmoins, il connaissait déjà ces publications depuis son passage dans la marine, et les informations qu’il y avait trouvées correspondaient à ses expériences dans les corps francs. On prévoyait, pour l’encadrement de l’action contre-révolutionnaire, les chefs des corps francs, presque tous passés au national-socialisme. Heydrich prépara minutieusement ce travail, allant jusqu’à dresser une liste nominale des adversaires avec le traitement qui serait infligé à chacun d’eux : certains seraient arrêtés, d’autres assassinés sur-le-champ[76]. « De nombreux hommes politiques seraient seulement arrêtés… » On estimait qu’après la grande peur qu’ils ressentiraient, ils ne s’estimeraient que trop heureux de collaborer. Accessoirement, on avait créé une organisation de tueurs qui ne s’occuperait que des personnalités politiques[77]. On envisagea aussi une « autodéfense » des citoyens et des paysans. Dans tout le pays, on précéderait à l’incendie des bureaux des partis communiste et social-démocrate. Toutes les stations émettrices seraient occupées, et les trois millions de propriétaires d’appareils de radio apprendraient aussitôt le triomphe de la révolution d’Adolf Hitler.

Vers les points dits névralgiques, par exemple les centres industriels, quarante mille autos emporteraient des SA et des SS. La milice bourgeoise et paysanne nouvellement fondée serait équipée des voitures de tourisme du Corps automobile national-socialiste (NSKK), tandis qu’on transporterait la Reichswehr à bord de camions réquisitionnés. Leur tâche consisterait à soutenir les SA et les SS lors de la prise des bastions ou des objectifs importants. Seuls trente-cinq Führers seraient au courant de l’ensemble du plan de mobilisation d’Heydrich, des courriers SS déclenchant l’action au moment voulu. La liste des

personnes à avertir en cas d'alerte a été depuis retrouvée : elle est datée de mars 1932. Heydrich se trouve parmi les trente-cinq Führers en question (Lochhausen 55, téléphone: 801 38), ainsi qu'Hitler, Röhm, Himmler, entre autres[78]. Ce plan prévoit également que, dans les grandes villes, à Berlin surtout, on occuperait immédiatement la préfecture de police, ce que l'on exécuterait en un coup de main rapide comme l'éclair grâce à la complicité des agents infiltrés et de sympathisants.

Telle était la première variante du plan ; elle ne devait entrer en vigueur que pour autant que le parti national-socialiste passerait à l'action sous la contrainte d'événements extérieurs ou bien quand la direction du parti elle-même jugerait utile d'ordonner ce recours à un conflit armé. En outre, toujours sous le prétexte de protéger le parti contre ses ennemis, on s'efforcerait, bien entendu, de compléter l'infiltration de partisans dans le tissu de l'appareil de l'État, de la police et de la Reichswehr.

La seconde version, la prise légale du pouvoir, correspondait à la solution qu'espéraient les nationaux-socialistes : elle leur épargnerait de procéder par la violence contre l'État et contre la classe ouvrière. Goebbels formula une définition simplifiée de la stratégie à appliquer en disant: «Nous abattrons la démocratie avec ses propres armes. » Hitler délibérait sans cesse avec lui sur la «prise du pouvoir » dans la capitale, où Heydrich concentrait une puissante organisation SS. Depuis longtemps, ses hommes occupaient des postes dans les différents ministères et au sein de la préfecture de police. Après la fin de leur formation dans l'école secrète du service de la sûreté de Braunschweig et devenus, en plus, des experts en sabotage, des SS furent envoyés à Berlin pour «combattre les communistes », en cas de nomination d'Hitler à la chancellerie du Reich.

Ce fut après l'accession d'Hitler au poste de chancelier, avec le contrôle total de la machine policière par le parti national-socialiste, qu'on put enfin établir légalement la dictature. Chaque agent berlinois du service de renseignement d'Heydrich était informé de la ligne générale à suivre : « Elle a empêché une confrontation directe avec douze millions de marxistes et sept millions d'électeurs chrétiens du centre et du parti populaire bavarois[79]. »

On entourait les plans du coup d'État du secret le plus rigoureux. Même les experts en défense et en guerre civile du parti communiste allemand, aux consignes de vigilance absolue, ne se doutèrent de rien. La réussite d'une entreprise aussi gigantesque dépendait naturellement du fonctionnement tout à fait hors pair du service de transmission. Pour organiser aussi parfaitement que

possible ce côté de l’opération, Heydrich n’eut qu’à recourir à ses connaissances théoriques et pratiques. De plus, il utilisa l’expérience acquise au cours de sa formation dans la marine, en ce qui concernait les substances explosives et incendiaires destinées à l’incendie ou à la destruction de points stratégiques soigneusement choisis, signaux indispensables dans toute guerre civile.

Voici donc où l’on en est en 1932 : comme Goebbels l’a prédit, la démocratie est vaincue avec ses propres armes. Hitler utilise l’élection présidentielle afin de créer dans le pays une atmosphère de panique, de danger, de chaos. Comme il l’a sans cesse déclaré, pour son parti, les périodes électorales correspondent exactement à ce qu’est le printemps aux paysans : c’est le moment de préparer la terre ! Les élections servent à mettre les masses en mouvement. Heydrich n’a pas seulement à assurer la sécurité du Führer qui, du 1er au 11 mars, prononce onze grands discours électoraux dans les grandes villes d’Allemagne, il organise également des actions dites spéciales qui constituent le « combustible de la locomotive électorale ». Le 11 mars, Hitler prophétise à Hanovre, pendant sa rencontre avec le journaliste américain H.R. Knickerbocker, qu’il n’obtiendra pas moins de douze millions de voix. En réalité, le 13 mars, Hindenburg triomphera avec dix-huit millions six cent cinquante mille voix, contre onze millions trois cent quarante mille seulement pour Hitler. Comme les autres candidats, Dusterberg pour les nationaux allemands (deux millions cinq cent cinquante mille), Thalmann pour les communistes (quatre millions neuf cent quatre-vingt mille) se partageaient le reste des voix. Hindenburg, n’ayant pas la majorité absolue, ne put être élu au premier tour.

Les élections démontraient que, même avec les voix des nationaux allemands, Adolf Hitler n’aurait eu aucune chance de l’emporter.

Dans cette situation, et alors que Hindenburg ne se montrait guère disposé à s’engager en faveur des nazis, les nationaux-socialistes espérèrent faire meilleure figure au second tour. D’après les calculs du service de la sûreté d’Heydrich, il fallait arracher au front adverse deux millions cinq cent mille électeurs qui, ajoutés aux treize millions de nationaux-socialistes et de nationaux allemands, constitueraient une majorité qui donnerait à Hitler l’avantage sur Hindenburg. Une propagande propre à créer une panique générale s’intensifia sur un seul mot d’ordre: cette élection décidera du destin de l’Allemagne, entre les forces nationales ou celles du chaos. Au second tour, la petite-bourgeoisie, une grande partie des fonctionnaires et presque tous les nationaux, soutinrent la candidature d’Hitler. Même l’ancien Kronprinz Wilhelm, de son château d’Öls, adjura les

électeurs de lui apporter leurs suffrages. Mais le 10 avril 1932, le second tour allait une fois de plus décevoir les espoirs des nationaux-socialistes: Hitler n’obtint que treize millions quatre cent mille voix, contre quatre millions neuf cent mille à Thalmann, et dix-neuf millions neuf cent mille à Hindenburg. Pour faire échec à Hitler, le parti social-démocrate avait demandé de voter pour le vieux président.

Pendant la campagne électorale, les hommes d’Heydrich entrèrent violemment en conflit avec le gouvernement et le ministère de la Reichswehr. À Wilhelmshaven, un SS, Franz Nawroth, membre du Train automobile de la Kommandantur de la Reichswehr, fut suspendu de son service pour espionnage. Nawroth transmettait ses informations à Herbert Weichardt, d’Oldenburg. Un collaborateur d’Heydrich, Hans von Kobelinski, fut également impliqué dans l’affaire Nawroth, initiée par la « filiale » de Braunschweig et de Berlin. Les activités illégales, les entreprises contre l’armée obligèrent le général von Schleicher à adresser au chef de l’état-major SA, Ernst Röhm, une lettre de protestations datée du 11 avril 1932, au nom du ministère de la Reichswehr[80]. Le ministre de l’Intérieur Karl Severing et ses services découvrirent au cours de la même période un grand nombre d’opérations nazies, toutes dirigées contre l’État et provenant du « commando Heydrich ».

Nous sortirions du cadre de cette biographie si nous citions ici, dans tous les détails, les événements de 1932 auxquels s’est trouvé mêlé son « héros ». Il est toutefois important de mentionner qu’en raison des protestations de von Schleicher et de Severing, Heydrich jugea nécessaire d’organiser son service avec plus de rigueur encore. C’est également au cours de cette année que les unités des SS et des SA se trouvèrent temporairement frappées d’interdiction, du fait que les SA s’ingéniaient sans cesse à provoquer des incidents sanglants. La presse opposée aux nazis accusait Hitler d’avoir ordonné des actes de terrorisme à ses «groupes armés » en prétextant que ses adversaires préparaient une insurrection communiste. Hitler lui-même ne manquait jamais d’insister, et avec quelle véhémence, sur le nombre des tués et des blessés de son mouvement. Le gouvernement von Papen promulgua aussitôt une loi qui prévoyait des tribunaux spéciaux prêts à prononcer la peine de mort en cas de meurtre. Le Führer célébrait au contraire les meurtriers, les traitait comme des héros et s’identifiait à leurs forfaits. Ce fut le cas lorsqu’en août 1932 cinq nationaux-socialistes furent condamnés à mort par le tribunal spécial de Beuthen pour avoir assassiné Pietrcuh, homme de gauche d’origine polonaise, dans sa propre maison et sous les yeux de sa mère. Pendant les années 1920-1921, ce Polonais avait participé aux combats frontaliers en Silésie, et son passé parut aux nationaux suffisant

pour justifier une campagne tapageuse contre la «justice sanglante de Monsieur von Papen ». Ces protestations obligèrent la justice à faire marche arrière, la peine de mort infligée aux assassins fut mutée en détention à perpétuité.

Hitler constata que l'électorat national se laissait de plus en plus impressionner par les combats spectaculaires que ses hordes brunes livraient à la «populace rouge ». Dans cette atmosphère, le gouvernement von Papen décida que les élections pour le nouveau Reichstag se dérouleraient le 31 juillet 1932. Une fois de plus, Heydrich reçut la mission d'assurer la sécurité personnelle du Führer, et d'organiser en plus de retentissants affrontements tant dans les rues que dans les salles de réunion. Hitler voulut, en plus, impressionner ses adversaires par une manifestation monstre à Altona, le quartier ouvrier d'Hambourg. De toute l'Allemagne du Nord, principalement du Schleswig-Holstein, des masses de chemises brunes, des paysans surtout, arrivèrent, par trains et en autocars, à Altona. Dans ce quartier ouvrier, un défilé démonstratif des SA et des SS affirmerait la puissance inébranlable des nationaux-socialistes devant laquelle les sociaux-démocrates et les communistes ne pouvaient que se terrer. Les préparatifs de cette marche spectaculaire sur Hambourg, prélude d'une marche sur Berlin, prévue pour un proche avenir, posèrent à Heydrich une quantité considérable de problèmes. Hitler accorda tous pouvoirs à l'homme qui, clandestinement, allait tirer toutes les ficelles. Il exigea seulement de lui que ce dimanche d'Altona, et quel qu'en fût le prix, devienne une démonstration de la force nationale-socialiste. Ce dimanche-là entra dans l'Histoire comme «dimanche sanglant», avec un bilan final de dix-huit morts et de soixante blessés.

Voici ce que dit Lina Heydrich, dans ses Mémoires, de ces jours d'un été qui fut « chaud » :

« La lutte pour la prise de pouvoir par Hitler est devenue plus dure. Dans le Schleswig-Holstein, le mouvement Landvolk fait exploser des bombes. Des paysans porteurs de drapeaux noirs défilent pour “attirer l'attention” sur leurs soucis. Un terrible massacre commence. Partout, cela bouge. Reinhard part pour le Nord en voyage d'affaires. La situation s'est tellement aggravée[81]… »

Ces sanglants combats de rues livrés par les SA et les SS ne le furent pas en vain : conservateurs et réactionnaires s'indignèrent devant le sang versé à Hambourg.

Le 20 juillet 1932, l'état-major général, soutenu par le chancelier von Papen, renversa par la force le gouvernement social-démocrate de la Prusse, que

présidait Otto Braun. Le fait que des officiers purent se permettre un acte qui ressemblait en fin de compte à un coup d'État montrait que le système de Weimar touchait bientôt à sa fin. Cette entreprise, conduite par le général von Rundstedt, jeta de l'huile sur le feu des combats de rues qu'attisait Hitler. L'ensemble de l'appareil policier reçut des pouvoirs étendus afin de combattre les « marxistes ». Rudolf Diels, qui devint le premier chef de la Gestapo après la victoire des nazis, a spécifié dans son *curriculum vitae* « qu'après ce 20 juillet 1932, en tant que fonctionnaire de la police politique, il s'était consacré à la préparation de l'écrasement du communisme en Allemagne, dans une entente étroite avec les hommes qui dirigeaient le parti national-socialiste ». L'appareil policier fit grand cas du «péril communiste », ce qui facilita à la petite bourgeoisie et à la paysannerie son choix entre Hitler, qui rétablirait l'ordre, et les politiciens de Weimar. Heydrich, chef du service de la sûreté SS, et ses complices dans les diverses circonscriptions contribuèrent largement à empoisonner l'atmosphère préélectorale.

Le 31 juillet 1932, treize millions huit cent mille électeurs votèrent pour Hitler, élisant ainsi deux cent trente députés nationaux-socialistes : par rapport aux élections législatives de 1928, le nombre des voix et celui des mandats obtenus par le parti avaient doublé.

Hitler, chef du gouvernement

Aux dépens des conservateurs, des communistes et des sociaux-démocrates, le parti national-socialiste avait augmenté le nombre de ses suffrages. Il devenait le plus grand parti du Reichstag, dont il pouvait revendiquer la présidence. Son candidat fut Hermann Göring ; la personnalité qui convenait le mieux, par son origine bourgeoise et ses prouesses militaires durant la Première Guerre mondiale, afin d'influencer Hindenburg et lui faire accepter Hitler comme chancelier.

Après ce succès électoral, Hitler poursuivit sa propagande sur l'urgence de la « défense » et la lutte à livrer contre les « méthodes de la Tchéka rouge ». Il proclama que son parti ne supporterait plus cette terreur : il avait dénombré l'année passée six mille blessés, plus huit mille deux cents rien que pour les sept premiers mois de 1932.

Mais après ces élections, une tendance se manifesta, chez les nationaux qui suivaient avec une préoccupation croissante la politique du tout ou rien pratiquée par le Führer : qu'allait-il se passer si les nazis organisaient maintenant une marche sur Berlin, suivant le modèle du bain de sang de Hambourg-Altona ?

Hitler réagit aussitôt; le 16 août 1932, il déclara à Louis Lochner, journaliste américain représentant l’agence d’informations Associated Press :

«Pourquoi devrais-je marcher sur Berlin ? J’y suis déjà. La question n’est pas qui marchera sur Berlin, mais bien plus qui devra sortir de Berlin. Les SA n’entreprendront pas de marche illégale sur Berlin[82]. »

En 1940, l’auteur eut plusieurs fois l’occasion de s’entretenir avec Lochner, au sujet de la lutte soutenue par les nazis pour parvenir au pouvoir et sur la manière dont ils l’emportèrent. Ce journaliste m’a alors confirmé qu’en août 1932 Hitler était convaincu qu’au plus tard dans les six mois qui suivraient, Hindenburg le nommerait chancelier du Reich « afin de sauver l’Allemagne de l’anarchie ».

C’est alors que les adversaires d’Hitler comprirent soudain que ses combats de rues obéissaient à un plan précis, et que la terreur des SA et des SS, si elle se poursuivait, aboutirait inévitablement à la guerre civile. Les voix qui désiraient limiter la liberté de manifester dont abusaient les sections d’assaut se firent de plus en plus nombreuses. Le 23 août 1932, Hitler prit la parole pour protester contre de telles « exigences ». Cette accusation, prétendit-il, n’était qu’un prétexte à la persécution des nationaux-socialistes[83].

La fermeté de ses adversaires fit perdre à Hitler plus de deux millions de voix lors des élections du 6 novembre 1932. Il n’en obtint que onze millions sept cent mille : un million d’électeurs étaient retournés au parti des nationaux allemands. Et les communistes parvinrent à arracher aux sociaux-démocrates un nombre considérable d’électeurs, exactement sept cent mille.

Dès lors, Hitler se vit obligé de changer de cap, d’abandonner la ligne dure. Heydrich dut à l’avenir appliquer d’autres méthodes que celles du bain de sang d’Altona. Au cours du procès qui se déroula après la prise du pouvoir par les nazis, du 8 mai au 2 juin 1933, contre les « coupables » du dimanche sanglant, son nom ne fut pas mentionné. Dans la littérature inspirée par cette provocation atroce, dirigée contre le prolétariat, son nom n’apparaît pas. Mais c’est un fait bien établi que, jusqu’en 1936, Heydrich s’occupa lui-même des poursuites contre les « coupables ». Le charpentier hambourgeois Anton l’a confirmé explicitement à son camarade de camp de concentration, le Norvégien Trygve Wahl ; il a raconté que l’un de ses collègues de l’Union du front rouge, Lampe, fut interrogé exhaustivement, en 1935 et 1936, sur les événements d’Altona. Heydrich lui-même aurait assisté à l’un de ces interrogatoires, le traitant de « criminel » et de « voyou ». En 1936, sur l’ordre d’Himmler et d’Heydrich,

Lampe fut finalement fusillé à Sachsenhausen. Après la guerre, l'auteur a voulu éclaircir cette affaire, et il a découvert plusieurs prisonniers parfaitement au courant de l'exécution de Lampe. (Par exemple, Harry Naujoks, Fritz Bringmann, Willy Konsorski et Erich Hornig[84].)

Après cette perte de deux millions d'électeurs, les nazis concentrèrent tous leurs efforts sur la propagande destinée à influencer Hindenburg, afin qu'il appelle Hitler au poste de chancelier du Reich. D'après leur tactique, Hitler devait proposer à la grande bourgeoisie et au président du Reich de remettre enfin de l'ordre dans l'État. Il irait jusqu'à abandonner aux nationaux la majorité dans le gouvernement et se contenterait des postes de ministre de l'Intérieur du Reich et de ministre de l'Intérieur de la Prusse. Bien entendu, Hindenburg ne pouvait pas nommer aussi simplement un ministre de l'Intérieur en Prusse, la constitution fédérale du Reich lui interdisant un tel acte de despotisme. Mais Hitler savait que, dès qu'il serait chancelier, ce but se trouverait à portée de sa main. La décomposition de la république de Weimar s'accélérait. Les magnats de l'industrie et de la finance, la Reichswehr et l'entourage de Hindenburg croyaient pouvoir résoudre la crise sociale et politique grâce à un gouvernement présidentiel, c'est-à-dire en appliquant l'article 48 de la constitution de Weimar. Tous les « réactionnaires » soutenaient cette prétendue réforme de l'État, premier pas, dans leur esprit, vers la liquidation du régime weimarien. Du fait que les sociaux-démocrates, les chrétiens et les communistes n'approuveraient certainement pas une telle expérience, les représentants des milieux de droite et de l'industrie croyaient enfin pouvoir remplacer les forces jusqu'alors soutien de la république de Weimar, par le «parti de masses », le national-socialisme.

Sous la pression de la grande industrie, de la Reichswehr, et avec l'assentiment de von Papen, l'un des leaders du parti du Centre, et d'Alfred Hugenberg, président des nationaux allemands, Hindenburg, le 30 janvier 1933, nomma finalement Adolf Hitler, Führer du parti national-socialiste, chancelier du Reich. Le nouveau chancelier, comme convenu, se contentait de deux ministères: Wilhelm Frick était à l'Intérieur, et Hermann Göring, déjà président du Reichstag, devenait ministre sans portefeuille, mais il exerça comme prévu les fonctions de commissaire à l'Intérieur de la Prusse, le plus grand des États allemands.

Grâce à ce gouvernement, les réactionnaires s'imaginaient enfin jouir du calme qu'ils souhaitaient depuis si longtemps, et enclencher une renaissance de l'industrie de l'armement, ce qui réduirait le nombre des chômeurs. Ils avaient rencontré un consentement apparemment général pour imposer à la majorité de

la population un gouvernement dit de concentration nationale. Bien que les forces qui professaient ouvertement le fascisme – Hitler, les partisans d'un régime autoritaire que dirigeaient von Papen et Hugenberg – se fussent mises d'accord sur la suppression de la démocratie, elles rivalisaient afin d'occuper dans l'État des positions clés. Hitler et ses acolytes pouvaient maintenant utiliser de façon décisive, à leur profit, les avantages psychologiques que leur procurait la nomination d'Hitler au poste de chancelier.

Nous savons aujourd'hui de façon certaine que, dès le début des pourparlers qui précédèrent cette coalition, Hitler agit suivant un plan bien défini : chef du gouvernement et avec l'aide de l'appareil de la police que contrôlaient ses collaborateurs Göring et Frick, il serait capable de réaliser un coup d'État éclair. Mais pour assurer la réussite d'une telle entreprise, il fallait une fois de plus susciter dans toute l'Allemagne un état de tension, et recourir à « l'épouvantail rouge » que, lui, Hitler, exorciserait alors.

Ce plan secret, dont quelques chefs nazis seulement connaissaient l'existence, comportait surtout une mesure extrêmement importante à prendre par le nouveau chancelier : dès sa nomination par Hindenburg, Adolf Hitler et les autres membres de la coalition dissoudraient le Reichstag et procéderaient à de nouvelles élections. Pendant la période électorale, de nouveaux combats éclateraient dans les rues et les salles de réunion, pour convaincre la bourgeoisie qu'il fallait accorder au chancelier les pleins pouvoirs et réprimer la «terreur rouge ». Huit jours avant la date de l'élection un exemple de la volonté communiste de susciter des troubles, le «signal d'une insurrection », inciterait le président du Reich à conférer à Hitler les pleins pouvoirs qu'il exigerait et qui lui permettraient de rétablir l'ordre et le calme. Cela signifiait la suppression du droit formel. Il suffirait d'une simple provocation pour imposer la dictature avant même les élections.

Le 27 janvier 1933, trois jours avant la nomination d'Hitler au poste de chancelier, Himmler envoya Heydrich en mission secrète à Berlin. À la Maison brune, on ne comprit pas pourquoi on avait un besoin aussi urgent du chef de la sûreté SS à Berlin.

Le 30 janvier 1933, en compagnie des grands chefs nazis, Heydrich assista à Berlin à la retraite aux flambeaux qui s'y déroula en célébration de l'investiture d'Hitler. Personne ne savait précisément la cause de cette apparition subite du chef de la sûreté SS. De toute façon, sa présence produisit une impression

désagréable sur les proches de Göring. Rudolf Diels, adjoint et conseiller politique de Göring, qui avait joué un rôle important surtout lors du coup d’État militaire du 20 juillet 1932, et qui, par conséquent, envisageait, non sans raison, de devenir le chef des services secrets de la Prusse, commença dès lors à se faire du souci. Il pressentait les ambitions d’Himmler et d’Heydrich avec une exactitude presque parfaite. Il avisa immédiatement Göring de la présence du dirigeant munichois, allant même, d’après des témoins dignes de foi, jusqu’à transmettre cette nouvelle à l’entourage de von Hindenburg, d’Hugenberg et de von Papen, qui redoutèrent aussitôt une intervention du service secret national-socialiste dans les affaires de l’État. D’après Eugen von Kessel, Hitler assura solennellement à Göring qu’il ne désirait pas se mêler des affaires que contrôlait déjà la police politique. Quelle était donc la mission que devait remplir à Berlin le chef du service de la sûreté SS, une fois Hitler devenu chancelier du Reich ?

4

La provocation du siècle – une nouvelle ère commence

Le bâtiment du Parlement en flammes

Berlin, 27 février 1933. Dans la capitale du Reich, l’atmosphère est étrange: le tohu-bohu du carnaval, dans l’ambiance propre à l’Allemagne du Nord, se mêle à une lutte électorale qui se déroule avec une passion particulière. Quatre semaines plus tôt, le 30 janvier, Adolf Hitler a été nommé chancelier du Reich. Dans six jours, le 5 mars, un nouveau Reichstag sera élu. Le soir de ce 17 février, Hitler est l’invité de Goebbels, son chef de la propagande; le président du Reichstag, Hermann Göring, récemment promu ministre, confère avec ses plus proches collaborateurs au ministère de l’Intérieur de la Prusse ; au Herrenclub (le club des Seigneurs), on célèbre la mémoire du stratège Schieffen en présence de von Hindenburg, président du Reich, et du vice-chancelier von Papen ; au Sportpalast, a lieu une grande réunion du parti social-démocrate dispersée peu après son début par la police.

Ce soir-là, à 21 heures 14, le poste des pompiers n° 6, de la Linienstrasse, est mis en alerte : le Reichstag brûle ! C’est l’un des bâtiments monumentaux de la capitale du Reich. Au temps de l’empire, on le nommait la Maison du Reich. Il est déjà la proie des flammes. Qui a ordonné cet incendie formidable ? Qui, avant les élections, a intérêt à détruire le siège du Parlement ?

En tout cas, Hitler et Göring n’attendent aucune information plus précise. Les flammes atteignent déjà une hauteur de soixante-dix mètres. Alors que les pompiers luttent encore contre le feu dans la grande salle de l’assemblée plénière, ils proclament qu’il s’agit du gigantesque signal d’une insurrection communiste. Mais, aussitôt, tous ceux qui disposent d’un minimum de jugement politique se demandent alors en quoi cet incendie peut servir les communistes ? N’offre-t-il pas aux nationaux-socialistes, juste avant les élections, le prétexte d’amener au point d’ébullition cette atmosphère de guerre civile qu’ils

entretiennent depuis longtemps, et d’atteindre ainsi, avant que le corps électoral se soit prononcé, leur but fondamental, la prise du pouvoir, si bien qu’il ne leur restera plus qu’à légaliser ce coup d’État quelques jours plus tard sans recourir à l’état d’urgence?

Évidemment, la logique politique plaide pour cette dernière hypothèse. Un regard jeté sur les événements qui se sont déroulés depuis le 30 janvier la confirmera.

Bien qu’un quart seulement des quarante-quatre millions d’électeurs inscrits se soient prononcés en novembre 1932 en faveur du national-socialisme, Hitler s’est senti assez fort pour obliger ses partenaires de la coalition à accepter de nouvelles élections. Son parti possède au Reichstag cent quatre-vingt-seize sièges: les nationaux allemands cinquante-deux; ensemble, ils sont loin de constituer la majorité, car il y a cinq cent quatre-vingt-quatre députés en tout. Et, pourtant, malgré tous les pronostics défavorables de ses associés, Hitler parvient à décréter de nouvelles élections législatives pour le 5 mars.

Mais pourquoi Hitler, qui vient d’être nommé chancelier du Reich par le président von Hindenburg bien qu’il ne dispose pas de la majorité au Reichstag, souhaite-t-il tellement ce nouvel affrontement électoral ? Il est clair également, pour les nationaux-socialistes, qu’ils n’ont aucune chance de faire triompher leurs revendications totalitaires, tant que seuls trois d’entre eux les représentent dans le gouvernement du Reich. La constitution de Weimar garantit une série de droits fondamentaux et assure la répartition des pouvoirs entre le Parlement, le gouvernement et la justice. De plus, elle garantit les droits souverains des États du Reich. Au contraire, le programme du parti national-socialiste comporte pour mot d’ordre : « Un peuple, un Reich, un Führer. » Il exige l’abolition du système parlementaire, l’abandon de tous les principes fédératifs et la remise de tous les pouvoirs au gouvernement, donc à un Führer. Pour que puisse s’accomplir cette mise en vigueur – sans aucune réserve – du Führerprinzip, il faudra d’abord et surtout annuler les droits de l’homme garantis par la constitution de Weimar : liberté d’opinion, droit illimité d’association, liberté de la presse, libre activité des partis politiques et des syndicats, liberté religieuse.

Cependant, le parti national-socialiste et son chef Adolf Hitler préconisent une transformation totale de l’État, celle qui est déjà proclamée dans *Mein Kampf* : le « grand Reich allemand » est destiné à devenir la puissance directrice du continent européen et à garantir au peuple allemand, surtout à l’Est, son «espace vital ». Afin de trouver un quelconque moyen « légal » d’appliquer ce programme et d’écarter de façon permanente le Parlement, le parti national-

socialiste doit obtenir aux élections législatives du 5 mars 1933 une majorité des deux tiers, condition nécessaire à une modification de la constitution.

Seulement, les conservateurs qui, au cours des années 1931-1932, ont eu avec Hitler des entretiens suivis, se sont rendu compte qu'il plaçait le peuple allemand devant des alternatives de guerre civile : « Lénine ou Hitler », « Moscou ou Berlin », « bolchevisme ou national-socialisme », « chaos ou ordre », « conjuration mondiale juive ou communauté du peuple de la nation allemande». Or, pour que ces alternatives deviennent crédibles, il faut, selon le proverbe allemand, « peindre le diable sur le mur ».

Aussi se met-on à reprocher ouvertement aux adversaires du «gouvernement de relèvement national » leur prétendue volonté de le renverser par la violence. SA et SS reçoivent la mission de provoquer de sanglantes bagarres dans les bureaux de vote. La perquisition des domiciles privés devient chose courante. Selon des méthodes ressemblant à celles des fascistes italiens, les clubs de l'opposition de gauche sont incendiés. Hitler et ses deux ministres de l'Intérieur, celui du Reich fédéral et celui de la Prusse, Frick et Göring, disposent ainsi des prétextes nécessaires à la prise de « contre-mesures ». En réalité, Hitler veut élargir le domaine de son autorité autant qu'il lui est possible, avant les élections. Il se présente comme le sauveur de la nation et continue à affirmer sans cesse qu'on ne peut s'assurer le concours de la classe ouvrière qu'en disposant de la puissance de l'État et grâce à une campagne bien organisée de propagande ; dans le dessein de créer cette atmosphère de guerre civile, une compétition électorale imposée lui offre les conditions les plus spectaculaires et les plus favorables.

Le dimanche 26 février 1933, la presse annonce que des inconnus ont mis le feu à l'ex-palais impérial. Cette nouvelle devait faire craindre à tous que les révolutionnaires passent désormais à l'action. Pourtant, la guerre civile n'éclate pas, et l'attentat annoncé contre le Führer n'a pas lieu. Voilà pourquoi, le 27 février, dans cette atmosphère artificiellement surchauffée, quelqu'un incendie le symbole du système parlementaire de la république de Weimar, ce Reichstag que les nationaux-socialistes appellent dédaigneusement la « boutique aux palabres ».

Sur ses placards électoraux, Goebbels fera imprimer: «Le Reichstag en flammes, incendié par les communistes ! » « Écrasez le communisme, écrasez la social-démocratie ! » « Votez Hitler, liste 1 ! »

Au cours même de la nuit de l'incendie, grâce à des listes préparées à

l’avance, quelque vingt mille militants politiques appartenant à l’opposition, dont cinq mille à Berlin, sont arrêtés dans toute l’Allemagne et internés dans des camps de concentration préparés eux aussi à l’avance. En plus de la presse communiste, on interdit les journaux sociaux-démocrates.

D’un trait de plume, les adversaires les plus décidés de l’hitlérisme sont mis dans l’incapacité d’agir et réduits au silence, cela dans une campagne électorale dont le mot d’ordre est plus que jamais: «Ou les nationaux-socialistes ou les communistes. L’ordre ou le chaos. » Hitler apparaît comme le sauveur de la nation ; l’incendie du Reichstag, présenté comme le signal de l’insurrection communiste, devient le prétexte des contre-mesures prises immédiatement et qui doivent, d’après les nationaux-socialistes, étouffer dans l’œuf toutes les tentatives possibles de rébellion.

Or, précisément au cours de l’après-midi qui a précédé l’incendie, et bien que la campagne électorale batte son plein, Hitler a convoqué à Berlin ses ministres. Pendant la réunion du gouvernement, Hitler exige que la police arbore désormais le brassard à la croix gammée. Cette proposition est refusée. Mais, à la même séance, le Conseil des ministres accepte d’annuler les accords qui assuraient aux sociaux-démocrates une participation dans le choix des programmes de la radio. Ainsi, quelques heures avant l’incendie du Reichstag, les partisans d’Hitler ont la possibilité de s’assurer le contrôle de cet important moyen de communication.

Le procès-verbal de la séance du Conseil des ministres du 28 février spécifie que, selon le chancelier du Reich, « le moment psychologique pour l’écrasement du parti communiste est désormais venu ». Et Hitler déclare: «Après l’incendie du Reichstag, on ne peut plus douter désormais que le gouvernement du Reich l’emportera aux élections avec cinquante et un pour cent des voix. »

Göring, le 3 mars 1933, donne une idée de l’atmosphère dans laquelle le parti triomphera :

« Camarades ! Mes mesures, aucune considération d’ordre juridique ne viendra gêner leur application ; mes mesures, aucune bureaucratie ne viendra gêner leur application. Je n’ai pas ici à appliquer la justice, mais seulement à anéantir et à exterminer, rien de plus ! »

Hitler a vu juste. En effet, le 5 mars 1933, les nationaux-socialistes obtiendront quarante-trois virgule neuf pour cent des voix, et les nationaux allemands huit pour cent, soit ensemble exactement cinquante et un virgule neuf pour cent.

Grâce à ce succès, le gouvernement possède une majorité qui lui permet,

d'après la constitution de Weimar, de promulguer des lois temporairement. Mais cela ne suffit pas à Hitler. Conformément à sa devise « Un peuple, un Reich, un Führer », il veut disposer d'un pouvoir illimité, et il exige un changement de constitution.

Pour cela, il faut que les deux tiers des députés du Reichstag acceptent de se priver du pouvoir législatif, c'est-à-dire qu'ils le transfèrent d'eux-mêmes au gouvernement.

Reposons la question : qui a pu imaginer cette mise en scène dont Hitler tire de tels avantages au point de vue de la propagande et du droit constitutionnel? Le vieil Hindenburg, président du Reich, apposera sa signature sous l'ordonnance dite «pour la protection du peuple et de l'État », et, du coup, Adolf Hitler recevra l'acte de naissance du IIIe Reich, la nouvelle constitution avec laquelle il gouvernera jusqu'à sa mort.

La nouvelle se répand dans le monde entier avec célérité : les SA ont mis le feu au Reichstag ! À Berlin, on ne se cache pas pour donner des précisions : les incendiaires sont venus du palais de Göring ! La nuit même du forfait, le correspondant berlinois de la *Wiener Allgemeine Zeitung*, Willi Frischauer, câble à sa rédaction à Vienne :

« Il n'est guère possible de douter que le feu qui en ce moment détruit le Reichstag ait été allumé par les mercenaires du gouvernement d'Hitler. D'après toutes les apparences, les incendiaires ont utilisé un passage souterrain qui relie le Reichstag au palais de son président, Hermann Göring, ministre et commissaire du Reich de la police prussienne. »

Au cours de la même nuit, Göring confiait séance tenante « l'enquête»àune commission spéciale composée exclusivement de fonctionnaires de la police politique. Or ces hommes, avant l'incendie, pratiquaient déjà l'échange d'informations avec les SS et leur service de la sûreté. Les services compétents de la préfecture de police sont ainsi écartés. Dès le lendemain, Göring pourra annoncer officiellement que l'incendie du Reichstag est l'œuvre des communistes qui ont commis ce crime sur l'ordre de Moscou : le Führer, à la simple vue des flammes, l'avait affirmé avec une lucidité de voyant!

Les principaux coupables étaient un jeune maçon hollandais, Marinus Van der Lubbe, arrêté à l'intérieur du Reichstag en flammes, ainsi que le chef du groupe parlementaire communiste, Ernst Torgler. Torgler, affirmait-on, aurait quitté précipitamment le bâtiment une vingtaine de minutes avant le début de l'incendie. En pleine nuit fatale, deux députés nationaux-socialistes, Karwahne

et Frey, accompagnés de Kroyer, un Autrichien national-socialiste, s'étaient présentés chez Göring et son collaborateur le Gruppenführer SS Kurt Daluege, pour leur communiquer qu'ils avaient remarqué, pendant l'après-midi du 27 février, Torgler, en compagnie de Van der Lubbe et d'un autre étranger, dans les couloirs du Reichstag. Naturellement, ils devaient les reconnaître au cours d'une confrontation.

Le 9 mars 1933, le communiste bulgare Georgi Dimitrov, chef du bureau du Komintern pour l'Europe de l'Ouest, et ses compatriotes Blagoï Popov et Vassili Tanev furent arrêtés à Berlin dans la brasserie Bayernhof et conduits immédiatement au Reichstag, où ils comparurent devant la commission dite de «l'incendie du Reichstag ». Dimitrov, qui avait vécu jusqu'alors en Allemagne sous un faux nom, déclara le 10 mars sa véritable identité. Les nazis établissaient ainsi devant le monde entier que l'incendie provenait d'un complot international dirigé par Dimitrov, que Torgler en était le préparateur, et Van der Lubbe, l'exécutant.

En Allemagne, le chef de la propagande du Reich, Josef Goebbels, organisa une campagne pour démontrer que le communisme mondial constituait bien le seul coupable. Deux semaines après l'incendie, on le nommait « ministre du Reich pour l'Éducation du peuple et la Propagande ».

L'enquête et l'accusation contre les « conjurés » furent menées de telle sorte que Van der Lubbe et ses « complices » devaient être convaincus – aux points de vue criminel et politique – de l'incendie du Reichstag en vue de fournir un signal à des groupes insurrectionnels, premier stade d'une guerre civile destinée à priver les nationaux-socialistes d'une victoire électorale.

Cette élaboration par trop transparente de l'accusation contre les « incendiaires », la mise en œuvre rigoureuse de la terreur, la création des camps de concentration, la dissolution des partis politiques en dehors de celui des nazis, puis finalement leur interdiction, la fondation du Front allemand du travail, tous ces événements qui se succédèrent en quelques mois confirmèrent à l'opinion publique, étrangère et allemande, que les nationaux-socialistes étaient eux-mêmes les initiateurs de l'incendie du Reichstag, dans le dessein d'appliquer leur programme le plus rapidement possible.

En août 1933, un député communiste émigré à temps, Willi Müzenberg, publia à Paris le Livre brun, qui, malgré des points encore douteux, de même que le contre-procès tenu à Londres au sujet de l'incendie du Reichstag, concluait de façon convaincante à la culpabilité des nazis.

En raison d’autres informations provenant aussi bien de la résistance clandestine des socialistes que de sources des nationaux allemands, une rumeur tenace propagée en Allemagne même désigna Göring comme l’auteur principal de cette vilenie. Le déroulement du procès, fabriqué de toutes pièces, devant le tribunal du Reich de Leipzig, ne mit pas fin aux bruits qui couraient, pas plus que les plaisanteries qu’engendrait ce spectacle. Beaucoup parlaient d’un « procès de garçons de café » : en effet, sur cent quatre-vingts témoins de l’accusation, vingt-neuf étaient des professionnels de la « limonade ».

Pour l’accusation, ce fut un véritable fiasco. Dimitrov ne se contenta pas de se défendre, il attaqua indirectement le gouvernement. Van der Lubbe se montra incapable de répéter en public, ne fût-ce qu’une seule fois, les « aveux » passés par lui, prétendait-on, en un allemand tout à fait courant, devant les fonctionnaires de la commission d’enquête de Göring. Une question se posa aussitôt : avait-il vraiment pu briser l’une des fenêtres de l’étage principal et y monter pour s’introduire dans le bâtiment, avec un brandon à la main ? Les observateurs du procès eurent l’impression, et le dirent, que Van der Lubbe était drogué. Quant au trajet qu’il accomplit en courant à travers le Reichstag, pour y mettre le feu à plusieurs endroits et finalement dans la grande salle des réunions plénières, Van der Lubbe, lors de la reconstitution, n’arriva jamais à le refaire; à sa place, on se servit d’un policier.

Les membres de la police politique, devenus agents de la Gestapo, n’agissaient pas seulement en tant qu’organisme chargé des enquêtes, mais aussi comme «fonctionnaires assistants » du juge d’instruction du tribunal de Leipzig devant lequel se déroulait le procès. Le président de la commission dite de «l’incendie du Reichstag », Rudolf Braschwitz, était en relation avec les SS et leur service de la sûreté avant que les nazis prissent le pouvoir: c’est lui qui fut le témoin clé de l’accusation. En tant que tel, il présenta au tribunal un plan de la ville de Berlin avec lequel Dimitrov aurait guidé le Hollandais Van der Lubbe, afin de lui indiquer les bâtiments de la capitale auxquels il devait mettre le feu pour donner le signal de « l’insurrection ». Un autre témoin important, Walter Zirpins, rédigea la prétendue confession de Van der Lubbe après l’incendie. Faisait également partie du groupe des « enquêteurs » Helmut Heisig, chef du service antimarxiste de la préfecture de police ; lui aussi en relation suivie avec les nazis bien avant leur arrivée au pouvoir. Dans les coulisses, les principaux personnages déployant toute leur activité étaient Reinhold Heller, l’expert en matière de lutte contre le communisme, et Arthur Nebe, l’un des grands criminologistes du Reich. Tous les deux – comme leurs collègues – se tenaient en contact étroit avec les nouveaux seigneurs en charge des affaires de l’État.

Tous ces policiers berlinois devaient plus tard jouer un grand rôle comme subordonnés d'Himmler et d'Heydrich, et grimper rapidement au sommet de la hiérarchie de la sûreté du IIIe Reich. Leur «mérite» consistait dans cette affaire à mettre en doute les suppositions ayant cours en Allemagne comme à l'étranger, et selon lesquelles les incendiaires auraient utilisé le passage souterrain, aménagé pour le chauffage, entre le Reichstag et le palais de son président, c'est-à-dire de Göring.

Ce procès de comédie prit fin sur un jugement où le tribunal déclara qu'il était « au-dessous de sa dignité » de se prêter à un examen des indications comportant une culpabilité des nationaux-socialistes. Sur la base d'une loi à effet rétroactif, la « loi Van der Lubbe », qui violait un des principes fondamentaux du droit, Marinus Van der Lubbe fut condamné à mort et décapité le 10 janvier 1934, sans que les membres de sa famille eussent le droit de le voir une dernière fois. Les autorités refusèrent de leur livrer le corps du condamné. Les trois Bulgares, ainsi que Torgler, furent acquittés « faute de preuves », mais demeurèrent en « prison préventive » ! Ce procès se soldait par une défaite politique du Reich et l'échec personnel de Göring. Ce dernier, immédiatement après l'incendie du Reichstag, se mit à organiser en Prusse la police secrète de l'État (Geheime Staatspolizei : la Gestapo) ; en avril 1933, il assura à cette institution un fondement juridique officiel et lui donna pour chef son homme de confiance, Rudolf Diels, qui, en tant que membre de la police weimarienne, avait collaboré étroitement avec les nazis pour leur assurer le pouvoir. La débâcle politique du procès servit néanmoins les intérêts d'Hitler qui, à ce stade préliminaire du IIIe Reich, n'éprouvait aucune envie de déléguer de trop grands pouvoirs à Göring. Pour le service de la sûreté du Reich, il prévoyait des hommes à lui : l'attelage Himmler-Heydrich.

Cependant, Hitler regrettait beaucoup la mauvaise tournure prise par ce procès (il devait encore en parler en 1942 au cours d'une conversation à son quartier général) : les policiers n'étaient pas arrivés à obtenir par la force les aveux indispensables.

Pour le grand public, les SA étaient les incendiaires du Reichstag. Mais les initiés étaient d'avis qu'Hitler n'aurait jamais confié une telle entreprise à ces habitués de rixes et de combats de rues que dirigeait Ernst Röhm, leur chef d'état-major. Les chefs des SA se défendaient en rejetant la paternité de l'opération sur Himmler et Heydrich. Heydrich avait constitué dans ce dessein une équipe spéciale, envoyée par Himmler à Berlin trois jours avant la nomination d'Hitler comme chancelier en vue d'appliquer le plan mis au point

depuis longtemps et établir la dictature en commençant par la liquidation des communistes. D'après ce plan, le nouveau chancelier du Reich convoquerait immédiatement la population allemande à de nouvelles élections législatives. Puis, une semaine avant la date fixée pour ces élections, l'incendie du Parlement, présenté comme un attentat purement communiste, permettrait à Hitler, avec l'assentiment de von Hindenburg, président du Reich, de proclamer l'état de siège selon l'article 48 de la constitution de Weimar. Enfin, sous prétexte de maintenir la date des élections et d'écraser l'insurrection communiste, Hitler pourrait accomplir son coup d'État.

Le personnel administratif et technique du Reichstag, les membres de la police chargée du service d'ordre et les pompiers, les spécialistes de la défense contre le feu et les pyrotechniciens tombèrent d'accord : les incendiaires partis du palais de Göring, et ayant pénétré dans le Reichstag par le passage souterrain, mirent le feu au moyen de produits inflammables. D'après ces témoignages, Van der Lubbe n'aurait été qu'une marionnette, pendant que les hommes de main des nationaux-socialistes, avec leur formation parfaite dans l'art de propager le feu, exécutaient l'attentat. Ce fut la conviction du prédécesseur de Göring, l'ancien président du Reichstag, le social-démocrate Paul Löbe, et de bien d'autres hommes politiques de l'époque. Mais on ne pouvait expliquer totalement le «cas criminel» de l'incendie, pour la bonne raison que les nazis détenaient le pouvoir suprême et qu'ils n'entendaient pas mener une enquête objective.

Les principaux acteurs de l'enquête sur l'incendie du Reichstag, les commissaires Braschwitz, Zirpins, Heisig, et Rudolf Diels, l'homme qui était alors leur chef, ne pouvaient plus, après la guerre, porter l'accusation d'incendiaires contre les communistes. Ils tenaient toute prête une version nouvelle de l'événement : dès 1933, ils furent convaincus qu'il n'existait qu'un seul coupable, Van der Lubbe, mais Hitler, croyant à la culpabilité de la gauche, voulut mêler les communistes à l'affaire. Les commissaires, n'étant que des fonctionnaires, durent se plier à la «ligne politique» du dictateur. Assurés de l'appui secret, mais puissant, d'autres anciens dignitaires du IIIe Reich, ils ont trouvé quelques originaux, désireux de se faire valoir, qui ont assumé le rôle de « détectives historiques », et parmi eux des individus qui se présentaient comme étant des démocrates, anciens adversaires du national-socialisme.

Du fait que les émigrés ont laissé passer des erreurs dans leur *Livre brun* en soupçonnant des innocents et en faisant de Van der Lubbe un mercenaire, il a été d'autant plus difficile de préciser l'identité des auteurs de l'incendie. Les nazis en furent renforcés dans leur attitude vis-à-vis des communistes, en qui ils

voyaient des coupables, et les camarades anarchistes de Van der Lubbe se sentirent blessés par le reproche qu'un des leurs ait pu se laisser acheter.

Toutes ces appréciations erronées et les discussions qui s'ensuivirent profitèrent à Hitler. Mais s'il avait été possible en 1933 de mener à bien une enquête objective, scientifique et pluridisciplinaire, on eût reconstruit aisément la succession des événements.

En 1964, et avec la bénédiction de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, l'historien Hans Mommsen publia une « étude » où il s'efforça de prouver que les nazis ne détenaient aucune responsabilité dans l'incendie du Reichstag, car leur seul intérêt, d'après lui, consistait à ce que les élections eussent lieu dans le calme. Cette thèse rencontra et rencontre encore aujourd'hui des échos favorables en Allemagne de l'Ouest, surtout chez ceux qui ne veulent pas reconnaître qu'ils amenèrent au pouvoir des hommes qui, entre autres crimes, ont trompé atrocement le peuple allemand en incendiant le Reichstag. Ceux qui soutinrent Hitler moralement et financièrement veulent démontrer à tout prix que le IIIe Reich est né sous une constellation fatidique, que seules les accusations provenant de l'étranger auraient obligé le gouvernement à prendre des mesures de « légitime défense ».

Sur quoi s'appuie donc cette thèse de l'innocence des nationaux-socialistes ? C'est très simple:

1. Mommsen, qui n'est ni chimiste ni spécialiste de la thermodynamique, déclare *ex cathedra* que Van der Lubbe n'a pas mis «plus de deux minutes » pour transformer en un océan de flammes la gigantesque salle des réunions plénières, soit onze mille mètres cubes de volume.
2. Sans avoir reconnu les lieux ni consulté les plans du Reichstag et du palais du président du Reichstag, Mommsen affirme que les incendiaires n'ont absolument pas pu venir du palais de Göring, car ce passage souterrain aboutissait à la loge que les portiers occupaient jour et nuit.
3. De plus, les nazis n'auraient jamais pu commettre un tel crime, car le Reichstag représentait pour eux une sorte de « palladium » ! Or, si l'historien Mommsen s'était donné la peine de jeter un regard sur *Mein Kampf*, il y aurait lu que Hitler, l'architecte raté, méprisait ce bâtiment à cause de ses « murs de stuc ».
4. Pour se soustraire à toute vérification technologique, Mommsen déclare qu'il récuse, sans autre forme de procès, les experts qui se sont succédé avant lui ; en revanche, il cite comme principaux témoins tous les commissaires de la police criminelle d'alors, devenus plus tard les

collaborateurs d’Heydrich, sans mentionner aucun des faits, bien établis par des documents, alors que leurs déclarations d’après-guerre contredisent diamétralement celles faites par eux en 1933 devant le tribunal.

Ce fut la Commission internationale sur l’incendie du Reichstag du Comité international de Luxembourg, fondée en 1969 à Luxembourg et présidée par l’historien suisse Walther Hofer, qui procéda méticuleusement à l’examen scientifique de la version dite «de blanchissage » de ce forfait.

Au cours des dix dernières années, cette commission internationale a publié trois volumes : le premier en 1972, *Dokumentationsband I*, le deuxième en 1978, *Dokumentationsband II* ; le troisième, en 1978, fut le compte rendu de l’enquête. Le premier volume décrit l’origine et la propagation de l’incendie ; le second comporte la solution, historique et criminologique, du problème. Quant au compte rendu, il a été publié sous le titre : *L’Incendie du Reichstag, la provocation du XXe siècle.*

Tout le monde sait qu’Heydrich était un adversaire fanatique de toutes les religions, en particulier de l’Église catholique. Au début du IIIe Reich, Hitler dut naturellement se comporter avec précaution vis-à-vis des catholiques, et c’est à cela que lui servit surtout le politicien du centre Franz von Papen[l].

À l’époque de l’incendie du Reichstag, Heydrich n’a agi qu’à titre provisoire dans les coulisses de Berlin afin d’entraîner ses agents à la propagande de bouche à oreille. Ils devaient répandre partout le bruit que la juiverie internationale accusait les nationaux-socialistes de l’incendie du Reichstag. Ce fut le début de la campagne antijuive que dirigèrent Goebbels et Heydrich, en se fondant principalement sur les paroles du Führer dans son discours au Reichstag du 23 mars 1933 :

« L’incendie volontaire du bâtiment du Reichstag, considéré comme la tentative manquée d’une action de grande envergure, n’est qu’un signe de ce que l’Europe aurait à attendre d’une victoire de cette doctrine satanique de destruction… Et parmi ceux qui, aujourd’hui, par haine de la révolution nationale, fraternisent avec les intérêts des communistes en Allemagne comme hors d’Allemagne, combien ne seraient pas eux-mêmes les victimes d’une telle évolution[85]. »

Par ces paroles, Hitler voulait dire qu’il fallait voir dans les Juifs ceux qui attisaient la colère manifestée contre le nouveau Reich. Pour Heydrich, ce fut le commencement de la révolution raciste. Et il laissera dès lors parler la voix du

sang : les Juifs, ces «rois de notre époque », doivent être renversés[86]. Pour la cause de cette révolution, il faudra monter sur les barricades, non pas dans les rues, mais sur celles qui s'élèvent au cœur des forteresses de la démocratie, celles de la race. L'Empire romain ne s'est-il pas effondré dans un chaos racial ?:[l]

« Le Ier et le IIe Reich ont échoué parce qu'on n'a pas voulu s'en tenir aux postulats biologiques et raciaux, aux résultats des lois de la nature. Mais le IIIe Reich qu'édifiera le Messie germanique est fondé pour l'éternité, ce Reich sera épuré de ses Juifs. » Voici ce qu'écrit Heinz, le frère du policier Reinhard Heydrich, qui après l'incendie du Reichstag est entré dans le bureau berlinois des Münchener Neuesten Nachrichten, contre la volonté de son directeur d'alors, Otto von Heydebreck [87].

Le 1er avril 1933, le «jour de Bismarck », Heinz Siegfried Heydrich figura en évidence dans le premier boycott organisé contre les Juifs. Bien que ses études ne fussent pas achevées, il deviendra, grâce à l'intercession du chef du service secret, « membre d'honneur » de ce service. Cela signifie que sous le couvert d'une activité journalistique en règle, le frère du directeur du service de la sûreté SS saisira toutes les occasions favorables pour espionner ses collègues.

Ce n'est pas exclusivement un complexe familial qui incite les frères Heydrich, un an et demi à peine après l'entrée de l'un d'eux dans la Maison brune, à participer si activement au premier pogrom contre les Juifs. Le soi-disant « parti des travailleurs au service de la grande bourgeoisie » montre son vrai visage dès son arrivée au pouvoir.

Il accorde à son chef du service secret la possibilité, sous les travestissements habituels, de créer un univers sans précédent, vraiment satanique et que l'on n'a pas encore fini d'explorer.

Heydrich est donc à Berlin le 1er avril 1933 lorsqu'ont lieu les premiers excès contre la population d'origine juive. Ces vexations se déroulèrent dans les rues, dans les cafés et dans les restaurants; des commerces et des entreprises juives sont détruits, et de violentes protestations s'élèvent dans le monde entier. Hitler doit reconnaître que le temps d'agir ouvertement n'est pas encore mûr. Il renverra donc Heydrich à Munich où il restera toute une année avant que le Führer lui confie enfin la direction de la police secrète de l'État, ou Gestapo, dans la Prinz-Albrecht Strasse.

Après les pogroms du 1er avril 1933, Otto von Heydebreck surnomma le «

Lucifer blond » le terrible chef du service secret SS. Il est intéressant de mentionner qu'Heinz Höhne, l'historien allemand et biographe de Canaris, appelle Heydrich le « Lucifer de l'État policier ». Sans aucun doute, c'est une dénomination pertinente, dont le but n'est pas de faire de l'homme un démon, mais bien plutôt de caractériser ce « commissaire à l'épuration », chef d'une bande dont les membres se désignaient eux-mêmes comme les «voleurs de l'État[88] ».

Heydrich fut-il vraiment l'homme qui planifia la « provocation du siècle » ? La Commission internationale de l'incendie du Reichstag, présidée par l'historien suisse Walther Hofer, est arrivée à la conclusion suivante : c'est une grave erreur de tenir les SA – comme on l'a cru pendant des années – pour les incendiaires du Reichstag. Ce furent les SS à qui Hitler confia cette opération fournissant l'occasion du coup d'État des 27 et 28 février.

La Commission internationale sur l'incendie du Reichstag a définitivement éclairci le mystère. Sa conclusion est qu'Heydrich a pris une part considérable à la préparation et à l'exécution de l'incendie. On peut résumer ses travaux comme suit :

La troupe des incendiaires a pris ses quartiers dans le palais de Göring quarante-huit heures avant l'événement. Elle était commandée par le Standartenführer SA Erwin Villain, médecin à Köpenick, aux environs de Berlin. Ce médecin, supprimé à la suite du « nettoyage » du 30 juin 1934, est entré dans l'Histoire comme un bourreau sadique. On tient son nom de plusieurs témoins qui, en plus de lui, ont cité Willi Schmidt, surnommé *Schweinebacke*, ou « Gueule-de-porc », et les SS Rudolf Steinle, Kurt Eggert et d'autres incendiaires. Steinle et Eggert furent les meurtriers du célèbre mage Eric Jan Hanussen qui, au cours d'une soirée mondaine, la veille de l'incendie du Reichstag, l'avait annoncé ainsi d'ailleurs que la venue du « sauveur de la nation ». Une telle prescience, dangereuse à la longue pour les incendiaires en chemise brune, devait lui être fatale.

Le garde du corps de Göring, le Führer SS Walter Weber, et les SS Woite, Gepke, Sander et Toifl apparaissent plusieurs fois dans les déclarations de divers témoins dignes de foi. Et ces déclarations sont confirmées par le fait que Toifl et Sander, eux aussi, furent éliminés lors de l'épuration du 30 juin 1934.

Les témoins ont également précisé que la troupe des incendiaires, composée de huit à dix hommes, est arrivée dans le palais de Göring au moins quarante-huit heures avant le début de l'opération. Ces hommes se sont installés dans la

salle des fêtes avec des lits de camp, des jeux de cartes et des journaux. Cette salle, qui ne servait autrement qu'aux circonstances solennelles, fut chauffée pendant ces froides journées de février. Ce qui signifiait qu'au moins trois personnes, trois membres du service du chauffage, étaient au courant de la présence de cette prétendue « garde » du palais ; il s'agissait des chauffeurs Heinrich Grunewald et Johann Wittkowski, et du mécanicien Ehrard Cyron. L'inspecteur de l'immeuble, Alexander Scranowitz, en les affectant au service du centre souterrain de chauffage, leur expliqua que cette « garde » s'avérait nécessaire car on craignait des agressions communistes par ces temps de troubles politiques.

À l'étonnement de tous, le maître de maison, Göring, avait quitté trois semaines plus tôt le palais qu'il venait de faire totalement rénover, mais en laissant le premier étage à la disposition de ses amis et aussi du Dr Ernst Hanfstaengl, conseiller pour la presse étrangère du Führer lui-même. Göring laissait derrière lui une petite troupe de SS sous le commandement de son garde du corps, le Führer SS Walter Weber.

Les trois employés à la chauffe des bâtiments, Grunewald, Wittkowski et Cyron, trouvèrent néanmoins que ce cantonnement était étrange car le portier de nuit du palais, Paul Adermann, leur signala six fois, au cours des quatre dernières semaines, et chaque fois à des occasions différentes, que des inconnus, venant de chez Göring, avaient pénétré dans le passage souterrain qui reliait le palais au Reichstag. L'un des chauffeurs, Wittkowski, poussé par la curiosité, imagina un bon prétexte pour monter l'escalier qui conduisait de la salle de chauffe à l'étage supérieur, jusque dans la salle des fêtes, et demanda à ces « messieurs» si la température leur convenait. C'est ainsi que cet ouvrier, excellent observateur malgré son air indifférent, put voir chacun de ces dix hommes : inactifs, ils étaient couchés çà et là sur leurs lits de camp, jouant aux cartes, lisant des journaux et buvant de la bière.

Adermann, le portier de nuit, procéda à une expérience de plus. Le soir du 27 février, il préleva un peu de cendre dans la chaudière et la répandit sur les dernières marches de l'escalier qui conduisait de l'étage supérieur à la salle de chauffe.

Le lendemain de l'incendie du Reichstag, Adermann put constater que plusieurs hommes avaient foulé ces marches. Le soir précédent, il avait reçu l'ordre de ne pas quitter sa loge et d'attendre que le dernier invité du président du Reichstag fût revenu de sa promenade en ville.

Le matin du 28 février, le chauffeur Grunewald, ayant son service à accomplir, se vit interdire de gagner son lieu de travail. Avec ses deux collègues, il se trouva soumis à un interrogatoire des fonctionnaires de la Gestapo, immédiatement appelés par le juge chargé de l'enquête, interrogatoire qui revêtit le caractère d'un avertissement évident: aucun d'eux ne devait parler de ce qu'il avait pu voir et entendre. Le tribunal ne les fit même pas comparaître comme témoins. Toutefois, Adermann, le portier de nuit, raconta, trop souvent et trop haut, ses expériences nocturnes dans le passage souterrain et dans le palais. Adermann déclara sous la foi du serment qu'à l'aide d'allumettes, de bouts de fil et de bandes de papier fixés aux portes, il s'était aperçu six fois en quatre semaines de l'utilisation de cette voie de communication. Mais on ne devait jamais tirer au clair l'identité de ces mystérieux visiteurs.

Les responsables du chauffage, Grunewald et Cyron, furent les premiers témoins oculaires qui, après la guerre, purent faire état de leurs constatations : ils affirmèrent que la prétendue garde du palais formait en réalité la troupe des incendiaires. Ils racontèrent également que leur collègue Wittkowski fut accusé de la préparation et de l'exécution, avec des communistes, de l'incendie du Reichstag. Les documents existants et l'examen des déclarations des deux chauffeurs ont bien apporté la preuve de la culpabilité des nationaux-socialistes. Le 2 décembre 1975, le directeur de l'Institut criminologique de l'université d'Heidelberg, le professeur Dr Heinz Leferenz, a examiné lui-même le passage souterrain de l'ancien palais du président du Reichstag. Il a constaté que les indications données par les deux chauffeurs correspondaient exactement aux faits.

Le Dr Schatz, chimiste expert auprès des tribunaux, le Dr Wagner, expert en protection contre les incendies, et le Pr Josse, expert en thermodynamique, ont déclaré que si le feu encore modéré qui couvait dans la salle de l'Assemblée plénière a pu se transformer en un océan de flammes de 21 heures 21 à 21 heures 26, ce ne fut que grâce à l'adjonction de produits incendiaires.

Le directeur berlinois des pompiers Gempp fut assez courageux pour certifier, même devant le tribunal, sa découverte de traces de produits incendiaires dans cette salle dévastée par le feu. Ce témoin inflexible et passionné de vérité, mais gênant, fut plus tard poursuivi, jeté en prison, et, en 1939, on devait le trouver étranglé dans sa cellule: « suicide ».

Le Dr Schatz, homme courageux lui aussi, déclara, dans sa déposition devant le tribunal, qu'il était impossible que Van der Lubbe, à lui seul, ait pu mettre le

feu, que les incendiaires étaient des professionnels maîtres de leur art, et qu'il avait également découvert, à sept endroits différents, des traces de phosphore, de soufre et de pétrole.

L'un des plus grands spécialistes allemands en matière de thermodynamique, le Pr Karl Stephan, directeur de l'Institut de thermodynamique de l'université technique de Berlin, a vérifié en 1971 les expertises de 1933. Lui aussi a été d'avis qu'il était impossible que Van der Lubbe ait pu transformer en six minutes la salle de l'Assemblée plénière en un océan de flammes avec un allumeur à charbon. Les incendiaires disposèrent soit d'au moins quarante-huit minutes, soit introduisirent dans cette salle de quatre-vingts à deux cents kilos de produits incendiaires (selon leur contenu en calories).

Quant au rôle de Van der Lubbe, il n'existe plus de secret. Les nationaux-socialistes choisirent ce jeune Hollandais parce qu'ils le connaissaient depuis longtemps, par des dossiers de la police et par ceux du service de la sûreté de Munich. Cet « enfant politique», comme l'appela Dimitrov, devait tomber dans le piège tendu par des provocateurs, d'autant plus que ses « amis » ne cessèrent pas de contrôler sans interruption ses faits et ses gestes, et, peu avant le «grand incendie », ils l'incitèrent à agir«àla façon d'un conspirateur », à discourir, à distribuer des tracts et à allumer des feux moins importants (dans les baraques du service de bienfaisance de Berlin-Neukölin, à l'Hôtel de Ville, dans le palais). Chaque fois, le jeune homme put s'enfuir sans courir le danger d'être arrêté !

Cette préparation graduelle de Van der Lubbe à sa grande action criminelle correspondait parfaitement à la nécessité de former peu à peu cet homme de paille, par une série d'exercices, afin de lui faire accomplir l'acte décisif, et répondre ainsi au besoin des nationaux-socialistes de convaincre leurs partenaires de la coalition (Hugenberg et von Papen), en leur apportant des preuves irréfutables de la volonté des communistes de mettre le feu à l'Hôtel de Ville et au palais pour déclencher une insurrection. Le tout aurait été confirmé par la découverte dans l'immeuble Liebknecht, siège du parti communiste, de prétendus plans de révolte.

Au cours de ces préparatifs consistant en actions partielles, les nationaux-socialistes veillèrent à ce que chacun d'eux eût des « témoins » affirmant avoir vu Van der Lubbe en compagnie de Dimitrov et de Torgler. Mais tout cet échafaudage allait s'écrouler lamentablement pendant le procès.

Van der Lubbe, assommé par les drogues qu'on lui administrait, devint incapable de suivre les débats. Il ne put expliquer la manière dont il était arrivé à

Berlin, ni comment il se dirigeait dans la capitale, ni comment il s'y était pris pour accomplir son forfait. Chaque fois qu'il ne savait que dire, l'accusation, représentée par des commissaires nationaux-socialistes, prenait la parole à sa place. Tous, unanimement, s'efforcèrent de le présenter comme l'instrument des communistes et l'envoyèrent au bourreau qui l'exécuta à la hache.

On verra justement ces mêmes hommes, après la guerre, affirmer la culpabilité exclusive du Hollandais et qu'aucune responsabilité n'incombait aux nazis. Entre-temps, l'historien berlinois Friedrich Zipfel établissait de son côté que des agents nazis, infiltrés dans le groupe hollandais Spartakus, dont Van der Lubbe faisait partie, réussirent à attirer leur victime à Berlin, pour y mener à bien des «tâches extérieures ». Le plan prévoyait que, à part Van der Lubbe, trois antifascistes allemands devaient être entraînés dans le même piège. Ces hommes, cependant, « réveillés»à temps, se dégagèrent à la dernière minute. Aussi les instigateurs de la provocation ne disposèrent-ils finalement que d'une seule marionnette, Van der Lubbe, qu'ils firent s'asseoir sur le banc des accusés au cours de cette farce que fut le procès.

Pendant la première phase de la consolidation du pouvoir d'Hitler, les communistes furent censés jouer le rôle de bouc émissaire. Pour pouvoir condamner Van der Lubbe à mort, il fallut promulguer une loi à effet rétroactif, puis faire comparaître devant le tribunal cent quatre-vingts témoins soigneusement choisis.

Évidemment, une série de provocations de cette envergure n'a jamais pu être imaginée ni organisée par des membres subalternes du parti. L'ensemble de ces provocations – leur conception et leur accomplissement – représente l'œuvre des Führers nazis, et nous en possédons la preuve. Mais les événements politiques nous offrent également des arguments incontestables permettant d'affirmer que l'incendie du Reichstag fut décidé dans tous ses détails, bien avant les élections.

La juxtaposition des deux aspects, politique et criminel, de l'affaire nous permet d'élucider cette provocation dans toute sa dimension politique et dans sa signification historique.

Les déclarations des témoins et les documents dont nous disposons établissent, comme nous l'avons vu, que le bâtiment du Reichstag a été incendié avec l'accord d'Hitler, de Göring et de Goebbels, et que le procès à sensation qui a suivi ainsi que le jugement du tribunal suprême destiné à légaliser le coup d'État des 27 et 28 février 1933 étaient préparés d'avance. Pour atteindre ce but politique, il fallait justement que Torgler, Dimitrov, Popov, Tanev et

l'instrument irresponsable qu'était Van der Lubbe fussent assis au banc des accusés.

À cela s'ajoutait le fait que deux communistes hollandais importants déployaient beaucoup d'activité au sein du Komintern, et que Dimitrov, qui représentait l'Internationale communiste en Europe de l'Ouest, se rendait souvent aux Pays-Bas.

Mais quelle a donc été la part d'Heydrich dans l'exécution de la première des grandes provocations nazies ?

Dans une affaire aussi importante du point de vue criminologique, on ne peut employer simplement la méthode d'analogie, en vue de résoudre l'énigme. Bien que toutes les provocations suivantes des nationaux-socialistes nous indiquent que le chef du service de la sûreté SS en fut le régisseur, et malgré les nombreux témoins affirmant que, dans l'incendie du Reichstag, Heydrich fut l'homme qui, en coulisses, tirait tous les fils, la Commission internationale qui s'est chargée de l'enquête s'estimait obligée d'apporter à la résolution de cette « affaire criminelle » des preuves irréfutables. Le Dr Helmut Stange, qui fut le collaborateur du président de l'Académie du droit allemand, Hans Frank (plus tard gouverneur de la Pologne), a déclaré que Villain lui aurait confié en 1934 avoir été choisi, sans qu'il le sût, comme chef des incendiaires. On donna d'abord à ses hommes la consigne de garder le domicile de Göring. Après quarante-huit heures d'attente, environ une demi-heure avant le début de l'incendie, on les avait informés que les communistes allaient mettre le feu au Reichstag, et qu'ils devaient «aider à propager » ce feu. Philipp Bachmann, négociant en produits chimiques, a indiqué à la Commission internationale sur l'incendie du Reichstag, qui a consigné cette déclaration dans un procès-verbal, qu'il prit trois fois ses repas à la même table d'hôte que les incendiaires, avant et après l'événement, et qu'il rencontra finalement Heydrich lors de la célébration de leur succès à la Pschorr-Bräu à Berlin[89].

Les dépositions concernant Heydrich ont été confirmées par les écrits d'Otto von Heydebreck et du Dr Wilhelm von Schramm, qui se rappelaient encore à son propos qu'il les fit espionner par son frère Heinz pour apprendre ce qu'ils savaient de l'incendie et de l'arrière-plan réel de l'affaire[90]. Comme Heydrich soupçonnait ces deux journalistes de répandre des bruits sur la culpabilité des nationaux-socialistes, il commença par multiplier les obstacles sur leur route. Enfin, von Schramm perdit son poste au bureau de Berlin des Münchener Neueusten Nachrichten, pour être aussitôt remplacé par le frère du tout-puissant

Heydrich.

Mais la Commission internationale a également examiné de nombreux documents contemporains qui montrent que Reinhard Heydrich a bien tiré les ficelles de cette première provocation. Il devait rester dans l'ombre pendant quelque temps, car il avait à accomplir une autre action secrète. Au lieu de se porter sur lui, l'attention des observateurs se fixa sur Karl Ernst, Gruppenführer SA, car les vantardises de son ami Villain, chef des incendiaires, se répandirent bien vite.

Les deux SS Franz Knospe et Alfred Raeschke ont, eux aussi, accusé Heydrich après la guerre. Parmi les participants à l'opération, ils ont donné les noms des SS Herbert Packebusch et Otmar Toifl. Toifl, technicien instructeur à l'école secrète du service de la sûreté SS de Braunschweig, jouissait de la confiance d'Himmler et d'Heydrich. Lui non plus n'aurait pas observé le secret nécessaire sur les « services » qu'il avait rendus à la révolution nazie dans l'affaire du Reichstag. Aussi fut-il brutalement réduit au silence le 30 juin 1934[91].

À toutes ces preuves, les champions incorrigibles de la thèse de l'innocence nationale-socialiste opposent un argument : Heydrich ne pouvait prendre part à cette entreprise car, au même moment, il habitait et travaillait à Munich. Bien entendu, il est facile d'infirmer une telle objection :

1) Les documents existants et les déclarations des témoins établissent qu'Himmler et Heydrich se trouvaient en mission à Berlin lors de la prise du pouvoir par les nazis[92].

2) Dans l'ignorance des publications ultérieures sur l'incendie du Reichstag, Lina Heydrich, elle-même, ne dément pas que son mari était alors absent et se trouvait à Berlin :

« Reinhard ne voulait pas attendre en Bavière la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes, mais enlever la forteresse Bavière à partir de la Prusse. Il décida de se transférer avec son service à Berlin. On trouva un immeuble convenable au coin de la Branitzer Platz et de l'Eicheallee, où je pus, moi aussi, m'installer avec tout mon fatras ménager[93]. »

3) Après 1945, des témoins comme von Kessel et von Heydebreck ont sans cesse attiré l'attention sur le fait qu'une lettre écrite de la main d'Heydrich faisait alors le tour des milieux de la Reichswehr et du ministère de l'Intérieur. Dans cette lettre, Heydrich affirmait indirectement qu'il ne se trouvait pas à Berlin au

moment de l’incendie du Reichstag, et qu’il était donc dans l’impossibilité de rencontrer le Gruppenführer Daluege. Ce document fut, bien entendu, conçu comme un stratagème destiné à tenir les SS à l’abri des soupçons. Actuellement au Document Center de Berlin, il provient des archives du ministère de l’Intérieur de la Prusse.

Le 5 mars 1933, Reinhard Heydrich, installé au *Savoy Hotel* de Berlin, a, en effet, écrit de sa propre main la lettre suivante à Kurt Daluege :

« Monsieur le Gruppenführer,

«Depuis jeudi je tente en vain de percer “l’écran de protection”. J’ai bien téléphoné six fois. Comme je dois repartir aujourd’hui, je vous prie, par cette lettre, de considérer ma visite comme faite, et j’espère que l’occasion d’une visite personnelle s’offrira dans une dizaine de jours.

«Avec mes salutations les plus empressées et Heil Hitler, je reste votre dévoué.

« Reinhard Heydrich. »

Il est bien entendu exclu qu’Heydrich, en tant que Standartenführer (colonel) SS et chef du service secret du parti, en mission spéciale à Berlin, n’ait même pas pu téléphoner une fois à Daluege, Gruppenführer (général) SS. Détail frappant : la date indiquée (le « jeudi » 2 mars 1933) devait établir que l’auteur de cette lettre ne se trouvait pas dans la capitale lors de l’incendie du Reichstag. Comment Heydrich aurait-il pu « nettoyer » Munich (*ausmisten*, mot à mot : «enlever le fumier ») à partir de la capitale, comme l’écrit Lina Heydrich sans même pouvoir s’entretenir, quand c’était nécessaire, avec Daluege, qui commandait pour Göring la police chargée de l’ordre ? Dans ses Mémoires, Mme Heydrich raconte que lors de son séjour avec son mari à Berlin, tout s’est passé « secrètement », car « il [Reinhard] ne voulait pas provoquer d’éclat[94] ».

Une fois que la provocation eut atteint son but, la victoire électorale, Heydrich repartit pour Munich, afin de mener à bien avec Himmler le coup d’État bavarois. Le 13 mars, dans une lettre à ses parents, Lina Heydrich racontait comment Himmler, Röhm et son mari s’étaient rendus en auto chez Held, le président du Conseil des ministres de Bavière, pour « négocier » avec lui une heure durant[95]. Et elle écrit ensuite:

«Ces trois cents hommes ont tous levé les deux mains en l'air… C'était quelque chose pour les jeunes (SA et SS). Enfin pouvoir se venger de toute cette injustice… Plus de deux cents accusés sont maintenant arrêtés, communistes, sociaux-démocrates, Juifs et membres du parti populaire bavarois[96] … »

Il n'est pas besoin d'insister: évidemment, ces hommes ont été arrêtés parce que figurant sur les listes noires préparées depuis longtemps à partir des fiches d'Heydrich. D'ailleurs, M[me] Heydrich se trompe: son mari n'a pas assisté aux négociations d'Himmler et de Röhm avec Held, le président du Conseil des ministres de Bavière. C'était le Gauleiter Wagner qui y participait pendant qu'Heydrich, une fois de plus dans les coulisses, répartissait stratégiquement les troupes de choc dans la ville et, à cette occasion, délibérait avec ses espions infiltrés dans la police politique. Parmi eux, un certain Heinrich Müller, plus tard chef de la Gestapo.

Bien avant la mise en scène de la grande provocation de Berlin, il avait été convenu entre Daluege (responsable de la police chargée du maintien de l'ordre), Diels (responsable de la police politique) et Heydrich (responsable du service secret des SS), que Göring créerait une commission d'enquête qui neutraliserait la Commission spécialisée dans la protection contre l'incendie, dépendant de la préfecture de police. On confierait la présidence de cette commission à Rudolf Braschwitz, mais l'homme qui en tirerait les ficelles serait Reinhold Heller, commissaire de la police judiciaire, expert dans les questions concernant le marxisme.

Les principaux témoins à charge furent, eux aussi, choisis avant l'incendie. Ainsi, deux députés nationaux-socialistes, Karwahne et Frey, reçurent la mission de déclarer avoir remarqué dans l'après-midi l'incendiaire en compagnie d'étrangers. Naturellement, lors de la confrontation, ils reconnaîtraient ces « individus » : Torgler et Popov. Le Reichstag brûlait encore quand en pleine nuit, nos deux députés nationaux-socialistes, Frey et Karwahne, et avec eux un national-socialiste autrichien, intime d'Heydrich, Kroyer, se présentaient chez Daluege, lequel était à l'époque « commissaire chargé de missions spéciales » au ministère de l'Intérieur de la Prusse, et qui tenait toutes les cartes entre ses mains en tant qu'assistant de Göring.

La Commission internationale sur l'incendie du Reichstag (CIIR) a, par les constatations qu'elle a publiées, détruit une fois pour toutes la thèse dite «de l'incendiaire unique », qui revenait à disculper entièrement les nationaux-socialistes.

La dureté avec laquelle Heydrich procéda à l'égard de ses adversaires en Bavière convainquit le Führer qu'il avait misé sur l'homme qui convenait. Dix jours seulement après la prise du pouvoir en Bavière, le premier de tous les camps de concentration, celui de Dachau, était prêt à recevoir au moins cinq mille détenus.

Hitler put dès lors confier aux incendiaires du Reichstag le soin de mener à bien « le plus grand procès de tous les temps ». Les policiers d'Heydrich, en coulisse, attendaient pour donner les coups de main nécessaires. La pieuvre du service de la sûreté SS possède déjà assez de tentacules, et son cerveau fonctionne mieux que beaucoup se l'imaginaient. Avant même que les nazis soient installés au pouvoir, Heydrich exposa en détail, au cours d'une conversation avec Hans Peter von Heydebreck, son point de vue sur l'importance des procès spectaculaires qui se sont déroulés sans cesse au cours des siècles, depuis celui du Christ jusqu'à celui de Jeanne d'Arc. Grâce au procès de Dimitrov, le Führer s'arrogerait un jour le droit de détruire Moscou ou Leningrad, tout comme les Romains détruisirent Carthage. D'après les renseignements fournis par Otto von Heydebreck, l'incendie du Reichstag représentait pour les nazis un événement d'importance historique; n'était-ce pas le bâtiment dans lequel la trahison de 1918 fut entérinée, où les politiciens, par leur vote, poignardèrent dans le dos les soldats qui combattaient encore? Heydrich, fier qu'on lui eût confié l'honneur de donner le signal d'une nouvelle ère, fêta cet événement pyrotechnique. L'incendie du Reichstag sonnait l'heure de la naissance du IIIe Reich. Les nazis parvenaient à persuader le glorieux maréchal von Hindenburg de signer les « décrets-lois » sur l'état d'urgence sans qu'il se rende compte qu'en apposant sa signature sur ce document, il permettait à Hitler, futur chef d'État et chancelier, de devenir le commandant suprême des forces armées.

Dans l'esprit des nazis, la destruction du Reichstag ouvrait la voie à de nouvelles victoires. Les flammes qui ravagent ce symbole de la démocratie éclairent, loin dans l'avenir, la route que va suivre le Führer. Pour Heydrich, une provocation bien organisée et soigneusement menée procure à la patrie allemande plus d'avantages que l'engagement de plusieurs armées qui, finalement, s'épuisent en versant leur sang sur les champs de bataille. Ce n'est pas sans raison qu'une autre provocation imaginée par lui, et qui inaugurera la guerre avec la Pologne, aura pour nom de code « Tannenberg ». Ces provocations bien orchestrées doivent, aux moments propices, jalonner les étapes de la marche victorieuse du Führer.

Dans cette « ère révolutionnaire » des provocations, de la fondation des camps de concentration et de la diffamation de l'adversaire, il ne reste à Heydrich que peu de temps pour sa vie privée. Même lorsque sa femme attend un enfant, écrasé de travail, il ne change rien au cours de ses journées. Mais Hitler, qui veut récompenser le metteur en scène de cette pièce de théâtre de portée mondiale, l'envoie en voyage à l'étranger. Avant même de quitter Munich, il apprend précisément que Willi Münzenberg, journaliste communiste réfugié à Paris, a réussi à rassembler plusieurs intellectuels progressistes (entre autres André Malraux, Romain Rolland, Henri Barbusse, André Gide, etc.) et à leur faire proclamer que l'incendie du Reichstag était une provocation nazie sans précédent. « Que faut-il encore à ces communistes de salon ? Le procès montrera que des assassins professionnels des Balkans ont utilisé honteusement un jeune homme de race germanique», affirme Heydrich, outré, à Ernst Hanfstaengl, conseiller d'Hitler pour la presse étrangère, qui note immédiatement cet entretien afin de ne pas l'oublier. Hans von Kessel entendra des propos semblables dans la bouche de Boog, conseiller de presse de Göring.

Pour les nazis et pour Heydrich, la destruction du Reichstag revêt une importance symbolique semblable à celle de la prise de la Bastille pour les Français. Aux yeux des nazis, Dimitrov et Torgler vont entrer dans l'Histoire comme des criminels qui, par leur acte, par le truchement de l'incendiaire Van der Lubbe, ont consolidé les valeurs indestructibles de la race germanique. Les Jeunesses hitlériennes célébreront plus tard, chaque année, le 27 février, l'arrestation de Van der Lubbe, tout comme les Anglais fêtent encore, le 5 novembre, la découverte du « complot des poudres » de Guy Fawkes. « Rien n'émeut plus les masses que les analogies historiques », répéta le maître en propagande qu'était Goebbels à Emil Dovifat, professeur ès sciences journalistiques. «Une colonne imposante de SA n'impressionne que provisoirement les passants éventuels. Mais l'esprit d'escalier de l'Histoire, une fois fixé bien solidement dans le cerveau des gens, continueàyéveiller des échos tout au long de leur vie. »

Le drapeau à croix gammée sur le lac de Genève

À peine l'enquête sur l'incendie du Reichstag fut-elle terminée que le Führer SS Heydrich se vit confier une mission importante à l'étranger.

En mai 1933, les commissions de la conférence du désarmement se rencontrèrent à Genève. Le nouveau gouvernement allemand désirait démontrer, surtout aux puissances occidentales, qu'il ne songeait aucunement à réarmer, mais qu'il était décidé, au contraire, à arrêter la course mondiale aux armements

et à soutenir tous les efforts visant à une détente internationale. Le chef de la délégation allemande fut l'ambassadeur Rudolf Nadolny, mais le véritable représentant du gouvernement nazi fut Heydrich, qui arriva précédé de sa renommée de « bourreau de Dachau » et de collaborateur intime d'Himmler. Le chef du service secret de Munich accompagné d'un SS du nom de Friedrich Krüger, qui par la suite fit parler de lui comme haut fonctionnaire dans la police du gouvernement général de la Pologne occupée, tenait en poche son programme. Pour l'instant, sa mission et celle de Krüger consistaient à expliquer à la commission du désarmement que les organisations paramilitaires du parti, SA et SS, ne constituaient rien de plus que des «associations sportives » dont les membres portaient un uniforme.

L'ambassadeur Nadolny, détenteur d'une grande expérience politique acquise comme collaborateur de Friedrich Ebert, le premier président de la république de Weimar, puis en tant qu'ambassadeur en Suède et en Turquie, comprit immédiatement que le « délégué » et « expert » Heydrich entendait se donner beaucoup d'importance. Clairvoyant, Nadolny évita tout heurt avec l'homme des services spéciaux, car il redoutait qu'après son retour à Munich, Heydrich multiplie les intrigues. Cependant, Nadolny ne parvint pas à éviter l'augmentation quotidienne du nombre de visiteurs qui demandaient au portier de l'hôtel à voir «monsieur Heydrich ». Cette personnalité tant recherchée n'allait pas tarder à provoquer des conflits lourds de conséquences et qui, dans des circonstances défavorables, se répercuteraient défavorablement sur le plan international.

Dès leur arrivée à l'hôtel *Carlton*, Heydrich adressa une première réclamation impérieuse à Nadolny, chef de la délégation allemande: «Comment se fait-il qu'on ait hissé au-dessus de l'hôtel seulement le drapeau noir, blanc et or, et non le drapeau à croix gammée ? » Ce à quoi l'ambassadeur répondit aimablement : «Le drapeau à croix gammée n'est pas le drapeau officiel de l'État. La coutume veut qu'on ne hisse que le drapeau de l'État. » Mais Heydrich s'emporta : « Les Suisses n'auraient-ils pas encore remarqué qu'entre-temps nous avons fait notre révolution nationale sous le drapeau à croix gammée[97] ? »

Situation intenable ! Il fallait y remédier. Profitant de l'obscurité du soir, Heydrich fit hisser au-dessus du toit le drapeau à la croix gammée apporté dans ses bagages. Le lendemain matin, les passants sursautèrent devant ce pavoisement inhabituel de l'hôtel *Carlton*. De nombreux curieux s'adressèrent à la direction pour connaître la signification de cet étrange « signal ». Comme une traînée de poudre, la nouvelle se répandit dans la ville : « Les nazis ont hissé le

drapeau à croix gammée sur l'hôtel *Carlton* ! » Des ouvriers en colère organisèrent une manifestation, et Heydrich, craignant que cette foule furieuse n'envahisse l'hôtel, se hâta de faire ôter le drapeau et de le ranger soigneusement dans sa valise.

À peine cette affaire épineuse était-elle réglée qu'un deuxième incident désagréable devait se produire : le chef du service secret découvrit que la traduction de ses déclarations était assurée par un interprète juif, Hans Jacob. Immédiatement, il exigea que Jacob fût remplacé. Et à peine l'indignation générale des délégations commençait-elle à s'apaiser qu'Heydrich, cette fois en sa qualité d'« expert militaire », provoqua un troisième esclandre. Avec insistance, il essaya de convaincre le général anglais Temperly que les SS, SA et les Casques d'acier n'étaient que des « associations sportives », auxquelles on ne pouvait attribuer aucun caractère militaire. Avec une ténacité inflexible, Heydrich défendit son point de vue. Finalement, on s'accorda sur la formule : *defense sport*, sport défensif. Ce qui fit dire à Temperly :

« Je représente le pays d'où le mot sport est originaire, mais l'expression *defense sport* ne représente rien pour moi[98]. »

Dès ses débuts, cette conférence se déroula sous une mauvaise étoile. La présence d'Heydrich à Genève ne gêna pas seulement le cours des pourparlers, mais les citoyens de la ville la considérèrent comme une provocation, et elle suscita bientôt une véritable indignation. Partout où le chef du service secret se rendait dans sa voiture ornée du fanion à croix gammée, ouvriers et jeunes gens couraient après elle pour la lapider.

«Les journaux regorgeaient de nouvelles sur l'oppression que subissaient dans le Reich les opposants à la doctrine officielle, sur l'"épuration" et la "mise au pas" qui sévissaient. Souvent, des volées de pierres poursuivaient nos autos, et on nous insultait violemment, quand nous passions[99] », raconta l'interprète, Paul Schmidt. Un jour, il fut le témoin d'un accès de rage d'Heydrich :

«Ce qui se passe ici est incroyable… Cette délégation de Genève se comporte comme s'il n'y avait pas eu de révolution nationale en Allemagne. Des interprètes juifs, des drapeaux noir, rouge et or, des diplomates réactionnaires et des conseillers sclérosés. Nous autres, nationaux-socialistes, nous devrons une fois pour toutes faire le ménage à fond[100]. »

Avec une inquiétude croissante, Nadolny observait ce processus. Ce Prussien de Prusse orientale, déjà sexagénaire, qui jusqu'alors s'était imposé la plus grande réserve, ne put bientôt plus se maîtriser. Il fit à Heydrich une observation

cinglante :

« Dans une délégation qui se trouve à l’étranger, il règne la même discipline que sur un bateau en mer. Seul le capitaine décide ce qui doit se passer, et ici, à Genève, c’est moi qui suis le chef de cette délégation. Aussi ne puis-je tolérer aucune usurpation d’autorité[101].»

Le diplomate s’est-il servi dans son entretien d’une formule aussi sévère que celle que rapporte l’interprète Schmidt ? Nadolny a-t-il réellement rappelé au policier l’obligation qu’il y a d’observer la plus stricte discipline sur un bateau ? Ces questions n’ont pour nous qu’une importance secondaire. Ce qui est instructif, c’est la rapidité avec laquelle Heydrich s’est calmé – comme l’ont rapporté des participants à la conférence. Manifestement, il ne tenait pas à attirer sur lui l’attention de la presse étrangère dans un moment aussi critique. Il n’eut pas besoin d’entreprendre d’autres actions dites « d’épuration », car la conférence fut ajournée pour reprendre en automne. Nadolny respira, beaucoup trop tôt, comme il put le constater par la suite, car le nouveau chancelier du Reich n’envisagea jamais, même en rêve, de désarmer, et son chef du service de la sûreté, informé avec la plus grande précision des plans secrets du Führer, veillait à ce que les directives du chef suprême fussent appliquées à la lettre. Heydrich bénéficiait d’une confiance telle en haut lieu que son comportement manifestement trop impétueux et même nuisible aux intérêts du nouveau Reich ne lui causa aucun tort.

Ordre d’arrêter Thomas Mann

Dès les premiers jours de son activité à la Maison brune, le nouveau chef du service secret avait fiché dans sa cartothèque tous les intellectuels, surtout les socialistes et les pacifistes. Après l’incendie du Reichstag, il fit arrêter une grande partie de ces dangereux trouble-fête. Or, l’un de ceux qu’il haïssait le plus, Thomas Mann, prix Nobel de littérature, échappa à ses sbires. Il se trouvait en train de faire une tournée de conférences à l’étranger, si bien qu’on ne put l’arrêter, comme le montrent les documents du général von Epp, alors gouverneur de Bavière.

L’Oberführer SS Heydrich, alors âgé de vingt-neuf ans, directeur de la police politique bavaroise, était de retour de Genève, quand il reçut d’Himmler l’ordre de s’occuper à fond du «cas Thomas Mann ».

La perquisition de la villa de l’écrivain, effectuée déjà en mars 1933, n’apporta aucune preuve compromettante. Deux voitures de sa famille furent réquisitionnées – celle du père et celle du fils Gottfried (Golo) – au bénéfice de

la troupe automobile d’Heydrich, les comptes en banque de Thomas Mann bloqués, leur propriétaire, un traître, s’étant enfui à l’étranger.

Ses amis et relations déconseillèrent à Thomas Mann de revenir en Allemagne. Non seulement le Rotary Club allemand exclut aussitôt ce membre jadis si honoré, mais quarante-cinq personnalités firent publier une «protestation de la ville de Richard Wagner, Munich », où ils accusaient cet écrivain célèbre dans le monde entier d’avoir, par ses écrits, déformé la figure du grand compositeur allemand[102]. La presse et la radio déclenchèrent une campagne calomnieuse contre le proscrit. Thomas Mann écrivit alors dans ses notes: «Choc violent de dégoût et d’horreur, qui a marqué ce jour de son empreinte. Confirmation ferme de la décision de ne pas revenir à Munich [103]. »

Cependant, l’avoué munichois de la famille Mann, le Dr Heins, s’efforçait de lever cette hypothèque morale et matérielle. Il dirigea d’abord ses efforts vers la police politique, à l’adresse de son « conseiller », un certain « Oberführer SS Heitrich ». L’orthographe du nom prouve qu’Heydrich, à cette époque, n’était pas encore connu du public. De toute façon, les démarches du Dr Heins auprès d’« Heitrich » restèrent sans effet. Et il en fut de même quand le juriste se tourna vers le général von Epp, croyant dans sa simplicité que le gouverneur de la Bavière déterminait ce que faisait la police politique. Il envoya mémorandum sur mémorandum au général de la Reichswehr et gouverneur, sans savoir que ce militaire, malgré son rang supérieur, était absolument impuissant devant le chef des services secrets, bien plus influent que lui au point de vue de la politique.

En vain, l’avoué s’évertua-t-il à obtenir la réhabilitation de son client. En vain, affirma-t-il que Thomas Mann ne diffama jamais Richard Wagner, que ce n’était pas l’intérêt du Reich de se faire un ennemi d’un prix Nobel ; en vain, promit-il que son client reviendrait en Allemagne dès qu’on aurait aplani la voie devant lui : le bannissement ne fut pas levé. « Nous n’avons pas beaucoup de Thomas Mann à perdre », se plaignait-il; Heydrich demeura intransigeant. Le 12 juillet 1933, il consentit à faire connaître au gouverneur les raisons des mesures prises par ses soins contre Thomas Mann :

« La police politique bavaroise au gouverneur de la Bavière

« 12 juillet 1933.

«Réception: 03743 19 juillet 1933.

« 1 pièce jointe.

« 1 note manuscrite.

« VI I 6515/63.

« Concerne : Mesures contre Thomas Mann.

«Pour décision du 23.6.33, N° 2660.

« Pièce jointe : Réclamation de l'avoué Heins.

«Rapporteur: l'Oberführer Heydrich.

« L'écrivain Thomas Mann, né le 6 juin 1875 à Lübeck, dernièrement habitant Munich et qui se trouve maintenant à l'étranger, est l'adversaire du mouvement national-socialiste et partisan des idées marxistes. C'est ce que ses paroles et écrits ont fait connaître à plusieurs reprises.

« C'est ainsi qu'il a, entre autres, signé en 1927 un appel en faveur du foyer d'enfants du Secours rouge, en tant que membre de ce dernier.

«La même année, il a accepté une invitation du club littéraire polonais à Varsovie, il y a réclamé l'amnistie pour ceux qui avaient pris part à la révolution de 1918-1919.

« Mann a traité d'"acrobatie nationaliste" la réception triomphale, à Munich, des deux aviateurs allemands Köhl et Hünefeld, qui avaient franchi l'Océan, en déclarant qu'ils n'étaient que des "benêts d'aviateurs".

«Au cours d'une conférence, un soir de 1930, Mann a affirmé que le mouvement national-socialiste présentait un "caractère de culte orgiaque de la nature, d'hostilité radicale à l'humanité, d'ivresse dynamique, d'exubérance absolue", en lui attribuant "une certaine idéologie philologique, un romantisme germanique et une foi nordique provenant d'un milieu universitaire et professoral, cherchant à circonvenir les Allemands de 1930 à l'aide d'un vocabulaire de symboles mystiques d'une niaiserie extravagante, avec des mots tels que racial, populaire (*Völkisch*), corporatif, héroïque, et ajoutant à ce mouvement l'élément d'une barbarie culturelle débordante d'enthousiasme".

«En 1931, Thomas Mann a été élu assesseur de l'Association de défense contre l'antisémitisme. Il a également prouvé ses conceptions amicales envers les Juifs dans son roman *La Montagne magique*, où il glorifie l'égorgement rituel pratiqué par les bouchers juifs.

« En 1932 : la presse communiste a publié un appel contre la guerre, rédigé par le comité antibelliciste de Munich, que Thomas Mann a également signé.

«En octobre 1932, il a déclaré, dans un discours adressé aux travailleurs sociaux-démocrates dans la grande salle de la Maison populaire du mouvement social-démocrate viennois, que c’était la première fois que lui, “écrivain né dans une famille bourgeoise, parlait devant un public d’ouvriers sociaux-démocrates”. Et il a poursuivi en disant: “Je considère cela comme une date qui marquera toute ma vie. Les mots que je prononcerai doivent seulement être la profession de foi de ma sympathie pour votre cause socialiste. Le socialisme n’est rien d’autre que la décision, conforme à notre devoir, de ne plus adopter la politique de l’autruche devant les besoins et les exigences qui s’imposent d’urgence, mais de se mettre aux côtés de ceux qui veulent donner à la Terre un sens humain.” D’après les comptes rendus de la presse, “cette première profession de foi du grand poète allemand en faveur de la social-démocratie a été accueillie avec des applaudissements de joie par les travailleurs viennois”.

«Cette attitude non allemande, ennemie du mouvement national-socialiste, marxiste et amicale envers les Juifs, justifie le mandat d’arrêt délivré contre Thomas Mann, mandat qui n’a pu être exécuté à cause de son absence.

« Sur les instructions du ministère, toutes les valeurs lui appartenant ont été saisies.

« Signé : Heydrich.

« Signé : Schreieder. »

L’incendie du Reichstag et le « danger mondial bolchevique »

Tandis que les adversaires politiques du régime national-socialiste languissaient dans les camps de concentration créés par Heydrich, et que la propagande nazie s’efforçait de prouver que le Führer avait réussi à sauver le Reich d’une insurrection armée des communistes et des sociaux-démocrates – insurrection qui, d’après les données de Göring, aurait dû débuter le 1er mars 1933 avec huit mille grands incendies dans toute l’Allemagne – , le ministre de la Propagande du Reich, le Dr Joseph Goebbels, partait en personne pour Genève pour y défendre la politique « pacifique » de son pays à la conférence du désarmement. Au cours de cette année 1933, pendant qu’Hitler poursuivait le procès du représentant du Komintern en Europe occidentale, le Bulgare Georgi Dimitrov, il envoyait à l’étranger, à intervalles réguliers, des apôtres prêcheurs de paix. L’activité de cette politique étrangère devait servir uniquement les buts secrets du chancelier du Reich. Heydrich soutenait l’efficacité d’une telle politique à l’aide de son fichier, en surveillant tous les « domaines vitaux » et en

enregistrant soigneusement chacun de leurs aspects.

Le moment était venu, pour le nouveau chancelier du Reich, de se débarrasser de son associé dans la coalition l’ayant porté au pouvoir: Alfred Hugenberg, ministre de l’Économie. Ce politicien nationaliste appartenait au groupe de ceux qui supposaient que l’incendie du Reichstag était l’œuvre d’un commando spécial nazi. Les soupçons du «ministre du Reich » parvinrent aux oreilles d’Heydrich[104]. Or, il fallait d’abord tranquilliser les Anglais qui avaient misé sur les nationaux allemands. L’affaire ne pouvait réussir que par une nouvelle manœuvre fallacieuse : Heydrich et Rosenberg en furent chargés[105].

En juin 1933, Hitler envoya à la Conférence économique mondiale de Londres son ministre de l’Économie, Alfred Hugenberg. Suivant les instructions du Führer, Hugenberg réclama aux Anglais et aux Français la restitution des colonies jadis allemandes. Pendant ce temps, les agents de la Gestapo firent courir le bruit que, fondamentalement, Hitler n’était pas d’accord avec les nationaux allemands ; il s’en tenait comme auparavant à l’idée de *Mein Kampf*, d’après laquelle l’Angleterre était l’alliée naturelle du Reich. Ainsi, les nazis mirent tout en œuvre pour déloger Hugenberg de sa position clé, sans se soucier des critiques provenant d’outre-Manche.

La même année, Goebbels partit pour Varsovie assurer la Pologne des sentiments les plus amicaux de la nouvelle Allemagne. Hans Frank, le grand juriste de la Maison brune, gagna Vienne pour confirmer que le Reich s’engageait à maintenir l’indépendance de l’Autriche. Robert Ley, directeur du Front du travail, se rendit à Genève, au Bureau international du travail, avec mission d’offrir l’appui de son Front du travail aux organisations syndicales à l’étranger et à la Société des nations.

Franz von Papen, vice-chancelier du gouvernement allemand, prit le chemin de Rome afin d’y négocier la conclusion d’un concordat avec le Vatican. Et des émissaires du service de la sûreté et de l’Abwehr essaimèrent vers la France pour y établir de nombreux contacts avec les anciens combattants de 1914-1918.

Ce fut l’époque où Hitler ne négligea aucune occasion de témoigner de sa bonne volonté et de son amitié envers les voisins du Reich. À voix haute, il affirmait que le IIIe Reich ne connaissait qu’un seul adversaire, l’Union soviétique: « J’ai un seul devoir, sauver la civilisation occidentale! » En Prusse, la Gestapo de Göring et son organisation sœur en Bavière, sous la direction d’Heydrich, accomplirent des prouesses étonnantes pour apporter quelque crédibilité aux propos tenus par Hitler.

L’incendie du Reichstag assuma la fonction d’un rouleau compresseur nivelant tous les obstacles. Heydrich n’eut que trop à faire, à l’intérieur, avec la propagation de rumeurs soigneusement choisies : l’incendie du Reichstag – l’œuvre des communistes ; et à l’extérieur, pour garantir la protection de toutes les délégations: contre la subversion judéo-bolchevique ! À l’étranger, le « filet d’Heydrich » remplissait la fonction d’outil gigantesque d’extraction et d’enregistrement de tous les ennemis du IIIe Reich. Fidèle serviteur de son Führer, Heydrich accomplit à Genève son devoir avec le plus grand soin.

Lorsque Goebbels se présenta à la Conférence du désarmement de Genève, la presse mondiale couvrait ses colonnes de comptes rendus du procès de l’incendie du Reichstag, entamé le 21 septembre 1933 devant la Haute Cour du Reich à Leipzig. Les sympathies de l’opinion mondiale allaient naturellement aux accusés, surtout parce que Dimitrov, d’une façon vraiment extraordinaire, sut dès le début présenter au mieux sa défense. Les observateurs du procès rapportaient que le jeune Hollandais, Marinus Van der Lubbe, n’était manifestement qu’une victime d’une machination, une «marionnette inconsciente », dont les tireurs de ficelles entendaient se servir, pour montrer au monde comment les adversaires du IIIe Reich l’abusaient et le sacrifiaient en faveur des buts incontestables du communisme : l’instauration de la dictature du prolétariat.

Quand Goebbels arriva à Genève, Adolf Hitler avait déjà pris secrètement sa décision : l’Allemagne allait se retirer de la Société des nations. Par son voyage, Goebbels, chef d’orchestre de la propagande nazie et confident le plus proche du Führer, ne visait qu’un seul but : transformer la tribune mondiale qu’était le siège de la Société des nations en un amphithéâtre de jeux hallucinants, susceptibles de séduire les antisémites et les anticommunistes du monde entier. Pendant que les nazis poursuivaient la farce du procès de Leipzig contre les « incendiaires » du Reichstag, Goebbels organisa à Genève, à l’hôtel Carlton, une conférence de presse pour les journalistes de tous les pays, à qui il projetait de faire «une communication sensationnelle ».

Le 28 septembre 1933, dans l’après-midi, les correspondants se pressèrent dans le hall de l’hôtel. À peine la conférence fut-elle ouverte, que le ministre se plaignit de la méfiance dont l’étranger entourait le Reich. On dirigeait des campagnes calomnieuses contre le chancelier, sauveteur de l’Allemagne d’un complot tramé en dehors des frontières du Reich. Manifestement, le monde ne comprenait pas encore qu’il devait remercier Hitler, et lui seul, si l’Europe était toujours préservée du péril bolchevique :

« Si les méthodes que nous employons pour faire face à l’assaut bolchevique vous paraissent trop dures, qu’on se représente notre destin si le contraire s’était produit », clamait le petit homme installé à son pupitre d’orateur.

Songeurs, les représentants de la presse mondiale le regardèrent. Quelques Anglais et Américains l’approuvèrent même d’un hochement de tête[106].

La terreur que pratiquait depuis des mois le régime national-socialiste devint simplement, dans la bouche du ministre de la Propagande, « certains empiètements de la part d’éléments incontrôlables [107] », et, évoquant la question juive, il déclara entre autres :

« Mais il nous semble incompréhensible que l’étranger se refuse à accueillir le trop-plein de Juifs qui émigrent d’Allemagne[108]. »

Y eut-il un seul participant à cette conférence de presse à prendre conscience que ce petit homme au pied bot était également un malade mental ? Personne n’a alors critiqué ce ministre de la Propagande qui tenait une conférence à Genève pendant que les nazis poursuivaient un « procès-spectacle » auquel, le 8 novembre 1933, assistait ce même ministre comme témoin, pour répéter à peu près les mêmes paroles sur la menace que représentait pour le monde le danger « judéo-bolchevique ».

Quand la délégation allemande repartit pour Berlin, au cours de l’arrêt à la gare de Bâle, ses membres apprirent qu’Hitler venait de se servir d’eux comme simples figurants de la comédie du désarmement mise en scène par Goebbels : les journaux du 14 octobre annonçaient en première page et en gros titres : « L’Allemagne quitte la Conférence du désarmement et se retire de la Société des nations»… L’interprète du IIIe Reich dira plus tard: « Je n’en croyais pas mes yeux… J’étais comme frappé par la foudre[109].»

Avec cette décision lourde de conséquences, l’heure d’Heydrich, le policier modèle, et de ses acolytes venait de sonner. Désormais, rien ne les empêchait plus de « prouver », devant la Haute Cour de Leipzig, que les « Juifs de Moscou » étaient les vrais coupables qui s’abritaient derrière Dimitrov, Torgler et Van der Lubbe. Un officier de la police judiciaire, Holzhauser, et le SS Niebuhr prétendirent avoir trouvé chez Dimitrov un plan de la capitale, destiné aux terroristes communistes. Le président de la Commission de l’incendie du Reichstag, le commissaire de la police judiciaire Rudolf Braschwitz, présenta au tribunal le *corpus delicti*, où l’on voyait marqués d’une croix les bâtiments qu’il fallait incendier: le Reichstag, le palais impérial et la légation des Pays-Bas.

Même le président du Sénat refusa de faire figurer ce « document » parmi les pièces à conviction, « car ce manteau noir avait été cousu de fil blanc », comme il le dira plus tard à son épouse.

En novembre, pendant le constat sur les lieux, la cour siégea à Berlin, dans le bâtiment du Reichstag. Le 4 novembre, Göring comparaît comme témoin; le 8, c'est le tour de Goebbels, et le 11, le président de la Commission de l'incendie du Reichstag, Rudolf Braschwitz, comme les autres fidèles commissaires de la police judiciaire, prêtera serment que le plan de la ville, cette pièce compromettante, a vraiment été découvert chez Dimitrov.

Dans cette atmosphère artificiellement surchauffée par la prétendue répression d'une « insurrection armée », la population allemande est appelée à voter sur le retrait de l'Allemagne de la Société des nations, c'est-à-dire à se prononcer par « oui » ou par « non » sur la politique intérieure et extérieure d'Adolf Hitler. La presse propage dans tous ses détails les « révélations » du commissaire Braschwitz. Dans une série d'émissions, la radio monte en épingle les déclarations des policiers devant la cour.

Tout concourt à apporter un semblant de preuve: Marinus Van der Lubbe et le communiste Georgi Dimitrov sont les responsables de l'incendie. Aussi les résultats du plébiscite donnent-ils raison à Hitler :

Nombre des électeurs inscrits	45 176 713
Suffrages exprimés (96,3 %)	43 439 046
Suffrages non valables	750 061
Suffrages valables	42 688 985
Nombre de « oui » (95,1 %)	40 588 805
Nombre de « non » (4,9 %)	2 100 181

Quarante millions d'électeurs allemands approuvent la politique intérieure et extérieure d'Adolf Hitler.

Voici ce qu'en dit Heinz Heydrich à Hans Peter von Heydebreck : « La voie vers le but final est libre. Nous devons encore, pendant un temps, lanterner

Staline et laisser croire aux Anglais que nous ne voulons pas redevenir une puissance maritime, et même que nous serions prêts à défendre avec eux Gibraltar, Suez, Aden, Singapour et Hong Kong. »

Le comportement extraordinairement courageux de Dimitrov, et les protestations du monde entier contre la «farce juridique » de Goebbels (cent quatre-vingts témoins à charge, dont trente policiers!) aboutirent à l'acquittement du Bulgare et de ses coaccusés, «faute de preuves ». Marinus Van der Lubbe, condamné au contraire à la peine capitale, mourut sous la hache le 10 janvier 1934, sous l'accusation d'avoir mis le feu au Reichstag « en complicité de communistes inconnus[m] ».

Le 28 février 1934, Hitler renvoya les trois Bulgares en Union soviétique. Le commissaire Heller reçut la mission d'accompagner les trois hommes en avion jusqu'à Königsberg. Les chefs nazis choisirent pour accompagnateur Heller, le policier qui chercha à fournir aux juges, en secret, la «preuve» de la culpabilité des Juifs, instigateurs des communistes accusés, et, par là, véritables auteurs de l'incendie du Reichstag.

Après la guerre, le premier chef de la Gestapo, Rudolf Diels, affirmera dans ses Mémoires que ce fut lui qui serait parvenu à convaincre le gouvernement de la nécessité de libérer Dimitrov et ses camarades. Plusieurs historiens allemands ont pris cette légende pour argent comptant. Ces historiens comme Hans Mommsen continuent à s'accrocher aux dépositions faites après-guerre par Diels, Heller et Braschwitz, faisant abstraction des documents du procès d'où ressort le vrai rôle joué par ces policiers.

Peu de temps avant l'expulsion des Bulgares, en janvier 1934, André Malraux, membre de diverses organisations luttant pour la libération des accusés de Leipzig, partit pour Berlin, avec André Gide, afin d'obtenir les libérations qui tardaient. Un adjoint de Goebbels reçut ces solliciteurs venus de Paris. À la suite de l'entretien, les deux émissaires repartirent, convaincus que l'acquittement de Dimitrov n'était dû qu'à l'impossibilité où se trouvait Hitler d'affronter une coalition mondiale contre le IIIe Reich, comme André Malraux l'expliqua à l'auteur en 1969, compte tenu de l'attaque prévue pour plus tard contre l'Union soviétique. Hitler souhaitait à cette époque-là pouvoir convaincre Staline de ses intentions paisibles envers l'URSS.

Pour concrétiser avec le plus de succès possible cette manœuvre de camouflage, que Malraux et Gide réussirent parfaitement à déceler, Hitler envoya à Moscou un ambassadeur et diplomate chevronné, ce Rudolf Nadolny

qui venait de connaître des heures bien désagréables avec Heydrich à la conférence du désarmement de Genève. Nadolny partait avec la mission de proposer et de mettre au point un plan de collaboration entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Ce semblant d'amitié germano-soviétique durerait jusqu'au moment où Hitler obtiendrait un accord sur la puissance respective des flottes de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Les événements de cette période établissent clairement la véritable influence d'Heydrich dans les questions concernant la politique étrangère du IIIe Reich. En 1931, il pouvait déjà prédire à l'adjoint du Führer SA Ernst Walter von Mohrenschildt, que les SS et organismes spécialisés décideraient aussi bien de la propagande, de la diplomatie, de la culture, que de la politique défensive et économique du Reich après la prise du pouvoir par Hitler. Depuis les tout premiers jours de son activité en tant que chef des services spéciaux, il faisait consigner sur fiches, dans ses archives, tous les renseignements et indications sur les «domaines vitaux » pour le nouveau Reich. Himmler, qui évaluait d'un coup d'œil le talent de policier politique d'un homme, n'a pas tari d'éloges au sujet d'Heydrich ; il le décrivait comme «un organiste extraordinairement doué, qui savait jouer de tous les registres de l'orgue du monde[110] ».

Le 20 avril 1934, pour son quarante-cinquième anniversaire, le Führer confia à l'attelage éprouvé Himmler-Heydrich la mission de diriger désormais toute la police allemande. Cette promotion de ses deux fidèles signifiait simultanément une diminution du pouvoir de Göring, jusqu'alors contrôleur absolu de la Gestapo. Hitler pouvait ne plus le ménager ; il lui suffisait de disposer dans la capitale de deux hommes prêts à appliquer les méthodes les plus dures. Un mécontentement évident dans les propres rangs du parti rendait indispensable une action radicale d'épuration, et la Reichswehr ne se montrait guère disposée à soutenir complètement et sans contrepartie le nouveau maître, au cas où disparaîtrait le président von Hindenburg, frappé par la sénilité.

Les observateurs de l'entourage du président rapportèrent qu'un cercle oppositionnel de conservateurs se constituait dans le Reich et qu'il souhaitait instituer, dès la mort d'Hindenburg, une régence indépendante et même défavorable à une dictature des nationaux-socialistes. Le but de cette régence serait d'empêcher Hitler de devenir un jour le chef suprême de l'État. Cette situation critique offrait à Heydrich et à ses sbires un champ d'action extraordinaire. Tant que la Reichswehr dépendrait directement du président du Reich, elle représenterait un danger latent pour la poursuite de la ligne de conduite hitlérienne, c'est-à-dire celle de la Gestapo.

Il fallait d'abord attirer l'attention de l'état-major sur un soi-disant complot des SA et des extrémistes de gauche du parti, sur le thème : « Il est temps que nous mettions au garde-à-vous ces messieurs à uniforme et à monocle[111]. » Il suffirait d'alerter les généraux par des bruits sur une « conspiration » de Röhm, chef des SA, contre la Reichswehr.

En effet, la direction des SA n'approuve plus l'évolution politique du parti. Les SS, débordant de leur premier rôle de prétoriens du Führer, adoptent une attitude de plus en plus hostile à l'égard des SA. Ernst Röhm est accusé de la préparation d'une « seconde révolution », avec pour but de porter atteinte au rôle prédominant de la Reichswehr, dans l'espérance qu'un nouvel ébranlement de l'État pourrait apporter aux SA une influence sur les forces armées du Reich.

Une action directe des SA n'est pas concevable, donc hors de question : Hitler peut compter sur l'appui inébranlable de la Reichswehr, de la police, de l'industrie et de la bourgeoisie. Les SA ne disposent guère d'armes ; leurs meilleurs éléments sont passés chez les SS[112]. Ce qu'Hitler craint, c'est que les réactionnaires, ses alliés jusqu'ici, gravitant surtout autour du vice-chancelier von Papen, tentent, à la mort d'Hindenburg, de faire nommer un régent à la tête de l'État, en complicité avec les généraux. Une telle solution plairait certainement à une partie des fonctionnaires, aux milieux dirigeants du catholicisme et même aux SA. Quant au général Kurt von Schleicher, depuis longtemps « tête politique » de la Reichswehr, il exerce toujours une certaine influence sur l'armée, et il passe en général pour un adversaire déclaré des nazis. Et Gregor Strasser ? Lui peut entraîner ce qu'on appelle «l'aile gauche du parti » dans un sens défavorable au régime.

Le 17 juin 1934, Franz von Papen prononce à Marburg un discours public sensationnel où il marque au fer rouge les attentats constants des nationaux-socialistes contre la tolérance politique.

Depuis deux mois, Heydrich occupe son poste à la Prinz-Albrecht Strasse de Berlin. Hitler ne tarde pas à rassembler ses collaborateurs les plus proches pour leur indiquer les mesures à appliquer dans le cas d'une crise intérieure. Mais les préparatifs de défense ne sont que du théâtre. Le service de la Sûreté SS répand des bruits destinés à préparer l'opération : « des salauds dans les rangs des SA» s'apprêtent à «forger un complot contre le Führer ». D'après les informations reçues, des partisans d'Ernst Röhm, entre autres les Gruppenführers Karl Ernst (chef des SA berlinois) et Georg von Detten (responsable des Affaires étrangères des SA) entreprendront, avant même que meure le président du Reich, une « action extérieure », qui secouera l'opinion internationale, puisque les révélations

prévues concernent les activités des SS et discréditeront la politique du gouvernement contre les Juifs. De plus, les SA annonceront leur désaccord avec la politique d'Hitler envers ses voisins. Pendant la préparation secrète de cette volte-face, le Gruppenführer Ernst se serait rendu dans la cellule de Torgler pour lui apporter son soutien moral en lui communiquant son désaccord avec l'arrestation des communistes après l'incendie du Reichstag. Torgler aurait compris que le Gruppenführer agissait sous l'influence de remords, mais aussi éperonné par les luttes intestines entre les SS et les SA. Par cette action extérieure, les SA pensaient apporter une aide décisive au complot déjà ourdi par les réactionnaires[113].

Le complot d'Ernst prévoyait son départ à l'étranger sous prétexte d'entreprendre un voyage de noces, mais Heydrich, méfiant, observait de près tout ce qui se passait dans l'entourage de Röhm et d'Ernst. Le chef des services spéciaux SS, devenu le contrôleur suprême de la Gestapo, mettait au point l'étude d'un plan particulier pour éliminer les personnalités dirigeantes de l'opposition intérieure. La crainte se répandit que les puissances étrangères, averties par les révélations des «rebelles SA», n'hésiteraient plus une seconde à faire exploser une véritable bombe de propagande aux conséquences incalculables pour la politique intérieure et étrangère d'Hitler.

« Je dois tenter de sortir d'Allemagne pendant qu'il en est encore temps », confia en avril 1934 le Gruppenführer SA Karl Ernst à son délateur du service secret, le capitaine Eugen von Kessel. Heydrich se frottait les mains. « Heydrich a dit qu'il ferait jouer les cylindres de son orgue de Barbarie pour la marche funèbre des chefs SA[114]. »

Heydrich aimait s'exprimer par allégories, par exemple quand il désirait faire comprendre à ses collaborateurs que seul le Führer décidait du programme du parti et de toute l'action gouvernementale : « L'organisation SS danse au rythme que donne le Führer. » Adorant Hitler comme un dieu, il était résolu à détruire impitoyablement tous ceux qui s'opposaient à ses ordres. Le Führer était et demeura pour lui le constructeur de ce gigantesque orgue de Barbarie dont les cylindres permettaient depuis longtemps de jouer la symphonie sanglante avec son finale furioso, la marche victorieuse du Führer.

Cette comparaison avec l'orgue de Barbarie, Heydrich la tenait du livret d'un opéra paternel, *L'enfant à l'orgue de Barbarie* : « Oui, le monde est seulement un orgue de Barbarie / dont Dieu notre Seigneur tourne la manivelle / et chacun doit danser d'après la mélodie / qui est justement gravée sur le cylindre. »

D’après Lina Heydrich, son mari psalmodiait encore ces vers sur son lit de mort, lorsque Himmler, deux jours avant son décès, lui rendit visite à l’hôpital de Prague[115].

Ce règlement de comptes avec les hommes qui s’opposaient au régime se déroulera, selon le désir d’Hitler, en conformité avec le cérémonial de « l’orgie sanglante » des Borgia. Otto Strasser, s’adressant aux exilés du Reich, révéla que, bien avant la prise du pouvoir, le Führer aimait philosopher sur les mœurs et les rites des maîtres de Florence. Au cours de ses conversations avec les frères Strasser, le futur dictateur faisait l’éloge de ces méthodes hypocrites, il décrivait comment il traiterait ses ennemis hébreux, marxistes ou catholiques. «Cyniquement, il annonça, sûr de lui, qu’il n’attaquerait pas frontalement, mais par secteurs, par étapes. »

Au printemps 1934, Heydrich, «l’enfant à l’orgue de Barbarie », allait se livrer à deux tâches importantes : d’abord, à la Nuit des longs couteaux, selon la mise en scène souhaitée par Hitler, et simultanément à l’opération de désinformation de l’étranger, faisant propager des « indiscrétions » sur le complot tramé par Röhm, Strasser et autres.

Les voisins du Reich admettraient du coup qu’Adolf Hitler, l’homme capable d’épurer l’Allemagne et son propre parti, pouvait maintenant se pencher sur l’Autriche, son pays natal, pour y ramener de l’ordre. Le Führer envisagea un coup d’État à Vienne. Le « cerveau » du grand « coup de balai » ne prévoyait pas moins que la suppression physique de tous les « réactionnaires » hostiles à son régime, et de tous ses adversaires en général sur le sol allemand, en un mois de temps. Quel avertissement aux nostalgiques des méthodes légales et à tous les adhérents des cercles conservateurs en dehors de l’Olympe brun…

Le chancelier d’Autriche, Engelbert Dollfuss, qui pratiquait lui aussi un style autoritaire de gouvernement et préconisait l’amitié avec l’Italie, ne dissimulait pas son aversion envers la politique de l’Anschluss, c’est-à-dire la réunion avec l’Allemagne. Étant donné le développement d’une résistance aux conceptions du «nouvel ordre » voulu par Hitler, Heydrich ne dormait plus tranquillement. Mais comment allait-il mener à bien les deux tâches que le Führer lui avait confiées ?:[*]

La Nuit des longs couteaux

Le 30 juin 1934, la nouvelle d’un massacre, l’écrasement du prétendu putsch que préparait Röhm, secoua le Reich. Aujourd’hui, personne ne nie la responsabilité d’Hitler et de ses séides, Göring, Himmler et Heydrich, dans cette

provocation sans précédent, elle aussi digne de la nouvelle ère. D'après les chiffres officiels, quatre-vingt-trois personnes perdirent la vie dans la nuit du 30 juin au 1er juillet 1934. Quelques-unes des victimes se seraient donné la mort « avant » ou « après » leur arrestation. Bien que cet épisode dramatique de l'histoire du IIIe Reich ait été décrit maintes fois, ses causes véritables restent, en grande partie, toujours inexpliquées ou pis encore, sont faussement interprétées.

Dans l'historiographie ouest-allemande, la thèse prédominante prétend que Röhm et ses partisans n'envisagèrent peut-être jamais de putsch, mais qu'Hitler, devenu plus ou moins la victime d'une obsession, et induit en erreur par de faux renseignements provenant d'Heydrich, en conclut que les SA projetaient vraiment de le renverser par la force, et que seule une contre-action préventive, l'étouffement dans le sang des rebelles, écarterait le danger menaçant.

Cette légende d'après-guerre, qui ôte beaucoup de son aspect criminel à l'une des actions les plus atroces du début de l'ère du IIIe Reich, nous la devons à un homme qui, de septembre 1933 à juillet 1934, assumait la responsabilité de la collaboration entre les SA et la Reichswehr en tant que directeur de l'Institut d'enseignement supérieur SA. Il s'agit d'Heinrich Bennecke, SA qui entretenait des relations étroites avec les SS[116].

Naturellement, Bennecke décrit les événements du 30 juin 1934 selon sa propre optique, prétendant que le général de la Reichswehr Walter von Reichenau, adversaire déclaré des SA, joua le rôle principal lors du déclenchement de l'affaire. La culpabilité n'en incombait donc pas aux SS, mais plutôt aux « représailles » de la direction du parti et à la Reichswehr, par conséquent seuls responsables de cet effroyable excès[117].

En dépit de la légende réhabilitatrice, ce massacre du 30 juin, dont la vérité historique est connue, se déroula, en effet, selon un plan précis commandé par Hitler, mis au point par Himmler et par Heydrich. La direction du parti, sachant qu'une action de propagande des SA, et spécialement du Gruppenführer Karl Ernst, devait toucher l'étranger, avait réagi par une riposte foudroyante. La forme la plus efficace de parade consistait pour ces assassins, devenus hommes d'État, en un massacre de leurs amis d'hier, afin de démontrer ainsi leur force à l'élite allemande.

Les rivalités existant entre Himmler et Heydrich, d'une part, et Röhm, d'autre part, éclatèrent au moment où les SS se séparèrent *de facto* des SA, affirmant ainsi leur autonomie. Depuis, Heydrich accumulait des matériaux compromettants pour les têtes dirigeantes des SA, parmi lesquelles on comptait

un nombre considérable d'anciens combattants des corps francs. Ceux-là se virent peu à peu relégués au second plan, tandis que le « syndicat de mouchards » des SS prenait successivement le contrôle de la police de tous les États du Reich et plaçait des SS à tous les postes importants.

Comme il était interdit aux SA de se procurer eux-mêmes des subsides leur permettant de subvenir aux frais d'un service secret autonome, les plus capables d'entre eux avaient été débauchés et faisaient désormais partie des SS. Pour apaiser l'insatisfaction de plus en plus évidente de la SA, Hitler, fin 1933, nomma ministre sans portefeuille le chef d'état-major SA, Ernst Röhm, promotion qui cependant ne calma pas le vieux reître, placé ainsi sur une voie de garage, tandis que tous les postes principaux demeuraient fermés à ses amis. En Allemagne comme à l'étranger, on soupçonnait les SA de l'incendie du Reichstag et on les considérait comme des matraqueurs, s'attaquant à ceux qui ne partageaient par leur opinion. Certains fidèles d'Ernst et de Röhm connurent la disgrâce, et même le médecin et Standartenführer SA Erwin Villain, l'un des chefs des incendiaires du Reichstag, ne jouissait plus de la confiance d'Adolf Hitler.

Göring, lui-même mis au pilori comme le grand responsable de l'incendie, apprit que Villain et ses amis, dont le Gruppenführer SA Ernst, avaient célébré à grands cris leur succès du Reichstag, au 10 de la Bannhofstrasse, à Köpenick. Faisant son propre éloge comme celui de son acte, le médecin crut juste de réclamer pour lui le poste de Führer de la Santé du Reich. Or, les hygiénistes racistes tels qu'Himmler et Heydrich ne pouvaient laisser diriger le corps médical allemand par un ami de Röhm et d'Ernst. À Köpenick, des bruits accusaient Villain et sa horde en chemise brune d'un effroyable bain de sang, du 20 au 26 juin 1933, qui coûta la vie à au moins soixante-dix personnes et en mutila deux cent cinquante. Cette «semaine de Köpenick », d'après tous les témoins un acte d'une brutalité sans égal, devait punir tous ceux qui osaient affirmer, dans le quartier même de Villain, l'origine nazie de l'incendie du Reichstag. Erwin Villain, dont la réputation douteuse remontait déjà aux bagarres de salles de réunion précédant la prise du pouvoir par les nazis, se crut parfaitement en droit, parce qu'il venait de rendre à la direction du parti un service aussi précieux que la destruction du temple parlementaire, de réclamer le poste le plus élevé du corps médical [118]. Furieux qu'on n'ait pas tenu la parole donnée, il agressa le concurrent que lui opposèrent Himmler et Heydrich, le Dr Leonard Conti, dans un hôtel de Munich. Cette bagarre fit du bruit. Göring, président du Conseil des ministres de Prusse, exigea que Villain répondît devant un tribunal régulier de son acte de violence. Mais Röhm, Ernst et d'autres chefs

SA s’y opposèrent. Un jury d’honneur fut chargé de tirer l’affaire au clair. Le médecin SA, qui se prétendit offensé, déclara devant le collège de ses juges qu’on le persécutait parce qu’il en savait trop sur l’incendie du Reichstag, et avant que les juges interloqués puissent intervenir, le soudard, avec une franchise brutale, décrivit comment les SA entrèrent secrètement dans les appartements privés de Göring, en qualité de gardes supplémentaires. Persuadés par leurs supérieurs que les communistes venaient juste de mettre le feu au Reichstag, et que le parti apprécierait particulièrement qu’ils aident à « propager » l’incendie, car cette action des communistes pourrait alors apporter des millions de voix au Führer lors des élections qui allaient avoir lieu, ils s’étaient lancés dans l’aventure.

Le Dr Helmut Stange, à la fois juge et greffier du jury d’honneur, n’oublia pas les déclarations surprenantes du médecin SA. Après la guerre, il devait expliquer la manière dont Villain en vint à figurer sur la liste noire du 30 juin 1934 : alors même que siégeait le jury d’honneur, Petri, l’un des chefs SS, serait survenu, à la demande du chef du service de la sûreté, aurait saisi les actes de la procédure[119]. Dès lors, le sort de l’ambitieux médecin était scellé.

Les agents berlinois du tout-puissant policier de Munich le tenaient au courant de chaque événement important, et lorsque le Gruppenführer Ernst et son aide de camp Walter von Mohrenschildt dressèrent en secret leur plan de fuite pour l’étranger, Heydrich le sut aussitôt, de même aussi qu’il existait depuis longtemps des contacts entre les chefs SA et l’opposition, en vue de constituer, en cas de crise, un front politique commun. Toutefois, cette coalition ne devait se concrétiser qu’après la mort d’Hindenburg, si son testament désignait quelqu’un d’autre qu’Adolf Hitler pour lui succéder.

Ernst et ses amis ne se font plus d’illusion sur les chances de réhabilitation des SA. De jour en jour plus sûrs d’eux, les SS considèrent leurs « concurrents » comme des criminels, et ils exigent ouvertement leur exclusion du parti. Le Führer SA prend enfin la décision pénible de quitter l’Allemagne. Un prétexte permettra de déguiser cette fuite en voyage de tourisme : marié depuis le 30 septembre 1933, le couple Ernst décide de partir en voyage de noces le 30 juin 1934, en s’embarquant à Bremerhaven. Le même jour, von Mohrenschildt et l’Obersturmbahnführer Daniel Gerth se rendront à Rome. Ernst demandera aux puissances étrangères de refuser tout appui au gouvernement d’Hitler et leur exposera que les SA ne sont pas d’accord, ni avec la politique que suit désormais l’Allemagne, ni même avec les persécutions contre les Juifs et les communistes. Il emportera à l’extérieur des documents secrets qui révéleront les dessous de

l’incendie du Reichstag et ceux du meurtre du chef d’un groupe national allemand, le D[r] Ernst Oberfohren. Walter von Mohrenschildt et son associé Daniel Gerth mettront les milieux fascistes italiens au courant des véritables desseins d’Hitler et de ses SS. Ils connaissent à Rome des personnes bien placées qui considèrent avec une méfiance grandissante les actions des SS.

Deux semaines avant sa «lune de miel », Ernst organise une soirée d’adieux dans sa maison berlinoise de la Podbielski-Allee ; parmi les invités; von Tschammer und Osten, le Führer du Sport pour tout le Reich. Mais ce départ, fêté sans souci, la centrale du service de la sûreté l’a déjà enregistré comme un préparatif de fuite et une trahison, et son chef se prépara à le contrecarrer. Feu vert pour la Nuit des longs couteaux!

En établissant son plan, Heydrich procédait en vrai officier d’état-major. Ce plan nous est connu, nous pouvons le reconstituer, du moins dans ses grandes lignes, à l’aide des documents et des déclarations de témoins dignes de foi.

Le prétexte de la provocation est connu : un prétendu putsch des chefs SA mécontents, qu’il faut surprendre, ainsi que le public allemand et celui de l’étranger, et cela grâce au choc que produira la nouvelle de « l’écrasement de la rébellion ». Cette information stupéfiante fera croire à l’homme de la rue comme au président du Reich qu’Hitler ne pouvait agir autrement. D’après le scénario nazi, la date de la « résurrection » anti-Hitler aurait été fixée par Ernst et Mohrenschildt, décidés à la fuite. C’est pour cela que la liste des victimes à arrêter et à liquider, depuis longtemps préétablie, soit à Berlin, soit à Munich, comporte aussi ces deux noms.

L’opération elle-même, strictement conditionnée par les directives d’Hitler, Himmler et Heydrich, se déroulera alors en dix phases :

1) Bien avant le 30 juin, les agents nazis répandent des bruits conçus surtout à l’usage des généraux, de von Blomberg, ministre de la Reichwehr, et du secrétaire d’État von Reichenau. Selon ces on-dit confidentiels, Röhm et ses partisans trament un complot en vue d’arrêter et de supprimer quelques commandants des régions militaires. Röhm, chuchote-t-on, demandera aussitôt de l’aide à l’étranger pour imposer à la Reichwehr un contrôle exécuté par la milice du parti, les SA.

Le 30 juin 1934, sous prétexte d’une alerte, les agents d’Heydrich mobiliseront certaines compagnies SA, surtout à Munich, leur ordonnant d’occuper diverses positions clés. Cette manœuvre permettra plus tard à Hitler de justifier son intervention lors du «coup d’État » SA.

2) Une seconde vague d'informations déferle : les chefs de la rébellion se trouvent à l'étranger, assure-t-on, et André François-Poncet, l'ambassadeur de France, tremperait dans l'affaire. Deux semaines avant le putsch, les hommes d'Heydrich montent une intrigue taillée sur mesure : un soir où le financier Schicke-danz reçoit à dîner d'importantes personnalités dans sa villa de Dahlem, les conspirateurs bruns se mettent à l'œuvre. Puisque parmi les invités du magnat se trouvent et Ernst Röhm et André François-Poncet, les tireurs de ficelles font parquer l'une à côté de l'autre les voitures du leader SA et du diplomate et photographier leurs plaques d'immatriculation: les « conjurés » sont démasqués[120] !

3) La préparation de la Saint-Barthélemy nazie exige encore d'autres mesures spéciales : Hitler envoie en vacances les membres de la milice SA. Ainsi Röhm partira-t-il pour Bad Wiessee, au bord du Tegernsee, à l'hôtel *Hanselbauer*, afin d'y soigner ses rhumatismes. Mais le repos ordonné par le Führer prend subitement fin lorsque, le 28 juin 1934, Hitler fait parvenir un ordre urgent à tous les chefs SA, les invitant à se rendre sur-le-champ à Bad Wiessee. Du fait de désaccords croissants, une conférence clarificatrice s'impose. Les responsables convoqués ne soupçonnent rien. En effet, le chef de presse du Reich, le Dr Otto Dietrich, vient de communiquer l'intention du Führer d'entreprendre juste à ce moment-là un « voyage d'inspection » dans la Ruhr.

4) Le 27 juin, dans l'après-midi, Hitler réunit pour la dernière fois Göring, Himmler et Heydrich ; les quatre hommes mettent au point les derniers détails des arrestations.

5) Le 28 juin, le Führer part pour Essen, tenant la promesse faite à Josef Terboven, Gauleiter de la Ruhr, de figurer comme témoin d'honneur à son mariage. Ce «vieux combattant » du mouvement épouse la secrétaire de Goebbels. Ce 28 juin, Hitler visitera aussi le camp du service de travail à Buddenberg près de Lünen, s'attardera dans la ville de Bad Godesberg et profitera de son séjour dans la Ruhr pour visiter les usines Krupp. C'est d'Essen que l'aide de camp de Röhm reçoit l'ordre téléphonique d'inviter tous les chefs SA pour midi, le 30 juin 1934, à Bad Wiessee, à la conférence qui examinera tous les points en litige.

6) Le 30 juin 1934, vers 2 heures du matin, Hitler, accompagné de Goebbels et du chef de presse du Reich, Dietrich, monte à Cologne dans un avion. À 4 heures 30, la machine se pose sur l'aéroport de Munich. La petite délégation descend et se hâte vers les automobiles stationnées à la sortie du bâtiment. Une heure plus tard, à 5 heures 30, la colonne du Führer, avec son escorte SS, roule

vers Bad Wiessee. À 6 heures 34, elle arrive devant l'hôtel *Hanselbauer*, Hitler saute de voiture, se dirige en hâte vers la chambre de Röhm, frappe énergiquement à la porte, et lorsque l'occupant de la pièce, brutalement réveillé, lui ouvre en pyjama, il lui crie: « Tu es arrêté ! » En même temps que se déroule cette scène, les autres chefs SA présents dans l'hôtel se voient pris, puis embarqués dans des voitures et conduits en prison à Stadelheim [121] .

7) Comme suite à ce premier acte de la sanglante purge qui déferle, il se joue à Berlin une scène parallèle, dirigée par Himmler et Heydrich et dans laquelle, d'après des listes préparées à l'avance, des commandos spéciaux s'emparent des adversaires du régime qu'ils emmènent au siège des SS à Lichterfelde ou à la Prinz-Albrecht Strasse. Parmi eux, Gregor Strasser.

8) À Brême, ce matin-là, le couple Ernst se prépare à embarquer. Au moment où les époux quittent l'hôtel *Hillmann* afin de se rendre au port, ils se voient brusquement entourés d'une troupe de SS, conduite par le SS Kurt Gildisch, qui les guettait pour arrêter le chef des SA. Par avion, Ernst est transféré à Berlin.

9) À peu près vers la même heure, un commando de tueurs SS pénètre dans le domicile berlinois de l'ancien chancelier du Reich, le général von Schleicher. Kurt von Schleicher et son épouse Elisabeth sont abattus. Plus tard, les nazis diront que le général aurait essayé de se soustraire à son arrestation.

10) Le même jour, on trouve le Dr Erich Klausener, chef de l'Action catholique, mort dans son bureau. Kurt Gildisch, le sbire SS, après avoir ramené Karl Ernst de Brême, a tué Klausener en déguisant cet assassinat en suicide. Le meurtrier se vante de son acte héroïque. Après la guerre, on le reconnaîtra, et, au cours d'un procès, il avouera que ce fut Heydrich qui l'avait envoyé, muni de deux revolvers, dans le bureau du haut fonctionnaire. Avec l'une des armes, Gildish devait accomplir son forfait, avec l'autre, placée dans la main de sa victime, « arranger le suicide ».

L'entreprise du 30 juin 1934 se déroule sous les noms de code « Grand-mère décédée » et « Colibri ». Heydrich lui-même est à l'origine du cours des événements et de leur mise en scène. Le soir, Hitler laisse distribuer à la presse une information concernant l'étouffement du putsch des SA:

« Munich, 30 juin. Le bureau de presse du Reich du parti national-socialiste communique: En relation avec le complot découvert, les chefs SA dont les noms suivent ont été fusillés. Obergruppenführer August Schneidhuber, Munich ; Obergruppenführer Edmund Heines, Silésie ; Gruppenführer Karl Ernst, Berlin ; Gruppenführer Wilhelm Schmidt, Munich ; Gruppenführer Hans Heyn, Saxe ;

Gruppenführer Hans Peter von Heydebreck, Poméranie ; Standartenführer comte Hans Erwin Spreti, Munich [122]. »

Karl Ernst n’est pas encore fusillé lors de la parution du communiqué, mais le Führer sait que Gildisch vient de le ramener à Berlin, enchaîné, dans un avion spécial. Ce même 30 juin, Hitler rentre à Berlin vers 22 heures; Göring et Himmler l’attendent à l’aéroport de Tempelhof pour lui rendre compte de l’épuration menée à bien dans la capitale.

Dans ces heures dramatiques, Heydrich ne perd pas son sang-froid. Avant d’envoyer à la mort ceux qu’il a condamnés, il les fait interroger une dernière fois : il faut qu’il sache à tout prix quels sont les secrets que ses adversaires emporteront dans la tombe, et si, par hasard, ils n’ont pas laissé derrière eux quelque preuve écrite. Un aveu, arraché par la force, pourra lui servir un jour. En 1950, on apprendra par le livre de Walter Hagen (*Die geheime Front*, «Le Front secret ») que Walter von Mohrenschildt, l’aide de camp d’Ernst, est questionné une fois de plus. Les inquisiteurs bruns veulent savoir ce qu’il connaît des dessous de l’incendie du Reichstag. Comme Mohrenschildt, le Gruppenführer SA Georg von Detten et l’Oberführer SA Hans J. von Falkenhausen sont interrogés sur ce thème brûlant. Tous les quatre ne seront fusillés que le 1er juillet 1934[123].

Seul le médecin SA Erwin Villain n’est pas chez lui ce 30 juin. En son absence, les SS perquisitionnent sa maison. Mais le 1er juillet, Villain se présente volontairement au commissariat de police. On l’arrête sur-le-champ, puis on l’amène à la caserne de la Leibstandarte SS (gardes du corps) du Führer, à Lichterfelde. Là, il sera fusillé dans la nuit du 2 juillet[124].

Eugen von Kessel, capitaine de la police en retraite, qui voulait emporter à l’étranger, avec son frère le journaliste Hans von Kessel, des matériaux compromettants pour les nationaux-socialistes, est assassiné chez lui. Son frère, parti deux semaines plus tôt pour Stockholm où il attendait ces documents, évitera le sort que lui réservait Heydrich.

Sur le désir exprès d’Heydrich, Otto von Heydebreck, journaliste renommé et frère du Gruppenführer SA Hans Peter von Heydebreck, est mis, en tant qu’ami de l’ancien chancelier Heinrich Brüning, sur la liste des victimes. Averti à temps de son arrestation, il réussit à se cacher chez des amis. Il pourra ainsi survivre dans la clandestinité. Lorsque la marée des meurtres commencera à baisser, des généraux de la Reichswehr et des hauts fonctionnaires intercéderont pour lui auprès d’Hindenburg. Après la guerre, Heydebreck révélera bien des secrets et

bien des intrigues tramées par Heydrich et ses SS[125].

Mais la purge touche même deux des collaborateurs, du vice-chancelier von Papen, Edgar Jung et Herbert von Bose, ami politique du général von Schleicher, elle atteint le général Kurt von Bredow ainsi que le père jésuite Bernhard Stempfle, qui avait prêté main-forte à l'historien amateur Adolf Hitler lorsqu'il rédigeait son *Mein Kampf*. Le péché de l'ecclésiastique: une connaissance trop approfondie de la vie intime et des intrigues du Führer.

Ernst Röhm mourut dans une cellule de la prison de Dachau, tout comme Gregor Strasser à Berlin. Deux SA très proches de la direction SS, Wilhelm Sander et Otmar Toifl, furent abattus après s'être expliqués de leur excès de connaissances sur les dessous de l'incendie du Reichstag[126]. Mais cet assassinat trouva une « justification » : les deux hommes étaient ainsi châtiés pour avoir maltraité des prisonniers !

Comme on le sait, dès le début de l'opération, Heydrich prit soin que l'appartement du D[r] Erwin Villain, dans la Bahnhofs-trasse 10 à Köpenick, fût soigneusement perquisitionné. Le chef des services secrets SS ne pouvait pas exclure que le médecin SA eût caché quelque part un document dévoilant les dessous du tribunal d'honneur sur l'incendie du Reichstag dont il avait été « l'accusé ». Après la guerre, la veuve de Villain nous déclarera que ce furent bien leurs connaissances à propos de cette provocation nazie qui valurent à son mari et au Gruppenführer SA Karl Ernst leur mort violente.

Le but principal de la purge générale réside en effet dans l'intention d'Hitler de réduire au silence tous ceux qui connaissent le fin mot sur cet incendie, car il craint à juste titre, que ceux qui sont dans le secret ne se lient un jour avec l'opposition conservatrice pour pousser le vieux président von Hindenburg à confier par testament le pouvoir légal à un conseil de régence dont Hitler serait exclu et qui pourrait même le révoquer. La machine à tuer résout le problème : elle élimine tout risque.

Afin de s'assurer la bienveillance de la Reichswehr, Hitler ordonne à ses agents de propager le bruit que les SA vont assassiner quelques généraux. Ces mêmes agents répandront après la guerre la légende que ce fut Heydrich qui trompa de cette façon l'état-major de l'armée, ce qui signifie qu'Hitler n'aurait jamais conçu le plan de ces meurtres, réagissant seulement parce qu'il se croyait menacé par les SA. Mais, en fait, Himmler et Heydrich n'auraient jamais osé entreprendre une opération de cette envergure sans l'assentiment d'Hitler qui, cependant, savait parfaitement que ni Röhm ni les SA n'oseraient concevoir une

insurrection contre Hindenburg, le gouvernement, la Reichswehr, la puissante propagande de Goebbels et l'industrie, en bref: contre tous les éléments dominant le Reich et sur lesquels s'appuyait déjà fermement la direction du parti national-socialiste.

Heinrich Bennecke, ancien directeur du Centre d'entraînement supérieur SA, prétendra, après la guerre, n'avoir fait partie du convoi d'Hitler roulant vers Bad Wiessee que par le plus grand des hasards, et il essaiera d'apporter quelque crédibilité, en tant que «témoin proche », à la thèse de l'irresponsabilité du Führer[127].

Impitoyable, Hitler a fait liquider les adversaires de sa politique et ceux qui en savaient trop sur ses machinations. Rien ne comptait plus pour lui : Ernst Röhm, qui fut à l'origine de sa carrière politique, devait mourir tout comme Gregor Strasser, dont le talent de propagandiste contribua tant aux progrès des nazis. Au sujet de l'exécution de Röhm, son vieux compagnon de combat, le Führer, fit publier le communiqué suivant:

« Berlin 1.7.

« L'ex-chef d'état-major Röhm s'est vu offrir l'occasion de tirer lui-même les conséquences de sa trahison. Il ne l'a pas fait et a été par conséquent fusillé[128]. »

Le télégramme de remerciements du président von Hindenburg, daté du 2 juillet 1934, ne se fit pas attendre:

«D'après les comptes rendus qui me sont parvenus, je me rends compte que, grâce à votre intervention décidée et en engageant courageusement votre propre personne, vous avez étouffé dans l'œuf toutes les intrigues des coupables de haute trahison. Vous avez sauvé le peuple allemand d'un grave danger. Je vous exprime ici ma gratitude profonde et ma sincère reconnaissance.

«Avec mes meilleures salutations.

von Hindenburg[129]. »

« L'intervention décidée » et «l'engagement courageux de sa propre personne » prédestinaient désormais Adolf Hitler à devenir le successeur du grand vieillard.

Par sa considérable participation à la mise en scène de cette sanglante purge,

Heydrich venait une fois de plus de faire preuve de son art de la tromperie et de son sang-froid et, avec un savoir tout professionnel, de son aptitude à camoufler « l’opération ». Toutes les communications qui s’y rapportaient et qui se succédaient entre les différents bureaux des SS se dissimulaient sous le nom de code « Grand-mère décédée ». Personne ne devait donner prise aux soupçons, et les exécutions devaient se dérouler aux endroits prévus sans que rien ne vînt les déranger.

Hindenburg, la Reichswehr, les grands capitaines de l’industrie, l’intelligentsia, bref, tous ceux qui, au cours des derniers mois, eurent toutes les occasions possibles de percer à jour le chancelier Adolf Hitler, et qui auraient dû, au plus tard lors de la Nuit des longs couteaux, reculer devant le régime impitoyable du dictateur, célébrèrent au contraire l’homme fort qui venait de mettre hors de combat l’aile « gauche » nazie, dirigée par le pharmacien Gregor Strasser. Les réactionnaires de toutes nuances triomphèrent: désormais, le groupe des SS, cette élite du parti, allait pouvoir se manifester pleinement.

Dans la nuit du 1er au 2 juillet, le dernier commando SS exécuta son ultime victime, le médecin SA Erwin Villain qui, en vêtements de tennis, affronta la salve du peloton. Le Reichsführer SS Heinrich Himmler, au cours d’une petite cérémonie pleine de solennité, félicita Reinhard Heydrich d’avoir écrasé avec un tel succès le putsch des traîtres à la patrie et, au nom du Führer, l’éleva au rang de Gruppenführer SS, l’équivalent de général dans la Reichswehr. Heydrich claqua des talons, leva le bras, et, de sa voix de fausset presque inaudible, cria : « Heil, Hitler ! »

Le lendemain, Himmler promut Kurt Gildisch Sturmbannführer (commandant). Ce grand honneur lui tourna la tête. Il courut de là dans un cabaret, commanda verre d’eau-de-vie sur verre d’eau-de-vie, et se mit à jouer la comédie du grand héros, massacreur des « salauds », dont même Erich Klausener, ce catholique ! Cette euphorie et ces fanfaronnades allaient lui coûter cher quelques années plus tard. Après la guerre, un témoin le reconnaîtra et le traînera en justice. Gildisch avouera l’assassinat du Dr Klausener, meurtre dont il avait l’ordre d’annoncer l’accomplissement à Heydrich par téléphone. Son supérieur lui aurait même indiqué de placer l’une des deux armes dans la main du mort[130].

Lorsque la Nuit des longs couteaux prend fin, Heydrich, trente ans, occupe dans la hiérarchie de la police du Reich le rang de général de division : il est le glaive du Führer ! Il a passé brillamment son examen, subi le baptême du sang. Le voici désormais porteur du poignard d’honneur de l’ordre des SS !

La Nuit des longs couteaux illustre pour le monde entier la décision inébranlable du régime de maintenir Hitler au sommet de la pyramide totalitaire, pyramide débarrassée des « pierres malades ». Une de ces pierres est l'organisation des SA. Cette opération frappe tous ceux qui, dans la «concentration nationale », n'ont pas compris que le parti se disant « national-socialiste » et complémentairement «parti des ouvriers allemands » (National-Sozialistische Deutsche Arbeiter-Partei, NSDAP) ne constitue, en vérité, qu'un parti de la bureaucratie étatique et de la finance, sous le contrôle d'une formation fasciste et raciste, capable d'accomplir n'importe quel crime pourvu qu'il puisse conserver le monopole du pouvoir. La mise en scène de ce putsch est un avertissement à tous les opposants au régime, la preuve qu'il se dirigera inébranlablement vers des buts bien définis et « avec des méthodes des plus brutales » (Hitler dans *Mein Kampf*). Le NSDAP ne craint pas de scission et encore moins une seconde révolution, ce qu'il redoute, c'est l'opposition de certains conservateurs et nationaux, capables d'adopter une ligne de conduite favorable aux milieux étrangers qui professent l'intervention armée contre Hitler. Les SA déchus partagent avec quelques généraux l'opinion que la politique du régime pourrait provoquer une intervention étrangère.

Heydrich lui-même a ausculté le pouls des Anglais et des Français en mai 1933, lors de la conférence sur le désarmement à Genève. Il fit part à Hitler de sa conviction que chaque concession faite aux ennemis du Reich, à la France et à l'Angleterre ne pourrait qu'encourager les « interventionnistes ». Donc, selon Heydrich et son chef Himmler, les « organisations sportives » (comme Heydrich appelait à Genève les SA et les SS) devaient se transformer en unités pour la préparation au service militaire. Himmler et Heydrich se sont adaptés aux conceptions propres à Hitler et déjà annoncées dans la proclamation solennelle du gouvernement, le 1er février 1933, les deux plans quadriennaux et l'Arbeitsdienst (le service du travail) composaient le fondement du réarmement camouflé. Heydrich se rendit compte que le gouvernement de von Papen disposait déjà du droit de renforcer le potentiel militaire pour la défense du Reich. Dès novembre 1932, von Papen, alors chancelier, annonçait un «service pour la patrie », une milice encadrée par les officiers de la Reichswehr, susceptible de parvenir en cinq ans à un contingent armé de sept cent cinquante mille soldats. Le fait que von Papen osa se mettre à la tête d'un gouvernement national contre Hitler, et envisagea le réarmement, entraîna une perte de 2 millions de voix pour Hitler (élections du 6.11.1932). Du fait du comportement d'Hitler – « tout ou rien» – des centaines de milliers de SA qui comptaient être enrôlés dans l'armée et la police du « réveil national » commencèrent à perdre

confiance dans le Führer. L’organisation SA, en ascension accélérée de 1931 à 1933, et portée ainsi à un optimisme excessif (elle atteignit fin 1932 sept cent mille membres) commença à s’inquiéter. Le recul de deux millions de suffrages en novembre 1932 est significatif. On constate qu’un million d’électeurs du NSDAP sont retournés aux nationaux allemands. Le Führer possède un remède : seule une coalition avec les conservateurs, le plus tôt possible, pouvait arrêter la perte de prestige. Après la formation du gouvernement de la « concentration nationale » et le coup d’État des 26, 27 et 28 février 1933, l’engagement des SA et SS dans la Hilfspolizei et la préparation de la mobilisation des personnes aptes au service militaire et à l’Arbeitsdienst provoquèrent un afflux vers l’organisation SA qui frôla à la fin de 1933 les quatre millions d’adhérents. Mais, évidemment, il s’agissait en vérité d’un plébiscite national pour ceux qui étaient capables de porter un fusil. Car, après le départ de l’Allemagne de la Société des nations, le 14 octobre 1933, Hitler ordonna à peine trois jours plus tard que le parti, l’administration d’État et surtout l’armée et la police se préparent à une défense contre un ennemi susceptible d’intervenir en Allemagne directement. Le chemin du réarmement était tracé. Hitler décidera de mobiliser des centaines et des centaines de milliers de jeunes gens pour le prétendu Arbeitsdienst, organisation paramilitaire dont les soldats porteront la pelle au lieu du fusil. Les SA valables seront repris dans les formations policières et militaires, les gardes des camps de concentration et, enfin, les unités SS armées qui porteront le nom de Verfügungstruppen, « troupes à disposition », c’est-à-dire forces armées destinées à accomplir des tâches spéciales – tel l’écrasement de grèves – et, par là même, exercer un certain contrôle sur les mesures mises en œuvre par la Reichswehr pour un réarmement. Face à ce développement, les SA ne voyaient aucune chance de devenir un facteur militaire du IIIe Reich, sinon demeurer une organisation de propagande. Leurs chefs furent envoyés enfin «au repos ». Les héros déchus ne pensaient donc plus qu’à une revanche, mais non à une contre-révolution. Leur seul espoir était de voir échouer la politique d’Hitler sur le plan militaire. De nombreux généraux, parmi eux, surtout, von Schleicher, annonçaient confidentiellement que la France, l’Angleterre, la Pologne et la Tchécoslovaquie ne permettraient pas la violation du traité de Versailles. En revanche, un gouvernement de salut public, sans les aventuriers nazis, pourrait obtenir de l’Occident ce à quoi il avait droit. Telle était la vision de Schleicher et des cercles catholiques animés par Klausener, ainsi que celle de Gregor Strasser avec son « aile gauche », qui avait déjà songé, en décembre 1932, à soutenir Schleicher afin de barrer la route à l’« aventure hitlérienne ». Hitler, en revanche, désirait satisfaire la Reichswehr comme coordinateur principal de l’effort du réarmement, il songeait à une armée modernisée et, pour cette

entreprise, il n’avait pas besoin de ce reste des SA qui, par-dessus tout, commençaient à pratiquer une forme de chantage, au moyen de «dossiers secrets » déposés à l’étranger, ce qui ne pouvait qu’encourager l’opposition conservatrice et, par là, les cercles partisans de l’intervention des puissances extérieures. En liquidant les maîtres chanteurs SA, Hitler créait une atmosphère où il pouvait facilement se défaire des conservateurs dangereux et les accuser même d’avoir manigancé une intervention de l’étranger. Il suffisait de montrer que Röhm entretenait des contacts avec François-Poncet, et tout le reste allait de soi. La Nuit des longs couteaux, Hitler réussit à se débarrasser de ces partisans gênants, et, par là même, à avertir Londres et Paris que le nouveau régime ne tolérerait pas d’immixtions dans les affaires intérieures du Reich. Donc, toutes les interprétations, surtout celles pratiquées par les historiens révisionnistes, selon lesquelles Hitler aurait été contraint au massacre du 30 juin n’ont qu’un but : démontrer le caractère accidentel qu’a eu cette «opération *ad hoc* ». Cette légende permet d’expliquer aux naïfs que l’élite allemande ne possédait pas de plans bien définis sur l’armement et les méthodes de son camouflage. Conclusion : l’élite de la nation n’a jamais ourdi le complot de la Nuit des longs couteaux, puisque la prétendue mise en scène par Hitler et ses prétoriens n’a pas eu lieu. Le régime est donc dans cette affaire, comme dans l’incendie du Reichstag, victime des historiens non objectifs ou pas assez renseignés. En vérité, l’élite qui monta de toutes pièces ces deux coups d’État entreprendra par la suite d’autres machinations, d’autres provocations, persuadée qu’Hitler n’aura jamais à rendre compte de ses mensonges raffinés, adaptés aux différentes situations, mensonges indispensables au discrédit des ennemis et à la fanatisation des masses.

Certains historiens ont tendancieusement présenté les SA comme une bande de délinquants ayant toujours agi pour leur propre compte et contre les intentions d’Hitler lui-même. Une fois au pouvoir, Hitler aurait décidé de se débarrasser de ces assassins, intrus dans les rangs du parti, comme c’était son droit, voire son devoir. Hindenburg lui-même a accepté cette interprétation : or, c’est une falsification de l’Histoire, puisque Hitler a toujours favorisé les SA, il a toujours approuvé leurs attaques barbares, et il a même envoyé des télégrammes de félicitations aux assassins comme le prouve l’affaire de Potemka en 1932, lorsque les SA tuèrent un Polonais dans son propre appartement et en présence de sa mère. Von Papen, lui-même, a écrit à la main et en français à l’auteur de ce livre, le 2 avril 1967 : «Très peu de monde a connu et pouvait connaître les méfaits de cette clique, arrivée au pouvoir… » Ces mots, l’ancien chancelier du Reich les écrit pour se désolidariser de tous ceux qui prétendaient qu’il fut le

témoin de la non-culpabilité d’Hitler dans l’incendie du Reichstag. Encore en 1936, le parti nazi édita un guide de Berlin dans lequel tous les lieux des bagarres se voyaient élevés en « sanctuaires », qu’il fallait visiter afin de rendre ainsi hommage aux Strassenkämpfer (combattants de rues), dans lesquels Hitler vit toujours le seul instrument d’intimidation des adversaires, permettant de liquider les ennemis de différentes couleurs par l’utilisation de méthodes violentes.

On comprendra mieux cette interprétation si on développe ici la chronologie sommaire de la transformation de l’État, à partir de la prise du pouvoir jusqu’à l’introduction du service militaire obligatoire, le 16 mars 1936.

Dès le 21 mars 1934, un événement extraordinaire se produisit à Berlin, une provocation qui indique comment Hitler préparait le peuple allemand et l’opinion internationale à la nécessité du «nettoyage général » dans le pays, sous le prétexte d’un complot tramé par des pays étrangers avec l’ennemi intérieur. Ce jour-là, Göring se rendit à la manifestation inaugurale de la «bataille pour la construction de l’Autobahn ». Une bombe éclata peu après son passage Unter den Linden. On arrêta l’antifasciste Erwin Schulze, peintre en bâtiment, à qui les commissaires de police reprochèrent d’avoir jeté l’engin explosif avec la complicité d’officiers de la Reichswehr et des services secrets français. On exerça des pressions extraordinaires sur le prétendu terroriste : aveu selon les désirs du gouvernement ou liquidation physique pendant l’instruction policière. La police disposait de « témoins » et venait de persuader les membres de la famille de Schulze qu’eux aussi, et cela dans l’intérêt du pays et surtout de l’accusé, devraient confirmer les « faits ». S’il « avouait », Schulze ne serait condamné qu’à dix ans de réclusion, mais libéré avant terme. Le procès, monstre, de l’affaire fut ouvert dès le mois de mai. À l’étonnement de tous les juges et policiers présents, Schulze déclara résolument: « Je ne l’ai pas fait ! » L’accusé innocent se vit soudain reprocher de tenter de saboter le procès et de vouloir rendre ainsi un grand service aux ennemis du Reich. Schulze finit par « reconnaître » le forfait et obtint dix ans de prison, comme promis. Après la guerre, Erwin Schulze entama un procès en révision qui établit son innocence. Les documents trouvés dans les archives officielles et chez la famille démontraient que Schulze avait été manipulé par un SA du nom d’Anton Gut. Cet agent de la section SD à Berlin avait déjà tenté d’attirer sa victime dans la provocation de l’incendie du Reichstag. Mais ni Schulze ni un de ses amis, le maçon Paul Bienge, ne s’étaient laissé piéger comme ce fut le cas de Van der

Lubbe. Schulze expliqua après la guerre que la police lui avait suggéré de dénoncer de hauts officiers de la Reichswehr, amis du chancelier von Schleicher, pour avoir préparé l'assassinat de Göring. Afin de compromettre Paris, on lui proposa de choisir un défenseur qui était, en même temps, avocat de l'ambassade de France. Les provocateurs SS incitèrent également des SA mécontents à provoquer des troubles, le 1er mai, dans plusieurs villes, en exigeant la «seconde révolution ».

Il est donc impossible de comprendre pourquoi Hitler mit en scène l'opération de la Nuit des longs couteaux sans connaître les dessous de la provocation tramée autour d'Erwin Schulze. Par la suite, il entra dans l'histoire contemporaine comme Granatenschulze. On ne saurait établir de constatations valables sans traiter l'affaire des « protestations » de la part des SA, ourdies, en réalité, par l'unité spéciale du SD agissant sous les ordres d'Heydrich. À ce moment-là, le SD possédait déjà des Aussenstellen (sections extérieures) dans l'Allemagne tout entière. En effet, la provocation dirigée contre l'ambassadeur de France corroborait le caractère international qu'on désirait accorder au « complot » de Schleicher, Klausener, Strasser et Röhm.

Ce fut donc surtout le souci de prévenir d'éventuelles campagnes antinazies dans le monde, comme celle qui suivit l'incendie du Reichstag, condition préalable pour préparer l'opinion à une intervention militaire contre le réarmement allemand, qui décida Hitler à monter de toutes pièces le «complot» des SA, traîtrise financée par l'étranger. Du même coup, il se débarrassait de ses compagnons « détenteurs de secrets du parti » très gênants, surtout quant au passé du Führer lui-même, à ses intrigues (l'incendie du Reichstag), et à ses visées expansionnistes. Au sujet du 30 juin, les services secrets d'Heydrich répandirent des « indiscrétions » sur les extrémistes et les aventuriers désireux de bouleverser l'ordre social, si nécessaire même avec les marxistes, et de provoquer ainsi des complications imprévues avec les puissances voisines. Hitler dira plus tard que le complot de Röhm était tombé à pic pour lui, car l'Angleterre préférait la Reichswehr, gardienne de l'ordre en Allemagne, aux extrémistes SA, susceptibles de déclencher des événements incontrôlables.

Si l'on observe ce qui se passait à l'étranger en connexion avec le IIIe Reich, on constate à l'évidence que ce fut pour des raisons de politique étrangère qu'Hitler décida d'organiser «l'orgie de sang» du 30 juin 1934, selon les méthodes en usage chez les condottieri florentins. N'est-il pas extraordinaire qu'Hitler, avant l'accomplissement de son coup de force, se rende à un entretien avec Mussolini le 14 juin, à Venise, dans le dessein de le préparer aux mesures

prévues pour la consolidation de son pouvoir et afin d'établir des rapports confiants avec l'Italie. Mais, dans un laps de temps de trois mois et dix jours, le monde fut bouleversé par trois événements: le bain de sang du 30 juin 1934, le coup d'État manqué à Vienne, le 25 juillet, accompagné du meurtre du chancelier Dollfuss ; et, enfin, l'assassinat de Louis Barthou et du roi Alexandre à Marseille, le 9 novembre 1934.

Dans cette situation tendue, Hitler, devenu le chef d'État du IIIe Reich, se servit du prétexte de devoir défendre l'Allemagne contre les complots de l'extérieur et de l'intérieur et décida dès le 16 mars 1935 d'abolir les restrictions imposées au Reich par le traité de Versailles et selon lesquelles il n'avait droit qu'à cent mille soldats.

Sans ces provocations, ces attentats, Hitler n'aurait pu tripler ou quadrupler si vite son contingent militaire, sans que les puissances étrangères ne se soient ouvertement opposées à ses intentions.

Donc, en juin 1934, il n'existait pas de danger de gauche au sein du parti. Les «meilleures têtes » des SA étaient passées du côté SS ; Hitler supprima les subsides pour les SA, en concluant un accord avec la Reichswehr sur le réarmement et les buts à atteindre, soit d'abord une armée de trois cent mille soldats. Ce fut la grande chance offerte à tous les SA désireux de devenir officiers ou sous-officiers. De plus, Hitler disposait de la police, de la justice, de la presse, de la radio et du soutien de l'industrie. Il ne lui était pas nécessaire d'écraser le conglomérat des quatre cent mille miliciens, mais seulement de supprimer une centaine de personnes de différents milieux qui en savaient trop sur son passé, ses manigances, ses buts, et qui se tenaient prêts – en cas de décès du président Hindenburg – à s'associer non à la gauche mais plutôt aux conservateurs, parmi la noblesse et les alliés politiques d'Hitler, qui préféraient à la tête de l'État un « conseil de régents » nommé par Hindenburg plutôt que de voir Hitler devenir le nouveau César absolu[n]. Cette purge paraissait à Hitler et à son entourage une action des plus urgentes étant donné l'état de santé d'Hindenburg (il mourut le 2 août 1934), et le fait que la diplomatie allemande regardait avec inquiétude l'encerclement du Reich mené par Louis Barthou qui préparait une alliance franco-soviétique et un renforcement des liens entre la France et la Petite Entente, avec le soutien de l'Angleterre et de l'URSS. Autres préoccupations pour la Wilhelmstrasse : le chancelier autrichien Dollfuss s'opposait à toute idée d'une collaboration avec le IIIe Reich et cherchait à renforcer ses liens avec Mussolini, le Duce de l'Italie fasciste. Barthou, lui-même, était décidé à associer l'Italie à la politique du *statu quo*. Les cercles «

réactionnaires », ainsi qu'Hitler appelait les adhérents aux vues du général von Schleicher, ancien chancelier, les intellectuels chrétiens autour d'Erich Klausener, président de l'Action catholique, le groupe des nationaux-socialistes proche des frères Strasser et la poignée des fidèles de Röhm représentaient, tous ensemble, une équipe de rechange pour le cas où la politique de Barthou commencerait à porter ses fruits sur la scène internationale. Or, les « réactionnaires » – Schleicher, Klausener et même le vice-chancelier Papen –, mécontents de l'évolution intérieure et extérieure, ne pouvaient envisager un changement sans l'appui d'une partie de la clientèle nazie, les mécontents. Hitler observait ce développement depuis plusieurs mois. Le moment était venu, avant la mort d'Hindenburg, de nettoyer cet abcès, d'autant plus que son plan prévoyait un coup d'État en Autriche et, par la suite, une opération contre les conceptions de Louis Barthou. En effet, la Yougoslavie, pays multinational avec ses émigrés en Allemagne, en Italie et en Hongrie, ouvrait beaucoup de possibilités d'une «action directe » contre l'encerclement… Mais, pour une telle politique, il fallait libérer le champ de manœuvres de toutes les intrigues potentielles fomentables par les adversaires intérieurs et susceptibles d'exploitation par la presse mondiale. Les subalternes ne pouvaient pousser Hitler dans une telle aventure par une décision précipitée. Les services d'Heydrich, de Göring et de Rosenberg auscultaient la situation internationale. Dès le 8 juin, Rosenberg et Hitler discutaient du danger de l'action diplomatique de Louis Barthou. Et les connaisseurs de l'affaire ne furent pas surpris qu'Heydrich et Himmler aient monté une provocation contre l'ambassadeur de France André François-Poncet avant le bain de sang, afin de prouver que la France comptait parmi les instigateurs du « putsch de Röhm ».

Il est évident qu'un travail des services secrets d'une telle ampleur ne pouvait s'accomplir *ad hoc*, bien au contraire, il exigeait une élaboration minutieuse dans sa préparation, son exécution et son exploitation.

Hitler se trouvait l'obligé de Röhm quant aux services rendus par celui-ci au début de sa «carrière politique ». De plus, Röhm s'entendait à l'entraînement et à la discipline militaires. Il fallait enfin profiter de ce capitaine de carrière aux relations multiples dans les cercles de la Reichswehr, prêt à lui livrer des hommes afin de renforcer le Grenzschutz (la défense des frontières), surtout le long de la Pologne, un moyen simple pour récolter des subsides à partir des fonds secrets de l'armée. Les contacts avec la Reichswehr et le partage des subventions provoquèrent de violentes disputes comme ce fut le cas en 1931 avec le capitaine Walter Stennes à Berlin. Röhm comme Hitler, tous deux des vaniteux, pouvaient bien collaborer jusqu'à la prise du pouvoir. Les troubles

dans les rues, provoqués par les SA, favorisaient la polarisation: communisme ou national-socialisme. Mais, une fois Hitler devenu chancelier, il ne pensa plus un seul instant à promouvoir Röhm aux plus hautes fonctions de l'armée. Et cela d'autant plus qu'il savait Röhm homosexuel, entouré d'une multitude d'amis attirés par les jeunes hommes. Lors des batailles de rues, il suffisait d'organiser des agressions, mais, une fois au pouvoir, Hitler comptait sur la Reichswehr, l'industrie, la justice, l'administration.

En même temps, grandissait l'appétit des SA, desperados sans profession. Les bagarreurs compromis voulaient être incorporés dans la police, dans l'armée, dans des ressorts qu'Hitler, avec Frick, Himmler et Heydrich, voulait réserver à une certaine élite de la société nazie d'origine noble ou issue des familles aux noms connus. Les SA étaient juste bons à défiler et à servir de figurants aux festivités, ainsi qu'à porter les pancartes – «N'achetez pas chez les Juifs ! » – pendant les journées de boycottage, comme le 1er avril 1933.

Trois responsables s'occupaient de la forme et du rythme du réarmement ou, mieux, de la mobilisation de la jeunesse et des nouveaux cadres de l'armée. Il s'agissait d'un secrétaire d'État, le général Walter Reichenau, avec son expert des cadres, le général Kurt Liebmann, qui collaboraient intimement avec Himmler et sa main droite Heydrich contre les SA. Le quatrième ou le cinquième homme – si l'on compte Heydrich – pour le recrutement des contingents supplémentaires était Konstantin Hierl, expert en stratégie à qui Hitler confia la préparation sur le plan de l'organisation de l'Arbeitsdienst. Dans toutes ces activités, les hommes de Röhm ne furent guère consultés. Et cela d'autant plus qu'Himmler et Heydrich songeaient, avant la prise du pouvoir, à doter la «garde de la nation », les SS, d'une armée à part de la Reichswehr.

Dès le 17 mai 1933, Hitler ordonna que toutes les formations paramilitaires, SA, SS et Stahlhelm, fussent subordonnées au ministère de l'Intérieur où le manitou des SS, Daluege, supervisait déjà la police du maintien de l'ordre. Röhm désirait conserver ses compagnies et demandait des officiers de la Reichswehr qui serviraient dans ses rangs comme « conseillers », mais le général responsable du recrutement supplémentaire, Liebmann, en accord avec Himmler, s'opposa aux désirs du chef SA. Hierl, pour sa part, poussait à la formation des bataillons de l'Arbeitsdienst. Liebmann, devenu commandant de l'Académie militaire, et Hierl, responsable de l'Arbeitsdienst, mirent au point en commun avec Himmler et Heydrich un plan permettant de tourner les clauses du traité de Versailles interdisant à l'Allemagne de dépasser son contingent de cent mille soldats.

Ainsi, le 28 février 1934, anniversaire du coup d'État, concrétisé par la signature du décret-loi d'Hindenburg, Röhm fut obligé d'accepter la « proposition » d'Himmler et de Reichenau quant à la délimitation des compétences des SA: pour le recrutement supplémentaire, les SA seraient entraînés par la Reichswehr où il est institué un Centre supérieur d'entraînement. Le SA Heinrich Bennecke et le SS Friedrich Krüger en devenaient les responsables. Le lendemain de cette proposition, le 1er mars, Hitler ordonna l'enrôlement dans la Reichswehr des SA aptes au service armé. Après la soumission de la sûreté aux ordres d'Himmler (20 avril 1934), les SA se trouvaient sous le contrôle de la police et de l'armée. Le plan envisageant le service militaire obligatoire ne tenait pas compte des formations SA. Au contraire, ses éléments qui se considéraient dupés, tel Röhm, et qui cherchaient des contacts avec l'opposition conservatrice, étaient déjà condamnés à l'écrasement. Et cela d'autant plus que la situation internationale l'imposait. Hitler n'avait plus besoin de bagarreurs de rues, mais d'une armée moderne et puissante capable d'imposer sa volonté à ses voisins. Afin d'encourager les généraux, ce qui n'était pas difficile, étant donné leur opposition au traité de Versailles, Hitler leur promit que la Reichswehr demeurerait la seule formation armée du IIIe Reich. Le 4 juin 1934, le Führer chargea son adjoint Rudolf Hess d'ordonner à tous les services de l'État de se mettre à la disposition de la sûreté qui détenait dorénavant le monopole exclusif des services secrets.

Heydrich obtint le pouvoir de mettre sur pied des détachements spéciaux au service de la Sûreté, les Politische Bereitschaften, des compagnies de SS armés et casernés. Ces préparatifs entamaient l'agonie des opposants SA et de tous ceux qui comptaient sur eux. Leur glas sonna le 30 juin 1934. Rien d'étonnant à ce qu'Heydrich, dans son cynisme, mit l'opération des « Longs couteaux » sous le nom de code symbolique « Grand-mère décédée ». Le même mot d'ordre sera utilisé par Heydrich pour l'opération « Tannenberg » à Gleiwitz, lorsque les coups de revolver tirés sur de faux assaillants polonais annoncèrent la mort de l'Entente, de la vieille dame de Versailles. Erreur car, trois jours plus tard, l'opposition de Londres et de Paris se manifesta, et la coalition mondiale contre Hitler commença à se former.

Après l'écrasement des SA, l'armée des SS continua à croître. La Leibstandarte, «l'étendard du Führer », sa garde personnelle, un contingent SS armé, vit bientôt surgir à ses côtés les unités Totenkopf, « tête de mort », assurant la garde des camps de concentration, et, à la fin de 1934, les Politische Bereitschaften furent transformées en Verfügungstruppen. Le 16 mars 1935, le service militaire obligatoire est instauré. Ce fut un chemin bien préparé, jalonné

de provocations grand style, nous tenons à les énumérer encore une fois : le massacre du 30 juin 1934, le putsch manqué de Vienne, l'attentat de Munich, la provocation contre la Tchécoslovaquie avec l'assassinat de Rudolf Formis, la provocation contre la France et la Suisse par l'enlèvement de l'émigré allemand Berthold Jacob Salomon qui, vivant à Strasbourg, est attiré dans un piège à Bâle, enlevé par les agents d'Heydrich et transporté à Berlin.

Avant l'introduction du service militaire obligatoire, Himmler et Heydrich obtenaient gain de cause dans la Reichswehr, et cela par la nomination de Wilhelm Canaris au poste de chef de l'Abwehr.

Donc, parallèlement au renforcement de la collaboration de la Reichswehr et des SS, le rôle des SA a subi une dégradation systématique. S'il s'était vraiment agi d'un complot, il aurait suffi à Hitler d'arrêter les meneurs, de les traduire devant un tribunal militaire et de les faire exécuter. Mais la dramaturgie du spectacle avec l'intervention personnelle du Führer résulte d'un calcul et d'une préparation soigneuse : il fallait démontrer qu'il était, encore une fois, le sauveur du pays, comme lors de la nuit de l'incendie du Reichstag. Et même Hindenburg lui en fut reconnaissant, le félicitant par télégramme.

Mais ce n'est là que l'arrière-plan. Les dessous de l'affaire Röhm ne révèlent qu'un aspect partiel de l'activité d'Heydrich qui, grâce à son service, exerce un contrôle complet sur l'appareil policier et celui des cadres. Ce superpolicier rêve d'une indépendance absolue. Sous aucun prétexte, il ne se contentera d'apporter de l'eau au moulin des puissants du IIIe Reich. Il les connaît tous, il sait quel rang ils occupent dans les jugements du Führer. Il n'ignore aucune de leurs faiblesses, et la Nuit des longs couteaux a montré à chacun d'eux ce qui les attend s'ils osent dévier de la ligne du parti.

Depuis le jour lointain où Hitler s'est hissé à la tête du parti, il ne connaît que deux objectifs: l'anéantissement de l'Union soviétique, condition préalable de la conquête d'un nouvel espace vital, et l'extermination physique des Juifs. Röhm, Rosenberg, Göring, Hess, Himmler, Frank puis, plus tard, Goebbels et Ribbentrop ont juré au Führer de suivre cette ligne jusqu'à ses conséquences les plus extrêmes. Les autres grands personnages du national-socialisme, par exemple Bormann, se consacrent, eux aussi, corps et âme à ces buts secrets. Il faut encore quatre ou cinq ans pour que ces deux gigantesques projets commencent à se réaliser. Cela, personne d'autre qu'eux ne le sait. La guerre dont on dresse les plans sera une guerre éclair, sur un seul front, qui s'achèvera par une victoire rapide et définitive. Mais cela, le Führer ne peut l'atteindre seul. Il lui faut l'aide de l'Angleterre et de l'Italie, il a besoin d'un service secret qui

soit un instrument solide, afin de mener sa politique intérieure et étrangère dans l’esprit de ses deux desseins.

Les fonctionnaires weimariens du service des Affaires étrangères et les officiers de la Reichswehr créée par Weimar constituent pour Hitler un élément important de sa manœuvre de camouflage : personne d’autre qu’eux ne peut mieux gagner la confiance des militaires anglais.

Les diplomates, avec à leur tête Konstantin von Neurath, seront d’accord avec toutes les propositions et les notes pacifiques du Führer et les utiliseront selon leurs habitudes diplomatiques. Chacun d’eux est d’ailleurs un adversaire du « diktat de Versailles » et des conséquences qui en résultent pour l’Allemagne.

La Reichswehr, que commande le général Werner von Blomberg, assurera la formation des divisions indispensables pour exercer des pressions d’ordre politique ou procéder à une guerre éclair, suivant les exigences du moment.

Hjalmar Schacht, ministre des Finances, et ses experts viennent de commencer à financer la production des armes et l’équipement de la Reichswehr.

Heydrich, le chien courant d’Hitler, a flairé depuis longtemps que Neurath, Blomberg et Schacht ne sont que des pièces sur un énorme échiquier, avec lesquelles le Führer ne jouera qu’un nombre limité de coups, avant de les remplacer par d’autres. À aucun moment, il n’a confié à ses ministres ses désirs les plus secrets, mais Heydrich possède la faculté d’utiliser habilement le monopole qu’il s’est créé sur tous les moyens possibles d’information. Il sait aussi qu’il est interdit à la Reichswehr de participer à la politique.

Le 2 août 1934, le président du Reich, von Hindenburg, meurt. Son successeur : le « Führer et chancelier du Reich » Adolf Hitler. La Reichswehr lui jure fidélité.

Himmler et Heydrich surveillent personnellement les préparatifs des funérailles du président et parviennent ainsi à transformer la cérémonie nationale au mausolée de Tannenberg en une magnifique parade funèbre, dans le style du IIIe Reich. Des photos montrent les deux hommes près du monument, au cours d’un voyage d’inspection.

Le Führer et chancelier a promis à la Reichswehr qu’elle demeurera la seule force armée du Reich. Cependant, il n’abandonne pas l’idée de créer en plus quelques divisions SS qui porteront d’abord le nom de troupes«àla disposition », mais qui évolueront pour devenir les célèbres Waffen SS. Celles-ci seront distinctes d’une Reichswehr dépolitisée et constitueront la force de frappe

stratégique du Führer : son armée politique, au service d'une conception du monde, l'appareil d'exécution militaire de tâches idéologiques. Pour y parvenir, il faut employer le virtuose en intrigues, le superpolicier éprouvé. En cas de guerre, il ne faudra jamais plus que l'armée, comme en 1918, abandonne la cause du chef suprême (alors le Kaiser) pour se mettre à la disposition de certains politiciens. Et Hitler n'ignore pas à qui il peut faire confiance. C'est l'estime du Führer qui constitue la puissance d'Heydrich parmi les chefs du national-socialisme.

Quand la Nuit des longs couteaux prend fin et qu'Hitler examine avec satisfaction le résultat des événements du 30 juin 1934, c'est-à-dire le nettoyage du Reich de presque tous ses adversaires intérieurs, l'autorité d'Heydrich au sein du parti national-socialiste s'accroît de façon significative. Jusqu'alors, personne n'imaginait que, sous cet uniforme noir taillé sur mesure, veillait un assassin d'une cruauté glaciale; seuls les plus intimes de ses collaborateurs connaissaient l'esprit de décision impitoyable de ce régisseur de la Saint-Barthélemy des chemises brunes. Eux seuls savaient que le meurtre de l'ancien chancelier du Reich, le général von Schleicher, et de sa femme était dû à Heydrich, qui, également, mit dans les mains du SS Kurt Gildisch les armes destinées à abattre, en simulant un suicide, le Dr Erich Klausener. Et quand, enfin, le bruit courut et se confirma que Gregor Strasser avait, lui aussi, choisi de «mourir librement», aucun membre des hautes sphères du parti n'en douta un instant: la manipulation de ce nouveau suicide tenait à deux hommes: Himmler et Heydrich. Le frère de la victime, Otto Strasser, l'apprit alors, et, réfugié en Tchécoslovaquie, il constitua une opposition contre Hitler sous le nom de Front noir ou la Révolution allemande.

La grande leçon : plus de procès !

Heydrich regretta particulièrement que le communiste Willi Münzenberg ait réussi à lui échapper et à quitter l'Allemagne peu après l'incendie du Reichstag. D'autant que le «juif communiste » émigré en France entreprit une campagne contre les atrocités nazies et publia contre Hitler *Le Livre brun* qui, toutefois, ne visait pas personnellement le chef des services secrets. En effet, les émigrés, commettant là une erreur, désignèrent les SA comme responsables de l'incendie, alors qu'Heydrich et Daluege en furent les véritables metteurs en scène.

Quand Heydrich se fut bien rendu compte des buts du Führer et de leur ordre de succession dans le temps, il sut tout de suite que chaque bond en avant devrait s'accompagner d'une nouvelle provocation. Désormais, la responsabilité d'aucun « intermédiaire » ou « délinquant sur ordre » ne serait plus en cause.

Seul le peuple allemand devrait désormais juger de ces événements d'importance mondiale et des vastes entreprises du Führer, ce qui signifiait qu'il fallait encore renforcer la propagande dirigée par l'État et préparée dans le chaudron de sorcières du service de la sûreté. C'est-à-dire par son tout-puissant esprit lui-même. Heydrich avait appris chez Machiavel que le peuple doit à la fois aimer et craindre son maître. Or, on ne peut y arriver qu'en organisant des séries d'actions qui sortent de l'ordinaire. Le souverain doit prêcher la paix et l'amitié; s'il manque à sa parole, il lui reste toujours la possibilité d'en donner une justification éclatante. La seule chose qui importe est que le potentat soit capable de « bien jouer à tout moment son rôle »… « Le plus heureux est celui qui s'entend à se revêtir habilement de la peau du renard… » «... Celui qui veut tromper trouve toujours des gens faciles à tromper…[o] »

Heydrich sait qu'Hitler a truffé *Mein Kampf* de nombreuses conceptions machiavéliques, et il est décidé à transformer les petites entreprises des condottieri italiens en une série d'opérations gigantesques. Assurer la sécurité du Führer, cela veut dire : garantir la pérennité de son œuvre. Rien n'est plus glorieux que protéger : *Nihil gloriosum nisi tutum*. Le Führer ne doit commettre que des actes populaires; sa «peau de renard », ce seront les mouchards d'Heydrich, qui agiront, invisibles mais vigilants. La masse du peuple ne se rendra jamais compte qu'elle est bernée par ce service de la sûreté, dont elle sera sans cesse la victime. Les actes les plus atroces demeureront ignorés du commun des mortels.

5

L’histoire mondiale sort de la chambre noire

Une fois le rideau abaissé sur le dernier acte du « signal » (l’incendie du Reichstag), le chef de la sûreté se penche déjà sur de nouvelles tâches : la composition et l’état d’esprit du corps des officiers, l’organisation des Waffen SS, c’est-à-dire d’unités combattantes d’élite doublant l’armée régulière, la refonte du service des renseignements et les thèmes essentiels de politique étrangère étroitement liés à ce programme. Hitler attend l’occasion favorable, après la destruction de la « gauche » du mouvement national-socialiste, pour parvenir à un accord avec l’Angleterre, afin d’écraser l’ennemi extérieur le moment venu.

Fin 1934, Heydrich se rend compte que le Führer remet la direction des problèmes de politique étrangère à un nombre de plus en plus croissant d’hommes de confiance, et qu’il ne tardera pas, une fois les rôles distribués, à commencer le grand jeu. Von Neurath occupe toujours le poste de chef officiel de la diplomatie, mais il n’échappe à personne qu’Alfred Rosenberg, directeur du département de la Politique étrangère du parti, a son mot à dire sur tous les mouvements des pièces de ce jeu d’échecs. L’émigrant russe n’omet jamais de demander conseil à Heydrich quand il s’agit de son objectif principal, la stratégie politique à suivre pour écraser l’Union soviétique, car le chef de l’armée de mouchards SS vient de mettre sur pied l’appareil nécessaire à la surveillance des divers groupes antisémites et anticommunistes. Son domaine comporte également des relations étroites entre ses services et le chargé d’affaires des questions de politique étrangère, Joachim von Ribbentrop, dont le centre de gravité de la mission se trouve dans les relations amicales que le IIIe Reich entretient avec la Grande-Bretagne. Ce représentant en « champagne » allemand et son bureau ne connaissent qu’un seul mot d’ordre désormais : l’Allemagne n’a pas besoin de colonies ; l’Allemagne ne veut aucune situation prédominante sur les mers du globe. Ce qu’il lui faut, c’est une armée forte capable d’écarter le danger soviétique qui, par l’intermédiaire de la Tchécoslovaquie, cette tentacule moscovite dirigée contre l’Allemagne, devient pressant.

Goebbels, ministre de la Propagande, s’intéresse lui aussi à la politique étrangère. Dans la conception nazie, la conjuration juive mondiale influence tous les moyens de communication. Pour se défendre contre ses provocations, il faut recourir à la guerre psychologique. Dans son ministère, une équipe particulière analyse les organes de la presse étrangère, les films et les émissions radiophoniques, en vue d’organiser la contre-offensive indispensable.

Göring, qui se considère comme un excellent expert militaire, s’attaque déjà à la résurrection d’une aviation allemande. Lui aussi déploie une activité considérable en matière de politique étrangère. Son attention se porte particulièrement sur les faits et gestes des attachés militaires à Berlin, et il touche également de près les attachés militaires allemands dans les capitales étrangères. C’est un véritable réseau d’espionnage qui se constitue ainsi, et qui se verra attribuer une importance spéciale en raison du rôle décisif que doit jouer la Luftwaffe dans le prochain conflit. Son service d’écoute surveillera d’abord les diplomates accrédités à Berlin, et, grâce aux informations ainsi recueillies, il lui sera possible de fournir de faux renseignements et de les tromper sur l’état véritable du réarmement allemand. Cette centrale d’espionnage de Göring portera le nom officiel de département de Recherche.

Un autre groupement attire l’attention d’Heydrich : l’organisation à l’étranger du parti national-socialiste, dirigé par Ernst Bohle. Berlin désire que ces citoyens allemands de l’étranger et les minorités allemandes dans les divers pays soient, eux aussi, enrôlés et prennent activement part à la politique du IIIe Reich. Entre-temps, l’intérêt spécial du Führer se porte sur le centre du contre-espionnage militaire, l’Abwehr, qui dépend toujours de von Blomberg, ministre de la Reichswehr à la souplesse relative, et il décide qu’au plus tard à la fin de l’année 1934 un changement de commandement devra avoir lieu. Heydrich, bien entendu, connaît aussi cette intention du Führer. Pour lui, le nouveau chef du service ne pourra être qu’un expert militaire dont la fidélité au dirigeant suprême soit indiscutable : le capitaine de vaisseau en retraite Wilhelm Canaris. Évidemment, cette attribution ne se fait pas sans produire certaines frictions car le corps des officiers ne supporte pas l’ingérence d’éléments étrangers dans son domaine propre. En plus, le gouvernement national-socialiste vient de lancer le mot d’ordre : dépolitisation de la Reichswehr ! Ce qui signifie une diminution de l’influence de l’état-major dans le secteur des renseignements qui sera toutefois compensée par l’introduction du service militaire obligatoire et la multiplication par cinq des forces militaires permises par le traité de Versailles. Mais von Blomberg, ministre de la Reichswehr, insiste sur le maintien du chef de l’Abwehr, l’amiral Patzig. Heydrich, ingénieux comme toujours, connaît déjà le

remède. Aussitôt après l'introduction du service militaire obligatoire et la conclusion d'un traité avec l'Angleterre sur l'importance respective des deux flottes, von Blomberg sera promu maréchal, sans qu'il sache qu'il ne jouira d'un avancement que provisoire, car Hitler, du jour au lendemain, peut renverser de son socle n'importe qui, fût-il du rang le plus élevé, un fait témoigné par les exemples d'Ernst Röhm et de Gregor Strasser.

Mais Heydrich, bien entendu, ne manque pas de motifs pour démettre l'amiral Patzig de son poste. N'a-t-il pas, en tant que chef de l'Abwehr, envoyé quelques avions de reconnaissance au-dessus de la Pologne, alors que le gouvernement allemand fait tout ce qu'il peut pour maintenir de bonnes relations avec Varsovie ? (Le 26 janvier 1934, le IIIe Reich et la Pologne ont signé un pacte de non-agression.) La ruse ne manque pas son but : Patzig quitte son poste, convaincu que son concurrent du service de la sûreté a agi pour des motifs purement personnels, profitant de cette opération de reconnaissance au-dessus du territoire polonais. Mais, en vérité, Heydrich et son ancien professeur et ami Wilhelm Canaris se sont depuis longtemps mis d'accord : le patron de l'Abwehr ne saurait être que Canaris lui-même !

Reste à résoudre le « problème britannique », c'est-à-dire faire accepter à l'Angleterre la grande politique du Führer : l'Allemagne reconnaît la Grande-Bretagne comme le bastion le plus puissant de la culture occidentale, c'est pour cela que le Reich se contentera d'une flotte dont le tonnage atteindra un tiers seulement de celui de la flotte britannique. Représentant et interprète de cette politique nouvelle à l'égard du voisin d'outre-Manche, fondement de la guerre future : le chargé d'affaires pour la politique étrangère, Joachim von Ribbentrop. Hitler espère la signature du traité naval pour le courant de l'année 1935.

Ce projet, comme tous les autres, incite Heydrich à coordonner, dès la fin de 1934, les divers services secrets du IIIe Reich. En même temps, il surveille ce qu'il appelle «les engagements directs du service de la sûreté » dans les mouvements nationaux en Autriche, Hongrie, Italie, France et Tchécoslovaquie. Tous les problèmes de nationalités, la formation des gouvernements et les tendances révisionnistes qui se manifestent en Europe concernent directement la politique étrangère allemande. Himmler et Heydrich estiment que l'Angleterre et la France soutenant leurs alliés en Europe de l'Est, ce qui nuit nécessairement au Reich, l'Allemagne doit, de son côté, s'appuyer sur les amis qu'elle y compte. Le chef de la sûreté dispose déjà de l'appareil nécessaire, la force de frappe, que représentent dans plusieurs pays des groupes antisémites et nazis.

Ces cliques nazies se développent surtout en Autriche et en Tchécoslovaquie.

Mais des tendances semblables se manifestent également, depuis peu de temps, en Hongrie, en Yougoslavie, en Belgique, en France et en Hollande.

La brutalité et les méthodes impitoyables du Führer constituent un exemple pour les organisations terroristes de l'étranger. Puisque la suppression radicale des personnalités gênantes s'est révélée payante à l'intérieur du Reich, les stratèges d'Heydrich envisagent d'utiliser ces mêmes méthodes en dehors des frontières. Des forces nationalistes se déclarent prêtes à accomplir des actions préparées et téléguidées par Berlin, sans que soit compromis le crédit dont bénéficie le Reich. La situation internationale se prête justement à ce genre d'incidents. La politique d'Hitler sera chaque fois la grande gagnante. Vers la mi-juillet 1934, Heydrich aurait exposé comme suit la politique du IIIe Reich.

« De même qu'Hitler a réussi à mettre à genoux la bourgeoisie allemande avec moins d'un million d'adhérents au parti, ainsi, avec un million de soldats, nous obligerons les Anglais et les Français à approuver notre politique à l'Est[131]. »

Suivant la même source, Heydrich aurait assisté de ses conseils et de ses subsides le chef de brigade SS autrichien, Albert Rodenbücher, établi à Munich, en vue d'organiser à Vienne le putsch de juillet 1934. Son « bureau » entretenait également des contacts étroits avec les émigrés venus d'autres pays et réfugiés en Allemagne, en Italie et en Hongrie, pour préparer la conquête du pouvoir dans leurs pays respectifs. C'était le cas de l'Organisation intérieure révolutionnaire macédonienne (OIRM), que dirigeait Vantcho Mihailov. Les extrémistes de droite de Croatie, les Oustachis, recevaient l'appui de l'Italie et de la Hongrie. Mais leurs représentants s'installèrent, eux aussi, à Berlin.

Il est invraisemblable que ces groupes de terroristes, qui n'existaient que grâce aux fonds secrets de Berlin, de Rome et de Budapest, aient pu entreprendre des actions d'une portée mondiale sans l'accord de ceux qui subvenaient à leurs besoins, et sans l'assurance de l'appui éventuel de leurs « protecteurs ».

Après le prétendu putsch de Röhm, la position des nazis à Rome ne se révèle pas particulièrement favorable, et leurs chances sont encore moindres en Autriche, dont le chancelier Dollfuss cherche l'amitié de l'Italie.

Le 25 juillet 1934, les nazis autrichiens tentent un coup d'État à Vienne. Dollfuss est assassiné. À Rome, Mussolini se fâche et masse ses divisions sur la frontière autrichienne. On s'efforce de lui prouver que le putsch de Vienne n'est rien d'autre qu'une affaire purement autrichienne. Berlin proteste de son innocence. Heydrich réussit à fournir les arguments nécessaires : les rebelles de

Vienne, bien qu'ils aient jusqu'ici reçu une aide matérielle de l'Allemagne, n'en auraient pas moins agi seuls et sans l'accord d'Hitler et des services compétents allemands. Pour appuyer cette thèse, certains Autrichiens vivant en Allemagne sont jetés en prison. Des procès-verbaux fabriqués gagnent Vienne et Rome par des voies secrètes, et tombent dans les mains des gouvernements autrichien et italien. Hess et Bormann interdisent aux groupes nationaux-socialistes autrichiens toute activité en Allemagne, ce qui n'empêche pas de nommer le Brigadeführer-SS Rodenbücher, homme de confiance du service de la sûreté, responsable de l'aide aux fugitifs autrichiens.

Lorsque l'Autriche sera occupée en 1938, Heydrich continuera à présenter le putsch manqué de 1934 comme une affaire purement autrichienne. Entre-temps, il a rassemblé tout un « matériau documentaire » grâce auquel il pense ouvrir, le moment venu, le procès du chancelier d'Autriche Schuschnigg, le successeur de Dollfuss. En avril 1938, la Commission pour l'étude historique du soulèvement du 25 juillet 1934 en Autriche, présidée par Reinhard Heydrich, visera à remplir un but important: démontrer qu'aucune troupe SS venue d'Allemagne n'a pris part au putsch réprimé, et découvrir les responsables de l'exécution des dix putschistes.

Ajoutons ici une remarque fort instructive: dans un document qui nous est parvenu, un rapport de la direction de la police viennoise, daté du 31 juillet 1934, sur l'exécution des rebelles – dont certains étaient morts en criant: « Je meurs pour l'Allemagne, Heil Hitler ! » – se trouve le paraphe d'Heydrich, « R. H. ». Autre détail éclairant: certains conjurés ont reçu de l'avancement après l'occupation de l'Autriche. Ainsi, Paul Hudi, membre du parti depuis 1920 et homme de confiance d'Heydrich, devenait-il, en 1938, membre du Reichstag et, en 1940, Sturmbahnführer SS (correspondant au grade de commandant dans l'armée régulière).

Selon des recherches entreprises sur les événements de 1934, certains hauts fonctionnaires de la gendarmerie autrichienne entretenaient des contacts avec les putschistes, croyant ainsi s'ouvrir d'éventuelles possibilités. Des indices semblent indiquer que le vice-chancelier Fey lui-même avait entrepris des travaux d'approche envers les conjurés en cas de réussite. Dans tous les services de l'État, les opportunistes se faisaient remarquer.

Rien d'étonnant à ce qu'Heydrich s'efforçât de détruire à temps les documents compromettants des années 1934 et 1935, ce qui permet à certains historiens autrichiens d'affirmer aujourd'hui que les nazis viennois s'étaient lancés dans cette aventure sans qu'Hitler en eût été prévenu[132].

Après l'écrasement de l'insurrection, Heydrich ne se sentit pas particulièrement fier de son opération, car le mouvement hitlérien autrichien pouvait déplorer la mort de cent cinquante-trois de ses membres. Plusieurs furent exécutés, d'autres jetés en prison ou dans des camps de détention. Beaucoup s'enfuirent en Yougoslavie, où la police yougoslave ouvrit pour eux un centre à proximité de Varazdin.

Les putschistes purent y poursuivre leur instruction militaire sous le drapeau à croix gammée ; une fois leur stage terminé, ils partirent tranquillement pour l'Allemagne.

La Nuit des longs couteaux et le putsch manqué de Vienne montrèrent au monde de quoi étaient capables les nouveaux maîtres à Berlin. Non seulement Mussolini et le pape furent mécontents de la disparition du chancelier Dollfuss, mais aussi la France et l'Angleterre. L'indépendance de l'Autriche catholique devint soudain la condition *sine qua non* de l'équilibre des forces en Europe centrale. Le gouvernement Doumergue est décidé, avec l'aide de la Petite Entente, composée de la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie, à créer un système de sécurité allant «de l'Atlantique à l'Oural » qui amènerait l'Italie fasciste dans le camp de la France dont le chef de la diplomatie, Louis Barthou, lutte alors en faveur de la réconciliation entre l'Italie et la Yougoslavie. Barthou ayant fait, au printemps 1934, un voyage à Belgrade, réussit à persuader le roi Alexandre qu'une défense contre l'expansion nazie ne sera possible que par une résistance organisée à temps et avec le soutien bénévole de l'URSS. Après le coup de Vienne et le rapprochement entre Paris et Rome, le roi Alexandre accepte une invitation officielle et démonstrative de Paris. En octobre 1934, un voyage triomphal de Marseille à la capitale conçu par Louis Barthou, l'homme fort, promoteur de la nouvelle alliance, devra manifester la solidarité de la Yougoslavie avec les intentions diplomatiques de la France : préparer entre tous les intéressés une entente cordiale contre la montée militaire du IIIe Reich.

Le *deus ex machina* de Marseille : la « dame blonde »

Au cours de l'été 1934, les problèmes politiques qu'Heydrich doit résoudre prennent soudain une mauvaise tournure. L'écrasement du putsch autrichien met une sourdine provisoire à son despotisme. Le tireur de ficelles des SS prend maintenant conscience qu'il était beaucoup plus facile de mener à bien un coup d'État dans son propre pays en décidant d'« en haut », grâce au monopole du pouvoir, qu'en Autriche où il avait fallu agir d'« en bas », contre le gouvernement légal. L'Italie fasciste a pris peur devant l'action nazie à Vienne. D'après certains témoins, Heydrich mit plusieurs semaines à se remettre de cet

échec. L'Italie, grâce aux efforts de Barthou, se préparait à tourner le dos au Reich d'Hitler.

Le soir du 9 octobre 1934, le cliquetis incessant du télégraphe, les sonneries de téléphone annoncent une nouvelle sensationnelle qui bouleversera la capitale du IIIe Reich : le roi de Yougoslavie, Alexandre et Louis Barthou, le ministre français des Affaires étrangères, ont été assassinés à Marseille à 16 heures.

Ceux qui réussirent à approcher le chef du service secret allemand le lendemain, 10 octobre, se souviendront encore bien plus tard de son air exceptionnellement satisfait et empressé. Sous le choc de la nouvelle, Heydrich déclara avec insistance que le IIIe Reich n'avait rien à voir dans cette affaire ; des premières informations, on pouvait déduire que les meurtriers appartenaient aux révolutionnaires nationaux croates et macédoniens, et il ajouta, s'adressant au président de la police berlinoise, le comte Wolf Helldorf, qu'en tant que membre de la Commission internationale de police criminelle, il travaillait avec la police yougoslave dans un esprit de compréhension[133].

Entre-temps, les agences de presse vont annoncer que le meurtrier, un Macédonien, Velicko Georgijev, en fait Vlada Kerin, a été lynché par la foule, furieuse, sur le lieu même de l'attentat.

Quelques jours plus tard, la police arrête ses complices. Parmi eux, se trouvent les Croates Milan Rajic et Zvonimir Pospisil ainsi que leur compatriote Mijo Kralj, qui devait tirer et lancer une bombe, mais qui, finalement, renonça à exécuter sa mission. Kralj connaît les instigateurs de l'attentat, les Oustachis, mais il ignore les organisateurs.

Or, les Oustachis, surtout soutenus par l'Italie et la Hongrie, viennent de constituer des troupes armées, à Janka-Puszta, en Hongrie, à Fontecchio près d'Arezzo, en Italie. Au début, on affirme que ce double meurtre a été commis avec l'assentiment des autorités italiennes et hongroises, d'autant plus que, depuis longtemps déjà, les deux États appuient les aspirations nationales des cercles séparatistes yougoslaves. Mais, bientôt, cette supposition apparaît insoutenable, car, après le coup de force des nazis à Vienne, ni Benito Mussolini ni le régent hongrois Horthy ne peuvent être intéressés par un complot politique d'une telle envergure. D'ailleurs, les groupes d'Italie et de Hongrie qui assurent la formation de centaines de « terroristes » croates ont été complètement surpris d'apprendre que les Oustachis arrivés à Marseille provenaient de Hongrie, en transitant par l'Italie et par Lausanne, munis de passeports hongrois, qu'ils s'étaient procurés des armes d'origine allemande, des revolvers Walther et

Mauser à Trieste, et qu'ils avaient obtenu, sur le territoire suisse, de faux passeports, cette fois-ci tchécoslovaques, afin de pouvoir voyager vers la Côte d'Azur comme touristes, ressortissants d'un pays ami de la France.

Sans attendre l'enquête criminelle, les milieux gouvernementaux yougoslaves font tout leur possible pour charger Rome et Budapest de la culpabilité de ce double meurtre politique. L'objectif de Belgrade, à peine dissimulé: clouer au pilori devant le monde entier ses deux voisins inamicaux. Il va de soi que Belgrade cherchait par cette accusation à obtenir la suppression, une fois pour toutes, de l'aide morale et matérielle que Rome et Budapest fournissaient aux groupes d'émigrés séparatistes établis en Italie et en Hongrie. Mais ces accusations produisirent un effet immédiat : le gouvernement allemand, tout en condamnant les meurtres de Marseille, n'était pas prêt à soutenir la campagne déclenchée dans le monde entier contre les puissances révisionnistes. Rome, accablée par les accusations provenant de Belgrade et Paris, se vit obligée de se tourner vers Berlin pour y trouver un soutien. Le grand plan de Barthou s'était évaporé dans les polémiques de la presse internationale.

Mais, le chef de la légation yougoslave à Berlin, Zivokin Balugdzic, encouragé discrètement par l'ambassadeur de France, André François-Poncet, protesta auprès de von Neurath, ministre des Affaires étrangères, parce que les émigrés croates demeurèrent libres de leurs mouvements à Munich comme dans la capitale du Reich, alors qu'il existait des indices, qu'un exilé, Mladen Lorkovic, s'y agitait en tant que porte-parole du mouvement oustacha, selon l'un des collaborateurs les plus proches de Pavelic vivant en Italie[p].

Immédiatement après l'attentat, Heydrich procéda à l'arrestation massive de presque tous les partisans des Oustachis en Allemagne. Le chef de la sécurité fit interroger les Oustachis, et leurs déclarations furent consignées dans des procès-verbaux. Évidemment, Berlin ne pouvait agir autrement car les enquêteurs en France venaient de révéler une participation possible de personnes résidant en Allemagne. L'organisateur de l'attentat fut identifié. Il était arrivé à Marseille sous le nom d'Egon Kramer, accompagné de deux hommes et d'une mystérieuse « dame blonde », Maria Vondracek, qui se fit même inscrire à l'hôtel *Nègre-Coste* sur le cours Mirabeau.

Alors que l'on apprenait le séjour de Kramer et de ses compagnons, Georgiev et Kralj, à l'*Hôtel Moderne* d'Aix-en-Provence, la police ne parvint pas à retrouver des traces d'un quatrième terroriste masculin qu'on crut être un homme de liaison, portant le nom significatif de Benes, comme le président de la République tchécoslovaque. Aucune trace de Benes et de la dame blonde.

Selon les rapports, la dame blonde aurait reçu dans son hôtel, le 9 octobre 1934, les deux auteurs de l'attentat, Georgiev et Kralj, leur remettant deux pistolets à chacun, un Mauser et un Walther, ainsi que deux bombes. Aussitôt après, la dame blonde et son prétendu mari, Jan Vondracek, *alias* Peter, disparurent de l'hôtel.

Georgiev et Kralj reprirent l'autobus pour Marseille, avec mission de tuer le roi Alexandre et le ministre Barthou l'après-midi même, pendant la réception solennelle dans le port. En criant «Vive le roi ! », le Macédonien réussit à foncer vers la voiture découverte et blessa le roi, Barthou et le général Georges. Mais Kralj n'osa pas tirer ni faire exploser sa bombe, malgré le plan prévoyant son intervention dans le dessein d'empêcher la poursuite de l'assassin. Du fait de cet élément imprévu, le responsable du service d'ordre, le lieutenant-colonel Piollet, du 14e régiment d'infanterie, réussit, de deux coups de sabre, à assommer le Macédonien qui, une fois par terre, fut lynché par la foule. Le beau plan de la «retraite sûre » ne se réalisa pas. Du lieu de l'attentat, Kralj se rendit à la station d'autobus pour rentrer à son hôtel, avec l'intention de prendre par la suite le train en direction de la Suisse, via Paris et Fontainebleau. Mais cela est une autre histoire que nous ne pouvons traiter en détail dans le cadre de cette biographie d'Heydrich. Ce qui nous intéresse ici, c'est le mystère de la dame blonde, personnage clé de l'opération, qui, selon certaines indications, n'était pas croate mais allemande, comme son prétendu mari, Jan, l'homme qui supervisa l'ensemble de l'entreprise et à qui Eugen Kvaternik fournit les trois Oustachis séjournant en Hongrie et déjà mêlés «avec succès » à d'autres attentats commis en Yougoslavie. Un passé « célèbre » caractérisait, en effet, la vie de Vlada Kerin ou Georgiev.

Les autorités policières yougoslaves révélèrent qu'Eugen Kvaternik – qui, entre autres langues, parlait parfaitement l'allemand – disposait à Munich, Berlin et Paris, d'excellents amis, lesquels l'auraient aidé à accomplir le double meurtre de Marseille. Son père, ancien officier autrichien, manifestait une sympathie particulière pour les nationaux-socialistes allemands. On sait également que Kvaternik et la dame blonde ne parlaient que l'allemand, car le français de la terroriste en jupons était plus qu'insuffisant. L'achat des revolvers effectué à Trieste ne représente qu'une mystification car les Oustachis disposaient d'armes bien avant l'attentat de Marseille. On voulait donc brouiller les pistes. Pour les policiers critiques, il parut incroyable que Kramer (Kvaternik) eût pu, tout seul, accomplir toutes les actions concordantes et nécessaires précédant l'attentat. Un ami de Kvaternik, vivant à Paris, n'a jamais été découvert et aurait été, selon certaines indications, lui aussi, en relation avec les services secrets allemands et

même un confident du mystérieux Jan, « mari » de la dame blonde.

La clé du mystère entourant ce groupe d'assassins repose, naturellement, dans l'identification de la dame blonde. Mais, bien qu'on affirme que cette femme fût une Croate ou une Italienne d'origine slave, car son allemand aurait été marqué d'un accent slave, toutes les pistes convergent vers l'Allemagne. Sans une enquête criminelle menée dans ce pays, il ne sera pas possible de résoudre le problème, car il paraît inconcevable que les organisateurs aient obstinément, aussi bien par le choix des exécutants et de leur itinéraire que par l'achat des armes à Trieste, voulu compromettre la Hongrie et l'Italie. Pavelic, chef des Oustachis, vivant en Italie, ne pouvait que penser à tous ces inconvénients.

Pendant l'instruction policière, le principal enquêteur yougoslave, Vladeta Milicevic, plus tard ministre de l'Intérieur dans le gouvernement exilé à Londres, se refuse à croire que l'attentat ait pu être organisé en Allemagne. Les services secrets yougoslaves croient que derrière la dame blonde se cache un membre des Oustachis, et, derrière son compagnon, Ante Pavelic lui-même, plus tard chef de la Croatie indépendante. Cet entêtement empêchera à jamais l'éclaircissement total de l'affaire et surtout le rapprochement entre la France et l'Italie. Les conséquences de cette ligne de conduite conduiront à un renversement des alliances. La Yougoslavie deviendra une amie du IIIe Reich. Et l'attentat poussera Pierre Laval, qui succède aux Affaires étrangères à Louis Barthou, à abandonner la politique de son prédécesseur qui visait à séparer l'Allemagne hitlérienne de l'Italie fasciste, intéressée à un *statu quo* en Europe centrale. Les conséquences de l'assassinat de Marseille provoqueront le renforcement de l'amitié entre les puissances révisionnistes de l'Europe et, par la suite, encourageront Hitler dans son intention de s'emparer de l'Autriche, de morceler la Tchécoslovaquie, d'attaquer la Pologne et de déclencher ainsi la Seconde Guerre mondiale.

Lors de l'affaire de l'attentat de Marseille et pendant ses suites, Heydrich se montra très habile tacticien. D'une part, il encourage Arturo Bochini, chef de la police secrète italienne, à ne pas se laisser provoquer par la campagne de Paris et de Belgrade. Une enquête menée en Italie et en Hongrie pourrait conclure à une responsabilité des gouvernements hongrois et italien, ce qui créerait une situation psychologique irréparable pour les nations victimes de «l'encerclement franco-soviétique ». En même temps, Heydrich accepte que les enquêteurs de Belgrade et de Paris se rendent à Berlin pour faire des recherches. Heydrich et le gouvernement hitlérien, pour autant que la femme inconnue était, en effet, allemande, aperçoivent leur chance car cette enquête sera justement menée par

Vladeta Milicevic, un anticommuniste farouche qui se montre davantage porté sur la bonne chère et la boisson que sur sa mission policière. À Berlin, Helldorf et Heydrich reçoivent les enquêteurs yougoslaves, dirigés par Milicevic. Pour ces policiers qui haïssent les séparatistes croates, la dame blonde demeure une Croate faisant partie de l'entourage de Pavelic et « soudoyée » par l'Italie. Et à Berlin, on rit sous cape en voyant l'Italie subir toutes les conséquences de l'attentat. Mais, afin de ne pas trahir trop ouvertement cette Schadenfreude, ce plaisir de nuire, Hitler donne au gouvernement yougoslave toutes les assurances qu'il désire à propos de son intégrité territoriale, et Göring se rend en personne à Belgrade pour les funérailles du roi assassiné. Mais les marques de sympathie de l'Allemagne ne s'arrêtent pas là : dans des conversations privées, cet hôte de haut rang promet une amélioration des relations commerciales des deux pays, ainsi que des poursuites rigoureuses contre tous les Oustachis en Allemagne.

Peu après, le chef de la légation yougoslave à Berlin, Balugdzic, chargé de l'enquête avec Milicevic, rencontre le comte Helldorf, président de la police berlinoise. C'est Helldorf qui va chercher en voiture Milicevic, et le conduit directement de l'hôtel *Adlon* à la Prinz-Albrecht Strasse, au quartier général d'Heydrich. Les deux policiers Helldorf et Milicevic se connaissent depuis 1933, à l'occasion du congrès de la Commission internationale de police criminelle à Vienne. Comme tant d'autres Serbes, Milicevic croit que, pour maintenir l'unité de l'État yougoslave, il faut tenter de jouer Hitler contre Mussolini.

Après la guerre, Milicevic ne se rappellera plus le nom de ce grand chef blond du département de la Prinz-Albrecht Strasse, il le décrira comme un monsieur très correct qui portait à l'enquête le plus grand intérêt et qui se serait montré très franc, ajoutera le Serbe, en avouant qu'il aimerait volontiers jouer un petit tour à ses amis italiens. Quand on l'interrogera sur Heydrich, il reconnaîtra tout de suite sur une photo son interlocuteur d'alors : « Naturellement, c'était Heydrich ! Mais vous me comprenez : en aucun cas je ne voulais être mis en relation avec ce tueur de Juifs. De plus, le mal venait de Pavelic. Moi, de toute façon, je n'avais rien à faire avec Heydrich. J'ai conduit mon enquête à Berlin avec le comte Helldorf, lequel, en 1944, a été exécuté comme adversaire d'Hitler lors des événements du 20 juillet 1944. »

En 1947, Milicevic rapportera encore bien des choses intéressantes sur son entretien avec ce monsieur si correct. Par exemple : quand il avait demandé à son hôte de lui permettre d'interroger au moins quelques-uns des terroristes croates arrêtés, ce « monsieur blond » lui avait répondu aimablement, mais fermement, qu'il ne pouvait malheureusement pas satisfaire son désir, car la

procédure administrative allemande n'autorisait un tel interrogatoire que sur décision du procureur général de l'État ou du tribunal compétent.

Le jeune chef du département, dont le comportement militaire impressionne favorablement Milicevic, lui demande ce qui lui fait penser que Kvaternik est l'un des auteurs de l'attentat. En Allemagne, ajoute-t-il, les immigrés demeurent sous la surveillance efficace de la police. Mis en confiance par cet « authentique ami de la Yougoslavie », Milicevic lui parle de la mystérieuse dame blonde qui a distribué aux auteurs de l'attentat des armes de fabrication allemande, et que Kvaternik, qui l'accompagnait, traitait en chef. Les témoins affirment qu'on la sentait formée à l'accomplissement d'une telle mission. En écoutant la description de cette femme énigmatique, Heydrich aurait ironisé : tout le monde pouvait se procurer des armes allemandes pour brouiller les pistes et lancer dès le début les enquêteurs sur une fausse voie : « Quels drôles de terroristes pour employer des femmes ! s'exclame-t-il avec mépris. Tout cela me semble plutôt être un mauvais roman policier ! »

Puis Heydrich met à la disposition du chargé d'enquête yougoslave un certain nombre de «documents précieux». Cette «preuve de confiance» et ce jugement catégorique sur des conjurés qui vont jusqu'à employer des femmes comme agents, persuadent l'invité étranger de la franchise de son vis-à-vis allemand. Après la guerre, Milicevic tiendra encore à son argument selon lequel Heydrich ignorait tout de l'existence de la dame blonde…

Cette femme mystérieuse, la trentaine, attirante, qui possédait un faux passeport tchécoslovaque émis au nom de Maria Vondracek, née à Trieste, parlait, comme nous l'avons déjà dit, avec un accent slave. Des parents de Mijo Kralj affirmèrent après la fondation par l'Allemagne de l'État indépendant de Croatie, qu'Ivan Rajic, l'un des accusés du procès d'Aix-en-Provence (attentat de Marseille), revenu en 1942 à Zagreb, avait déclaré que la mystérieuse dame blonde était en fait une Allemande. Même confidence faite par Rajic à d'autres amis en Croatie[134].

Kralj et Pospisil moururent en prison de façon inexplicable, juste au moment où les Allemands occupaient la France. D'après une communication à l'auteur par Me Joseph Paul-Boncour, l'avocat de la famille royale dans le procès de l'attentat, les gardiens des conjurés lui auraient affirmé la conviction des prisonniers que cette dame blonde, parlant l'allemand avec un accent slave, appartenait à l'entourage de Rosenberg :

« Mais il est probable qu'elle possédait à fond une langue slave. De toute

façon, elle était en rapport avec l'un des chefs oustachis qui s'appelait Eugen Kvaternik », m'a dit Me Paul-Boncour.

En définitive, les relations de Kvaternik avec la Maison brune ne constituaient aucun secret; le chef des terroristes croates se rendait souvent en Allemagne et, après la création de l'État indépendant de Croatie, il y devint le chef de la sûreté, bien entendu avec l'accord de Berlin.

Il est également certain que, dès avant l'attentat, Kvaternik entretenait des contacts étroits avec le Gruppenführer SS Gottlob Berger, l'un des hommes de confiance d'Himmler et d'Heydrich. Otto von Heydebreck affirma après la guerre: «Berger connaissait personnellement cette dame blonde, qui fréquentait constamment les milieux d'émigrants. On la comptait parmi les activistes anti-Komintern. De plus, elle passait pour un agent d'Heydrich et bénéficiait d'une couverture constante de Goebbels. Berger, lui, remplissait la fonction d'agent de liaison le plus important entre les SS et les groupes d'émigrés de l'Europe de l'Est. Lui aussi travaillait avec Rosenberg et Goebbels[135]. »

Un grand nombre de policiers impliqués dans l'enquête tentèrent, après la guerre, de percer le secret de la dame blonde. Voici ce que pensait sur ce sujet Alexandre Guibbal, le véritable expert de l'affaire, et l'un des enquêteurs principaux sur les assassinats de Marseille : cette dame blonde, recherchée à l'époque par toutes les polices, attira sur elle la vive attention du public et, bien sûr, celle des juges. Les amateurs de secrets et de poésie étaient à l'affût de la moindre information que la presse donnait sur elle. On prétendait qu'elle rayonnait de ce charme slave qu'on a tant célébré, et que les meneurs du complot s'étaient servis d'elle pour fasciner les auteurs de l'attentat. On ajoutait aussi qu'à cause de ce charme on lui avait confié la tâche de faire passer la frontière à tout l'armement des conjurés, le dissimulant dans ses bagages de luxe, ce qui n'était pas fait pour affaiblir l'intérêt que lui portaient les amateurs de romans d'espionnage et de films policiers[136].

Au cours de la préparation de l'attentat, les membres du groupe se promenèrent avec la dame blonde sur la Canebière, Kvaternik faisant office d'interprète, et l'agent féminin, très femme même dans cette mission, attirée par l'étalage d'un magasin élégant, acheta un vêtement de soie très coûteux[137].

Voilà en ce qui concerne les témoins: pour fantastique que cela paraisse, il n'y a là-dedans rien d'illogique. Seules les affirmations de Vladeta Milicevic contredisent la supposition que la dame blonde était allemande. Incompétence ? Il était sur place! Écoutons sa version : Jan *alias* Peter Vondracek était un

Oustachi du nom d’Antun Godina, Maria Vondracek, sa femme, s’appelait en réalité Stana. D’après notre détective royal, ce fait aurait été découvert en 1937, en Italie, grâce à un certain Bubalo, photographe amateur chez qui les Oustachis, dont les époux Godina, se faisaient parfois photographier.

Bien entendu, Bubalo n’a jamais prétendu avoir reconnu en Stana Godina la dame blonde de Marseille ; mais ses photos, présentées aux enquêteurs yougoslaves, auraient permis cette identification.

Remarquons que cette version n’a pas semblé totalement crédible, même à son auteur, qui admet: «Aucun des deux (Stana et Antun Godina) ne figuraient dans les archives de la police yougoslave. » De plus, les enquêteurs ne possédaient aucune photo de la dame blonde, permettant de comparer son portrait à la collection de clichés du photographe Bubalo. Comment Milicevic voulait-il avoir identifié cette femme puisqu’il ne connaissait même pas son aspect physique ? Pourtant, il s’est refusé à revenir sur sa « découverte », exposée dans un livre paru en 1959 en République fédérale d’Allemagne[138].

En dehors de cette prétendue identification, le témoignage de Milicevic ne trouve aucune confirmation dans les déclarations d’autres témoins ou par les documents dont on dispose. Sans son entêtement obstiné au sujet de son « soupçon» – explicable d’ailleurs par le fait que le mari de Stana, Peter Godina, appartenait à la garde du corps d’Ante Pavelic –, les historiens auraient peut-être pu retrouver la piste de cette femme mystérieuse, aussitôt disparue après l’attentat. La tentative des hommes politiques de Belgrade pour profiter de la tension survenue entre Berlin et Rome correspondait parfaitement aux plans d’Heydrich projetant son influence croissante sur l’ensemble de la constellation politique de l’Europe de l’Est au bénéfice du IIIe Reich.

Le meurtre du roi Alexandre en France tomba au bon moment pour le Reich car depuis le 18 septembre 1934, l’Union soviétique adhérait à la Société des nations, et Louis Barthou, le ministre des Affaires étrangères de France travaillait désormais ouvertement en vue d’une alliance franco-soviétique.

Si Hitler redoutait ces efforts de la diplomatie française, il les trouva sur le moment fort opportuns ; ainsi pouvait-il démontrer que, afin de sauver le traité de Versailles, la France pensait même s’allier avec le bolchevisme. Cela donnait au gouvernement de Berlin un prétexte pour réarmer et persister dans sa dénonciation du traité. Lors des préparatifs de la Nuit des longs couteaux et de sa rencontre avec Mussolini, Hitler s’était entretenu avec son conseiller en politique étrangère, Alfred Rosenberg. Une note du journal de Rosenberg, écrite le 8 juin

1934, nous révèle l'inquiétude provoquée chez les dirigeants du IIIe Reich par les initiatives de Barthou, mais aussi un certain optimisme dû aux avantages que le Reich pouvait tirer de la nouvelle stratégie française. Contrairement aux fonctionnaires des Affaires étrangères allemandes, Hitler se montrait satisfait :

«Puis le Führer parla encore longtemps de la situation en politique étrangère. Elle s'est détendue après des jours difficiles : Barthou n'a pas présenté de plainte à Genève au sujet de notre réarmement, il n'a obtenu "aucun titre moral et juridique" pour mener à bien une agression. Sans ce titre, il ne pense pas que la France s'y risquerait. En ce qui concerne la nouvelle alliance franco-russe, le Führer se montre satisfait, aujourd'hui comme avant, contrairement aux Affaires étrangères, comme il le fit remarquer. La F (France) s'est compromise[139]. »

Mais pourquoi cette insatisfaction du ministère allemand des Affaires étrangères, alors qu'Hitler est loin d'être mécontent?

C'est l'évidence même : les diplomates professionnels voient dans l'action de Barthou l'encerclement du Reich et l'annihilation de leurs plans de revanche. Mais Hitler dispose pour ce cas d'une parade toute prête : il va changer le cours de la politique yougoslave.

La nouvelle que le roi Alexandre de Yougoslavie se rallie aux conceptions de Barthou sur la sécurité européenne effraie les forces conservatrices de la Wilhelmstrasse : avec l'alliance franco-soviétique, le cercle va se resserrer sur l'Allemagne.

Heydrich, le deuxième homme de la police allemande, s'inquiète aussitôt du problème yougoslave. Les experts travaillent à ses côtés. Ils comprennent que la Petite Entente, comme on l'appelle, c'est-à-dire la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, doit être détruite, et que, dans cette alliance née de Versailles, la Yougoslavie occupe une position déterminante. C'est dans cette direction qu'il faut frapper.

Le changement manifeste qui aura lieu dans la politique yougoslave montre que les organisateurs du double assassinat ont jugé la situation avec beaucoup de réalisme. Dans ces pays, une partie de la bourgeoisie se montrait déjà disposée à se rapprocher du régime national-socialiste. Et, en effet, en peu de temps, le gouvernement yougoslave de Milan, Stojadinovic va inaugurer une politique d'amitié avec Hitler comme avec Mussolini. La Petite Entente n'existe plus, plus rien ne s'oppose désormais à l'Anschluss avec l'Autriche.

Nous ne prétendons pas que l'attentat de Marseille fût l'œuvre du service

secret allemand. Nous tenons pour peu satisfaisantes les hypothèses publiées après la guerre et selon lesquelles Göring et l'attaché militaire allemand à Paris auraient monté l'opération. Mais, si la responsabilité incombe aux nazis, l'idée ne pouvait venir, d'après nous, que de Rosenberg, qui se sentit le plus touché par le rapprochement de la France et de l'Union soviétique. De toute façon, on ne confie pas une telle mission à un attaché militaire, et surtout pas par écrit. Notre supposition concernant Rosenberg se fonde sur la note qui figure dans son journal à la date du 8 juin 1934, et que nous connaissons. Quelles sont les raisons de la satisfaction d'Hitler devant les avances de Barthou à Moscou ?

L'historien français J.-B. Duroselle, qui a longuement analysé la situation diplomatique de cette période, conclut, lui aussi, à l'intérêt primordial des nazis d'éliminer Barthou ; ils voyaient en lui le champion d'une alliance contre la politique agressive de l'Allemagne.

L'ancien ministre des Affaires étrangères, J. Paul-Boncour, qui défendit en 1935 les intérêts de la maison royale yougoslave devant le tribunal d'Aix-en-Provence, a clairement exprimé dans ses Mémoires l'idée que le procès n'a été ni élargi ni mené avec l'envergure qu'exigeait une telle situation, parce que « Laval commençait déjà à mener sa politique envers l'Italie non seulement pour parvenir à une alliance en soi désirable, mais en se laissant aller à une politique d'abandon et de soumission[140]. »

Le 5 novembre 1956, dans une lettre adressée à Vladeta Milicevic, Paul-Boncour accusait non seulement Mussolini mais aussi Hitler d'être les « complices » de l'attentat de Marseille. Ce fait incita l'auteur à demander à Paul-Boncour un nouvel entretien qui eut lieu en présence de Milicevic, à l'hôtel *Plaza-Athénée* de Paris. Demandant à Paul-Boncour s'il existait des points précis justifiant son opinion, l'avocat nous répondit que, lorsque Milicevic menait son enquête à Berlin, il l'avait averti que le service secret italien ne se serait lancé dans cette aventure qu'avec l'autorisation expresse de Berlin. Après la publication de ses Mémoires, il prit connaissance des rapports de certains prisonniers enfermés avec Pospisil et Kralj. D'après eux, les deux criminels n'auraient montré aucune inclination envers l'Italie, mais une sympathie particulière pour Berlin. Les témoignages mentionnèrent de plus un désintérêt complet de la part des Italiens pour le sort des conjurés après la réussite de l'offensive allemande en France. En revanche, les représentants d'Heydrich en France occupée soumirent à un examen détaillé les actes du procès, des émissaires spéciaux recherchèrent toutes les pièces concernant l'attentat. Paul-Boncour arriva alors à la conclusion que seule une enquête internationale

pourrait établir si les Oustachis et Macédoniens agirent à Marseille en tant qu’instruments d’Hitler, de Rosenberg et d’Himmler. Contre cette opinion raisonnable exprimée par un homme politique éminent et qui, de plus, connaissait tous les documents d’un procès auquel il assista personnellement. Milicevic défendait sa version des deux tireurs de ficelles : Mussolini et Pavelic. Certains indices semblent indiquer que Mijo Kralj a fait des confidences pendant le procès d’Aixen-Provence à ses co-accusés Zvonimir Pospisil et Ivan Rajic, et cela sur la dame blonde et son compagnon, les deux personnes qui dirigeaient et supervisaient la façon dont il fallait accomplir l’attentat et qui s’éloignèrent à temps. Ivan Rajic, libéré par les Allemands et notamment par les services d’Heydrich, retourna en 1942 en Croatie et raconta à ses amis quelques détails du «temps héroïque» de la lutte pour l’indépendance. Rajic avait parlé d’un autre Croate ayant aidé Kvaternik et la dame blonde, un homme qui n’a jamais été identifié. Peut-être Benes, qu’on cherchait à l’époque. En tout cas, Rajic ne cachait pas que ce fut à l’aide de ce Croate dont il ne voulut pas révéler le nom à ses amis, qu’il obtint sa libération grâce à Heydrich. Certains documents prouvent qu’une fois Rajic tombé dans les mains de la police allemande, après l’occupation de la France, il fut transféré à Berlin et gardé au secret pendant un an et demi. Par ailleurs, étonnant traitement de l’affaire du côté des Hongrois et des Italiens. Aucun intérêt pour la personne de Mijo Kralj, de Zvono-mir Pospisil et d’Ivan Rajic. Au contraire, Rajic a pu être transféré en Croatie après avoir prétendu à Berlin – selon ses propres dires – ne rien savoir sur l’identité de cette dame blonde à laquelle s’intéressaient les enquêteurs de la Gestapo. « Évidemment, la Gestapo voulait savoir si Kralj nous avait donné des détails sur cette femme qui nous avait apporté les armes. À l’époque de l’existence de l’État indépendant de Croatie, il fut interdit de fêter les organisateurs qui supprimèrent le roi tyran » et Barthou, le «valet des fauteurs de guerre judéo-bolchevique ». Jamais un Italien n’a pu dévoiler le secret concernant la dame blonde. Étonnante attitude des historiens et publicistes italiens, étonnante d’autant plus, qu’on a affirmé, après la guerre, en les citant nommément, que deux journalistes italiens auraient été à l’origine du complot avec les Oustachis. Des bêtises. Car il est incroyable que, dans une opération entreprise par les services secrets italiens et les Oustachis, toutes les pistes fussent restées pour toujours secrètes. Il est vrai que Pavelic, lui-même jeté en prison par Mussolini, écrivit un roman pour exalter le patriotisme des Croates engagés dans l’action terroriste de Marseille en donnant des noms fictifs aux héros de son histoire, mais il a omis de révéler le nom de l’héroïne, Lijepa Plavojka, la Belle Blonde, comme s’intitula son roman. Est-il vraisemblable que Pavelic, accusé d’avoir organisé l’attentat de Marseille, ose écrire quoi que ce soit sur la dame blonde, alors qu’il affirme, lui comme

Kvaternik, n’avoir aucunement été impliqué dans cette affaire. Après la guerre, Kvaternik, émigré en Amérique latine, se vantait que l’attentat de Marseille eût été son « chef-d’œuvre politique », qui ouvrit le chemin à l’indépendance de la Croatie. Pas de révélations sur la dame blonde! Dans l’examen des hypothèses qui se succèdent, particulièrement en ce qui concerne les vrais initiateurs du complot, c’est-à-dire les personnes qui tiraient les ficelles des quatre ou cinq Croates impliqués dans l’attentat – Kvaternik, Pospisil, Rajic, Kralj et l’inconnu –, nulle part on ne trouve trace d’une héroïne croate, tandis que la dame blonde est souvent mentionnée pour son appartenance à l’entourage de Rosenberg.

La presse allemande publia après l’attentat des affirmations selon lesquelles la dame blonde fuyant en voiture à travers la Suisse ceux qui la traquaient se serait précipitée dans un lac. Pavelic reprit cette « information » dans son roman *La Belle Blonde*, ce qui prouve qu’il ne savait rien de l’affaire ou qu’il fut interdit à qui que ce soit de révéler l’identité de la femme qui connaissait bien la manière dont on assassinait les hommes politiques gênants. Toujours selon Rajic, revenu à Zagreb, la dame blonde aurait été âgée d’une trentaine d’années, «bien qu’elle se soit déclarée plus jeune dans le registre de l’hôtel», comme le disait Krajl à ses codétenus de la prison d’Aix-en-Provence. Rajic, lui aussi, voyait un secret dans la mystérieuse disparition de l’héroïne. Rajic mourut en 1944, mais il fit une confidence extraordinaire à l’un de ses amis, selon laquelle Kvaternik aurait collaboré étroitement avec le SS Gruppenführer Gottlob Berger, avec lequel lui-même aurait eu deux entretiens avant sa libération à Berlin. Grâce à Berger et à « l’ami croate », intime de Kvaternik lors de l’attentat, il fut remis aux autorités croates. Il est bien connu que Berger, confident d’Himmler et de Rosenberg, portait un intérêt spécial à l’évolution de la situation en Europe centrale, en Hongrie, en Croatie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Certaines personnes s’occupant de l’affaire de l’attentat prétendirent après la guerre que la dame blonde était venue à Zagreb, et qu’on l’aurait vue en compagnie de SS. Cette information découle des mêmes sources qui ont aussi recueilli les témoignages d’Ivan Rajic. Des témoignages incontestables, car ces mêmes sources affirment que l’action de Marseille n’aurait pas été dirigée en premier lieu contre le roi Alexandre, mais plutôt contre le ministre des Affaires étrangères français, qui représentait un danger énorme pour la politique révisionniste de l’Allemagne hitlérienne. En faveur de cette thèse ne parlent pas seulement les arguments du chef de la légation yougoslave à Berlin, Balugdzic, de l’ambassadeur de France, André François-Poncet et de l’avocat de la famille royale, Joseph Paul-Boncour, mais aussi la preuve documentaire qu’Hitler et Rosenberg, en juin 1934, étaient très inquiets quant aux activités si efficaces de l’homme fort à Paris, Louis

Barthou. Une autre attestation documentaire soutient la thèse que l'attentat aurait été organisé par Berlin, c'est le livre même de Karl Haushofer, *Wehrpolitik*, édité en 1941, qui vante la politique lucide d'Hitler, et qui termine son plaidoyer pour un «nouvel ordre en Europe », en accusant la France et l'Angleterre d'avoir voulu utiliser l'« Europe centrale » en se servant de Benes et de Titulescu afin de saborder les plans d'Hitler. Le professeur de géopolitique qui forma la conception politique d'un Rudolf Hess, adjoint d'Hitler, et qui fournit les documents nécessaires à *Mein Kampf*, écrit à la fin de son livre, à l'adresse de la France et de l'Angleterre : « Mais le coup d'échec en Yougoslavie échoua, et il coûta la vie au roi – soldat du front, Alexandre, et à Barthou, mais seulement après que celui-ci eut réussi à diriger le chemin de la France non vers un accord possible avec les puissances de l'Axe, mais bien sur le niveau inférieur d'une dépendance de l'Angleterre[q]. » Haushofer ne dissimulait pas que l'assassinat de Louis Barthou, qui voulut empêcher le développement accéléré d'Hitler, entrava la réalisation de ses plans néfastes. Le développement hitlérien, toujours d'après Haushofer, se déterminait par les normes de la géopolitique militaire. Le grand tacticien, conseiller de Hess et d'Hitler, voulait-il, juste avant l'attaque contre l'URSS, rendre hommage à ceux qui s'étaient servis d'un Macédonien et de quatre Croates pour exécuter Barthou et son «valet de Belgrade », prêts à faire cause commune avec les bolcheviques contre l'Allemagne d'Hitler ?

De ces témoignages incontestables, nous pouvons dégager qu'après l'attentat à Marseille, on constata une activité particulière à Berlin, surtout au sein du service de la sûreté, en faveur de la cause croate. Après la création de la Croatie indépendante, Berger devint l'agent de liaison entre Himmler, la police croate et Kvaternik.

Il serait bien étonnant que l'organisation des Oustachis se soit permis d'entreprendre l'attentat contre Barthou et le roi Alexandre, étant donné le mécontentement manifesté par Mussolini vis-à-vis du putsch nazi à Vienne et de l'assassinat de son protégé Dollfuss. Six ans et demi s'écouleront, des années bien dramatiques pour l'Europe, jusqu'à ce que, la Yougoslavie n'étant plus en mesure de résoudre ses problèmes intérieurs, l'organisation oustacha se renforce numériquement, et, pourtant, aucun autre attentat ne se reproduira contre les hauts dignitaires de l'État yougoslave. Pourquoi ? Les chefs des Oustachis en Allemagne, en Italie et en Hongrie attendaient un nouveau signal. Et ce sera seulement le 6 avril 1941, lorsque Hitler décida de morceler la Yougoslavie, que les Oustachis entreront à Zagreb grâce aux baïonnettes allemandes et italiennes. Mais il sera interdit à Pavelic de célébrer l'héroïsme des terroristes, lesquels furent constamment entretenus par les services secrets allemands, sous la

responsabilité d’Heydrich, pour l’État, et de Rosenberg, pour le parti nazi.

L’ancien professeur de gymnastique Berger, chef de l’administration des SS et confident d’Himmler, devint le témoin du mariage de l’« envoyé spécial » de Kvaternik à Berlin, N.B., un attaché de police, qui épousa une actrice bien vue par Goebbels et qui supervisait le personnel de la légation croate. Berger n’a plus accordé cet honneur à aucun autre policier accrédité à Berlin.

Après l’attentat de Marseille, Heydrich et Himmler, depuis longtemps d’accord sur le devoir et la nécessité pour les SS et les services de la sûreté de détruire, à une date restant encore à fixer, tous les centres de propagande et de complots antinazis établis à l’étranger, perfectionnèrent leurs commandos spéciaux pour s’attaquer à certaines personnalités politiques de divers pays. Nous décrirons les actions de ces bandes de criminels organisées, et nous montrerons que d’autres «dames blondes » jouèrent souvent un rôle décisif dans ces opérations terroristes.

Après le succès du coup porté contre la Yougoslavie et la France, Heydrich choisit comme nouvelle cible la personne d’Edvard Benes, président de la République tchécoslovaque. Pour espionner Benes, pour le compromettre – étonnant « hasard » – Heydrich se servit de Karl Haushofer et de son fils Albrecht, « experts » des questions de l’Europe centrale.

Prague, « le nid de vipères »

Bien que Heydrich ait liquidé dans le Reich tous ceux qui en savaient trop sur l’incendie du Reichstag, l’émetteur secret du Front noir, qui couvrait l’Allemagne à partir de la Tchécoslovaquie, donnait constamment des informations sur les crimes nazis. Grâce à lui, on sut que le Dr Ernst Oberfohren, président du groupe parlementaire des nationaux allemands au Reichstag, avait été assassiné par des SS à Kiel le 7 mai 1933. Le frère de cet homme politique vivait en Californie, mais il reçut de Kiel des informations précises, et il ne tarda pas à avertir Otto Strasser et sa radio. Le journaliste Bruno Frei, qui venait de publier à Strasbourg un compte rendu sur le meurtre du mage Hanussen, devint une des sources auxquelles s’approvisionnait la «radio noire » de Prague. À Berlin, le service de la sûreté haïssait et redoutait ces «pirates des ondes » ; les informations de Strasser révélaient même le nom du chef du commando qui avait exécuté Hanussen. Il s’agissait de « Wilhelm von Ohst et d’un détachement de SS[141] ». Strasser déclara à ses auditeurs, amis et ennemis, que, dès la fin de l’enquête, il dénoncerait un par un tous les membres du commando. Heydrich et son service d’écoute enregistraient toutes les émissions de cette station de

Prague qui entretenaient une inquiétude constante dans tout son département, mais surtout parmi les meurtriers ainsi désignés. Les révélations éveillèrent l'intérêt de l'étranger, mais cette circonstance venait mal à propos pour le gouvernement d'Hitler, alors que Ribbentrop se trouvait sur le point de conclure avec l'Angleterre « l'accord sur la flotte » que désirait le Reich. Aussi Heydrich reçut-il l'ordre de dresser un plan pour la liquidation du nid des conjurés de Prague. Cette opération devait convaincre les Anglais que le gouvernement tchécoslovaque accordait un droit d'asile aux révolutionnaires, terroristes et communistes anti-allemands et les soutenait même financièrement. Et elle devait être exécutée de façon aussi spectaculaire et avantageuse que possible. Il fallait enlever l'un des collaborateurs les plus intimes d'Otto Strasser et camoufler ce crime en «retour volontaire » de la victime dans son pays. Il s'ensuivrait un procès, plus réussi que celui de 1933, au cours duquel le conjuré ferait des aveux si complets qu'on pourrait arrêter le plus grand nombre possible de communistes, de Juifs et de membres du Front noir. Ce procès monstre aurait pour but de compromettre une fois pour toutes la Tchécoslovaquie, son service secret, son gouvernement et son président, Benes, coupables d'avoir soudoyé des calomniateurs professionnels.

Les stratèges du service de la sûreté ne parvinrent jamais à attirer Strasser en Allemagne. Ce dangereux adversaire évitait tous les pièges et semblait deviner tous les subterfuges.

Dans les premiers jours de décembre 1934, le Führer convoqua son chef du service secret pour lui recommander d'enlever non plus Strasser, mais son plus intime collaborateur, un technicien radio et journaliste du nom de Rudolf Formis. Formis, considéré comme l'un des pionniers de la radio allemande (avant la prise du pouvoir par Hitler, il fut le directeur du poste émetteur de Stuttgart), s'était mis à la disposition d'Otto Strasser. De Stuttgart et de Prague, tous les détails le concernant avaient été transmis à Berlin ; l'amour du Gros Rudi pour les jeunes filles d'allure sportive allait être utilisé par Heydrich, qui employait ordinairement dans des cas difficiles des femmes, de préférence «financièrement indépendantes », et qui produisaient sur leur victime un effet d'autant plus crédible. De sa propre expérience, il savait qu'il n'existe pas beaucoup d'hommes qui résistent au charme féminin. Et il ne voulait rien laisser au hasard.

Après la guerre, Otto Strasser a raconté qu'il recevait régulièrement des nouvelles d'Allemagne. Toutefois, ceux qui lui fournissaient ces renseignements agissaient pour le compte d'Heydrich. Constamment, des émissaires arrivaient

de Berlin, qui prétendaient lui apporter des «matériaux secrets ». En fait, ils voulaient impliquer leur victime dans un jeu d'espionnage et de contre-espionnage dont on tirerait les ficelles de très loin. Strasser l'a reconnu: « J'ai longtemps joué le jeu, si bien que je savais au moins où le bât d'Heydrich le blessait[142]. »

Ces assistants volontaires n'offraient pas seulement à Strasser de la documentation, mais aussi une aide financière. Ces « amis du Front noir » affirmaient être des Juifs qui, résidant en Allemagne, désiraient venir à l'aide des « illégaux »… Mais l'ex-national-socialiste connaissait depuis longtemps les méthodes des nazis : « Je ne saurai dire encore aujourd'hui si Alfred Raeschke, le secrétaire de mon frère Gregor, qui venait souvent à Prague, m'était envoyé par Heydrich ou s'il faisait ces voyages de sa propre initiative. Il se peut qu'il accomplissait les missions qu'Heydrich lui confiait par loyauté envers lui. En tout cas, il m'a raconté, en janvier 1935, que son ami, le Sturmführer SA Franz Knospe, avait entendu de la bouche d'Heydrich que les incendiaires du Reichstag étaient des SA. Knospe confia ce qu'il savait à un journaliste suédois du nom de Mürer. Des années plus tard, j'ai étudié la question, et j'ai conclu que Raeschke disait la vérité. Mais Raeschke m'a aussi affirmé que le même Knospe, au mois de décembre 1933, aurait trouvé chez un espion de Daluege, un nommé Brauser, des documents personnels de Van der Lubbe. Raeschke m'a dit, en outre, qu'Heydrich avait imaginé un procès grâce auquel il espérait prouver que le Gruppenführer SA Ernst avait fait tuer le mage Hanussen pour une question d'argent[143]. Bien entendu, nos émissions dérangeaient les nazis. Mais là où ils réagissaient violemment, c'était quand nous évoquions sans cesse les préparatifs de guerre en Allemagne, et que nous énumérions les meurtres commis par eux: Oberfohren, Hanussen, Nussen, mon frère, von Schleicher, Klausener. C'est ce qui a dû donner le coup d'envoi au plan d'enlèvement. Ce qui est certain, c'est qu'Heydrich ne s'est pas lancé dans cette aventure de sa propre initiative[144]. »

L'une des premières entreprises d'Heydrich à son arrivée Prinz-Albrecht Strasse fut la construction d'une station émettrice particulière du service de la sûreté à Oranienburg, au nord de Berlin. C'est là que se trouvait également le camp de concentration de Sachsenhausen. Toujours à cette époque, des postes d'écoute secrets « correspondaient » avec l'étranger dans d'autres régions de l'Allemagne, entre autres à Hof près de la frontière tchécoslovaque.

Le tout-puissant maître du service secret se sentait dans son élément en utilisant ses connaissances en matière de technique radiophonique. Son plus grand plaisir consistait à tenter de faire passer ses émetteurs pour des stations de

résistance au national-socialisme. Cette confusion des ondes eut au début un grand succès, à tel point que l'émetteur secret de Prague tomba dans le piège, croyant correspondre avec un résistant de Cologne. Cet émetteur sur ondes courtes se trouvait à quelque soixante kilomètres au sud-ouest de Prague. De 19 heures à 3 heures, on pouvait recevoir ses émissions sur ondes courtes (48,5 mètres). Le programme se composait essentiellement d'informations, la plupart fondées sur de simples spéculations, mais aussi sur des renseignements que le soi-disant correspondant de Cologne envoyait vers la Tchécoslovaquie. Tout compte fait, les émissions des émigrés étaient cependant une source d'irritation permanente pour les nazis. Ce qu'ils redoutaient le plus, c'était la « revue » hebdomadaire de Strasser, qui décrivait aux auditeurs les progrès rapides du réarmement allemand, qui permettrait bientôt à Hitler de lancer un ultimatum à l'un des pays voisins. La presse reprenait les « nouvelles alarmantes ». Otto Strasser, ni juif ni communiste, mais adversaire acharné de la Nouvelle Allemagne, devint la cible n° 1 d'Heydrich.

Une fois repérés l'emplacement exact du poste émetteur ainsi que le domicile particulier à Prague du « fauteur de guerre », il apparut extrêmement facile aux agents nazis d'identifier l'animateur du « guêpier » : il s'agissait de Rudof Formis, technicien hautement qualifié qui, de façon magistrale, avait réussi, avec un minimum d'argent, à monter un poste qui fonctionnait dans une mansarde de l'hôtel *Zahori*, non loin de Pribram.

Pour les nazis, Formis n'était pas un inconnu. Lorsque, le 15 février 1933, Hitler prononça à Stuttgart son discours électoral, un «incident technique » coupa la transmission. Rudolf Formis, l'ingénieur responsable, après avoir d'abord trouvé une explication plausible, réussit à échapper à l'arrestation. Il quitta aussitôt Stuttgart pour rejoindre Otto Strasser. Comme les nazis tenaient le technicien fugitif pour un expert particulièrement habile et politiquement très engagé, ils lui attribuèrent la mise en place d'une chaîne de stations émettant régulièrement comme celle qui fonctionnait en Tchécoslovaquie. L'idée que Formis pouvait poursuivre une telle activité dans d'autres pays, qui reprendraient les nouvelles de Prague, remplissait les stratèges berlinois d'une inquiétude sans cesse grandissante.

Fin 1934, Heydrich reçoit du Führer la mission d'accomplir, au plus tard pour la fin janvier de l'année suivante, une opération d'une importance extrême. Strasser a annoncé sur les ondes que, le 30 janvier 1935, à l'occasion du second anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler, il diffuserait de nouvelles informations sur l'incendie du Reichstag, le coup de force du 30 juin 1934 et

d’autres machinations du IIIe Reich.

Les nazis ne peuvent plus hésiter. Le «grand plan », cette «affaire d’État secrète » dont le chef de la sûreté assumait personnellement le contrôle, doit être mis en œuvre le plus vite possible.

Heydrich constitue un commando spécial qui doit accomplir sa tâche en deux temps. Dans la première phase, un collaborateur du service de la sûreté doit partir pour Pribram en compagnie d’une jeune femme attirante sous le prétexte de faire du ski. Cette dernière entrera en relation de plus en plus intime avec Formis. Afin de faciliter ce rapprochement, le compagnon de la blonde espionne doit, pendant quelques jours, la laisser seule avec la victime ; il reviendra entre-temps à Berlin y faire son rapport. Le service veut être informé du comportement du « traître » avant d’aller plus loin. Il faut que le piège fonctionne parfaitement. Viendra alors la seconde phase : après l’intervalle de temps convenu, l’agent secret retournera sur le lieu de l’opération, mais cette fois avec un auxiliaire prêt à porter main-forte aux deux kidnappeurs.

L’exécution d’un tel plan, Heydrich ne peut la confier qu’à deux SS en qui il a personnellement confiance. Le premier est Alfred Naujocks, qu’il connaît depuis Kiel. C’est un technicien expérimenté en matière de provocations, et qui, en 1926, âgé seulement de quinze ans, faisait déjà partie du commando spécial des SS de sa ville natale. Le deuxième, son « ombre », Werner Gröthe, vient également de Kiel, c’est un ancien « professeur » de Naujocks. Le troisième membre de la bande est Edith Kersbach, blonde et professeur de culture physique.

D’après les déclarations de Naujocks après la guerre, l’enlèvement de Formis aurait été accompli sur l’ordre du Führer. Depuis, nous avons eu des versions fort différentes de cette provocation, typique d’Heydrich. Nous connaissons la version de Naujocks et de Gröthe. Et les protestations d’innocence d’Edith Kersbach, elles aussi, n’ont pas manqué. Otto Strasser et l’historien tchèque Miroslav Ivanov, nous ont donné leur point de vue, et nous disposons des récits de journalistes qui se sont occupés de l’affaire et ont tenté de l’éclaircir après la guerre. En nous servant de tous ces éléments, nous pouvons reconstituer le cours des événements, même quand certains détails demeurent troubles, car chacun des criminels s’est efforcé de diminuer autant que possible sa part de responsabilité. Le commando aurait, en fait, reçu l’ordre de « liquider » Formis en cas d’échec de l’enlèvement, et tout incite à le croire. Mais, en avouant ce meurtre en 1945, les trois coupables encouraient la peine de mort. Et comme le procès de Nuremberg l’a montré, il n’est pas de criminel qui accepte volontiers d’être

envoyé à la potence.

Heydrich a fourni au soi-disant couple d'amants les cartes des voies et routes qui convergeaient sur la petite ville de Pribram et conduisaient au village de Stehovice et à l'hôtel Zohori. Leur équipement comprenait, entre autres, deux boussoles – ce détail trahit l'ancien marin responsable de l'entreprise –, une paire de jumelles, un appareil photo et une trousse de pharmacie, où se trouvaient les flacons de chloroforme indispensables, ainsi que deux revolvers dissimulés dans des reliures de livres. Le couple était muni de cartes de visites, à leurs noms supposés et à des adresses fictives, et de faux passeports, fabriqués par le département III du service de la sûreté, un atelier de la Dahlbrücks-trasse, dans le quartier résidentiel de Dahlem.

Voici donc Edith Kersbach prête à partir en compagnie d'un certain Hans Müller, commerçant à Kiel. Tous deux se rendent aux sports d'hiver, à Pribram. Formis apprendra de la bouche d'Edith, qui se confiera à lui, que son ami l'importune depuis longtemps. Cela suffira pour notre ingénieur radio esseulé, d'autant plus que le compagnon de la jeune femme, ce Müller âgé de vingt-quatre ans, paraît vraiment médiocre auprès de la charmante et joyeuse sportive. À la faveur d'occasions propices, Formis et Edith pourront se promener dans les environs. Au cours de l'une de ces excursions, les deux agents, Naujocks, *alias* Hans Müller, et Werner Gröthe, *alias* Gerhard Schuster (ou encore, éventuellement, Gerd Schubert), maîtriseront l'amoureux, le chloroformeront et le jetteront dans une voiture toute prête. Heydrich a décidé que les voyageurs seront censés venir de Kiel. Il connaît par cœur la cité hanséatique, il peut citer des quantités de noms de rues et pense que le couple, pour jouer parfaitement son rôle, mettra un peu de couleur locale dans ses entretiens avec sa victime. Il va de soi qu'ils procéderont à une critique discrète de la situation en Allemagne, ce qui ne tombera pas dans l'oreille d'un sourd. Et, naturellement, les deux touristes devront tout ignorer d'Otto Strasser et de l'émetteur secret.

Les conjurés ont répété l'opération jusque dans ses moindres détails. Naujocks sera de façon très convaincante le compagnon fastidieux d'une Edith qui saura circonvenir sa victime. Confidentiellement, elle devra avouer à Formis qu'elle désire réfléchir avant de se marier avec un garçon aussi morne que ce Hans Müller[145].

Elle est bien renseignée sur l'homme qu'elle doit séduire ; il a un visage aimable, une taille si épaisse qu'on l'a surnommé Rolf-la-bille, et une passion marquée pour les jolies femmes.

Le directeur de la section sabotage est alors Heinz Jost. Le 8 janvier 1935, il annonce à son chef Heydrich que le trio connaît son rôle à fond et est prêt à se mettre en route. Heydrich exprime le désir de conférer une dernière fois avec Naujocks avant qu'il ne passe à l'action.

Deux jours plus tard, l'expert en sabotage se présente Prinz-Albrecht Strasse. À la fin de l'entretien, le tout-puissant chef des services secrets, enchanté, se serait écrié : « C'est parfait, parfait [146] ! » et aurait ajouté : « Ramenez Formis à Berlin[147] !»

Le 12 janvier 1935, Hans Müller et Edith Kerbach quittent Berlin à bord d'une confortable Mercedes immatriculée IP 48 259. Leur équipement de ski est fixé sur le toit de la voiture. C'est un jeune couple qui se rend aux sports d'hiver.

Les deux agents passent à Dresde la nuit du 12 au 13 janvier. Celle du 13 au 14, ils couchent à Prague à l'hôtel *Wilson*. Naujocks s'y inscrit comme : « Hans Müller, commerçant, domicilié à Kiel, né le 20 septembre 1911. » La nuit suivante, celle du 14 au 15, le couple se retrouve à l'hôtel *Paroplavky*, à Stechovice. Le 15, vers le soir, par Slapy et Pribram, ils atteignirent l'hôtel *Zahori*.

À l'heure du dîner, il n'y a qu'un client dans la salle à manger : Formis. On fait connaissance. Le moment venu, Müller se retire, prétextant la fatigue du voyage. Edith et Formis sont plongés dans une conversation animée. Galant, le spécialiste radio offre à boire à sa conquête.

Le lendemain, on voit les Müller à la recherche d'une piste convenable pour skier. Le soir, ils retrouvent Formis pour le dîner. Mais, le lendemain matin, Müller et Edith partent pour Stechovice : le commerçant allègue un voyage à Prague. Vraisemblablement, il n'aime pas laisser son amie seule, sans surveillance, à l'hôtel *Zahori*. Mais, entre le *Zahori* et le *Paroplavky* de Stechovice, un autocar fait la navette: rien n'empêche une amitié naissante de s'approfondir.

Dès le premier jour, Edith a tiré une photo de son nouvel ami ; Müller, non moins actif, a immédiatement repéré la chambre de sa victime et l'endroit – un grenier – où se trouve l'émetteur.

La photo en poche et connaissant maintenant à fond toutes les particularités de l'hôtel et du village, convaincu que le flirt entre Edith et Rudi ne peut que progresser, Müller, le 17 janvier 1935 à midi, prend l'avion de la Lufthansa qui

dessert Berlin. Quelques heures plus tard, il se présente à son chef, prêt à faire son rapport.

Heydrich se montre satisfait des premiers résultats de l’opération. Dès le lendemain, Müller repart, « renforcé » cette fois par Werner Gröthe. Dernière instruction d’Heydrich en tant que chef du gang ; dans le cas où Formis ne se laisserait pas attirer à Stechovice, ou bien, si son enlèvement se révélait irréalisable sans attirer l’attention du personnel présent. Pour les deux experts en coups de main, pas de problème ! Ils agiront à l’hôtel *Zahori*, quelles qu’en puissent être les conséquences. Si le kidnapping provoque des difficultés insurmontables, il faudra faire justice sur place, tuer Formis et incendier la station émettrice. De toute façon, « le brigand professionnel, une fois la boucle bouclée » ne pourra jamais raconter ce qui s’est passé.

Le 18 janvier 1935, Naujocks et Gröthe, arrivés à Prague, reprennent la voiture que Naujocks a laissée dans un garage, au n° 40 de la Stepanska, et roulent vers Stechovice.

Du 19 au 22 janvier 1935, ils patrouillent entre Stechovice et Pribram. Pendant quatre jours, ils observent le développement du flirt, mais Edith ne parvient pas à attirer Formis jusqu’à Stechovice. Le 23 janvier, à 16 heures, les Müller, venant de Stechovice, reviennent officiellement à l’hôtel *Zahori*. Gröthe reste dans les coulisses. Il n’apparaîtra que la nuit tombée pour grimper dans la chambre d’Edith par une échelle de corde que Naujocks a fixée à la fenêtre. Formis accueille chaleureusement le couple ; une fois de plus, ils passent la soirée ensemble.

Vers 22 heures 25, les Müller et Formis montent au premier étage, où se trouvent leurs chambres. On se serre la main, on se souhaite bonne nuit. Brusquement les cris d’Edith retentissent dans la maison, des coups de feu éclatent. Jet de flammes ! (L’enquête établira qu’on a utilisé du phosphore.) Müller et Gröthe se précipitent sur les propriétaires de l’hôtel, les menacent de leurs revolvers, les entraînent dans la cave. L’hôtel n’a pas de téléphone.

Plus tard, on trouvera Formis au premier étage. Couché sur le sol, deux balles dans la tête, deux balles dans la poitrine. Il résultera de l’enquête que l’arme du meurtre est un revolver calibre 7,65.

D’après l’une des versions, Gröthe aurait attendu dans la chambre d’Edith, prêt à attaquer, revolver et chloroforme à la main. Naujocks et Edith devaient maintenir leur victime pendant que Gröthe l’anesthésiait. Tous les trois auraient enfermé les propriétaires de l’hôtel dans l’une de leurs chambres. Par la suite,

une fois Formis porté dans l'auto par Naujocks et Gröthe, les trois kidnappeurs auraient pris avec lui la direction de la frontière. Mais ils ne prévoyaient pas un détail : Formis, fort comme un ours, se défendit et blessa l'un des assaillants. L'opération était ratée.

Après la guerre, Naujocks donna une autre explication: Gröthe et lui auraient agi en état de légitime défense, Formis ayant tiré le premier. Et Gröthe confirma cette version.

Quant à Edith Kersbach, elle prétendit qu'elle se trouvait en voyage d'agrément, et qu'elle ne savait rien du plan d'enlèvement.

Strasser et la police de Prague essayèrent de reconstituer la lutte dramatique du premier étage de l'hôtel *Zahori*.

Bien que les versions diffèrent dans les détails, on peut dire que l'essentiel de l'affaire demeure incontesté: Heydrich a organisé l'enlèvement de Formis ; au grand regret d'Hitler, l'opération a échoué. On ne pouvait plus exploiter l'événement au moyen d'un procès contre Formis et ses « complices », Strasser, Benes, etc. L'assassinat de la victime présentait un côté « amateur » tel qu'il pouvait s'ensuivre des conséquences politiques extrêmement graves pour le Reich.

Heydrich n'avait pas prévu que, dans les jours qui précédèrent l'exécution du plan, Formis aurait l'occasion de parler à son ami Strasser de la magnifique blonde. Après la guerre, Strasser se rappelait encore que le spécialiste radio se refusait à croire à une action politique de la part de ce petit couple venu de Kiel, alors que Strasser le mettait en garde contre un excès de confiance. Mais Formis répondit aux avertissements de son chef d'un air gêné:

«Allons, qu'allez-vous encore penser ? Il n'y a absolument rien là-dessous. C'est un petit couple incapable de faire du mal à une mouche. Pas une trace de politique, et encore moins de Gestapo. Vous voyez la Gestapo partout. Ces deux-là ne sont que des skieurs. Edith est une skieuse remarquable. De toute façon, une fille splendide. Quant à ce Müller, je ne le comprends pas. » C'est ainsi que Strasser a dépeint l'extraordinaire naïveté de son collaborateur.

Après la guerre, Naujocks a décrit les dernières et dramatiques minutes de sa victime ; il était allé frapper à la porte de Formis en lui demandant la permission d'entrer afin d'emprunter une savonnette. Toujours confiant, l'émigré lui ouvrit, mais, prenant immédiatement conscience du danger, il aurait tiré son pistolet.

Deschner, un biographe d'Heydrich, raconte que le chef de la sûreté rappela à

Naujocks, lorsque ce dernier revint à Berlin pour la première fois, qu'il lui fallait « livrer Formis vivant et détruire l'émetteur avec du phosphore». Voici sa description des événements :

« … mais tout alla de travers. Alors qu'ils essayaient de maîtriser l'ingénieur, le flacon de chloroforme se brisa. Formis parvint encore à tirer son pistolet, et par trois fois, blessa légèrement Naujocks. Gröthe, à son tour, tua Formis d'une balle dans la tête. Les deux hommes du service de la sûreté eurent encore le temps d'incendier l'émetteur avec du phosphore et de battre en retraite. Au cours d'une fuite mouvementée, ils arrivèrent à franchir la frontière et se retrouvèrent à Berlin le 24, vers midi. Dans son bureau de Berlin, Heydrich eut une crise de colère à propos des méthodes, «celles d'un film de gangsters », par lesquelles son collaborateur Naujocks avait raté sa mission comme un amateur [148] . »

Les historiens ont tendance à considérer l'affaire Formis comme une simple affaire criminelle. Aussi n'expliquent-ils pas pourquoi le chef des services secrets a réagi à cet échec avec une telle violence.

En ce qui nous concerne, il nous paraît incroyable qu'Heydrich ait réglé d'une façon aussi curieuse l'enlèvement de l'ingénieur radio, dans un hôtel, situé à une très grande distance de la frontière germano-tchèque.

Strasser affirme que l'assassinat et l'incendie de la station de radio devaient se produire avant le 30 janvier 1935, puisque l'émetteur du Front noir avait annoncé qu'il célébrerait le deuxième anniversaire de l'arrivée des nazis au pouvoir par des révélations sur l'incendie du Reichstag, l'exécution d'Oberfohren, le bain de sang du 30 juin 1934, ainsi que sur le véritable rôle du chef du service secret hitlérien : « Nos émissions, par rapport à la population allemande, n'étaient pas plus efficaces que des piqûres d'épingle sur une peau d'ours[149]. Du fait que j'avais précisément jeté mon dévolu sur Heydrich et que mon enlèvement, ordonné par lui, avait échoué, il a monté un coup lui permettant d'atteindre trois objectifs à la fois : la mort de Formis, la destruction de notre émetteur, et la cessation au moins provisoire de mes activités car je me trouvais alors, sur le plan politique aussi, dans une situation intenable[150]. »

Pendant que les nazis tentaient de rendre inoffensifs les «ennemis de l'État » installés en territoire étranger, le gouvernement d'Hitler jouait simultanément la comédie de l'amitié. La Tchécoslovaquie, victime de cette hypocrisie, en vint à organiser avec le Reich une série de manifestations communes, culturelles et sportives. Le gouvernement de Prague devait être d'une prudence extrême avec son voisin, car Hitler accusait les communistes et les Juifs de fomenter des

troubles à partir de la Tchécoslovaquie, et personne n’osait se représenter les conséquences de ces accusations.

Pour la police tchèque, le « cas de Formis » était clair : les meurtriers n’étant pas identifiés, il s’agissait d’un simple règlement de comptes entre adversaires politiques. À cela Berlin répondit : on connaissait bien les manigances du « terroriste abattu»àl’encontre du Reich !

La bourgeoisie tchèque voulait avant tout le rétablissement de l’ordre et de la tranquillité : « Ces réfugiés doivent nous laisser en paix ! » On en voulait à Otto Strasser, cet « ancien nazi » bénéficiant du droit d’asile et qui ne savait pas respecter l’hospitalité du pays. Finalement, le gouvernement tchèque lui-même et son président Edvard Benes s’occupèrent de ce désagréable incident.

Puisqu’il s’agissait dans le cas Formis d’un meurtre, la justice, en grinçant de toutes ses articulations, s’était mise en mouvement. Mais les juges tchèques pensèrent prioritairement à apporter leur contribution personnelle à l’amitié germano-tchèque. Pour utilisation illégale d’un appareil émetteur, ils condamnèrent Strasser à quatre mois de prison. La cour d’appel confirma le jugement en donnant pour motif que « le caractère de l’accusé ne laissait prévoir aucun changement de son comportement ». Le magistrat qui prononça ces paroles connaissait l’accusé. Otto Strasser, à peine libre, fit immédiatement construire un nouvel émetteur clandestin: « Je devais avertir le monde du danger de guerre, et cela, coûte que coûte[151] !»

Heydrich ne renonçait pas à son projet de ramener Strasser en Allemagne. En novembre 1939, au moment du prétendu attentat contre Hitler, Naujocks entreprendra une opération parallèle, cette fois-ci à la frontière des Pays-Bas, à Venlo.

Après la guerre, Strasser se mit à la recherche de Naujocks et de Gröthe pour les faire traduire en j ustice . Tous ses efforts échouèrent.

Des conversations que nous avons eues avec Otto Strasser sur sa période d’exil, il ressort que l’agression contre l’émetteur clandestin de Formis eut pour Heydrich et tout le service secret allemand des conséquences d’une très grande portée.

Car, après l’affaire Formis, le gouvernement tchèque dirigea toute son attention sur la propagande nazie et les menées subversives de la minorité allemande de la région des Sudètes. Et il découvrit très vite les véritables desseins d’Hitler envers la Tchécoslovaquie. Les avertissements que Strasser

lançait sur les ondes et destinés à informer les Allemands et le monde entier d'une guerre qui atteindrait d'abord les pays faibles, puis les plus forts, étaient aussi entendus par les services secrets de l'armée tchécoslovaque. Mais les agents de ces services qui réussirent à approcher le prophète émigré le découragèrent ouvertement: « Vos prévisions ne valent rien, vos "idées noires" ne tiennent pas compte de la réalité politique ; la France et l'Angleterre se tenant fermement aux côtés de leur allié, la Tchécoslovaquie, Hitler n'osera pas courir le risque de sacrifier trois ou quatre millions d'hommes pour conquérir un nouvel espace[152] », expliquait un expert militaire tchèque au chef du Front noir.

Lors d'une rencontre avec le chef des services secrets de l'armée tchèque, Frantisek Moravec, Strasser, toujours clairvoyant, lui annonça que d'autres provocations allaient suivre, le bain de sang du 30 juin et le meurtre de Formis, assurait-il, n'étaient que des ballons d'essai : « Les nazis monteront une opération dans le genre de l'incendie du Reichstag chaque fois qu'ils devront trouver un prétexte pour frapper leurs ennemis de façon exemplaire. »

Moravec, le chef des services secrets tchèques, était dans sa vie privée un philosophe et un psychologue. Pensivement, il accepta ces sombres pronostics: «Et qui, d'après vous, entretient chez Hitler de semblables idées ? » Ce à quoi le fondateur du Front noir répondit: «Franchement, je tiens Himmler pour trop sot. L'esprit du mal est Heydrich, qui a été officier de marine, le meurtrier de Dachau et de Lichterfelde. »

Après la guerre, Strasser raconta que les services secrets tchèques avaient détecté l'installation par Heydrich de plusieurs émetteurs desservis par de prétendus résistants allemands, afin d'établir des contacts avec les Tchèques : « Le meurtre de Formis démasqua Méphistophélès. »

Un échec : l'affaire Jacob

Fin 1934, Heydrich déploya ses talents dans le dessein de s'emparer enfin d'un journaliste pacifiste, Berthold Jacob (Salomon), qui le gênait, afin de le traduire en justice en Allemagne pour «haute trahison ». À l'étranger, Jacob écrivait en tant que commentateur des questions militaires. Collaborateur de von Ossietzky à la revue *Weltbühne*, il quitta l'Allemagne après l'incendie du Reichstag. Les nazis le considéraient comme un élément dangereux puisqu'il dénonçait leurs préparatifs de guerre. En mars 1935, les agents d'Heydrich parvinrent enfin à l'attirer à l'hôtel *Sankt Gotthart*, de Bâle. Ils lui promirent de lui procurer un faux passeport allemand et, convaincu d'avoir affaire à des adversaires du régime national-socialiste, Jacob, le 9 mars 1935, monta avec eux

dans un taxi. Quand il se rendit compte qu'il était tombé dans un piège, il était trop tard. La voiture avait franchi la frontière à Lörrach, et il se retrouvait « dans son pays, le Reich ».

Dès le 12 mars, Jacob se retrouvait devant Heydrich dans le bureau de la Prinz-Albrecht Strasse. Heydrich, riant cyniquement, était convaincu que, grâce à la « confession » qu'il allait extorquer de Jacob, il pourrait facilement prouver que le journaliste, arrêté déjà en 1928 pour espionnage, était devenu entre-temps terroriste. De tels aveux auraient démontré au grand public qu'il fallait enfin recourir au service militaire obligatoire pour renforcer la défense du pays. Et Heydrich croyait avoir mené à bien une nouvelle provocation, si nécessaire au Reich, en ce moment.

Mais les Suisses n'avaient pas l'intention de laisser cet acte de gangstérisme sans réponse. L'affaire Jacob prit un tour aussi dangereux que l'affaire Dimitrov en son temps. Aussi Hitler décida-t-il de rendre, le 18 septembre 1935, le journaliste allemand kidnappé à Bâle aux autorités suisses.

Au début de 1935, Heydrich avait ainsi commencé à s'occuper intensivement des problèmes relevant de la politique étrangère. Il n'ignorait pas qu'Hitler et son état-major général disposaient de plans à appliquer en cas de guerre. L'économie et l'industrie allemandes se reconvertissaient avec une rapidité extrême. Une partie de l'industrie quittait la Ruhr afin de s'installer dans le centre du pays ; les instituts de recherche travaillaient à des produits de remplacement destinés à assurer à l'économie de guerre son indépendance vis-à-vis de l'étranger. Les crédits du service de la sûreté furent augmentés: de 1935 à 1938, le nombre des «collaborateurs honorifiques[r] » du service devait doubler. Heydrich, par l'intermédiaire d'Himmler, reçut l'ordre du Führer de transformer son département III (étranger) en une sorte de service extérieur de son ministère secret. Non pas pour remplacer les services officiels du ministère des Affaires étrangères, mais en vue de recueillir toutes les informations supplémentaires: celles qui n'arrivaient pas par la voie traditionnelle. Une occasion favorable s'ouvrait au national-socialisme, celle d'enrôler comme informateurs les antisémites et les fascistes des pays étrangers. Ce fut le point de départ d'une gigantesque organisation qui s'étendit aux minorités allemandes en Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Union soviétique, Yougoslavie et, aussi, aux Suisses, aux Français, aux Luxembourgeois, aux Flamands, aux Wallons, aux Néerlandais, aux Danois, aux Norvégiens, tous devaient former ce qu'on appela en 1936 la Cinquième Colonne, selon le slogan du général Mola qui, pendant la guerre civile espagnole, avait affirmé à la radio de Tolède que quatre colonnes

convergeaient sur Madrid, mais qu’une cinquième se trouvait déjà à l’intérieur de la capitale.

C’était un fait certain : certaines minorités de différents pays, des groupes et organisations fascistes, commencèrent dès l’arrivée au pouvoir d’Hitler, à demander à Berlin de soutenir leurs efforts pour l’indépendance. Heydrich se vit confier la mission de coordonner les mouvements fascistes de l’étranger, les minorités allemandes et les émigrés de divers pays. Ces éléments constituaient un front des révisionnistes[s], demandant l’établissement en Europe d’un Ordre nouveau. À cela vint s’ajouter un mouvement antisoviétique de plus en plus actif entretenu par des émigrants russes, et qui préparait psychologiquement «la croisade contre le judéo-bolchevisme ».

Non seulement ces mécontents sont des informateurs tout désignés, mais les mouvements révisionnistes ont créé des groupes de terroristes qui n’attendent que le moment, le plus imminent possible, pour se mettre en marche. Heydrich doit se tenir prêt, en cas de guerre, à mettre en place des gouvernements fantoches dévoués au Reich. Et il faut qu’il dispose du matériel de propagande indispensable et organise un réseau de stations émettrices.

L’état-major d’Heydrich étudie en détail de quelle manière, le moment venu, il lui faudra entreprendre l’exportation de l’antisémitisme. L’« olympe des chemises brunes » projette une série de provocations grâce auxquelles on pourra allumer une traînée de poudre qui enflammera toute l’Europe, et qui pourront en même temps favoriser les desseins politiques du Reich. Mais, pour l’instant, l’antisémitisme n’est pas encore un article d’exportation.

La direction du parti était tout à fait convaincue que le département officiel des Affaires étrangères et son corps diplomatique ne convenaient nullement à de telles opérations. Hitler, se servant des fonctionnaires hérités du régime de Weimar, leur demandait seulement de poursuivre leurs relations économiques et amicales avec l’étranger. Remplacer ces diplomates expérimentés eût été une faute. Ils jouissaient déjà de la confiance de l’étranger, et leur mission consistaità«travailler » leurs partenaires en fonction des besoins économiques du Reich.

En dehors de cette zone d’intérêt, le III[e] Reich faisait également de la propagande sur les jeux Olympiques prévus pour l’été de 1936 à Berlin. On construisait un stade capable de contenir cent mille personnes. Heydrich expédia partout des émissaires afin de préparer d’autres rencontres sportives, post-olympiques. Il pensait déjà à un match Allemagne-Amérique et à une autre

rencontre où les meilleurs athlètes d’Europe affronteraient ceux des États-Unis.

Tandis que le Reich multipliait ses démonstrations pacifiques et amicales envers le monde enthousiaste du sport et de la jeunesse, Heydrich intensifiait le travail de son département III (Étranger) qui, pour des raisons de secret, était le seul habilité à créer des « commandos spéciaux ».

Dans certaines circonstances, il fallait qu’interviennent les groupes armés du service de la sûreté, les chefs nazis n’aimant pas que la Reichswehr se mêlât des questions de politique.

Ces hommes du SD et de la Gestapo recevaient une longue formation, ils étaient sélectionnés d’après certains critères (la connaissance des langues étrangères constituait une excellente recommandation), et on leur assurait un entraînement incluant toutes les techniques du corps à corps.

En 1935, la situation exige que le service de la sûreté s’attaque non seulement aux problèmes de politique étrangère, mais aussi aux nécessités que poserait la conduite de la guerre future. Il faut donc répartir les tâches entre les deux services secrets, le politique et le militaire, et les coordonner.

Le 2 janvier 1935, Canaris fut nommé chef de l’Abwehr. Capitaine de vaisseau quand il prit ses fonctions au 72-76 du Tirpitz-Ufer, les milieux de la marine le considéraient comme une personnalité politique, et cette promotion leur parut surprenante. Son ancien élève et ami Heydrich n’y était sans doute pas étranger, car il avait vu passer sur son bureau les rapports sur toutes les intrigues qui freinaient l’avancement de Canaris, âgé de quarante-huit ans. En fait, Blomberg ne comprenait pas pourquoi le gouvernement nazi ôtait son poste, brusquement, à l’amiral Patzig, son loyal collaborateur. Mais la démarche que Canaris fit autrefois en faveur d’Heydrich, suspendu de la marine, n’était restée un secret pour personne; Canaris, sauveteur d’Heydrich et admirateur du Führer, méritait cette promotion. Mais sa désignation équivalait aussi à un affront. Pour Blomberg, cette nomination représentait un empiètement manifeste dans le domaine de ses compétences de ministre. De plus, il aurait désormais à faire à un chef de l’Abwehr qui pourrait approcher directement Hitler grâce à ses bons rapports avec les SS. Blomberg se rendit également compte que la troupe d’Himmler et d’Heydrich à la Prinz-Albrecht Strasse «volait» tout pouvoir réel à Göring, car le n° 2 du Reich perdait *de facto* par ce changement son contrôle de la Gestapo. Et voici qu’Himmler et Heydrich allaient également avoir leur mot à dire dans les problèmes du ressort de l’Abwehr. Aux yeux du ministre de la Guerre du Reich : un sacrilège!

On connaît le point de vue de la famille d'Heydrich, qui ne veut à aucun prix que le chef de la sûreté ait fait nommer son professeur et ami Canaris chef de l'Abwehr.

La postérité, d'après elle, ne doit voir en Heydrich que l'homme chargé de mettre sur fiches les ennemis du pays. Voici ce que dit Lina Heydrich de l'activité de son époux à la Maison brune :

«Rassembler des informations, désigner et transmettre les choses qui pouvaient nuire au pays était pour son collaborateur un devoir et un service compréhensible rendu à la patrie[153]. »

Nous comprenons très bien que Mme Heydrich s'efforce d'« objectiviser » aujourd'hui son mari et que, par conséquent, elle n'arrive plus à se souvenir exactement de cette « rencontre fortuite » au cours du printemps de 1935 entre Heydrich et Canaris. Cette rencontre est entrée dans l'histoire du service secret allemand :

«En se promenant avec sa femme, Canaris aperçut dans la Dolle Strasse, venant vers lui, un chef SS marchant à côté d'une jeune femme blonde qui poussait une voiture d'enfant. Canaris s'arrêta un instant, puis s'écria : “Mon Dieu, mais c'est Heydrich !” L'autre, s'approchant, reconnut son vis-à-vis. Heydrich, reprenant ses vieilles habitudes, claqua des talons et demanda : “Vous ici, à Berlin, commandant ?” Les deux hommes se serrèrent la main avant la présentation de la jeune femme blonde : Lina Heydrich, mariée depuis 1931 avec l'assistant d'Himmler, a déclaré que son mari et Canaris ne s'étaient pas vus depuis douze ans[154]. »

L'année même où l'on publiait ce récit, Lina Heydrich nous donnait le sien :

« La première fois, ils se sont rencontrés sur le navire de guerre Braunschweig[t], sur lequel Canaris était capitaine de vaisseau. En 1934, nous avons déménagé vers Berlin-Sud, où nous avons habité jusqu'en 1937. Au printemps 1935, au cours d'une promenade du dimanche, nous avons rencontré un couple que Reinhard, surpris, a salué avec joie. C'étaient Canaris et sa femme. Ils habitaient la même rue que nous[155]. »

Deschner, le biographe d'Heydrich, raconte lui aussi cet épisode qui aurait décidé de la collaboration future des deux hommes. Et l'on attend que nous en tirions la conclusion suivante: sans cette rencontre fortuite en pleine rue entre Heydrich et Canaris, Heydrich n'eût jamais pu s'immiscer dans les affaires de l'Abwehr, car un von Blomberg le lui aurait strictement interdit.

Voici ce qu’en dit Deschner :

«De plus, un hasard fait d’eux des voisins. Venant de Swinemünde, l’amiral s’est installé dans un appartement dans le sud de Berlin. Simultanément, les Heydrich avaient acheté une maison dans la Dölle Strasse… Le dimanche après-midi, la famille Canaris venait jouer au croquet dans le jardin des Heydrich, et, le soir, Canaris prenait sa revanche en faisant lui-même la cuisine[156]. »

Ainsi, Heydrich, chef des services secrets du parti et grand patron de la Gestapo, ne savait même pas quel était l’homme que Hitler et son ministre de la guerre, von Blomberg, venaient de promouvoir à la tête de l’Abwehr ! Et Canaris, chef du contre-espionnage de l’armée, ignorait totalement qui dirigeait la Gestapo!

Il nous suffira de nous poser une question : comment est-il possible que, dès le 17 janvier 1935, deux semaines après l’entrée en fonction du chef de l’Abwehr, Heydrich et Canaris, aient pu faire établir par leurs collaborateurs un protocole qui jetait les bases d’une collaboration entre leurs services secrets respectifs, le politique et le militaire ? Ce début de collaboration s’intensifiera le 21 décembre 1936 : il s’agit de ce qu’on a appelé les « dix commandements » que l’adjoint d’Heydrich, Werner Best, mit au point avec les représentants de l’Abwehr, et qui définissaient les compétences des deux organismes. La Gestapo chargée, en premier lieu, de réprimer les actes de haute trahison ; l’Abwehr, s’occupant des informations venant de l’étranger. Du fait que, en temps de paix, l’Abwehr ne disposait d’aucun corps de police militaire, la Gestapo constituait l’organisme d’exécution, y compris dans les affaires intéressant l’étranger.

Cet accord satisfaisait les deux parties, une « parfaite collaboration était garantie[157] ». Heydrich réussissait à faire attribuer à sa sûreté le contrôle de la police des frontières et de son service d’informations, la surveillance des étrangers, l’administration des passeports, etc. Cela signifiait que les diplomates étrangers, les représentants de la presse, les hommes d’affaires, les étrangers suspects seraient désormais surveillés par le chef de la sûreté et ses acolytes. Naturellement, la lutte contre tous les ennemis de l’État, intérieurs et extérieurs, faisait désormais partie du domaine d’attribution d’Heydrich. L’Abwehr était tenue, en cas de besoin, de prêter assistance aux émissaires d’Heydrich et d’informer la sûreté de toutes les activités intéressant ces secteurs.

Ni von Blomberg ni l’amiral Patzig n’auraient signé un tel accord. Il fallait pour cela d’autres hommes. Car, du coup, la Reichswehr reconnaissait l’extension des activités du service de la sûreté au-delà des frontières du Reich.

On comprend parfaitement que von Blomberg et Patzig ne pouvaient transformer leur personnel militaire et tous leurs agents opérant à l'étranger en une police chargée de combattre les ennemis de l'État.

Une action commune de la police et de la Reichswehr devait être entérinée par les Affaires étrangères. Cette lutte à l'étranger exigeait toutefois une augmentation du personnel du service de la sûreté et une formation particulière des agents spéciaux. Heydrich réorganisa son département III (Étranger) afin de collaborer le mieux possible avec l'Abwehr, malgré le partage formel de leurs compétences. Cette réorganisation se fit sur le modèle de l'Abwehr, comme le montrent les trois services que comprit désormais le département III :

III 1 : le service de renseignement à l'étranger, c'est-à-dire espionnage dans les autres pays, Heydrich allait envoyer à l'étranger des agents dignes de confiance et qui emploieraient d'autres moyens que ceux, classiques, de l'Abwehr. Les pressions et les menaces de mort faisaient partie de ce programme.

III 2 : le contre-espionnage ou défense contre les activités étrangères en Allemagne. Ce service avait la tâche de protéger les autorités du Reich, de camoufler l'industrie d'armement et de neutraliser les agents ennemis infiltrés ou embauchés en Allemagne.

III 3 : le sabotage à l'étranger. C'était le service le plus important du département III, capable d'actions complexes pour nuire à de grandes personnalités étrangères ou à des gouvernements étrangers. Ces agents devaient être à même de mener à bien des opérations de sabotage en cas de guerre.

Tout ce qu'Heydrich entreprenait portait indiscutablement sa marque, et l'on ne pouvait s'y tromper. Lorsqu'on analyse les opérations du département III, chacune d'elles est comme signée de sa main. Elles sont toujours accomplies sans scrupule quant au choix des moyens et dans le plus grand secret. Heydrich manipule des hommes dont il se débarrasse une fois l'opération faite, ou qu'il jette en pâture à l'opinion publique en les présentant comme des agents ennemis.

Au service III 3, il fallait un chef. Heydrich nomma à ce poste un avocat rhénan, Heinz Jost, national-socialiste fanatique, qui avait presque le même âge que lui. Jost, entré au parti dès 1927, devenait dès 1933 directeur de la police de Worms. Après la «Nuit des longs couteaux», il rejoint le SD et occupe un poste clé dans la « Centrale ». Les rapports Heydrich-Jost ne se dérouleront pas sans heurts, car Jost, jetant le masque, se révélera un parfait arriviste qui «ne témoigne aucune reconnaissance pour celui qui l'a mis en selle[158] ».

Ainsi, dès le début de 1935, Heydrich a transformé l'ensemble de ses bureaux de la Prinz-Albrecht Strasse et de la Wilhelmstrasse en de véritables « forteresses de la révolution », qui lui donnent la possibilité de s'occuper aussi d'une façon « légale » des problèmes de politique étrangère.

C'est au début de 1935 que commence cette nouvelle ère des services spéciaux. Heydrich, «général de l'armée de l'ombre », triomphe. La providence lui avait offert un collaborateur dont il connaît seul la véritable valeur: Canaris. Maintenant, des coulisses où il se tient, il peut faire l'histoire mondiale. Certes, Heydrich a trouvé une devise réconfortante pour Canaris : « *Gestapo et Abwehr viribus unitis* », mais le chef de l'Abwehr comprend très vite qu'au lieu d'être la locomotive, il n'est que le wagon que tire son ancien élève. Cette situation ne sera pas sans provoquer beaucoup de difficultés, mais jamais un conflit ouvert.

Au début de 1935, Himmler et Heydrich ne se contentent plus de l'espionnage, ils éprouvent le besoin d'avoir un organe de presse à eux qui diffusera auprès de l'élite leurs conceptions personnelles et celles du Führer. Ils fondent donc le Journal des escadrons de protection du parti national-socialiste, organe de la direction SS du Reich, qui prend le nom de *Das Schwarze Korps* (« Le Corps noir »). Le rédacteur en chef sera Günther d'Alquen. Fils d'un commerçant d'Essen, Führer de la Jeunesse hitlérienne dans ses jeunes années, d'Alquen est l'homme qui convient à Heydrich. Au début, le chef des services secrets pense qu'une édition de cinquante mille exemplaires suffira à toucher la totalité de son électorat. Mais il s'aperçoit très vite que ses homélies SS, dirigées contre les Juifs, les chrétiens, les francs-maçons et, bien entendu, le bolchevisme mondial, sont de plus en plus demandées, et il portera donc le tirage à presque cent quatre-vingt-dix mille exemplaires, tandis que le nombre des pages passera de huit à vingt. (Deux ans plus tard, en 1937, *Das Schwarze Korps* tirera à cinq cent mille exemplaires puis, au début de la guerre, à sept cent cinquante mille!)

L'intermède des jeux Olympiques

Le chef de la sûreté est un amateur du sport. Aussi veut-il, tant pour lui-même que pour le Reich, faire des jeux Olympiques de Berlin un événement extraordinaire. Les SS doivent montrer au monde entier que toutes les accusations portées contre le IIIe Reich font partie de cette propagande que mènent les ennemis de l'Allemagne contre le peuple allemand.

Heydrich n'a pas encore surmonté le coup que lui a porté la fuite à l'étranger de Thomas Mann, ce prix Nobel qui, depuis, « excite » le monde contre le Reich d'Hitler. Et voici qu'à l'instant même où un stade flambant neuf capable de

contenir cent mille spectateurs et les délégations de cinquante-deux pays s'élève à Berlin, le frère de l'écrivain, Heinrich Mann, auteur lui-même du célèbre *Professeur Unrat* (devenu au cinéma *L'Ange bleu*), embouche lui aussi le clairon des agitateurs :

« Les sportifs internationaux qui iront à Berlin n'y seront rien d'autre que des gladiateurs, les prisonniers et les bouffons d'un dictateur qui se croit déjà le maître de ce monde[159]. »

Les nazis pensent qu'ils vont pouvoir réduire au silence tous leurs adversaires avec des jeux Olympiques. Ils les présentent comme un « appel à la jeunesse du monde », un « appel à la paix mondiale », une proclamation de la solidarité des peuples contre les «excitateurs professionnels ». Il s'agit de démentir ces hommes politiques étrangers qui estiment que la paix est en péril, ces émigrés qui dénoncent les poursuites contre les intellectuels et contre les chefs des partis de l'opposition. Et, pourtant, il y a deux ans, les nationaux-socialistes ont assassiné le chancelier Dollfuss ; il y a àpeine un an, le 14 septembre 1935, les lois dites «de Nuremberg » sont entrées en vigueur; le 7 mars 1936, des troupes allemandes ont réoccupé la zone démilitarisée de la Rhénanie ; depuis le début de la guerre civile espagnole en juin 1936, la Luftwaffe du Reich intervient sans interruption aux côtés des franquistes. Et les avions de Göring assurent un transport d'armes régulier vers la péninsule ibérique.

Aux États-Unis, en Espagne, en Hollande, en Norvège, en Suède, en France et en Angleterre, des voix s'élèvent publiquement pour demander que l'on s'abstienne de participer aux jeux hitlériens. Cette olympiade nationale-socialiste, comme on disait, n'avait qu'un but : masquer la dictature et, avec elle, les préparatifs de la guerre. Certes, il existe un comité international. Le président est Theodor Lewald, un ex-secrétaire d'État : depuis longtemps, le sport allemand sert au IIIe Reich d'instrument politique, Heydrich lui-même fait partie du comité ! Depuis le début, il a travaillé à incorporer dans les SS une bonne partie des athlètes allemands. Le président du comité lui-même a perdu toute influence.

Hitler a donné à Heydrich l'ordre de faire de cette gigantesque manifestation sportive un festival national-socialiste. Le chef de la sûreté veille à ce qu'il n'y ait pas un seul accroc. La Nouvelle Allemagne désire se montrer supérieure à tout ce qu'on peut attendre d'elle. Et pour répondre aux vœux d'Hitler, Heydrich et Goebbels se mettent d'accord sur la stratégie et la tactique de l'organisation. La première mesure qu'ils prennent, bien avant l'ouverture des jeux, est d'envoyer les meilleurs athlètes allemands comme «diplomates sportifs» dans

les pays où l'on critique particulièrement la politique allemande. Ils doivent apparaître comme les garants du gouvernement hitlérien, qui s'engage à ne pas utiliser les jeux à des fins de propagande, car leur organisateur, affirmeront-ils, est et demeure le Comité olympique international.

Max Schmeling, le célèbre boxeur, part pour l'Amérique ; et le président du Comité olympique national des États-Unis, Avery Brundage, arrivera à Berlin avec trois cent trente athlètes et quatre-vingt-six fonctionnaires. Pendant les jeux, les kiosques cesseront d'afficher *Der Stürmer*, l'ignoble feuille antisémite. On la remplace par les journaux étrangers et des portraits d'Hitler en évidence qui représentent le dictateur en vêtements civils.

Les stratèges d'Heydrich ont tenu compte de la composition nationale et professionnelle de chacune des délégations, et prévu pour les intéressés des visites d'usines, de services sociaux, de centres éducatifs et d'instituts d'enseignement. Partout où arrive un groupe de sportifs étrangers, des Jeunesses hitlériennes les accueillent avec fleurs et roulements de tambours.

Le véritable metteur en scène, Heydrich, reste dans l'ombre. Il a convoqué à Berlin, dans toute l'Allemagne, les meilleurs, les plus fidèles, et, de préférence, les plus instruits des fonctionnaires sportifs du parti national-socialiste. Habillés d'uniformes noirs flambant neufs et pourvus largement d'argent de poche, ils auront pour mission de faire visiter Berlin aux sportives étrangères. «Ainsi, dans les boîtes de nuit de Berlin, sur deux hommes, on voyait au moins un SS. » De jolies étudiantes, parlant parfaitement les langues étrangères, sont elles aussi prêtes à faire visiter aux athlètes et aux officiels du monde entier la capitale de l'Allemagne et à les accompagner à l'Opéra ou au concert. Reçus en amis, tous les étrangers vont baigner dans la chaleureuse atmosphère de l'accueil national-socialiste.

L'ouverture solennelle des jeux d'été 1936, dans le nouveau stade olympique, est l'occasion d'une cérémonie splendide. Le Führer du IIIe Reich y apparaît accompagné par le Président du Comité olympique international, le comte belge Henri de Baillet-Latour, et son collègue allemand Theodor Lewald. Les deux présidents sont en habit, le dictateur en chemise brune et en bottes. La foule qui se presse dans le stade accueille par une formidable ovation les trois personnalités que suit un cortège interminable de notabilités. Le spectacle de cette immense galerie des mirages dépasse les espérances les plus téméraires des tireurs de ficelles, Goebbels et Heydrich.

Puis défilent tenant haut leurs drapeaux quatre mille deux cent soixante-neuf

concurrents venus de cinquante-deux pays. Pas un seul parmi eux ne manquera de saluer, le bras tendu, le Führer Adolf Hitler, comme le font les athlètes français, dont la participation a été financée par le gouvernement de Léon Blum, socialiste et juif. Et ce ne sont pas seulement les membres, sportifs ou non, des délégations qui succombent à l'illusion qu'une nouvelle ère commence pour l'Allemagne. Fièrement, Carl Diem qui fait figure d'organisateur, insiste sur le fait que Blancs, Noirs et Juifs prennent part à ces jeux sur un pied d'égalité. Le monde doit reconnaître qu'il n'existe en Allemagne aucune discrimination de race !

En plus du succès de son organisation, Heydrich remporte un triomphe personnel : dans l'association allemande d'escrime, où il donne le ton, voici qu'une escrimeuse juive, Hélène Meyer, se détache. Et même l'équipe du hockey sur glace a son alibi juif: le joueur Rudi Ball.

Les lois de Nuremberg pour la protection du sang semblent bien oubliées.

Aussi le fondateur des jeux Olympiques modernes, Pierre de Coubertin, qui a lutté énergiquement contre le boycottage, croit alors que son engagement est justifié: Hitler est sincère dans ses offres de paix et d'amitié.

Aucun participant aux jeux n'est choqué par une affiche antisémite, aucun athlète ne voit, ne serait-ce que de loin, un camp de concentration. Pendant cette période, les prisonniers politiques, qui travaillent dans des entreprises agricoles, demeurent invisibles. Les esclaves dans leur tenue zébrée ont disparu du paysage.

Des drapeaux à croix gammée décorent les façades des maisons. Parmi les athlètes américains, des Juifs comme les sprinters Samuel Staller et Marty Glickmann, l'haltérophile David Mayer et le joueur de basket Samuel Walter doivent se convaincre de l'harmonie qui règne en Allemagne dans la communauté populaire.

Les jeux Olympiques s'achèvent en triomphe pour le Führer : ils constituent un énorme succès pour les protagonistes de Goebbels et le service de la sûreté d'Himmler et d'Heydrich. La cérémonie finale couronne leur victoire. Un spectacle jamais vu jusqu'alors se déroule dans l'obscurité du soir, et l'enivrement collectif de centaines de milliers de personnes atteint son apogée d'enthousiasme quand plus de cinquante gigantesques projecteurs, tout autour du stade, créent au-dessus de lui l'illusion d'un dôme de lumière.

Cette fête de la paix s'achève sur une apothéose : les athlètes allemands ont gagné trente-trois médailles d'or, neuf médailles de plus que les États-Unis

n’emporteront dans leur pays.

« Nos succès aux jeux Olympiques ont montré que l’année 1933, pour le sport allemand, marque aussi le début d’une phase nouvelle », déclarera Heydrich à ses camarades escrimeurs lors de la remise des trophées.

Tacticien subtil, Heydrich qui a organisé cette grande rencontre amicale comme la plus réussie des manœuvres de camouflage, sait que les cylindres de son énorme orgue de Barbarie continueront un temps à seriner la mélodie de la paix olympique. Dans leurs élégants uniformes noirs, avec leur insigne à tête de mort sur leurs casquettes et leurs hautes bottes brillantes, les SS ont joué de façon convaincante leur rôle de gardiens de la paix du monde. Sur le moment, personne ne soupçonne que, seulement trois ans plus tard, ils se chargeront de meurtres en série. Et si quelqu’un ose interroger ces surhommes pleins d’allant sur l’existence des camps de concentration, il reçoit, selon les directives données par Heydrich, une réponse très calme : « Des camps de concentration ? Oui, il y en a naturellement, mais seulement pour les communistes et les criminels. Par solidarité avec eux, les Russes ne sont pas venus. » Et cette réponse suffit. Les SS ne font peur à personne ; la police apparaît comme un facteur d’ordre ; et c’est bien l’avis de Brundage, le président du Comité olympique américain, qui se fait photographier alors qu’il tend démonstrativement la main à un Schupo[u].

Pourtant, les voix des clairvoyants ne se taisent pas. Le prédécesseur de Brundage, le commodore Ernest Lee Jahncke, sous-secrétaire d’État américain à l’Intérieur, réaliste, s’est démis de son poste avant le début des jeux. Sans succès, il a tenté de réveiller le monde: une participation aux jeux Olympiques de Berlin, a-t-il prédit en vain, signifiera la légalisation du régime de violence en Allemagne. En vain, le président de l’athlétisme américain, Maloney, n’a pas caché son opinion : « Je crois qu’une participation aux jeux sous la croix gammée est la reconnaissance tacite de tout ce que symbolise cette croix gammée[160]. »

Le fait est que la Ligue du Reich allemand pour les exercices corporels, l’hôte véritable des sportifs venus pour les jeux Olympiques, en a fait un festival de propagande, une démonstration de la politique de puissance nationale-socialiste. Les chefs du sport allemand, von Tschammer et Osten, ont rang de Gruppenführer SA, ce qui correspond au grade de général dans l’armée. Les vingt-trois départements sportifs et leurs directeurs sont soumis au contrôle du parti. La Ligue du Reich allemand pour les exercices corporels a été divisée en seize Gau[v], et pour chacun d’eux le Führer du Reich pour le sport a nommé un

Gauführer[w] choisi dans la Ligue. Dans tous les Gau, les mandataires du Führer du Reich pour le sport appartiennent obligatoirement à la SA ou aux SS. Ce Führer, c'est Adolf Hitler lui-même qui le nomme, pour qu'il désigne à son tour les directeurs des vingt-trois départements. Ces directeurs constituent ensemble, avec d'autres personnalités choisies par le Führer du Reich pour le sport, le Conseil des Führers.

La nomination des vingt-trois directeurs des départements et de seize Gauführers est soumise à l'accord du parti et du service de la sûreté. À chacun des échelons, le chef agit en ayant pleinement conscience qu'il dépend du Gruppenführer SS Reinhard Heydrich. Celui-ci, tantôt en tenue et masque d'escrimeur, tantôt en uniforme SS, fait résonner sur son orgue, le plus haut et le plus clairement possible, la mélodie de la paix du Führer Adolf Hitler. Cinq millions de postes récepteurs, qui touchent au moins quinze millions de personnes, transmettent les jeux Olympiques. Cet opium s'envole de l'arène, porté par les ondes, jusque vers les pays étrangers, endort partout des millions et des millions de personnes facilement convaincues. L'imperator germanique Adolf Hitler, suivant l'exemple de ceux de Rome, sait que grâce à son *panem et circenses* il est en train de mettre son peuple en condition pour que, plus tard, ses divisions puissent inonder l'Europe. Et ceux qui vont mourir demain le saluent à la romaine, le bras levé : dans un proche avenir, le Siegheil – le salut de la victoire – aux lèvres, ils entreront dans l'arène de la guerre mondiale, condamnésàyperdre la vie, pour leur Führer ! *Ave Caesar, morituri te salutant !*

En dehors d'Heydrich, rares sont ceux qui connaissent le but lointain de cette opérette olympique. En tant que chef de la sûreté, il assume la responsabilité du secret absolu qui entoure le réarmement de l'Allemagne. Il s'est vu confier la mission de prendre toutes les mesures imaginables pour isoler de la réalité du Reich les réceptions triomphales que Hitler, Göring et Goebbels ont organisées pour les jeux Olympiques.

Dans les coulisses, Hitler édifie déjà une solide amitié anglo-allemande, condition nécessaire d'une accélération rapide du réarmement : en cas de guerre, pense-t-il, l'Angleterre s'abstiendra de toute intervention militaire. Les diplomates allemands font tous leurs efforts afin d'inviter à Berlin des personnalités parmi les plus importantes d'Angleterre. Parmi ces invités d'honneur figure un homme qui connaît bien l'Allemagne et qui est le conseiller de la couronne en matière de politique étrangère, Lord Robert Vansittart. Une magnifique soirée de gala a lieu en son honneur à la chancellerie du Reich. Y assisteront le duc d'Hamilton, ami de la famille royale et personnalité influente

de la gentry britannique, ainsi que de nombreux lords. Rudolf Hess est présenté au duc. L’adjoint du Führer qui, en tant qu’expert en géopolitique est partisan d’une position prééminente de la puissance anglaise dans le monde, cherche à gagner l’amitié du duc. Désormais, le duc ne cessera plus de hanter les pensées de Rudolf Hess[x].

Göring, lui aussi, aura son invité : l’ancien ministre britannique de l’Aviation, Lord Londonderry. En son honneur, à soixante-dix kilomètres de Berlin, dans sa propriété légendaire de Karinhall, Göring organise une partie de chasse anglo-allemande. Ce château, situé au bord d’un lac au milieu des landes, offre aux invités tout ce qui peut enchanter un vrai chasseur: aurochs, élans, cerfs et chevreuils.

Les entretiens au coin de la cheminée ne tournent pas autour des trophées de chasse, mais sur le réarmement en matière d’aviation. Göring veut convaincre son auditoire que le gouvernement du Reich s’en tient à une parité en ce qui concerne la puissance aérienne, car Hitler n’a qu’un but : protéger le IIIe Reich contre toute attaque possible de l’Est. Du fait que l’aviation décidera en grande partie du cours de la guerre, Hitler et Göring s’efforcent d’empêcher Anglais et Américains d’intervenir trop tôt dans les opérations qui se dérouleront. Ce qu’ils veulent, c’est établir un climat de confiance qui liera Londres à Berlin.

Afin que les amis transalpins du Reich n’éprouvent aucune jalousie devant la préférence accordée à l’Angleterre, Goebbels organise une nuit italienne sur la Pfaueninsel – l’île aux paons – du lac de Wannsee aux environs de Berlin. Le Tout-Berlin, avec ses comédiens, ses écrivains et ses artistes, s’offre avec les amis fascistes une fête élégante à la lueur des lampions vénitiens.

Joachim von Ribbentrop participe aussi à la grande opération de séduction. Lui qui, avant la prise du pouvoir, a contribué au financement du parti, a reçu en récompense le titre ronflant de «chargé d’affaires pour la politique étrangère ». Dans ce bureau Ribbentrop, comme on l’appelle, des jeunes gens tous experts, travaillent, les uns sur l’Angleterre, d’autres sur l’Italie ou le Japon. L’ancien commerçant en Sekt – le champagne allemand – aime jouer les hommes d’État; il réunit ses invités dans le jardin de sa villa de Danlem, l’un des beaux quartiers résidentiels de Berlin, et y fait dresser des tentes où le « champagne » coule à flots pour ses invités, évidemment ! Ribbentrop, auquel Hitler a promis l’ambassade à Londres, consacre une attention particulière à ses convives anglais. Il n’est pas un inconnu pour eux, car sa réussite dans l’accord naval germano-britannique du 18 juin 1935 a montré qu’il pouvait être un fin politique.

Alfred Rosenberg, directeur du département de politique étrangère du parti national-socialiste et rédacteur en chef de l'organe du parti, le *Völkischer Beobachter*, fait ce qu'il peut en l'honneur des étrangers les plus marquants. À chaque réception, il devient la figure centrale autour de laquelle on s'assemble. C'est que tous veulent être l'objet d'une mention flatteuse dans une publication aussi influente. On tient l'idéologue du parti qu'est Rosenberg pour un stratège du maintien du Commonwealth et de la destruction de l'Union soviétique. Aux yeux de cet homme politique originaire de Russie, les jeux Olympiques représentent la première escarmouche de la lutte que l'Occident devra mener et gagner contre le «danger bolchevique ».

Cependant, ce grand déploiement de diplomatie et de propagande ne réussit pas à chasser le sentiment d'insécurité qui s'installe à Berlin dès la fin des jeux. Dans les milieux gouvernementaux, le bruit court que Lord Vansittart est d'avis qu'on ne peut plus éviter une nouvelle guerre, et que, manifestement, le IIIe Reich poursuit un formidable réarmement. L'expert de sa majesté aurait insisté sur le fait qu'on ne pouvait prévoir les dimensions d'un futur conflit armé, car une nouvelle conflagration s'étendrait bien au-delà des frontières des États impliqués à d'autres continents, et cette guerre se transformerait finalement en un choc d'idéologies, de pays et de races.

Heydrich consigna ces considérations prophétiques de l'aristocrate britannique dans le fichier du service de la sûreté. Jusqu'à sa mort, il n'oubliera plus Lord Vansittart. Dans ses Mémoires, Paul Schmidt, l'interprète vedette du Reich, nous rappelle ces prévisions fatidiques :

« La prochaine guerre ne s'en tiendra pas aux frontières nationales. Les fronts se formeront au milieu de chaque peuple, car ce ne sera pas une guerre de nations, mais le choc de différentes conceptions du monde[161]. »

Naturellement, les jeux Olympiques de 1936 ne pouvaient arrêter le réarmement, et bien que le traité anglo-allemand sur les flottes de guerre fût déjà signé, l'accord sur la parité aérienne ne fut jamais passé. Or, Hitler mettait ses espoirs dans cet ajustement, qui aurait eu pour conséquence l'abstention de la Grande-Bretagne dans la guerre qu'il préparait. Pour parvenir malgré tout à une entente, le nouvel ambassadeur à Londres, von Ribbentrop, reçut l'ordre d'intensifier la politique d'amitié entreprise pendant les jeux. Une spéculation vouée à l'échec, car les Britanniques comprirent le but unique de ce grand spectacle: détourner l'attention du monde des canons et des avions que fabriquait le IIIe Reich.

Heydrich, prévoyant cette éventualité, disposait d’un plan de rechange : deux ans plus tard, les athlètes de l’Europe affronteraient ceux d’Amérique ; une compétition sportive se déroulerait entre les deux continents. Le symbolisme politique serait clair : solidarité de l’Europe contre l’Amérique. Mais la guerre civile espagnole et l’Anschluss que le Reich préparait allaient rendre impossible la réalisation de ce projet: ses préparatifs furent étouffés dans l’œuf.

Trente ans plus tard, nous avons interrogé Werner March, l’un des constructeurs du stade olympique de Berlin, pour savoir ce que les architectes, les organisateurs des jeux et le peuple tout entier pensaient quand ils prenaient part de tout leur cœur et leur enthousiasme à la grande illusion hitlérienne. Il a répondu : « Ah, les olympiades ! Vous voulez certainement dire les heydrichiades ! Les architectes, les athlètes et le peuple allemand ont cru à la paix. Ce n’est qu’au cours des jeux que nous avons compris clairement que l’on nous avait honteusement abusés. » Max Schmeling devait après la guerre s’exprimer exactement comme March[162].

Comme nous demandions à March, alors âgé de soixante-douze ans, ce qu’il entendait par « heydrichiades », il a répondu que cette désignation des jeux Olympiques n’était pas de lui. Un fonctionnaire du Conseil des Führers de la Ligue du Reich pour les exercices corporels, qui pendant les préparatifs du spectacle s’entretint maintes fois avec le chef de la sûreté, utilisa un jour cette expression significative. Tout le monde savait qu’Heydrich eut aussi voix au chapitre sur le dispositif architectural. À tout moment et partout, on pouvait s’attendre à son intervention. Aucune réception sans lui : il prenait l’avion afin d’assister aux régates de Kiel et revenait aussitôt pour la compétition d’escrime : « Heydrich avait appris un tas de choses sur l’art scénique, mais il ne possédait pas la moindre idée de l’architecture. Il était outrecuidant et on aurait dit que nous construisions le stade pour son usage privé. »

La flamme olympique avait brûlé en l’honneur du IIIe Reich. Le drapeau olympique ? Disparu dans l’océan des drapeaux noir-blanc-rouge à la croix gammée! L’hymne olympique? Étouffé par le *Horst-Wessel-Lied*. Les Führers du sport allemand ? Des marionnettes agitées par les vrais monteurs du spectacle, Heydrich et Goebbels. Les chefs de la police et de la propagande pouvaient être fiers de la perfection de leur mise en scène.

Le Sportführer von Tschammer und Osten aurait été le dernier à oser faire quelque remontrance au chef de la sûreté du Reich. N’avait-il pas été l’un des invités de marque à la fête d’adieu donnée par le Gruppenführer SA Karl Ernst en juin 1934 ? Garder le silence, tel était l’ordre suprême, comme l’avait montré

le bain de sang du 30 juin 1934 et dont Karl Ernst fut l'une des victimes. Personne n'oubliait la Nuit des longs couteaux.

Ce que les sportifs enthousiastes présents à ces jeux voyaient s'écouler devant eux, sans qu'ils s'en doutent, c'étaient les derniers jours de l'Europe. Trois mois après la fin des jeux, le Schwarze Korps ne se cachait plus pour annoncer que, à partir de ce jour, on combattait les Juifs avec « l'épée et le feu ». Les lois de Nuremberg ressortirent des vagues de la grande marée d'amitié, qui se retira lentement.

Pourtant, certains Allemands ne se laissaient pas prendre à cet envoûtement olympique. Les antifascistes de Berlin adressèrent aux participants et aux touristes un appel qui constituait un avertissement. Pendant la nuit, des milliers de tracts furent distribués dans les rues, surtout aux alentours du stade. Dans l'un d'eux, édité par les «syndicats libres, les sociaux-démocrates et les communistes de Berlin », on pouvait lire :

«Au moment de l'ouverture des jeux Olympiques commencent dans toutes les parties du Reich de nouveaux procès contre les travailleurs sociaux-démocrates, communistes et catholiques, et les syndicats. De lourdes peines de prison et de camp de concentration pour ceux capables de travailler… sont infligées aux Allemands qui ont osé combattre pour le droit d'être libre et l'amélioration de leurs conditions de vie…»«…Exigez qu'on vous conduise dans les pénitenciers et dans les camps de concentration afin d'y converser avec des combattants qui se sont dressés pour la liberté, et que l'on torture et que l'on martyrise parce qu'ils ont combattu en faveur de la paix, de la liberté, du droit et de leur bien-être[163] ! »

Qu'il y eût dans la capitale des hommes qui n'approuvaient pas la politique nationale-socialiste, n'était pas nouveau pour Heydrich. Mais qu'ils eussent encore la capacité et les moyens d'exprimer leur mécontentement, le jeta dans une colère folle. Brandissant un de ces tracts, il cria aux gestapistes rassemblés à la Prinz-Albrecht Strasse : « Seuls les Juifs sont capables de produire de tels mensonges ! Et ces Juifs ont introduit cette saloperie de l'étranger. Ils vont le payer cher[164] !»

Dans l'ombre dont il s'entoure, Heydrich développe ses plans en vue de l'anéantissement des Juifs. La préparation psychologique de ce programme n'est pas encore au point, et la sûreté et la Gestapo ne disposent toujours pas de l'instrument indispensable. Le grand public mondial et les Juifs ne soupçonnent pas que le Reich s'apprête à faire disparaître, biologiquement, les « non-aryens »

de la surface de l'Europe. Il faut éviter des réactions hostiles chez les peuples coloniaux et chez les Japonais, alliés du Reich.

L'« Olympe noir » d'Heydrich

On se cassait la tête à l'étranger pour savoir qui tirait les ficelles de la police allemande, mais, faute d'informations précises, on revenait toujours à la Gestapo.

Le 20 avril 1934, Heydrich, venu de Munich, avait installé ses bureaux au 8 de la Prinz-Albrecht Strasse, et, plus personnellement, dans le palais du 102 de la Wilhelmstrasse. Ce déménagement lui permit de mettre enfin en pratique tout ce qui n'avait existé qu'en théorie dans son bureau de Munich. Comme on ne pouvait pas exiger de fonctionnaires réguliers de l'état qu'ils procèdent à des arrestations illégales, des actes de sabotage et des meurtres, une troupe spéciale devait s'en charger, composée de personnes « absolument sûres » liées entre elles par un lien idéologique, prêtes à tout instant à mener à bien n'importe quelle mission en utilisant des moyens « non conventionnels ».

Une fois Hitler devenu chef de l'État, les préparatifs de guerre atteignirent un rythme accéléré, et la centrale de la sûreté se vit attribuer un tout nouveau champ d'« actions spéciales ».

La grande vague d'arrestations déferlait déjà. Heydrich avait compris qu'il lui fallait mettre au point son instrument répressif et l'accorder à la politique d'expansion projetée, sa centrale s'occupant autant des questions étrangères qu'allemandes. Les unes et les autres nécessitaient toute une série de préparatifs afin que, au moment voulu, la tâche à accomplir pût être menée à bien. Le service de la sûreté et l'état-major général SS ne se souciaient plus énormément des arrestations d'opposants, de la saisie des écrits illégaux, du démantèlement des cellules communistes ou de la répression du sabotage dans les entreprises. Tout cela devenait de « l'épicerie » dont la Gestapo s'occuperait seule à l'avenir. Enfin, le service de la sûreté obtenait de grandes missions à remplir, d'une importance historique mondiale, dont Heydrich rêvait depuis des années.

Quand Heydrich eut bien organisé sa centrale de la Wilhelmstrasse, quand ce « cerveau de la nation » se mit à fonctionner comme il l'avait projeté, Himmler, en janvier 1937, dans un cours de national-socialisme destiné à la Wehrmacht, définit comme suit les tâches de ce service.

« Les domaines qui sont le ressort du SD sont le communisme, l'activité confessionnelle à caractère politique, et la réaction. Les problèmes ponctuels de l'exécutif ne l'intéressent pas. Vous vous en apercevez au cours de votre visite…

Seules les grandes questions de portée mondiale intéressent le service de la sûreté[165]. »

Cette visite dont parle Himmler concerne le 102 Wilhelmstrasse, où les officiers constateront que le service de la sûreté exerce une activité très différente de celle de l'armée et de la police. Il leur explique que la Suisse, depuis sept cents ans, est perdue pour l'Allemagne, tout comme la Hollande. L'Autriche, elle non plus, ne fait pas partie de l'Allemagne, car dans le passé personne ne s'est occupé de la propagande nécessaire ni de la consolidation du sentiment national. La conséquence logique, poursuit le Reichsführer SS, a été la séparation de l'Allemagne de ces États. Les officiers doivent connaître toute l'étendue des plans secrets du Komintern, l'influence qu'exercent les églises et les Juifs, quels sont ceux qui, à l'étranger, excitent l'opinion publique contre la nation allemande: «Telles sont les choses qui sont étudiées ici scientifiquement, à la manière d'un état-major général. Ces études dureront de nombreuses années. Dans la majorité des cas, on n'en est encore qu'au début[166]. »

Ces explications d'Himmler comportent deux éléments importants: le Reichsführer SS souligne qu'on étudie tous les problèmes«àla manière d'un état-major général », et c'est le plus grand éloge qu'il puisse faire de son adjoint, Heydrich. Et, deuxième élément, Himmler indique que ces études ne font que commencer. Le service de la sûreté, ce brain-trust du parti, est en train d'élaborer les plans de la grande agression.

Selon les rares documents du service de la sûreté échappés à l'incinération générale des archives et d'après les déclarations des survivants de l'état-major d'Heydrich devant le tribunal militaire de Nuremberg, le superpolicier du IIIe Reich a déployé la plus grande partie de son activité dans son futur ministère de la Police secrète, dans cette Wilhelmstrasse où se trouvaient le ministère des Affaires étrangères, de la Propagande et de la Luftwaffe, la chancellerie du Reich et le siège du chef suprême de l'État. Certes, Heydrich règne également sur l'instrument d'exécution redouté qu'est la Geheime Staatspolizei (ou Gestapo) installée dans la Prinz-Albrecht Strasse, mais c'est à la Wilhelmstrasse qu'il poursuit ses grands desseins. Et il sait que son heure sonnera dès que les plans qu'on y dresse auront un début de réalisation.

En réalité, tout comme un état-major prépare la guerre, Heydrich envisage la transformation de l'État national-socialiste en État SS. Cet État SS contrôlera tous les domaines vitaux en Allemagne et à l'étranger. Jour et nuit, avec ses experts, Heydrich peaufine ses plans qui aboutiront à la guerre biologique, à l'élimination physique de tous les adversaires du Reich, condition nécessaire à la

conquête d'un plus grand espace vital et la domination de l'Europe.

Parallèlement à ces tâches énormes, un département spécial du service est chargé d'exécuter des opérations du genre de l'incendie du Reichstag, du bain de sang du 30 juin 1934, de l'assassinat de Formis, etc. Dans les bureaux de la Wilhelmstrasse, le personnel dirigeant se compose de trois cents experts. Presque tous sortent des universités: juristes, linguistes, économistes, propagandistes, historiens, techniciens des différentes disciplines (physique, chimie, médecine, polémologie), théologiens et spécialistes des religions et du judaïsme, mais aussi policiers, artistes, sportifs, sans compter ceux qui peuvent être engagés dans les opérations que le service de la sûreté se réserve le droit exclusif d'accomplir: incendiaires, faussaires, kidnappeurs, meurtriers. Cette centrale admise par l'État et le parti prépare, comme nous le verrons, la liquidation définitive de tous les « ennemis » du Reich, en Allemagne comme en Europe. Elle forme aussi des groupes armés qui, dès la déclaration de guerre, seront à la disposition d'Adolf Hitler. Ces «groupes d'intervention » se spécialiseront en premier lieu dans les arrestations massives de Juifs et leur liquidation, ainsi que dans celles de l'intelligentsia des pays conquis.

À cette organisation, Heydrich apporte sa prodigieuse souplesse d'esprit, la puissance de sa volonté, toute sa personnalité. C'est là qu'apparaît sa force, qui ne s'exprime qu'en partie lorsqu'il agit en tant que Gruppenführer SS, chef de la Gestapo.

Heydrich, comme Himmler et comme tous les membres de son état-major, arbore l'uniforme noir de l'ordre des SS. L'insigne métallique à la tête de mort que tous portent à leur casquette impressionne fortement ceux qui ne font pas partie du Corps noir. Ils portent au bras gauche un brassard rouge où la croix gammée noire se détache sur fond blanc. Chaque fois que le Führer apparaît quelque part, on voit près de lui un SS, dont, bien entendu, le chef de ses gardes du corps, l'ancien boucher Sepp Dietrich. Même Ruldof Hess, l'adjoint du Führer, et Martin Bormann, son secrétaire, se montrent dans de nombreuses circonstances revêtus de cet uniforme.

En 1934, au nom du Führer, Rudolf Hess ordonna que seul le service de la sûreté fût autorisé à poursuivre ses activités en tant que service secret. Dès lors, il devint clair pour tous que le personnage le plus important de l'ordre SS était le chef de la sûreté. Après la mise au point et l'exécution avec Goebbels de la Nuit des longs couteaux, il devenait l'homme à redouter pour tous ceux qui y voyaient un peu clair. «Après le bain de sang du 30 juin 1934, nous savions tous que seul Heydrich était l'hydre exécutrice dont se servait le Führer », nous a

déclaré Ernst Hanfstaengl, qui rappelons-le fut pendant de longues années le conseiller d'Hitler pour la presse étrangère. «Comme, personnellement, je n'avais jamais montré d'intérêt envers l'uniforme noir, bien que je fusse lié d'amitié avec Adolf Hitler depuis 1923, cela a suffi pour que je figure sur la liste noire d'Heydrich. Parmi les grands chefs nationaux-socialistes, nombreux étaient ceux qui surestimaient l'influence qu'ils avaient sur Hitler. Ce fut le cas surtout d'Ernst Röhm. Mais Heydrich savait toujours ce que pensait son Führer. C'était son service de la sûreté qui décidait en dernière instance d'un avancement dans l'État ou dans l'armée, même si, pour les non-initiés, les apparences demeuraient sauves. Tout semblait arriver seulement par la volonté d'Hitler. »

Ce témoignage d'Hanfstaengl éclaire parfaitement le ressort des intrigues au sein du parti: conseiller d'Hitler, il jouissait de sa confiance, et de son amitié qui lui procuraient des relations très étendues parmi les puissants du IIIe Reich. En 1937, Heydrich voulut écarter cet élément qui ne suivait pas la règle générale. Par chance, Hanfstaengl put éviter « l'exécution » dont nous parlerons bientôt.

Himmler laissait à Heydrich le soin de faire disparaître de l'échiquier les pièces qui devenaient gênantes. Ce qui ne posait pas de problème au chef de la sûreté car, depuis des années, il tenait à jour des dossiers secrets, serrés dans une armoire blindée, personnelle, sur tous ceux qui détenaient dans le IIIe Reich un poste tant soit peu important. Himmler, Reichsführer SS, s'efforçait de ressembler le plus possible à son maître Adolf Hitler. « Himmler était devant le Führer tout aussi rampant que Goebbels. » (Hanfstaengl). Mais, selon Hanfstaengl, Heydrich, trop intelligent pour se laisser manipuler, faisait seulement semblant de ramper. Il jouait le rôle du serviteur dévoué; en réalité, c'est lui qui manœuvrait Himmler. Et Hanfstaengl ajoute que le temple du national-socialisme reposait sur trois piliers : le parti, les SS et le service de la sûreté.

En 1935, le parti fonctionne comme un appareil de propagande et d'administration qui impose à l'État la ligne à suivre, mais qui, lui-même, est contrôlé par l'organisation SS. L'organisation SS repose, elle aussi, sur trois piliers : les SS générales, les Waffen SS qui deviendront pendant la guerre des divisions d'élite, et la police. Les Waffen SS, à partir de 1937, sont, en effet, un corps cohabitant avec l'armée régulière, tandis que les SS absorbent la totalité de l'appareil policier. L'organisation SS dispose d'un état-major secret, le service de la sûreté. Le chef de l'état-major de «l'Olympe noir » est le Gruppenführer SS Reinhard Heydrich.

Ces trois départements – les SS générales, les unités armées Waffen SS (dont

dépendent également les troupes dites Totenkopf, c'est-à-dire à «tête de mort», les gardiens des camps de concentration) et la police – possèdent chacun leur autonomie ainsi que leurs propres possibilités de développement au sein de l'État. Mais en ce qui concerne l'idéologie et les plans à long terme, le service de la sûreté demeure le seul organe d'exécution. Toutes les décisions sont prises à l'échelon supérieur de ce service, et c'est là que Hitler, Bormann, Himmler et Heydrich donnent le ton.

Hitler a donc ainsi deux états-majors généraux: le premier, à la Maison brune, dépend officiellement du ministre du Reich qu'est Rudolf Hess, mais n'obéit réellement qu'à Martin Bormann, « commissaire politique» et homme de confiance d'Hitler. L'autre est celui des SS et du service de la sûreté. Son siège se trouve au 102 de la Wilhelmstrasse, mais son organe d'exécution opère à partir de la Prinz-Albrecht Strasse. Le chef de ces deux organisations est Reinhard Heydrich. Il ne lui a pas fallu plus de deux ans pour créer de toutes pièces ces deux leviers: de 1933 à avril 1934, il a dirigé cet appareil à partir de Munich ; en 1934, il poursuit son œuvre à Berlin.

Himmler, ce «porteur du glaive de la religion raciste»achoisi Heydrich parce qu'il pouvait espérer de lui cette conscience professionnelle et cette «perfection typiquement allemandes » (Himmler) dans l'organisation qu'il projetait. C'est Himmler qui a découvert chez Heydrich l'ensemble des qualités caractéristiques qui correspondaient à ses conceptions : intelligence, génie de la combinaison, compréhension rapide, courage, largeur de vues à l'échelle mondiale, puissance de la volonté, insensibilité totale dans la mise en œuvre des décisions prises. Le Reichsführer SS sera chaque fois impressionné en constatant la rigueur que s'impose Heydrich et qu'il exige de ses collaborateurs quand il s'agit d'exécuter immédiatement et impeccablement n'importe quel projet. Pour Heydrich comme pour Himmler, la « conquête totale » de l'État, réalisée grâce à l'incendie du Reichstag, ne représentait que le début d'une longue étape, la naissance d'un IIIe Reich, « Reich d'Hitler », d'après leurs conceptions, qui ne pourrait prendre forme définitive qu'après un longs laps de temps. Afin d'y parvenir, il était nécessaire que le chef du service de la sûreté disposât d'un état-major personnel.

Le travail du service de la sûreté conditionne son organisation et aussi la distribution de son personnel en trois départements : I, Administration et Organisation; II, Intérieur; III, Étranger.

Pour diriger le département I, Heydrich a choisi un juriste, Werner Best, que nous connaissons déjà. Un deuxième juriste, son ami personnel Hermann Behrends, est le chef du département II. Quant au département III, c'est Heinz

Jost qui en assume la responsabilité.

Le service de la sûreté étend son réseau d'agents sur toute l'Allemagne. Au début de 1935, il compte officiellement quelque mille experts et auxiliaires. En 1938, ils seront trois mille. Mais, en 1935, le service de la sûreté a plus de vingt mille «agents honorifiques » qui seront en 1938 cinquante mille[167].

Cette armada de « collaborateurs professionnels » dans les différents « domaines vitaux » du Reich et de « défenseurs » des intérêts du Reich à l'étranger, constitue le puissant réseau d'espions de l'Olympe noir. Grâce à lui, Heydrich, mieux que personne en Allemagne – àl'exception d'Hitler –, peut suivre dans tous ses détails l'évolution de la situation de part et d'autre des frontières.

Pendant que Goebbels fixe les détails du cérémonial des gigantesques parades de Nuremberg, pendant que les masses se déchaînent dans ces manifestations colossales et que la haute société se presse aux réceptions de la chancellerie du Reich, la centrale de la sûreté travaille dans le secret absolu aux plans exécutables en cas de guerre.

Et, en plus de la centrale, dans d'innombrables bureaux de tout rang, une élite de SS fanatisés, d'experts, contribuent au grand projet. Ils savent ce que ressentent et pensent les trente directions régionales du parti, ses huit cents directions de districts, ses deux cent mille sections et ses quatre cent mille cellules. Le parti tient en main toutes ses ramifications : Jeunesses hitlériennes, associations d'étudiants et de professeurs, organisations professionnelles de juristes, médecins, ingénieurs et commerçants, sans compter les fédérations culturelles et sportives. Il n'est personne qui n'obtienne un poste, quel que soit son niveau, sans que le service de la sûreté n'ait donné son feu vert. Tout est enregistré. En 1935, Heydrich possède déjà environ cent mille documents dits « P », c'est-à-dire personnels, uniquement sur les habitants de la capitale. Communistes, sociaux-démocrates, chrétiens, francs-maçons, Juifs et soi-disant réactionnaires, tous sont fichés. Parmi ces « réactionnaires », il y a les aristocrates que leur mariage a « enjuivés » ou rapprochés de l'opposition. Heydrich a donné l'ordre de tout consigner dans ces dossiers : la famille, les qualifications spéciales, les contributions au « Secours d'hiver », la décoration des fenêtres lors des fêtes nationales-socialistes. Candidats aux SS et au service de la sûreté sont également soumis à cette immense opération radioscopique. Himmler et Heydrich sont réellement deux des piliers sur lesquels repose le IIIe Reich et, sous la seule réserve de l'assentiment d'Hitler, il n'est guère de grands personnages dans l'appareil politique ou militaire qu'ils ne peuvent à tout

moment destituer. Aucun ministère n'a alors une idée claire de la structure et du rythme de l'ensemble de la transformation de l'État et, par conséquent, des préparatifs de la guerre. En revanche, le service de la sûreté est informé de ce qui se passe; il agit d'après les directives secrètes d'Hitler.

L'industrie, l'armée et les universités vivent dans l'euphorie de la propagande: « Versailles » est aboli, «l'anarchie parlementaire» appartient au passé. Le Deutsche Reich est redevenu un facteur reconnu de la politique européenne et mondiale. Le gouvernement d'Hitler a rétabli le service militaire obligatoire le 16 mars 1935. L'élite de l'Allemagne croit qu'Hitler va satisfaire les revendications territoriales dont elle a rêvé. Que lui importe que les politiciens de l'opposition aient dû fuir à l'étranger ou croupis-sent dans des camps de concentration, que les Juifs fassent l'objet d'une discrimination systématique et qu'une législation spéciale – promulguée le 15 septembre 1935 – réglemente le traitement particulier qui leur sera appliqué. La bourgeoisie et les prétendues professions libérales, commerçants, médecins, avocats, ingénieurs, professeurs d'université, magistrats, etc., voient dans cette «mise à l'écart» des Juifs un avantage au moins professionnel : autant de concurrents gênants en moins. Personne ne se doute que l'ordre SS est le moteur de cette nouvelle politique et qu'il le restera.

C'est l'époque glorieuse d'Adolf Hitler : chacun s'efforce d'être du côté du manche, là où tout se décidera. Cela rapporte et rapportera gros d'être en bons termes avec le Reichsführer SS et son organisation. Himmler accorde des grades élevés dans son ordre à tous les grands dignitaires du IIIe Reich, constituant ainsi avec eux ce qui sera plus tard son célèbre «cercle d'amis » : les représentants les plus importants de l'industrie, de la finance, hiérarques du IIIe Reich et tous ceux qui prennent une part considérable à la préparation de la guerre et qui déploient leur activité dans les projets de la colonisation à l'Est.

Dans son cabinet secret, qui devait organiser l'ensemble de la vie de l'État et contrôler celle de tous les individus pour mieux préparer la guerre totale, Heydrich a fait entrer les « têtes les plus remarquables » du pays. Afin de pouvoir « recenser l'ensemble de la vie de la nation », il faut accroître à la fois la quantité et la qualité de cette armada secrète de la victoire. Ce n'est pas seulement la « vie politique» que vise Heydrich ; les hommes qu'il engage doivent lui assurer une influence grandissante sur la vie économique du Reich. Aussi son service de renseignement s'étend-il bientôt à ce domaine particulier. Heydrich trouve le chef idéal de ce département dans la personne d'Otto Ohlendorf, un fils de paysan qui a étudié l'économie politique et le droit, et a

trouvé très tôt le chemin vers la SS. Ohlendorf s’est spécialisé à l’Institut d’économie de Kiel dans la transformation de l’économie allemande en cas de guerre. Il a eu pour professeur Jens Jensen qui, comme Ohlendorf, s’est installé dans la capitale après la consolidation du régime national-socialiste. En 1936, Ohlendorf devient donc conseiller économique dans le service de la sûreté, et il peut dès lors réorganiser tout le réseau d’espionnage si bien qu’à la déclaration de guerre, quand sera fondée l’administration principale de la sûreté du Reich, cet élément éminent du service secret se verra confier la direction du département III (étranger).

Ohlendorf reçoit ses directives d’Heydrich personnellement, et qui donc pourrait mieux connaître les désirs du Führer que le grand homme du service de la sûreté ? Pour Heydrich comme pour Ohlendorf, on ne peut maîtriser l’ensemble de la vie de la nation sans un puissant démarrage de l’économie de guerre.

Tous deux sont résolus à marcher main dans la main avec le chef de l’État dans la préparation de l’expansion. Les opérations violentes qui s’appuieront sur la force militaire du Reich sont prévues tant dans le temps que dans l’espace. Il faut concentrer toute la puissance du potentiel industriel allemand et faire de lui un instrument unique afin d’atteindre les buts politiques et militaires du IIIe Reich avant que les autres pays puissent répondre à ces préparatifs de guerre en constituant une force qui leur serait supérieure.

L’action idéologique et empirique des nationaux-socialistes et, par conséquent, du service de la sûreté d’Heydrich se fonde sur trois idées fondamentales :

1. La doctrine raciale détermine toutes les lois et toutes les activités du IIIe Reich. Ce qui signifie que l’ensemble de l’économie allemande doit être « aryanisé » et ses différents domaines dirigés par des nationaux-socialistes ayant fait leurs preuves.
2. Les plans dressés par le Führer pour conquérir en Europe l’« espace vital » dont a besoin l’Allemagne doivent être atteints dans les années pendant lesquelles le Führer disposera au mieux de sa forme physique et morale.
3. La conception stratégique concrétisée par « l’économie de défense et de guerre » forgera les armes nécessaires à Hitler pour mener à bien sa guerre éclair dans les différentes parties de l’Europe.

Ainsi, dès la fin de l’année 1937, «l’économie de défense » allemande a réalisé de tels progrès qu’Hitler peut, le 5 novembre, annoncer à ses généraux

que l’année suivante, en 1938, il passera à l’exécution en ce qui concerne ses objectifs de conquête en Europe[**]. On constate à quel point le gouvernement du Reich suit un plan bien établi si l’on se réfère à la manière dont se succèdent, comme aux échecs, ses mouvements diplomatiques et ses campagnes de propagande à l’égard de l’Autriche et de la

* Procès-verbal de Hossbach, document de Nuremberg.

Tchécoslovaquie. Dès cette époque, Hitler pose en principe une conquête prochaine de la Pologne, en pensant que la France et l’Angleterres’abstiendrontdedéfendreunpaysdéjàhorsdecombat.

Les stratèges de l’économie de guerre rassemblés au service de la sûreté s’efforcent donc de concentrer l’ensemble du potentiel industriel allemand en vue de le faire servir à l’agression projetée.

Dans ce processus, il y a diverses difficultés à aplanir et des obstacles à briser, non seulement à cause de certaines divergences d’opinions, mais à la suite des rivalités qui opposent entre eux les magnats de l’industrie. Les experts d’Heydrich portent tout d’abord leur attention sur la production agricole, l’utilisation de la main-d’œuvre, les associations patronales, la répartition des matières premières, la production des armes, les instituts technologiques, la politique sociale (construction de logements), la mise au travail des femmes, l’enseignement scolaire et la main-d’œuvre dont disposent les pays étrangers.

Dans le cadre des préparatifs de la guerre d’agression et d’expansion, Heydrich s’occupe surtout de la transformation économique, politique et ethnique des territoires qui seront conquis et de la manière dont il faudra traiter les populations locales. C’est ce genre d’activité qu’il nomme la « solution du problème tchèque », la «solution du problème polonais », la « solution du problème russe ». Dans la conception du chef de la sûreté et de son adjoint pour l’économie, Ohlendorf, il n’existe, pour résoudre ces problèmes, qu’un seul principe fondamental: l’un des buts primordiaux, dans tout pays conquis, doit être l’élimination de sa couche sociale dominante, soit par sa suppression physique, soit par son transfert dans des camps de concentration.

Ces «experts en polémologie », du fond de leurs chambres noires, tireront également des plans pour l’anéantissement d’autres secteurs de ces populations par l’incendie, la famine, le travail forcé, l’inoculation d’épidémies contagieuses,

l’utilisation de produits chimiques. Pour eux, la guerre est l’état idéal qui leur offrira enfin l’occasion de libérer l’Europe de tous les « êtres inférieurs » et de renforcer ainsi le « corps populaire » de la nation allemande. Cette technique la plus brutale possible, cette utilisation des pires méthodes et instruments de mort est destinée dans leur esprit, à économiser le «précieux sang germanique » et porter aux autres ethnies des dommages irréparables.

Ces exigences biologiques doivent faire l’objet d’une « traduction » en termes d’économie et de stratégie de guerre ; et Ohlendorf se montre plus capable que tout autre d’accomplir cette tâche à l’entière satisfaction de son maître.

Pour cet économiste, la loi d’airain apprise chez son professeur Jens Jessen ne peut voir son succès garanti que par un réarmement rapide : beaucoup de travail, une rationalisation brutale et l’investissement dans la production d’armes de toutes les économies ainsi réalisées.

Toutefois, les études théoriques et la propagande ne suffisent pas pour que cette loi se transforme en réalité efficace; il faut prendre des mesures pratiques qui englobent et touchent l’ensemble de la vie allemande. Des économies ? Mais on arrivera à en faire jusque sur le dos des travailleurs. Aussi Ohlendorf, en août 1938, est-il nommé commissaire du Reich dans le groupement national du commerce pour y diriger la répartition totale des matières premières et des produits finis et semi-finis.

Grâce à l’action directe du service de la sûreté, l’idée nationale-socialiste doit pénétrer tous les domaines de l’économie, de sorte que le réseau des agents d’Heydrich contrôle les fondements de l’industrie et du commerce allemands. L’opinion publique n’est plus prise en compte, et les milieux financiers et économiques, jusqu’alors si influents, n’ont qu’à se soumettre aux exigences de l’État.

Dans sa centrale, Heydrich a rassemblé non seulement les «meilleures têtes », mais naturellement les racistes qu’anime un fanatisme maladif, prêts à tout instant à exécuter aveuglément ses ordres pour autant qu’ils tendent à la « solution » d’un des problèmes qui se posent.

Les hommes les plus compétents attendent de prendre en main les commandos de meurtriers chargés d’éliminer la population civile des régions occupées. De juillet 1941 à juin 1942, Ohlendorf, lui-même, assumera la direction d’un groupe d’intervention SS, ce qui lui vaudra après la guerre d’être condamné à mort et pendu, en 1951, dans la prison de Landsberg.

Heydrich a disposé partout ses observateurs. Dans tous les domaines vitaux du

pays, on apprendra très vite à craindre les « yeux » et les « oreilles » du tout-puissant chef des services secrets, auquel rien n'échappe. Ses espions sont partout pour sonder le cœur et les reins de tous ceux qui, dans cette restructuration de l'État, occupent un nouveau poste.

Bien entendu, ces observateurs veillent à ce que ces candidats aux hautes fonctions ou à une simple profession libérale apportent la preuve de leur «origine aryenne ». La centrale de la Wilhelmstrasse serait surchargée si elle devait rassembler les données de tous les groupes du service de la sûreté. Aussi a-t-on transféré certains départements dans d'autres bâtiments, souvent dans des villas dont on a dépossédé des Juifs. C'est ainsi que la Section supérieure de Berlin a son siège dans une spacieuse villa de la Jagowstrasse, à Grunewald.

En outre, dans les grandes villes, le service de la sûreté entretient son propre cercle où sont invités ces « collaborateurs honorifiques » qui sont, en fin de compte, des auxiliaires bénévoles ou presque. Dans le département I, un service englobe les questions d'organisation, du personnel, de la presse et de la gestion. La direction de l'organisation et de la gestionaàsa disposition des laboratoires photographiques, un bureau de voyages, des télétypes et des émetteurs récepteurs radio.

Dans le département II se développe le contrôle de ce qu'on appellera les «domaines vitaux». On y recense les adversaires de l'État national-socialiste. On y surveille les membres éminents des anciens partis, pour autant qu'ils ne se trouvent pas encore dans un camp de concentration. On y prend des « mesures définitives » qui entrent en vigueur dès qu'Heydrich presse le bouton : immédiatement, l'intéressé est transféré dans le camp le plus proche. Parmi ces adversaires, on compte, entre autres, des ecclésiastiques des deux grandes confessions, catholique et protestante. Car, par leurs prêches et leurs sermons, ils ont la possibilité de critiquer, de façon détournée sinon ouvertement, le système au pouvoir, et d'« exciter » ainsi leurs fidèles. Autres suspects, les francs-maçons, surtout ceux qui ont atteint dans leur loge un rang élevé. Et l'on s'attache également aux pas des artistes ; mais les yeux du service de la sûreté ne lâchent pas un seul instant les Juifs qu'Heydrich a divisés en plusieurs groupes : les « assimilés », adaptés aux mœurs allemandes et dont une partie a renoncé à la foi judaïque; les « Juifs de l'Est», venus des pays voisins; les « Juifs orthodoxes », les « sionistes », les « Juifs qui ont participé à la guerre ». Ce recensement et cette répartition correspondent aux plans et aux mesures adoptés. De nombreux francs-maçons sont considérés comme « enj uivés » ou « Juifs artificiels ».

Dès 1935, Heydrich a commencé à faire porter le poids principal de ses

activités contre les Juifs. D’après les conceptions d’Hitler, d’Himmler et d’Heydrich, la solution finale de la question juive s’accomplira par étapes.

Première phase : recensement de la population juive et démarcation entre Allemands et Juifs. Il s’agit de « neutraliser » les Juifs afin de prévenir les protestations venant de l’étranger. Il leur sera encore permis d’émigrer. D’après les projets d’Heydrich, sur cinq cent mille Juifs vivant en Allemagne, les « Juifs de l’Est » et les « couches inférieures » quitteront l’Allemagne de force, de préférence vers l’Occident, «pour que les Juifs civilisés et assimilés de France s’effraient devant cette irruption de primitifs[168] ». C’est au cours de cette étape qu’Heydrich prend également le contrôle des organisations culturelles et d’entraide juives, cette réquisition étant la condition préalable de l’émigration.

Le département II (Intérieur) prévoit des bureaux spéciaux pour les assimilés (II/112-1), les orthodoxes (II/112-2) les sionistes (II/112-3). En 1935, un antisémite fanatique, Adolf Eichmann, est entré comme fonctionnaire dans la centrale d’Heydrich : il sera bientôt conseiller aux questions sionistes.

Au moment où Hitler s’occupe de mettre au point l’entreprise d’expansion dont il a prévu les débuts pour l’année suivante (1938), Heydrich renforce son appareil antijuif et constitue les cadres de la future guerre raciale. Des documents de fin 1937 nous révèlent qu’Heydrich donne à son conseiller du service II/112 la mission d’engager contre les Juifs les mesures fixées d’après un «système scientifique ». Selon le compte rendu du 5 octobre 1937, rédigé par ce conseiller, nous savons que douze personnes de ce service travaillent surtout sur la question juive. Dans chaque service et sous-service, d’autres fonctionnaires font de même. On a estimé à quatre cents le nombre de ceux qui, dans toute l’Allemagne, s’occupent des Juifs, sans compter trois mille « agents honorifiques » qui font office d’indicateurs et fournissent des renseignements, provenant de toute l’Allemagne, à ces bureaucrates du racisme. Dans son compte rendu d’activité sur l’état et l’organisation du service II/112, le conseiller principal expose au point 2 :

«Le fichier spécial du service II/112 est à jour. C’est ce qu’a confirmé après son inspection le Hauptsturmführer SS Hartmann. Pour l’instant, il n’y a aucune proposition à faire pour compléter le schéma. »

Ce compte rendu prouve que la Gestapo et la centrale de la sûreté collaborent dans le domaine du recensement des Juifs ; des milliers de documents vont de l’une à l’autre, et de nombreuses sessions ont lieu dans les services, supérieurs et

inférieurs, de la sûreté. Sans cesse, l'organisation antijuive s'étend, se développe. Ce compte rendu nous apprend aussi que les experts de la question suivent des cours d'entraînement militaire et sportif: les fonctionnaires dirigeants du service, comme le Hautptscharführer SS Hartmann, le Oberscharführer SS Dannecker (qui persécutera les Juifs en France), le Scharführer SS Eisenmenger et le Unterscharführer SS Hagelmann font régulièrement de l'escrime. Tout cela correspond aux conceptions d'Heydrich, qui souhaite que les futurs soldats de la guerre raciale soient de bons escrimeurs: l'escrime n'est-elle pas son sport préféré?

Ce même compte rendu nous donne un aperçu très clair du travail à l'étranger du service de la sûreté. Par exemple, on y lit qu'on « ne dispose pas d'indicateurs Juifs dans les sections supérieures et inférieures». Mais on s'efforce d'avoir un délateur sur place en Palestine. Un certain « Dr R. » est déjà à Jérusalem. Le service de la sûreté prend une part active aux opérations de la Gestapo, fournit des renseignements au parti et aux bureaux de l'État. Le fichier juif du service II/112 n'est pourtant pas complet. D'après les informations consignées dans ce compte rendu, l'Untersturmführer SS Wisliceny s'est rendu à Zurich pour y participer au XXe Congrès sioniste, du 30 juillet au 12 août 1937. Le Scharführer SS Eisenmenger a visité du 4 au 11 juillet 1937 l'Exposition internationale de Paris ; et le 26 septembre 1937, le Hauptscharführer Eichmann est parti pour la Palestine.

Ce service antijuif et ses conseillers se livrent à diverses activités. On y espionne jusqu'à la suite de Mussolini pendant son voyage en Allemagne, on y établit des contacts étroits et fréquents avec tous les autres bureaux de l'État, dont le Bureau du Reich des recherches généalogiques, avec l'Office des races et de la colonisation ; on collabore avec le Schwarze Korps, et on fournit en matériaux le ministère de la Propagande pour son exposition « Le Juif éternel », qui doit avoir lieu à Munich.

Le conseiller dont il est question n'est manifestement pas satisfait de l'organisation du travail dans le service II/112 : Heydrich n'a pas encore achevé son instrument de persécution et d'anéantissement ; son fichier juif est seulement en train de se constituer, et il lui faut élargir son réseau d'espions et d'indicateurs. Ce service compte sur la collaboration et l'appui de l'ensemble du service de la sûreté, et la formation des cadres, qui a lieu principalement à l'École de la sûreté de Bernau – où Dannecker et Eichmann sont chargés de cours – n'en est qu'à ses débuts[169].

Le compte rendu envoyé le 28 août 1937, nous dévoile tout ce qu'Heydrich

avait dans l’esprit en créant la section juive de son service de la sûreté. L’ensemble du service, ses sections supérieures et inférieures, ainsi que la direction de la centrale, s’attaquent au judaïsme dans les domaines culturel, économique et autres activités publiques, et cela par tous les moyens. Sur tous les Juifs éminents, y compris ceux qui vivent à l’étranger, il s’agit de recueillir des informations aussi exhaustives que possible. Aussi analyse-t-on régulièrement la presse juive; les associations juives, le mouvement sioniste, l’association des anciens combattants juifs sont soumis à la surveillance des agents d’Heydrich. Toute réunion juive est contrôlée. La Gestapo prend part, elle aussi, à ces opérations.

Ces espions s’intéressent en premier lieu aux Juifs qui cherchent à répandre leur «conception du monde » dans les milieux non juifs, libéraux, les cercles maçonniques, marxistes et chrétiens. «Ces conceptions correspondent aussi dans une grande mesure à la mentalité juive», lit-on dans ce même compte rendu[170].

Les documents parvenus à nous malgré les destructions de la guerre permettent de constater la précision extraordinaire avec laquelle Heydrich a mis au point son appareil de combat contre le judaïsme, et cela dès 1936. Ils montrent que le service II/112 a travaillé étroitement avec le service central III/1 (Étranger).

Les experts qui travaillent au ministère secret d’Heydrich à des problèmes bien définis doivent, avant d’être admis, faire la preuve de leurs connaissances dans un domaine déterminé. On attend d’eux, si possible, une taille supérieure à un mètre soixante-dix, qu’ils soient de préférence blonds, et une commission spéciale examine leur aspect « aryen ». Bien entendu, le candidat travaille d’abord à l’essai. Les collaborateurs « honorifiques » doivent également faire preuve d’une certaine compétence. En plus du service qui est le sien, un homme de confiance doit rester en contact avec au moins cinquante collaborateurs, mieux encore, avec quatre-vingts. Ces « collaborateurs honorifiques » travaillent dans les usines, à la direction des chemins de fer et des postes, dans les ministères, l’administration centrale, les institutions scientifiques, les universités, les organisations professionnelles. Ce sont des «soldats politiques ».

Dans les conseils du ministère de la Sûreté travaillent, entre autres, des hommes de sciences, qui ont pour mission de tenir la direction au courant des plus récents acquis scientifiques et technologiques. La centrale du service de la sûreté est le centre nerveux du IIIe Reich.

Sa formation d’officier de marine permet à Heydrich de suivre

particulièrement l’industrie de l’armement et les résultats des recherches menées dans ce domaine. Il s’intéresse à la métallurgie, aux nouvelles torpilles, aux sous-marins, aux moteurs d’avions, à la mise au point des fusées. Depuis 1931, à Kummersdorf dans la banlieue de Berlin, on expérimente cette arme de l’avenir. Grâce à ses relations personnelles avec certains instituts comme le département de l’Armement de la marine et celui de l’armée de terre, il active leurs recherches. Il veille à ce que ces instituts prennent un essor « enthousiaste », et à ce qu’on remplace par des Germains authentiques tous les savants juifs. Une fois de plus, Borman, et Heydrich décident en dernier ressort.

La centrale comprendra finalement quelque deux cents instituts de recherches technologiques et trois cents autres travaillant dans le domaine des sciences humaines. Nous parlerons encore de ce «ministère secret » qu’est le département III du service de la sûreté. L’un des tout premiers «ambassadeurs secrets » de ce département sera Walter Schellenberg, qui deviendra plus tard chef de l’espionnage à l’étranger. Nous pouvons l’affirmer avec certitude : de 1935 à 1938, Heydrich a déjà réussi à faire tenir un univers entier dans un dé à coudre. C’est une faculté que presque personne n’a encore décelée chez lui et qui a constitué sa force absolue.

Le 23 novembre 1937, le Führer dira: «Le parti national-socialiste est la plus grande organisation que le monde ait jamais vue. Elle comprend en tout vingt-cinq millions d’êtres humains et possède trois cent mille fonctionnaires. » Dans ces vingt-cinq millions de partisans, il compte naturellement les organisations de jeunesse et d’assistance. Ce colosse qui règne sur le pays le plus industrialisé d’Europe possède un service secret qu’Heydrich a créé de toutes pièces et qu’il dirige. Il dispose d’experts qui le renseignent sur toutes les activités du parti et de l’État; il est capable de délivrer immédiatement l’ordonnance qui peut résoudre toute crise qu’on voit poindre à l’horizon. À trente-trois ans, ce policier est en mesure, avec l’appareil qu’il tient en main, de déclencher des bouleversements qui sont autant d’accélérateurs de l’Histoire. Cet « exécutif » policier garantit à Hitler qu’il réussira dès 1938 à l’étranger ce qu’il a si bien réussi en 1933 en Allemagne. Blitzschnelles Handeln, agit avec la rapidité de l’éclair, telle est sa devise.

Le 5 novembre 1937, les généraux ont appris, de la bouche même du Führer, qu’il allait, l’année suivante, changer la carte de l’Europe, par la force si c’était nécessaire. Sa décision est « irrévocable », a-t-il confirmé. Malgré ces déclarations catégoriques et la puissance dont dispose déjà le Reich, le ministre de la Guerre von Blomberg et le chef suprême de l’armée, von Fritsch, ont osé

critiquer de tels projets. Les deux officiers généraux paieront très cher leur courage : le système monocratique de l'État hitlérien ne peut supporter qu'un seul grain de sable gêne son fonctionnement. L'organisation d'Heydrich n'est pas seulement la «décharge publique » du Reich, mais en même temps son commando d'épuration. Hitler n'a plus besoin de demander aux partis l'autorisation d'agir, il sait qu'il a derrière lui les masses populaires. S'il a dû pendant des années « travailler » le peuple par des plébiscites et des élections «comme un laboureur travaille son champ» – ce qui était indispensable en 1933 et même 1934 –, il peut en toute confiance y renoncer. Ses succès spectaculaires font que tous ont confiance en lui : il a supprimé le chômage, construit des autoroutes, créé l'organisation du Winterhilfe ou Secours d'hiver, ainsi que le Front allemand du travail, ordonné « l'épargne de fer » et recommandé à tous les Allemands l'adoption du plat unique. La communauté populaire est une réalité, une armée puissante se trouve à sa disposition.

On peut imaginer l'étendue des tâches qui incombent au chef des services secrets d'un État aussi puissant. En plus de la routine du service de la sûreté, de la Gestapo et de la police criminelle, qu'il dirige en personne, son domaine d'action s'étend aux personnes gênantes qu'il faut non seulement chasser de leur poste, mais à jamais rendre muettes.

De telles opérations ne réussissent pas toujours. En février 1937, Hanfstaengl avait été envoyé par avion en Espagne. L'appareil volait à haute altitude quand, simulant une tempête, le commandant de l'équipage conseilla à son hôte de sauter en parachute. Hanfstaengl s'y refusa, sachant fort bien que son parachute ne s'ouvrirait pas. L'avion atterrit près de Leipzig. La victime put alors s'enfuir en Suisse en passant par Munich. Après la guerre, l'entourage de Göring devait prétendre qu'il ne s'était agi, en l'occurrence, que d'une plaisanterie… Macabre en tout cas, quand on pense qu'Hanfstaengl n'avait jamais fait de saut en parachute. En 1970, Hanfstaengl a expliqué à l'auteur qu'Heydrich ne pouvait plus le supporter parce qu'il était au courant de presque tous les plans conçus par Hitler. Le service de la sûreté avait dû aussi estimer que, détenteur de secrets essentiels, Hanfstaengl pourrait quitter l'Allemagne lorsque la guerre serait proche. Un « accident d'avion » devait le liquider alors qu'il se rendait en Espagne : on aurait expliqué qu'il avait voulu rendre visite à des journalistes allemands, et que sa mort était survenue en cours de route. Le service secret avait muni Hanfstaengl de faux papiers au nom d'August Lehmann, peintre, qui devaient lui permettre de passer les lignes des républicains. «Si j'avais sauté, on aurait lu dans la presse du lendemain que j'étais mort en remplissant une mission pour le Führer. Avec les faux documents que je portais et le parachute qui ne se

serait pas ouvert, la manœuvre de camouflage aurait été parfaite. Tout le monde aurait pensé que je me trouvais en route vers l'Espagne [171]. »

La guerre civile espagnole donna le signal de l'instauration en Europe du nouvel ordre. Cette guerre devait poser des problèmes de « secret » et d'espionnage qui, tous, dépendaient de la compétence d'Heydrich. Pendant que les aviateurs allemands essayaient leur armement en Espagne, Heydrich put faire une étude approfondie des méthodes de combat des républicains et des brigades internationales qui comportaient une unité baptisée Ernst-Thaelmann. L'une des brigades était commandée par Heinrich Rau, un communiste allemand. En 1936, un grand nombre d'agents d'Heydrich prirent le chemin de l'Espagne. C'est dans leurs rapports que leur maître devait découvrir ce mot merveilleux: la *quinta columna*, la «cinquième colonne ».

L'Espagne offrait à ces agents un champ précieux d'activités en matière militaire, de propagande et de provocation.

Heydrich pensa à leur donner une formation telle qu'ils puissent servir de «cinquième colonne » allemande dans d'autres pays.

Dès la fin du siècle dernier, des voix s'étaient élevées en Allemagne et en Autriche pour prêcher ce qu'elles appelaient le « pangermanisme ». On vit apparaître un mouvement, la Alldeutsche Bewegung, dont le but était d'unir tous les pays de langue allemande et qui préconisait l'idée fondamentale de la « poussée vers l'Est », à l'exemple des chevaliers teutoniques du XI e siècle. Une série de concepts et de vocables se constitua : « sol du peuple allemand de l'Est», «Allemands de l'étranger», «Allemands de la frontière », « Allemands d'origine », « Allemands de l'intérieur », «Allemands du Reich », «Allemands du peuple » (dans le sens d'Allemands de sang), «germanisés», « dégermanisés », « étrangers assimilables » et «non assimilables ». Les « Aryens » qui ne parlaient pas l'allemand pouvaient être assimilés selon la conception générale de ceux qui s'appelaient les grands Allemands ; ce n'était pas le cas des non-Aryens. Dans cette série de concepts, l'« antisémitisme » était employé dans le sens d'une différence de sang et de race, et utilisé uniquement contre les Juifs, puisque les Arabes, pendant un temps indéterminé, devaient être considérés comme des alliés.

En 1881, naquit l'Association des Allemands de l'étranger, qui, en 1914, comptait quelque quarante mille membres. En 1921, après l'effondrement du IIe Reich, cette organisation reçut une nouvelle impulsion et alla jusqu'à compter deux millions deux cent mille adhérents. À Stuttgart, un institut de recherches

sur ces Allemands de l'étranger, ouvrit ses portes. Himmler et Heydrich étaient persuadés de l'importance de cette population germanique pour le IIIe Reich et ses plans d'expansion. Elle devait constituer une cinquième colonne d'où l'on tirerait des propagandistes, des agents de renseignement, des formations militaires et paramilitaires ainsi que des recrues pour les Waffen SS. Ce fut ainsi qu'Heydrich étendit son réseau sur les Allemands de la Baltique, de la Volga, de Bolivie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie et, naturellement, dans le pays natal du Führer, en Autriche.

Parmi les minorités allemandes des autres États, on recruterait également des troupes de choc qui s'attaqueraient aux Juifs, d'abord par la propagande, ensuite par la violence physique.

Avec ces Allemands de l'étranger et les alliés naturels de l'Allemagne – l'Angleterre et l'Italie –, comme avec les antisémites du monde entier et grâce à la propagation d'un antimarxisme et d'un anticommunisme forcenés, Himmler et Heydrich pensaient créer un climat favorable à la conquête du continent européen. Dans leur conception, la guerre civile espagnole avait placé les conservateurs, de quelque pays qu'ils fussent, devant l'alternative : fascisme ou communisme. Dans les années qui suivraient, la bourgeoisie européenne, tout comme la bourgeoisie allemande de 1933, se verrait obligée de choisir. Mais, pour atteindre ce but, Hitler devait pouvoir compter sur un rassemblement encore plus compact du Reich, grâce à l'action des agents fanatiques du service de la sûreté, tandis que de nouvelles provocations accéléreraient les progrès de la politique allemande sur la voie de l'expansion.

Pendant l'année 1937, un calme, seulement apparent, régna sur le Reich. En réalité, la machine à préparer la guerre tournait à plein rendement. La tâche d'Heydrich consista surtout à exploiter au maximum les résultats du voyage accompli l'année précédente en Italie, en compagnie d'Himmler, de Daluege et de Wolff. Pour récompenser le chef de la sûreté des services rendus à la cause de l'amitié germano-italienne, le roi lui avait même décerné une décoration. Les deux grands chefs policiers, Himmler et Heydrich, sont plus que contents : en engageant en Espagne cinquante mille chemises noires, Mussolini s'était lié les mains en Autriche.

Plus que jamais, il fallait poursuivre les adversaires du régime. Martin Niemöller, pasteur à Berlin-Dahlem, ancien commandant de sous-marin, prêchait inébranlablement la paix et la liberté, et Heydrich dut réduire ce gêneur au silence. Dans cette phase de préparation, il ne s'agissait pas seulement de faire taire les Juifs et les conservateurs de l'année; les nazis devaient surveiller

particulièrement les Églises, catholique comme protestante, qui s’opposaient ouvertement à tous les projets de guerre. La plainte déposée par la chancellerie contre Niemöller, accusé d’avoir excité ses ouailles contre l’État, n’était pas assez bien établie pour que les églises de l’étranger pussent renoncer à défendre le courageux prédicateur. Naturellement, Heydrich reçut d’en haut l’indication discrète d’engager les poursuites : Hitler croyait impressionner ainsi les pasteurs pacifistes. Mais les chefs nationaux-socialistes se rendirent compte qu’une affaire Niemöller pouvait causer encore plus de difficultés que le cas Dimitrov en 1933. Hitler, prévoyant qu’une condamnation soulèverait encore plus fortement contre lui le monde chrétien, préféra persuader l’opinion publique de l’impartialité de ses tribunaux tant décriés : Niemöller fut acquitté[172]. Malgré cette décision de justice, il allait demeurer jusqu’en 1945 dans un camp de concentration.

Avant de terminer ce livre, l’auteur a eu le 12 décembre 1979 un entretien avec Niemöller dans sa maison de Wiesbaden. Toujours plein d’activité, le vieux pacifiste estime que les juges furent alors assez indépendants pour rendre une sentence à son avantage : Hitler avait d’ailleurs dit : « Niemöller est sous ma protection personnelle[173] ! » Dès que le parti se rendait compte qu’on ne pouvait faire taire un homme d’Église en le condamnant, Heydrich le prenait, lui aussi, «sous sa protection ». Dans le cas contraire, il envoyait ces défaitistes dans un camp de concentration. Avec un acharnement particulier, il poursuivait les membres des sectes bibliques qui se livraient au porte-à-porte pour annoncer la venue de l’Apocalypse. Mais les temps n’étaient pas assez mûrs pour se livrer à une persécution massive des fidèles de Rome. Mussolini, à cause de la famille royale d’Italie, aurait protesté.

Le jour viendra où le chef de la sûreté voudra déclencher également en Italie sa campagne anticléricale. Son idée fixe sera alors de s’emparer des archives du Vatican et de publier les preuves qui dévoileraient le «jeu déloyal» du Saint-Siège contre la nation et le Reich allemands. Aux yeux d’Heydrich, l’égalité raciale propagée par les Églises est aussi dangereuse que le marxisme. Mais, dans un premier temps, c’est avec l’aide des Églises qu’il éliminera les Juifs et les marxistes.

Ce calme apparent qui, vu de l’extérieur, régnait sur le IIIe Reich pendant l’année 1937, était trompeur. La centrale du service de la sûreté travaillait avec un zèle que rien ne pouvait freiner et achevait sa métamorphose en un gigantesque « chaudron de sorcières». Ce n’est pas un simple mot. Tout comme Himmler, Heydrich voit dans ce concept « quelque chose de particulier », parce

que sorciers et sorcières n’acceptaient pas les religions établies, parce qu’ils trouvaient de nouveaux moyens d’intimider les humains par l’emploi de forces surnaturelles. L’un des collaborateurs d’Heydrich, le Dr Werner Best, racontera après la guerre, à l’historien israélien Schlomo Aronson, que son chef avait éprouvé une joie profonde en découvrant dans l’arbre généalogique d’Himmler une sorcière qui avait vécu vers 1684. Ce qui nous est confirmé par une lettre d’Heydrich à Himmler, datée du 9 janvier 1939, et qui se trouve au Document Center de Berlin.

Mais ce même Dr Best s’affairait, lui aussi, autour du chaudron. Il avait une spécialité: transposer cette alchimie en un style juridico-administratif qui lui conférait un aspect conforme au droit et à la légalité. Après la guerre, Best, lui aussi, a voulu dépeindre Himmler en une sorte de romantique qui avait seulement voulu réaliser les rêveries historiques de la « germanité », et qui était soumis aux superstitions les plus antiques : astrologie, graphologie, magnétisme, etc. Heydrich avait adopté ces tendances étranges et, avec d’autres chefs SS, dont Best, il avait fait le pèlerinage nocturne, qui se répétait tous les ans, au tombeau de l’empereur Henri Ier, dit l’Oiseleur, à Quedlinburg. Les pèlerins se considéraient comme une nouvelle élite germanique, la « noblesse de la race nordique ». Chacun d’eux se recherchait une parenté quelconque avec un empereur, un duc ou un héros d’autrefois ! Best, lui-même, voulait descendre au moins d’Arminius le Chérusque, ou encore de Siegfried, comme l’ancien leader social-démocrate Carlo Schmid l’a rapporté à l’auteur.

Si l’on sait que Best fut le rédacteur des Documents Boxhei-mer, cette charte secrète écrite avant la prise de pouvoir et sur laquelle Himmler se fondait pour décider qui devait être arrêté ou liquidé, nous sommes obligés de conclure que tous ces romantiques de l’entourage d’Heydrich étaient des criminels authentiques. Et le destin de Best montre à quoi peuvent aboutir de semblables et folles rêveries : une fois les nazis au pouvoir, il devient adjoint à titre provisoire du chef de la sûreté; après la conquête de la Pologne, il est nommé dans les «territoires de l’Est» et responsable des groupes d’intervention, ce qui l’amènera après la guerre à être accusé de complicité de meurtre: huit mille sept cents êtres humains avaient été les victimes de ses ordres d’élimination.

L’« Olympe noir » d’Heydrich n’a pas été peuplé de mystiques romantiques et superstitieux. Ce qu’on y voit, ce sont des risque-tout qui ont voulu, d’une manière à la fois téméraire et rationnelle, concrétiser leurs idées racistes. L’ésotérisme, la divination et la magie n’ont été pour eux que des moyens d’action. Sur trente mille occultistes, voyants et mages allemands, Heydrich n’en

a fait arrêter que quelques centaines, ceux qui, dans leur marc de café, dans leurs cartes et dans leurs projections de plomb fondu, croyaient entrevoir un avenir qui ne répondait pas aux désirs des chefs nationaux-socialistes. Il y en eut qui refusèrent de mettre leur « art » au service de l’État nazi. Un astrologue célèbre, Bruno Noack, devait finir ses jours dans un camp de concentration : sans se laisser influencer, il avait prédit au chef du service de la sûreté le sort de César Borgia.

6

La grande purge de la Reichswehr, coup d'envoi de la guerre

La « démission » de von Blomberg

Le maréchal von Blomberg et le général d'armée von Fritsch ne se rendaient pas encore compte, fin 1937, de la dure réalité du national-socialisme. Tous deux, l'un en sa qualité de ministre de la Guerre du Reich, l'autre de commandant en chef de l'armée, s'imaginaient participer aux décisions devant engager le destin de l'Allemagne. Lors de la conférence du 5 novembre 1937, ils expriment à haute voix leurs critiques du plan de conquête hitlérien. Au ministère secret d'Heydrich, on déploie aussitôt une activité fiévreuse au sujet de la vie privée de ces deux militaires si sûrs d'eux. Le chef de la sûreté dissimulait, dans son armoire blindée, des dossiers constitués depuis longtemps et qui ne demandaient qu'à être complétés.

Naturellement, après cette séance, ni von Blomberg ni von Fritsch ne purent ignorer l'augmentation considérable du nombre d'« ombres »qui lessuivaient.Ilsn'y virentcependantqu'unemesure supplémentaire de sécurité et n'en conçurent aucun soupçon.

Mais, le 12 janvier 1938, les journaux du soir et la radio berlinoise, à l'étonnement général, publièrent une brève information qui, reprise le lendemain matin par le *Völkische Beobachter*, jeta l'état-major allemand dans une extrême agitation :

« Le maréchal von Blomberg, ministre de la Guerre, s'est marié mercredi 12 janvier avec Mlle Gruhn. Le Führer chancelier et le général d'armée Göring ont été les témoins du mariage [174]. »

Cette information surprend jusqu'au colonel Alfred Jodl, chef du département de la Défense du pays, qui inscrit dans son journal : « Le maréchal épouse Mlle Gruhn tout à fait à l'improviste. »

Deux semaines plus tard, Jodl inscrit encore : « Le 26 janvier à midi, le général Keitel me communique sous le sceau du secret, après m’avoir demandé ma parole d’honneur, que le maréchal est congédié; il part aujourd’hui[175]… »

Cette nouvelle paraît si lourde de conséquences que nombreux sont ceux qui ne peuvent se taire, malgré la parole donnée. Elle se répand à la vitesse du vent. On apprend que, quelques jours après avoir figuré comme témoin à son mariage, le Führer a convoqué von Blomberg pour lui communiquer une information désagréable. On vient, par le plus grand des hasards (lui aurait dit Hitler), de découvrir des « documents » selon lesquels la jeune M[me] von Blomberg figurait au fichier prostitution de diverses petites villes allemandes. Le Führer aurait continué en demandant au maréchal, pour l’honneur de la Wehrmacht, de donner sur-le-champ sa démission, laquelle entrerait immédiatement en vigueur. Le maréchal, au bord d’une crise de nerfs, se serait violemment défendu contre ces calomnies. Mais le Führer est inexorable. Il déclara que la police criminelle possédait même des documents photographiques, où la jeune femme apparaissait dans des situations compromettantes. Von Blomberg demanda aussitôt à voir ces « pièces à conviction ». Le Führer lui promit de les tenir à sa disposition, mais lui conseilla de se retirer dans une maison de retraite en attendant l’apaisement de l’affaire. Cependant, le maréchal et sa femme ne purent jamais voir ces photos. «Tout cela était une machination d’Heydrich, et assurément sur l’ordre d’Hitler [176] », a déclaré en 1970 la veuve de von Blomberg[176].

À peu près à la même époque, von Fritsch, commandant en chef de l’armée, est, lui aussi, convoqué à la chancellerie du Reich. Le Führer se montre très froid. Il a résolu, lui dit-il, de le relever de son commandement, car la police criminelle dispose de documents irréfutables et de témoignages dignes de foi selon lesquels il aurait des tendances homosexuelles. Von Fritsch s’élève également contre cette diffamation. Là encore, le Führer se montre intraitable: von Fritsch est obligé de démissionner, non sans se voir accorder une «procédure d’honneur » avec constitution d’un « tribunal spécial » dirigé par Göring.

Le 4 février 1938, c’est l’annonce officielle: le ministre de la Guerre, von Blomberg, et le commandant en chef de l’armée de terre, le général baron von Fritsch, ont démissionné de la Wehrmacht pour «raisons de santé ». Le jour même, Hitler annonce qu’il crée le commandement suprême de l’armée (Oberkom-mando der Wehrmacht ou OKW), qui met fin à la compétence du ministère de la Guerre. Parallèlement à cette action, le Führer lance une proclamation où l’on peut lire :

« J’assume désormais personnellement et immédiatement le droit de

commandement sur l’ensemble de la Wehrmacht. »

Dans les cercles politiques et militaires, on se demande ce qui se produit. Non seulement les ennemis d’Hitler, mais aussi ses amis de Rome, de Budapest et de Sofia attendent l’explication de ces mystères.

La vérité ne serait-elle pas que le réarmement s’achève en grande partie, et qu’Hitler se trouve à la veille de prendre en politique étrangère des décisions importantes? Pour les initiés, le dictateur éloigne la piétaille, les porteurs d’eau de sa première campagne victorieuse de tous les postes clés qu’ils occupaient. Leur congédiement n’a pas suscité de sentiment de révolte collective des officiers. Hitler ne se contente pas de mettre deux gêneurs hors jeu; une partie de leurs amis et de leurs fidèles doivent quitter l’armée, circonstance qui offre de nouvelles possibilités de promotion à bien des arrivistes désireux de faire carrière.

Ce nouveau coup d’État des 26-27 janvier 1938 est entré dans l’Histoire sous le nom d’« affaire Blomberg-Fritsch » : il présente toutes les caractéristiques d’une provocation nationale-socialiste, et, encore une fois, seul le chef du service secret, Heydrich, toujours blanc comme neige, s’avérait capable de la mettre en scène. Il fallait présenter comme une affaire privée, mais délictueuse, ce coup de main exécuté dans le palais même du Führer.

Parallèlement à la surveillance matérielle de tous les domaines d’activités sociales, Heydrich exerce également un contrôle rigoureux sur toutes les questions d’ordre militaire, surtout celles qui intéressent la vie privée des officiers supérieurs et généraux, fussent-ils les plus élevés en grade. Or, le maréchal von Blomberg, âgé de cinquante-six ans, fréquente une femme de vingt-six printemps, Margarete Gruhn et il lui a procuré un emploi de secrétaire. Dès lors, on enregistre soigneusement toutes les visites que le ministre de la Guerre fait à cette jeune personne. Et Heydrich reçoit bientôt un compte rendu détaillé sur tous les membres de la famille, sur tous les amis et relations de la maîtresse du maréchal.

Au début de décembre 1937, Göring fait à von Blomberg l’offre de s’entremettre auprès d’Hitler afin de l’aider à régulariser ses rapports avec Mlle Gruhn.

Le 19 décembre 1937, le Führer convoque son ministre de la Guerre, le reçoit aimablement, le félicite d’avoir pris la décision de se marier. Il lui annonce que lui, le Führer, et le général Göring sont prêts à lui servir de témoins. Toutefois il lui semble recommandable que la cérémonie ait lieu rapidement, si possible dans

les premiers jours de janvier. Cela, ajoute Hitler avec bienveillance, est le moyen le plus sûr pour mettre fin à tous les bruits ridicules. Ces racontars, explique von Blomberg, proviennent tout au plus du fait que sa fiancée a rompu récemment une liaison. De plus, elle est de «petite extraction » : son père est jardinier, sa mère tient un institut de massage. Le Führer montre la plus grande compréhension; personne n'est un saint, dit-il, et lui-même relève de ce qu'on appelle une «petite extraction [177] ».

La fête nuptiale, discrète, se déroule le 12 janvier 1938. Le témoin Hitler se montre d'excellente humeur, exprime sa satisfaction de voir un maréchal se lier avec une jeune femme d'origine populaire. À la fin de la réception, les nouveaux époux partent pour un voyage de noces qui les conduira à Leipzig et à Dresde. C'est à Dresde que les atteint la nouvelle du scandale qui bouleverse déjà tout Berlin ; le « passé » de Mme von Blomberg remonte à la surface !

Avant même que le ministre de la Guerre ait eu l'occasion de s'expliquer devant le Führer, on avait déjà prévenu, « confidentiellement », le général Wilhelm Keitel, chef du cabinet du ministre, dont le fils Karl Heinz était fiancé avec la fille de von Blomberg, Dorothée, issue d'un premier mariage, que le père de la jeune fille se trouvait dans une situation des plus scabreuses. Un conseiller de la police criminelle, Curt Hellmuth Muller, « découvrit » chez l'un de ses collaborateurs des «documents compromettants» concernant Margarete Gruhn ; selon lui, le secrétaire Bukert serait tombé sur un rapport de la police des mœurs et sur des photos publiées après le mariage mentionnant son nom dans la presse. Les deux hommes avaient constaté que, sur l'une de ces photos, représentant un couple nu, la jeune femme ne pouvait être que la nouvelle madame von Blomberg.

Des informations d'une telle importance devaient normalement parvenir immédiatement au service de la sûreté ou à la Gestapo.

Pourtant, Arthur Nebe, directeur de la police criminelle du Reich, sous les ordres d'Heydrich, transgresse les limites de sa compétence et dépose ce dossier brûlant sur le bureau du président de la police berlinoise, le comte Helldorf. Et, encore une fois, Nebe et Helldorf passent, l'esprit léger, au-dessus du seul personnage compétent, le chef du service de la sûreté, Heydrich, et remettent les « documents » à Göring.

Les deux policiers savaient très bien que Göring, sitôt au courant d'un tel scandale, se précipiterait chez le Führer pour lui apporter cette nouvelle toute fraîche. En effet, si quelqu'un rêvait de la fonction de von Blomberg et de son

titre ronflant, c'était bien le commandant suprême de la Luftwaffe, Hermann Göring ! Quoi qu'il en soit, Göring, témoin au mariage récent du maréchal, ne pouvait qu'informer Hitler. Autrement, le Führer convoquait inévitablement le responsable du service de la sûreté et lui demandait pourquoi on ne lui avait rien dit du passé de Mme von Blomberg…

Dans le comportement de son ami et supérieur von Blomberg, le général Keitel vit une violation flagrante du code de l'honneur qui régissait le corps des officiers. Il se mit sans retard en rapport avec la chancellerie du Reich, et témoigna de sa loyauté envers le Führer en lui racontant l'affaire dans tous ses détails. Hitler remercia Keitel de sa franchise et lui assura qu'il congédierait von Blomberg. Il lui fallait prendre lui-même les rênes en main, et, dans la réorganisation de la Wehrmacht, il n'oublierait certainement pas un général d'une telle fidélité, il était vraiment temps, ajouta-t-il, de donner une autre affectation à ceux qui ne remplissaient pas leur fonction de façon satisfaisante.

Keitel ne perdit plus de temps. Débordant de reconnaissance, il remercia Nebe et Helldorf de leur franchise. Il se serait remis difficilement de ce choc, leur confia-t-il, s'il n'avait pas été l'un des premiers à être informés du comportement scandaleux de von Blomberg.

Quand Heydrich apprit la rapidité avec laquelle Keitel avait réagi, il éclata de rire: «Ce n'est vraiment pas possible! Cette dame von Blomberg nous a aussi débarrassé de notre meilleur stratège de boîte de nuit[178] ! »

À l'exception de quelques sceptiques, on dépeignit Keitel comme obéissant à son profond patriotisme, rompant immédiatement toute relation familiale et amicale avec von Blomberg et courant assurer Hitler de sa fidélité. Cette preuve de loyauté porta bientôt ses fruits. En fondant l'OKW, le commandement suprême de la Wehrmacht, Hitler confia à son dévoué général la direction de ce nouvel état-major, le promut au rang de ministre du Reich, le nomma maréchal en 1940 et, en 1943, lui offrit une propriété d'une valeur de sept cent quarante mille marks. Comme Keitel n'osait jamais exprimer une opinion qui fût la sienne et, encore moins, contraire à celle du Führer, on l'appela très vite le général Jawohl, «général Oui-Oui », puis le «maréchal Oui-Oui ».

Le congédiement de von Blomberg, annoncé officiellement le 4 février 1938, fut suivi d'un nouveau communiqué :

« Le Führer et chancelier du Reich a élevé le commandant en chef de la Luftwaffe, le général d'armée Hermann Göring, à la dignité de maréchal. »

Mais cela ne demeura pas la seule suite de l'affaire Mme von Blomberg. Le même jour, Joachim von Ribbentrop remplaçait von Neurath, le ministre des Affaires étrangères, qui « avait atteint l'âge de la retraite ». Simultanément, on rappelait à Berlin von Hassell, ambassadeur du Reich à Rome, ainsi que von Dirk-sen, ambassadeur à Tokyo et von Papen, ambassadeur à Vienne. Déjà, le 15 janvier 1938, Hjalmar Schacht, ministre de l'Économie du Reich, avait dû offrir sa démission. Son successeur fut un ami intime de Goebbels, Walter Funk, journaliste spécialisé dans l'économie, connu pour avoir occupé le poste de premier secrétaire d'État au ministère de la Propagande, lors de sa formation.

Quel heureux hasard! Ainsi, au moment où Hitler cherche à remanier son gouvernement, voici qu'un policier tombe, tout à fait fortuitement, sur un « scandale de mœurs », tel qu'Hitler doit de façon pressante mettre de l'ordre dans la Wehrmacht !

Malheureusement, il existe encore des historiens pour qui la double affaire Blomberg-Fritsch ne constitue qu'un « hasard » de plus, dont Hitler sut habilement profiter pour réorganiser le Reich et sceller ainsi le sort de l'Allemagne. Des « témoins » sont là, toujours prêts à confirmer sous serment la stupéfaction d'Hitler. Et avec quel tact ne refusa-t-il pas de laisser cette affaire dégénérer en scandale public ? Et ne possédons-nous pas cette lettre amicale qu'Adolf Hitler adressa à son ministre de la Guerre, malgré sa disgrâce, et où il reconnaissait les services rendus au cours de « cinq ans de reconstruction de notre peuple et de sa Wehrmacht » ?

D'autres témoins, comme Erich Schultze, confident et ami d'Heydrich, affirment que le chef de la sûreté, censé pourtant être au courant de tout, « a été lui aussi surpris » par le scandale. Pourtant, Heydrich aurait dû faire surveiller le maréchal comme toutes les autres personnalités de haut rang. Question de routine policière… En outre, il n'aurait rien su du « passé » de Mlle Gruhn ni de l'existence de photos compromettantes. La déclaration de Schultze après la guerre comporte un détail qui lui confère un semblant de crédibilité. En décembre 1933, nous dit ce témoin, il aurait fait porter un mot à sa domestique qui habitait Eisenacher Strasse, justement dans l'immeuble de Mlle Gruhn. Quelques jours plus tard, rencontrant Heydrich, celui-ci lui aurait dit avec un air mauvais : « Qu'est-ce que tu as à faire Eisenacher Strasse ? Est-ce que tu es un commanditaire de l'amie de Blomberg[179] ? » Ainsi aurait-il appris l'existence de la maîtresse du maréchal. L'honnête Schultze, conscient de son devoir, aurait souhaité se rendre chez le ministre de la Guerre pour le prévenir de la surveillance d'Heydrich. Ses tentatives de rencontrer von Blomberg comme par

hasard ne réussirent pas. Il aurait alors prié l'évêque protestant Ludwig Müller, ami du maréchal, de bien vouloir à sa place le «mettre au courant ». Par ce récit, Schultze entendait montrer le réel danger couru par lui afin de rendre service à un homme qu'on espionnait.

Que d'exemples n'avons-nous pas de cette recherche désespérée d'alibis de la part de ceux qui, jadis, approchaient Heydrich et qui s'efforcent aujourd'hui de construire des « témoignages » grâce auxquels ils se disculpent, eux et leur chef, et où ils admettent avoir participé à la persécution, sans en connaître les causes cachées. Si cela se révèle parfois exact, nous devons néanmoins nous poser une question: comment la découverte du passé de Mlle Gruhn pouvait-elle être connue de la police criminelle, donc des subordonnés d'Heydrich, et non par leur chef? D'après les récits de ceux qui participèrent plus ou moins à l'affaire, Himmler et Heydrich seraient tombés des nues, si bien que personne ne s'étonna quand le Führer châtia le « coupable », von Blomberg.

Mais il existe un témoignage contraire, celui d'un homme en mesure d'observer de près les intrigues d'Heydrich, l'ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet. En 1960, il me confia qu'Himmler et Heydrich avaient sans aucun doute tramé le complot : « Nous savions depuis longtemps qu'Hitler voulait faire du ministère de la Guerre un département de son cabinet personnel[180]. »

Le récit de Schultze n'explique en rien le fait qu'Heydrich, sans protester, se soit laissé dessaisir de cette affaire dangereuse, ni que les deux policiers Nebe et Helldorf aient osé se comporter de même sans redouter une réprimande ou une disgrâce. Et le chef de la sûreté n'encourait-il pas lui-même le blâme le plus grave si, malgré toutes les surveillances de routine, il n'avait pas connu le passé de la femme dont le maréchal ministre de la Guerre pensait faire l'une des «premières dames du Reich » ? Nebe et Helldorf ne craignaient-ils pas la vengeance d'un homme aussi avide de pouvoir que le patron du service secret ? À toutes ces questions les « témoins » de la surprise d'Hitler et d'Heydrich ne donnent aucune réponse.

Les photos si contestables de Mme von Blomberg ont fait couler beaucoup d'encre et soulevé bien du bruit, surtout après la guerre. Mais ni le maréchal, qui mourut en 1945, ni sa femme ne purent jamais les voir.

En 1974, la veuve du maréchal, qui vivait encore à Berlin, m'a déclaré : « Naturellement, il n'y a pas de photos originales. Le tout a été monté par Heydrich, et nous ne pouvions rien faire. Heydrich avait reçu d'Hitler la mission

d’écarter mon mari de quelque façon que ce fût, car mon mari s’opposait tout à fait ouvertement à la politique de guerre d’Hitler. Mon mari savait même qui était l’auteur de ce photomontage, un retoucheur qui travaillait chez Heydrich. Je le nomme K.M. (Le nom et le matricule SS de cet homme sont connus de l’auteur. Pour des raisons compréhensibles, nous nous bornerons à donner ses initiales.)

D’après Mme von Blomberg, K.M. était un peintre amateur devenu expert dans l’atelier de faux organisé par Heydrich. Elle suppose que cet «artiste» avait ajouté sa tête au corps d’une femme photographiée au cours d’une scène pornographique. Elle se déclare fermement convaincue qu’Hitler ne se serait jamais livré à une telle comédie d’amitié et de compréhension dans ses adieux à son mari si seulement il y avait eu une infime partie de vrai seulement dans ces « documents ». Bien entendu, « … le service de la sûreté avait su très tôt tout ce qui intéressait sa personne, ajouta-t-elle, et cela bien avant le mariage»; autrement, elle ne serait jamais devenue fonctionnaire de l’État.

Il ne reste qu’une conclusion possible: il n’existe pas d’originaux de photos pornographiques de Margarete Gruhn. Les déclarations faites après la guerre par Mme von Blomberg concordent avec les explications que son mari a fournies à plusieurs de ses amis, et nous sommes sûrs maintenant que le cas Blomberg ne constituait rien qu’une machination d’Heydrich, et que le chef de la police de Berlin, le comte Helldorf, ne fut qu’un instrument, peut-être inconscient, du service secret.

Certes, l’écrivain Hans Bernd Gisevius nous a assuré de l’authenticité du dossier Gruhn, et que seule l’immoralité passée de la jeune Mme von Blomberg a provoqué le renvoi du ministre de la Guerre. Mais devant nos objections et nos reproches, Gisevius a dû finalement admettre que son ami Nebe « ne lui avait pas tout dit… ».

Vu l’importance de la provocation, Nebe ne pouvait pas dire toute la vérité, même à Gisevius ; car il s’agissait d’une affaire d’État, affaire fabriquée, dans laquelle Heydrich personnellement assumait un rôle. Une simple allusion de Nebe au dossier aurait entraîné pour lui de macabres conséquences.

Tant qu’aucune analyse par des spécialistes ne garantira l’authenticité des photos, on ne pourra affirmer qu’Hitler a procédé à la réorganisation de son gouvernement, de la Wehrmacht, de la diplomatie et de tout l’État allemand parce qu’il s’est scandalisé de quelques photos pornographiques, par « hasard » ! Même si l’enquête venait à prouver que ces documents n’ont pas été forgés,

c’est-à-dire qu’il n’y a pas eu photomontage, cela ne prouverait en rien que Hitler, Himmler et Heydrich ne connaissaient pas le passé de Mme von Blomberg avant son mariage, ce qui rendrait cette machination tout aussi odieuse. Sinon, pourquoi Hitler n’a-t-il pas retiré à Heydrich sa responsabilité de chef de la sûreté, puisqu’il avait manqué à tous ses devoirs en ne le prévenant pas du passé de la fiancée avant la célébration du mariage ?

Pour Otto von Heydebreck, journaliste berlinois toujours bien informé, l’affaire Blomberg n’a comporté aucun mystère; quant à lui, il a fréquenté encore plus souvent le maréchal qu’Hitler venait de destituer. Le colonel Oster a confirmé ses soupçons.

L’affaire a été mise en scène par Heydrich. Oster, officier de l’Abwehr et adversaire du régime hitlérien, en connaissait les véritables dessous grâce à des conversations avec son chef, l’amiral Canaris. Canaris, dès cette époque, s’entretenait fréquemment avec Heydrich à propos de l’Anschluss de l’Autriche. Le chef de l’Abwehr s’était plaint de l’indécision de certains officiers de la Reichswehr. Oster découvrit bientôt que non seulement Heydrich, mais aussi Canaris avaient constitué un dossier concernant Blomberg et son amie. Heydrich aurait persuadé le Führer que l’armée manifestait une certaine réticence, ce qui dans le pire des cas, pouvait déboucher sur une crise grave[y]. Il fallait rapidement crever l’abcès. « Cette prétendue crise dans la Wehrmacht a été étouffée par un photomontage », a déclaré une fois de plus, en 1943, Blomberg au journaliste von Heydebreck : «Officier de l’Abwehr, le colonel Oster était assez expert en la matière pour tirer des entretiens avec son chef ce qui s’avérait digne d’intérêt. » (O. von Heydebreck.)

Examinons de plus près cette pièce de théâtre. Le 4 février, en compagnie du nouveau commandant en chef de l’armée, le général von Brauchitsch, le Führer se rend au ministère de la Guerre. À 14 heures précises, Hitler et sa suite entrent dans la grande salle de réunion. Pendant que les officiers rassemblés se lèvent et que leurs regards s’arrêtent sur la tribune, Heydrich se faufile au dernier rang. Il entend ne pas manquer cet événement historique. Dissimulé dans l’auditoire, il veut, aussi, pouvoir en évaluer les réactions. En ouvrant la séance, le Führer annonce immédiatement son intention d’expliquer les raisons des changements intervenus à la tête de la Wehrmacht. Il traitera, en outre, du «cas Blomberg » avec toute la discrétion qui s’impose pour ne pas offrir à l’étranger et aux alliés de l’Allemagne une image défavorable de la Wehrmacht, en dépit du caractère exceptionnel de cette affaire et de celle du général von Fritsch. En fait, poursuit le Führer, le poste de Blomberg devrait normalement revenir au général von

Fritsch ; mais tant que la situation de ce dernier ne sera pas totalement éclaircie, cette solution ne saurait être envisagée. Certes, il a reçu des assurances de la part de von Fritsch, mais on ne peut encore voir clair dans cette affaire des deux garçons des Jeunesses hitlériennes auxquels le général accordait son hospitalité… Il découlait de cette information l'impossibilité de nommer von Fritsch chef de l'OKW, c'est-à-dire du commandement suprême de l'armée. Elle signifiait en même temps, sans équivoque possible, que le Führer se trouvait dans l'obligation de transmettre ce dossier au ministre de la Justice, à qui incomberait d'abandonner l'affaire ou de la poursuivre. De toute façon, il continuait à accorder au corps des officiers une confiance inébranlable[181].

Revenant sur le cas von Blomberg, le Führer déclara être persuadé que l'ex-ministre de la Guerre l'avait abusé, et que lui-même s'était trompé au sujet du maréchal, connu pour sa tendance, dans des moments de crise, à perdre la tête. Hitler exprima sa conviction que ceux qui attribuaient le développement du réarmement au ministre congédié se trouvaient loin de la réalité. Car cet officier ne méritait même pas le titre de colonel d'honneur d'un régiment. Cependant, on renoncera à porter atteinte aux émoluments légalement dus à ce vieux combattant. Rappelons-nous : deux ans auparavant, Hitler, en accordant à von Blomberg la dignité de maréchal et en exprimant une opinion bien différente, avait alors remercié Blomberg, Göring, Fritsch et Raeder de « leur fidélité, de leur coopération dans le réarmement du nouveau Reich allemand par la reconstitution de la Wehrmacht allemande [182] ».

Le 4 février 1938, devant les officiers rassemblés au ministère de la Guerre, Hitler affirme entre autres qu'il n'a pas l'intention de placer la nouvelle arme, les SS, au-dessus de la Wehrmacht ou de nommer le Reichsführer SS Heinrich Himmler commandant suprême de la Wehrmacht. Des bruits de ce genre sont des « bavardages d'idiots ».

Les officiers présents savent que Göring a été promu maréchal du Reich ; aussi le général von Manstein pose-t-il finalement une question pour savoir si un représentant de l'armée de terre ne sera pas nommé plus tard généralissime. Ce à quoi Hitler répond avec toute sa présence d'esprit que la voie reste ouverte à une telle mesure à prendre « le moment venu[183] ».

Lorsque Hitler a terminé, il est longuement applaudi. En 1970, le général Ergel, adjoint du Führer en 1938, dira à l'historien américain Harold C. Deutsch, qu'Hitler avait une fois de plus joué son rôle comme « le comédien le plus élégant de l'Histoire [184] ».

Une fois le rideau tombé sur cette représentation, Hitler part en train spécial pour Berchtesgaden avec l'intention d'y étudier un nouveau rôle, cette fois afin d'amener Kurt Schuschnigg, chancelier d'Autriche, à résoudre toutes les questions pendantes entre les deux États voisins. Cet « entretien » est fixé au 12 février. Soignant ses effets, il s'entoure de ses généraux dans leurs uniformes martiaux. Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères, et von Papen, qui a rang d'ambassadeur, complètent le corps des figurants. Et le Führer commence par un coup de tonnerre : « Je suis fermement décidé à en finir. Le Reich allemand est une grande puissance, et il ne permettra à personne d'intervenir s'il met de l'ordre dans ses frontières[185] », lance-t-il au chancelier d'Autriche et à son secrétaire d'État, Guido Schmidt, qui l'accompagne. Dans les trois jours qui viennent, le chancelier doit remanier son gouvernement et nommer comme ministre de l'Intérieur un national-socialiste, Seyss-Inquart. Hitler exige l'annulation du décret interdisant le mouvement national-socialiste en Autriche et une amnistie pour tous les nationaux-socialistes arrêtés.

C'est Heydrich qui a inspiré la manière de traiter Schuschnigg et son secrétaire d'État. La thérapie est efficace: le 16 février à 2 heures 30 du matin, Schuschnigg forme un nouveau gouvernement, exactement celui qu'Hitler lui a ordonné. Les agents d'Heydrich maintiennent la pression sur lui. Le 11 mars, l'Autriche possède un nouveau chancelier fédéral, qui nourrit pour Hitler des sentiments amicaux : Seyss-Inquart. Le président accepte toutes les exigences militaires et politiques allemandes. Le 12 mars, à 5 heures du matin, le Reichsführer SS Himmler, Heydrich et Daluege font leur entrée à Vienne. Ils préparent la prochaine arrivée d'Adolf Hitler. Heydrich veille à ce que les troupes allemandes qui vont franchir la frontière autrichienne pour cette «visite d'amitié » reçoivent un accueil amical. Le commandant en chef de l'armée fédérale autrichienne, le général Schilhawsky, ne peut que se plier aux ordres des Allemands. À partir de 8 heures, les troupes motorisées de la Wehrmacht se mettent en route vers l'Autriche. À 13 h 15, Hitler franchit la frontière à Braunau. Le 14 mars, à 17 heures 30, le Führer descend à l'Hôtel *Imperial* de Vienne pour y conférer avec Himmler, Heydrich et Daluege. Après les avoir salués, il se tourne vers Heydrich : «Depuis que j'ai franchi la frontière, je pense à nos combattants assassinés en juillet 1934. Ils ont contribué de façon décisive à mettre en lambeaux le traité de Saint-Germain. C'est magnifique, et je vous remercie! » Le 15 mars, à 11 heures, Hitler salue la foule rassemblée devant la Hofburg.

Ceux qui n'ont pas saisi pourquoi Hitler a monté de toutes pièces les affaires Blomberg et Fritsch juste avant l'Anschluss comprennent enfin : le Führer

voulait prendre la tête des troupes devant occuper l’Autriche, et que ses compatriotes autrichiens l’accueillent en libérateur et en créateur du Grand Reich allemand. Schuschnigg, mis en «prison préventive », y restera jusqu’à la fin de la guerre. L’ancien secrétaire de von Papen, Wilhelm von Ketteler, disparaît: le Danube emporte son cadavre…

En 1934, avant le putsch de Vienne, Hitler fit liquider de la manière la plus brutale Röhm, son ex-homme de confiance, et ses amis. Avant l’Anschluss, nul besoin d’une épuration de grand style : il savait que les officiers allaient bien accueillir sa politique d’expansion. Il lui fallait seulement se débarrasser de Blomberg et de Fritsch, et cela de façon « délicate ». Les officiers se sont tus. Nous pouvons croire von Blomberg quand il dit en 1943 à Otto von Heydebreck : «Si je ne m’étais pas incliné alors, je serais aujourd’hui là où se trouve votre frère. » Blomberg évoquait les événements du 30 juin 1934, au cours desquels les nazis assassinèrent le frère du journaliste Hans Peter von Heydebreck.

Après von Blomberg, von Fritsch

L’affaire Blomberg ne devient vraiment transparente que si on la rapproche du cas parallèle du général d’armée von Fritsch. L’esprit qui imprègne ce deuxième épisode et la signature du scénario nous ramènent toujours au même individu: Heydrich. La dynamique expansive du Führer et son désir de prendre le contrôle de la Wehrmacht rendaient nécessaire l’éloignement du commandant suprême de l’armée de terre, le général d’armée von Fritsch, grâce à un piège auquel il ne put échapper.

Le chef du service de la sûreté, avec son expérience de telles affaires, trouva très vite la solution. Le fait que le général von Fritsch fût célibataire et sans enfants le prédestinait à figurer parmi les victimes d’Himmler et d’Heydrich, car on le soupçonnait d’avoir des penchants homosexuels. Pour assurer le succès de la provocation, il suffisait de puiser dans le « réservoir des témoins» du service de la sûreté; on y trouva un criminel, un nommé Otto Schmidt, qui déclara à la police que, un certain jour, le chef suprême de l’armée de terre lui avait remis mille marks pour rétribuer des « services » très particuliers. Et, de fait, ce jour-là, le général von Fritsch retirait mille marks de sa banque !

Cela n’avait guère posé de problème à Heydrich qui ordonna simplement une filature de son gibier, y compris jusqu’au guichet de sa banque. Dès lors, les déclarations de Schmidt se trouvaient confirmées par un caissier impartial et par

l’extrait d’un compte bancaire. Comme von Fritsch contestait cette accusation, Hitler décida la constitution d’un jury d’honneur avec, pour président, Hermann Göring. Celui-ci, par ailleurs si dévoué à son Führer, ne semblait guère disposé à collaborer sans réserve à la provocation montée par Heydrich. Comme le greffier-sténographe du procès, Ludwig Krieger, l’attestera à l’auteur en 1970, Göring, au cours de la comparution de Schmidt, l’attaqua si durement que ce dernier se retrouva bientôt dans le rôle de l’accusé. Comme Göring lui disait: «Mais enfin, dites la vérité maintenant ! » le « témoin » répliqua : «Monsieur le ministre du Reich, si je dis la vérité, alors… » Il s’arrêta, n’osant poursuivre. Mais Göring insista brutalement : « Et alors, quoi ? » Schmidt se contenta de faire un geste significatif de la main vers son cou, suggérant qu’il risquait d’être coupé. Furieux, Göring referma violemment le dossier et cria aux deux représentants d’Heydrich : « Messieurs, allez d’abord chercher de meilleurs témoins ! »

Le jury d’honneur innocenta le général Werner von Fritsch, faute de preuves. Cependant, il lui fut interdit de reprendre du service dans la Wehrmacht.

De nombreux officiers de la Wehrmacht se trompèrent alors : après la réhabilitation de von Fritsch, ils crurent que cette provocation, par trop manifeste, organisée par Heydrich, allait mettre une sourdine à l’influence du puissant directeur de la sûreté. D’après des renseignements fournis par Otto von Heydebreck, qui put suivre de très près le déroulement de ce procès, l’explication par Göring de cet échec reposerait sur le fait que le témoin Schmidt aurait refusé de répéter devant le tribunal ses déclarations à la Gestapo. Schmidt n’avait jamais rencontré sa victime. Heydrich, de son côté, tenait une explication toute prête: ses subordonnés avaient simplement confondu le général d’armée von Fritsch avec un certain capitaine de cavalerie von Fritsch, que la police surveillait à cause de ses mœurs homosexuelles.

Après la guerre, Franz Josef Huber, ex-fonctionnaire de la Gestapo, déclara qu’en 1938, dans le bureau de son collègue Josef Meissinger, qui s’occupait lui aussi du cas von Fritsch, il remarqua sur la table du policier absent un extrait de compte bancaire au nom du capitaine von Frisch, nom presque semblable à celui du général. Ainsi, tout à fait par hasard, il eut la possibilité d’expliquer ce qui s’était passé à Himmler et à Heydrich. La version de Huber ne s’arrête pas là : Meissinger aurait été « puni » pour avoir commis cette erreur. On le retrouve, en effet, attaché au titre de la police à l’ambassade de Tokyo ! En 1941, c’est lui qui, toujours à Tokyo, démêlera pour Heydrich l’affaire Richard Sorge-Branko Vukelié. Un policier raté, tombé en disgrâce, se serait-il vu confier la

responsabilité que comporte un poste d’attaché d’ambassade à Tokyo ? Messinger étant mort, il ne peut démentir Huber qui a mis en circulation d’autres récits aberrants des événements.

Après l’incorporation de l’Autriche dans le Grand Reich allemand, une nouvelle ère débuta aussitôt pour Heydrich. Vienne devenait le tremplin de l’assaut sur Prague. L’un de ses premiers actes fut d’intenter des poursuites contre ceux qui l’avaient accusé de l’organisation de toutes pièces du putsch du 25 juillet 1934 et de l’assassinat de Dollfuss, alors chancelier d’Autriche. Puis il s’attela au remaniement de la police autrichienne et aux premières persécutions des Juifs. Il ordonna également de mettre en sûreté tous les souvenirs personnels du Führer et les tableaux peints par celui-ci pendant son séjour à Vienne. C’est ce qu’a affirmé à l’auteur un collectionneur des œuvres d’Hitler, Alfred Detig. Mais l’intérêt d’Heydrich se porta surtout sur les projets d’urbanisme dans l’Ostmark, la Marche de l’Est, nouvelle dénomination de l’Autriche. Il apportera sa contribution quand il s’agira de remodeler la ville de Linz. Il fit construire le camp de concentration de Mauthausen. Là, près de cette ville de Basse-Autriche, les esclaves du régime iront travailler dans les carrières de pierre. Les démocrates autrichiens furent les premières victimes à arriver dans ce camp, comme, en Allemagne, les démocrates allemands avaient été les premiers à partir pour Oranienburg ou Dachau.

L’appareil policier sait s’adapter à toutes les situations, et Heydrich donne à son Führer l’impression d’un homme capable d’accélérer le rythme de l’Histoire. Et Hitler ne se trompe pas: Heydrich a effectivement les capacités nécessaires pour aider à la conquête du monde. Conformément à ce programme, il fait de Vienne le centre de la « Solution finale de la question juive ». C’est de là que la Gestapo va introduire en Tchécoslovaquie, d’après les directives, une nouvelle Cinquième Colonne. Car l’Autriche à peine incorporée au Grand Reich allemand, Heydrich met en action l’appareil qui doit démembrer la Tchécoslovaquie.

Une fois mis au point ses plans contre ce pays, Hitler essaya encore une fois d’influencer l’Angleterre. Le 26 septembre 1938, il reçut le chef de la légion britannique (Association des anciens combattants), Sir Frederic Maurice, marque particulière de déférence et expression d’une volonté réciproque de paix. Le même jour, Sir Horace Wilson, ambassadeur à Berlin, lui remettait une lettre personnelle du Premier ministre britannique, Neville Chamberlain. Le soir, au Palais des sports, Hitler prononça un discours sur la situation dans le monde. Sanglé dans une tunique d’uniforme et portant de hautes bottes noires, debout

devant ses auditeurs, il affirma à propos des Sudètes : « C'est la dernière revendication territoriale que j'ai à formuler. »

Après cette promesse solennelle, Hitler invita à Munich les Premiers ministres de l'Angleterre, de l'Italie et de la France. La menace d'une guerre contre la Tchécoslovaquie et la promesse d'en finir une fois pour toutes avec ses revendications en Europe aboutirent à la signature, le 29 septembre 1938, des accords de Munich, et l'obligation pour la Tchécoslovaquie d'évacuer le pays des Sudètes.

À leur retour à Paris et à Londres, Édouard Daladier, président du Conseil des ministres, et Neville Chamberlain, le Premier britannique, furent fêtés comme deux anges de la paix. Une vague de témoignages de sympathie submergea Hitler.

Mais, en réalité, le Führer avait provoqué cet accord parce qu'il ne voulait pas attaquer inutilement les forteresses tchèques, et aussi pour obtenir l'assentiment de l'Angleterre et de la France à sa «poussée vers l'est ». Jamais il n'eut l'intention de s'en tenir aux clauses du traité. Depuis longtemps, le programme de sa marche en avant était fixé dans l'espace comme dans le temps. Pour renforcer rapidement l'économie de guerre allemande, l'incorporation dans le Reich de la Bohême et de la Moravie s'avérait une nécessité; de plus, le Reich s'étendait ainsi au flanc sud de la Pologne. Le tout se produirait si vite que l'Angleterre et la France ne disposeraient du temps ni de s'armer ni de développer leur industrie aéronautique.

L'argument des ethnologues germaniques selon lesquels il demeurait une trop forte proportion d'Allemands dans la Tchécoslovaquie déjà mutilée, tira l'opinion publique mondiale de l'euphorie régnant après Munich et la plongea dans une amère déception. À peine l'occupation du pays des Sudètes s'achevait-elle que la propagande nazie recommença à tourner à plein régime: cette fois, Prague se muait en centre de la «conjuration juive». Himmler affirmait que des milliers d'agents soviétiques déployaient leur activité en Tchécoslovaquie : en l'espace d'une nuit, ce pays situé au centre de l'Europe pouvait se transformer en « porte-avions soviétique ». Le danger pressait.

Cette campagne signifiait clairement qu'Hitler se préparait à mettre fin à ladite menace par des mesures appropriées. Mais l'occupation ou le partage de ce qui subsistait de la Tchécoslovaquie ne pouvaient s'accomplir que grâce à une manœuvre de propagande diplomatique.

Une nouvelle provocation devenait inéluctable. Une fois de plus, le fidèle

Heydrich fut chargé de l'imaginer et de l'organiser. Simultanément, il fallait imaginer un moyen d'empêcher l'Angleterre et la France d'intervenir dans le démantèlement de la Tchécoslovaquie. Le but du Führer consistait à annexer au Reich la Bohême et la Moravie et à transformer la Slovaquie en État « libre » : en d'autres termes en satellite du Grand Reich.

Les experts de la « question tchèque », rassemblés par Heydrich, se mirent au travail. La Cinquième Colonne installée en Bohême et en Moravie reçut l'ordre de provoquer une série d'incidents qui accréditeraient la version d'une prétendue conjuration tchèque, soviétique ou juive. Dans l'une des variantes de ce plan, on alla j usqu'à prévoir l'assassinat à Prague de l'ambassadeur d'Allemagne. Mais qui n'aurait pas reconnu là une machination du service allemand de la sûreté? L'expérience avait appris aux nazis que chaque provocation nécessitait une préparation. L'Angleterre et la France ne pouvaient être placées une fois de plus devant le fait accompli. Et l'opinion publique mondiale devait, elle aussi, subir préalablement une mise en condition. Hitler se tourna vers la France. La diplomatie allemande laissa entrevoir que le IIIe Reich n'élevait aucune revendication au sujet de l'Alsace-Lorraine. Le ministre des Affaires étrangères, von Ribbentrop, se rendrait à Paris avant l'occupation de la Tchécoslovaquie pour témoigner de la bonne volonté du gouvernement hitlérien.

La Nuit de cristal

Le monde entier angoissé avaient les yeux fixés sur l'Allemagne et attendait les déclarations d'Hitler à l'occasion du quinzième anniversaire du putsch manqué de 1923, qu'il célébrait régulièrement chaque année à Munich devant sa vieille garde. On s'interrogeait aussi sur les conséquences de la mission que Ribbentrop allait accomplir à Paris. C'est alors qu'à la stupéfaction générale un nouveau *deux ex machina* apparut sur la scène mondiale afin de porter, semblait-il, un coup fatal aux efforts de paix du Führer: un juif émigré d'Hanovre, Hershel Grynszpan.

Âgé de dix-sept ans, c'était un chômeur, ennemi du national-socialisme. Le matin du 7 novembre 1938, il acheta un revolver, se rendit à l'ambassade d'Allemagne à Paris et, de cinq coups de son arme, abattit le troisième secrétaire d'ambassade Ernst von Rath. Or, l'on tenait ce diplomate pour un antinazi. Quelques semaines plus tôt, on l'avait transféré du service consulaire de Calcutta à l'ambassade de Paris.

Aussitôt, la propagande allemande prit prétexte de cet événement et dénonça la conjuration mondiale du judaïsme contre les efforts du IIIe Reich en faveur de

la paix. Le 9 novembre, Ernst von Rath mourut de ses blessures. À titre posthume, Hitler le nomma conseiller d'ambassade.

La nuit du 10 au 11 novembre se déroula la Nuit de cristal, une explosion de barbarie nationale-socialiste, qui bouleversa l'opinion mondiale. Le nœud du garrot passé au cou des Juifs allemands se resserra brutalement. Toutes les synagogues et plus de sept mille magasins juifs furent dévastés ou incendiés, et vingt-six mille Juifs, victimes de la grande razzia de cette nuit d'horreur, déportés dans des camps de concentration. On dénombra quatre-vingt-onze morts. Désormais, Hitler s'arrogea le « droit » de poursuivre les Juifs partout où, d'après lui, ils exerçaient leur «activité séditieuse». En d'autres mots: après l'assassinat commis par Grynszpan, cet «instrument du judaïsme mondial », les accords de Munich conclus deux mois plus tôt devenaient nuls et non avenus. Le peuple allemand « courroucé » ne pouvait admettre « ce meurtre ordonné par les Rothschild et exécuté par le juif Grynszpan ».

Immédiatement après l'attentat dirigé contre von Rath, des voix s'élevèrent à Paris pour en accuser le service secret allemand. On comprend que les milieux politiques français aient tenté de mettre fin à ces bruits qui constituaient un nouveau sujet de querelle, tout à fait inopportun, avec le gouvernement hitlérien.

Le fait que cet événement se soit produit au moment même où les plans d'expansion d'Hitler devenaient évidents le rendaient suspect à tout esprit lucide. Des juristes se demandèrent si le jeune Grunszpan n'était pas tombé, sans le savoir, dans un piège tendu par des provocateurs décidés à tirer parti de son hostilité à l'égard du national-socialisme.

En fait, bien des indices portaient à croire qu'il entretenait des relations avec des émissaires venus d'Allemagne, lui apportant une aide financière. On connaissait ses convictions idéologiques et religieuses, tout à fait propres à faire de lui la victime d'une manipulation. Cette hypothèse, il est vrai, restait secrète. Quelques-uns des défenseurs de Grynszpan voulaient combattre à leur manière la propagande hitlérienne qui présentait l'auteur de l'attentat comme un instrument du judaïsme international. Pour eux, il fallait chercher le motif du meurtre dans la vie privée du jeune homme. En bref, il s'agissait d'un règlement de comptes entre deux homosexuels, thèse cependant absurde et contredite par le fait que les deux hommes ne se rencontrèrent jamais avant le meurtre, et aussi par une dispute entre l'adolescent et son oncle le soir précédent l'attentat : quittant alors leur domicile commun, il avait loué une chambre pour la nuit dans un petit hôtel, où il reçut une mystérieuse visite. Il paraît également indéniable que venait de lui parvenir une carte postale de sa famille. Chassés d'Hanovre,

tous ses parents étaient arrivés en Pologne et s’y trouvaient dans un camp d’accueil. Cette carte était de nature à enflammer les sentiments qu’Hershel Grynszpan nourrissait contre le régime nazi.

Après 1945, certains commentateurs crurent opportun non seulement de reprendre la thèse de l’homosexualité, mais aussi d’affirmer que le jeune juif, tombé entre les mains des Allemands lors de l’occupation de la France, réussit à survivre à la guerre et qu’il vivait aujourd’hui sous un faux nom en France ou au Canada. Par conséquent, Grynszpan ne constituait pas un témoin gênant pour les nazis. Les anciens membres de la Gestapo et du service de la sûreté ne négligèrent aucun effort pour faire accepter cette version par des historiens de bonne foi[z].

Sans aucun doute, Heydrich a discuté avec sa femme de cette affaire qui bouleversa le monde, et, bien que Lina Heydrich soit passée maître dans l’art de minimiser les crimes de son mari, elle se trahit parfois sans s’en rendre compte. Ainsi écrit-elle:

« À Paris, à l’ambassade d’Allemagne, le juif Hershel Grynszpan avait tiré sur le conseiller Ernst von Rath, le blessant mortellement. Pour tous ceux qui désiraient une « solution » rapide, radicale, du « problème juif », cet attentat venait à point nommé. Goebbels, notamment, avait besoin de saisir une telle occasion[186]. »

Et la veuve d’Heydrich « peut prouver » que son mari n’a rien à voir avec l’attentat, ni avec ses suites. Car ce 10 novembre 1938, alors que le monde attend les réactions allemandes au meurtre, le couple se coucha tôt. Durant la nuit, l’homme de garde réveilla le chef du service secret, afin de lui communiquer cet ordre : « le Gruppenführer doit appeler immédiatement son bureau ! » Et il ajouta en guise d’explication : « Les synagogues brûlent[187] ! »

Quelques heures plus tard, Heydrich revient chez lui et décrit ainsi les événements :

« Ils ont démoli, détruit et pillé tous les magasins, la synagogue de Wilmersdorf brûle encore. Et le pire est que Goebbels a tout organisé… Mais Goebbels, pourquoi a-t-il fait cela[188] ?»

Cette version se vit renforcée par une histoire que l’ex-adjoint d’Heydrich, l’Obergruppenführer SS Werner Best, fit circuler après la guerre. Best, bien entendu, se « souvint » bien que le soir en question Himmler et Heydrich ne se trouvaient pas à Berlin. Tous deux prenaient part à une prestation de serment de

recrues SS à Munich. Heydrich, lui, passa la soirée du 10 novembre 1938 en compagnie de ses camarades, à l'hôtel *Vier Jahreszeiten*.

« Le chef de la sûreté allemande a été totalement surpris par l'action de Goebbels », assure le D[r] Werner Best, assistant, lui aussi, à cette cérémonie traditionnelle de recrutement, ajoutant même: « J'étais avec lui quand, à quelques mètres de l'hôtel où nous nous trouvions, une synagogue s'est mise à flamber[189]. »

Comment s'étonner de la confirmation, plus tard, de cette version par les déclarations, d'ailleurs contradictoires, des SS ! Le tout-puissant chef de la sûreté y apparaît comme un personnage insignifiant, indécis, mis au courant de l'événement par le Gruppenführer Karl Wolff, chef de l'état-major personnel du Reichsführer SS, envoyé demander des informations à Himmler. Wolff ne toucha Himmler que vers 23 heures, dans l'appartement privé d'Hitler, Prinzregentenstrasse. Et le Führer, comme d'ailleurs tous les autres, se montra profondément ému ! Wolff déclarera encore à Nuremberg :

«Lorsque j'ai interrogé le Führer, j'ai eu l'impression qu'il ne savait rien de ce qui s'était passé[190]. »

Wolff en a-t-il vraiment été persuadé ? Ou, comme pendant l'incendie du Reichstag, Hitler a-t-il joué avec talent sa comédie habituelle ?

Wolff reçut l'ordre d'Hitler de « faire sauvegarder par les SS tous les biens des Juifs[aa] ». Ainsi, dans la version d'après-guerre des SS, Grynszpan, par ce meurtre, aurait procuré à Goebbels un motif pour réagir aussi brutalement. Cette légende des SS, dénonçant Goebbels comme organisateur et exécuteur de l'opération dans le plus grand des secrets, lui attribue par là des capacités surhumaines, impliquant qu'il disposait par ailleurs d'un service de renseignement et de troupes de choc mieux formées et mieux informées que Heydrich et Himmler eux-mêmes !

Selon la présentation classique des provocations nazies, en ce qui concerne la Nuit de cristal, les SS s'efforcèrent, encore une fois, de disculper leurs chefs de toute responsabilité. Bien évidemment, ils témoignèrent que Heydrich et Himmler tentèrent même de préserver quelque chose en ces circonstances désespérées. Dès qu'il apprit la nouvelle, Himmler se serait fait conduire chez le chef de la sûreté, à l'hôtel *Vier Jahreszeiten*, et, de là, lança lui aussi un ordre :

« Il ne faut pas que les magasins et les habitations des Juifs soient pillés, mais seulement détruits[191] ! »

Même l'étranger, affirment-ils, dut reconnaître qu'à part beaucoup de verre brisé pendant cette Nuit de cristal, on avait dans l'ensemble épargné la vie des Juifs et évité le massacre de milliers et de milliers de personnes. Encore une histoire mirifique sur des SS innocents! La vérité historique, cependant, dénonce Heydrich comme organisateur de cette provocation dirigée par le service de la sûreté. Et le télétype signé de son nom, envoyé à 1 heure 20, en pleine nuit, à tous les postes de la gestapo, dément la version de sa surprise, surtout par cette formule plus que claire : « Dans toute l'Allemagne, il faut s'attendre à des manifestations contre les Juifs[192]. »

Ce télétype comporte six points, présentés dans le style bureaucratique habituel; nous en citerons seulement deux: « L'autorisation est donnée d'incendier les synagogues, à condition toutefois qu'il n'y ait aucun danger de propagation du feu. » Et «pour l'exécution des mesures policières de sécurité, il peut être fait appel aux fonctionnaires de la police criminelle ainsi qu'aux membres du service de la sûreté, aux troupes disponibles et aux SS en général[193] ».

Le texte du télétype nous dévoile toute l'envergure de la Nuit de cristal : une gigantesque opération, unique en son genre, afin d'ameuter les Allemands et les inciter à agresser leurs concitoyens juifs, à incendier leurs synagogues, à dévaster leurs magasins. Les unités de la police et du parti, les pompiers, les troupes disponibles témoigneraient de la colère du peuple, mais aussi du grand service rendu par la sûreté, réussissant à empêcher une nouvelle Saint-Barthélemy ! Heydrich savait depuis longtemps comment il mettrait en scène ce spectacle. Le début de son télétype le prouve :

« En raison de l'attentat commis à Paris contre le secrétaire de légation von Rath, on doit s'attendre à des manifestations contre les Juifs, dans l'ensemble du Reich, au cours de cette nuit, du 9 au 10 octobre 1938[194]. »

Comment le chef du service de la sûreté eût-il pu, d'une part, se montrer surpris par ces excès, et, d'autre part, envoyer à temps ce télégramme d'avertissement?

Deux jours plus tard, le 12 novembre: une grande réunion entre Heydrich, Frick, ministre de l'Intérieur, Schwerin-Krosigk, ministre des Finances, Gürtner, ministre de la Justice, et Goebbels, ministre de la Propagande, accompagnés d'une centaine de conseillers provenant des différents ministères. Göring, sur l'ordre du Führer, présenta un rapport sur les « conséquences de la manifestation ». L'air grave, il s'adressa à l'assemblée:

« J’ai reçu une lettre du chef d’état-major de l’adjoint du Führer, Bormann, écrite sur l’ordre du Führer. La question juive doit désormais être traitée suivant un plan d’ensemble et en vue d’un règlement définitif. Par téléphone, le Führer m’a confirmé hier, une fois de plus, que je dois centraliser les mesures décisives. »

Alors que le plan se déroulait comme prévu, le 11 novembre 1938, Heydrich expédia à Göring une lettre, pour lui annoncer l’arrestation de cent soixante-quatorze pillards, et que, « pour éviter d’autres incidents, on interviendrait avec sévérité dans tous les cas ».

Les excès de cette Nuit de cristal ne soulevèrent pas seulement l’indignation à l’étranger. La population allemande s’émut. Göring n’éprouvait que peu de sympathie envers Heydrich ; aussi vit-il avec satisfaction que le puissant chef de la sûreté ne parvenait pas à empêcher les pillages, et que l’on ne se gênait pas pour critiquer la police à haute voix.

Hitler, qui devinait la tension existant entre eux, obligea Göring – pourtant président du Reichstag, ministre de l’Armée de l’air, président du Conseil des ministres de Prusse, maréchal et directeur du plan quadriennal, donc, officiellement le second personnage de l’État – à couvrir de son autorité la « protestation spontanée » du peuple et son metteur en scène. Le Führer, stimulé par Heydrich, l’exigeait ainsi, et Göring dut obéir afin d’empêcher des attaques de l’étranger contre les SS, ce corps de protection de l’ordre public, et de contrecarrer leur mise en cause en tant qu’instigateurs des incendies et des pillages.

Dans sa lettre à Göring, Heydrich chiffrait les dégâts :

« … huit cent quinze magasins détruits, vingt-neuf grands magasins incendiés ou autrement détruits, sept cent dix-sept habitations incendiées ou dévastées…

«Cent quatre-vingt-onze synagogues ont été incendiées, soixante-seize autres totalement démolies. De plus, ont été incendiées onze maisons paroissiales et chapelles de cimetières, trois autres chapelles sont totalement détruites.

« Il y aeu environ vingt mille Juifs arrêtés, plus sept Aryens et trois étrangers. Ces derniers n’ont été arrêtés que pour leur propre sécurité.

« On compte trente-six morts et trente-six blessés graves. Les morts et les blessés sont juifs[195]… »

Pas un mot de regret sur les actes de vandalisme, sur les trente-six morts, victimes de meurtres délibérés. Après cette nuit de Walpurgis, une trentaine de

milliers de Juifs – on ne saura jamais le nombre exact – partiront pour les camps de concentration. Les événements et leur contexte prouvèrent clairement qu'Heydrich n'avait pas réagi aux coups de feu de Paris abattant le secrétaire d'ambassade, mais donné le coup d'envoi d'un programme parfaitement mis au point.

Les buts de cette opération se trouvent définis par le procès-verbal de la réunion des ministres tenue le 12 novembre 1938 sous la présidence de Göring. Remarquons, en passant, qu'à cet entretien assistent trois des membres les plus importants du gouvernement : Göring, Goebbels et Funk. Le chef de la sûreté y prend part à titre d'« invité », ce qui, une fois de plus, le situe parmi les grands personnages du IIIe Reich. Car, officiellement, Heydrich, vu son rang « inférieur » de secrétaire d'État et son jeune âge, trente-quatre ans, ne fait pas partie de la Vieille Garde hitlérienne. Par ce fait, nous pouvons alors juger du sentiment de supériorité qu'il éprouve en prenant tout seul une décision d'envoi massif en camp de concentration concernant, cette fois-ci, « seulement » vingt mille personnes (en réalité vingt-six mille) sans se soucier de l'acte de Grynszpan.

Au cours de cette réunion au niveau ministériel, Heydrich donne des chiffres différents de ceux figurant dans sa lettre à Göring.

La veille, on dénombrait encore huit cent quinze magasins détruits, le lendemain on en comptait sept mille cinq cents ! La veille, on parlait de deux cent soixante-sept synagogues brûlées ou endommagées, le lendemain d'« en tout cent une synagogues détruites par le feu, de soixante-seize synagogues démolies ». La diminution du nombre des édifices religieux tient au fait qu'Heydrich déduisit simplement les maisons paroissiales et les chapelles funéraires de son compte de destructions, sachant que cette profanation des tombes ne pouvait être présentée comme une simple réaction de colère populaire, mais constituait un acte de barbarie caractérisée.

Entrant dans la discussion, Goebbels se répand en propos antijuifs : « Les synagogues qui ont été incendiées à Berlin seront démolies complètement par les Juifs eux-mêmes », et il promet de « mettre à la disposition du peuple allemand les espaces ainsi redevenus libres ».

Heydrich résume de cette manière la situation :

«Toutes ces mesures aboutiront pratiquement et organiquement au ghetto. Je dois dire qu'aujourd'hui il n'est pas possible de construire un ghetto. Mais, par ces mesures, les Juifs seront automatiquement repoussés dans un ghetto, au sens figuré de ce mot. »

Heydrich poursuit en disant qu'il faut ôter aux Juifs leur permis de conduire parce qu'ils « mettent en danger des vies d'Allemands et d'Allemandes». Il recommande de leur interdire l'entrée des hôpitaux : « Un Juif, dans un hôpital, ne doit pas être couché dans la même salle qu'un Allemand ». Le procès-verbal montre le caractère impitoyable et l'hypocrisie d'Heydrich. Göring se veut plus prudent : « Cela doit être fait petit à petit. »

La suite de la discussion révèle les buts d'Heydrich :

Heydrich : « Il en sera de même dans tous les moyens de transport. »

Göring : « Il faut mettre tout cela comme en musique, il faut que ces choses se produisent chacune à leur tour. »

Heydrich : « Je voulais seulement avoir votre accord de principe pour que nous puissions commencer dès maintenant. »

Ce procès-verbal nous apprend qu'Heydrich désirait simplement obtenir l'accord des ministres participant à cette conférence pour ce qu'ils appelaient ces « choses », c'est-à-dire la persécution des Juifs. Hitler, absent de cette conférence, avait donné aux participants les pleins pouvoirs pour toute décision dont Göring assumerait la responsabilité.

En présence de Goebbels, Funk et Heydrich, Göring, n° 2 de l'État, ne pouvait faire preuve d'aucune indécision. Pourtant, devant la demande d'Heydrich à propos de l'« accord de principe » sur lequel il insistait, Göring préféra soulever un autre sujet:

«Encore une question, messieurs! Que penseriez-vous si je vous annonçais aujourd'hui que nous allons imposer aux Juifs, pour les punir, une contribution d'un milliard de marks ? »

Il est peu probable que Göring ait imaginé seul ce chiffre astronomique! Il s'appuyait sans doute sur une suggestion du Führer. Heydrich, finalement, obtint gain de cause. Par arrêté du 24 janvier 1939, il allait être chargé de la solution de la question juive.

Au cours de la même période, Heydrich reçoit du plus haut niveau, c'est-à-dire du Führer en personne, l'ordre de préparer en secret le partage de la Tchécoslovaquie et l'occupation de la Bohême et de la Moravie. Pour le quatrième anniversaire de l'introduction du service militaire obligatoire, le 16 mars 1939, les accords de Munich seront déchirés[ab]. D'après le scénario mis au

point par Heydrich, et sur la base des résolutions prises en commun par Hitler, Göring, Himmler, Goebbels et Ribbentrop, on peut désormais aller de l'avant, politiquement et militairement. Le prétexte : des agents soviétiques sont à l'œuvre ! La minorité allemande en Bohême et en Moravie souffre des provocations des chauvinistes tchèques !

La Cinquième Colonne déclenche le tumulte. Au moment où la tension bat son plein, une invitation part de Berlin pour le président Hacha : il s'agit de rechercher ensemble une « solution pacifique ». Au début de mars, des troubles éclatent en Bohême et en Moravie, partout où vivent des Allemands. Dans les journaux, de gros titres annoncent : « Cinquante blessés à Brünn et à Iglau ! ». Le 14 mars, Hacha arrive dans la capitale du Reich, accompagné de Kvalkovsky, son ministre des Affaires étrangères.

Dès lors, l'invité officiel, le président de la Tchécoslovaquie, se sent prisonnier à Berlin, dépourvu de toute possibilité de donner à Prague des ordres hostiles ou préjudiciables au Reich. Vers 1 heure du matin, dans la nuit du 14 au 15 mars, le Führer reçoit ses visiteurs. Comme auparavant Schuschnigg, il les soumet à un dur traitement psychologique, à une canonnade d'injures et de menaces. À bout de résistance, Hacha s'effondre : il remet « avec confiance entre les mains du Führer » le destin de son pays… À 3 heures 55, il signe l'acte de capitulation. Hitler exulte.

Heydrich ordonne aux membres de sa Cinquième Colonne, qui attendent à Prague, de donner le feu vert aux troupes allemandes massées à la frontière.

Le 15 mars, à 9 heures, les colonnes motorisées entrent en Tchécoslovaquie. À 20 heures, Adolf Hitler pénètre dans le château de Prague. Himmler, Heydrich et les principales personnalités SS l'y accueillent. Immédiatement, Hitler confère avec ses généraux, Keitel, List et Blaskowitz. Pendant son bref séjour à Prague, il se fait conduire près des blessés des échauffourées. Le 16 mars, il signe le décret qui crée un «protectorat de Bohême et de Moravie », tout se déroule exactement suivant le scénario d'Himmler et d'Heydrich. D'une série de provocations théâtrales et de pressions militaires résulte, comme prévu, l'incorporation « légale » de la Bohême et de la Moravie dans le Reich allemand.

À l'Anschluss de l'Autriche et à l'occupation du « protectorat » succédera la soumission de la Pologne. Heydrich y travaille. Avec l'assentiment d'Hitler et d'Himmler, il dresse des plans visant à la création d'une « centrale » de la sûreté, superministère qui embrassera de nombreux domaines, instrument nouveau qui se verra confier la solution dite « finale » de la question juive. Ce sera

l’administration principale de la sûreté du Reich (RPSR), organisme puissant qui étendra à l’extérieur l’empire policier du IIIe Reich. Heydrich rêve d’une armada dont les dimensions correspondent aux objectifs stratégiques et biologiques des nationaux-socialistes ! Voici la loi sur l’euthanasie qui permet désormais de tuer tous les individus « indignes de vivre » ! Le concept de l’euthanasie, «hygiène du peuple », pour lequel Heydrich ne peut pas réclamer de droits d’auteur s’offre comme la conséquence logique de la théorie de la race. Il s’agit de liquider en secret les handicapés de naissance ou les malades devenus infirmes, les incurables condamnés à vivre allongés. Cette opération, qui va coûter la vie à des milliers de personnes, est montée par le gouvernement nazi et approuvée par Hitler lui-même. Le jour de la déclaration de guerre, le 1er septembre 1939, le Führer apposera sa signature sous un ordre d’application systématique de l’euthanasie. Mais les nombreuses protestations en Allemagne obligent le gouvernement à revenir sur cette décision. On constate que, malgré la terreur et la propagande, les Allemands ne supportent pas cette entreprise d’assassinats de leurs handicapés physiques et mentaux. Le sentiment populaire n’admet pas que des hommes en blouse blanche, formés à soigner les malades, les faibles et les vieillards, puissent accepter de supprimer discrètement des êtres sans défense. Cette euthanasie ne se présente pas seulement comme la mise en pratique d’un principe, elle crée des experts du meurtre en série, comme le prouveront les nombreux procès d’après-guerre. La loi et son application portent « sur la protection de la santé de la nation ». La mise à mort des malades libérera des lits pour les blessés de guerre!

Il serait faux de prétendre que cette entreprise atroce ait surgi uniquement de l’esprit d’un Hitler, d’un Himmler ou d’un Heydrich. La science allemande, en acceptant le darwinisme dans ses excès et en le recommandant en tant qu’idéologie à l’État, fraya le chemin à cette entreprise criminelle à qui il ne restait qu’à surmonter des obstacles d’ordre technique et financier. La conception raciste comprit la « solution finale », envisagée envers les Juifs, comme la continuation de l’opération « scientifique » déjà commencée. Des études publiées prédirent la disparition de la nation allemande au cours des trois cents ans à venir si les nationaux-socialistes ne promulguaient pas leurs lois sur la préservation de l’espèce. Les élèves des lycées et des collèges, les étudiants des universités avalèrent cette sombre prophétie « scientifiquement fondée ». Le manuel de biologie de Jakob Graf pour les écoles secondaires, paru en 1939, rendit possible, comme tant d’autres, cet endoctrinement systématique de la génération montante.

Il incombait à Heydrich et à son bureau d’études de décider des mesures à

appliquer en vue de la guerre biologique et de sa forme. Aucune idée fixe ne poussait le généralissime de la guerre raciste ; au contraire, les conditions existantes en Allemagne formèrent ce bourreau et ses acolytes. Et le caractère monocratique du système national-socialiste les obligeait à demander l'autorisation préalable à la plus haute autorité, celle du Führer. Le procédé d'anéantissement des êtres vivants se déroula ensuite, comme ailleurs, avec une minutie consciencieuse, « typiquement allemande ».

Cependant, Hitler cherchait à éviter d'assumer seul toute la responsabilité de la solution finale car, dans son esprit, cette action ne faisait partie que des opérations de guerre. Et rien ne pouvait davantage lui plaire que de voir son armée de meurtriers obéir à l'homme qui régentait le pays, mais qui, le jour où cela lui paraîtrait opportun, nierait y détenir une responsabilité personnelle.

Aussi Heydrich exigea-t-il une fois de plus un ordre de Göring alors que ses groupes d'intervention avançaient déjà en Union soviétique, commettant crimes sur crimes. Le 31 juillet 1941, le maréchal du Reich se conforma enfin à l'exigence du «chef de la police de la sûreté et du service de la sûreté, le Gruppenführer SS Heydrich » :

« En complément de la tâche qui vous a déjà été confiée par arrêté du 24 janvier 1939, afin de recourir à la solution la plus opportune, selon les circonstances, de la question juive, je vous charge par la présente de prendre toutes les mesures nécessaires au point de vue organisation, réalisation et efficacité, pour une solution d'ensemble de la question juive dans les territoires européens d'influence allemande.

« Pour autant que le présent arrêté intéresse d'autres organismes centraux, ceux-ci prendront part à son exécution.

« Je vous charge également de me présenter très prochainement un projet d'ensemble sur les mesures préparatoires, au point de vue organisation, réalisation et efficacité, qui seront prises pour mener à bien la solution finale de la question juive. Signé: Göring[196]. »

Cet arrêté de Göring confirme l'existence du projet, mais, en réalité, la solution finale naquit en 1931, au moment même où Heydrich fit son entrée à la Maison brune afin d'y occuper le poste vacant du chef de la sûreté des SS. Maintenant, voici Heydrich responsable des « entreprises spéciales » destinées à compromettre les adversaires du Reich dans les pays voisins et à prouver ainsi la justesse de la prophétie d'Hitler, prononcée le 30 janvier 1939 et adressée à la « juiverie internationale », prédisant sa destruction au cas où une guerre éclaterait.

Après la Tchécoslovaquie, ce fut le tour de la Pologne, conformément aux prévisions du commandement suprême de la Wehrmacht.

Pendant qu'Heydrich préparait un coup spectaculaire destiné à en finir avec les « provocateurs et bellicistes polonais », Hitler et Goebbels mettaient en scène un nouveau spectacle, la splendide réception à Berlin du prince Paul, régent de la Yougoslavie. Le 5 juin 1939, Hitler se rendit ersonnellement au Lehrter Bahnhof pour y accueillir le prince régent et son épouse, la princesse Olga. Le lendemain, 6 juin, Hitler et Göring offrirent au public une parade militaire sans précédent à Berlin. Paul eut l'occasion d'admirer la puissance militaire du Reich et de voir glorifier la légion Condor qui avait combattu la république en Espagne. Le Führer fit les éloges de Mussolini et Franco, et expliqua à son hôte comment, grâce à son intervention en Tchécoslovaquie, il avait empêché la transformation de la Bohême et de la Moravie en porte-avions soviétique, et cela en plein cœur de l'Europe. Les fauteurs de guerre à Paris et à Londres, qui stimulaient la résistance polonaise, devront ainsi comprendre que l'époque de la Petite Entente et des intrigues en Europe orientale prenait fin une fois pour toutes, et que la Yougoslavie, alliée traditionnelle de la France, s'engageait sur le chemin menant au nouvel ordre en Europe[ac].

Heydrich fournit un *casus belli* à son Führer

Deux mois après le départ du prince Paul d'une Allemagne triomphante, le 9 août 1939, vers 18 heures, un avion militaire JU 52 atterrit sur l'aéroport de Neustadt en haute Silésie. Le chef de l'administration principale de la sûreté du Reich en descend. Son adjoint et le D[r] Emmanuel Schaefer, directeur du poste de la Gestapo d'Oppeln, l'attendent au sol. Heydrich dépose son manteau et son porte-documents sur l'aile de l'avion, et déclare à Schaefer qu'il est venu en vue d'une affaire secrète d'une grande importance. Le mutisme le plus absolu s'impose. La phrase qui suit ne peut laisser à Schaefer le moindre doute : « Le Führer a besoin d'un prétexte de guerre. »

Puis les trois hommes montent en auto et prennent la route de Gleiwitz où ils s'installent au Haus Oberschlesien.

Heydrich trace à grands traits la mise en scène de la provocation : il apporte avec lui toutes les cartes géographiques nécessaires. Ici, à Gleiwitz, il veut vérifier de ses propres yeux les particularités topographiques et fixer le lieu le plus favorable à la mise en scène d'une pseudo-agression polonaise. Comme un général avant la bataille, le chef de la sûreté inspecte lui-même le terrain et détermine l'étendue de la collaboration indispensable de la Gestapo et de la

police frontalière.

Heydrich conçoit de la façon suivante l’exécution tactique de la provocation : l’agression polonaise sur la station émettrice de Gleiwitz, située à quelque six kilomètres de la frontière, comportera deux actions presque simultanées : la prise de possession du poste et l’émission d’une proclamation insultante pour le Führer et pour la nation allemande. Afin que ce coup téméraire soit crédible, une violation de frontière évidente s’impose, c’est elle qui établira le lien manifeste entre les deux incursions.

Après sa reconnaissance personnelle du terrain, Heydrich décida de choisir les lieux de cette prétendue agression : Hochlin]-den, aux environs de Gleiwitz, et la région marécageuse de la Prosna, près de Kreuzburg.

Bien entendu, le scénario de ce nouveau spectacle destiné à impressionner l’opinion internationale, conçu et écrit par Hitler et Goebbels eux-mêmes, ne pouvait être mis en scène que par celui qui s’occupait depuis longtemps de pareilles réalisations et qui disposait de commandos spéciaux capables de jouer les figurants des « bandes polonaises » censées s’infiltrer dans un village situé sur la Prosna. Dans son «étude d’expert », Heydrich allait très loin : il espérait même attirer des soldats de l’armée régulière polonaise sur le territoire allemand, grâce à l’obscurité qui régnerait pendant la nuit. Un commando de cent cinquante hommes, ressortissants de la minorité allemande en Pologne, parlant le polonais, revêtus d’uniformes de l’armée polonaise, voilà l’unité entraînée à l’école de la sûreté à Berlin (section d’escrime SS de Bernau) qui se trouvait déjà logée dans des maisons bien gardées sur le terrain choisi. Évidemment, les uniformes polonais stockés dans le dépôt de la Gestapo de Breslau ne seraient transmis aux membres du commando que dans la nuit, juste avant l’attaque. C’est Canaris qui disposait des uniformes des armées polonaises, confisqués aux déserteurs d’origine allemande qui refusaient d’obéir aux officiers de Varsovie.

Naturellement, pour que le « coup des bandits polacks » apparaisse véridique, plusieurs «cadavres d’agresseurs » compléteraient l’image de la bataille nocturne, image indispensable pour convaincre les correspondants de la presse étrangère accrédités à Berlin. Heydrich décida que cette miniguerre porterait le nom d’opération « Tannenberg » en souvenir de la grande bataille que remporta von Hindenburg en Prusse-Orientale pendant la Grande Guerre. Une douzaine de détenus du camp de concentration d’Oranienburg-Sachsenhausen lui suffit afin de maquiller l’origine polonaise de l’agression. Dans le jargon du SD et de la Gestapo, on appelait ces malheureux des « conserves », ce qui signifiait qu’ils servaient de réserves destinées à l’utilisation dans des Sonderaktionen, actions

spéciales, au cours desquelles on les sacrifierait en faveur de la cause nationale. Selon la morale des SS, les victimes expiaient leurs méfaits et accomplissaient ainsi leur devoir vis-à-vis de la patrie, au moment où tant d'autres offraient leur vie au Führer.

L'organisation de cette provocation, qui marque la deuxième étape du nazisme, l'expansion vers l'étranger, séduisait Heydrich. Tout en gardant le commandement général de l'« action », il en confia l'exécution au chef de la Gestapo, son subordonné Heinrich Müller.

Lorsque Heydrich se rendit à Gleiwitz en vue de monter sa nouvelle pièce de théâtre mondial, il faisait, en fait, un voyage de reconnaissance du terrain. À ce moment-là, il tenait déjà dans sa serviette l'horaire précis du Führer, déclenchant la guerre au cas où les Anglais n'accepteraient pas son offre de paix. Dans un délai de deux semaines environ, le mot d'ordre « Grand-mère décédée » serait lancé selon le plan « Tannenberg ». (Les nazis utilisaient les mêmes mots d'ordre lors de l'opération de la Nuit des longs couteaux en 1934.) Il restait à Heydrich pour monter son spectacle autant de temps que celui dont disposerait Hitler dans l'exécution de sa Blitzkrieg, visant à la destruction totale de l'armée polonaise.

L'état-major ponctuel constitué par Heydrich comprenait, en plus de Müller, le chef de la Gestapo, l'Obersturmbannführer SS Otto Hellwig, commandant de l'école des Führers de la sûreté de Berlin-Charlottenburg, le Standartenführer SS Dr Hans Trummler, commandant de l'école de la police des frontières à Pretzsch-sur-l'Elbe, l'Oberführer SS Dr Otto Rasch et le Sturmbannführer SS Alfred Naujocks, que nous connaissons déjà par l'opération contre Strasser et Formis. Le «contrôle des plans » incombait à l'Oberführer SS Dr Herbert Melborn.

Devant ce groupe, auquel se joignirent le Brigadeführer SS Heinz Jost, directeur du département III (Étranger) de la sûreté, et quelques techniciens des transports et de la sûreté, Heydrich expliqua que l'opération qu'ils préparaient déterminerait, tant au point de vue de la propagande que de la diplomatie et de la guerre, une bataille historique sans précédent, c'est pourquoi il fallait présenter comme un coup de « gangsters polacks », coopérant avec l'état-major de Varsovie, cette «agression polonaise », élaborée dans le dessein d'entraîner la conviction universelle. «Les Anglais ne se comportent jamais différemment dans une situation pareille, depuis longtemps, le Führer connaît les méthodes d'action des Britanniques dans des cas pareils[197]. »

Au cours de sa visite à Neustadt, Heydrich se servit auprès de ses hommes de la phrase bien connue du Führer : « Dès que les blindés commenceront à rouler, personne ne se demandera plus qui a attaqué[198]. »

Avant l'invasion de la Pologne, Heydrich fit un exposé de la situation devant Himmler. On put alors constater que les chefs nationaux-socialistes redoutaient l'extension, qu'ils espéraient éviter, du conflit. La provocation de Gleiwitz fut conçue dans le dessein de prévenir l'intervention franco-britannique puisque les garanties fournies à la Pologne spécifiaient que l'aide militaire ne jouerait que dans le cas d'une «guerre non provoquée » par la Pologne. Le secrétaire d'Himmler, Rudolf Brandt, a sténographié les déclarations d'Heydrich sur ce sujet précis : « Nous allons prouver que ce sont les Polonais qui ont tiré les premiers. »

Par suite de la tension internationale, un camarade de Brandt exprima sa crainte de voir bientôt éclater une Seconde Guerre mondiale, surtout si la France et l'Angleterre respectaient leur engagement envers la Pologne. Ce à quoi Brandt répondit résolument qu'Heydrich, après une étude minutieuse de ce problème, jugeait les circonstances fondamentalement différentes de celles de 1914. En 1914, Vienne, afin de pacifier les Balkans, et encouragée par Berlin, entreprit une opération éclair visant à occuper la Serbie. « Celui qui décide d'attaquer ne se laisse jamais dicter le champ de bataille: c'est toujours l'assaillant qui décide quand et comment il veut anéantir l'ennemi. » Il eût fallu finalement envisager que la Russie, avec sa propension constante à la solidarité panslaviste, n'accepterait pas l'annexion de sa petite amie des Balkans. De plus, par la Serbie et le Monténégro, le tsar songeait à assurer à son empire un accès à la Méditerranée. Les dirigeants de Vienne s'avéraient capables de tenir en échec des agitateurs qui, en Croatie, en Bosnie, en Serbie et au Monténégro, incitaient les Russes, à l'intervention. Mais, aujourd'hui, personne ne veut « mourir pour Dantzig ». Grâce au pacte germano-soviétique de non-agression, Hitler se sentait assuré… Sa décision : la Pologne sera écrasée, et Londres et Paris se verront obligés d'accepter le fait accompli. Aux yeux d'Heydrich, les élites anglaises et françaises préféreraient voir crever cet abcès plutôt que d'entrer en guerre.

Le 22 août 1939, Hitler annonce déjà à ses officiers qu'il s'occupera lui-même de créer un prétexte à la guerre pour les « besoins de la propagande ». Il tranquillise son auditoire martial par ces mots : « Ce n'est jamais le vaincu qui dicte au vainqueur le remboursement de la dette. »

Hitler et Heydrich estimaient qu'une bonne provocation contribuerait, comme auparavant, à avantager celui qui déclencherait l'offensive. Sans une

machination entreprise avec le dessein de tromper l'opinion, on est toujours suspect d'être le fauteur de l'agression. Dans l'action de Gleiwitz, ces « romantiques » s'inspiraient de l'Antiquité germanique. Heydrich se prenait pour une réincarnation d'Arminius qui vainquit les Romains dans la forêt de Teutoburg, grâce à certaines ruses employées contre les légions de Varo. Afin de stimuler les tribus réticentes, Arminius accusa les soldats romains de commettre des crimes et d'avoir dépecé une jeune fille chérusque. La propagande de la terreur, voilà le moyen pour réveiller les Allemands et impressionner le monde. Suivant l'exemple d'Arminius, Heydrich, en accord avec Goebbels et Hitler, décida de faire couler du sang, et cela avant que les armées du IIIe Reich ne lancent des représailles. Son plan de l'agression polonaise est prêt : Hellwig conduira à Hohenlinden le «groupe d'assaillants ennemi ». Rasch se trouvera à la tête des « Polonais » attaquant sur la section de la Prosna. Trümmler, «professeur de sabotage », viendra au secours des Allemands molestés avec un commando de la police frontalière. Naujocks, s'étant distingué dans l'opération contre Formis en Tchécoslovaquie, se chargera de l'attaque du poste émetteur. Mehlhorn vérifiera la coordination de l'ensemble de l'action.

Des Allemands de Pologne et de Silésie, qui tous parlaient le polonais, arrivèrent à Bernau dans des camions, le 16 août 1939. À l'école de Bernau, ils apprirent le règlement militaire et des chants polonais. Le 20 août, les cent cinquante « soldats polonais » s'exerçaient sur les terrains scolaires, tout contents d'être très bientôt engagés dans le Sonderkommando dont ils ignoraient la forme d'engagement.

Les unités postées à la frontière, préparées à une dramaturgie axée sur des «provocations polonaises », attendaient avec impatience l'heure de la « vengeance » (Vergeltung). L'attaque de Gleiwitz couronna toute une série de plus de deux cents provocations, organisées le long de la frontière germano-polonaise : maisons de paysans mises en feu, sabotages sur les voies ferrées, destruction des habitations des employés, puits empoisonnés, femmes allemandes molestées. Et, enfin, un coup ignoble contre la population et des fonctionnaires allemands, rapporté en direct par la radio tout de suite après l'événement, provoquerait l'indignation de l'appareil d'État tout entier. La Wehrmacht n'accomplirait que son devoir de représailles !

Encore une fois, la sûreté et la Cinquième Colonne installées en Pologne fournirent tous les détails nécessaires au plan opérationnel d'attaque : emplacement de garnisons, lieux fortifiés, barrages érigés sur les routes, surveillance des nœuds de voies ferrées et dépôts d'armes, de munitions, de

nourriture et de vêtements.

Les Anglais, les Français et l’opinion mondiale en général ne purent qu’admettre que, une fois de plus, Hitler et Goebbels étaient à l’origine de ce coup de théâtre monté de toutes pièces sur le modèle de l’incendie du Reichstag. En 1933, on arrêta dans le Reichstag en flammes un Van der Lubbe inconscient de son acte, en 1939, on trouva un Polonais résistant, Franz Honiok, dans le studio de la station de radio de Gleiwitz, gisant par terre, la tête ensanglantée. Et quelqu’un avait même enregistré ses injures proférées contre le Führer et la nation allemande. Geste dédaignable! Les Polonais allaient expier leur crime, même si l’armée polonaise ne bougea pas de ses positions lors de l’incident, alors qu’Heydrich croyait que la pièce bien jouée provoquerait inévitablement la réaction des gardes frontières accourant à l’aide de leurs compatriotes massacrés par les Allemands. Mais la trappe trop soigneusement mise au point ne fonctionna pas pour la simple raison que tout le monde connaissait déjà le piège tendu par les nazis après leur prise du pouvoir. Heydrich se préoccupa également de la rédaction du communiqué et des photos à prendre sur le champ de bataille. Les premières images seront réalisées la nuit même et transportées par avion à Berlin. Elles seront transmises au Führer, toujours selon le scénario de Goebbels, juste avant le discours qu’il prononcera le 1er septembre devant le Reichstag, réuni à l’opéra Kroll. Un document présentera le Führer, les photos en main, Heydrich à côté de lui, scène symbolique qui, reproduite telle une carte postale, deviendra la preuve éclatante que le Führer n’a pas commencé la guerre de son plein gré, mais qu’il s’est vu au contraire obligé «aux tirs polonais de répondre par des tirs allemands », ainsi qu’il s’exclame dans son discours annonçant l’entrée en guerre au Reichstag. C’est d’après les déclarations des participants ayant survécu à la guerre que nous sommes en mesure de reconstituer le *casus belli* qui servit à Hitler de prétexte à se lancer dans l’expédition punitive contre la Pologne.

En ce qui concerne l’exécution des « conserves », les survivants se montrèrent beaucoup moins bavards : en effet, d’après la législation pénale de la république fédérale, ils risquaient d’être accusés de complicité dans l’accomplissement d’un meurtre prémédité, l’assassinat de détenus politiques innocents. Évidemment, aucun d’entre eux, Naujocks non plus, n’a reconnu sa participation au choix des douze « conserves » et à leur assassinat à Gleiwitz.

L’excursion en Pologne se transforma rapidement en une école itinérante pour les futures aventures belliqueuses au nord, à l’ouest, au sud-est et à l’est de l’Europe. Après les expériences faites en Autriche et en Tchécoslovaquie,

l’organisation d’Heydrich disposera en Pologne d’un laboratoire expérimental destiné à l’acquisition des connaissances techniques permettant une meilleure pratique des « solutions » appliquées aux Juifs polonais et russes.

Dès le premier jour, la Pologne succombait à une avalanche de coups décisifs, comme les stratèges de la sûreté l’escomptaient à la base de leurs calculs.

Hitler marchait sur Varsovie avec un contingent de cinquante-quatre divisions dont six blindées et huit motorisées, soit environ deux mille cinq cents chars, plus de deux mille cinq cents avions de combat: en tout un million et demi d’hommes. Le groupe d’armée Nord, sous le commandement du général von Bock, et le groupe d’armée Sud du général von Rundstaedt avancèrent sans difficulté vers Varsovie. Une promenade! Les Einsatzgruppen, les groupes d’intervention d’Heydrich, suivirent l’armée régulière allemande et commencèrent immédiatement leur chasse à l’homme.

L’armée polonaise, avec trente-huit divisions d’infanterie et deux brigades motorisées, environ huit cents chars, mille avions et un million de soldats et d’officiers, répartis sur une frontière de deux mille huit cents kilomètres de long, ne signifiait pas grand-chose face à l’armée moderne d’Hitler. Les Polonais ne disposaient que d’un char contre trois, d’un avion contre trois. Mais l’élément décisif, comme prévu, tint dans la mobilité, l’initiative et la puissance de feu de l’armada terrestre allemande, soutenue par la Luftwaffe qui lui assurait la maîtrise du ciel.

Les nazis décidèrent la destruction des forces combattantes polonaises, dès le début de l’agression. La bravoure des cavaliers polonais et l’héroïsme des pilotes ne suffisent pas pour arrêter le torrent de feu et d’acier.

Sur le déroulement même de la provocation, différentes versions se sont opposées après la guerre. Nous reproduisons ici l’enquête officielle de la république fédérale conduite par le procureur général Alfred W. Spiess et qui a rendu possible la reconstitution de ce sanglant incident. Spiess a confirmé le rôle joué par Heydrich dans la préparation de la provocation et dans son exécution sous le nom d’opération « Tannenberg ». La supervision de l’attentat a été assumée par Müller, chef de la Gestapo, qui dirigea l’ensemble de l’opération de son poste de commandement installé dans le bureau de la Gestapo d’Oppeln.

L’affaire, comprenant trois actions différentes, s’est déroulée selon les directions d’Heydrich :

1) Pour l’attaque du poste-émetteur de Gleiwitz, le Sturmbannführer Naujocks constitua un petit groupe de six ou sept hommes, tous membres du service de la

sûreté. Ce commando résidait à la Haus Oberschlesien, dans le cantonnement de Gleiwitz. Le soir du 31 août 1939, entre 20 heures et 20 heures 30, après réception du mot d'ordre «Grand-mère décédée », ces hommes occupèrent la station pour y lire, en polonais, un appel aux « champions de la liberté ». Puis, en mauvais allemand – comme devait l'indiquer le rapport téléphonique du chef de la station télégraphique de Gleiwitz –, le « Polonais » déclara : «Attention! Attention ! Ici l'Association des insurgés polonais. Le poste-émetteur de Gleiwitz est entre nos mains. L'heure de la liberté a sonné ! »

D'après les constatations du procureur général Spiess, les hommes du commando portaient des vêtements dépareillés de « voleurs en civil », et paraissaient être une troupe de saboteurs surgis de la nuit ; ils réussirent à maîtriser le personnel de la station.

2) Le deuxième groupe représentait l'agresseur des postes douaniers de Hohenlinden. Trois cents SS, venus en camions de Bernau, près de Berlin, disposaient d'un cantonnement sur le terrain de l'opération. Une grande partie de ces hommes parlait parfaitement le polonais, cent cinquante portaient des uniformes de l'armée polonaise. Le 23 août 1939, ils se trouvaient à pied d'œuvre en haute Silésie. L'opération, d'abord prévue pour le 25, dut subir un retard en raison des conversations qu'Hitler menait à Berlin avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne.

Dans la nuit du 31 août au 1er septembre, après réception par radio du mot d'ordre « Agathe », les SS revêtirent des uniformes polonais. Lançant des appels en polonais et entonnant des chansons polonaises, ils « enlevèrent » le poste de douane de Hohenlinden et le détruisirent. Simultanément, à partir de ce village, d'autres SS habillés en membres de la police allemande des frontières « contre-attaquèrent » les agresseurs « polonais » qui s'étaient emparés du poste de douane et les « arrêtèrent ». Le lendemain, l'ensemble du commando repartit pour l'école de la police de Bernau, près de Berlin.

3) L'attaque simulée de la maison forestière de Pitachen se déroula le même soir, entre 20 et 22 heures. Le commando SS ressemblait à une bande de «voleurs en civil ». « Ils parlaient et chantaient à haute voix en polonais en avançant à travers la forêt, et, arrivés à la maison forestière, ils se mirent à tirer en l'air comme des possédés. La cuisine de la maison fut détruite, et on y répandit un demi-seau de sang de bœuf. Une fois de retour au cantonnement, le commando repartit la nuit même pour Bernau[199]. »

Pour rendre cette fausse agression plausible, selon les ordres d'Heydrich, on

dispersa sur le territoire allemand quelques cadavres de « Polonais ». Cette partie de la provocation fit, elle aussi, l’objet d’une préparation minutieuse digne d’un travail d’état-major : « Le transport et la mise à mort des prisonniers incombèrent à un commando spécial, maintenu complètement à l’écart des autres commandos chargés des attaques simulées sur l’émetteur de Gleiwitz et sur Hohenlinden[200]. »

Le poste de la Gestapo de Gleiwitz proposa à Heydrich d’incorporer un représentant de machines agricoles du nom de Franz Honiok, de Hohenlinden, parmi les agresseurs, et de lui faire «trouver la mort». En 1921, Honiok, ancien « insurgé » lorsque les Polonais se battaient contre les Allemands, revendiqua la nationalité polonaise. La population locale reconnaîtra ainsi parmi les cadavres exposés la personne prédestinée à participer à une telle incursion. Rien ne pouvait mieux convaincre les habitants du cru. Cette fois, Heydrich prit des précautions de manière à ce que son nouveau « Van der Lubbe » laissé sur place ne pût parler.

Il a fallu au procureur général Spiess, chargé de l’enquête, des recherches approfondies pour reconstituer cet « événement historique » dans tout son raffinement.

Le 30 août, dans le plus grand secret, Franz Honick fut donc arrêté et emmené dans la prison de la police d’Oppeln. Dans la soirée du 31 août, un Untersturmführer SS, porteur d’une blouse blanche de médecin pour mieux tromper la victime, lui administra une piqûre anesthésiante.

Pendant que le commando de Naujocks accomplissait sa part de la provocation en attaquant la station émettrice de Gleiwitz, une limousine transporta Franz Honiok jusqu’au poste. Une fois là, on l’allongea sur le sol d’une entrée latérale et, vers 20 heures 10, un SS le tua d’une balle dans la tête.

Les détenus amenés du camp de concentration de Sachsenhausen attendaient à la prison de Breslau. Quatre d’entre eux, des « politiques », perdirent la vie dans cette opération. Leurs corps furent laissés sur place; parmi eux, Walter Schmaleberg, de Wuppertal, et Harry Van Bargen, d’Hambourg. Le 4 décembre 1939, Van Bargen fut rayé de la liste des détenus du camp. La disparition de Walter Schmaleberg devint un « décès dû à une congestion pulmonaire ».

Deux autres détenus furent tués le jour qui suivit l’attaque, et leurs cadavres transportés sur le « lieu du combat ». À la station de radio de Gleiwitz, on annonça ainsi la mort de trois assaillants. Le commissaire chargé de l’enquête ne manqua pas de photographier les cadavres, ces pièces à conviction. Le 1 er

septembre, ces photos, réservées au Führer, firent le tour des « confidents » de la presse étrangère à Berlin.

Après tant d'années, Alfred Spiess n'est pas parvenu à connaître le nom de ceux qui amenèrent les détenus de leur camp de concentration. De même, on ignore le nom du SS qui anesthésia Franz Honiok, et ceux des assassins.

Le tribunal militaire de Nuremberg, à la suite de ses diverses enquêtes, a constaté que les morts de Hohenlinden, revêtus d'un uniforme polonais, avaient le crâne tondu, ce qui indique clairement que ces victimes provenaient d'un camp de concentration.

Au cours des préparatifs de cette macabre comédie, Heydrich s'est tenu constamment en contact avec Hitler, pour recevoir, de la bouche même du Führer, le « signal » du début de l'opération. À cette mise en scène énorme devaient finalement prendre part trois cent cinquante figurants, quarante fonctionnaires et agents, et au moins deux mille habitants de la région frontalière, le tout préparé et accompli comme un coup de main polonais sur le territoire allemand. Les gardes-frontières alertés opéraient de telle façon qu'il leur était impossible d'interférer. En tout cas, il fallait éviter que l'opération « Tannenberg » ne dégénérât en un véritable acte de guerre civile où plusieurs SS et membres du service de la sûreté risquaient de perdre la vie. La planification et la répartition des forces engagées fit l'objet d'un travail minutieux. Ce travail en filigrane devint un véritable chef-d'œuvre, comme le montre l'exemple de ce photographe, spécialiste des enquêtes criminelles, amené à Gleiwitz quelques jours avant le coup. Après la guerre, il se rappelait encore de nombreux détails de sa visite :

«Aussitôt après mon entrée dans la salle de l'émetteur, j'ai vu de nombreux tableaux de commandes accrochés à un mur et, dans la salle, une grande table sur laquelle se trouvait un microphone. Devant la table, quelqu'un était étendu sur le ventre, les bras en croix, le visage tourné contre le sol… À trois ou quatre mètres à droite de la table, était allongée une seconde personne qui ressemblait extérieurement à la première. Elle aussi était allongée par terre, les bras en croix, et le visage contre le sol[201]. »

Le photographe ne vit nulle part des traces de sang, ce qui prouve que les cadavres avaient été transportés et disposés dans la pièce uniquement pour y être photographiés.

Muller fut chargé d'une tâche complémentaire : orienter l'enquête. Une commission spéciale, composée de fonctionnaires de la police criminelle et de la

Gestapo, trouva aussitôt des « preuves irréfutables » de la culpabilité des Polonais.

Des policiers, des membres du service secret, des militaires de l'Abwehr et Canaris en personne participèrent à cette diabolique comédie. L'état-major général évoqua le *casus belli* à haute voix. Déjà le 17 août 1939, Canaris prévenait Halder, chef de l'état-major, que l'on allait créer le prétexte de guerre indispensable au déclenchement des opérations. Halder mentionna aussitôt dans son journal qu'il connaissait les noms des trois personnes participant à l'étude des opérations militaires : Himmler, Heydrich et le Dr Trummler. Il ne fait donc aucun doute que l'état-major allemand a été officiellement informé de cette « entreprise » et qu'il l'a approuvée. Keitel, Halder et Canaris dans cette mise à feu de l'Europe ne furent cependant que des figurants, malgré leur rang élevé.

Les diplomates, eux aussi, se montrèrent prêts à accepter l'occasion «bien fondée » d'une guerre. L'ambassadeur d'Allemagne à Londres écrivait, tout en ignorant que le Führer disposait de conseillers bien meilleurs que lui :

«Au cas où l'on devrait mettre en scène une provocation du côté polonais de coups de canon tirés sur un village allemand ou de bombardement d'une localité allemande par un pilote polonais, il serait d'une importance décisive pour l'attitude de l'Angleterre, premièrement que le fait fût établi sans conteste, et, deuxièmement, que l'opinion publique anglaise ait le temps de se faire une idée précise des faits et de la culpabilité exclusive de la Pologne[202]. »

L'opinion mondiale ne se laissa pas tromper ! Le 3 septembre 1939, l'Angleterre et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne. C'était le début de l'échec définitif, la conception d'une guerre éclair livrée sur un seul front, prélude de la conquête du monde, se démonétisait. La nouvelle tournure provoqua un choc chez les Allemands, qu'Hitler avait trompés en leur faisant croire que, compte tenu de la supériorité militaire du Reich, l'Angleterre et la France ne se laisseraient entraîner dans une guerre et accepteraient les faits accomplis au plus tard après l'écrasement de la Pologne. Hitler dut constater qu'il avait sous-estimé ces deux pays qui rejetèrent toute idée de négocier une paix avec son gouvernement.

La provocation de Gleiwitz orchestrée par les services d'Heydrich ne fut possible que parce que les vies humaines ne comptaient pas beaucoup pour les condottieri de l'Allemagne hitlérienne. Dans la situation nouvellement créée par la guerre qui déterminera le sort du monde, les services secrets d'Heydrich allaient prendre encore plus d'importance. En vue de ce conflit, Hitler avait

autorisé Himmler et Heydrich à organiser un « vrai ministère de la Sûreté»; ainsi naquit l'administration principale de la sûreté du Reich avec son chef Reinhard Heydrich.

L'important pour Heydrich résidait dans la question de la guerre éclair et du « nettoyage du terrain », c'est-à-dire la destruction des Juifs et des cercles dirigeants de la Pologne. Heydrich discutait rarement avec les chefs militaires de la situation stratégique, car ce domaine de l'activité d'État restait la chasse gardée du Führer, bien protégée par le SD. Avec Canaris et Ohlendorf, son conseiller économique, Heydrich dirigea un brain-trust d'experts qui oscultait les efforts des puissances antagonistes en vue de s'assurer la suprématie en armes. Ancien officier de marine, il portait tout son intérêt sur la production des deux armes essentielles : l'aviation et les blindés. Selon lui, la suprématie dans ces deux armes déciderait du sort du monde. Mais pour lui, comme d'ailleurs pour Hitler, le développement de l'armement, cette course contre la montre, ne pourrait durer indéfiniment. Les spécialistes penchés sur les statistiques allemandes et les calculs généraux sur les possibilités des Anglo-Saxons et des Russes démontraient qu'en deux ans, au plus tard, la balance de la puissance militaire pencherait en faveur des ennemis. Il fallait se dépêcher ! Mais la guerre éclair dépendait de deux facteurs : la supériorité au niveau de l'armement pendant un temps limité, et des services de renseignement créant les conditions favorables au Führer afin de lui permettre de surmonter toutes les difficultés bureaucratiques, diplomatiques et psychologiques, compte tenu de la constellation politique en Europe. Production de guerre, mobilisation de la nation et formation de cadres SS, capables d'encadrer l'effort du pays et de soumettre au Grand Reich le potentiel économique des pays occupés, voilà les objectifs principaux d'Heydrich. La préparation des cadres technico-scientifiques allait mettre Heydrich en contacts fréquents avec Göring et Fritz Todt, constructeur des « autoroutes stratégiques du Reich », et ministre de la Production de guerre. Ohlendorf, toujours conseiller économique d'Heydrich et expert en problèmes d'armement, subordonnait l'ensemble de l'économie du Reich aux buts du Führer. Il disposait des pleins pouvoirs d'Heydrich pour faire progresser la production d'armes nécessaire à la «guerre éclair ».

Gleiwitz, cette provocation par laquelle débuta une nouvelle ère du IIIe Reich, l'ère de l'expansion, fut considérée par les observateurs des événements comme «l'incendie du Reichstag au service de la politique étrangère et de la stratégie militaire en application ». L'incendie du Reichstag, bien qu'entraînant en son temps aussi des difficultés, n'empêcha pas la mise en scène du second acte de la même pièce, le procès devant la cour suprême du Reich, qui permit au Führer

d’obtenir le consentement total du peuple allemand lors du référendum du 12 novembre 1933. Donc, pas question de capituler face à la campagne dénonçant Gleiwitz comme une provocation du même type. Pour Hitler, Goebbels, Himmler et Heydrich, le III[e] Reich, disposant de l’armée la plus puissante de l’Europe, possédait toutes les facilités pour organiser une autre opération semblable qui permettrait de prouver qu’en Angleterre existait une bande de conspirateurs avides de provoquer le monde tout entier et de le précipiter dans l’abîme d’une guerre. Étant donné qu’Heydrich pratiquait son England-spiel, le jeu avec l’Angleterre, par la voie de la radio – comme il l’avait fait en son temps avec la Tchécoslovaquie, par le moyen de ses « correspondants » en Allemagne –, il fut décidé d’enlever en territoire étranger quelques agents de l’Intelligence Service, intoxiqués par ses soins, pour prouver que les Anglais, persuadés de ne pouvoir l’emporter sur les champs de bataille, étaient prêts à tout faire et même à assassiner le Führer. Une occasion sans précédent s’offrait car, en ce moment précis, les responsables de l’action subversive de l’Intelligence Service, Stevens et Payne-Best, opéraient aux Pays-Bas. Heydrich et son expert pour l’espionnage à l’étranger, Schellenberg, réussirent à faire croire aux Anglais qu’un « groupe puissant dans la Wehrmacht » se préparait à renverser le dictateur Hitler. Si le coup de main réussissait, on pourrait accuser l’Angleterre de fomenter l’assassinat du Führer et prétendre du même coup que des agents britanniques avaient bien poussé la Pologne à provoquer l’Allemagne jusqu’au moment où le Führer se vit contraint de châtier l’insolence des agresseurs. Une nouvelle provocation de grand style fournirait la suite, le second acte de l’opération Gleiwitz. Il s’agirait pour les besoins de la propagande de pouvoir dire que l’Allemagne, une fois encore, était contrainte de réagir, en l’occurrence contre des pays neutres tels que les Pays-Bas, et la Suisse, ce qui permettrait d’arrondir l’affaire avec la Belgique et le Luxembourg, et de créer ainsi la plate-forme stratégique nécessaire à l’assaut contre Paris.

7

« Un miracle : le Führer est sain et sauf ! »

Avant la ruée sur Paris, « l'attentat » de Munich contre le Führer !

Pour le seizième anniversaire de son putsch manqué de novembre 1923, Hitler ne prendra pas, exceptionnellement, la parole devant sa Vieille Garde rassemblée à Munich. À sa place, c'est Rudolf Hess, son adjoint, qui s'adressera aux anciens combattants du national-socialisme. Dans cette année de guerre 1939, les observateurs s'interrogent sur la cause d'un tel changement. Dans les milieux diplomatiques, on voit dans cette entrée en scène de Hess un signe adressé à l'Angleterre qui refuse encore toute approche de paix. Aux yeux de tous, il incarne l'homme politique qui, dès le début du national-socialisme, s'est efforcé d'entretenir de bonnes relations avec les Britanniques, et qui, comme son maître Karl Haushofer, préconise une politique d'amitié avec l'Angleterre et le maintien de son empire.

Que dira donc Hess ? Telle est la question que se posent les observateurs, tant en Allemagne, qu'à l'étranger, quand, soudain, la presse et la radio annoncent que le Führer a pu se libérer de ses affaires d'État pour se rendre à Munich et prendre la parole devant ses anciens camarades de combat.

Ce changement de programme signifie que les Allemands ne seront pas les seuls à s'empresser autour des postes récepteurs à l'écoute de leur Führer, mais que ce 8 novembre 1939 le monde entier arrêtera ses regards sur Munich.

Hitler et les membres de son état-major savent que l'Angleterre et la France ne possèdent aucun plan d'attaque, qu'elles n'ont envisagé qu'une stratégie défensive face aux initiatives militaires allemandes. Pour les chefs nationaux-socialistes, c'est un gros avantage car ils continuent à croire à une guerre de mouvement menée par les chars et l'aviation.

Heydrich, lui, sait depuis longtemps par ses espions que les Français n'ont préparé aucun ouvrage défensif à l'intérieur de leur pays contre une ruée de

chars. Depuis longtemps, aussi, il connaît à fond la disposition des ouvrages fortifiés répartis le long de la frontière. « Là où les Français ont enterré un canon dans du béton, nous passerons par-dessus avec dix ou vingt blindés », lui a assuré Ohlendorf, son conseiller dans le domaine de l'économie.

Heydrich et Ohlendorf n'ignorent pas que le succès de l'offensive allemande dépend en grande partie de l'habileté avec laquelle ils tromperont l'ennemi sur le lieu et la direction du choc principal. Les espions d'Heydrich travaillent main dans la main avec ceux de l'Abwehr de Canaris. Dès la fin de la campagne de Pologne, ils ont tout mis en œuvre pour tromper la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, la France et la Suisse, sur le centre de gravité des combats futurs. Leur but consiste à disperser de la sorte les forces ennemies et à les surprendre par une attaque dans une direction inattendue.

Une série de manœuvres habiles et de concentrations trompeuses parvient à persuader les Suisses que la Wehrmacht s'apprête à traverser leur pays pour déferler vers la vallée du Rhône. Aussi les Français immobilisent-ils dans la région de l'embouchure du Rhône des forces importantes qui surveillent également la frontière italienne et qui, après le premier choc décisif dans le nord, manqueront comme prévu dans le secteur de Sedan.

D'après Wilhelm von Schramm, expert militaire et historien réputé, qui lors de l'offensive à l'ouest faisait partie de l'état-major général, le génie d'Hitler a consisté principalement dans l'« art » de tromper l'ennemi, amené alors à disperser ses divisions, et de concentrer au moment voulu une force supérieure d'avions et de chars aux endroits où doivent se livrer les combats décisifs. D'après von Schramm, Hitler envisageait de détruire en cinq ou six jours la plus grande partie des unités blindées anglo-françaises (évaluées à trois mille chars, mais réellement deux mille six cents). Il devait y parvenir, et c'est ce qui a surpris les plus incorrigibles des sceptiques que comptait l'état-major général allemand[ad].

Alors, deux mois et huit jours après Gleiwitz, pendant la « drôle de guerre », va se dérouler un événement surprenant lourd de conséquences psychologiques, diplomatiques et militaires.

Après son discours à la Bürgerbräukeller de Munich, lieu historique des premières réunions du mouvement, Hitler, contrairement à son habitude, renonce à rester un moment de plus avec ses vieux camarades de lutte et quitte immédiatement la salle. Il est 21 heures 10. Avec lui s'en vont les hommes de sa suite: Alfred Rosenberg, Max Amann, le D[r] Ley, Wilhelm Frick, Fritz Todt,

Heinrich Himmler, Martin Bormann et plusieurs autres. Dix minutes avant l’explosion qui aura lieu à 21 heures 20, toute l’élite nationale-socialiste a évacué le local : seuls restent sur place le groupe des organisateurs et quelques hommes de garde. Ce jour-là, Christian Weber, un vétéran du parti, et non un SS, est le chef du service d’ordre. Ce détail se répandra par la suite à la vitesse de l’éclair, dégageant ainsi la responsabilité d’Heydrich et des SS, qui normalement assurent toujours la sécurité du Führer. Pour une fois que le service de la sûreté d’Heydrich abandonne ses responsabilités à des éléments du parti qui ne disposent d’aucun élément spécialisé de surveillance, un criminel va frapper !

La coïncidence de ces deux événements – le départ anticipé du Führer et de sa suite de la Bürgerbräukeller, le fait qu’Heydrich et que son service aient laissé à d’autres le soin d’assurer la sécurité – incite certains milieux militaires à penser et à dire que cet « attentat » constitue peut-être une provocation du genre Gleiwitz.

Quiconque procède à un examen minutieux de cette affaire en arrive inévitablement à conclure qu’il s’agit d’un acte de pure propagande, grâce auquel Goebbels va compromettre les Britanniques et surtout la «clique de Churchill ». Les Allemands devront admettre que l’Angleterre recourt à des moyens ignobles pour tenter de gagner la guerre. Cette agression dirigée contre l’ensemble des chefs du national-socialisme apparaîtra au peuple allemand comme le résultat d’un plan délibéré, conçu longtemps à l’avance, afin de vaincre l’Allemagne au moyen d’un assassinat collectif.

À peine la nouvelle de l’attentat a-t-elle atteint le dernier membre du parti (on annonce sept morts et soixante blessés: les vérifications futures réduiront ce dernier chiffre à environ la moitié), tous se posent la même question: pourquoi Himmler et Heydrich n’ont-ils pas empêché ce crime ? Pour que cette défaillance des deux premiers policiers du Reich n’ait pas eu de conséquences irréparables, catastrophiques, pour l’Allemagne, il a fallu que Dieu et la providence s’en mêlent. Le *Völkischer Beobachter* du 10 novembre 1939 titre en gros sur toute la largeur de la première page : « Le vœu de Chamberlain n’a pas été exaucé. » Ce texte est formulé de façon que le Premier britannique, puritain et surnommé le «sauveur de la paix» à Munich, s’insurge contre les accusations d’avoir accordé son consentement au soi-disant attentat préparé par l’Intelligence Service.

Immédiatement après cet attentat à la bombe, les diplomates et les journalistes de Berlin se rendent compte que la machine de propagande nationale-socialiste

est désormais alimentée pour plusieurs mois: sans cesse, Goebbels va clouer au pilori les Anglais, «ce peuple de canailles et de criminels » qui veut ôter aux Allemands leur Führer, alors qu’ils ont réussi, grâce à lui, à s’unir en une véritable communauté nationale. Deux méthodes de combat s’affrontent : la noble combativité germanique d’un guerrier invincible contre la perfidie des bellicistes qui achètent des complices. Ces complices que sont-ils, sinon des traîtres malfaisants qui opèrent à partir d’États voisins[202]. Ainsi, quelque temps après l’attentat, le Völkischer Beobachter titre une fois de plus sur toute la première page: «Le Reichsführer SS Himmler communique : la piste du crime de Munich conduit à l’étranger. »

La propagande allemande rend l’affaire évidente: Il s’agit d’un acte dirigé contre tous les chefs de guerre et de la sûreté du Reich ! « On ne peut parler que de miracle si le Führer est sorti sain et sauf de cet attentat, qui est en même temps un coup porté à la sécurité du Reich[203]. »

Si les chefs du mouvement s’étaient attardés quelques minutes de plus dans la Bürgerbräukeller, de nombreuses personnalités nationales-socialistes auraient été éliminées ou, tout au moins, blessées. Car, dans ce lieu saint, se trouvait une telle quantité d’explosifs que toute la direction du national-socialisme eût été décapitée d’un seul coup. L’auteur de l’attentat avait dissimulé sa machine infernale dans la maçonnerie d’une colonne qui soutenait le plafond de la salle. Quand elle s’effondra, la charpente entraîna le mortier, les poutres et les poutrelles. La puissance de l’explosion atteignit jusqu’aux organisateurs demeurés dans la galerie. Il ne resta plus de la salle qu’un gigantesque tas de décombres.

Sur le moment, beaucoup trouvèrent étrange que, dans ce déchaînement de propagande, il n’y eut pas un seul mot sur la défaillance des services de sécurité. Aucun reproche au sujet de cette surveillance défectueuse ! Au contraire : le Reichsführer SS Himmler fut immédiatement chargé de constituer une commission spéciale «pour hâter l’enquête sur l’attentat scélérat de la Bürgerbräukeller[204] ».

À la présidence de la commission, on nomma Arthur Nebe. En fait, l’enquête fut menée par Heydrich ; Nebe ne figurait qu’en tant qu’ancien fonctionnaire de Weimar, criminologue expérimenté au nom bien connu à l’étranger.

Malgré une propagande dont le seul but visait à faire croire à un crime des Britanniques, l’opinion publique étrangère et allemande, et cela jusqu’au sein de l’Abwehr, soupçonna une provocation. Hitler avait absolument besoin d’une

telle machination pour renforcer son mythe, infliger aux Anglais une défaite psychologique et unir le peuple allemand en vue de l'offensive projetée à l'Ouest. L'idée d'une machination s'imposa de plus en plus, non seulement parce que Himmler et Heydrich échappèrent à tout reproche, mais aussi parce qu'une série d'événements, avant et après l'attentat, trahirent que l'explosion faisait partie d'une manœuvre coordonnée.

Le 21 novembre 1939, Himmler, Heydrich, Müller dit Gestapo-Müller, Arthur Nebe et le criminologue Franz Josef Huber furent félicités pour avoir résolu le mystère de l'attentat. Le 22, le *Völkischer Beobachter* arborait en manchette, sur la première page : «Avec une satisfaction profonde, le peuple allemand apprend l'arrestation de l'auteur de l'attentat. »

« L'auteur de l'attentat est un menuisier, Georg Elser, qui a voulu tuer le Führer sur l'ordre du service secret britannique et du chef de l'Intelligence Service pour l'Europe de l'Ouest, le capitaine Stevens, lequel déploie son activité en Hollande. » Des photos de Stevens et de son collaborateur Payne-Best, désignés comme les complices d'Elser, sont publiées. Grâce à d'infimes détails, on a pu reconstituer l'ensemble des faits. On sait maintenant de quelle manière l'explosif a été disposé et comment on a construit la machine infernale.

D'après les résultats de l'enquête, le menuisier Elser a préparé son attentat dès la fin août. Son commanditaire est l'Intelligence Service. Otto Strasser, qui maintenant vit en Suisse, a servi d'intermédiaire. Dans cet attentat ont trempé aussi bien Lord Vansittart que l'ex-Premier ministre tchèque Edvard Benes, tous deux ennemis jurés du IIIe Reich. D'après les communiqués et les récits de la presse, l'auteur de l'attentat a fait des aveux complets, et la propagande nazie prend pour mot d'ordre: « Finissons-en avec les gangsters ploutocrates ! »

Le 22 novembre, après la publication des détails de l'attentat, nouvelle sensation : Georg Elser, le soir de l'attentat, a été arrêté par hasard à la frontière suisse par des douaniers allemands qui l'ont surpris sous la fenêtre de leur bâtiment en train d'écouter les informations de la radio. Ce menuisier avait préparé son coup de façon géniale : pendant des semaines, il s'était introduit de nuit dans la Bürgerbräukeller, afin de creuser un trou dans la colonne, dissimulant chaque fois son travail en remettant soigneusement la boiserie; puis il avait amené sa machine infernale, avec une habileté telle qu'elle mit en défaut les mesures de sécurité. Mais, au moment de franchir la frontière, il se comporta si maladroitement que les douaniers l'arrêtèrent. Contrairement aux habitudes de tous les terroristes, il avait emporté avec lui, dans la poche de son veston, des pièces de sa machine infernale ; les douaniers découvrirent aussi deux cartes

postales de la Bürgerbräukeller ! Pour la commission, c’était la preuve irréfutable de sa culpabilité: Elser ne pouvait plus que passer aux aveux. « Jusqu’à deux cartes postales de la Bürgerbräukeller dans la poche de l’auteur de l’attentat… est-ce que ce n’est pas un peu trop ? » demanda Otto von Heydebreck à Oster, le collaborateur de Canaris.

Comme un vrai criminologue, le journaliste von Heydebreck s’est aussitôt attaché à éclaircir dans tous ses détails l’affaire de la Bürgerbräukeller. En tant que correspondant des Bas-ler Nachrichten, il possédait la possibilité de savoir bien des choses, tant par ses collègues suisses que par certains diplomates. Heydebreck fut le premier à expliquer – confidentiellement, bien entendu – que les nazis impliquaient Otto Strasser dans cette affaire pour rendre l’attentat plus vraisemblable et intimider les Suisses : ne supportaient-ils pas, à tort selon les nazis, les intrigues des émigrés ? « Le fait que l’auteur de l’attentat voulût se réfugier en Suisse compléta la manœuvre de simulation, une offensive possible sur la Suisse. En Allemagne, Otto Strasser était mis au ban de l’humanité, et les nazis faisaient de lui un nationaliste de gauche qui se servait d’un émetteur secret, et qui, par conséquent, paraissait bien homme à organiser un attentat[205]. » Oster avait appris par Canaris que l’Allemagne exigerait l’extradition de Strasser, en prétendant que ses émissaires opéraient une navette entre Zurich et Munich.

L’auteur put contrôler plus tard les affirmations de von Heydebreck : Otto Strasser et son ami Fritz Heberlein confirmèrent que des agents se donnant pour des partisans secrets du Front noir (l’organisation créée par Strasser) leur avaient proposé d’engager une grande opération contre Hitler. Ces agents croyaient pouvoir inciter Strasser à rencontrer des membres importants de l’organisation à Kreuzlingen, près de Constance, à la frontière germano-suisse. Mais Strasser connaissait bien les nazis, il se souvenait bien de l’enlèvement en 1935, en Suisse, du pacifiste Berthold Jakob, aussi refusa-t-il leur proposition. Dès que la nouvelle de l’attentat fut connue, Strasser déclara immédiatement: « C’est un incendie du Reichstag de politique étrangère. Finalement, ils vont encore m’attribuer cet attentat et essaieront d’obtenir de Berne mon extradition. » Et c’est ce qui se passa. Sitôt la demande d’extradition déposée, Strasser s’enfuit en France grâce à des amis, dont Fritz Heberlein.

D’après Strasser, l’attentat de Munich n’a jamais été un acte hostile au Reich, mais une provocation dirigée contre la Suisse et contre la Hollande où Heydrich, depuis des mois, préparait une action parallèle en vue de l’offensive à l’Ouest.

Un jour de 1956, au cours d’un repas à Vichy, l’auteur a eu l’occasion

d'évoquer ces événements avec le général de Gaulle. L'ancien Président du gouvernement de la France libérée vivait alors dans sa retraite de Colombey-les-Deux-Églises et aimait méditer sur cette époque qu'il avait vécue en tant que colonel d'une unité blindée.

Depuis son arrivée au pouvoir, nous dit en substance le général, Hitler avait forgé les armes d'une guerre éclair. On pouvait donc prévoir qu'il créerait des prétextes à chacune de ses interventions sur le continent, qu'il provoquerait des incidents pour s'arroger le droit à l'offensive. Après l'attentat de Munich et l'incident de Venlo, il devenait clair qu'Hitler s'efforçait de rendre les Anglais haïssables et de clouer au pilori Chamberlain et Vansittart comme des bellicistes et des assassins dont les Français devraient payer les crimes.

Évoquant ces « incidents » – il ne parla jamais de « provocations » –, le général ajouta qu'à l'État national-socialiste s'attachaient indissolublement quatre activités secrètes: la police, la stratégie militaire, la diplomatie et la propagande. Propagande que ses adversaires n'ont pas su maîtriser et qui a poussé de glorieux soldats à la capitulation et à la trahison.

Après l'attentat, Heydrich triompha à juste titre. Par un hasard heureux, il put également engager en Hollande un expert dans le domaine de l'espionnage, Walter Schellenberg, afin de préparer l'offensive à l'Ouest. Theo Hespers, chef de la Jeunesse catholique, émigré en Hollande, était resté en contact avec des chrétiens de la Ruhr, adversaires d'Hitler. Le service de la sûreté parvint à s'infiltrer dans ces milieux et, ayant découvert l'identité de ces résistants, les utilisa.

L'affaire de Venlo

Hespers connaissait de nom un certain Schaemmel, comme lui dans l'opposition, mais il ne le connaissait pas de vue. Schaemmel, qui voulait contacter Hespers, lui annonça sa prochaine visite en Hollande pour discuter d'actions importantes[ae]. Un jour, le capitaine Schaemmel fit son apparition : il se présenta comme un officier de la Wehrmacht s'occupant de transport d'armes et de munitions. Il affirma qu'il appartenait à un réseau d'opposition dans l'armée. Tout comme Blomberg et Fritsch en 1938, il s'opposait à la guerre. Lui et son groupe voulaient renverser le régime antichrétien d'Adolf Hitler. Schaemmel se mon-tra extraordinairement bien informé sur les plans de guerre du IIIe Reich. Il avait mandat de son « général » d'établir un contact avec des officiers supérieurs du service secret britannique.

Le comportement de Schaemmel s'avéra si convaincant qu'il gagna bientôt la

confiance du capitaine Stevens et de Payne-Best, ces deux représentants parfaits de la bonne société anglaise : tout comme le capitaine Schaemmel, Best portait monocle, et lui et son compagnon manifestaient une extrême civilité. Tous deux crurent que ce jeune officier chrétien haïssait de tout son cœur le Führer. Ils virent en lui non seulement un opposant à Hitler, mais un précieux informateur. Ils lui confièrent un appareil émetteur pour établir avec lui des relations suivies. Puisqu'on pouvait désormais « correspondre » au plus haut niveau, Schaemmel présenta son « général », lequel parlait avec l'accent autrichien, ce qui inspira encore plus confiance à Stevens et à Payne-Best.

Jusqu'au jour de l'enlèvement, les « conjurés » se rencontrèrent en secret à l'intérieur du pays et à La Haye. Le 8 novembre 1939, un nouveau rendez-vous devait avoir lieu dans l'après-midi : Schaemmel promit de transmettre des informations importantes aux Britanniques. À la dernière minute, les Allemands demandèrent aux Anglais de retarder leur entretien d'un jour et, exceptionnellement, de se rencontrer au *Café Bacchus*, dans la ville-frontière de Venlo, juste en face de la douane. Schaemmel expliqua qu'il ne pouvait faire ce jour-là qu'un saut en Hollande, mais que ses renseignements revêtaient une importance essentielle. Les deux Anglais acquirent l'impression que le « général » voulait passer à l'action.

Et quand, dans la nuit du 8 au 9 novembre, la radio annonça la nouvelle de l'attentat de Munich contre Hitler, tous deux crurent que c'était l'œuvre de Schaemmel et de ses agents.

Excités à l'extrême, les deux Britanniques arrivèrent dans leur Rolls Royce vers 16 heures, au *Café Bacchus*, où le « capitaine » les attendait déjà. À peine la voiture s'arrêtait qu'une auto blindée stationnée de l'autre côté de la barrière fonçait vers elle. Les Britanniques se virent rapidement maîtrisés, Klop, un officier des services secrets néerlandais qui se trouvait en compagnie des Anglais, voulut sortir son pistolet et fut mortellement blessé. Le chauffeur fut, lui aussi, atteint par les coups de feu. Les agresseurs s'emparèrent de l'auto et de ses occupants et regagnèrent le territoire allemand.

Ce crime, qui est entré dans l'Histoire sous le nom de l'« incident de Venlo », permit à Hitler de démontrer l'organisation par les Anglais, à partir d'un pays neutre et avec l'aide des Hollandais, de l'attentat de Munich, mettant gravement en danger la sécurité du Reich.

Ce qui frappe l'observateur dans ce coup de force, c'est le fait que le détachement nazi ayant enlevé les Britanniques inclut exclusivement des

hommes de confiance d'Heydrich, conduits par leur chef Alfred Naujocks, que nous avons vu à l'œuvre dans l'affaire Formis et à Gleiwitz. Quant aux préparatifs du capitaine Schaemmel, effectués la veille de l'autre côté de la frontière, ils ne représentaient rien d'autre que la mise au point précise du kidnapping.

En récompense de son succès, Naujocks fut autorisé à garder la Rolls Royce comme un trophée, et à la ramener chez lui. Quand les Britanniques reprirent leurs sens, ils apprirent que le capitaine Schaemmel n'était autre que Schellenberg, l'adjoint d'Heydrich, et que le « général » était Max de Crinis, son conseiller pour les questions psychologiques, un psychiatre dont la mission consistait, d'abord, à leur inspirer confiance en jouant le rôle de l'Autrichien et, ensuite, à savoir s'ils croyaient vraiment à la réalité de l'attentat contre Adolf Hitler, condition préalable du succès du plan. De Crinis se vantera plus tard d'avoir diagnostiqué dès le début la naïveté de ces Anglais, garantissant à Heydrich qu'ils mordraient à l'hameçon et qu'on les amènerait, sans qu'ils résistent, là où l'on voulait. Ce fut lui qui dicta à Schellenberg son comportement envers les Britanniques.

Alors qu'Heydrich préparait cet enlèvement, de nombreuses possibilités s'offraient à lui pour persuader les deux officiers anglais et leurs supérieurs de Londres de l'existence en Allemagne de puissants courants antihitlériens, surtout dans la Wehrmacht et dans l'Abwehr. En effet, Canaris avait recruté de nombreux agents sans attaches avec les nationaux-socialistes, sur le critère des relations excellentes qu'ils entretenaient à l'étranger, car il estimait rendre ainsi des services précieux à la cause du IIIe Reich. Ces agents disposaient de contacts au Vatican, à Stoc-kolm, à Londres et dans bien d'autres pays.

On pourrait écrire un livre sur l'attentat de Munich et l'opération concomitante de Venlo. Certes, nous disposons de tout le matériel nécessaire pour le faire, mais nous nous limiterons ici à l'essentiel.

Après la guerre, l'adjoint d'Heydrich, Walter Schellenberg devait mettre une nouvelle légende en circulation. D'après celle-ci, Georg Elser, bricoleur de génie, commit ce crime de sa propre initiative et sans aucune aide extérieure pour éliminer d'un seul coup tous les chefs du IIIe Reich.

Cependant, toutes les conséquences désirées, diplomatiques et militaires, découlèrent indiscutablement de l'explosion de Munich et de l'enlèvement de Venlo. Le mythe d'Hitler connut un renforcement considérable. Le Führer devait châtier la France, qui aidait les Anglais sur le continent, et l'enlèvement allait

servir de prétexte à la violation de la neutralité de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg.

Dans ses Mémoires, Schellenberg raconte que, la nuit même de l'explosion, Himmler lui aurait téléphoné à Düsseldorf, convaincu de l'origine britannique de l'explosion, afin de lui donner l'ordre d'amener en Allemagne, le plus vite possible, Stevens et Payne-Best. Schellenberg avoua qu'il se trouvait en contact, sur l'ordre d'Heydrich, avec les deux Britanniques, et qu'il avait déjà pris rendez-vous avec eux pour le lendemain, au *Café Bacchus* de Venlo, ce qui lui permit d'obéir à l'ordre reçu. Malgré sa naïveté, cette version qui disculpe les nazis de toute intention de provocation rencontra une certaine approbation. Mais il suffit de poser quelques questions pour en démontrer le caractère mensonger.

Comment expliquer que Schellenberg ait donné rendez-vous aux deux Anglais justement ce jour-là, à la frontière germano-hollandaise ? Est-il vraisemblable qu'Himmler suivait ce « jeu » des espions d'Heydrich jusque dans le moindre détail, si bien qu'il était au courant de la remise de cette rencontre du 8 au 9 novembre ? Ce retard ne résultait-il pas d'un ordre venu d'« en haut » ? Dans ce cas, pourquoi sa formulation ? Comment expliquer qu'Himmler décide de l'enlèvement, et non Heydrich, qui contrôle toute l'opération ? Comment Hitler savait-il que Schellenberg trouverait dans un délai aussi court les moyens de mettre au point toutes les conditions techniques d'une opération exécutée sur le sol hollandais? Comment Hitler et Himmler, qui recherchaient jusqu'alors une paix séparée avec l'Angleterre, firent-ils soudain preuve d'une telle légèreté et se précipitèrent-ils dans l'aventure d'une violation de neutralité sans même procéder à un début d'enquête ? Auraient-ils vraiment entrepris une opération aussi lourde de conséquences internationales sans même y réfléchir? Et quel heureux hasard: voici que, ce jour-là, l'expert en provocations, Alfred Naujocks, se trouve sur la frontière avec son commando ! Autre hasard favorable : ce coup de main décidé à la va-vite va apporter à Hitler des avantages diplomatiques et militaires. Il peut désormais accuser les États neutres de servir de base aux agissements des services secrets ennemis. Cela vaut pour la Hollande, d'où l'on fomente contre le Reich des actes de sabotage, et pour la Suisse, où voulait se réfugier l'auteur de l'attentat de Munich. Dès lors, les dispositifs militaires franco-anglais doivent tenir compte de l'aide qu'il leur faudrait apporter en hâte, le cas échéant, à la Hollande et à la Suisse.

Les faits sont là et concourent à démontrer que l'attentat de Munich et l'enlèvement de Venlo ne constituent nullement des événements distincts, mais plutôt une double opération des services secrets d'Heydrich.

Aussi poserons-nous encore deux questions: Georg Elser joua-t-il vraiment un rôle différent de celui de Marinus Van der Lubbe dans l'incendie du Reichstag, et de Franz Honiok dans l'agression simulée du poste émetteur de Gleiwitz ? Payne-Best et Stevens, puisqu'il s'agissait d'attaquer l'Angleterre, ne se sont-ils pas retrouvés, par force, dans la position de Dimitrov et de Torgler, six ans plus tôt, lorsque la grande persécution contre les communistes figurait à l'ordre du jour?

C'est un fait que les nazis n'ont jamais ouvert le procès d'Elser. Et il est également certain que, une fois arrêté, le menuisier bénéficia d'un traitement relativement bénin. Elser, dans le camp de concentration de Sachsenhausen, fut logé dans un bâtiment particulier avec deux cellules aménagées à sa convenance : là, il put à son gré jouer de la cithare, et il disposa même d'un petit établi de menuiserie. Il eut jusqu'à la possibilité de contacter les officiers anglais, ce dont témoigne le livre de Payne-Best.

Elser confia également à d'autres prisonniers son unique désir : que la postérité connût la vérité. L'ancien communiste était loin de croire tout ce que ses geôliers lui promettaient, connaissant parfaitement la portée de la manipulation dont il avait été la victime.

Après la guerre, ceux qui voulurent atténuer l'importance du double crime de Munich et de Venlo essayèrent d'infirmer le témoignage de Payne-Best en faisant ressortir quelques contradictions et invraisemblances dans ses déclarations. Mais n'oublions pas qu'Elser a eu d'autres « confesseurs » que les Anglais, ainsi un exégète de la Bible, lequel a rapporté au pasteur Martin Niemöller toutes les conversations avec le « terroriste », qui, de plus, confia ses idées à Josef Kojeck, un journaliste tchèque, dit Nikolas dans la Résistance. Et chaque fois qu'il venait à l'infirmerie, il se confiait à un diplomate yougoslave, Milivoj Pandurovic, qui a rendu compte de ces entretiens après la guerre.

Malgré les contradictions qui existent entre le récit de Payne-Best, d'une part, et ceux de Niemöller, Kojeck et Pandurovic, d'autre part, une affirmation unanime se dégage : Elser, à cause de son attitude frondeuse, devait jouer devant le public mondial le rôle de l'auteur de l'attentat; ce n'est pas lui qui a mis l'explosif à l'intérieur de la colonne; en revanche, c'est la Gestapo qui l'a conduit à la frontière suisse où, d'après le plan prévu, on l'« arrêta» pour l'accuser plus tard d'avoir commis l'attentat sur l'ordre d'Otto Strasser et de l'Intelligence Service.

Elser raconta à ses codétenus que, au cours de l'été 1940, à Sachsenhausen, la

Gestapo lui avait présenté un nouveau procès-verbal de ses aveux. Il y « confessait » la machine infernale, dissimulée par ses soins dans la colonne. Puis on lui donna l'ordre de refaire à l'aide du petit atelier aménagé dans sa cellule un second dispositif semblable à celui de l'explosion, afin de convaincre les Britanniques de ses capacités. Comme le diplomate yougoslave Pandurovic lui demandait pourquoi les nazis l'avaient choisi lui et non un autre, il répondit : « Le choix est tombé sur moi parce que j'étais communiste et qu'un de mes amis était parti pour la Suisse. » « S'agissait-il d'Otto Strasser ? » a poursuivi le diplomate. «Non, d'un ami de jeunesse qui au cours d'une visite en Allemagne mourut dans un accident, jamais complètement éclairci. »

«Si j'avais vraiment commis cet attentat, dit encore Elser, je n'aurais jamais été assez fou pour transporter avec moi des rouages et des ressorts de la machine infernale, pas plus que les cartes postales de la Bürgerbräukeller, et je n'aurais pas porté l'insigne du Front rouge au revers de ma veste. »

Son gardien, un SS du nom de Walter Usslepp, confirma après la guerre ces déclarations: Elser, conscient que ses bourreaux lui ôteraient un jour la vie, l'avait prié de communiquer au monde ce qui était arrivé. Usslepp, affecté à Sachsenhausen pour une faute de service, supportait mal son sort; aussi se lia-t-il d'amitié avec Elser et exauça le vœu de son protégé.

Le pasteur Martin Niemöller rencontra Elser pour la dernière fois dans la salle de douches du camp de concentration de Dachau. Il paraissait très soucieux, car il s'attendait à sa liquidation avant la fin de la guerre. Et il ne se trompait pas. Le 5 avril 1945, Müller, chef de la Gestapo, ordonna au commandant du camp de Dachau, où Elser avait été transféré, de mettre à mort son prisonnier. Le texte du communiqué officiel dira plus tard que le détenu Elser avait succombé aux suites d'un bombardement aérien…

Après la guerre, un prétendu procès-verbal d'aveux d'Elser fit son apparition. Les survivants de la Gestapo, tous de très proches collaborateurs d'Heydrich, dans l'enquête sur l'attentat, certifièrent l'authenticité du document. Ces mêmes témoins affirmèrent à l'époque que l'attentat aurait été l'œuvre de l'Intelligence Service et Elser un simple traître, un terroriste soudoyé par les Britanniques. Cependant, ce procès-verbal, lu avec un peu d'esprit critique, indique clairement sa fabrication dans un dessein précis : procurer un alibi aux nazis et surtout convaincre la postérité de l'innocence de la Gestapo[206]. Elser, dans cette « confession », cite une quantité invraisemblable de détails sur sa vie privée ; il nomme des personnes, raconte des voyages, donne des dates, qu'il n'a pu se rappeler qu'en utilisant des cartes géographiques et des listes de toutes sortes.

Mais si sa mémoire est infaillible quant aux personnes rencontrées, elle paraît singulièrement défaillante quant à la description de la machine infernale. Ilyaabondance d'indications sur les préparatifs, mais aucune description de l'engin explosif, rien de précis sur sa construction, et il manque, bien entendu, l'expertise indispensable qui nous aurait renseignés sur la possibilité, pour un homme seul, de tout imaginer et de tout réaliser sans aide extérieure. Quelles sont les preuves dont disposait la Gestapo pour que, cinq jours après l'attentat, c'est-à-dire le 13 novembre, la presse ait pu arborer des gros titres tels que « La piste du crime de Munich conduit à l'étranger» (*Völkischer Beobachter*, dès le 10 octobre 1939 !), et publier un procès-verbal des aveux ? Un communiqué ultérieur affirme aussitôt après que l'Intelligence Service est l'instigatrice du forfait. Mais ce procès-verbal a disparu, il ne reste que les extraits des aveux consignés par écrit une semaine plus tard, et où le « criminel » déclare qu'il a agi seul. Comment expliquer que le jour (22 novembre 1939) où Himmler accusait le service secret britannique, les hommes de confiance d'Heydrich aient, de leur côté, rédigé un autre procès-verbal d'où les Britanniques disparurent totalement? Imagine-t-on Huber et Nebe prenant position contre Himmler et Heydrich ?

Devant ses camarades de camp de concentration, Elser s'est toujours défendu d'être un agent de la Gestapo ; il a affirmé qu'on s'était servi de lui afin de le faire apparaître comme l'auteur de l'attentat devant le monde entier.

Ceux qui le tenaient en leur pouvoir exigèrent aussi qu'il accuse des innocents, ce qu'il refusa avec fermeté. Il aurait déclaré à l'enquêteur : « Vous pouvez tout me faire. Je préfère mourir que de mêler d'autres personnes à cette affaire. » Elser voulait absolument prouver à ses camarades qu'il était vraiment une victime des nazis. Sûr de son exécution, il se refusait à toute concession.

Avant l'attentat, il aurait été amené devant plusieurs inconnus qui témoignèrent de son activité suspecte de criminel, et on l'incita à faire tomber d'autres personnes dans un piège. En effet, Schellenberg raconte dans ses Mémoires – et certes pas en vue de charger la Gestapo – qu'Elser, au cours de son interrogatoire, indiqua que « deux personnes inconnues l'avaient aidé à préparer l'attentat, lui promettant de subvenir à ses besoins quand il serait à l'étranger[207] ». Il ne s'agit pas d'une invention irréfléchie de la part de Schellenberg : il fallait des complices pour rendre cette affaire plus crédible. D'ailleurs, les confidences d'Elser à Sachsenhausen ne le contredisent pas : la Gestapo voulait obtenir la dénonciation de « complices », ce qui aurait évidemment servi les intérêts des nazis. Mais en vain. Elser refusa de livrer d'autres victimes à ses ennemis mortels. Quant à l'attentat lui-même, il nia

toujours sa participation.

L’écrivain militaire Wilhelm von Schramm, observateur sur le terrain des opérations du front Ouest, conclut que la victoire rapide d’Hitler revient à son service secret, capable de tromper à tel point l’ennemi que l’attaque allemande de mai 1940 ne trouva devant elle que des forces dispersées. Au début de l’offensive, une manœuvre de diversion éloigna les unités blindées françaises du centre de gravité de l’action. Une semaine après, dans le secteur de Sedan, le commandement français ne possédait plus que des fusils à opposer aux chars allemands. D’après Schramm, les officiers de la Wehrmacht découvrirent des qualités de chef et de stratège chez Hitler. L’auteur ne tient pas ce détail seulement de von Schramm, mais Otto von Heydebreck le lui confirma, se référant à une conversation menée à Berlin avec Canaris, après la campagne de France. « Le Führer est génial, aurait dit Canaris. Mais notre victoire provient du fait que notre service secret a su s’adapter inconditionnellement à l’intuition du Führer. »

Pour Heydebreck, l’ennemi avait été trompé sur deux points : une prétendue concentration de la Wehrmacht vers la Suisse, l’attentat de Munich ayant porté à son paroxysme la guerre des nerfs qui opposait Berne à Berlin ; et la provocation réussie de Venlo, qui fit monter les forces franco-anglaises vers le nord, où elles devaient être encerclées, tandis qu’Hitler assenait son coup principal sur Sedan. «Pour des opérations d’une importance aussi considérable, les nazis pouvaient assurément sacrifier quelques “conserves”, même en les tirant de leurs propres rangs comme dans le cas de l’attentat de la Bürgerbräukeller. » (Heydebreck.)

Abstraction faite de l’avis de cet ancien officier de carrière, une étude de la répartition des forces alliées avant l’offensive permet de conclure à la pleine réussite du commandement allemand à tromper l’état-major français sur ses objectifs véritables. Les provocations de Munich et de Venlo ont eu une importance militaire semblable à celle, deux mois plus tôt, de Gleiwitz, en dépit de la nature stratégique fort différente de celle-ci. Ce n’est pas en vain que le Führer honora des plus hautes décorations tous les participants de l’enlèvement de Venlo. À la demande d’Heydrich, Schellenberg reçut la Croix de fer des mains mêmes du Führer, lequel aurait alors déclaré: «Votre action nous a prouvé que notre service secret sait être supérieur à l’Intelligence Service. Lorsque nous punirons enfin ces incendiaires, nous saurons combien de divisions vous avez sauvées. » D’après Heydebreck, Heydrich cita ces paroles au cours d’une conversation avec Canaris. Remarquons, encore une fois, que le Führer, malgré l’« insuffisance » des précautions prises à la Bürgerbräukeller, n’infligea aux

responsables aucun châtiment, pas même un reproche.

On ignore si le confident intime de Hitler, Josef Gerum, qui faisait depuis 1923 partie de sa garde, eut à subir des mesures disciplinaires pour négligence. Fonctionnaire de la Gestapo de Munich, et déjà chargé par Heydrich de plusieurs missions secrètes en Pologne, il lui incombait d’assurer la sécurité du Führer lors de son apparition à la Bürgerbräukeller. Pourquoi n’a-t-il pas comparu devant un tribunal après une « défaillance » aussi éclatante ?

Les partisans d’une réhabilitation ont, en définitive, échoué dans toutes leurs tentatives, entre autres celle visant à persuader le pasteur Martin Niemöller qu’il tenait à tort Elser comme une victime manipulée par les nazis. Niemöller nous a garanti que, à la suite de son séjour dans le camp de concentration de Sachsenhausen, de ses conversations à Dachau avec Elser et avec les Britanniques pendant son transfert dans les Alpes, il acquit la conviction que le piège de Venlo fut tendu aux Anglais à une date correspondant à l’attentat de Munich, parce que le gouvernement d’Hitler avait un intérêt primordial à accuser l’Angleterre de tirer les ficelles du forfait.

Ceux qui nient avec obstination la provocation emploient encore un autre argument: Himmler et Heydrich n’auraient jamais donné l’ordre de préparer et d’exécuter un attentat qui devait faire sept morts, seize blessés graves et dix blessés légers.

À cela les sceptiques répondent: précisément, il fallait faire couler le sang pour attester de la brutalité des Britanniques; un attentat sans victimes eût été moins convaincant. De plus, les fichiers du service de la sûreté comprenaient également des « camarades » que, à l’instar du bain de sang du 30 juin 1934, l’on pouvait éliminer sans aucun égard en cas de besoin. Même des SS figuraient parfois, pour indiscipline ou pour tout autre raison, sur cette liste noire. Hitler, qui ne cessa de répéter : « Peu importe que quelques Allemands perdent la vie dans une lutte pour un grand objectif ? » n’avait-il pas provoqué de sanglants combats de rues afin de venger ses « martyrs » en exigeant des représailles ? Et Heydrich, ce meurtrier aux millions de victimes, « marchandait », lui aussi, avec des morts pris dans les rangs de ses différents services. À l’occasion d’un entretien sur la vie et sur la mort de son mari, sa veuve décrit elle-même un trait de son caractère, qui explique tout :

« Fréquemment, faisant écho aux discours de son Reichsführer (Himmler), il posait, pleinement convaincu, la question: «Quelle importance le bonheur à un moment quelconque d’une quelconque demoiselle Meier peut-il avoir ? Il ne

s’agit pas de notre propre bonheur, mais d’atteindre ou de ne pas atteindre notre but[208] ».»

Le parti national-socialiste comportait donc ses « conserves », dont Hitler disposait à l’occasion. Ainsi, après que le Führer eut terminé son discours, à 21 heures 07 exactement, avant l’heure prévue, certains nazis s’attardèrent dans la galerie du Bürgerbräukeller pour reprendre encore de la bière. «Pas de chance », dira laconiquement Himmler, sachant que seules ces victimes soigneusement choisies « avaient sauté » avec la bombe et que la salle ne fut pas gardée par le soi-disant « responsable » Christian Weber, mais bien par les hommes invisibles d’Heydrich[209].

Après l’occupation de la Hollande, Theo Hespers, roulé par son co-conspirateur, le faux général Schaemmel, s’enfuit d’abord en France. Mais la débâcle de Dunkerque l’empêcha de s’embarquer pour l’Angleterre, et la Gestapo l’arrêta et l’emmena à la Prinz-Albrecht Strasse. Le tribunal du peuple le condamna à mort. Dans sa cellule, il confia aux autres prisonniers que Schaemmel lui avait garanti, à lui comme aux Britanniques, que « Hitler et sa clique » seraient éliminés jusqu’au dernier homme. Un officier de l’Abwehr, venu de Prague sur les ordres d’Heydrich et de Canaris, aurait fourni aux Anglais de fausses informations confidentielles sur les émigrés tchèques, et Schaemmel, de son vrai nom Schellenberg, aurait réussi à tromper ses « camarades » de la « résistance » en se référant à un prétendu service secret tchèque dont cet officier de l’Abwehr affirmait faire partie.

Cet homme s’appelait en fait Paul Thümmel ; plus tard, Heydrich le considéra comme un collaborateur déloyal et concurrent dangereux, et le fit arrêter à Prague en janvier 1942. Selon des rumeurs, Thümmel aurait vraisemblablement joué un double jeu sur l’ordre d’Heydrich et de Canaris, qui le firent liquider finalement en tant que détenteur de secret, connaissant trop les dessous de l’attentat de la Bürgerbräukeller et de l’enlèvement de Venlo.

Quant à Theo Hespers, il fut exécuté à Berlin-Plözensee en 1943.

Sur l’ordre d’Heydrich, les deux Britanniques jouirent d’un traitement de faveur; sous un prétexte quelconque, il les interrogea lui-même et leur fit comprendre que, grâce à lui, ils ne comparaîtraient pas devant un tribunal qui les condamnerait immanquablement au peloton. Après la mort d’Heydrich, Schellenberg veilla à un bon traitement des Anglais. En vue d’une paix séparée avec l’Angleterre et pour dégager la responsabilité des SS, il fallait présenter l’attentat de Munich comme l’œuvre d’un seul homme.

Après la guerre, les anciens de la Gestapo s'efforcèrent de faire valoir cette thèse. Mais si Elser fut vraiment l'unique auteur de l'attentat, pourquoi n'a-t-on pas laissé survivre ce bricoleur génial en tant qu'alibi vivant ? Pourquoi n'a-t-on pas gardé précieusement la reconstitution, de ses mains, de la machine infernale ? Voilà qui eût été plus convaincant qu'un « procès-verbal d'aveux », fabriqué de toutes pièces pour la consommation « interne » en Angleterre. Heydrich préparant avec Bormann le vol de Hess vers l'Angleterre ne pouvait faire autrement que de « dédouaner » l'Intelligence Service de ce crime abominable. Donc par ce document fictif, on s'efforçait d'établir la « seule culpabilité d'Elser », rien d'étonnant, en définitive, puisqu'il appartenait autrefois aux « formations combattantes des communistes ».

Heydrich en Norvège : prélude à l'agression

Le 5 mai, Heydrich, patron de la sûreté du Reich et capitaine dans la Luftwaffe, envoyait une carte-poste militaireà«Monsieur le Reichsführer SS H. Himmler, Berlin, Prinz-Albrecht Strasse, 8 », dont voici le texte :

«En campagne, le 5.5.40.

« Reichsführer ! Puis-je vous rendre compte de mon entrée en service auprès de mon unité. Naturellement, j'ai besoin d'un certain temps d'entraînement au point de vue du vol, mais j'espère que, dans les huit jours, je remplirai mon poste à la satisfaction de mes supérieurs. La vie en Norvège parmi les combattants du front et en engagement (illisible), est extraordinairement intéressante et instructive. Je vous en suis reconnaissant de tout cœur. Je vous prie de croire que les mauvaises herbes ne meurent pas facilement. Je suis en contact permanent avec mes services qui m'interrogent sur les questions essentielles. Je vous donnerai sous peu de mes nouvelles. Avec mes salutations les plus obéissantes et cordiales, je suis avec Heil Hitler votre fidèle et reconnaissant.

Reinh. Heydrich. »

Cette missive brève et respectueuse montre que cinq jours avant le début de l'offensive à l'Ouest, Heydrich se trouvait en Norvège dans la zone des combats. Dans la réponse d'Himmler, datée du 15 mai 1940, on constate que le Reichsführer SS se rendait alors sur le front Ouest dans un train spécial. Himmler rappelait à Heydrich leur campagne commune de Pologne, à bord d'un train spécial, et lui ordonnait de lui rendre compte quotidiennement des événements[210].

Mais pourquoi Heydrich se trouvait-il justement en Norvège, dans une base de

la Luftwaffe ? Pourquoi ne l'avait-on pas envoyé préparer l'offensive en Hollande, en Belgique et en France ? Aurait-on seulement voulu lui donner l'occasion de se voir décerner la Croix de fer de 1re classe en combattant au front? Il pouvait aussi l'obtenir à l'Ouest. Les raisons étaient donc autres.

Cette activité d'aviateur en Norvège signifiait qu'Heydrich remplissait des tâches importantes dans ce secteur particulier. Aviateur et officier de marine, il participa à un commando spécial et, s'il s'agissait de mener à bien une « action secrète intéressant la sécurité du Reich », personne d'autre ne pouvait le remplacer.

D'après les déclarations de Hans Bernd Gisevius, qui tenait ses informations de Nebe, Heydrich ne devait sous aucun prétexte prendre part à un combat en règle : « Hitler et Himmler ne voulaient pas perdre leur superpolicier. » Toujours d'après Gisevius, lorsque Heydrich reçut l'ordre de partir pour la Norvège, personne ne réussit à savoir pourquoi.

Au début du mois d'octobre 1939, après la victoire sur la Pologne, Heydrich reçut pour mission de recueillir toutes les informations économiques et militaires possibles sur le Danemark et la Norvège, et de travailler étroitement à l'avenir avec Canaris et le commandement suprême de la marine: le Danemark et la Norvège devaient être « protégés contre toute agression britannique ». L'occupation des deux pays se fondait sur les raisons suivantes :

1. empêcher l'ouverture d'un nouveau théâtre d'opérations aussi longtemps que durerait l'offensive à l'Ouest;
2. mettre en place de nouveaux gouvernements amis des nationaux-socialistes à Copenhague et à Oslo ; ces gouvernements mettraient leur flotte de guerre et de commerce à la disposition du IIIe Reich dans sa lutte contre l'Angleterre ;
3. couvrir la voie maritime suivie par le minerai de fer de Narvik jusqu'en Allemagne : L'industrie allemande se procurait le minerai nécessaire dans les mines suédoises de Kiruna. Sans cette garantie, impossible de gagner la guerre;
4. incorporer le Danemark et la Norvège dans une alliance avec l'Allemagne. Les conséquences psychologiques et stratégiques joueraient un effet énorme sur la poursuite de la guerre. Au point de vue économique et militaire, la Suède et la Finlande jetteraient ensuite leur poids dans la balance d'abord, contre l'Angleterre, puis, contre l'Union soviétique. Le Danemark et la Norvège étaient considérés comme un tremplin vers les îles britanniques.

Le 10 octobre 1939, le commandant suprême de la marine, se fondant sur ces considérations stratégiques, ouvrit la discussion sur la « question norvégienne ».

Heydrich avait reçu de Finlande des informations: quelque chose se préparait du côté russe. Hitler ordonna de retarder toute action jusqu'à ce que les rapports finno-soviétiques fussent redevenus clairs : l'offensive à l'Ouest ne se produirait que lorsque l'acheminement du minerai de fer serait assuré par une opération éclair amphibie. Compte tenu des conditions atmosphériques dans l'extrême nord de l'Europe, cette opération était déconseillée pendant l'hiver.

Le 30 novembre 1939, l'Union soviétique attaqua la Finlande : la route du minerai de fer prit dès lors la première place dans les préoccupations du Reich. Berlin craignait déjà que l'Angleterre, sous le prétexte d'aider la Finlande, n'envoie un corps expéditionnaire en Norvège, transformant ainsi toute la Scandinavie en une zone économique et militaire contre laquelle viendraient s'échouer les ambitions du IIIe Reich.

Pour Hitler, un autre projet considérable se profilait: l'invasion de trois monarchies, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, et l'écrasement des forces franco-anglaises. En intervenant en Scandinavie, deux autres monarchies, la norvégienne et la danoise, allaient être touchées, ce qui inquiéterait au plus haut point la maison royale suédoise.

Mais l'attentat de la Bürgerbräukeller influença favorablement la situation : n'était-ce pas la démonstration de la tendance des Britanniques à recourir à tous les moyens, et que les soi-disant neutres, la Suisse et les Pays-Bas, n'hésitaient pas à intriguer contre le Reich ? Berlin pouvait annoncer qu'il fallait s'attendre désormais à d'autres attentats, organisés à l'initiative des Anglais, cette fois contre la route du fer. Plus que jamais, la propagande hitlérienne s'acharnait contre la « ploutocratie et le bel-licisme des Juifs ».

À Oslo, cette propagande trouva un bouc émissaire: Carl J. Hambro, homme politique et parlementaire. Très vite, Berlin en vint à présenter comme antidote à ce « valet des Juifs » un certain Vidkun Quisling, ancien ministre et conseiller d'État, « Führer » du parti fasciste Nasjonal Samling.

Quand Hambro, président de l'Assemblée nationale norvégienne, le Storting, se lança dans une campagne contre la Cinquième Colonne, la propagande de Goebbels et le service secret d'Heydrich le traitèrent de « belliciste » et d'ennemi n° 1.

Une note d'Otto von Heydebreck, explique les manœuvres qui se

succédèrent :

« Grâce à la collaboration du service de la sûreté et du département des Affaires étrangères – du parti national-socialiste, [organisme dirigé par Rosenberg (Note de l'auteur)] – Quisling et son adjoint Hegelin se rendirent à Berlin au début de décembre 1939 pour une visite secrète. Les Norvégiens menèrent des entretiens très poussés avec Hitler, Hess, Goebbels, Rosenberg, Raeder, Himmler, Canaris et Heydrich. Selon les plans adoptés, un gouvernement ami de l'Allemagne serait installé à Oslo, avec Quisling pour chef, avant l'offensive à l'Ouest et sous une pression à la fois diplomatique et militaire. »

En 1958, Heydebreck rapportait à l'auteur, à Bad Honnef, la confession du colonel Oster, adversaire acharné du nationalisme et collaborateur intime de Canaris, selon laquelle Quisling promit de mettre la flotte norvégienne à la disposition des nazis s'ils faisaient de lui le Premier ministre de Norvège. Une collaboration suivie entre Quisling et Rosenberg par le canal du département des Affaires étrangères du parti national-socialiste en résulta, pour ainsi dire, entre parti nazi allemand et parti nazi norvégien. Mais, à l'arrière-plan, Canaris et Heydrich manœuvraient avec leurs agents et renforçaient leur influence sur l'amiral Raeder.

À la date du 11 décembre 1939, le journal d'Alfred Rosenberg contient l'indication suivante: «Viens de communiquer au Führer la visite de X venant de Scandinavie [211]. » Pour l'historien, il n'y a pas de mystère : l'X venant de Scandinavie n'est personne d'autre que Quisling. Le 14 décembre, une nouvelle note complète celle du 11 : «Le 12, le Führer m'a convoqué de nouveau à la chancellerie du Reich pour me parler de la proposition de Quisling[212]. » Et à la date du 19 décembre, on lit : « La première étape de l'action projetée en Norvège est terminée. Le 15, Quisling, accompagné d'Hagelin et de Scheidt, mon chef de département, a été reçu par le Führer [213]. »

Les notes du journal de Rosenberg sur la mission à Berlin de Quisling témoignent également d'une rencontre entre le solliciteur venu de Norvège et Goebbels et Hess. Au cours de cet entretien, il fut question et du « juif Hambro », cet ennemi de l'Allemagne, et du projet des Anglais d'établir en Scandinavie des points d'appui pour leur flotte. Le 19 avril 1940, Rosenberg écrit :

« Le Führer a d'abord parlé vingt minutes : il préfère naturellement que la Scandinavie soit neutre, mais il ne peut accepter que l'Angleterre s'installe à Narvik. Puis il a lu le mémorandum de Quisling : nécessité d'une grande alliance

germanique. Q. décrit la situation de l'État norvégien, illégale depuis le 10 janvier 1940, livré aux marxistes et aux démocrates Juifs. Le salut de la Norvège s'avère également décisif pour l'Allemagne dans son combat contre l'Angleterre[214]. »

Toutefois, Rosenberg ne mentionne ni Himmler, ni Heydrich ni Canaris. Nous constatons qu'Heydrich ne figure nulle part dans ce journal politique, dont nous ne possédons d'ailleurs que des fragments. Mais, à l'époque, une certaine inimitié régnait entre les deux chefs nationaux-socialistes, si bien que Rosenberg évita de nommer Heydrich. Il est cependant exclu que le Führer ait reçu Quisling et discuté avec lui de la situation politique en Scandinavie sans consulter son service secret sur cet homme. En cas d'avis défavorable de Canaris et d'Heydrich sur la proposition de Quisling, le voyage berlinois du Norvégien devenait impensable, et ni Rosenberg ni Raeder n'auraient eu l'occasion de discuter de son mémorandum.

Le 18 décembre 1939, Hitler reçut pour la deuxième fois Quisling et Hagelin. Au cours d'un entretien qui dura une heure, ils décidèrent que l'opération allemande en Norvège s'accompagnerait, comme première mesure, de la nomination du conseiller d'État Quisling au poste de Premier ministre, et de la mise à la disposition du IIIe Reich de l'ensemble de la flotte norvégienne. C'est à Berlin que les interlocuteurs arrêtèrent dans tous leurs détails les plans politiques et militaires. Ils s'accordèrent pour faire venir en Allemagne les partisans de Quisling afin de leur faire subir une formation rapide. Ils convinrent également de la tactique à employer envers la maison royale norvégienne. La mise en place d'un gouvernement Quisling à Oslo ouvrait aussi des perspectives aux stratèges de la marine allemande sur les possessions danoises dans l'Atlantique, îles Féroé, Islande et même Groenland.

Un mois après le départ du solliciteur norvégien, exactement le 27 janvier 1940, l'amiral Raeder créa un état-major spécial pour les opérations au Danemark et en Norvège dont le nom de code fut désormais *Weserübung* (exercice Weser).

Entre-temps, les Anglais ne demeurèrent pas inactifs. On soupçonnait à Londres que le gouvernement du IIIe Reich préparait un mauvais coup en Scandinavie. Aussi les Anglais intensifièrent-ils leur surveillance des côtes scandinaves, et, le 16 février 1940, un destroyer anglais, le *Cossak*, se livra à une opération éclair contre un ravitailleur allemand, l'*Altmark*, qui naviguait dans les eaux norvégiennes, libérant des prisonniers de guerre britanniques que ce bâtiment, venu de l'Atlantique-Sud, transportait vers l'Allemagne.

Ribbentrop convoqua aussitôt les journalistes à une conférence de presse au cours de laquelle le professeur Bruns, spécialiste de droit international, accusa les Britanniques de violations de la neutralité norvégienne : le porte-parole du gouvernement allemand prit à partie le « juif Hambro », traître à son pays par sa complicité avec les Anglais.

Il est évident que l'incident de l'*Altmark* servait les intérêts d'Hitler, à même, désormais, de mettre en train l'exercice Weser, préparé par un état-major spécial, ainsi que l'opération militaire en soi. Et il se trouvait également en mesure de faire pression sur le roi de Norvège pour l'obliger à nommer Quisling président du Conseil des ministres.

Si le général Nikolaus von Falkenhorst tenait la haute main sur la mise au point des plans opérationnels, il dut abandonner à Heydrich le soin d'assurer le succès de l'entreprise, ainsi que son camouflage et l'occupation par surprise des bâtiments gouvernementaux et des points névralgiques du port d'Oslo. Là encore, Heydrich n'eut pas de problèmes trop ardus à résoudre, car Quisling fut un collaborateur inconditionnel et dévoué. Du fait de sa longue activité au ministère de la Guerre, il connaissait le mouillage des bateaux de guerre, l'emplacement de chaque forteresse et de tous les hangars abritant des avions.

La responsabilité assumée par Heydrich pesait lourd. Ce qui comptait surtout aux yeux d'Hitler, à l'époque, c'était d'obtenir un maximum de succès en engageant un minimum de forces. La rapidité de l'agression devait permettre l'arrestation du roi de Norvège, condition préalable à la nomination du nouveau gouvernement de tendance nationale-socialiste. Autant que possible, il fallait éviter une véritable lutte armée.

Après l'occupation des aéroports et des terrains d'aviation, une flotte de débarquement comportant environ deux cents navires chargés de troupes, de munitions et d'approvisionnements divers entrerait dans les fjords. Les agents de Quisling annonceraient au peuple que les Anglais s'approchaient de la Norvège pour violer sa neutralité. À bord des navires allemands, des radiotélégraphistes parlant l'anglais tromperaient les gardes-côtes.

Le 7 avril 1940 : apparition de la flotte, début de l'exercice Weser. Le 9 avril : invasion de la Norvège. Deux mille chasseurs de montagne, commandés par le général Eduard Dietl, occupent Narvik, point stratégique de la route du fer. Cette opération éclair touche sept ports, dont celui d'Oslo. Mais le succès ne couronne guère que l'action menée dans le fjord de Trondheim où le croiseur Hipper, avec quatre contre-torpilleurs et mille sept cents fantassins avance jusqu'au port en

signalant aux batteries côtières : *I come on government instructions*. (« J’arrive sur instructions du gouvernement. »)

Mais, à Narvik, après le débarquement du 9 avril, le cuirassé britannique Warspite et son escorte infligent de lourdes pertes aux contre-torpilleurs allemands, non sans que les Anglais en souffrent eux-mêmes.

Bien que le général von Falkenhorst eût annoncé le succès de l’opération dès le jour du débarquement, Jodl, dans son journal du 14 avril 1940, fait état du mécontentement du Führer, qui ne venait pas seulement des pertes subies, mais bien du refus du roi de Norvège de confier le pouvoir à Quisling. Fini le rêve d’une occupation pacifique, plus question d’un appui par la flotte norvégienne dans la lutte contre l’Angleterre. Pis encore, un débarquement des Anglais, encouragés par les Norvégiens, était imminent.

Il fallait un bouc émissaire: Curt Bräuer, envoyé spécial du département des Affaires étrangères et qui échoua dans sa mission de faire capituler le roi Haakon, fut suspendu de ses fonctions. Heydrich condamna violemment le « laisser-aller de l’opération militaire » et l’insuccès de Bräuer, un des hommes de Ribbentrop, car les complications survenues en Norvège allaient se répercuter surtout sur le service secret allemand. En effet, le bateau-amiral Bücher, qu’accompagnait le petit croiseur Lützow avec deux autres unités, au lieu de conquérir « pacifiquement » la capitale norvégienne et son port, fut coulé par les batteries côtières norvégiennes. Comme il transportait toute l’équipe d’Heydrich, ce qui restait de ses seize cents hommes après la canonnade de la forteresse d’Oscarborg dut se sauver à la nage, tout comme le contre-amiral Oskar Kummetz, commandant de l’escadre allemande et le général d’armée Engelbrecht, commandant l’infanterie de débarquement. La balance ne pencha en faveur des Allemands qu’après la prise du port par les parachutistes et les troupes aéroportées.

Or, de la réussite de cette opération dépendait l’apport des quelque quatre millions de tonneaux que comptait la flotte de commerce norvégienne, dont le Reich espérait bénéficier.

Grâce à la résistance de leur armée, le roi et les membres du Storting purent abandonner la capitale norvégienne menacée. Quisling, qui s’était autoproclamé Premier ministre, dut renoncer à cette prétention sur l’ordre d’Hitler, soucieux de sauver les apparences. C’est dans ces journées critiques qu’Hitler reçut le conseil d’arrêter comme otages, le plus vite possible, au moins vingt personnalités norvégiennes importantes, et de les faire fusiller si le roi refusait d’ordonner à la

résistance norvégienne de cesser la lutte.

Le 13 avril 1940, le général von Falkenhorst donnait l'ordre d'arrêter vingt Norvégiens connus, considérés comme otages, dont l'évêque Eivind Berggrav et Paal Berg, un juriste célèbre. Comme Didrik Arup Seip, recteur de l'université d'Oslo, le déclara plus tard à ses codétenus du camp de concentration de Sachsenhausen, cette prise d'otages fut une opération du service de la sûreté, c'est-à-dire d'Himmler et d'Heydrich.

Mais cet ultimatum n'effraie pas les Norvégiens. Le roi et son armée poursuivront leur résistance dans le nord du pays. Le 20 avril 1940, une brigade anglaise et deux bataillons de chasseurs alpins français débarquent à Namsos. Une deuxième brigade anglaise s'installe à Andalsness. Les combats sont d'une telle violence qu'Hitler envisage une coupure de la route du fer. L'incertitude règne à Berlin. Le 10 mai 1940, c'est le début de l'offensive sur le front Ouest et un soulagement sensible pour les troupes allemandes de Norvège, car les Anglais et les Français doivent regagner la France pour la défendre.

Au moment où Heydrich envoie à Himmler sa carte par la poste aux armées, la situation n'est pas encore éclaircie. Il reste environ vingt-cinq mille soldats alliés en Norvège, et les Norvégiens eux-mêmes se défendent avec acharnement.

Le 28 mai 1940, les unités britanniques, françaises et polonaises chassent de Narvik les troupes du général Dietl. La résistance des Norvégiens sera néanmoins vaine, car les Anglais, comme nous l'avons dit, doivent ramener à l'Ouest leur flotte et leur aviation. Le 7 juin, le roi Haakon s'embarque à Tromsö sur le croiseur britannique Devonshire, qui appareille pour l'Angleterre. Les alliés évacuent la Norvège, et les Norvégiens capitulent le 8 juin. Pourtant, l'opération exercice Weser revient pour les nazis à un coup d'épée dans l'eau : leurs espoirs stratégiques d'utiliser militairement la flotte norvégienne sont réduits à néant. Le seul avantage dont Heydrich pourra se vanter, c'est d'avoir mis de l'ordre dans le chaos du gouvernement norvégien.

Le gouverneur commissaire du Reich en Norvège deviendra Josef Terboven, homme de confiance de Goebbels, qui nommera Quisling Premier ministre, bouillonnant d'impatience, mais seulement en 1942, deux ans plus tard! Les choses n'ont pas tourné comme l'espéraient Hitler et Heydrich. Le 9 avril 1940, au début même de l'invasion de la Norvège, Rosenberg nota dans son journal:

« Aujourd'hui, c'est un grand jour de l'histoire d'Allemagne. Le Danemark et la Norvège sont occupés. Je félicite le Führer de cette action que j'ai, moi aussi, préparée. » Il rayonne de plaisir. Désormais Quisling peut constituer son

gouvernement[215].

Les idéologues comme Rosenberg et les policiers comme Heydrich prédisaient un succès rapide. La « cause révolutionnaire en Norvège » (Rosenberg) figurerait dans l'Histoire comme un événement unique :

« Le Führer a dit : "De même que le Reich de Bismarck a vu le jour en 1866, de même le Grand Reich germanique voit le jour aujourd'hui"[216]. »

Hitler ne pouvait faire des déclarations, aussi confiantes qu'assurées, de son affaire : un mois après la conquête « pacifique » d'Oslo et de Copenhague, il pourrait se présenter, une fois de plus avec ses troupes, à La Haye, à Bruxelles et à Luxembourg, comme l'ennemi légitime et déclaré du judaïsme et de la ploutocratie. Mais cette occupation, «décisive pour la guerre », de la Norvège et du Danemark se solda finalement par un échec des Affaires étrangères, dont le Führer parvint cependant à limiter les dégâts[217].

Tout ce que l'on avait vraiment sauvé le fut, d'après Himmler, grâce à son «policier volant », parvenu à remplacer par des hommes capables, les « ratés » de Ribbentrop ; conformément aux vœux du Führer, il forgea de toutes pièces un gouvernement norvégien constitué de conseillers d'État, un régime nouveau capable de fonctionner, éliminant provisoirement l'impopulaire Quisling.

Revenons un instant en arrière, au 20 avril 1940, jour d'un entretien important entre Hitler, Himmler, Bormann, Göring (en tant que représentant de la Wehrmacht) et Josef Terboven, le chef national-socialiste choisi pour devenir le « fondé de pouvoir du Reich » à Oslo.

Du fait de la situation chaotique en Norvège, Himmler et Heydrich proposent l'envoi sur place d'un haut personnage du parti. Heydrich va installer en Norvège un « groupe d'intervention SS », agissant cependant en dehors des ordres directs de Terboven.

Huit jours après cet entretien, le superpolicier du Reich, camouflé en capitaine de la Luftwaffe, occupe déjà son poste. Il mettra de l'ordre dans la capitale norvégienne, où la bataille fait rage entre les hommes de Ribbentrop, les partisans de Quisling, les politiciens locaux et les membres de la Wehrmacht et des SS, sans que Berlin puisse exercer vraiment son contrôle.

Une autre face importante de l'échec hitlérien : la fuite du roi. Avant le débarquement, le service de la sûreté disposait déjà de plans pour empêcher l'évasion du roi et des hommes politiques les plus importants hors du pays occupé. Cet enlèvement du monarque exigeait de la discrétion afin de persuader

le monde entier qu'il s'était placé de lui-même, avec ses conseillers sous la protection des Allemands. Débarquement et arrestations devaient se dérouler simultanément. Mais, un événement imprévisible se produit : le 9 avril, à 5 heures du matin, le croiseur *Blü-cher* , avec à son bord les hommes de la sûreté et de la Gestapo, se trouve pris sous le feu d'une batterie côtière. À 7 heures 23, il sombre devant Dröbak, à trente kilomètres au sud du port d'Oslo. C'en était fait du plan selon lequel Bräuer, l'envoyé spécial du Reich, allait délivrer un mémorandum au ministère norvégien des Affaires étrangères tandis qu'on encerclait. Aucun commando allemand ne se trouve à Oslo même. Le roi, le gouvernement et les membres du Storting quittent donc, dès 8 heures 30, la capitale en direction de Hamar (environ cent kilomètres au nord d'Oslo)[218].

À Berlin : grand désarroi ! Comment le capitaine Spiller et le lieutenant Schreiber, respectivement attachés d'ambassade représentant la Luftwaffe et la marine, ainsi que l'officier de renseignement Pruck et les autres collaborateurs militaires de Canaris ont-ils pu permettre ce départ ? Heydrich désigne le responsable de cet échec : Pruck, l'homme de Canaris.

Vers 17 heures, Spiller, l'attaché de l'air, à la tête d'une centaine de soldats allemands, se lance enfin à la poursuite du roi et de sa suite. Mais cent quarante kilomètres plus haut, à Midtskoven, entre Hamar et Elverum, la troupe est interceptée et Spiller blessé.

Le 11 avril : seconde tentative d'enlèvement. En cas de succès, l'envoyé spécial Bräuer et le général von Falkenhorst fourniront au roi toutes les assurances possibles ; ils tâcheront de le persuader que l'objectif de l'attaque allemande restera exclusivement l'Angleterre, et que le gouvernement du Reich ne se mêlera en rien des affaires intérieures de la Norvège. Mais toutes les tentatives d'enlèvement échouent l'une après l'autre[219].

Heydrich plaça en Norvège un de ses hommes, Frank Stahlecker, auquel fut décerné le titre assez vague de «directeur du gouvernement ». Avant de venir en Norvège, il avait été le chef du SD en Bohême-Moravie, et la population avait appris à connaître cet homme incroyablement brutal, pour lequel la vie humaine ne comptait pas. (Au début de la guerre contre l'URSS, Heydrich mettra Stahlecker à la tête d'une unité spéciale qui fut responsable de l'assassinat de deux cent vingt et un mille personnes dans la région balte. Il fut tué, en mars 1942, par des partisans soviétiques.)

En Norvège, Heydrich décida de s'attaquer immédiatement à l'un des problèmes les plus importants à ses yeux, celui de la race. En d'autres mots, on

allait commencer à «recenser» les Juifs. Action simultanée: l’arrestation de tous les «gauchistes» et leaders du mouvement ouvrier. L’homme chargé de cette mission, nommé lui aussi «conseiller du gouvernement » (Adminis-trasjons-raad), le Dr Schiedermair, Sturmbannführer SS et titulaire d’un poste important dans le service de la sûreté[220].

Ces nominations et les mesures policières qui suivirent montrent le degré du désaveu infligé au département des Affaires étrangères et à la Wehrmacht quant à la répartition des fonctions dans la nouvelle administration de la Norvège. Confronté avec les changements survenus dans ce pays, on comprend pourquoi, huit jours après la conférence décisive chez Hitler le 20 avril 1940, Heydrich, le capitaine de la Luftwaffe, y déploie déjà une pleine activité, comme le montre sa carte postale à Himmler.

Après la guerre, les apologistes du IIIe Reich tentèrent inlassablement de décrire l’occupation de la Norvège comme une course de vitesse entre les états-majors britannique et allemand, mais sans mentionner, bien entendu, que l’opération suivait un plan conçu à l’avance, approuvé par Hitler et Quisling dès décembre 1939. Ces « interprètes » de l’Histoire prétendirent que l’action se serait déroulée sans conception préétablie de la part des militaires allemands. L’« excursion » en Scandinavie aurait surpris les responsables à Berlin à tel point que, par exemple, le général von Falkenhorst eut juste le temps de se munir d’un guide Baedecker pour dresser son plan de bataille.

Les officiers et les patriotes norvégiens qu’on envoya dans les camps de concentration allemands savaient, en revanche, fort bien qu’à la Wehrmacht, à la marine et à la Luftwaffe n’incomba qu’un rôle de figurants dans une pièce macabre, aux grandes lignes déterminées, depuis longtemps, par les agents de la sûreté, de l’Abwehr et les hommes de Quisling : «On savait exactement quels bateaux iraient s’engager dans les grands fjords, on connaissait le nombre de fantassins, des chasseurs de montagne et des parachutistes, ainsi que les ruses de guerre grâce auxquelles on maîtriserait la résistance norvégienne. Les traîtres, stationnés dans les ports, signaleraient la voie à suivre dans l’obscurité[221]. » Mais « l’entrée en scène des figurants ne se déroula pourtant pas comme prévu, parce que 99 % de la population norvégienne s’opposèrent à l’opération des nazis[222] ».

Bien que Göring, à l’occasion d’un conflit de compétence avec la marine, se soit exclamé un jour : « Ce qui vole, m’appartient», il ne refusa jamais de mettre à la disposition du service de la sûreté et de l’Abwehr autant d’avions qu’il le

fallait. Beaucoup d'historiens passent sous silence le séjour et la mission d'Heydrich en Norvège ; et quand ils ne peuvent plus taire ce fait patent, ils le décrivent comme l'engagement tout à fait normal d'un capitaine de l'armée de l'air. Pas un mot sur les milliers et les millions d'arrestations effectuées par ses sbires jusqu'en 1942, l'année de sa mort, et sur les sept mille déportés dans des camps de concentration allemands. Parmi eux, Seip, recteur de l'université d'Oslo, de nombreux médecins, professeurs, étudiants, le poète norvégien Oeverland et Odd Nansen, le fils de l'explorateur et pacifiste Fridtjof Nansen. Détail digne de rappel : Quisling participa en son temps à l'action humanitaire de Nansen en Union soviétique.

Dans le camp de concentration d'Oranienburg, le poète Oeverland nous dénonça l'organisateur de la déportation des résistants norvégiens et fondateur du camp de concentration de Grini : Reinhard Heydrich. Notre camarade nous assura: « Pendant qu'il se trouvait en Norvège comme militaire, il essaya, à l'aide de troupes aéroportées, d'empêcher la fuite du roi Haakon vers l'Angleterre. » D'après Oeverland, Himmler et Heydrich, obsédés par l'idée de transformer aisément le roi en collaborateur, auraient subi une défaite en Norvège.

Le Danemark, dépourvu de toute possibilité de défense comparable à celle du pays frère, dut capituler immédiatement devant des forces bien supérieures. Les policiers d'Heydrich commencèrent aussitôt, et sans rencontrer de difficultés, leur chasse aux éléments qu'ils baptisaient «hostiles à l'Allemagne ».

L'occupation de la Norvège coûta au IIIe Reich mille trois cent dix-sept morts, deux mille trois cent soixante-quinze disparus et mille six cent quatre blessés, soit une perte de cinq mille deux cent quatre-vingt-seize soldats. Les envahisseurs, cruellement déçus, savaient maintenant que les Norvégiens n'admettraient jamais l'incorporation de leur pays dans un Grand Reich allemand. De leur côté, les unités anglaises, françaises et polonaises dénombrèrent en tout quelque cinq mille morts.

Les idéologues du racisme, Rosenberg, Himmler, Heydrich et leur fidèle ami de l'Abwehr, Canaris, poursuivaient un but précis en se précipitant au Danemark et en Norvège : l'incorporation de ces deux pays vikings démontreraient aux alliés de l'Allemagne l'existence réelle du Grand Reich germanique. Tout en procédant d'après leurs plans, ils renoncèrent préalablement aux mesures les plus rigoureuses pour ne pas effrayer la Suède toute proche, et la répression débutante contre les Juifs et les émigrés trouva son « excuse » dans l'explication que le Reich ne se trouvait en guerre ni avec les Danois ni avec les Norvégiens ;

les occupants prétendirent seulement poursuivre un but honorable : libérer ces pays des éléments subversifs et allogènes, et les protéger contre une agression de l'Angleterre. En conformité avec le plan d'Heydrich, les Juifs résidant au Danemark et en Norvège furent enregistrés: la recherche de ceux qui se cachaient parmi la population s'accéléra. Le 20 janvier 1942, au cours de sa célèbre conférence du Wannsee, Heydrich chiffrera le nombre de ces Juifs : cinq mille six cents au Danemark et mille trois cents en Norvège. À sa mort, leur déportation à Auschwitz sera prête jusque dans le moindre détail. En janvier 1942, les cartes d'identité des Juifs furent estampillées. Il ne restait plus qu'à conduire ces gens « enregistrés » dans les camps spéciaux. Heydrich brûlait d'envie de nettoyer de leurs Juifs le Danemark et la Norvège, mais il lui fallait prendre garde aux réactions de la population et à celles de la Suède. Ses successeurs attendront quatre mois après sa mort pour aménager un camp en Norvège, à Berg, près de Tonsberg. Des mois passèrent encore, mais, en novembre 1942, le pays vécut de grandes raffles. Au cours de cette opération conduite par le service de la sûreté, sept cent vingt-cinq Juifs furent arrêtés, et six cent quatre-vingt-onze émigrés dits « apatrides » prirent le chemin de la déportation vers Auschwitz. Un deuxième groupe de cent cinquante-huit hommes, femmes et enfants les suivit en mars 1943. Sur l'ensemble des Juifs déportés à Auschwitz, treize seulement survivront à la fin de la guerre[223]. Huit cents Juifs environ réussirent à franchir la frontière et à se réfugier en Suède.

L'attitude intraitable du gouvernement suédois déçut profondément Heydrich. Les victoires militaires des nationaux-socialistes n'empêchaient pas les Suédois d'accueillir les « émigrés » allemands et de les assister. Et la population danoise, elle aussi, apporta sa contribution au sauvetage des Juifs du pays : la plus grande partie d'entre eux put s'enfuir vers la Suède dans des bateaux de pêche.

En résumé, le processus de l'invasion de la Scandinavie par le IIIe Reich trahissait l'application de plans clairement définis, obéissant à des objectifs secrets, si bien qu'il reste aujourd'hui peu d'historiens pour soutenir la thèse d'une expédition improvisée, rendue nécessaire par suite des projets de l'Angleterre. « Chaque peuple n'a-t-il pas le droit de rechercher les amis et les protecteurs qui lui plaisent et de défendre son indépendance ? » s'écria un jour l'ancien recteur de l'université d'Oslo, qui sera roué de coups au camp de concentration de Sachsenhausen parce que, affamé, il avait pris un navet dans la cuisine[224].

Oslo et le pays des fjords demeurèrent pour Heydrich, jusqu'à sa mort, une préoccupation constante, dans la mesure où les stratèges nazis prévoyaient,

lorsque se déclencherait l'offensive contre l'Union soviétique, l'assaut, à partir de la Norvège, du grand port de Mourmansk, qu'ils ne réussiront jamais à enlever. Dans cette opération, les Allemands engagèrent sans succès les meilleures de leurs unités SS.

La bataille de France

L'expédition de Norvège s'achevant sur un semi-échec, Heydrich ne pouvait guère se vanter du travail accompli sur place par ses collaborateurs. Mais Himmler, qui portait son attention tout entière sur l'évolution militaire et politique en France, se montra pleinement satisfait. L'offensive à l'Ouest se déroula à la manière d'une avalanche. Et comme le colonel Charles de Gaulle le prédisait trois ans plus tôt, Hitler, avec sa «force mécanique », se précipita sur les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg afin de s'emparer de la France.

Avant même l'offensive à l'Ouest, Heydrich choisit déjà les agents de la sûreté, les « meilleurs », pour les envoyer en France. Pour lui-même, il se réserva le rôle de chef d'état-major du front psychologique dans la «drôle de guerre ». Les fiches établies en nombre considérable par ses espions sur les personnalités françaises distinguaient trois cas : « amis », « ennemis » et « neutres ». La Cinquième Colonne groupait des intellectuels, surtout des journalistes, des fonctionnaires et des renégats de divers partis, tous pris dans les mailles du filet qu'Heydrich tendait à travers la France.

L'espionnage militaire allemand en France déploya tout son zèle pour que le scénario norvégien ne pût se répéter. Il fallait empêcher à tout prix la fuite du gouvernement légal français en Afrique ou en Angleterre. Dans le même temps, Himmler, Heydrich et Ribbentrop considéraient le Premier ministre Paul Reynaud comme un adversaire particulièrement dangereux, ami bien connu de l'Angleterre et qui exerçait une influence certaine sur tous les officiers aux idées « antimarxistes ».

Aux yeux d'Himmler et d'Heydrich, avides de sécurité, la victoire militaire à l'Ouest ne constituait pas l'unique objectif. Ils souhaitaient l'incorporation de la France dans le nouvel ordre européen, ce qui porterait un coup fatal aux « bellicistes » de Londres. Pour Winston Churchill, une perte de positions sur le continent signifiait un revers provisoire et non le symptôme de la défaite totale. Si Paul Reynaud se ralliait à ce point de vue, la victoire du IIIe Reich se trouverait remise en question. La poursuite des hostilités en Afrique du Nord renforcerait la position de Churchill et encouragerait le démarrage de l'industrie d'armement américaine. En Méditerranée, l'alliée de l'Allemagne, l'Italie, ne

pourrait soutenir l’assaut des Anglais et des Français.

Le 9 juin, alors que les troupes allemandes atteignaient la Seine à Rouen, et le 14, lors de leur entrée sans combat à Paris, Hitler se demandait encore si le gouvernement Reynaud allait continuer à se battre à partir de Londres ou de l’Afrique du Nord : « La répétition de l’exemple donné par Haakon, le roi de Norvège, aurait été une catastrophe », dira Heydrich, lors de sa première visite à Paris après l’armistice, à l’ancien aide de camp du maréchal Foch, le commandant d’Hôpital. D’Hôpital, membre actif du comité France-Allemagne avant la guerre, fut plus tard arrêté par les nazis et envoyé au camp de concentration de Sachsenhausen. D’après les déclarations de ce témoin, les dirigeants de la Cinquième Colonne agissant en France attendaient avec impatience la décision du gouvernement Reynaud et des grands chefs militaires : allaient-ils quitter ou non la France continentale ?

Ces craintes de l’état-major allemand se dissipèrent bientôt. Le 6 juin, le maréchal Pétain, héros de la Première Guerre mondiale, posa un ultimatum à Reynaud, menaçant de démissionner si l’on ne mettait pas immédiatement fin aux hostilités. Avec Pétain, la majorité des ministres français recommandait la conclusion d’un armistice avec les Allemands.

Quand Pétain menaça de démissionner, il tenait déjà dans sa serviette la liste des membres d’un nouveau gouvernement, celui qu’il pensait présider. Et lorsque Lebrun confia la présidence au maréchal, le sort de la France fut scellé, expliqua à l’auteur, en 1956, au cours d’un entretien à Vichy, le général de Gaulle.

Il ne restait plus au général de Gaulle, envoyé à Londres par Paul Reynaud, qu’à lancer, le 18 juin, sur les ondes de la BBC, son célèbre appel au peuple français: «Nous avons perdu une bataille, nous n’avons pas perdu la guerre. »

Le 22 juin, à l’instant où la délégation envoyée par Pétain signa dans la forêt de Compiègne l’armistice – au fond la capitulation – Hitler put triompher devant ses généraux. Le gouvernement français, demeuré en France, prit tout de suite des mesures pour que la marine de guerre et la flotte commerciale française ne tombent entre les mains des Anglais.

Désormais, l’Allemagne contrôlait la côte Atlantique de la Belgique à la frontière espagnole; elle s’appuyait sur un appareil policier et militaire qui fonctionnait parfaitement (le gouvernement Pétain avait obtenu de garder cent mille soldats). De plus, elle occuperait « seulement » les trois cinquièmes du territoire français, qui seraient ainsi soumis à son influence directe. La France

s’engageait à verser à l’Allemagne quatre cents millions de francs par jour, garantie de l’entretien de deux millions de soldats allemands. Un nombre égal de soldats français resteraient prisonniers. L’industrie française travaillerait pour la machine de guerre hitlérienne.

L’issue favorable de l’offensive à l’Ouest devait beaucoup à Heydrich ; en fin de compte, les agents de son service, à force de mots d’ordre antimarxistes et antisémites, étaient parvenus à lancer la Cinquième Colonne dans une action subversive. L’heure de la revanche contre les dissidents émigrés sonnait. Deux émetteurs clandestins, installés et servis par les hommes d’Heydrich, accéléraient l’effondrement par les fausses nouvelles qu’ils répandaient. Sapant le moral des Français, *La Voix de la paix* et *Radio-Humanité* accomplissaient parfaitement leur œuvre. (Parmi ces professionnels dans l’art de tromper les populations, et surtout les populations ouvrières, se trouvait l’un des anciens accusés du procès de l’incendie du Reichstag, Ernst Torgler.) Cette désinformation perfide lança sur les routes des millions de fugitifs, créant ainsi un véritable chaos, au moment où les troupes du Reich se ruèrent sur Paris.

Une France « pacifiée et collaboratrice », voilà ce que le Führer souhaitait dans le cadre de son plan de conquête universelle. Pour l’instant, Adolf Hitler voulait faire de Paris un point d’attraction, l’exemple d’une collaboration fonctionnant parfaitement. Sur les conseils d’Himmler et d’Heydrich, il décida de ne pas désarmer la police parisienne. Pour ces tacticiens, la police constituerait un soutien d’occupant et collaborerait à l’insertion du pays dans l’ordre nouveau. Personne ne se rendait mieux compte qu’Heydrich de la nécessité de ne pas effrayer, au début, les forces collaboratrices, par une domination directe exercée par la Gestapo. Il fallait que le vaincu fût traité sur un pied d’égalité pour l’inciter à prendre part à une restructuration de l’Europe. Le service de la sûreté se limita donc, dans une première étape, à l’arrestation et à la déportation des émigrés allemands, tandis que la police secrète de l’armée (Geheime Feldpolizei) et la Feldgendarmerie veilleraient à maintenir l’ordre sous l’autorité unique de la Wehrmacht. La police secrète de l’armée compta initialement deux mille six cents hommes, portés rapidement à six mille.

À Paris, le service de la sûreté (le SD), qui coopérait étroitement avec la police secrète de l’armée, avait une équipe de vingt agents secrets. À la tête de ce commando spécial, Heydrich plaça Helmuth Knochen, SS plein d’énergie, parlant parfaitement le français. Pendant les jeux Olympiques de 1936, lorsqu’il s’occupait des journalistes, ce confident devint irremplaçable pour le SD. En 1937, Heydrich l’engagea dans son Service avec le grade d’Obstersturmführer.

Le 14 juin, Knochen entra à Paris, et s'installa avec son équipe à l'hôtel du Louvre. Ensuite, il s'établit à l'hôtel Scribe, puis au 57 du boulevard Lannes et, finalement, dans l'élégant immeuble du 72, avenue Foch.

Dans l'esprit d'Heydrich, la zone occupée, surveillée par des hommes de confiance, devenait une chasse gardée du SD. L'attaché policier de l'ambassade d'Allemagne, Bömelburg, travaillait pour Heydrich comme agent secret en France avant l'Occupation et connaissait parfaitement les rouages de la police française. Le Brigadeführer SS Thomas, ami intime d'Heydrich, assurait la liaison entre l'ambassade allemande et le haut-commandement militaire en France. Thomas, avec Knochen, s'occupait des activités du service spécial concernant les collaborateurs. Les membres de l'état-major du commandant en chef de la Wehrmacht, installés à l'hôtel Majestic, entretenaient des relations actives avec les milieux de l'économie, de la culture et de l'art dans la capitale française, mais s'adaptaient au contrôle du SD.

Les hommes d'Heydrich et leurs agents recherchaient les émigrés allemands et autrichiens, les Juifs, les francs-maçons, les communistes, et «mettaient en sécurité » quantité d'archives et de trésors artistiques. Ils fabriquaient les études ethniques et raciales, coordonnaient les groupes de collaborateurs, et cela avec un tel succès qu'ils surent bientôt se créer des amis dans la meilleure société française.

Paris, cette ville qu'aimèrent tant les envahisseurs allemands, ne trouva pas grâce aux yeux d'Heydrich, pas plus qu'à ceux d'Hitler. Son universalité, sa tradition révolutionnaire repoussaient ce wagnérien. La collaboration ? Une tactique provisoire! Car il considérait le peuple français comme un mélange d'éléments «non germaniques ». Après la victoire, il faudrait l'épurer à fond!

Lors de sa visite à Paris, le chef de la sûreté se fit bien entendu conduire au tombeau de Napoléon. Brandt, l'adjoint d'Himmler, rapporta à Otto von Heydebreck la réaction d'Heydrich : il déclara à Himmler et à lui-même que, après la victoire, il ferait ramener en Allemagne, comme trophée de guerre, un canon provenant de la forteresse de Coblence, marqué d'une inscription allemande. « Quelle insolence! s'était-il écrié. Les Français se servent de nos canons pour enflammer leur esprit jacobin ! »

Il profita de sa visite pour recueillir des documents sur les personnalités de Paul Reynaud, Léon Blum, Georges Mandel, Édouard Herriot, Maurice Thorez et enfin de Gaulle, qui « excitait les Français à partir pour Londres[af] ».

Depuis la démonstration de Paul Paillole dans son livre *Services spéciaux 1935-1945*[ag], on ne peut plus douter que, les 23 et 24 octobre 1939, les Suisses s'attendirent à une attaque allemande. Les historiens suisses rapportent, eux aussi, que les services secrets allemands ne négligèrent alors rien pour convaincre le commandement helvétique de l'imminence d'une offensive des Allemands, se préparant à violer la neutralité du pays. L'historien militaire allemand W. von Schramm est aussi d'avis que les accusations portées après l'attentat de Munich contre les autorités helvétiques renforcèrent les Alliés dans leur conviction que la Suisse servirait de lieu de passage à la Wehrmacht dans l'action militaire qu'Hitler se proposait d'engager. Le commandement allemand, grâce au service de la sûreté d'Heydrich, a laissé le commandement français croire à cette éventualité jusqu'à l'offensive du 10 mai et même pendant ses débuts.

La conséquence de cette tromperie fut que sur les quelque quatre-vingt-dix divisions réparties de Dunkerque à la frontière suisse, le commandement français en préleva dix-neuf, soit un cinquième des forces combattantes, pour protéger au sud les portes de Bourgogne. Au centre de gravité des combats, à la percée des Ardennes, le groupe d'armée A du général von Rundstedt comportait quarante-cinq divisions, dont sept blindées et trois motorisées. En face de cette concentration stratégique des forces allemandes, que trouve-t-on ? Les services secrets du Reich et ses manœuvres de camouflage, aidées par une propagande parfaitement orchestrée, créèrent une situation chaotique : « Hitler apparaît aux officiers allemands comme le plus grand stratège de tous les temps. Son entrée à Berlin, après la capitulation de la France, fut une apothéose ! » (W. von Schramm.)

L'ancien «caporal de Bohême », comme l'appelait dédaigneusement le maréchal von Hindenburg, consacrera son triomphe le 19 juillet 1940 en élevant douze généraux à la dignité de maréchal. Puis il fera à l'Angleterre une « offre généreuse de paix».

Au cours de cette célébration de la victoire, Himmler et Heydrich seront complètement laissés de côté. Depuis 1934, c'est-à-dire depuis le putsch de Röhm, Heydrich n'aura fait l'objet d'aucun avancement, d'aucune promotion. Ingratitude ou oubli tactique ? Malgré sa victoire, le Führer doit compter pendant un temps encore avec la caste des Junkers pour atteindre ses grands objectifs. Et Heydrich, chef de l'administration principale de la sûreté du Reich, sait que la patience rapporte. Aussi, après la victoire à l'Ouest, restera-t-il, comme toujours, dans l'ombre.

En ce qui concerne l’Angleterre, Heydrich disposait de plusieurs plans: Schellenberg décrit en détail dans ses Mémoires l’un d’eux, à appliquer en cas d’occupation de l’île. Ses prévisions soigneusement établies concernaient les hommes politiques à arrêter, ceux à diriger vers les camps de concentration et le traitement réservé à la population. Mais Hitler ne pensait pas vraiment exécuter ce projet *Seelöwe* (Lion de mer), car tous ses efforts tendaient au contraire à amener l’Angleterre à la paix une fois la France éliminée. Comme les promesses de Ribbentrop ne se réalisaient pas, et que l’Angleterre demeurait intraitable, Heydrich entreprit d’utiliser une nouvelle approche, grâce à son service de la sûreté, afin d’arriver à une conclusion favorable.

L’écrasement de l’Union soviétique demeurait prévu pour l’été 1941. Berlin conservait encore l’espoir que l’Angleterre, compte tenu de la capitulation de la Scandinavie et de la victoire allemande en France, préférerait la paix à un anéantissement possible. Pour atteindre ce but, Hitler disposait de deux moyens : la menace d’une invasion imminente, et le travail de propagande effectué auprès des milieux conservateurs autour de Halifax, Bulter et Lord Beaverbrook, le magnat de la presse, que l’on considérait à Berlin comme hostiles à la guerre.

Quant aux conditions préalables à une entente, une information secrète reçue de Londres insistait sur le fait que l’attentat de la Bürgerbräukeller ne devait plus être porté au compte de l’Intelligence Service, et qu’il fallait souligner les bonnes relations entretenues par le IIIe Reich avec l’Union soviétique, ce qui ôterait à l’Angleterre tout espoir d’une alliance avec l’URSS contre l’Allemagne.

Heydrich trouva dans la personne de l’attaché militaire yougoslave à Berlin, le colonel Vladimir Vauhnik, un instrument d’information idéal, bien qu’involontaire. Ancien officier de l’armée austro-hongroise et anti-communiste endurci, intime du prince Paul (celui-ci marié avec la princesse Olga de Grèce, sœur de la duchesse de Kent), il représentait un atout particulier du point de vue d’Heydrich. Il convenait seulement de l’utiliser le plus habilement possible et sans qu’il se rendît compte du rôle qu’on lui attribuait. Un jour, l’attaché militaire fit la connaissance d’une jeune caissière d’un restaurant berlinois fréquenté surtout par des militaires. Devenue rapidement sa maîtresse, elle se mit à lui communiquer régulièrement des informations intéressantes qu’elle «apprenait par hasard » grâce à certains clients, officiers de la Wehrmacht. De plus, n’avait-elle pas pour « parent » un adversaire d’Hitler, faisant cependant partie de l’état-major, et qui lui confiait maints renseignements de tout premier ordre. Évidemment, tout ce qu’elle confiait à l’attaché faisait auparavant l’objet d’un choix minutieux du service de la sûreté.

De son côté, Vauhnik transmettait une bonne partie de ce que sa maîtresse lui révélait à l'ambassadeur de Yougoslavie, Ivo Andric (qui devint après la guerre prix Nobel de littérature). Ce jeu visait principalement à affaiblir la volonté de résistance de la Yougoslavie et à l'inciter à adhérer au pacte tripartite. Heydrich se servit également de son espionne pour diffuser les plans d'invasion de la Grande-Bretagne, sans révéler que ces plans avaient été abandonnés. Ces rapports arrivèrent jusqu'en Angleterre, où ils causèrent une certaine frayeur. On y affirmait que l'invasion serait déclenchée simultanément depuis l'Europe occidentale et la Norvège, et que Göring avait réuni pour la circonstance une flotte aérienne de dix-huit mille appareils et une armée aéroportée d'un million d'hommes.

Heydrich a dit de son côté que les bureaux allemands étaient renseignés, grâce à Vauhnik, des préparatifs de guerre de l'Union soviétique. Ces informations revêtiront une particulière importance pour les stratèges allemands puisque Ribbentrop, dans la conférence de presse qu'il tint le jour de l'offensive à l'Est, le 22 juin 1941, mentionna cet informateur yougoslave, en en faisant l'éloge.

Heydrich avait fait exécuter une enquête serrée sur toutes les familles influentes d'Angleterre. Sur la foi d'informations douteuses, il croyait qu'une partie de la gentry britannique, surtout Halifax et Butler, n'acceptait pas de bon cœur la politique de guerre à outrance préconisée par Churchill. Avant la défaite de la France, ces milieux envisageaient que, au cas où ce pays ne résisterait pas, Churchill se verrait obligé de modifier le cours de sa politique ou même de se retirer. Aussi n'est-ce pas par hasard qu'Hitler, une fois cette défaite devenue réalité, adressa aux Britanniques une offre solennelle de paix[225].

C'est également un fait que Rudolf Hess, peu après cette proposition de paix, prit contact avec le Pr Karl Haushofer et son fils Albrecht, spécialiste de la géopolitique, en vue de discuter avec eux de la possibilité de contacter des milieux influents en Angleterre. Le père et le fils, connus comme experts et « philosophes » des questions du Commonwealth, entretenaient d'excellentes relations avec les cercles scientifiques de l'île.

Ces deux hommes, pensaient les nazis, allaient pouvoir se porter garants de la politique de paix d'Hitler et reprendre contact, via Lisbonne, avec des personnalités anglaises et, notamment, avec le duc de Hamilton. La liaison avec ces milieux antibellicistes, et cela en évitant Churchill, ne pouvait s'établir sans l'intervention d'Heydrich. Il fallait d'abord veiller à ce que les informations qui atteindraient l'Angleterre ne fussent lâchées par Berlin qu'avec d'extrêmes précautions. Dans ce dessein bien défini, Hess et ses « antennes » durent passer

par les gens de confiance «résidant en Angleterre ». Et, d'autre part, il importait que les Britanniques fussent frappés d'épouvante devant l'apocalypse imminente qui les menaçait: on répandit une série d'informations « secrètes » destinées à «semer la pagaille » parmi les hommes politiques anglais.

Heydrich disposait d'atouts considérables. Chef tout-puissant du service secret, au courant de tout ce qui se passait dans l'entourage d'Hitler, discutant avec Hess de tous les projets de l'affaire «paix avec l'Angleterre à tout prix », spécialiste de la radio, marin et aviateur, il pouvait suivre de près l'ensemble de l'action.

Au début de mai 1941, exactement un an après son engagement en Norvège, le voici encore en avion, cette fois sur la côte de la Manche. C'est au dernier moment que Lina Heydrich est mise au courant de cette action : « Il a tout garanti. Personne ne doit rien savoir», écrit-elle. Toujours est-il qu'elle en sait assez pour ajouter : « Il vole sur le Me 109 dans une opération au-dessus du Pas-de-Calais[226]. »

C'était une période de calme sur le front Ouest, car la Wermacht se livrait justement à sa «plus grande manœuvre de camouflage », selon l'expression de Keitel, commandant suprême de l'armée allemande, manœuvre destinée à précéder l'agression imminente de l'Union soviétique. Le gouvernement national-socialiste voulait faire croire au monde entier une seule hypothèse : l'invasion de l'Angleterre. Heydrich termina pour le 10 juin 1941 son rapport détaillé sur les préparatifs de l'URSS en vue d'attaquer l'Allemagne pendant l'été. Mais, au début de mai, et d'une façon tout à fait surprenante, Heydrich se rendit sur la Manche.

« L'attention de Nebe s'éveillait touj ours quand Hitler envoyait son chef de la sûreté en mission aérienne; il sentait que quelque chose de secret se préparait[227]. »

Nebe a raconté qu'Heydrich se vantait à l'occasion de ces vols, et qu'il montrait les vues de l'Angleterre et de l'Écosse prises par lui et son escadrille. Mme Heydrich a parlé, elle aussi, de ce genre d'opérations[228].

Il est vrai que, d'après Lina Heydrich, ces vols de reconnaissance ne se déroulèrent que pendant la campagne de Norvège (avril-mai 1940). Mais les faits contredisent cette affirmation: Heydrich s'est livré par la suite à des vols de reconnaissance vers l'Angleterre et l'Écosse dans un Messerschmitt 110 équipé d'une caméra, ce que personne ne nie et ce que confirme sa veuve[229]. Ainsi est-il prouvé qu'il a voulu prendre lui-même des vues topographiques indispensables à

la réalisation de ses missions spéciales. Les faits de mai 1940 se répétèrent en mai 1941.

De toute façon, un mois et demi après le séjour d'Heydrich sur la Manche, ce sera l'agression contre l'Union soviétique.

Le rapport d'Heydrich sur la prétendue attaque en provenance d'URSS (terminé le 10 juin 1941) comporte quatorze pages imprimées et ne constitue qu'une justification de la guerre préventive. Bien que Schellenberg, toujours vaniteux, prétendît en avoir été le seul rédacteur, on y reconnaît encore une fois le style du chef[230].

Mais quelles raisons purent inciter le haut commandement nazi à expédier sur la Manche le chef de la sûreté, l'indispensable coordinateur secret des préparatifs contre l'Union soviétique ? Heydrich a-t-il voulu s'éloigner un peu de la Prinz-Albrecht Strasse ? Ou désirait-il simplement servir un temps comme officier de la Luftwaffe ?

Une fois de plus, le « don de double vue» joue ! Alors que le chef du service de la sûreté, certainement protégé par un important déploiement de forces, accomplit son vol de reconnaissance, Rudolf Hess, le 10 mai 1941, s'envole d'Allemagne pour sa « visite » historique en Angleterre. À qui confiera-t-on immédiatement la tâche d'éclaircir l'affaire ? À Heydrich, chef du service secret, présent partout, apparemment irremplaçable.

Après la guerre, Mme Heydrich assurera que la présence de son mari sur la Manche et l'envol de l'adjoint du Führer vers l'Angleterre se produisirent par hasard, au même moment. Ce à quoi nous répondrons que le superpolicier du IIIe Reich ne tenait certainement pas sa femme au courant des affaires les plus secrètes de l'État. Toutefois, il est intéressant de voir comment elle décrit les événements :

« (Hess) arrive sans encombre en Angleterre et saute en parachute. Reinhard, à qui incombe d'éclaircir cette affaire, apprend le départ de Hess pendant qu'il réside sur la Manche, et pilote son Me 109 au-dessus de l'Angleterre[231]. »

À peine Hess a-t-il atterri à proximité de la propriété du duc de Hamilton, qu'Heydrich, rappelé d'urgence à Berlin, en repart en avion pour l'Obersalzberg, où se trouve le Führer. Après la guerre, tous les anciens dignitaires nationaux-socialistes prétendront que l'expédition de Hess et le fait qu'il avait pu la préparer et la mener à bien dans le plus grand secret ont courroucé Hitler au plus haut point. Légende que tout cela. Albrecht Haushofer, expert en géopolitique

comme son père, aux nombreux contacts avec certains milieux anglais, avait perdu toute illusion dès avant le vol. La correspondance de l'époque entre le père et le fils Haushofer prouve que ces deux amis de Hess ne craignaient pas de se mettre en relation avec les agents et les services de la sûreté car, sans leur aide, une liaison avec le duc de Hamilton fût irréalisable. De plus, on sait que Hess fit mettre au point des adaptations techniques, à l'usine Messerschmidt d'Augsburg, afin de modifier le réservoir de l'avion choisi pour son vol vers l'Écosse. Une telle commande n'était exécutable qu'avec le consentement de la direction de l'entreprise. D'autre part, on sait que l'« émissaire bénévole » a pris son dernier repas en compagnie de Rosenberg, l'homme qui coiffait les affaires étrangères au sommet du parti, et que, à ce moment-là, on le pressentait pour devenir le «ministre du Reich des territoires occupés de l'Union soviétique». Quant à l'itinéraire du vol à travers l'Allemagne bien gardée par la chasse et l'artillerie antiaériennes, Hess détenait une carte spéciale du pilote personnel d'Hitler, Hans Baur. Heydrich, protecteur de la sécurité de tous les dieux de l'olympe nazi, qui avait ses confidents aussi à l'aérodrome d'Augsburg, n'encourra aucune semonce.

Au contraire, le Führer lui confie immédiatement la prétendue enquête sur Hess. Il n'y aura aucune accusation de haute trahison, Hess lui-même s'en tire blanc comme neige, alors que l'opération « Barbarossa », l'offensive contre l'Union soviétique, risque d'être compromise. Le visiteur imprévu n'avait-il pas informé depuis longtemps son hôte britannique ? Albrecht Haushofer, lui aussi, échappe à un châtiment justifié: il s'en sort avec quelques semaines d'isolement, devra désormais éviter d'évoquer l'affaire avec ses étudiants et les journalistes de Berlin.

Nous ne savons pas ce qu'Heydrich a pensé de l'entreprise. Mais l'un de ses hommes de confiance, fonctionnaire des Affaires étrangères, Emil Rasche, responsable des journalistes étrangers, disait « confidentiellement », et cela le jour même de l'envol de Hess, que l'adjoint du Führer appartenait au groupe des « anglophiles », et que tout portait à croire que les agents britanniques l'avaient attiré dans un piège en le faisant mordre à l'hameçon de la paix. Un communiqué officiel, rédigé dans ce sens, ne tarda pas à être publié, ruse décidée par la haute direction nazie pour persuader les Russes que Hess faisait partie de ceux qui repoussaient l'idée d'une attaque contre l'Angleterre. Afin de crédibiliser le camouflage, Heydrich fit arrêter sans retard l'aide de camp de Hess.

Nous savons que le « visiteur » allemand, une fois parvenu en Angleterre,

témoigna de façon convaincante de sa santé psychique : selon son objectif bien défini, il lui incombait de décrire l’apocalypse qui attendait le Royaume-Uni si le gouvernement anglais refusait l’offre de paix d’Hitler. Mais quand cet ange de la paix dut reconnaître l’échec de son coup de théâtre, il perdit brusquement la mémoire et se mit à jouer la folie avec une telle vérité que les psychiatres donnèrent dans le panneau. Après la guerre, Hess se félicita dans sa correspondance avec sa femme de la comédie jouée au psychiatre anglais. Son entêtement à affirmer qu’il ne se rappelait rien de son rôle auprès du Führer ne poursuivait qu’un but : maintenir le secret sur la conjuration contre la paix et, par là, écarter la responsabilité du IIIe Reich quant au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Aussi a-t-il assuré dans un discours prononcé avant son envol pour l’Angleterre, puis devant le tribunal de Nuremberg, ce qu’il continue à dire aujourd’hui dans sa prison de Spandau : à l’en croire, l’Allemagne lutta constamment pour la paix[ah] !

Avant la ruée de la Wehrmacht vers Paris, on a constaté l’effet miraculeux produit par la nouvelle que le Führer était resté sain et sauf après « l’ignoble attentat de l’Intelligence Service » dans la Bürgerbräukeller.

Avant la ruée de la Wehrmacht vers l’Oural et le Caucase, la grande provocation se présenta sous la forme du vol spectaculaire de Rudolf Hess sur l’Angleterre. Le 10 mai 1941, jour de la « fuite » du substitut du Führer, Heydrich se trouvait « par hasard » en mission de vol sur la Manche. Nous aurions beaucoup à dire sur les préparatifs d’Hitler et de Hess dans le dessein de conclure une paix avec l’Angleterre, décidé tout de suite après la signature de la capitulation française à Compiègne, le 22 juin 1940. Un an plus tard, le 22 juin 1941, le plan Barbarossa, l’écrasement de l’URSS, entra en vigueur. À Heydrich incombait la charge de prouver que l’URSS était en train de préparer une attaque contre le Reich. Son mémorandum du 10 juin livrait au Führer les arguments pour la guerre préventive s’imposant au haut commandement de la Wehrmacht.

Évidemment, Heydrich fut chargé, après la disparition de Hess, de l’enquête qui se termina par un communiqué affirmant la stricte interdiction de vol par le Führer à Rudolf Hess ; mais celui-ci, obsédé d’ésotérisme, aurait été influencé par les hypnotiseurs, les magnétiseurs et les voyants qui auraient pu attirer l’idéaliste dans un piège tendu par les Britanniques en lui faisant croire à la conclusion possible de la paix avec l’Angleterre. Cependant, il est bien connu, comme nous l’avons constaté, que dès l’automne 1940, Hess entreprit avec les Haushofer, père et fils, de contacter secrètement le duc de Hamilton dans le même dessein : conclure la paix.

8

Le généralissime de la guerre raciale

Lorsque la plus forte armée du continent s'ébranla sous la direction de son cher Adolf Hitler pour conquérir un nouvel espace vital dans une opération éclair qui devait l'entraîner jusqu'à l'Oural et jusqu'au Caucase, Heydrich crut que les « hommes du siècle » abordaient enfin la dernière phase de leur marche historique. Le début de la conquête de territoires à l'Est, décidée afin d'assurer au Grand Reich allemand la base nécessaire à son économie, donnerait un avertissement à l'Angleterre et aux États-Unis. Après quoi, d'après les représentations visionnaires d'Heydrich, la plus grande partie de la planète passerait sous le joug allemand. Cette nouvelle étape guerrière fournirait aussi la meilleure occasion de mener à bonne fin, jusque dans le moindre détail, « la solution finale de la question juive ».

Avant l'offensive à l'Ouest, cette «solution finale » n'occupait pas la première place dans les préoccupations immédiates des nazis qui n'y faisaient allusion qu'en passant. La drôle de guerre contre la France obligeait Hitler à ne pas trop inquiéter les Juifs des pays occidentaux. Après l'écrasement des armées françaises, les possibilités de traiter cette question plus « efficacement » en la présentant comme un problème intérieur surgirent d'elles-mêmes. Les nazis prévoyaient que les gouvernements de chaque pays occupé, et de certains autres, appliqueraient d'eux-mêmes une législation antijuive et prendraient les mesures correspondantes. Il paraissait donc inutile de commencer trop tôt la grande chasse à l'homme. Tout le monde fut d'avis que l'écrasement de l'armée rouge faciliterait la «guerre biologique » : le tintamarre fait autour de la campagne de l'Est, de « l'assaut des steppes », servirait de camouflage à la solution finale de la question juive, le bain de sang.

En vue de préparer les esprits, on tournait alors trois grands films projetés par la suite dans toutes les salles d'Europe occupée : *Les Rothschilds* (première présentation le 11 juillet 1940, aussitôt après la victoire sur la France) ; *Le Juif Süss* (première présentation mondiale à Venise le 6 septembre 1940) ; et *Le Juif éternel* (première projection le 29 novembre 1940). Le scénario du film *Le Juif*

éternel, un « documentaire », écrit par Eberhard Taubert, homme de confiance de Goebbels, visait à démontrer les mérites de la lutte contre le judéo-bolchevisme. Taubert, l'un des adeptes du « combat spirituel » contre le communisme et le judaïsme mondial, travaillait étroitement non seulement avec Goebbels, mais aussi avec Rosenberg, Himmler et Heydrich. Ses sources pour la documentation : le SD avec son conseiller Adolf Eichmann.

Le mythe du « plan Madagascar »

Après l'occupation de la France, Heydrich reprit le plan dit de « Madagascar », la déportation des Juifs dans la grande île, sans abandonner pour cela l'idée d'une solution totale qui compléterait un jour cette solution partielle. D'un côté, il espérait que le gouvernement de Vichy participerait à l'action antijuive, de l'autre, il poursuivait le plan de Rosenberg, qui désirait opérer le financement de l'élimination des Juifs par les intéressés eux-mêmes et par les puissances occidentales. Comme les États-Unis ne se hâtaient pas d'accourir au secours de l'Angleterre et d'entrer dans la guerre, il lui sembla possible de convaincre les Juifs du monde entier qu'il leur fallait aider leurs coreligionnaires d'Allemagne et des pays occupés, et les soustraire à la mort en payant les frais de leur déportation à Madagascar. Évidemment, cela représentait également le transfert de quantités énormes de vivres et de matériaux de construction, la mise en œuvre de travaux gigantesques, si l'on voulait que les déportés pussent survivre au cours des premières années. Un véritable projet luciférien!

Si jamais ce plan se réalisait, Heydrich prévoyait, bien entendu, que des Allemands s'installeraient dans la grande île comme assistants et surveillants. Il fit donc préparer par ses techniciens et ses experts en migration les instructions nécessaires destinées aux Juifs venus de tous les coins de l'Europe et ainsi rassemblés. Madagascar, avec son administration assurée par des SS, deviendrait un camp de concentration modèle et unique au monde. La France s'engagerait à mettre à la disposition des Allemands des ports et des terrains d'aviation le long de la côte de l'Afrique occidentale. Puisque les déportés auraient besoin, dans leur grande majorité, d'une aide extérieure, les États-Unis devraient assurer leur survie. Pour les préserver de la famine et des épidémies, subvenir à leur entretien ainsi qu'aux frais de transport, on contraindrait, évidemment, les États-Unis à fournir un tribut financier supplémentaire.

Il semble que le gouvernement national-socialiste ait également envisagé un pays de l'Amérique du Sud afin d'y créer une « réserve territoriale pour les Juifs ». Ce plan est à rapprocher des propos tenus lors d'une conférence à Cracovie, en juillet 1940, par le gouverneur général Frank à Friedrich Krüger, haut

dignitaire SS de la police, et à Arthur Greseir, Statthalter du Warthegau :

«D'une façon générale, au point de vue de la politique, je désire ajouter qu'il est prévu que toute la clique juive du Reich, du gouvernement général et du protectorat sera déportée le plus vite possible, après la conclusion de la paix, dans une colonie africaine ou américaine… J'ai obtenu que les Juifs du gouvernement général puissent, eux aussi, se construire une nouvelle vie sur un sol nouveau. Cela a été accepté, si bien que, dans un délai prévisible, il s'ensuivra pour nous un soulagement colossal (Eine Kolossale Entlastung…[232]). »

Dans l'euphorie qui suivit la victoire sur la France, Frank a donc cru à la possibilité très proche d'une grande déportation. Toujours est-il que Ribbentrop demanda au département des Affaires étrangères et à son conseiller pour les questions juives, Rademacher, de soumettre ce projet à la France vaincue[233].

Une année après les propositions concrètes faites au gouvernement français par le département allemand des Affaires étrangères pour ce transfert des Juifs à Madagascar, Heydrich, dans une conférence au Hradschin, le palais de Prague, exposa comment il voyait la solution de la question, non plus juive, mais tchèque. Ce discours du 2 octobre 1941 le démasque, car les mesures provisoires qu'il prenait à l'égard des Tchèques obéissaient à un impératif essentiel : « … tout ce qui doit à présent se passer ici, n'est qu'une solution provisoire, dont la solution finale ne doit pas souffrir[234] ».

Dans toutes les actions et réactions d'Heydrich, nous retrouvons ce fil directeur, cette même distinction entre objectifs rapprochés et objectifs définitifs. Nous comprenons alors avec quelle extrême rigueur l'homme des solutions définitives a su régler jusque dans le moindre détail une exécution qui comportait deux approches différentes et consécutives.

Lorsque Eichmann, pendant son procès à Jérusalem, évoqua, une fois de plus, le plan Madagascar comme un projet, accepté par son chef Heydrich, pour « réaliser l'idée de Theodor Herzl » d'un État juif, il avoua avoir planifié depuis 1938 un projet de déportation de la totalité des Juifs, conception applicable à toute la zone d'influence allemande. Ce plan ne fut accepté qu'en 1940. Le département 11-112, du service de la sûreté, n'y aurait en fait travaillé, selon Eichmann, que pour procurer aux Juifs un nouveau foyer.

Après la défaite de la France, on reprit donc officiellement le plan Madagascar comme base de la solution du problème juif. En 1943, Luther, l'ancien sous-secrétaire d'État, alors détenu au camp de concentration de Sachsenhausen,

déclara à ses compagnons de captivité, que le ministère des Affaires étrangères, en collaboration avec Himmler et Heydrich, songeait à la création d'un État juif à Madagascar. Himmler et Heydrich eurent l'intention d'en faire l'une des stipulations du traité de paix avec la France. Mais ce projet échoua parce que le président Roosevelt ne voulut pas en entendre parler. Questionné par ses codétenus pour savoir si le plan comportait vraiment un fondement réalisable, Luther répondit: «Difficilement, bien entendu. D'abord, nous avions plus de quatre millions de Juifs dans la zone contrôlée par l'Allemagne ; deuxièmement, nous devions surmonter d'énormes difficultés techniques. Et troisièmement: Hitler n'aurait jamais laisser émigrer tous les Juifs ! »

Le nom de Luther réapparut plus tard lors du procès d'Eichmann, toujours à propos du plan Madagascar. Il ressort des notes prises en 1942 par l'ancien sous-secrétaire d'État que ce projet a été élaboré dans son service, au département Allemagne.

«Le plan Madagascar fut accueilli avec enthousiasme par la sûreté du Reich qui, d'après le ministère des Affaires étrangères, était le seul service capable, de mener à bien, dans les grandes lignes, la déportation des Juifs et de garantir la surveillance des émigrés[235]. »

Devant ses juges israéliens, Eichmann a, bien entendu, décrit ses activités et celles de son chef sous les couleurs les plus roses. Il donnait l'impression de vouloir persuader son auditoire que la création éventuelle d'un foyer national juif l'aurait été grâce au SD et à son propre travail. Eichmann prétendit n'avoir rien négligé pour gagner à ce projet tous les bureaux intéressés pour que l'avenir des Juifs pût évoluer à leur pleine satisfaction comme à celle des Allemands. Malheureusement, les circonstances politiques contraires aboutirent à un échec…

Naturellement, les juges ne se laissèrent pas abuser par les affabulations d'Eichmann ; ils tinrent ainsi à spécifier dans leur sentence que ce transfert à Madagascar équivalait à un « anéantissement physique» de la population juive.

Il suffit de jeter un regard sur les détails, fixés par écrit, de cette opération, pour constater la nullité des chances de survie sur la grande île des quatre millions de Juifs choisis comme victimes. « L'État indépendant», administré par la sûreté du Reich, aurait dégénéré très vite en un « État policier », en un camp de concentration gigantesque. Un «bureau central » pour l'émigration des Juifs leur aurait imposé les grandes lignes de travail et la facturation de leur entretien en dépit des propriétés juives confisquées en Europe. Les bannis, de vrais

bagnards, affectés aux tâches les plus rudes, travaux de voirie, construction d'habitations, assèchement des marais, se seraient trouvés « condamnés aux travaux forcés sous la surveillance des seigneurs allemands maîtres de l'île[236] ».

Dans leur « sollicitude », les planificateurs affirmaient, tenant compte du climat malsain, leur désir de protéger la santé des colons :

« Pour assurer dans une certaine mesure un contrôle sanitaire, les bureaux administratifs juifs devront veiller à répartir équitablement tous les médecins dont ils disposeront à l'intérieur des territoires[237]. »

Eichmann alla même jusqu'à prétendre effrontément avoir repris chez Herzl l'idée d'un État juif. Manifestement, il espérait des félicitations.

Si nous prêtions foi aux déclarations d'Eichmann, nous devrions en conclure qu'Heydrich, avec son «objectif définitif», ne désirait que créer pour les Juifs un véritable paradis terrestre. En fait, dans l'esprit des inventeurs de la solution finale, le plan Madagascar ne constituait qu'un appât destiné à leurrer les sionistes et à gagner leur soutien. Comme le contrôle de l'opération dépendait des services d'Heydrich, on peut imaginer le niveau de quota de cette émigration.

Dès le 27 septembre 1939, Heydrich exposait à ses principaux collaborateurs leurs devoirs provisoires en Pologne, une simple préparation de la solution finale. «Il faut tenir les mesures d'ensemble prévues rigoureusement secrètes », lit-on dans le procès-verbal remis aux chefs des groupes de meurtriers. Si Heydrich envisageait l'emploi de ces commandos d'assassins comme un simple prélude à une « évacuation », nul besoin d'insister sur le secret obligatoire de l'opération. Dans ce procès-verbal, aucune allusion à un rassemblement et à une émigration des Juifs. Il est vrai que ce plan d'un transfert de population accompagnait tous les slogans de la propagande, et le service de la sûreté, en s'adressant aux organisations locales juives pour les inciter à soutenir les premières déportations, utilisait presque exclusivement le mot magique « émigration ». Évidemment, le but final se révélait tout autre, sinon l'engagement immédiat et impitoyable des groupes d'intervention contre la population civile devient incompréhensible.

Connaissant le but ultime, les chefs de groupe et leurs subordonnés observèrent le plus grand secret au cours des premières opérations. Ohlendorf, le chef du groupe d'interventions D (Sud), n'a laissé aucun doute à ce sujet lors de son interrogatoire à Nuremberg : l'élimination de la population juive dans les territoires de l'Est représentait la condition préalable de la colonisation

allemande.

Le plan Madagascar constituait dans son ensemble une provocation bien étudiée : les nationaux-socialistes entendaient tromper l'opinion internationale sur leurs vrais desseins et empêcher les Juifs de s'opposer à la solution finale. L'intention des provocateurs consistait à aveugler à tel point leurs victimes qu'elles collaboreraient à leur propre destruction. Heydrich put ainsi se servir des fichiers des communautés juives, exploiter leurs dirigeants et leur personnel, et organiser rapidement leur évacuation. L'opération se déroula sans heurts.

Les nazis n'eurent même pas besoin de payer le personnel administratif, car les dirigeants des communautés et leurs assistants croyaient aider leurs compagnons de souffrance en mettant à la disposition des bourreaux du service de la sûreté tous les documents nécessaires et, dans la plupart des cas, en accomplissant jusque dans les synagogues le plus gros des tâches de recensement. Très souvent, on a ainsi distribué aux Juifs des questionnaires sur leur état familial et sur les biens qu'ils possédaient pour leur faire signer finalement un consentement à leur évacuation.

Cette méthode fut également appliquée à Berlin, où le point essentiel consistait surtout à convaincre les observateurs étrangers que l'opération se déroulait à l'avantage des Juifs et exclusivement avec leur accord.

La perfidie du plan d'émigration à Madagascar atteignit son apogée quand les nazis prétendirent qu'il fallait prévoir quelque quatre ans pour mener à bien ce projet, exactement le délai qu'Hitler se donnait pour asservir l'Europe. Les hommes du service de la sûreté purent ainsi s'attaquer en toute tranquillité à la réalisation de la solution finale et prendre sur la vie de quatre millions d'êtres humains une hypothèque telle qu'il ne subsista plus de possibilité de retour en arrière.

Toute cette construction mensongère apparaissait peu à peu dans sa cruauté, un plan satanique aux dimensions planétaires. Madagascar, une étape vers l'enfer! Cette provocation antisémite, camouflée en réalisation de l'idéal sioniste, et qui a vu le jour, du moins officiellement, dans les discours prononcés par Rosenberg en 1939, s'est manifestée pendant les hostilités sous des formes diverses.

Elle devait se révéler sous un aspect particulièrement ignoble en 1944, avec «l'évacuation» des Juifs hongrois, quand les émissaires d'Himmler entreprirent de négocier avec les représentants des organisations juives de Stockholm la sortie des Juifs détenus dans les camps de concentration. Le Reichsführer SS

envoya alors en Suède Felix Kersten, son masseur, pour y prendre les premiers contacts, et Schellenberg, lui aussi, participa à cette entreprise. Il ne s'agissait de rien d'autre que la poursuite de l'ancien projet d'Heydrich, mais cette fois dans le dessein d'utiliser les Juifs comme moyen de pression : un chantage en vue d'obtenir pour les SS, après la défaite de l'Allemagne, un traitement de faveur.

Le plan Madagascar n'est qu'une machination d'Heydrich, à laquelle les nostalgiques du nazisme se réfèrent encore, en prétendant que l'extermination des Juifs ne débuta que pendant la guerre avec les soviets, et que, avant elle, le gouvernement national-socialiste a travaillé loyalement à une transplantation de la population juive. La solution finale? Un accident historique, dû à la guerre, l'un des nombreux crimes de cette guerre, si l'on veut, car la grande chance que comportait le programme d'évacuation fut torpillée et gaspillée par les Alliés qui ne tinrent pas compte des conséquences de leur intransigeance… Mais Auschwitz ? Pourquoi ce transport jusqu'en automne 1944 de tous les pays occupés vers les camps d'anéantissement ?

On comprend qu'après la guerre, le masseur d'Himmler, Felix Kersten, et la main droite d'Heydrich pour l'espionnage, Walter Schellenberg, tentèrent de présenter sous un jour mensonger non seulement les missions confiées à leurs soins, mais même les vrais buts de la solution finale. On comprend également la veuve d'Heydrich qui raconte à sa façon le « malentendu » sur le projet d'évacuation vers l'Oural et la Sibérie (les fous et les criminels qu'on devait gazer), cependant, il est incompréhensible que des universitaires propagent de telles légendes sur la « solution finale non voulue » et sur la non-existence de la chambre à gaz.

Hjalmar Schacht, l'ancien président de la Deutsche Bank et ministre des Finances du IIIe Reich, qui a laissé Himmler utiliser ses services pour le plan Madagascar, présenta, lui aussi, cette affaire sous des couleurs trompeuses. Il a affirmé expressément qu'aucun Juif allemand n'aurait perdu la vie en cas d'acceptation internationale de ses projets d'émigration massive de la population juive[238]. L'auteur eut l'occasion de s'entretenir au téléphone avec Hjalmar Schacht, mais avant de rapporter cette conversation, nous voulons signaler l'importance considérable de ces déclarations faites, bien entendu, après la guerre. Pour cela, il faut revenir en arrière.

C'est un fait que, à la suite de la conférence d'Évian de 1938, Heydrich était parvenu à convaincre un certain nombre d'États étrangers, tant par le département des Affaires étrangères que grâce à la Commission de police criminelle internationale qu'il présidait, que l'Allemagne s'engageait sur le

meilleur chemin possible pour résoudre le problème juif, essentiel pour elle, de la manière la plus honorable qui fût. Hitler se servit de Schacht dans cette manœuvre de diversion, car le financier entretenait en effet d'excellentes relations professionnelles avec les milieux les plus influents des États-Unis et de l'Angleterre.

Au moment où commençait son expansion militaire, le IIIe Reich se gardait de ternir son image par des persécutions brutales. Aussi les nazis firent-ils courir le bruit que les autorités allemandes ne pensaient qu'à faciliter une évacuation massive des Juifs, mesure réalisable par elles. Une couverture financière faciliterait l'opération.

Les stratèges nazis réussirent même à gagner à leur plan l'assentiment du Conseil mondial des Églises de Genève ainsi que celui de son président Visser't Hooft. Hooft, avec ses amis de Londres et de Washington, s'employa à trouver des fonds pour une émigration des Juifs. Le futur Athênagoras Ier, alors archevêque orthodoxe, s'empressa, lui aussi, de coordonner son action avec celle de Schacht. Après accord des « techniciens berlinois de l'émigration », Schacht proposa aux Américains, aux Anglais et aux Juifs du monde entier de réunir les fonds d'un prêt international qui permettrait de transporter les Juifs à Madagascar, et de créer ainsi un État juif. Il n'est pas nécessaire de démontrer que le financier n'a pu prendre des contacts semblables qu'avec l'assentiment d'Himmler et d'Heydrich, sans parler d'Hitler lui-même. Au cours de ses négociations, Schacht proposa que le IIIe Reich rembourse ce prêt en vingt ans, au moyen des biens Juifs confisqués. «Cet emprunt a échoué à cause du “non” des banques juives mondiales qui, naturellement, n'allaient pas fournir à Hitler des milliards de devises…» « Le transfert des Juifs à Madagascar, a déclaré Schacht, a échoué techniquement à cause du refus du gouvernement britannique de “laisser passer librement” les navires chargés d'émigrants, bien que la Suisse et la Suède se fussent proposées comme pays de transfert sur la demande du Conseil mondial des Églises de Genève. »

Nous pouvons maintenant nous faire une idée de l'agitation politique qu'Heydrich a déclenchée avec le projet d'évacuation des Juifs à Madagascar. Il est regrettable que les conséquences de cette provocation se fassent encore sentir de nos jours.

« En l'absence de tout résultat, puisque les banques mondiales influencées par les Juifs refusaient un préfinancement, et comme l'Angleterre s'opposait au libre passage des navires nécessaires à l'émigration, le 20 juin 1942, à Berlin-Wannsee, dans les locaux d'Interpol, eut lieu la célèbre conférence de Wannsee

sous la présidence du chef de l'administration principale de la sûreté du Reich, Reinhard Heydrich, afin de traiter pour la première fois de la solution finale de la question juive dans la sphère d'influence hitlérienne, au moyen d'une déportation à l'Est des Juifs de l'Europe de l'Ouest[239]. »

Selon cette interprétation, les Anglais et les Juifs portent seuls la responsabilité du sort effroyable des Juifs européens. Dans les années 1950, l'auteur s'est entendu dire par un ancien collaborateur de Schacht et par un journaliste de Munich que le ministre des Finances d'Hitler ne s'intéressa à cette affaire que pour des raisons « purement humanitaires », et qu'il collabora le plus sérieusement du monde au plan Madagascar comme base d'une émigration des Juifs.

Là-dessus, l'auteur eut avec Schacht lui-même l'entretien téléphonique mentionné plus haut: après qu'il eut assuré à plusieurs reprises qu'Hitler désirait vraiment créer un État juif, je lui posai une question directe: «Mais, monsieur le président, pourquoi l'évacuation de plusieurs millions de Juifs et la fondation d'un État juif sont-elles devenues urgentes justement après l'occupation de la France, à tel point qu'on a fait appel à vous et, avec vous, à plusieurs organisations humanitaires ? » Ce à quoi il répondit: «Cela, je ne le sais pas; cela dépasse vraiment ma compétence. » Je repris alors : « Considérez-vous comme possible qu'Hitler vous ait abusé dans l'idée de se servir du sort des Juifs pour obliger l'Angleterre à conclure la paix ? » Schacht : « J'ignore les arrière-pensées d'Hitler ou des SS qui s'occupaient des questions techniques. Mais je peux vous affirmer que je n'ai jamais soupçonné l'existence de plans d'anéantissement, et que j'ai agi dans la ferme conviction qu'Himmler et Heydrich avaient l'intention de se débarrasser des Juifs en les expulsant. De plus, je n'étais pas le seul à être disposé à mener cette opération à bon terme. »

Nous devons constater avec regret qu'un financier comme Schacht, l'homme qui jusqu'en 1938 a rendu financièrement possible le réarmement de l'armée hitlérienne, qui était donc au courant des plans de guerre du Führer et devait deviner ce que cachait ce prétendu sauvetage des Juifs, cet homme ne s'est pas moins présenté après 1945 comme le défenseur du plan Madagascar, exactement comme Eichmann lors de sa comparution devant les juges de Jérusalem. Aujourd'hui encore, il existe des gens qui veulent réhabiliter les nazis en demandant pourquoi les alliés n'approuvèrent pas la réalisation de ce projet.

Dès 1937, Hitler décida de forger des «leviers spéciaux», indispensables à ses yeux pour la réalisation de ses plans d'expansion militaire prévus pour l'année suivante. Il renforça l'influence de l'organisation SS par la formation de la

Waffen SS, instrument d’encadrement de la Wehrmacht, et des Einsatzgruppen, «balais de fer » destinés à nettoyer l’arrière des fronts des ennemis du Reich de tous les éléments susceptibles de freiner la colonisation des espaces conquis. Afin d’accomplir un tel dessein impliquant la destruction de plusieurs millions d’êtres humains, il fallait également développer des méthodes plus efficaces d’anéantissement. Les camps de concentration se transformèrent en abattoirs d’hommes, on y installa l’infrastructure nécessaire au gazage massif des détenus. Parallèlement à cette entreprise de «guerre raciale », les ingénieurs de la mort songèrent déjà à utiliser des millions d’esclaves dans des travaux harassants de construction de « châteaux forts » des forces de l’ordre, responsables de la colonisation ainsi que l’édification de monuments dédiés à la mémoire des soldats allemands et destinés à éterniser l’époque glorieuse du Führer. Ce fut donc à Himmler et à Heydrich qu’incomba le devoir de débarrasser le chemin de la victoire de tous les obstacles, et de favoriser la transformation définitive du continent. Leur gigantesque appareil de répression visait un double objectif: servir au renforcement quantitatif et qualitatif de la race germanique et livrer en même temps la main-d’œuvre nécessaire à la réalisation des projets architecturaux du Führer. Hitler, Himmler et Heydrich s’occupèrent donc aussi des artistes, des architectes, des spécialistes de l’extraction des pierres et de leur façonnage. La multiplication des camps de concentration fut accompagnée de la création de commandos spéciaux chargés de récupérer des matériaux recherchés par les constructeurs du Führer.

Les carrières, les tailleurs de pierre ne posèrent pas de problèmes graves vu la main-d’œuvre servile tombée dans les mains de l’occupant. En revanche, des difficultés surgirent lorsque se posa la question, comment se débarrasser des «déchets humains », bouches inutiles représentant un obstacle permanent à la germanisation des territoires conquis : les intellectuels, les patriotes, les Juifs et les représentants des « peuples inférieurs » ?

En 1938, dans l’entourage d’Heydrich, se trouvaient des hommes tels qu’Adolf Eichmann, expert des questions juives, Rudolf Höss, technicien du système concentrationnaire, Viktor Brack, grand infirmier des incurables, Paul Blobel, constructeur des futures chambres à gaz, Walter Rauff, inventeur des voitures de gazage.

Déjà en mai 1938, Heydrich avait engagé Rauff, son ancien camarade de la marine, afin qu’il rejoigne, selon ses vœux, son «équipe technique». Rauff, jusque-là capitaine-lieutenant, fut promu Sturmführer SS et, en 1939, «chef de groupe » dans l’administration principale de la sécurité du Reich. Il s’occupa dès

lors des «questions techniques », parmi celles-ci du développement du G. Wagen (la voiture de gazage). Ce célèbre camion marqué d'une croix rouge, signalant son rôle d'aide aux infirmes et aux malades, consistait en une caisse de cinq mètres quatre-vingts de longueur et de un mètre quatre-vingt-dix de hauteur adaptée sur le châssis d'un camion. En attirant les victimes par l'espérance d'un transport dans une ambulance ou même vers un hôpital, on entassait, dans cette voiture, jusqu'à soixante personnes. Pendant la marche du camion s'opérait la Entlausung (le dépouillage) des malheureux au moyen des gaz d'échappement du moteur amenés dans l'espace hermétiquement clos, ce qui entraînait la mort des personnes entassées. Selon un rapport de 1942, pas moins de quatre-vingt-dix-sept mille êtres humains étaient « passés » par trois seulement de ces camions inventés par Rauff. Les victimes: des Slaves et des Juifs de l'Europe orientale. Rauff fut promu Standartführer SS, atteignant donc le rang de colonel. À la fin de la guerre, il se trouvait en Italie, tentant, bien entendu, d'entamer des relations avec des Alliés, relations nécessaires pour secourir les captifs des camps de concentration. Lui aussi raconta, par la suite, avoir été l'objet d'un limogeage de la Kriegsmarine, sous l'accusation d'infidélité conjugale. Son ancien ami Heydrich, victime du même « châtiment » pour une cause semblable, et cela six ans auparavant, lui aurait alors confié l'exécution des «plans techniques ». En vérité, Heydrich avait besoin d'un technicien familier des questions de la respiration et de la ventilation sur les navires et les sous-marins. Voilà la raison pour laquelle ce capitaine-lieutenant se transforma bientôt en un général de la guerre biologique dont Heydrich fut le généralissime. Après la guerre, Rauff, exilé en Amérique latine, demanda en 1955 au gouvernement de Bonn de lui accorder une retraite sur son temps de services militaires. Malheureusement pour lui, on découvrit son passé macabre[ai].

Les opérations d'élimination qui se préparaient en Europe contre les Juifs et l'écrasement de l'URSS se déroulaient parallèlement, pensait Heydrich. Fort de cette certitude, il a commencé très tôt à entraîner les « groupes d'intervention SS » en vue des tâches qu'ils allaient accomplir. Cette « formation », un historien berlinois, Friedrich Zipfel, l'a décrite dans son étude de l'école de la police de Bernau.

Tandis qu'Hitler donnait l'ordre de mettre la dernière main aux préparatifs de l'offensive contre l'Union soviétique, il commandait parallèlement à Himmler, donc à Heydrich, de se consacrer désormais à l'élimination totale des Juifs.

La solution finale prévoyait la déportation de tous ceux qui se trouvaient dans la zone contrôlée par le Reich. L'opération commencerait immédiatement, mais

s’étendrait sur trois ou quatre ans, jusqu’à l’anéantissement du dernier juif. Simultanément, on pacifierait totalement l’Union soviétique vaincue. Pour le généralissime de cette guerre raciale secrète, « invisible et calme » (Himmler), l’élimination de onze millions d’êtres vivants ne posait plus qu’un problème technique.

Les groupes d’intervention reçurent des ordres précis : meurtres sans traces, fosses communes, anéantissement total. Les générations montantes s’étonneraient devant l’étendue de cette élimination collective. Nous soupçonnons seulement le nombre et l’importance des « conseillers » auxquels Heydrich eut recours pour mener ce plan à bon terme : médecins, chimistes, experts en transports, conducteurs de camions, commandants de camps de concentration, administrateurs, comptables, architectes des fours crématoires, soldats du génie, menuisiers, gardiens, transporteurs de vivres, etc. Les colonnes des groupes d’intervention apportaient avec elles des baraques démontées, des camions chargés de pelles, de pioches, de râteaux. Elles disposaient de citernes d’eau potable et de pétrole et jusqu’à des débroussailleuses. Tout cet ensemble s’arrêtait de temps à autre à un endroit bien défini afin d’y ériger un camp. La population civile était obligée de creuser des tranchées, «tout un dispositif de défense ». Pour les opérations qui s’accomplissaient jour et nuit, les quatre mille experts en meurtres des groupes d’intervention, disposaient d’un «personnel d’aide » qui avec les esclaves mobilisés sur les lieux constituaient au total une armée de plus de cent mille hommes.

Il ne nous est resté aucun document, aucun ordre de mission qui nous permettrait de concevoir exactement la disposition d’un de ces camps de mort d’où opéraient les groupes d’intervention. Nous ne disposons que des descriptions de survivants. Nous ne voulons pas nous attarder sur celles déjà connues. Mais nous pensons intéresser nos lecteurs avec le récit d’un enfant de treize ans, Mendel, qui habitait la Pologne :

«La police a cerné les rues et les maisons. Mon père nous a cachés, allongés sur le sol, Maman, mes deux sœurs et moi, et il est allé seul voir ce qui se passait… Nous ne l’avons jamais revu… Les premiers transports se sont faits en auto dans la forêt… Une très grande fosse était creusée, et dans cette fosse on jetait simplement ceux qui avaient été fusillés. Les enfants y étaient jetés vivants. On n’a pas comblé la fosse le jeudi, mais le vendredi de bonne heure. Dix enfants et plusieurs femmes seulement blessés ont pu ramper hors de la fosse pendant la nuit ; ils étaient restés couchés sous les cadavres… »

Quelques meurtriers nazis ont confirmé ces faits par leurs propres confessions,

d'autres ont laissé des photographies. Inutile donc de nous appesantir, une fois de plus, sur ces méthodes et sur ces événements atroces.

Nous savons qu'Heydrich avait réuni les armes nécessaires à cette «bataille invisible » dès l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie, qu'il les avait complétées pour la Pologne, mais que, en vue de la conquête de l'Union soviétique, il avait accumulé un arsenal d'instruments d'abattoir à êtres humains, tel qu'on n'en imagina encore jamais.

Cet ingénieur en chef de la plus grande machine d'anéantissement de tous les temps a agi d'après des principes définis à l'avance avec une précision extraordinaire, et qui découlaient de sa conception du monde, une conception nationaliste (*völkisch*), typiquement germanique : « Nous ne voulons pas conquérir les âmes des Juifs, des catholiques et des marxistes ; nous voulons conquérir un espace vital. Nous voulons installer sur cette terre des paysans germaniques[240]… » Ces paroles d'Heydrich devaient devenir le mot d'ordre du Schwarzen Korps et de l'*Aktion-Kampfblatt für ein neues Europa*. Il ne s'agissait plus d'assimiler les autres peuples, mais de les éliminer biologiquement. La guerre passait sur eux comme un typhon, tuant hommes, femmes et enfants, et ne laissant aux survivants éventuels qu'une dévastation infinie. Les vieilles proscriptions bibliques ne peuvent guère se comparer aux produits de l'imagination fertile d'Heydrich, tout entière consacrée à l'accomplissement d'un génocide gigantesque, l'holocauste.

Ces victimes infortunées devaient aussi mourir « naturellement» dans les transports, rongées par la faim et les épidémies, et achevées d'un «coup de grâce ». Les conditions inhumaines des lieux de rassemblement, des ghettos et des camps entourés de barbelés et enfouis – sans aucune protection contre les intempéries – au fond des bois accomplirent aussi une partie du travail. Les camions à gaz où l'on asphyxiait les Juifs pendant le transport, les chambres à gaz camouflées en salles de douche et les fusillades massives faisaient le reste.

Les stratèges du meurtre en série durent aussi prévoir que cette opération ne se déroulerait pas sans incidents, que les condamnés à mort essaieraient de s'y soustraire en fuyant ou en résistant. Heydrich et ses conseillers créèrent en conséquence quatre commandos, composés chacun d'environ mille hommes, répartis du nord au sud du territoire en question. Ils furent chargés de supprimer sans pitié, au cours d'opérations éclairs, les Juifs et autres suspects parqués dans les lieux de rassemblement. Cette armée de quatre mille assassins, ces groupes d'intervention de la police et du service de la sûreté, comme on les appelait, percevaient un ravitaillement en armes, en vêtements et en vivres. Un personnel

d’encadrement particulièrement entraîné assurait leur commandement. En prenant congé à Bernau d’un commando spécial, Heydrich se serait écrié : « En avant, camarades, vous êtes le typhon de la steppe[241] ! »

Au cours des six premières semaines de la marche sur Moscou, Heydrich organise derrière le front la chasse aux hommes selon l’accord conclu avec la Wehrmacht (représentée par le général Eduard Wagner). Accompagné de ses collaborateurs les plus proches, il se déplace en avion, d’un état-major à l’autre pour que les « prisonniers importants » lui soient remis. Il constitue aussi un Vorkommando (détachement d’avant-poste) sous l’ordre de Franz Six, son conseiller scientifique. Ce détachement groupe les experts des questions « soviétiques » et « marxistes » chargés de la confiscation des archives militaires et civiles. Mais les chercheurs de documents liquident en même temps le plus grand nombre possible de Soviétiques «appartenant à la race juive ». Les « physionomistes » SS décident *de visu* qui sera fusillé comme non-aryen. Le «contrôle le plus sûr » de ce détachement spécial: constater si l’appréhendé est circoncis ou non. Des milliers et des milliers de musulmans du Caucase sont conduits devant d’énormes fosses creusées par des prisonniers de guerre. Leur crime : ils sont circoncis! Les enfants sont jetés vivants dans les charniers «pour économiser les munitions ». Partout, Heydrich, en tenue camouflée de soldat du front, le pistolet au côté, donne l’exemple à ses hommes et leur montre la façon dont il faut « nettoyer » l’espace conquis par le soldat allemand. Heydrich, inspirateur de l’orage sanglant !

C’est seulement le 31 juillet 1941 qu’Heydrich réceptionne un texte dactylographié et signé par le chef du plan quadriennal et «maréchal du Reich », Hermann Göring, en sa qualité supplémentaire de « président du Conseil des ministres pour la défense du Reich ». Le chef de la police de sûreté et du SD, le Grunppenführer SS Heydrich, reçoit ainsi l’ordre suivant : « En complément de la directive du 24.1.39 par laquelle on vous a confié la tâche de résoudre la question juive par émigration et évacuation, sous la forme temporaire la plus favorable possible, je vous charge par la présente d’entreprendre tous les préparatifs nécessaires pour une solution finale de la question juive dans les régions d’influence allemande en Europe. »

Il s’agit ici d’un document de pure forme, mais nous livrant la preuve que les massacres commis derrière les fronts trouvaient leur approbation au niveau suprême des armées du Reich. Même attitude d’Heydrich que nous connaissons déjà lorsqu’il demandait à Göring les pleins pouvoirs pour la « confiscation des biens des Juifs » après la Nuit de cristal. En vérité, le généralissime de la guerre

raciale n’avait pas besoin d’un tel blanc-seing; mais la solution finale débutant par des massacres massifs, la bureaucratie militaire allemande souhaitait disposer de la preuve que le Reichsmarschall en personne avait pris position le premier et par écrit sur cette solution finale. Il s’agissait donc d’une obligation imposée aux officiers de la Wehrmacht de se mettre à la disposition d’Heydrich et surtout d’ordonner aux prisonniers de guerre de creuser des fosses communes immenses. Les SS et les officiers de la Wehrmacht s’employèrent à contraindre la population locale, en se servant de promesses et de chantage, à s’associer à cette besogne macabre.

La conception fondamentale des nazis consistait à épargner leur propre sang et à organiser de manière technique l’anéantissement de l’adversaire afin que tout se déroulât pour ainsi dire automatiquement, en employant comme instruments des êtres dits de «valeur inférieure». Si les troupes de meurtriers étaient commandées par des experts soigneusement choisis, le personnel qui les assistait se composait d’indigènes et de Juifs à qui l’on faisait espérer un meilleur traitement. Les nazis ne voulaient à aucun prix reconstituer des États nationaux et indépendants; tout au plus admettaient-ils une administration autonome placée sous le contrôle des SS, ce qui garantissait la bonne marche de l’ensemble du dispositif.

Une ordonnance d’Hitler, provenant des archives des SS, nous est parvenue. Elle porte le n° 21, datée du 13 mars 1941, et précise ce que sera l’opération « Barbarossa », c’est-à-dire l’offensive contre l’URSS :

«Dans la zone d’opérations de l’armée, le Reichsführer SS sera chargé par le Führer de tâches spéciales concernant la préparation de l’administration politique, et qui découleront du combat que se livreront à fond, définitivement, les deux systèmes politiques opposés[242]. »

Si l’on traduit cette phrase en termes clairs, elle veut dire que les SS détruiront tout ce qui gênera l’expansion politique du Reich allemand. Lorsqu’on rédigea cette ordonnance de mise en œuvre des plans concernant la lutte à l’arrière du front, le «généralissime Heydrich » disposait déjà de tous les instruments nécessaires.

Les quatre groupes d’intervention déjà signalés, avec leur quatre mille spécialistes et quelque cent mille assistants, étaient désignés par des lettres : A, B, C, D. Leur autonomie d’action totale se limitait aux territoires occupés par la Wehrmacht. Aussi Heydrich a-t-il conclu un accord avec le général Eduard Wagner, chargé du service logistique, si bien que Keitel, chef du commandement

suprême de la Wehrmacht, a communiqué à toutes les forces armées l'ordonnance n° 21, dont nous venons de donner un extrait.

Le 26 mars 1941, la situation juridique étant désormais bien établie, von Brauchitsch, commandant en chef de la Wehrmacht, put transmettre à ses subalternes les directives concernant l'action sur l'arrière du front. Les tâches des groupes d'intervention : exterminer les « inférieurs asiates », les Tziganes et les Juifs. Une ordonnance d'Heydrich énumérait les victimes de l'opération : commissaires du peuple de l'armée rouge, Juifs occupant des fonctions dans le parti communiste et dans l'État, bellicistes, francs-tireurs et propagandistes.

Heydrich aimait exposer lui-même aux hauts dignitaires et Führer SS comment, selon la conception d'Adolf Hitler, il fallait exterminer les Juifs et autres êtres nuisibles, cette élimination massive devant commencer «dès les premières heures qui suivraient l'occupation » d'un territoire conquis.

Avant l'attaque contre l'URSS, Heydrich eut pour souci de garder le secret sur le massacre qu'il préparait contre les Juifs et les Russes. Après les liquidations massives de Polonais et de Juifs en 1939, il était devenu évident que les journalistes accrédités à Berlin, ainsi que les milieux ecclésiastiques s'élèveraient contre la brutalité des nazis. Au printemps et au cours de l'été 1941, plusieurs évêques catholiques protestèrent officiellement contre le meurtre organisé des malades et des enfants infirmes. Du haut de sa chaire et par des circulaires, Mgr von Galen, l'évêque de Münster, accusa les nazis de commettre un massacre des innocents. Heydrich craignit alors que l'Église catholique dans son ensemble ne prît la même position lorsqu'elle apprendrait l'extermination massive des Juifs et des Russes dans les territoires de l'Est. Il fallait donc intimider les «prêtres défaitistes ».

Immédiatement après l'offensive contre l'URSS, Heydrich autorisa le chef de la Gestapo, Müller, à organiser des cours spéciaux destinés aux responsables de la lutte contre les Églises. Or, le chef du SD n'avait pas l'intention de mener ouvertement cette campagne antireligieuse pendant la guerre. Il préférait plutôt s'attaquer à la base en persécutant individuellement les serviteurs des Églises. De nombreux prêtres furent arrêtés, d'autres menacés de prison s'ils continuaient à répandre des bruits défavorables au gouvernement. En vue d'intimider sérieusement les prêtres catholiques, l'abbé Lichtenberg de Berlin fut condamné en 1941 à deux ans de prison en raison de sa campagne contre l'euthanasie. À l'expiration de sa peine, il devait mourir d'épuisement pendant son transport à Dachau, où furent détenus quelque quatre mille prêtres allemands et étrangers.

Aux yeux de Goebbels et d’Heydrich, les représentants de la presse américaine étaient en mesure de modeler l’opinion mondiale. Les grandes agences américaines Associated Press, United Press, International News Service fournissaient des informations à quelque cinq mille journaux dans le monde. Si les nouvelles de la persécution des Juifs et des Russes parvenaient aux oreilles de ces journalistes, cinq mille journaux dans le monde écriraient que les Allemands se livraient à la plus grande chasse à l’homme jamais connue. Le meilleur moyen d’intimider les journalistes fut d’arrêter l’un d’entre eux, sous l’inculpation d’espionnage à la solde des services secrets américains. Au lieu de travailler honnêtement, il aurait recueilli des informations militaires dans le dessein de nuire à la sécurité du Reich. Le choix tomba sur un membre du bureau de l’United Press à Berlin, Richard Hottelet. On l’arrêta avant l’assaut contre l’URSS, la Gestapo ayant perquisitionné dans les bureaux d’United Press, Unter den Linden, afin d’accréditer qu’il existait des preuves d’une activité illégale du journaliste. Cet innocent fut détenu pendant plusieurs semaines et torturé. Finalement, on l’échangea contre un agent allemand emprisonné aux USA.

Cette provocation contre le journaliste Hottelet visait à semer l’insécurité parmi les représentants de la presse étrangère. Les ministères de la Propagande et des Affaires étrangères se flattaient d’influencer les correspondants accrédités à Berlin, et, par là, d’exercer une pression à Washington sur les cercles politiques qui soutenaient le président Roosevelt, décidé à fournir une aide militaire à l’Angleterre. Il faut noter que cette pression sur la presse et les Églises s’accentua à l’époque de la mission secrète confiée à Rudolf Hess. Berlin faisait tout son possible pour empêcher les USA d’entrer en guerre. Ce fut également l’un des buts principaux de la « mission » de Hess.

Toute cette orchestration contre les Églises et la presse étrangère poursuivait un seul but : empêcher que l’on connaisse dans le monde la vérité sur l’Allemagne. Heydrich servit de stratège à cette opération. Des documents irréfutables prouvent qu’Himmler et qu’Heydrich eurent des conversations au sujet de la politique envers les Églises avec Hitler lui-même. Cela pendant que la bataille faisait rage à l’Est. Le Führer avait pour ligne de conduite de ne pas affronter les Églises dans leur ensemble, mais d’enregistrer les faits et d’écraser après guerre les « défaitistes » et les ennemis chrétiens du Reich.

Au début de la guerre contre l’URSS, Heydrich ne connaissait qu’une préoccupation: organiser la terreur armée dans les régions occupées, les groupes d’intervention devant, selon les plans d’Himmler, faire place nette aux paysans

allemands appelés ensuite à coloniser le pays sous la direction des SS.

Cette guerre raciale menée par Himmler et Heydrich s'étendait à proprement parler sur trois fronts: dans les camps de concentration, essentiellement à l'aide des chambres à gaz; au cours des transferts de populations civiles et par des exécutions massives, œuvres des groupes d'intervention. Il faut y ajouter l'élimination d'une partie des prisonniers de l'armée rouge.

Le bilan de ces génocides a été l'objet de nombreuses études de scientifiques, à l'occasion de la conférence qui eut lieu à Paris, en septembre 1979, sur: «Le national-socialisme et la guerre d'Hitler devant l'Histoire ». Les exposés démontrèrent que la «guerre totale », comme on l'appelait, ne fut rien d'autre que l'adaptation de l'ensemble du IIIe Reich à une politique de meurtres et d'extermination. Ces historiens réunis à Paris se mirent d'accord sur le chiffre des victimes assassinées dans les camps de concentration allemands : plus de six millions d'êtres humains. Le représentant de l'Académie polonaise des sciences, Krysztof Dunin-Wasowicz, a estimé ce chiffre à sept millions. Georges Wellers, un Français directeur au Centre de la recherche scientifique et éditeur du périodique *Le Monde juif*, arriva dans ses calculs à six millions de morts. L'ancien délégué du Comité international de la Croix-Rouge en Allemagne, Albert de Cocatrix, pendant vingt ans directeur du service international des recherches d'Arolsen, parvint, à la fin d'une étude minutieuse, à la conclusion qu'environ six millions de personnes perdirent la vie dans l'univers concentrationnaire[243].

Il est faux de prétendre qu'Hitler n'a persécuté que les Juifs, comme ses propagandistes tentèrent de le représenter aux peuples de l'Est. Les Slaves et les « asiates inférieurs » étaient condamnés, eux aussi, à l'extermination. L'agression contre l'Union soviétique offrait justement aux experts du génocide la possibilité de mener à bien l'anéantissement de plusieurs millions d'hommes et de laisser le champ libre à une colonisation allemande. En décidant la guerre contre l'URSS, on prévoyait déjà qu'on éliminerait une partie de sa population, surtout l'intelligentsia.

D'après l'exposé d'Hitler du 30 avril 1941, l'armée rouge serait anéantie en quatre semaines; cette force militaire, il le savait, comptait quelque dix millions d'hommes, dont on capturerait la moitié, pensait-il. Et, pourtant, aucune mesure ne fut prise pour nourrir, transporter ou entretenir cette masse d'êtres humains.

Au cours des opérations, les soldats soviétiques devaient mourir en quantités énormes, non seulement à cause de l'exécution de tous les commissaires

politiques, mais surtout de faim ou par suite des épidémies. Dans son livre *Die Wehrmacht und die sovjetischen Kriegsgefangenen, 1941-1945* (« La Wehrmacht et les prisonniers de guerre soviétiques, 1941-1945 »), Stuttgart, 1978, l'historien Christian Streit a clairement décrit ce que furent ces meurtres en série. Ses calculs établissent que sur les cinq millions sept cent trente-quatre mille cinq cent vingt-huit prisonniers soviétiques, environ trois millions trois cent mille sont morts ou ont été assassinés par des commandos armés. «Cela fait 57,8 % du chiffre total[244]. » C'est-à-dire que la mortalité fut vingt fois plus grande chez eux que chez les prisonniers de la Première Guerre mondiale. Au cours de cette nouvelle guerre, l'Union soviétique perdit vingt millions d'habitants[245].

Il n'entre pas dans nos desseins de décrire ici le génocide qui s'est déroulé dans les camps de concentration d'Auschwitz, Majdanek, Belsen, Sobibor, Treblinka et Chelmno. Tant d'experts et de survivants l'ont déjà fait. Il nous paraît plus important de savoir comment les membres d'une nation civilisée purent organiser et mener à bien de telles séries de meurtres.

Nous croyons que la seule réponse possible à cette question consiste à étudier le caractère des protagonistes de cette folie. Heydrich a été l'ingénieur, le metteur au point de ce génocide industrialisé, mais pas l'unique responsable, car il ne fut pas le seul à imaginer et à exécuter ce programme. Ceux qui prêchèrent la haine contre quiconque relevait d'une autre race ou d'une autre opinion ont été légion. Heydrich a simplement transformé ce fluide mortel en une masse explosive. Comme l'a dit Ortega y Gasset de façon si frappante : « Haïr, c'est tuer continuellement. » Un homme comme Goebbels fit de la haine la loi supérieure de sa propagande.

Le « protecteur » de Bohême-Moravie

Après les premiers mois de guerre de l'Est, Hitler et ses hommes de confiance durent admettre que le but fixé, la destruction de l'armée rouge en quelques semaines, n'était pas atteint. Il devenait donc indispensable de puiser immédiatement dans toutes les ressources économiques afin de mettre sur pied de nouvelles divisions. Le protectorat de Bohême et de Moravie leur offrait à la fois des terres et de la main-d'œuvre : là, loin des bombardiers britanniques, la production de guerre tournait sans être menacée. Enfin, Himmler pouvait placer un « territoire occupé » sous le contrôle absolu de ses SS.

Il fallait à Prague un homme à la poigne de fer !

Pendant deux jours, Hitler conféra avec Heydrich et Bormann. Le secrétaire

d’État Franck assistait aux réunions. Enfin, une décision fut prise. Le protecteur von Neurath fut diplomatiquement envoyé en congé pour raison de santé, et Heydrich, chef du service de la sûreté, se rendit à Prague en tant que protecteur intérimaire : afin de préserver son prestige, von Neurath demeurait protecteur.

Le temps pressait. Heydrich devait occuper son nouveau poste dès le début d’octobre. Le 2, on vit apparaître le nouveau maître, le vice-roi comme on l’appelait, au palais de Prague, le Hradschin, où il exposa à tous les dignitaires du parti et de l’armée son programme de gouvernement. Bien entendu, Heydrich gardait la direction de la sûreté du Reich, et, de Prague, il continuerait à surveiller les progrès de la solution finale.

À l’occasion de sa première apparition officielle, le représentant du Führer, âgé alors de trente-sept ans, avait choisi un cadre digne de lui, le palais que l’ambassadeur de l’empereur d’Autriche, Cernin, fit élever à la fin du XIIe siècle. Au moment où Heydrich fait son entrée à Prague, le Hradschin sert toujours de résidence au secrétaire d’État et grand chef de la police en Bohême et de Moravie, le Gruppenführer SS Karl Hermann Franck.

À la porte de la salle des séances, Franck, le maître de maison, apparaît en uniforme SS et salue ses invités. Les personnes présentes reçoivent l’ordre d’occuper leur place dix minutes avant l’arrivée d’Heydrich. Juste avant l’apparition du protecteur intérimaire, le Brigadeführer SA von Burgsdorf prend la parole:

« Camarades du parti, avant que le protecteur prenne la parole, je suis chargé de vous dire avec fermeté que toutes les déclarations du Obergruppenführer SS Reinhard Heydrich concernant les affaires secrètes du Reich sont de la plus grande importance politique. Il faut les considérer comme des secrets d’État, conformément au paragraphe 80 du code pénal du Reich. Même la divulgation la plus minime des faits qui nous seront communiqués lors de la conférence d’aujourd’hui sera considérée comme haute trahison et punie de mort ou de prison… Je vous avertis au nom du protecteur : aucun mot prononcé ici ne doit percer au-dehors. À la fin de la conférence, chacune des personnes présentes, avant de quitter la salle des séances, confirmera la responsabilité qu’elle assume en apposant sa signature sur le procès-verbal. Je n’ai pas besoin d’indiquer qu’aucune note d’aucune sorte ne doit être prise au cours de la conférence. »

C’est là une forme inhabituelle de « préparation » quand il s’agit d’invités de haute marque à une conférence d’un niveau aussi élevé. Elle a manifestement été imposée par le nouveau protecteur lui-même. Le chef de la sûreté du Reich veut

faire clairement comprendre à ses subordonnés qu'une ère nouvelle commence dans cette partie du Grand Reich allemand. À l'avenir, on ne devra plus autant discuter. Ce qu'il faut désormais, c'est obéir sans commentaires aux ordres du Führer. En policier habile et en metteur en scène expérimenté, Heydrich a calculé que cette nouvelle façon de procéder fixera à jamais dans les têtes de ceux qui l'écouteront chacune des paroles qu'il prononcera.

À 9 heures moins 2, le bras levé pour le salut hitlérien, Frank reçoit le protecteur sur le palier de l'escalier : « Heil, Hitler ! » Heydrich entre dans la salle de conférence. L'élite de la puissance occupante se lève, tous tendent le bras. Le souverain, en uniforme SS et la poitrine constellée de toutes ses décorations du parti, de l'État et de l'armée, avance vers le pupitre de l'orateur. L'assistance ne perdra pas un mot de ce qu'il va dire. Nombreux sont ceux qui déplorent qu'aucun enregistrement, qu'aucune sténographie, n'immortalise ce discours de «la plus grande importance politique ». Mais Heydrich s'en est soucié : sa secrétaire, invisible à tous, prend ses paroles en sténo.

Ainsi, la postérité retiendra tout ce que dira le grand homme envoyé par Hitler. Et, bien que gros et petits personnages du parti aient juré de ne pas révéler le contenu secret et capital de cette conférence, nous disposons aujourd'hui de ce psychogramme de l'état d'esprit moral et spirituel des chefs du national-socialisme.

Nous savons que l'orateur ne voulait pas et ne pouvait pas étaler tout son jeu. Mais ce qu'il en a montré ce jour-là découvre en grande partie ses pensées secrètes, fondées naturellement sur les conceptions du Führer.

Avec une impatience extrême, les auditeurs attendent l'explication d'une question brûlante : pourquoi Hitler avait-il congédié le protecteur von Neurath et envoyé à Prague, pour le remplacer, une « altesse royale » ? Heydrich, qui devine leur curiosité, plonge dans le vif du sujet:

«Camarades du parti, messieurs! Sur l'ordre du Führer, j'ai depuis trois jours assumé la direction des affaires qui incombent au protecteur, à la place du ministre d'État et protecteur von Neurath, malade ! »

Les responsables du parti et de l'État dans le protectorat devront se contenter, pour commencer, de cette explication. Ils ne doivent pas soupçonner que cette maladie dissimule toute une mise en scène visant à mettre fin à la turbulence tchèque par l'envoi d'un policier impitoyable. Il ne s'agit pas de la santé de von Neurath, comme le prétendent Heydrich et les services officiels ; c'est la situation générale qui s'est détériorée de façon préoccupante en Bohême et en

Moravie. On y a besoin d’un chirurgien expérimenté qui sache procéder aux opérations nécessaires.

Dès lors, on comprend pourquoi Heydrich, trois jours après son entrée en fonction, convoque les dignitaires du parti, les membres du gouvernement du protectorat, les hauts fonctionnaires, les représentants de la Wehrmacht et, bien entendu, plusieurs collaborateurs choisis dans son propre état-major, membres des SS et du service de la sûreté.

Cette assemblée d’élite doit comprendre que le protecteur intérimaire, «selon les instructions du Führer », entend agir «dans cet espace avec toute la dureté » possible, car la Bohême et la Moravie, explique Heydrich, constituent finalement « une partie du Reich » ; mais il faut aussi qu’on se rende compte de ce qu’il comprend par « dureté ». Chef de la police et du service de la sûreté, Heydrich ne désire pas qu’on le considère uniquement comme un simple administrateur « qui a l’intention de tout résoudre, selon les possibilités, à la manière d’un exécutant. Ce serait une erreur», ajoute-t-il.

« Les SS – et le service de la sûreté et la police en font partie – constituent la troupe de choc du parti dans tout ce qui intéresse la sauvegarde de notre espace vital et la sauvegarde de l’idée nationale-socialiste. Être une troupe de choc, cela signifie que, toujours en avant du gros de l’armée, on est particulièrement bien armé, prêt à intervenir, et qu’on sait se battre… C’est ainsi que nous agissons en tant qu’organe d’exécution, conscients de la mission du Führer et du Reich, cette mission qui aboutira au Grand Reich germanique en passant par le Grand Reich allemand. Et quand le Führer, le long de cette route, me dit : « Rappelez-vous que chaque fois que l’unité du Reich est menacée quelque part, je choisis un Führer SS, et je l’y envoie afin de préserver cette unité », alors vous pouvez comprendre quelle est la tâche des SS et la mission spéciale qui est la mienne[246]. »

Cette définition du rôle des SS et du service de la sûreté dans l’« espace tchèque » indique à ceux qui l’écoutent qu’Heydrich, comme il vient de le dire, assumera « une mission de combat », qu’il l’accomplira «en remplacement d’un autre », et que, lorsqu’il l’aura accomplie, il rendra compte au Führer : « Mein Führer, je l’ai remplie. Je peux maintenant me consacrer de nouveau à ma tâche principale. »

Heydrich essaie de faire comprendre à ceux qui l’écoutent que la fonction qu’il exercera dans l’« espace tchèque » revêt une nature provisoire, et que de la solution des problèmes dépendra son retour à son activité principale. Cela doit

aussi leur suggérer qu’il n’abandonne pas les affaires de la sûreté du Reich, et qu’il en reprendra plus tard le contrôle. Il précise :

« La condition préalable de la guerre, de la conquête de l’espace vital et du modelage du Grand Reich allemand et germanique, a consisté à assurer la sécurité interne de l’ancien Reich. »

Et il vante sa contribution personnelle :

« … et nous avions, en outre, la tâche, sur les indications et les directives personnelles du Führer, de dresser des plans fondés sur nos renseignements et nos enquêtes dans ce qui était alors l’étranger. Ce fut la condition préalable de nombreux succès et événements politiques et militaires. »

Parmi ceux qui ont écouté Heydrich, seuls ses collaborateurs les plus intimes se doutent de ce qui se cache derrière cette brève allusion aux « missions spéciales » confiées par le Führer. Ils savent que c’est là que se situent les vrais services dont il pourrait se vanter car son activité en tant que chef de la sûreté du Reich revient plus ou moins à un travail de routine.

Ceux qui l’ont bien entendu comprennent que le Führer a envoyé le chef du service secret dans la «citadelle de l’Europe », comme Bismarck appelait le plateau de Bohême, pour une mission spéciale. Le pays tchèque allait jouer le rôle d’un levain, un «centre d’aiguillage du Reich », un « bastion du germanisme ».

Mais Heydrich n’inclut pas seulement le pays tchèque dans le « grand espace » du Reich, mais aussi, dans un avenir proche, la Norvège, la Hollande, les Flandres, le Danemark et la Suède. « Ce sont des espaces peuplés par des Germains, et qui, d’une façon ou d’une autre – là-dessus il nous faut voir clair –, sous la forme d’un État fédéré, d’un district ou autrement, doivent nous appartenir… Il faut mener le Germain avec fermeté, mais le diriger équitablement… »

Heydrich présente ici le tableau de la colonisation et de l’assimilation de ces Germains « déformés par une mauvaise conduite politique et par l’influence du judaïsme ». Il attribue aussi la plus grande importance au sort des territoires de l’Europe de l’Est et à la présentation de leur colonisation. Pour lui, dans cette guerre, la victoire est déjà un fait accompli:

« Le second point, c’est l’Est et ses espaces peuplés partiellement de Slaves ; ce sont les espaces où, il faut le savoir, la bonté est considérée comme une faiblesse ; ce sont les espaces où le Slave lui-même ne veut absolument pas être

traité avec équité, où il est habitué à ce que le maître soit différent de lui. Ce sont donc les espaces que nous avons désormais à diriger, et que nous garderons. Ce sont les espaces où une classe supérieure allemande, après un déploiement militaire dans les profondeurs de la Russie, jusqu'à l'Oural, agira totalement en maître pour faire d'eux à notre profit, une réserve de matières premières, de travailleurs pour de grandes tâches civilisatrices, d'ilotes, si je peux m'exprimer brutalement[247]. »

Heydrich fait un bref rappel de l'histoire tchèque, une allusion à l'époque des apôtres slaves saint Cyrille et saint Méthode, la guerre de Trente Ans et, enfin, à des tentatives récentes de créer des « mouvements illégaux de résistance », « qui, dans son combat décisif, contre le bolchevisme… frappent le Reich dans le dos ».

«Au cours des dernières semaines, ont eu lieu sabotages, actions terroristes, destructions de récoltes, grèves perlées, le tout concerté à l'évidence par une organisation de résistance. Une situation telle qu'on peut dire que l'unité du Reich a été manifestement menacée. »

Non seulement il faut se protéger contre ces « coups de poignard » dans le dos, mais la Bohême et la Moravie doivent, elles-mêmes, se transformer en un poignard qui portera des coups mortels à l'adversaire du Reich.

Personne dans l'auditoire n'en doute : en tant que chef de la sûreté du Reich, Heydrich a reçu tous les rapports concernant les actes de sabotage. C'est donc lui, pense-t-on, qui a averti Himmler qu'il suffirait de quelques émissions de radio pour déclencher une nouvelle guerre des Hussites, révolte qui agirait dans les autres pays occupés à la manière d'un signal d'insurrection générale contre le IIIe Reich.

Heydrich confirme ses avertissements dans un rapport du 11 octobre 1941, qu'il adressera au Führer par l'intermédiaire de Bormann. Il y décrit de façon critique la situation en Bohême et en Moravie, telle qu'il l'a trouvée en arrivant. Il explique qu'avant deux semaines des troubles auraient éclaté, appelant le peuple entier à la résistance.

À tous ceux qui l'écoutent attentivement dans la salle des séances du Hradschin, Heydrich déclare qu'il est grand temps de montrer aux Tchèques qui est le maître.

En ce qui concerne les contrevenants à l'ordre allemand, il ne peut y avoir de pardon, déclare le nouveau maître de Prague. En fait, il conviendrait de montrer

aussi peu d'indulgence envers les Tchèques qu'envers les Juifs. Que deviendrait la « solution de la question juive » si l'on se montrait conciliant? Contrairement aux Juifs, les Tchèques sont des gens décents, concède-t-il, ils seront donc traités décemment. La police veillera à ce que les Allemands «se comportent convenablement » dans cette région.

Le protecteur considère que sa tâche la plus importante consiste à convaincre les habitants du pays que les troubles et les actes de sabotage n'impliqueront pour eux que des conséquences néfastes. La propagande seule ne suffira pas, explique-t-il, il faudra prendre des mesures concrètes. Peu importe ce que pense l'individu, il doit travailler et produire le plus possible :

« J'ai besoin de calme dans cette région pour que le travailleur, le travailleur tchèque, emploie pleinement sa force de travail en faveur d'une industrie géante de l'armement, et pour qu'on ne puisse entraver les approvisionnements et le développement ultérieur de cette industrie. »

En d'autres mots, Heydrich et les SS ont pour mission de prendre le contrôle de l'industrie tchèque et, si possible, de développer et de créer de nouvelles entreprises.

À la fin de son discours, Heydrich fera encore part de quelques-unes de ses pensées aux manieurs de fouet rassemblés à Prague et, précisément, sur la solution finale. C'est un thème qu'il domine souverainement, comme on peut l'imaginer. Les phrases coulent de ses lèvres, les mots cinglent, l'auditoire est fasciné. Il est clair que le nouveau protecteur n'a nullement l'intention de germaniser « cette canaille tchèque ». Il veut, « une fois pour toutes, sonder cette population du point de vue national (*völkisch*) et racial ». Et, dans la salle, tous savent ce que cela veut dire.

Dans le «bref séjour» qu'il compte faire en Bohême et en Moravie, Heydrich pense «poser de nombreux jalons en vue de la solution finale dans cet espace ». Il n'a pas besoin de surveiller ses mots, car ceux qui l'écoutent ont été choisis sur ses directives, et il n'ignore pas que leur expérience et la connaissance spécifique de leur domaine leur permettront d'apporter une solide contribution à ses projets.

Heydrich ne cache pas à ses collaborateurs le sort qu'il réserve aux Tchèques considérés comme non « germanisables » :

« Une fois colonisé l'océan glacial, nous pourrions y envoyer les Tchèques qui ne sont pas germanisables[248]. »

Le procès-verbal de ces réunions nous renseigne sur le choix que le représentant d'Hitler allait exécuter. Il établit une distinction entre les Tchèques de mauvaise race mais de bon esprit, et ceux de bonne race mais de mauvais esprit. Ceux de bon esprit mais de mauvaise race devaient être installés dans le Reich ou dans un endroit qui restait à déterminer, de sorte qu'« ils n'aient plus d'enfants ». Quant aux individus de bonne race mais à l'esprit mauvais, de loin les plus dangereux, on ne leur laisserait aucune chance. «Car il s'agit d'une classe supérieure de bonne race. »

Pour ceux-là il ne restera plus qu'une solution… «Les coller le dos au mur ! »

Si l'on traduit cet allemand SS en langage ordinaire, cela signifie l'élimination de l'intelligentsia de la population aryenne en Bohême et en Moravie, ainsi que des activistes des différents mouvements politiques et ouvriers. La solution finale de la question tchèque ne représente nullement un casse-tête pour le protecteur intérimaire: dans une première phase, il s'agit de faire régner le calme et l'ordre dans tout le pays ; dans une deuxième, la « germanisation » s'enclenchera. «Les éléments de mauvaise race », stérilisés, mourront après accomplissement de la quantité de travail qui leur sera assignée. L'extermination physique guette les «mauvais esprits ». « Quand cela devra-t-il se dérouler? C'est là une question sur laquelle le Führer prendra sa décision. Mais nous pouvons déjà commencer à dresser des plans et à rassembler le matériel nécessaire. »

Ainsi, rien ne demeure plus dans l'ombre. Heydrich va transformer le protectorat en un poste de commandement de la solution finale. La Gestapo, le service de la sûreté, les écoles de la police militaire secrète feront leur nid en Bohême et en Moravie.

Ces Tchèques, qu'il ne traite de personnes « décentes » que par simple figure de rhétorique, Heydrich ne leur fait guère confiance. Il a l'impression que Prague, cette ville de plus d'un million d'âmes, recèle des milliers et des milliers d'activistes. Et chaque fois qu'avant de se coucher il ferme la lampe de son bureau et écarte les rideaux pour contempler dans l'obscurité la silhouette de la ville, il recherche avec attention quelque rayon de lumière. Le jour de son arrivée on l'a averti qu'il fallait considérer la lueur la plus infime comme un signal à l'aviation ennemie. Malheur au négligent coupable d'un tel «forfait».

Au cours de son séjour à Prague, Heydrich ne cessera nullement de surveiller les autres pays occupés. Toujours en prévision de la solution finale, il exige un

renforcement en France de la propagande contre les «bellicistes Juifs ». Le 30 octobre, c’est-à-dire le lendemain de son discours du Hradschin, il reçoit plusieurs télégrammes de Paris; dans la nuit du 2 au 3, des bombes ont éclaté dans la capitale, endommageant des synagogues rue des Tournelles, rue Notre-Dame-de-Nazareth, rue de la Victoire, rue Saint-Isaure et rue Copernic. Les nazis présentent ces incidents comme la preuve d’un sentiment antisémite grandissant dans la population. Certes, il ne s’agit pas d’une Nuit de cristal ni d’un de ces pogroms qu’on prétend « spontanés », mais le chef du service secret peut se déclarer satisfait; enfin, la propagande antijuive semble donner des résultats en France. Mais le général von Stulpnagel, commandant en chef de la place de Paris, voit dans ces actes l’œuvre du service de la sûreté et des SS ; il nomme les responsables: Knochen, Thomas et l’Obersturmführer SS Sommer. L’administration militaire, le 21 octobre 1941, adresse à Heydrich une plainte officielle. Évidemment, une telle opération n’a pu se produire sans l’autorisation ou l’ordre du grand chef de la sûreté. À Paris, militaires et policiers ne se gênent pas pour dire à haute voix que Thomas a chargé Eugène Deloncle, un nationaliste lié à la Cagoule, de l’exécution des attentats. Heydrich est hors de lui en apprenant que ses hommes ont été incapables de garder le secret absolu sur une opération « purement technique ». Le Brigadeführer SS Thomas est muté à Kiev, mais Knochen restera à son poste.

Les reproches de l’administration militaire parviennent finalement au Führer. Heydrich persuade alors le dictateur qu’il est indispensable de réorganiser totalement la police secrète de l’armée. Le service de la sûreté, explique-t-il, doit contrôler sans entraves toutes les autorités qui assurent la sécurité en France, afin de pouvoir garantir celle des combattants menacés par l’agitation judéo-bolchevique. Pendant six mois, de Prague, Heydrich s’occupera de la réorganisation de la terreur policière en France.

Sur la déportation des Juifs de France, on a déjà beaucoup écrit et dit. Ce fut de Prague qu’Heydrich dirigea l’« opération de netto y a ge en Europe » car, selon la décision du Führer, tous les pays du continent devaient être *judenfrei* (c’est-à-dire sans Juifs, déjuivés). Également de Prague, le chef du SD contrôlait la solution finale, le génocide des Juifs européens. Le 20 janvier 1942 s’était tenue à Berlin, sous la présidence d’Heydrich, la conférence de Wannsee, déjà évoquée.

Après cette réunion, la déportation massive vers les camps se déroula à un rythme de plus en plus accéléré. L’extermination par gazage a été décrite, et d’innombrables témoignages de survivants furent apportés devant les tribunaux

des pays libérés et même devant ceux d’Allemagne fédérale. Les SS, eux-mêmes, reconnurent l’existence des chambres à gaz. Ainsi, lors du procès intenté à l’adjoint du commandant du camp de Sachsenhausen, Anton Höhn, en 1959, et au médecin SS Heinz Baumkötter, du même camp, en 1961. Dans le livre *Himmler et son Empire*, nous avions démontré que la chambre à gaz fonctionna même à trente kilomètres de la capitale du Reich[aj]. Georges Wellers vient de publier un livre démontrant que les SS emplo y a ient le Zyklon B, c’est-à-dire l’acide c y a nhydrique, dans le dessein de détruire des millions d’êtres humains, afin d’accomplir l’holocauste[ak]. La littérature et les ouvrages scientifiques traitant ce sujet monstrueux abondent, nous estimons donc inutile de revenir encore sur ce sujet dans cette biographie d’Heydrich.

Sur les cent vingt-neuf mois qu’Heydrich passa au service du national-socialisme, il n’a exercé son activité en Bohême et en Moravie que pendant huit mois. Cette nouvelle fonction impliquait un renforcement de l’empire SS et donc de sa position pers onnelle dans le IV e Reich.

Peu à peu, les SS tendaient à devenir le « corps de protection » de l’ensemble du Grand Reich ; il s’avérait donc inévitable que le procureur de Bohême-Moravie assumât le contrôle de toute l’industrie de l’armement dans cette région. Hitler s’était rendu compte que l’issue de la guerre ne se déciderait plus en un mois : au cœur de l’Europe, le centre industriel de la Bohême et de la Moravie allait se transformer en une seconde Ruhr. Pour cela, il fallait augmenter la production des entreprises existantes et créer de nouvelles usines. Les administrateurs d’une main-d’œuvre d’esclaves, les SS et les capitaines d’industrie collaborant avec eux, devaient découvrir leur Eldorado dans le pays tchèque.

Dès l’entrée d’Heydrich à Prague, l’état de siège règne sur le pays. Des conseils de guerre, composés de trois fonctionnaires allemands appartenant à la Gestapo, sont constitués. En moins de deux mois, ils prononcent quatre cents condamnations à mort, avec exécution immédiate. Quatre mille intellectuels et patriotes sont jetés en prison ou dans des camps de concentration. Les Tchèques devaient être convaincus, par les moyens les plus énergiques, des conséquences qu’aurait pour eux une résistance, aussi faible qu’elle fût.

Quelques semaines avant sa mort, Heydrich formula une fois de plus les principes de son action.

«Après une première phase d’une brutalité nécessaire, il est plus facile de se montrer ensuite juste et humain. Au contraire, les compromis sont toujours

considérés comme de la faiblesse et, du coup, aboutissent à de l'insubordination[249]. »

Le protecteur intérimaire discutait régulièrement avec ses collaborateurs, surtout avec Karl Frank, des mesures à prendre contre les Tchèques. Quand il s'agissait de frapper rudement l'intelligentsia de gauche et les leaders ouvriers, il prenait conseil auprès des dissidents des partis communiste et social-démocrate, mais aussi chez d'anciens trotskistes et professionnels de la lutte contre le Komintern. Certains d'entre eux étaient même originaires de Russie, comme Melitta Wiedemann, rédactrice en chef de *Die Aktion – Kampfblatt gegen Plutokratie und Volksverhetzung* (« Journal de combat contre la ploutocratie et l'incitation des peuples à la guerre»), transformée après l'attaque contre l'Union soviétique en *Die Aktion-Kampfblatt für das Neue Europa* (« Journal de combat pour la Nouvelle Europe »), la célèbre publication subventionnée par Goebbels et Heydrich. Un an après la mort d'Heydrich, cette journaliste adressait à Himmler une lettre de neuf pages où l'on peut lire la phrase suivante:

« Le point de départ de mes considérations est la perte irremplaçable, sur tous les fronts, d'un précieux sang allemand[250]. »

Dans cette lettre, l'agitatrice SS exposait au Reichsführer des propositions conçues pour le bien de l'Allemagne et de l'« Europe germanique ». Elle recommandait la formation d'« unités germaniques » composées de soldats non allemands, cependant nécessaires afin d'assurer une économie de sang allemand. Des Français et des Européens de l'Est constitueraient des troupes auxiliaires pour repousser l'« invasion ploutocratique » :

« On doit s'attendre à des phénomènes désagréables parmi ces populations importantes, racialement mélangées, surtout celle sous l'influence bolchevique. Cette certitude, fondée sur nos connaissances raciales, nous indique, pour l'avenir, nos tâches les plus grandes et sera la source de nos plus grands succès[251]. »

Et encore :

« Dans toutes les populations de l'espace est-européen, organisées nationalement sous la direction allemande, les SS devront mener une sélection qui, au fil des décennies et des siècles, aboutira à la création d'une couche de population nordique-germanique, qui deviendra de plus en plus forte[252]. »

Cette idéologue féminine de la colonisation SS, en échange constant d'idées avec Heydrich, insistait pour que fût menée à bien la «conception SS de la

domination fondée sur la race ». C’était pour elle le seul moyen d’assurer la survie de ce Reich européen sous une direction allemande ou germanique[253].

Pendant la brève période que dura ce Reich, onze millions d’êtres humains devaient périr dans des génocides organisés, dont six millions rien qu’en Pologne et deux millions en Yougoslavie.

Le « seigneur » Heydrich n’est pas seulement entré dans l’Histoire comme le grand exécuteur de ces assassinats en série, le chef suprême des services secrets à l’imagination débordante. Ce fut, nous assurent ceux qui l’ont vu vivre, un séducteur infatigable. Les initiés parlent d’un enfant illégitime qu’il aurait eu de la fille du Brigadeführer SS Thomas. C’est ce que nous a dit personnellement le commandant d’Hôpital, dont l’information est confirmée par Jacques Delarue qui, dans son *Histoire de la Gestapo*, se réfère aux déclarations des lieutenants d’Heydrich qui opéraient en France. Nous n’avons pas vérifié ces rumeurs. Toutefois, on sait que le chef de la sûreté confiait souvent à des femmes des missions importantes. Ce qui est moins connu, c’est qu’il se laissait conseiller par elles.

Le cas de cette Melitta Wiedemann, pour inhabituel qu’il soit, en est un exemple. Agée de trente-neuf ans au début de la guerre, elle atteignit du jour au lendemain une sorte de célébrité en devenant, cette année-là, la rédactrice en chef du périodique idéologique *Die Aktion,* auquel collaboraient les «grands intellectuels » du IIIe Reich et des «correspondants européens ». Il ressort d’une de ses lettres au Reichsführer SS Himmler, que cette agitatrice fanatique, au cours de ses vo y a ges en Europe, rencontrait « des centaines » d’adversaires du national-socialisme. On peut se demander en quelle qualité agissait cette ambassadrice secrète. Melitta Wiedemann se vit aussi accorder par Himmler le privilège de s’occuper du général soviétique Vlassov, qui venait d’être fait prisonnier. Quels ont pu être les services rendus par Melitta Wiedemann pour qu’elle atteigne, dans cette société SS dominée exclusivement par des hommes, une position qui lui permettait de discuter d’égal à égal avec le protecteur intérimaire de Bohême-Moravie[254] ?

Quand Heydrich eut réussi à « débarrasser » la Bohême et la Moravie de leurs Juifs, il conçut l’idée de lever une légion tchèque, formée d’unités de combat engageable à l’occasion contre les partisans ou les résistants. La Gestapo, qui contrôlait le pays, fit alors remarquer que l’on ne pourrait confier des armes qu’aux repris de justice qui, le cas échéant, s’annonceraient prêts à s’engager pour un «nouvel ordre » en Europe. Mais, de nombreuses difficultés imprévues empêchèrent le protecteur, toujours bouillonnant d’idées, de réaliser son projet.

Sa mort ne lui permit plus de présenter au Führer, pour son cinquante-troisième anniversaire, une légion tchèque.

Nous savons qu'Heydrich, pendant son séjour au Hradschin, a pu compter sur le soutien efficace de ses conseillers et assistants. Nous connaissons les noms de déserteurs des partis communistes et sociaux-démocrates, qui figurèrent parmi eux. Leur contribution au succès de la politique nationale-socialiste de colonisation semble pourtant s'être limitée à des services d'ordre inférieur ou à un travail d'information résultant de leur connaissance exacte des données politiques locales. En ce qui concerne l'idéologie raciste, ces conseillers étaient du type Melitta Wiedemann, laquelle, dans une lettre à Himmler, soulignait son parfait accord avec Heydrich :

« Pour terminer, je dois encore mentionner que j'ai discuté de ces idées à Prague avec l'Obergruppenführer Heydrich quatre semaines avant sa mort, et il m'a dit que c'était sur ce principe qu'il pensait peu à peu aligner son travail dans le protectorat[255]. »

Cet éminent stratège dans les domaines de la police, du renseignement et du racisme a su fournir des exemples éclatants de son talent de démagogue. Le 24 octobre 1941, peu après son arrivée à Prague, il mit en scène un premier spectacle inhabituel pour les Tchèques. Il invita cent délégués des usines du protectorat en leur assurant une parfaite liberté d'expression, et les encouragea à exposer leurs soucis avec confiance. Serrant d'innombrables mains, il incita ses invités à la collaboration. Cette bienveillance apparente se révéla une simple manœuvre de camouflage. Le régime national-socialiste poursuivit sa politique brutale contre la «canaille tchèque ». L'augmentation des pensions décrétée par le protecteur intérimaire ne pouvait plus adoucir le climat. Certes, von Neurath les avait déjà relevées de 40 %. Malgré cela, Heydrich, le 1 er avril 1942, procéda à un relèvement de 20, de 33 % pour les veuves et de 75 % pour les orphelins. Beaucoup d'historiens considèrent aujourd'hui cette mystification comme un acte d'homme d'État. Or, Heydrich n'y perdait rien, puisqu'il prenait, simultanément, de sévères mesures d'épargne forcée qui faisaient rentrer dans ses caisses l'argent qu'il distribuait en salaires et en pensions. C'était Ohlendorf, son conseiller en matière d'économie de guerre et de finances, qui lui suggéra de procéder à ce tour de passe-passe, lequel réussit parfaitement.

La «lutte pour la production agricole » relève du même schéma: «donner pour prendre ». Les paysans reçurent un prix plus élevé pour leurs produits et de bons taux d'intérêt à partir de leurs économies bloquées, mais sans pouvoir procéder à de gros achats. Les abatteurs clandestins, les trafiquants de bétail furent déclarés

«ennemis de l'État » et condamnés à mort par des conseils de guerre, avec exécution immédiate du verdict… Un châtiment sévère attendait toute personne se livrant au marché noir. Les marchandises confisquées alimentaient les entreprises de guerre, autre procédé démagogique de la part d'Heydrich, qui faisait accompagner chacun de ces envois par la déclaration : « Le Protecteur fait régner l'ordre. »

Un réseau de postes de la Gestapo couvrit le pays. Ses agents s'installèrent dans les villages et les usines, surveillèrent la vie entière des régions. Cinq bataillons de police (cinq mille cinq cents hommes) et le corps de la gendarmerie tchèque étaient à la disposition du protecteur. Des écoles, des stages et des camps d'entraînement assuraient la formation de nouvelles unités SS. L'envoi des enfants dans les régions agricoles prit un nouvel essor. La germanisation fonctionnait à plein tandis que la classe dirigeante tchèque disparaissait peu à peu de la vie officielle.

Il est insensé de prétendre qu'un tel ensemble de mesures reflète la qualité exceptionnelle d'un homme d'État. Nous y voyons seulement la brutalité des procédés auxquels recourait Heydrich et les effets étonnants provoqués par l'intervention de la Gestapo.

Le chef de la Gestapo en Bohême et en Moravie, Horst Böhme, loua Heydrich en ces termes :

« Rien que le nom “service de la sûreté” des SS comporte une contradiction fondamentale par rapport à l'ancien concept de la police, une contradiction que souligne encore le nom des SS, *Schutztaffel* (escadrons de protection), en tant qu'organisation dirigeant et exécutant des tâches autonomes, fondées sur une idéologie universelle[256]… »

Böhme se félicitait aussi des services rendus par le service de la sûreté qui comprenait si excellemment la façon dont il fallait traiter des groupes éthniques étrangers. Il citait à ce titre la Bohême et la Moravie, ce territoire où régnaient l'ordre et la sécurité en ces temps troublés.

Toute sa vie, Heydrich a été hanté par l'idée d'un peuple de seigneurs choisi pour dominer l'Europe. Et c'est seulement en Bohême et en Moravie qu'il a pu concrétiser sa représentation du monde dans toute sa cruauté.

Pour lui, la lutte qui se livrait en Bohême et en Moravie incarnait le conflit séculaire de l'Ouest et de l'Est. À l'aide d'une construction métaphysique et romantique, il voulait vérifier l'exactitude de cette donnée spécieuse et, en même

temps, justifier sa cruauté impito y a ble. Tout comme Bruno Heydrich, son père, Reinhard est demeuré jusqu'à sa mort un wagnérien convaincu, à la foi musicien, comédien et metteur en scène; jusqu'à son dernier jour, il a incarné la figure héroïque d'*Amen*, l'opéra paternel, ce héros qui portait le nom Reinhard, ou « Conseil des sages ». À Prague, il a joué deux personnages ; celui, historique, qu'il voulait être, et la personnalité de son père. Le sien d'abord: le 19 novembre 1941, dans la chapelle de Wenzel au château de Prague, au cours d'une pompeuse cérémonie, le vice-roi se fit remettre par le président Hacha les sept clés ouvrant la chambre des trésors où l'on gardait le plus magnifique des bijoux de la Bohême, la couronne de Wenzel. C'était ce même Hacha qui, en mars 1939, deux ans et demi plus tôt, avait succombé à un effondrement nerveux dans la chancellerie du Reich, sous la pression d'Hitler, acceptant finalement le protectorat. Au cours de la cérémonie solennelle qui se déroula dans la chappelle de Wenzel, cet homme qui, à cet instant, incorporait le rôle du souverain, de protecteur légal de la couronne remit les insignes du ro y a ume de Bohême au représentant du Führer, César du Grand Empire germanique.

En 935, le roi Wenzel fut assassiné, victime d'une conjuration dans laquelle trempait son propre frère, Boleslav. Pour Heydrich, Wenzel, ce bon chrétien ami de l'Allemagne, demeure un héros de l'Occident « liquidé » par les infâmes partisans de l'Est. Voilà, selon lui, le crime qui consomma le malheur historique des Tchèques. La décision prise par Hitler le 16 mars 1939 de fonder un protectorat allemand et la cérémonie symbolique de la remise des sept clés effaçaient les conséquences d'une «trahison vieille de mille ans ». Désormais, le César Hitler devenait roi de Bohême, et le protecteur Heydrich son vice-roi. Dans un grand geste, Heydrich rendit au président Hacha trois des sept clés en disant: « Voyez-y notre confiance et, aussi, votre devoir. » Les fleurs, les cierges, le cadre musical et le symbolisme du geste, tout ce mélodrame devait dissiper le doute séculaire qui pesait sur le destin de la Bohême et de la Moravie, et établir devant l'intelligentsia tchèque que le Reich allemand préserverait les traditions de la population…

Le Führer exprimera sa satisfaction des mesures prises par Heydrich en Tchécoslovaquie. Mais il approuve aussi et pleinement les « ordres d'intervention » et les directives que le chef de la sûreté du Reich donne à ses hordes d'assassins et qui spécifient « la mise en œuvre d'exécutions » des prisonniers de guerre russes et de la population civile à l'arrière du front. Entre-temps, les chefs des groupes d'intervention ont fait école dans les rangs les plus élevés de la Wehrmacht. Le commandant en chef de la VIe armée, le maréchal von Reichenau, désigne, le 10 octobre 1941, les soldats de la Wehrmacht comme

les « représentants d’une idée rigoureusement nationale (*völkisch*) » et leur ordonne d’« exterminer impito y a blement la perfidie et la cruauté étrangères à notre espèce, et d’assurer ainsi la vie de la Wehrmacht allemande ».

De même qu’Heydrich a, lui-même, décidé dans tous les détails, lors de la fondation des camps de concentration, du traitement à appliquer aux détenus, depuis la torture jusqu’à la « liquidation », de même, pendant le « combat final à l’Est », au cours de cette chevauchée vers l’Oural et le Caucase, il règle la sélection à opérer parmi les soldats de l’armée rouge, leur transport dans des camps de concentration et leur «traitement spécial », on ne peut s’empêcher de frissonner devant le caractère implacable d’Heydrich, disposant du sort de centaines de milliers d’êtres humains. Il a enjoint à ses émissaires de choisir, dans les lieux où les prisonniers sont rassemblés, ceux à fusiller : « Les exécutions ne doivent pas se dérouler dans le camp ni à proximité ; elles ne sont pas officielles et doivent le plus possible demeurer inaperçues… » (arrêté d’Heydrich du 17.7.1941).

Afin d’« atteindre les buts fixés », colonisation de l’Est et extermination de la population autochtone, il fallait donner des quantités d’ordres divers ; Heydrich, infatigablement, envoie des instructions aux commandants de ses groupes d’assassins en série. Il insiste pour recevoir régulièrement des rapports complets sur les personnes liquidées et sur la manière dont on les a tuées. Là aussi, il agit conformément à la mission confiée par son Führer. Mais voici qu’Adolf Hitler estime qu’il faut aussi procéder à une épuration à l’Ouest. Il ne lui a pas échappé que les difficultés auxquelles les armées allemandes se heurtent en URSS ont permis à la résistance française de prendre de l’ampleur.

Aussi, d’accord avec Heydrich, décide-t-il d’établir à Paris, également, une sorte de protectorat dont l’objectif principal consiste à hâter l’élimination de l’ennemi. Ce ne sera plus seulement un représentant de la sûreté que l’on adjoindra au commandant militaire en France, mais un fondé de pouvoir du Reichsführer SS, haut fonctionnaire de l’ordre SS et du chef de la police. L’établissement d’un de ces hiérarques SS munis de pouvoirs étendus représente une solution déjà éprouvée en Allemagne aussi bien que dans les territoires occupés.

Même si l’administration principale de la sûreté du Reich ne forme que l’un des grands départements de l’empire d’Himmler, elle constitue la logistique de tous les autres services et son activité, la condition préalable de leur développement. Sa zone de compétence dépend de la domination du continent, de ce qui, dans le vocabulaire d’Heydrich, se définit comme « la création d’une

Europe nouvelle ». Sans la victoire militaire du « plus grand chef d'armées de tous les temps », l'objectif final de la sûreté du Reich, et donc de tout l'empire SS, demeure irréalisable. Mais cette transformation du continent suppose non seulement la victoire par les armes, mais aussi une intégration parallèle parfaite de toutes les activités de l'État et de tous les ressorts de l'administration dans tous les territoires. Les SS et la police ont déjà réussi, à l'intérieur du Reich, à s'intégrer tous les leviers du pouvoir ; ils assumeront désormais des responsabilités identiques sur l'ensemble du continent…

Hitler n'ignore pas que seul le renforcement de la sécurité policière lui permettra de réaliser ses désirs de domination. Le rôle que joue dans toute l'organisation SS la police de la sûreté, il faut que les SS l'assument dans l'organisation de l'Europe. Naturellement, les «meilleurs cerveaux» du service de la sûreté bénéficieront dans le Grand Reich germanique des privilèges dont jouissent les brahmanes dans l'hindouïsme, car ces combattants d'élite sont vraiment issus de l'esprit du Führer. Leur omniprésence se trouve déjà confirmée par l'ordonnance du 13 novembre 1937, aux termes de laquelle les forces soumises au Reichsführer SS, c'est-à-dire la police de l'ordre (en uniforme), la police de la sûreté et les unités SS doivent, dans leur région militaire, être placées sous le contrôle d'un unique Führer SS qui les mobilisera toutes le cas échéant. Cette ordonnance a été promulguée avec l'accord de von Blomberg, ministre de la Guerre.

Dans chaque région militaire, ce représentant porte un titre : « Haut-Führer des SS et de la Police». Hitler et Himmler ont décidé que ce « haut-commissaire » politique, en cas de guerre, se verra octroyer des compétences étendues. Le 21 mai 1941, au moment où les préparatifs de l'attaque de l'URSS atteignent leur apogée, le Reichsführer SS Himmler signe une ordonnance qui règle l'intervention des « Hauts-Führers des SS et de la police » dans les secteurs à l'arrière du front. Le point le plus important est le suivant: «Toute affaire judiciaire et disciplinaire relève de notre propre compétence. »

La collaboration qui existe officiellement entre le Haut-Führer des SS et de la police et le commandant militaire de la région est trompeuse ; on sait parfaitement que les unités policières des SS opérant à l'arrière du front ont entrepris d'exterminer les habitants, et que l'intervention des hiérarques SS est soumise directement à Hitler par-dessus Himmler lui-même. L'activité de ces *missi dominici* ne donne lieu à aucun compte rendu. Mais il faudra faire une exception dans le cas de la France, car les clauses de l'armistice prévoient la présence d'un commandant en chef militaire.

Pourtant, devant les revers subis en Union soviétique et l'essor constant de la Résistance française, Hitler, sur la demande d'Himmler et d'Heydrich, prend la décision de nommer, en France aussi, un « Haut-Führer des SS et de la police ». L'ordonnance correspondante est publiée le 9 mars 1942. On y lit que ce haut-commissaire est « personnellement et directement » placé sous les ordres du commandant en chef militaire, formule destinée en fait à tromper aussi bien le régime de Vichy que les nombreux collaborateurs que compte la France et qui préfèrent traiter avec la Wehrmacht plutôt qu'avec l'organisation SS. Cette nomination d'un Haut-Führer des SS et de la police signifie, en réalité, que le chef de la sûreté, déguisé ici en subordonné, tient désormais sous sa coupe le commandant en chef militaire, mais aussi la police française. Heydrich, qui dirige de Prague toutes les opérations sur le front de la guerre raciale prépare par ses services administratifs la solution finale des Juifs français. Après avoir présidé la conférence de Wannsee (le 20 janvier 1941), il ne pensa qu'à l'efficacité de sa nouvelle tâche. En même temps qu'il stimula la solution finale, ce qu'on appelle aujourd'hui l'holocauste, il s'occupa également de l'opération «Tombeaux des pharaons », nom de code appliqué par les « techniciens » de son entourage à l'activité supplémentaire imposée par Hitler : l'effacement complet de toutes les traces des massacres commis dans les pays occupés de l'Est. À cette époque, Heydrich, le vice-roi de la Bohême, ne négligea pas non plus ses hôtes les plus importants de la « Prominenz » du Reich. Canaris, Speer, Daluege, les Reichsleiter, les Gauleiter, les hauts-commissaires défilaient dans le château du Hradschin. Il leur offrit en plus des réceptions ro y a les dans sa résidence privée de Jungfern-Breschan (Panenske Brezany).

Canaris, Speer et le « tombeau du pharaon »

Pendant la visite de Canaris chez Heydrich, les deux amis trouvèrent l'occasion de discuter de tous les problèmes les intéressant : la production des armes, la situation sur le front de l'Est, les nouvelles en provenance d'Angleterre et d'Amérique. Canaris, taciturne, mélancolique et pessimiste, osa même évoquer un thème désagréable. Par suite de la défaite militaire allemande devant Moscou, « la guerre pourrait se prolonger et, par la suite, faire pencher la balance des forces du côté russe et anglo-saxon », dit-il. Heydrich, lui-même soucieux de la situation sur le front en Russie, se montra quand même surpris des propos de son maître qui suggérait des conversations avec Londres et même, si nécessaire, avec Moscou, tant que l'Allemagne s'avérait encore en mesure de faire des cadeaux à ses ennemis. Mais Heydrich, au lieu d'approuver les soucis de Canaris, lui donna une leçon de stratégie en affirmant que le programme de la fabrication des « chasseurs à réaction » se trouvait en bonne voie, que le Führer

préparait des armes secrètes (des «armes miraculeuses »), et que l'offensive du printemps 1942 assurerait à l'Allemagne les puits de pétrole du Caucase, et, enfin, que quelques unités des SS et de Brandenburg (régiments spéciaux sous l'ordre de l'Abwehr) suffiraient pour s'emparer facilement, en un coup de main, des sources d'hydrocarburants britanniques en Irak. Si nécessaire, le Führer réaliserait l'opération « Félix », la prise de Gibraltar, fermant ainsi la route navale anglaise à travers la Méditerranée.

Évidemment, le vieux monarchiste Canaris s'imaginait toujours, surtout avant l'attaque contre la Pologne, que le renouveau du *Drang nach Osten* (la poussée vers l'Est) s'accomplirait avec le consentement de l'Angleterre, et qu'on arriverait enfin à un « condominium » dans le monde, et cela entre l'Allemagne, grande puissance continentale européenne, et le Commonwealth maritime avec ses « points forts » à travers le globe. Cependant, la vision d'un cordon sanitaire, d'une ligne de défense allant de Murmansk jusqu'au Caucase, paraissait à Canaris une fantaisie étant donné les ressources soviétiques au-delà de l'Oural et l'arsenal américain mis tout entier au service des Anglais et des Russes.

Avant l'attaque contre Moscou, Hitler crut nécessaire de stimuler ses prétoriens, les SS ; ainsi annonça-t-il qu'il envisageait, pour l'année prochaine, l'écrasement du reste de l'armée rouge, et qu'il allait dès maintenant mettre tout en œuvre afin de pouvoir se dédier à ses activités les plus appréciées, l'architecture et la modernisation des villes du Reich, ainsi que la construction de monuments à l'honneur du guerrier allemand.

Trois monuments surtout lui tenaient à cœur : l'Arc de triomphe à la gloire des soldats allemands tombés de 1914 à 1918, le Grand Palais du peuple, appelé *pro domo* Kuppelberg, la Montagne-Coupole, et évidemment la Ruhmeshalle, le Palais de la gloire (appelé aussi Soldatenhalle), en vérité, trois « pyramides » pour le Führer pharaon-guerrier, réalisateur du IIIe Reich éternel comme le seront les autres monuments qu'il édifiera comme modèles des bâtisseurs futurs. Le Palais du peuple atteindrait une hauteur de deux cent quatre-vingt-dix mètres, soit un bâtiment en pierre presque aussi haut que la tour Eiffel, simple colonne métallique. Cette Kuppelberg, plus grand palais au monde, se compléterait par l'Arc de triomphe d'une hauteur de cent vingt mètres perpétuant les noms d'un million huit cent mille soldats tombés de 1914 à 1918, et par la Ruhmeshalle, le tout relié au moyen d'une phénoménale avenue de cinq kilomètres de long. Un complexe enfin digne de la gloire du guerrier allemand, représentant un ensemble monumental qui perpétuera la mémoire du grand et de l'unique », le «plus grand génie politique et architectural du monde ». Cette pierre taillée,

expression suprême de la culture d'une époque, s'exprimera pour l'éternité, sa voix sortira de colosses qu'on ne pourra plus rendre muets, sauf si l'on détruisait ces édifices sublimes et si l'on tenait à entrer dans l'Histoire en tant que vandale ou tel un super-Hérostrate. L'inspiration de ces monuments aurait sa source, si l'on en croit les souvenirs d'Albert Speer, dans le désir hitlérien de s'épanouir dans l'édification des chefs-d'œuvre architecturaux afin de renouer avec sa vocation initiale, demeurée embryonnaire par suite de son échec scolaire à Vienne, échec dû lui-même aux intrigues des Juifs. Selon la même interprétation, l'entourage du Führer et son conseiller pour la construction des édifices destinés à l'éternité ne se doutaient en rien de ses conceptions stratégiques et guerrières, soit que l'artiste les eût cachées à ses amis, soit que les événements l'eussent poussé à une guerre qu'il désirait en vérité éviter. Speer lui-même a affirmé à plusieurs reprises à la télévision qu'il ne cro y a it pas qu'Hitler, dans son for intérieur, projetait vraiment une guerre d'agression, car il ne s'y préparait pas, et il aurait même été très surpris lorsque l'Angleterre et la France décidèrent, en 1939, d'intervenir pour protéger la Pologne. Mais comment concilier ces souvenirs qui lavent Hitler de l'accusation de préméditation et de déclenchement de la guerre, lui qui fut toujours un artiste et un architecte, avec le fait que son Arc de triomphe destiné à commémorer les morts de la Première Guerre mondiale n'en rappelait que l'aspect mémorial, sous la forme en quelque sorte d'un tombeau collectif de un million huit cent mille morts, dont les noms devaient figurer gravés dans la pierre. Un Arc de triomphe conçu avant même que la nouvelle guerre ne fût déclenchée ? Pour quel triomphe ? Hitler pensait-il compenser la défaite de 1918 par la simple édification de ce monument? Et comment interpréter le fait que le Kuppelberg, le Palais du peuple, d'une hauteur de deux cent quatre-vingt-dix mètres, imaginé dès l'été 1939, avant la marche sur Varsovie ait été commenté par Hitler avec ces paroles significatives à l'adresse de Speer : « Il faut que le couronnement de ce plus grand édifice au monde soit l'aigle sur le globe terrestre. » À savoir, le symbole déjà utilisé en relation avec le programme politique des «Grands Allemands » représentant l'aigle avec le globe dans ses serres accompagné de la devise : *Wir sind die Herren der Welt* ! (« Nous sommes les seigneurs du monde ! ») Pourquoi Speer n'a-t-il pas demandé à son ami le Führer la façon dont il pensait réaliser son programme de domination du monde, dont ses monuments exprimaient symboliquement sa vision et son action future ?

Speer, comme tous les autres experts d'Hitler, savait trop bien que la marche sur Moscou constituait la condition préalable à l'acquisition de l'espace vital, indispensable pour s'assurer des matières premières, des céréales et de la main-

d’œuvre, c’est-à-dire des esclaves nécessaires aux guerriers allemands, esclaves promis au sort d’édificateurs des monuments destinés à marquer éternellement le passage du Führer sur cette terre. Personne n’était mieux informé qu’Himmler et qu’Heydrich, ces deux grands manitous de l’armée spéciale des SS, l’instrument d’intégration de tous les Lebensgebiete (secteurs vitaux) du Reich.

Hitler, soldat démobilisé après la guerre, a dit lui-même pourquoi il décida de devenir un homme politique. Son programme fut le réarmement allemand, la revanche de 1918, la transformation de l’Europe en une base pour la domination du monde, en vue «de sauver l’homme blanc, la race aryenne ». L’architecture et l’art ne constituèrent que le hobby du Führer. Dans son for intérieur, il se sentait avant tout homme d’État et généralissime de la guerre future. Il ne se trompa pas, et la grande industrie qui le soutenait non plus, surtout lorsqu’elle proposa au président-maréchal von Hindenburg de nommer l’ancien caporal Adolf Hitler chancelier du Reich. Dès 1937, à l’époque où il décida d’enclencher son expansion pour l’année suivante, le Führer donna l’ordre non seulement à Speer mais à bien d’autres architectes de commencer à projeter la transformation architecturale des cités allemandes et l’édification de monuments géants. Donc rien d’étonnant à ce que le Führer, au moment des préparatifs pour l’assaut contre Moscou, incita Himmler à sélectionner de la main-d’œuvre des camps de concentration afin de lui fournir les esclaves nécessaires à l’édification des monuments. Voilà pourquoi Himmler envo y a , le 5 décembre 1941, à Heydrich, un long télégramme lui annonçant que le Führer demandait de choisir tout de suite parmi les concentrationnaires cinq mille tailleurs de pierre et dix mille maçons. Ce nombre de cinq mille tailleurs de pierre représentait plus de ces spécialistes que l’Allemagne n’en possédait. À ces malheureux on adjoignit encore des centaines de milliers d’autres moins qualifiés, appartenant aux «commandos de transport » et de porteurs de matériaux. Le même jour, après réception du télégramme provenant du quartier général, Heydrich se dépêche de transmettre la bonne nouvelle, témoignage de l’optimisme du Führer, au Gruppenführer Oswald Pohl, responsable de l’administration et de l’économie des SS, et le charge d’entamer le triage des déportés en vue de recruter des hommes aptes à devenir façonneurs de pierre et maçons sur les grands chantiers du Führer. Dans le camp de concentration d’Oranienbourg-Sachsenhausen existait déjà une usine appelée *Steinbe arbeitungswerk* (« usine de façonnage de pierre ») et dont l’organisation de la main-d’œuvre portait le nom de Kommando Speer, d’après l’architecte du Führer. Des tailleurs de pierre travaillaient déjà dans les camps de Flossenbürg, Mauthausen et dans les camps de la Pologne occupée. Les services d’Himmler responsables du département Construction

firent même l'acquisition d'énormes quantités de granit en Suède. C'était le moment où le Führer, grand guerrier, songeait à l'avance de ses troupes vers l'Oural et le Caucase, et à la transformation de trois mers, la Baltique, la Méditerranée et la mer Noire, en grands lacs germaniques permettant à la Wehrmacht, en alliée de l'armée du Japon, de riposter efficacement à la résistance britannique et à l'entrée en guerre des États-Unis.

Mais Moscou n'étant pas tombée, Hitler dépêcha ses divisions vers le Caucase pour s'emparer des champs pétrolifères et couper la route d'approvisionnement anglo-saxonne aux Soviétiques. La défaite devant Moscou fut le second pas vers la catastrophe après que l'armée du Führer n'eut pas réussi à écraser l'Union soviétique en quatre ou six semaines, comme fixé par le haut commandement. Le piétinement du mois d'août 1941, dans les profondeurs de l'Union soviétique, constitua une sorte de réédition du miracle de la Marne en 1914. Pas plus que Paris en 1914, Moscou ne fut prise en 1941. Les Soviétiques éprouvèrent des pertes considérables du fait de la manœuvre allemande par le sud ! Mais ces pertes ne se comparent pas avec les conséquences d'une entrée d'Hitler à Moscou. La prise de la capitale de l'URSS : bien sûr, un avantage psychologique certain pour Hitler, mais, surtout, une grave défaite du point de vue stratégique et matériel pour les Russes. Certes, en remplacement de Moscou, Hitler choisit Stalingrad. Mais cette aventure, elle aussi, s'acheva en défaite retentissante. Pourtant, Hitler se douta que l'euphorie artificielle suscitée fin novembre et début décembre 1941 ne réussirait pas à galvaniser le soldat allemand sur le front et la population dans le Reich suffisamment pour qu'ils tiennent le coup. Il fut conscient du manque de perspectives de la situation car, à peine un mois plus tard, le chef de toutes les forces armées s'écarte du «secteur vital » de l'architecture en donnant à Himmler la directive de transformer immédiatement tous les camps de concentration en usines de production de guerre. Heydrich à son tour reçut l'ordre de ramasser à l'aide de ses services le SD et la Gestapo, la main-d'œuvre nécessaire aux usines d'armement implantées aux alentours des camps de concentration, souvent dans des baraquements improvisés, dissimulés dans des forêts sous la végétation, et les filets de protection contre les bombardements alliés. Finis les rêves de pierre pour la Volkshalle, l'Arc de triomphe et la Ruhmeshalle.

À la fin de l'hiver 1941-1942, Hitler ordonna, malgré ses succès militaires envisagés au sud du front, une action inattendue concernant l'ensemble des responsables de la guerre radicale. Le dictateur et commandant suprême exigeait soudainement l'exhumation de tous les charniers dans les pays occupés, afin de commencer immédiatement à détruire les restes des cadavres «sans en laisser de

traces ». Ce fut le revers de la médaille de l’opération qui débuta sur la base du plan de 1937, par la mise sur pied des Einsatzgruppen et le début de la préparation des instruments d’anéantissement d’êtres humains au moyen du système concentrationnaire.

La pédanterie des services d’Himmler et d’Heydrich fut telle qu’ils ne dressèrent pas seulement des statistiques des victimes d’un «traitement spécial » (*Sonderbehandlung*[al]) ou de celles « passées par les camps» et décédées, mais ils firent aussi le suivi administratif, noir sur blanc, à l’aide de plans soigneusement classés, des fosses communes, dans lesquelles s’entassaient pour toujours cinq mille à dix mille « liquidés ». Ce procédé, baptisé « netto y a ge du couloir », auquel participa une centaine de milliers de meurtriers encadrés par les quatre mille techniciens des groupes d’intervention, représente la réalisation du slogan *Blut und Boden* (« Sang et Sol »), et le préalable du programme de base de la colonisation et le stade ultime de divers problèmes appelés : la solution finale, la solution du problème russe, polonais, tchécoslovaque, yougoslave, etc.

Pour des «raisons stratégiques », le Führer envisagea d’ordonner un retrait des troupes allemandes en vue de raccourcir le front. Selon lui, l’avance des Russes et la découverte des fosses communes pourraient servir de propagande contre le Reich. Puisque Himmler et Heydrich disposaient de fichiers bien tenus des «pertes ennemies », sur les fronts de la guerre raciale ou biologique, rien de plus facile que de constituer des commandos d’esclaves chargés d’accomplir cette besogne. Pour ce travail confidentiel, Heydrich fit appel à Paul Blobel, un ingénieur de Düsseldorf, déjà familiarisé dans la destruction massive des êtres humains et l’usage de la chambre à gaz. Blobel organisa une quantité de groupes appelés Commandos 1005, qui se mirent à déraciner les arbres plantés au-dessus des charniers, souvent approfondis par la décomposition des cadavres. Les Commandos 1005 partaient du principe que les participants à cette action secrète étaient des condamnés à mort potentiels une fois leur travail accompli. Sur les mille fossoyeurs malgré eux, pas un seul ne devait survivre ; seuls les cinq hommes de confiance qui s’occupaient de la disparition générale des fosses connaissaient les dessous de l’affaire. On promit aux malheureux fossoyeurs une récompense en nourriture et également la possibilité de libération ou d’enrôlement dans des commandos de « travailleurs civils étrangers ».

Mais, une fois les fosses ouvertes et les cadavres entassés sur des bûchers, on constata la non-efficacité du procédé pour une incinération complète. Les ossements transportés vers les rivières ou enterrés dans des forêts créaient un problème supplémentaire. Blobel essa y a alors, comme il l’expliquera devant les

juges de Nuremberg, d’utiliser de grandes quantités de dynamite afin de détruire les cadavres. Mais ce procédé se révéla, lui aussi, inadéquat pour maquiller totalement le forfait.

Blobel en vint à l’idée de construire à Hanovre des « moulins » permettant de transformer les ossements en poudre que l’on disperserait dans les rivières et les champs. Cependant, Heydrich ne se montra pas très content du rapport Blobel, le résultat restant inférieur à la norme exigée. Le Führer, lui aussi, demandait une explication quant au retard des Commandos 1005, entreprise de liquidation des charniers géants devenus de plus en plus gênants.

L’opération fut baptisée « *Pharaonengräber* » (Tombeaux des pharaons), selon une inspiration d’Heydrich, rapportée par l’ancien SS Walter Hagen (Willi Höttl). L’expression se référait à une pratique de l’Égypte ancienne. Selon les déclarations de Blobel devant le tribunal militaire de Nuremberg, Heydrich lui reprocha lors de leur dernière rencontre de ne pas travailler assez rapidement et efficacement à effacer les traces des fosses communes dans les territoires polonais et russe occupés. Il menaça même de le remettre au chef de la Gestapo, Müller, ce qui signifiait l’envoi dans un camp de concentration et la liquidation.

Le témoignage de Blobel devant le tribunal de Nuremberg rapporte comme suit les propos d’Heydrich : «Vous n’avez pas encore assez bouffé pour prendre du ventre. Vous êtes un lâche qu’on pourra mieux utiliser dans une manufacture de porcelaine… et cela si je prends des égards avec vous. Cependant, j’enfoncerai votre nez encore plus profondément dans cette affaire. Présentez-vous immédiatement chez le Gruppenführer Müller[am] ». Or, Müller, le chef de la Gestapo, pouvait exiger davantage de travail, des résultats plus efficaces des Commandos 1005, et envoyer Blobel, le cas échéant, dans un camp de concentration. Ces déclarations de Blobel représentaient aux juges le drame de cet homme qui semblait leur dire : « Messieurs, mettez-vous à ma place, j’ai travaillé sous les ordres d’Heydrich et de Müller ! » Et il ne faut pas oublier non plus qu’Heydrich expédia de Paris en Ukraine son ami Max Thomas, à qui il confia aussi la tâche de s’occuper personnellement des activités accomplies par Blobel et ses nombreux Commandos 1005.

Après la défaite de Stalingrad, le travail des Commandos 1005 deviendra l’un des «secteurs vitaux pour la nation » allemande désireuse d’arriver à la conclusion d’une paix dans un avenir proche.

En même temps qu’Heydrich incitait ses hommes à accélérer le rendement des Commandos 1005, il recevait Eichmann, Höss, Globotschnik, Pohl, Rauff et

d’autres lieutenants chargés de perfectionner les actions dépendant du « front de la solution finale ». Sur les onze millions de Juifs dans le monde, selon les estimations du généralissime de la guerre raciale, il fallait en extirper cinq à six millions pendant la guerre déjà. Or, au mois de mai 1942, la déportation des Juifs habitant les pays occidentaux se trouvait à l’ordre du jour.

Les «mesures de représailles » prises contre les Juifs et les marxistes à la suite des attaques non éclaircies contre le Reich allemand ou contre les membres de sa force d’occupation dépendaient en principe de la compétence du commandement de l’armée dans les pays occupés. Mais, en 1942, les représailles furent réservées aux SS et à leurs organisations subordonnées, le SD et la Geheime Feldpolizei. La forme des actions de représailles et leur importance numérique relèvent désormais du domaine des SS. Heydrich est chargé d’introniser en France un «envoyé du seigneur », c’est-à-dire d’y nommer un responsable qui prendra aussi sous son contrôle la déportation effective des Juifs. On comprend que la nomination à Paris d’un fondé de pouvoir d’Himmler suscita chez les militaires en place et dans la police française des mouvements de scepticisme. Les metteurs en scène berlinois prévo y a ient cette réaction. Le chef de l’administration principale de la sûreté du Reich, Reinhard Heydrich lui-même, prend l’avion pour Paris au début de mai 1942 afin de remettre la France, suivant le modèle tchécoslovaque, entre les mains d’un homme qui a sa confiance.

À l’aéroport du Bourget, le haut personnage est reçu par Rudolf Schleier, conseiller de l’ambassade d’Allemagne à Paris, et par le Standartenführer SS Knochen, chef à Paris du SD. Le but de ce vo y a ge est l’installation officielle du Haupt-Führer des SS et de la police, le Gruppenführer SS Karl Oberg.

Cet ex-marchand de cigarettes, né en 1897, est l’homme qui convient à ce poste clé. Fils d’un professeur d’Hambourg, volontaire de la Première Guerre mondiale, il a abandonné ses études en cours de route et s’est comporté, dès les premiers jours, en champion fanatique de l’ordre nouveau en Allemagne et en Europe. Comme Heydrich, il a vécu l’expérience du combat dans les corps francs et participé au putsch de Kapp. Il présente toutes les conditions nécessaires à la réussite dans la tâche qu’on lui confie. Il s’arrangera pour que les déportations suivent un cours régulier, sans incidents, et pour repousser encore plus loin les limites du « traitement spécial ». Oberg représente le type exemplaire du fonctionnaire de son ordre nouveau.

Heydrich profite de son séjour à Paris pour conférer avec le secrétaire général de la police française, René Bousquet, sur la collaboration de deux polices, allemande et française.

Il fréquente le quartier général de la Wehrmacht dans l’élégant hôtel *Ritz*. Entouré de ses fidèles, il discourt sur la nécessité, maintenant que se déroule à l’Est la « lutte fatidique », de briser toute résistance en France. Car il ne perd pas de vue l’essentiel: « La victoire sur l’URSS est indispensable à la solution finale et à la poursuite de la guerre sur l’Atlantique contre l’ennemi judéo-bolchevique. »

Il négocie également avec les représentants du gouvernement de Vichy, les conseille quant à la façon de résoudre les problèmes de la collaboration, leur donne des directives sur la politique à suivre à l’égard des groupes de collaborateurs, s’informe des arrestations des Juifs promis à la déportation.

Dans Oberg, qui lui est tout dévoué, il a trouvé l’homme de main sur lequel il peut compter et qui réussira à tenir la France en main. On peut faire confiance à un tel personnage : les déportations et les exécutions vont prendre enfin le rythme voulu. Il sera nécessaire de renforcer le contingent du service de la sûreté. Une des premières mesures prises par Oberg dès son entrée en fonction consistera dans la mobilisation de la police secrète de l’armée qui viendra s’ajouter à la sûreté et à la Gestapo. Il établira également une distinction très nette entre la police de l’ordre public et la police de la sûreté.

Enchanté de l’accueil cordial qu’il reçoit à Paris, peu impressionné par l’attitude hésitante de ses partenaires français, et convaincu que le problème local peut être résolu sur le modèle de celui du protectorat, Heydrich retourne à Prague. La chasse aux Juifs et aux résistants battra alors son plein, et son intervention en France se soldera, lorsque le grand jour des comptes viendra, par trente mille morts et cent cinquante mille déportations. Seulement trente-cinq mille déportés reviendront.

Pendant que le protecteur intérimaire, installé dans son cabinet de travail, supervise l’anéantissement en Europe de tout ce qui est non aryen, ses subordonnés, suivant ses désirs, préparent la splendide représentation musicale qu’il va donner en l’honneur de son père, le compositeur, au Waldsteinpalast (le palais de Wallenstein), le 26 mai 1942, la veille de l’attentat.

Il a choisi personnellement les interprètes des créations paternelles. Avec son opéra pseudo-wagnérien, *Amen*, Bruno Heydrich peut enfin adresser son message non seulement aux Allemands, mais à tous les peuples liés au Reich. Le héros, Reinhard, réunit en lui toutes les vertus germaniques. Et le Reinhard véritable, le fils du compositeur, a su tirer mieux que personne les conséquences des doctrines wagnériennes. Et ces conséquences sont effro y a bles. Voici le

vice-roi du César germanique, gouverneur de ce pays destiné à servir de modèle à l'Europe nouvelle, trônant au premier rang d'une assistance qui tend l'oreille avec attention. Et il écoute la vibration pathétique provoquée par l'œuvre de son père. Sans se douter que des patriotes tchèques ont juré de se venger demain, il arrose au champagne la soirée du concert et annonce pour l'année en cours la victoire finale. Il se prend pour un mécène et se considère juge du tribunal expiatoire de son Führer, champion d'un nouvel ordre mondial.

Heydrich emportait dans sa serviette tous les dossiers préparés en accord avec Himmler, dossiers nécessaires en vue de la rencontre d'une impérieuse nécessité prévue pour le 29 mai avec Hitler à la chancellerie du Reich. Le 28 mai, le chef de la sûreté aurait dû rencontrer, selon le programme, Himmler et les responsables des différents projets suggérés par le Führer et destinés à son approbation définitive. Ceux-ci concernaient l'effort industriel, la création de nouvelles usines pour l'augmentation de la production de chasseurs et l'accélération des mesures de fabrication des « armes secrètes » dans les ateliers se trouvant sous le contrôle des SS et avec l'emploi de la main-d'œuvre des déportés. Himmler et Heydrich, avec leur conseiller technique principal Kammler, songeaient aux ateliers souterrains dans les Alpes et dans la montagne du Harz en Allemagne centrale (Dora). Autres projets de compétence SS : la déportation massive des Juifs de l'Europe occidentale et les « actions spéciales » en France, Espagne et Russie. Hitler avait signé le 28 mai la directive pour la préparation d'une éventuelle action militaire en direction de la France non occupée sous le nom de code « Anton ». Jusqu'à ce jour-là, ce plan portait la désignation « Attila ». Mais comme Hitler préparait son discours aux officiers du 30 mai, dans lequel il décrirait Staline sous les traits d'un nouveau Gengis Khan, il n'était pas opportun d'étiqueter sa propre entreprise Attila. Ce même jour, le Führer rebaptisa le plan « Isabella » prévo y a nt des contre-mesures en Espagne ; il figura dès lors sous le nom de plan « Ilona[an] ».

Heydrich fut le chef d'orchestre des virtuoses s'infiltrant dans le territoire non occupé de la France, en Espagne et au Portugal. Au moment où Hitler réalisait son projet Braunschweig[ao] la poussée vers la Volga et le Caucase, Himmler et Heydrich craignaient d'éventuelles complications en Europe occidentale et en Afrique du Nord, étant données les déportations de Juifs et les activités de la Résistance en France.

Mais les commandos spéciaux du SD et des SS furent aussi indispensables afin de s'emparer des puits pétroliers à Bakou, Grozny et Maikop. Les SS envisageaient aussi des actions subversives en Irak, en Iran et même aux Indes.

Le 28 mai, Hitler recevait dans son quartier général *Wolfschanze* (« le repaire du loup») l'émigré indien Subhas Chandra Bose, qui promettait une insurrection aux Indes. Le lendemain de ces grands préparatifs, Heydrich n'aura plus l'occasion de faire un formidable tour d'horizon de l'Europe occupée ni d'assister au déroulement de la solution finale; il n'obtiendra pas l'approbation d'Hitler pour les «actions spéciales » prévues en cas d'occupation de la France et de l'Espagne et de la poussée de la Wehrmacht au-delà du Caucase, en Irak. À son chevet se trouveront des médecins renommés : Sauerbruch, dépêché par Hitler, et Gebhardt, ami d'Himmler. Après la rencontre décisive avec leurs experts et avec le Führer, Heydrich et Himmler voulaient assister, le 30 mai, au grand meeting du Sportpalast à Berlin, où Hitler prononcera devant dix mille lieutenants de la Wehrmacht un discours galvaniseur. Hitler se glorifiera d'avoir sauvé le Reich et l'Europe en attaquant l'Union soviétique, car l'armée rouge se préparait à envahir l'Occident.

À l'heure où ses troupes se ruaient vers Stalingrad et le Caucase, Hitler nommait dès réception de la nouvelle de l'attentat le remplaçant d'Heydrich : Kurt Daluege, chef de la police de maintien de l'ordre. Le sténographe du Führer, Ludwig Krieger, racontera après la guerre la colère d'Hitler, comme d'ordinaire en pareil cas : il prit à partie violemment Churchill et Roosevelt, soulignant par là qu'il défendait le Reich et l'Europe contre les « assassins » à la solde des ploutocrates, complices du «nihilisme judéo-bolchevique ».

Si l'on peut se fier à l'authenticité des notes rédigées par Henry Picker, le chef d'État et commandant suprême des forces armées du Reich n'aurait fait aucune allusion, dans ses longues conversations avec les officiers, au cas Heydrich, sauf le 4 juin, jour de la mort du superpolicier, et, encore, en lui reprochant son imprudence de s'être promené à Prague en voiture découverte, alors que ses ennemis le guettaient partout. Selon Picker, le 27, Hitler aurait monologué lors des repas sur des problèmes concernant la construction des navires de guerre, des façades d'hôtels à Munich, des infractions aux douaires des femmes. Le 28, toujours entouré par ses militaires, Hitler n'aurait pas encore prononcé le nom d'Heydrich. Il se serait amusé à plaisanter sur un dispositif antimoustiques inventé par Bormann. Le 29, à midi, donc le jour du rendez-vous manqué dans la chancellerie, où Hitler aurait certainement retenu à table ses deux hôtes Himmler et Heydrich, le Führer se serait toujours diverti, cette fois-ci avec Goebbels, en discutant le projet d'un film sur Lola Montez, l'amie du roi Ludwig Ier de Bavière, et qui termina sa carrière comme star d'un cirque américain.

L'omission complète du nom d'Heydrich, à l'agonie, par Hitler, devant ses

officiers et en présence de Goebbels, n’est-elle pas surprenante ? Ne pouvait-il en parler, même pour seulement se déchaîner et déclarer que la guerre totale s’avérait le seul moyen d’extirper la ploutocratie et le bolchevisme ? Non, aucune allusion ne fut faite. Hitler, selon Henry Picker, évoqua pourtant, en passant, le problème juif, car il ne savait pas où envoyer ces « indésirables » : en Sibérie ou en Afrique ?

Donc, à l’époque où des milliers et des milliers de trains transportaient déjà ces mêmes Juifs vers les lieux de leur « concentration », les ghettos en Pologne et les «camps de destruction », Auschwitz par exemple, Hitler aurait ignoré tout de ce mouvement, de cette déportation gigantesque, ne prononçant pas une seule fois le nom d’Heydrich. Hitler, si paisible, prétend Picker ! Le Führer, un intellectuel par excellence, connaisseur des arts plastiques, amateur de musique, de littérature et de cinéma et, bien entendu, érudit en Histoire et en stratégie. Picker a édifié un monument en l’honneur d’Adolf Hitler, en « rapportant » les soi-disant «propos de table » qui montrent, surtout aux générations à venir, le génie du César nazi, l’exemple même d’un homme chez qui tout le monde pouvait apprendre quelque chose, mais qui négligea régulièrement de traiter le problème brûlant à l’ordre du jour. Rien d’extraordinaire, car on sait que dans ces mêmes «propos de table », Hitler apparaît aussi en témoin principal soutenant sa propre cause dans l’affaire des grandes provocations, telles que l’incendie du Reichstag, le massacre du 30 juin 1934, la machination contre von Blomberg et von Fritsch, l’attentat de la Bürgerbräukeller et le vol de Rudolf Hess vers l’Angleterre[ap].

Lorsque ce matin fatidique, vers 10 heures 30, Gabcik rejeta son manteau pour braquer son arme sur Heydrich, le mécanisme s’enra y a , et la seule pensée qui lui vint fut : « La providence va-telle vraiment préserver cet assassin ? »

Mais avant que Heydrich et son chauffeur Klein, tous deux en uniforme feldgrau, aient pu se lancer à sa poursuite, Kubis lançait sa bombe. C’était une grenade spéciale Mills, qui explosa sous la roue arrière-droite du cabriolet Mercedes. Heydrich demeura sur place, grièvement blessé. Klein, son chauffeur, se mit à courir après Kubis qui s’enfu y a it… En vain. Les deux Tchèques disparurent dans le trafic de ce faubourg de Prague.

On connaît l’odyssée de ces deux parachutistes, les circonstances de l’attentat, l’enquête criminelle et les efforts désespérés des deux hommes pour échapper à la Gestapo. Nous connaissons aussi le nom du traître qui s’empressa de dénoncer aux autorités les deux agents venus d’Angleterre : Karel Gurda. Les deux patriotes se réfugièrent dans l’église de Saints-Cyrille-et-Méthode, dans la

Resselgasse. Des prêtres les cachèrent dans la crypte.

Le matin du 18 juin 1942, pas moins de sept cent cinquante SS encerclèrent l'église. Les hommes du service de la sûreté obligèrent l'un des prêtres à leur servir d'intermédiaire auprès des deux reclus qui préférèrent mourir plutôt que de se rendre. L'un fut tué au cours du combat sur les lieux mêmes : le second, grièvement blessé, mourut quelques jours plus tard. Tous les prêtres compromis, l'évêque Gorazd et ses collaborateurs furent condamnés à mort et exécutés[257].

Le destin voulait qu'Heydrich mourût de la main de cette «horrible classe dirigeante » tchèque qu'il souhaitait exterminer. Nous connaissons aujourd'hui dans tous ses détails les dessous de l'attentat et de son organisation. Aucun doute ne subsiste : l'opération a été projetée et conçue par le gouvernement tchécoslovaque exilé à Londres et que présidait Edvard Benes. Son organisateur fut Frantisek Moravec, chef des services secrets tchèques, qui s'était enfui à Londres avant l'arrivée des Allemands à Prague en emportant plusieurs coffres d'archives secrètes. Après l'assassinat de Rudolf Formis, il fit des services secrets allemands et de leur activité en Tchécoslovaquie son principal sujet d'études. C'était à lui qu'Otto Strasser, interrogé sur les motifs de son action contre le Reich nazi, répondit : « Chacun fait ce qu'il peut pour son pays. »

Moravec, qui haïssait Heydrich, étant pour lui l'incarnation même du démon, a répété ces mots d'Otto Strasser aux deux parachutistes tchèques, Jan Kubis et Josef Gabcik, en les recevant à Londres pour leur confier la tâche glorieuse d'éliminer le plus cruel ennemi de leur peuple et prouver ainsi à tous qu'aucun tyran n'accomplit ses crimes sans être châtié[258]. Les deux patriotes tchèques reçurent d'abord en Angleterre une formation spéciale. La nuit du 28 au 29 décembre 1941, avec deux autres groupes, ils avaient sauté en parachute d'un Halifax au-dessus du protectorat. Jusqu'au 27 mai 1942, ils attendirent dans la clandestinité, préparant tout pour le succès de leur mission.

Face aux représailles de la sûreté et de la Gestapo, qui secouèrent l'ensemble du Protectorat, une partie de la population condamna l'attentat. Beaucoup pensèrent qu'il n'influencerait en rien le cours de la guerre, et qu'on fournissait aux nazis un prétexte pour faire subir une persécution cruelle aux travailleurs et à l'intelligentsia du pays.

Après la guerre, une discussion s'éleva de nouveau sur le sens et les motifs de cette opération. Jusqu'à nos jours, ni le gouvernement britannique ni le gouvernement tchèque n'ont fourni d'explication autorisée. Des historiens de gauche ont prétendu que le gouvernement tchèque en exil formula consciemment

l’ordre d’exécuter Heydrich sans considérer les représailles prévisibles, dans le dessein unique de renforcer sa position. Certains allèrent jusqu’à accuser les exilés de Londres d’avoir organisé l’attentat pour provoquer dans le pays un règlement de comptes entre nazis et marxistes[259]. D’autres historiens sont d’avis qu’en apprenant les mesures effro y a bles prises en vue de la solution finale du problème tchèque, le gouvernement en exil à Londres a donné l’ordre d’infliger au chasseur d’hommes et au meurtrier qu’était Heydrich un sort digne de lui. Et il existe une autre thèse, d’après laquelle Moravec, le chef des services secrets tchèques à Londres, exigea la disparition d’Heydrich parce que son meilleur agent, Paul Thümmel, venait d’être arrêté à Prague. Cette thèse est insoutenable: en effet, les deux parachutistes guettaient Heydrich depuis la fin décembre et détenaient déjà l’ordre de le tuer. Thümmel, après son arrestation et sa mise au secret, avait été remis en liberté. Il devait être arrêté de nouveau le 20 mars 1942.

La vérité est beaucoup moins compliquée : les crimes de Reinhard Heydrich s’accumulaient de telle sorte que l’Intelligence Service et les services secrets tchèques n’eurent bientôt plus qu’un objectif: le supprimer. C’était aussi un moyen de montrer que les « meilleurs services secrets du monde », comme disait Heydrich, ne pouvait protéger son maître contre le châtiment qu’il méritait.

Il est établi aujourd’hui que la mort d’Heydrich n’a apporté aucun changement au cours effro y a ble du génocide. En tant que généralissime de la guerre raciale, il avait installé son poste de commandement au château de Prague. Il ne lui a pas été accordé de participer à la chevauchée vers l’Oural et le Caucase. En revanche, peu avant sa mort, il a appris dans tous les détails que la Wehrmacht venait de subir une première défaite devant Moscou. Six mois après la cérémonie solennelle qui eut lieu à la chancellerie du Reich en l’honneur de l’irremplaçable chef de la sûreté, une autre défaite allait se produire, celle de Stalingrad. Mais ni l’insuccès devant Moscou ni l’échec de Stalingrad n’infléchirent la volonté du gouvernement du Führer : poursuivre la solution finale avec toutes ses implications.

Cette tentative de génocide a duré trois ans et demi. Elle a été conçue et organisée à fond. Il est vrai qu’elle n’a pu se dérouler que parce que toute l’Europe se trouvait sous le joug de la Wehrmacht et des SS. Après la mort d’Heydrich, la gigantesque machinerie a continué à fonctionner sans son architecte, mais le chef du service de la sûreté ne fut ni l’inventeur ni l’édificateur du nazisme. Reinhard Heydrich, l’homme qui dirigeait la guerre raciale, n’a été qu’un élément essentiel de la guerre totale d’anéantissement préparée par les nazis. En 1942, Heydrich a été châtié comme il devait l’être ;

ses maîtres sont morts trois ans après, soit dans le blockhaus de la chancellerie du Reich, soit pendus comme criminels de guerre à Nuremberg.

Le panégyrique d'Heydrich fait par les journaux nazis saluant l'« œuvre » de la Gestapo et des SS en Bohême-Moravie se transforma brusquement en requiem de l'irremplaçable stratège des services secrets et de la doctrine de la race. Deux nouvelles allaient se succéder : celle de l'attentat, le 27 mai, contre le protecteur intérimaire, et, quelques jours plus tard, le 4 juin, celle de sa mort.

C'est à Horst Böhme, chef de la Gestapo, qu'échut la triste obligation de se rendre à la résidence familiale d'Heydrich et d'annoncer à la châtelaine, sa femme, que le protecteur avait été victime d'un attentat. Mais l'action entreprise par ses soins en Bohême et en Moravie ne s'éteignit pas avec lui. Des élèves dociles et des compagnons de lutte tout dévoués allaient le venger.

La première réaction d'Himmler en apprenant l'attentat fut la suivante :

« Parmi les dix mille otages prévus (il faut) arrêter surtout la totalité de l'intelligentsia oppositionnelle. »

La grande rafle eut des résultats immédiats : treize mille cent dix-neuf personnes arrêtées, deux cent trente-deux fusillées pour avoir approuvé l'attentat, quatre cent soixante-deux exécutées pour défaut de présentation à la police ou pour possession d'armes prohibées.

Mais cette grande rafle ne fut que le complément de l'anéantissement du village de Lidice, où les SS tuèrent les hommes, envoyèrent les femmes dans des camps de concentration et déportèrent leurs enfants en Allemagne. Après l'opération, le village n'existait plus, et ses quatre cent quatre-vingt-trois habitants avaient disparu. En Bohême et en Moravie, la chasse à l'homme se poursuivit. La « heydrichiade sanglante » qui avait commencé avec l'arrivée du vice-roi, fin septembre 1941, ne s'interrompit plus.

Heydrich, dans son discours du 2 octobre 1941, ne dissimula pas qu'il exigeait « l'anéantissement de l'horrible classe dirigeante » tchèque, surtout de l'intelligentsia.

Le chef de l'administration principale de la sûreté du Reich eut donc le privilège, grâce à cet attentat, d'être célébré comme martyr du Corps noir et déclaré héros du national-socialisme, par le Führer lui-même, le 9 juin 1942, au cours de funérailles nationales en grandes pompe. L'un des invités pleurait auprès du cercueil : le maître du défunt, l'amiral Wilhelm Canaris.

La mort d’un « lion »

Le destin n’épargna pas Canaris, victime d’une mort atroce. Le maître d’Heydrich soutint la politique d’Adolf Hitler jusqu’à l’attaque contre la Pologne. Ex-monarchiste et nationaliste, il ne vo y a it certainement pas d’un mauvais œil l’écrasement de ce pays voisin. Pour lui aussi, l’expansion à l’Est, la « conquête de l’espace vital » ne constituaient que la poursuite de l’impératif historique, le *Drang nach Osten* (« la poussée vers l’Est »). Mais cet officier conservateur comprit rapidement que le Führer ne mènerait pas la guerre que lui-même et d’autres officiers estimaient légitime. Défavorablement impressionné par son ancien élève Heydrich, quand celui-ci lui déclara, en septembre 1939, qu’il faudrait pendant la campagne de Pologne éliminer les curés, les intellectuels, les militaires, les nobles, tous susceptibles de guider un peuple, le «Lion de mer » ex-formation du «cadet Heydrich » commença à réfléchir. Par la suite, Canaris connut les atrocités commises par les Einsatzgruppen. La liquidation sans pitié des adversaires et de larges couches de la population provoqua en lui une crise de conscience. Il se sentit trompé par son propre élève qui lui affirmait auparavant que l’antisémitisme ne servait que de défense psychologique afin d’empêcher la juiverie internationale de s’opposer à la politique de la «révision générale » en Europe. Canaris, chauvin et fort peu prosémite, comme tant d’autres officiers, trouva même tout à fait normal qu’on marquât les Juifs d’une étoile jaune. Selon lui, « c’était la seule possibilité de protéger l’État contre les sabotages ». Mais lorsque Canaris s’aperçut que l’Angleterre ne conclurait jamais la paix malgré la «promenade splendide » de la Wehrmacht vers Varsovie, il comprit que le « netto y a ge du couloir vers Moscou, pratiqué par Hitler, Himmler et Heydrich, provoquerait non seulement une cassure définitive avec l’Occident, mais encore qu’il mobiliserait l’opinion mondiale contre la barbarie de l’Allemagne. Il prévo y a it que son élève accomplirait une besogne de nature à favoriser une alliance entre l’Angleterre, la France, les USA et l’URSS. C’est pourquoi il répéta plusieurs fois à ses collaborateurs à propos des massacres perpétrés en Pologne et en Russie : «Un État pratiquant de pareilles atrocités ne peut pas gagner la guerre, et la nation tout entière subira la condamnation et les conséquences résultant d’une telle politique. »

Canaris, qui comptait dans son entourage et parmi ses collaborateurs un certain nombre de défenseurs de l’idée d’un Grand Reich allemand, dans leur for intérieur hostiles à la politique d’Hitler, songea, grâce à la relative indépendance de l’Abwehr, à pratiquer une diplomatie secrète susceptible de persuader les

gouvernements britannique et américain de ses bonnes intentions en vue de mettre fin à la guerre et aux massacres qu’elle provoquait.

Canaris s’était évidemment au préalable assuré qu’Hitler et qu’Himmler lui permettraient d’entreprendre cette action, en prétextant vouloir désorienter les «fauteurs de guerre»àLondres et semer la discorde entre les USA et l’Angleterre. Bientôt, les agents de l’Abwehr trouvèrent dans cette guerre secrète les moyens de s’organiser et même d’envisager l’établissement d’un gouvernement démocratique une fois la guerre finie. L’un des inspirateurs de ce groupe fut le colonel Hans Oster, chef de l’Abteilung Z (section Z), responsable du fichier des «hommes de confiance » (agents secrets), des archives et, encore plus important, du bureau ZB *Aussenpolitische Berichterstattung* (centre de communication sur les rapports politiques avec l’étranger). Son responsable était Hans von Dohnanyi, un juriste qui, jusqu’en 1939, occupa des positions importantes au ministère de la Justice. Canaris l’avait choisi, car il passait pour chrétien et patriote, mais adversaire des nazis. Dohnanyi était marié à la fille du célèbre psychiatre Karl Bonhoeffer, expert médical au procès de l’incendie du Reichstag, et dont l’un des fils Dietrich, passait pour un ami des Anglais et entretenait des relations multiples outre-Manche. Dietrich Bonhoeffer fut pendant un certain temps pasteur de la communauté allemande à Londres. Dohnanyi, pour sa part, chargea son beau-frère d’entamer des contacts avec les représentants de l’Église protestante à l’étranger, et même avec le Vatican. Les deux conspirateurs collaboraient étroitement avec l’homme politique catholique Josef Müller, confident de l’Abwehr, chargé surtout des relations avec la cour apostolique de Rome.

Après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord et la défaite de Stalingrad, Himmler et son entourage commencèrent à chercher des contacts directs avec les Anglais et les Américains, car ils estimaient légitime d’entamer des pourparlers. Les SS détenant des millions de Juifs dans leurs griffes, Himmler cro y a it posséder le moyen de s’entendre en pratiquant un chantage. Il envo y a à Stockholm son masseur Felix Kersten mener des conversations avec les organisations juives sur le sort de leurs coreligionnaires. Le Reichsführer s’annonçait prêt à les transférer dans des pays neutres.

Le *spiritus rector* de l’opération fut Walter Schellenber, responsable de l’espionnage du Reich à l’étranger. Schellenber, mêlé précédemment à toutes les provocations manigancées par Heydrich, jugeait la guerre perdue. Il poussa Himmler à des entretiens secrets avec les pays neutres et les alliés occidentaux. Canaris, Oster, von Dohnanyi et Bonhœffer, qu’on ne comptait plus parmi les

inconditionnels du IIIe Reich, apparurent soudain non seulement suspects, mais comme des concurrents dangereux dans la course à la paix vers les Anglais.

Évidemment, on ne pouvait arrêter sans preuves Canaris, ancien ami d'Heydrich, pour qui Hitler gardait toujours de l'estime. En revanche, il était urgent de se débarrasser de Dohnanyi et de Bibgiffern, qui jouissaient de la confiance des cercles conservateurs persuadés que les Alliés ne concluraient jamais une paix avec Hitler ou avec des hommes jouissant de sa confiance. Surtout après Casablanca, où Churchill et Roosevelt proclamèrent qu'ils ne signeraient jamais la paix avec les nazis, Himmler et Schellenberg commencèrent à comploter contre l'Abwehr. Dès l'automne 1942, plusieurs agents de l'Abwehr furent arrêtés sous l'inculpation de malversations et de transferts illicites de devises. Il ne fut pas difficile à Schellenberg de persécuter son adversaire Dohnanyi par ce moyen, puisque le responsable du service étranger de l'Abwehr disposait de fonds secrets et qu'il envo y a it à l'étranger son beau-frère Bonhœffer. Canaris tomba en disgrâce, mais Hitler désirait encore l'utiliser auprès des services secrets italiens et espagnols. Oster, d'abord muté dans un autre service, fut après le 20 juillet 1944 arrêté lui aussi. On incarcéra Dohnanyi dans le *Zellenbau* (« prison cellulaire ») du camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen. Il y tomba malade et fut soigné dans la baraque II de l'infirmerie. C'est ainsi que ses codétenus eurent souvent l'occasion de s'informer à son propos. Dohnanyi ne cacha pas à deux prisonniers norvégiens que le plan des résistants consistait à renverser Hitler et conclure une paix avec les puissances belligérantes. Selon Dohnanyi, Hitler aurait envoyé Rudolf Hess à Londres pour s'assurer la paix à l'Ouest pendant qu'il préparait son attaque contre l'URSS. Il certifia également que Canaris s'était écarté de son ami Heydrich après les massacres de Pologne, et surtout après ce qu'il apprit sur la persécution des Juifs et des Russes en 1941 et en 1942. Pour Dohnanyi, Heydrich avait été un criminel qui, par l'entremise d'Himmler, collaborait directement avec Hitler.

Dohnanyi affirma à ses camarades du camp que les nazis ne lui feraient pas de procès, car il en savait trop sur leurs crimes et machinations, mais qu'ils le liquideraient clandestinement en faisant savoir à sa famille qu'il avait succombé à une crise cardiaque. Il se trompait! Au début d'avril 1945, Dohnanyi fut transporté sur une civière dans une baraque de l'administration du camp. Un tribunal *ad hoc*, composé de trois « juges », parmi lesquels le commandant du camp Anton Kaindl et un envoyé du chef de la Gestapo, Müller, condamna Dohnanyi à mort pour trahison. On le transporta après le «jugement» dans l'enceinte du crématoire où un bourreau SS lui tira une balle dans la tête.

À la même époque, au camp de concentration de Flos-senbürg, un « tribunal spécial », semblable à celui d'Oranienburg, condamna à mort Canaris et Bonhoeffer. Ce fut Schellenberg lui-même qui, après l'attentat du 20 juillet 1944, arrêta Canaris. Le 9 avril 1945, le « Lion de mer », ex-professeur d'Heydrich, âgé de cinquante-huit ans, dût monter nu sur un tabouret de bois afin que le bourreau pût lui passer la corde au cou. D'un coup de botte, un SS repoussa le tabouret. Ainsi fut exécutée la sentence du *Sondergericht* (« tribunal spécial »), réuni à Flessenbürg sur l'ordre du Führer. Avec Bonhoeffer, les SS appliquèrent le même cérémonial.

Canaris et Dohnanyi, opposants à Hitler, redoutables détenteurs de secrets du IIIe Reich, condamnés à se taire pour toujours pendant que Himmler et Schellenberg poursuivaient leurs conversations avec les alliés, terminèrent leur existence comme «traîtres au pays».

La mise à mort de Canaris se déroula dans l'enceinte du crématoire de ce camp où, auparavant, les esclaves, tailleurs de pierre, façonnaient les blocs de granit de la Ruhmeshalle, Palais de la gloire (la Soldatenhalle).

La guerre secrète totale, déclenchée pour assurer la victoire au Reich, aboutit finalement en 1945 à une défaite totale, sanctionnée les 6 et 9 mai par la capitulation sans conditions.

9

« Le cocher-éboueur du Reich »

On cite souvent le mot d’Heydrich sur les SS et le service de la sûreté : « Ils sont, a-t-il dit, la poubelle du Reich[aq]. » De même que fonctionne partout un service de nettoiement, service indispensable à l’hygiène des populations, de même les SS mènent à bien une besogne répugnante, mais qu’ils exercent avec fierté! Heydrich, lui-même, se considérait comme le « cocher-éboueur du Reich », et ses adjoints qui collaboraient régulièrement à sa revue Kriminalistik se sont plu à répéter que cette activité, repoussante au premier abord, leur procurait des « satisfactions humaines et professionnelles », ainsi W. Zirpins dans *Kriminalistik* en 1941. Il s’agit du même commissaire de la police criminelle qui rédigea, après l’incendie du Reichstag, les prétendus aveux de Van der Lubbe. Zirpins fut intégré dans la Gestapo. Par la suite, on le promut responsable de la formation des cadres de la sûreté, la *Sonderschulung*, l’« éducation spéciale ». Il se vit également chargé de combattre la « criminalité juive » dans le ghetto de Lodz, où périrent deux cent mille personnes. Après la guerre, ce valeureux criminaliste apparut en public pour révéler la vérité historique : « Van der Lubbe, le seul coupable. » On peut le dire : Heydrich savait bien choisir ses techniciens ! Son esprit curieux le portait à s’intéresser à toutes les activités et à toutes les disciplines possibles. Ses fonctions l’amenèrent à évoluer dans le labyrinthe des affaires d’État. Sans doute a-t-il voulu, dans ce monde où s’agitaient tant d’experts, être l’élément d’ordre et d’efficacité, le Lucifer de la police de l’État. En outre, par le caractère même du service qu’il dirigeait, destiné à créer les conditions préalables et les instruments de la «Dernière Guerre mondiale de l’Histoire », Heydrich se trouva mêlé aux affaires les plus perfides, les plus macabres.

En emplo y a nt exclusivement les méthodes conventionnelles de la recherche historique, il est impossible d’écrire une biographie réelle et complète d’Heydrich. En effet, quiconque s’y essaie se condamne à ne travailler qu’avec les documents partiels dont on dispose et à s’en tenir aux récits fortement teintés de subjectivité des membres de sa famille, de ses amis et de ses collaborateurs ;

on ne peut comprendre ainsi la vraie nature de ce «personnage satanique » et, par là même, son rôle dans des provocations orchestrées afin de tromper le peuple allemand et l'opinion internationale.

Assurément, Heydrich ne fut pas seulement le bon père de famille et le mari exemplaire que nous présente sa veuve ; il n'a pas été exclusivement le lo y a l camarade de travail que décrivent ses amis. Et il ne représenta pas non plus le supérieur aux capacités extraordinaires que ses collaborateurs firent revivre dans leurs Mémoires et devant les juges du tribunal de Nuremberg. La nature véritable d'Heydrich n'a certainement pas été ce que tant de personnes sont arrivées aujourd'hui à croire. De 1931 jusqu'à sa fin, sa personne a été une « affaire secrète d'État », l'incarnation même de l'être auquel aboutissaient toutes les affaires secrètes du IIIe Reich et qui ne pouvait se développer pleinement que sur le sol nourricier de l'hitlérisme. Quiconque veut décrire cette plante sans connaître ses racines peut arriver à une sorte de trompe-l'œil, sans rapport avec la réalité.

Nous ne prétendons pas avoir pénétré tous les secrets du IIIe Reich et ceux d'Heydrich. Il nous reste à découvrir encore bien des détails et, peut-être, à corriger quelques erreurs.

Cependant, vouloir expliquer Heydrich par quelque complexe antijuif, par un antisémitisme personnel dû au fait qu'il avait lui-même du « sang impur », reviendrait à négliger la nature de l'impérialisme allemand abordant le stade de l'âge de la technique. Ce serait également ramener la conception du monde de l'élite nationale-socialiste à une «défaillance historique » provoquée par l'extravagance de quelques valets-bourreaux.

S'acharner à une telle tentative de « personnalisation » des événements historiques, c'est ignorer les conditions qui ont créé la société allemande dans la première moitié de notre siècle.

La carrière d'Heydrich, son ascension, son triomphe lorsqu'il assume la présidence de la conférence du Wannsee sont liés aux étapes victorieuses du nazisme.

Cette figure clé du IIIe Reich a manifesté son caractère comme aucun autre dieu de l'Olympe en chemise brune.

Ne recourons pas à la méthode qui consiste à sous-estimer l'adversaire, mais essayons plutôt de rendre intelligible ce qui s'est passé, à ceux qui se demandent encore si tout a été vraiment mauvais dans ce IIIe Reich, et comment l'enfant

d’une famille respectable put se métamorphoser en un « Satan à la figure d’homme». Comme l’a écrit Elsa Loew : «Il est inconcevable qu’un enfant bien protégé, élevé dans des conditions familiales régulières, puisse devenir un monstre[ar] ! » Et Mme Loew, qui a donné à Reinhard, âgé alors de neuf à onze ans, des leçons de piano dans le conservatoire de son père, n’est pas la seule personne à se souvenir d’Heydrich enfant, et à constater après la guerre, avec un dégoût grandissant, ce que cette tête blonde de garçonnet bien élevé a conçu et fait par la suite.

Le complexe antijuif, si souvent cité, n’est pas un mot magique qui puisse résoudre le problème d’Heydrich, et cela d’autant plus que personne n’a prouvé qu’il n’était pas un « pur Aryen ». On a évoqué à son propos une prétendue origine juive; certains historiens confirment cette origine non aryenne; les autres la contestent en se fondant sur l’arbre généalogique publié après la mort du tout-puissant chef de la sûreté.

Nous aussi, nous nous sommes posé cette question, mais sans réussir à découvrir cette part de «sang juif». Ce qui est sûr, c’est que son fanatisme, son dévouement sans réserve au national-socialisme et à son Führer germanique n’ont eu nullement pour cause le sentiment conscient ou subconscient de ne pas être de pure descendance aryenne. Heydrich se sentait allemand, un Allemand d’exception même, et il n’a souffert d’aucun complexe à cet égard, si ce n’est celui d’être né « seigneur ». C’est en tant que tel qu’il a joui de la confiance inébranlable d’Hitler et d’Himmler. C’est cette confiance qui l’a mené, lui, le généralissime de la guerre raciale, à occuper les positions les plus élevées dans ce Reich germanique forgé pour dominer le continent.

Naturellement, nous ne revendiquons pas l’honneur d’avoir établi, dans cette postface, le psychogramme complet du chef de la sûreté et de toutes ces figures qui ont gravité dans l’ombre autour d’Hitler. Celui du constructeur des camps de concentration ne sera complet que lorsque nous pourrons lui ajouter le sociogramme de cette élite allemande qui a poussé Hitler au pouvoir, l’y a soutenu et a provoqué, avec lui, la catastrophe. Cela constituera le thème d’une étude qui suivra et que nous mènerons à bien avec le concours de diverses disciplines. Nous aurons ainsi la possibilité d’éclairer plus intensément la personnalité d’Hitler et de ceux qui, semblables à lui, furent les adeptes de la foi nationale-socialiste.

On a beaucoup écrit sur le «soldat Heydrich », le « sportif Heydrich » et, surtout, sur l’« escrimeur Heydrich ». Un historien de Göttingen, Ulrich Popplow, est l’auteur d’une étude qui porte en grande partie sur l’escrimeur; il y

montre de façon convaincante de quelle manière notre personnage a réussi à satisfaire sa soif d'autorité et de prestige grâce à ce sport, et comment il a imposé l'exercice de cette discipline à tous les agents du SD. Il resterait encore à évoquer la figure de l'« aviateur Heydrich » et son idée du rôle de la Luftwaffe dans un « bond » vers l'Amérique.

La complexité d'Heydrich pose sans cesse de nouveaux problèmes à l'analyste en raison de la grande diversité de ses intérêts et de ses activités. D'une certaine manière, on pourrait dire qu'il a été un touche-à-tout.

Grâce à un mélange de dilettantisme et de puissante capacité technique, il a réussi à faire de ses services secrets le levier le plus important du pouvoir de l'État. Le mérite n'en revient pourtant pas à lui seul: cette évolution était déjà en germe dans le national-socialisme. Son ambition maladive et les avantages personnels qu'il se promettait de son avancement le précipitaient infatigablement dans des intrigues nouvelles. Son fanatisme et son caractère implacable brouillaient son regard face aux réalités politiques. Mais il s'entendait avec Hitler et Goebbels sur une dramaturgie parfaite du théâtre du monde. Aussi ont-ils constitué ensemble le triumvirat de l'intrigue et célébré le rituel d'une terreur psychique taillée sur mesure pour des masses fanatisées jusqu'à l'hystérie qu'ils relançaient sans cesse sur le chemin indiqué par l'auteur de *Mein Kampf*.

Les caractères internes et externes du IIIe Reich ont déterminé l'activité provocatrice de la machinerie nationale-socialiste. Heydrich a su s'adapter servilement à son fonctionnement et se rendre indispensable. Et son appétit de privilèges personnels s'est développé simultanément.

Si le grand homme de la police secrète a patienté jusqu'en septembre 1941 pour être promu Obergruppenführer, cette sagesse apparente n'a été rien d'autre qu'une maîtrise de soi, consciente et bien dissimulée. Heydrich fut le seul à bénéficier de certains avantages matériels uniques. Aucun SS de ce rang n'a vécu comme l'a fait le chef de l'administration principale de la sûreté du Reich, en seigneur féodal ou en milliardaire. Heydrich possédait une villa sur le Schlachtensee de Berlin, un appartement dans la capitale, une villa d'été sur l'île de Fehmarn, une chasse dans les landes de Schorfheide : il disposait de plusieurs chauffeurs, de domestiques, de gardes-chasse, sans compter sa propre voiture, son voilier et son canot automobile. C'est dans son avion de sport qu'il se rendait, dès qu'il le pouvait, à Fehmarn.

Cinq ans après l'arrivée des nazis au pouvoir, succès auquel il contribua largement, Reinhard Heydrich menait la vie d'un grand seigneur. Âgé de trente-

quatre ans, son avidité insatiable n'avait pas encore satisfait tous ses désirs. Il acquit alors la propriété d'un nouveau terrain de chasse, bien plus important, le Stolpshof, près de Plauen. Deux cents hectares de terre. Sous prétexte d'une contravention de l'ancien propriétaire à la réglementation de la chasse, il dut céder son bien à l'homme fort des services secrets ! Aussitôt, la propriété s'enrichit de jeunes gibiers, de marcassins et fut équipée de nouveaux sentiers, de sièges pour chasseurs et d'abris.

Les nombreuses parties de chasse données par les Heydrich firent parler d'elles, et l'on racontait que le maître de maison tuait habituellement les laies au couteau, selon la vieille coutume germanique.

Lina Heydrich consacrait une grande partie de son temps à son élevage de porcs et de volailles ; elles possédait sa propre entreprise de conserves de viandes et de légumes. C'est ce que ce couple de parvenus entendait par « faire partie de la communauté populaire».

En automne 1941, la propriété foncière des Heydrich s'accrut une fois de plus, cette fois du château de trente pièces de Jungfern-Breschan, près de Prague. En même temps, des forêts et des chevaux de selle devinrent le bien du vice-roi de Bohême et de Moravie, qui exerçait ses fonctions dans le palais ro y a l de Hardschin et entretenait sa forme physique, dans ses moments de liberté, avec divers professeurs de sport. Seuls Hitler, Göring, Goebbels et Ribbentrop ont mené une vie aussi princière. Le nouvel aristocrate jouissait pleinement de cette existence, sans pourtant lui laisser prendre le dessus sur le trait essentiel, déterminant, de son caractère : la soif de pouvoir.

Ce technicien de la violence s'intéressait autant à la stratégie de la guerre qu'à celle de la vie. L'augmentation du nombre des détenteurs de «qualités héréditaires allemandes » l'a préoccupé tout autant que son maître Himmler. Et il prévo y a it un ensemble de mesures administratives en vue d'une assimilation des Aryens non allemands. La guerre, par une sélection des meilleurs, correspondait déjà à ce but. Ce n'est donc pas par hasard que l'une des opérations d'anéantissement menées à Lublin contre les Juifs se soit déroulée sous le nom de code « Reinhard ». « L'opération "Reinhard" a une importance historique plus grande que le plan "Schlieffen" », a déclaré lors d'une conférence destinée aux gardiens de camps de concentration Oswald Pohl, chef du département principal SS pour l'Économie et l'Administration. Ce n'est pas fortuitement, non plus, que les SS laissèrent survivre les quatre-vingt-seize enfants du village de Lidice, après l'avoir détruit et anéanti ses habitants; on «transféra» ces jeunes en Allemagne dans cet esprit de guerre raciale que le

protecteur intérimaire exposa dans son discours d'arrivée à Prague, le 2 octobre 1941. Seuls vingt de ces enfants ont été retrouvés; tous les autres étaient morts ou «devenus allemands », *eingedeutscht* !

Nous pourrions dire bien des choses sur la police criminelle, instrument du gouvernement, sur Heydrich, l'éditeur d'un périodique scientifique intitulé *Kriminalistik*, sur cette lutte contre la «criminalité juive », idée fixe de ce superpolicier devenu super-criminel. Mais les criminels allemands le devinrent en faisant triompher des conceptions datant de l'ère préhitlérienne.

Valets d'« un architecte raté » ?

Étant donné ce qu'a fait Hitler en Europe et son acharnement à la transformer sur le plan racial, il ne serait guère opportun de parler d'un homme d'État séduit par l'architecture et l'art. Le dictateur fut avant tout imbu de son génie stratégique. Son plus grand désir fut d'entrer dans l'Histoire comme l'unique conquérant a y a nt su éterniser sa conquête, la soumission du globe à la volonté du guerrier allemand. Albert Speer, dans son intention d'amoindrir sa propre responsabilité et tout en reconnaissant une partie de ses fautes, n'a pas expliqué, et il ne l'a pas voulu non plus, pourquoi Hitler devint un empereur sans précédent et à qui incomba la responsabilité de cet « énorme accident historique» dans la longue vie de la nation allemande. Le Reich millénaire qu'Hitler voulut réaliser commit plus de crimes que l'humanité n'en supporta dans les dix siècles précédents; Hitler et son entourage connaissaient parfaitement le volume des hécatombes provoquées par leur violence consciente, par leur *Wille zur Macht* (leur volonté de pouvoir), ce moteur des humains selon Nietzsche. Heydrich l'expliquait ainsi en 1935 au délégué du Comité international de la Croix-Rouge à Berlin, Karl J. Burckhardt, lorsqu'il lui exposait la nécessité d'obéissance absolue de tous les dignitaires de l'État, idée déjà traitée dans l'œuvre d'Heinrich von Kleist, *Le Prince de Homburg* et la Her-mannschlacht. Pour Heydrich, les montagnes de cadavres représentaient le paradigme de la victoire finale.

Les plans architecturaux ne pouvaient s'imaginer sans une conquête du prétendu «espace vital », conquête conçue suivant la maxime *Blut und Boden* (« Sang et Sol ») et de tout ce qu'elle signifiait pour l'avenir du GrossReich. Ce serait méconnaître l'Histoire que de voir le Führer allemand à l'image d'un paranoïaque hanté profondément par ses visions colossales des monuments auxquels il pensait déjà après 1918 ou au moins dès 1925, lorsqu'il fit sa première esquisse du Palais du peuple qu'il rêvait de construire un jour. Mais qu'est-ce qu'une esquisse comparée à son obsession de la «rénovation allemande

», qu’il projeta si précisément dans *Mein Kampf*, écrit la même année. Proclamer Hitler fauteur de tous les maux et cause unique de la catastrophe revient à s’avouer incapable ou incompétent dans l’interprétation des faits historiques. C’est vouloir esthétiser les mémoires d’Albert Speer au lieu d’analyser les nombreuses absurdités que l’architecte nous a léguées dans le seul souci d’expliquer qu’il n’agissait qu’en artiste comme tant d’autres exerçant leur profession dans la technocratie du Reich. Cette explication ne sert qu’à embellir sinon à effacer par la banalisation psychologique l’époque criminelle que l’humanité vécut de 1939 à 1945. Pas question de «paranoïa» chez cet homme capable d’organiser le coup d’État de février 1933, la prise du pouvoir « légale » par une minorité qui construisit en cinq ans la plus puissante armée du monde et qui osa se lancer à la conquête du globe. Ce ne fut pas l’architecture qui poussa Hitler sur ce chemin, mais bien le goût du pouvoir qu’il partageait avec tant d’autres Allemands, le goût de l’impérialisme, de la conquête, de l’agression à l’aide des masses armées, des machines de guerre perfectionnées aptes à surmonter toutes les difficultés dans l’espace et dans le temps. À l’architecture n’incombait qu’une fonction marginale dans cette époque. Il ne faut donc pas passer par les biais de la légende de l’architecte amateur pour tenter d’expliquer le phénomène de la gigantesque machine infernale construite par Hitler et ses technocrates. L’architecte Speer était aussi un expert de la guerre et de la politique de conquête, sinon pourquoi sa nomination par Hitler, le 8 février 1942, après la mort de Fritz Todt, comme ministre de l’Armement et des Munitions ? L’architecte, constructeur de la nouvelle chancellerie, simple auteur de croquis pour de grands monuments, se transforma soudain, par miracle, en un organisateur de la production des machines de guerre et des instruments de l’anéantissement total. Speer, ainsi, devint «par hasard » le technicien d’une destruction aux dimensions planétaires.

Trop de psychologues et d’esthètes analysent l’âme, seulement l’âme, d’un Hitler ou d’un Speer. Mais ils négligent également que le «paranoïaque de la grandeur architecturale » disposait d’excellents experts de la propagande tels que Joseph Goebbels et Robert Ley, d’experts de la terreur tels que Himmler et Heydrich, d’experts de la finance tels que Schacht et Funk, d’experts de la technologie tels que Todt, Porsche, Heinkel ou Kammler, d’experts de l’architecture tels que Trost, Geissler et Speer, d’experts de la guerre tels que les généraux Halder, Jodl, von Brauchitsch, von Rundstaedt, von Paulus, von Kluge et von Manstein. Et que dire des légions d’écrivains, de juges, de professeurs d’université? Le choix de ces technocrates prouve déjà qu’Hitler jouissait du don d’utiliser la «génialité de l’élite allemande ».

Hitler ne fit pas construire de châteaux dans les nuages, ses technocrates lui proposèrent toujours des plans bien concrets qu'il approuvait. Sans eux, Hitler n'eût jamais pu exercer le pouvoir d'un monarque détenteur des prérogatives et des instruments nécessaires pour se lancer à la conquête du globe.

Malheureusement, le prix Nobel de littérature Elias Canetti, lui aussi, a succombé à la séduction des Mémoires de Speer, bien que celui-ci, dans son troisième livre, *L'État des esclaves* se soit corrigé en partie. Les critiques de ses deux premiers livres l'obligèrent bientôt à reconnaître que la conception des grands monuments hitlériens se fondait sur la prise en compte de dizaine de millions d'esclaves.

Hitler aurait été un génie sans précédent s'il avait manœuvré des gens comme Fritz Todt, Joseph Goebbels, Heinrich Himmler, Reinhard Heydrich ou Albert Speer, et cela contre leur volonté. « Hitler paranoïaque », d'Elias Canetti, en présentant un homme d'État avide de la vénération des masses et qui, rien que pour les séduire, s'est mis à réaliser ses visions architecturales, fournit la preuve même de l'incompétence historique d'un écrivain qui, par ses écrits, cause des torts irréparables à la vérité historique et rend service aux apologistes de l'impérialisme nazi et même du génocide organisé. Cette déviation, pour ne pas dire cette aberration, est une eau trouble que les juristes, les criminalistes, les psychiatres, les économistes, les sociologues, les politologues, les techniciens, les diplomates, les stratèges et, enfin, les historiens ont versé dans l'océan chaotique que nous a légué l'expérience macabre de douze ans de nazisme. Dommage car sur certains points la chose devient même irréparable. Les gens sont, en effet, toujours susceptibles de raisonner ainsi: si un prix Nobel, à qui on ne peut reprocher ni collaboration ni tendances néonazies ou apologistes du IIIe Reich, finit par esthétiser l'Olympe brun, le présentant comme le produit des excès d'un fou tourmenté par la grandeur des monuments, alors il faut rechercher l'explication de la catastrophe dans l'univers du hasard, du destin, de la métaphysique, voire de l'ésotérisme. D'après cette théorie, un paranoïaque surgit comme un *deus ex machina* sur le théâtre du monde et poussé par des démons imprévisibles, mit en mouvement l'avalanche de fer et de feu lorsque surgirent sur la scène d'autres *dei ex machina* tels que Marinus Van der Lubbe, Berthold Salomon, Margarethe Grun, Hershel Grynszpan, Franz Honiok, Georg Elser ou même Rudolf Hess, saisi par un délire qui l'incita à s'envoler vers l'ennemi. Tout n'était pas voulu, les circonstances, de même que ses ennemis, poussèrent l'architecte à l'action. Puis ce furent les médicaments que lui administrait le docteur Morell. C'est alors que ce génie de l'architecture devint soudain sadique et destructeur. Selon ce maquillage des faits, c'est par un hasard

sans précédent et tout à fait imprévisible qu’un chancelier dans la norme, jusqu’à 1938 au moins, ami de l’art, foncièrement patriote, et même pacifiste, se transforma en un dictateur assoiffé de sang. Les affaires d’État et les mesures, y compris de représailles, qu’elles lui imposaient, le rendirent paranoïaque. Disposant d’un pays industrialisé et de la technique la plus moderne, ce dictateur fut capable d’improviser bien des choses que son entourage le plus proche ne put ni prévoir ni empêcher. Une fois sa décision prise, la machine se mit en mouvement automatiquement. Voilà pourquoi Hitler tirait si facilement les ficelles de la nomenclature nazie, et mettait en action tous les secteurs vitaux de l’organisme national. Ce fut donc le destin imprévu qui délégua la charge des sages de l’État aux technocrates compétents capables de subir le joug et les caprices d’un Führer devenu sanguinaire. Voilà pourquoi le dictateur a pu sans résistance abolir les lois du comportement humain et provoquer des miracles non comme une puissance divine, mais comme le conducteur des masses qui vo y a ient en lui l’envoyé du ciel. Le superguide du mal qui disposait d’excellents technocrates et policiers devint ainsi le héros d’une légende créée surtout par Albert Speer. Cette légende tenue comme seule hypothèse valable pour expliquer le phénomène du Führer est malheureusement soutenue par certains historiens, se qualifiant eux-mêmes de « révisionnistes », et par certains écrivains tel qu’Elias Canetti. Ces historiens omettent simplement de dévoiler le mécanisme du technocrate Speer devenu un expert de la guerre totale, de cette guerre totale souhaitée et organisée par l’élite allemande et les revanchards de la république de Weimar. La « guerre totale », décrite en 1935 par Lüdendorff, devint l’évangile des bellicistes. L’un des élèves de Lüdendorff se nomma Adolf Hitler. Le 9 novembre 1923, pendant le putsch de Munich, il marcha aux côtés du général. Ce même général avait, en 1918, lancé le mot d’ordre : « Le soldat allemand n’est pas battu, il a été trahi par les politiciens!» L’expert militaire, par ce slogan, toucha au cœur Hitler et les millions de désespérés par la défaite de l’armée du Kaiser.

Le futur Kaiser ne songea plus à devenir peintre ou architecte, mais bien un homme d’État revanchard, le généralissime d’une armée moderne qui vengerait les un million huit cent mille morts pour la patrie qui, du fait de la trahison des politiciens, n’avaient pas droit à un Arc de triomphe digne de leurs sacrifices. Ce ne fut pas le désir de construire l’Arc de triomphe, le Palais du peuple ou le Palais de la gloire qui secoua, en profondeur l’âme de l’Allemagne réveillée, mais bien l’impérialisme qu’il fallait faire triompher d’une façon plus rationnelle qu’en 1914 par la guerre éclair, l’avance méthodique sur un seul front à la fois. Voilà la marche à la victoire conçue par Hitler, mais, év*Idem*ment, sur les

conseils de Ludendorff et des généraux, de Goebbels, Ribbentrop et d’Himmler. Heydrich, la main droite du Reichsführer SS, fut appelé à créer les conditions psychologiques et militaires appropriées en vue de balayer les obstacles sur la route de cette victoire.

Bien entendu, Heydrich fut un adorateur d’Adolf Hitler, la personnification du dieu suprême de l’olympe brun. Mais le policier de l’univers nazi connaît parfaitement la carrière de l’ancien vagabond, peintre amateur, raté professionnel, à qui la Grande Guerre offrit la chance de s’intéresser à la stratégie et à la politique européenne et, surtout, de réfléchir sur les causes de la défaite de 1918. Promu caporal, l’Autrichien de naissance n’avait qu’un désir: devenir officier de renseignement et faire carrière « là où l’on décide des affaires d’État ». Dans *Mein Kampf*, Hitler décrit les « défaitistes » qui, en 1918, à l’hôpital militaire de Pasewalk, critiquaient la guerre. Il prétend que, à cette époque-là, il découvrit sa vocation d’homme politique. Il décida de mener campagne contre le défaitisme et la décomposition de l’empire.

Heydrich, engagé au service secret de la Maison brune, cro y a it en ce qu’Hitler décrivait dans *Mein Kampf* au sujet de sa carrière politique. Mais l’un des chefs des corps francs, Hans-Peter von Heydebreck, lui expliqua sans émotion et sans la patine philosophique du racisme que les choses se présentèrent beaucoup plus simplement. Hitler, une fois démobilisé, se rendit à Munich et se mit à la disposition des services de renseignement militaires dirigés à cette époque-là par le capitaine Ernst Röhm. Les « rouges » avaient proclamé une république bavaroise administrée par les « Conseils des soldats, des ouvriers et des paysans ». Röhm, monarchiste, ne vo y a it qu’un seul moyen pour abattre cette république: l’intervention de l’armée et des corps francs soutenus, aussi, par les groupuscules d’extrême droite appelés Vaterländische Verbände (associations patriotiques). L’une de ces associations fut le Deutsche Arbeiter-Partei, une minuscule organisation d’extrême droite, entretenue par quelques financiers et par les fonds secrets dont disposait Röhm en tant que responsable des services de renseignement de l’armée. Avec des slogans comme « La trahison des politiciens ! » « Dehors, les Juifs ! » «Rétablissement de l’honneur de la nation ! », ce parti voulait rassembler des ouvriers dans des commandos de choc agissant contre les sociaux-démocrates et les communistes. Mais les théoriciens tirant les ficelles de cette opération, comme Alfred Rosenberg, Gottfried Feder, les officiers comme Ernst Röhm, ne possédaient ni le courage ni l’expérience pour intervenir dans les meetings politiques. Ils trouvèrent en Hitler le vrai chef d’une formation spécialisée dans les bagarres de rues. Hitler à la tête de son « commando » faisait irruption dans les réunions des adversaires, en

traitait les organisateurs d'agents à la solde de la « juiverie internationale », provoquait des incidents et faisait matraquer ceux qui s'enfu y a ient. Le chef du Stosskommando Hitler devint, pour les besoins de la cause, le Führer, le guide du mouvement se disant national-socialiste. Les revanchards de toutes les couleurs estimaient énormément le sang-froid de ce condottiere moderne imitant le Duce italien, qui lui aussi, avant la marche sur Rome, pratiquait des attaques surprises contre les réunions de gauche et même organisa l'incendie des locaux de partis politiques et des *case di lavoro*, des syndicats. La marche sur Berlin représentait le premier but du mouvement national-socialiste.

Heydrich, bien renseigné sur la carrière politique d'Hitler, savait également que le putsch organisé en 1923 et qui échoua si lamentablement, fut l'œuvre d'Adolf Hitler. « L'insurrection » une fois écrasée, Hitler se rendit compte de l'échec subi. Avec Göring et Hess, l'aventurier cro y a it pouvoir provoquer l'effondrement de la république de Weimar et, par la suite, prendre le pouvoir en organisant une provocation sans précédent dans l'histoire politique d'un pays civilisé.

Le 8 novembre 1923, au soir, quand les représentants des « associations patriotiques » discutèrent dans la Bürgerbräukeller, en présence de ministres et de représentants de l'armée, la façon dont il fallait réorganiser l'État en chassant les sociaux-démocrates et les partis chrétiens du pouvoir, Hitler saisit sa chance. Il voulut compromettre les organisateurs et l'auditoire et exécuter un coup de théâtre prémédité, destiné à faire croire que les autorités militaires et civiles de Munich ainsi que les représentants des « associations patriotiques » avaient solennellement décidé de soutenir le nouveau gouvernement du Reich qu'il venait de former et dont il était le chancelier. Par une proclamation, le nouveau chancelier Hitler lança un ultimatum au pouvoir central de Berlin et annonça l'adhésion de l'armée se trouvant dès lors sous le haut commandement du général Ludendorff, aux ordres de son gouvernement. Pour mieux frapper les esprits de sa résolution, Hitler fit irruption dans la Bürgerbräukeller, avec un commando armé, équipé d'un fusil-mitrailleur. Il sauta sur une table et tira un coup de revolver au plafond pendant que Rudolf Hess faisait arrêter les ministres et les militaires présents, les conduisant dans une salle séparée où Hitler les mit devant l'alternative « accepter la formation du nouveau gouvernement du Reich dont il est déjà le chancelier, avec le général Ludendorff pour commandant suprême, et se conduire comme des traîtres au renouveau national ». Intimidés, ils acceptèrent sans hésiter le « gouvernement de salut public». Göring qui entre-temps s'adressait à l'assistance à qui l'on interdisait de quitter les lieux, put enfin, après le retour d'Hitler dans la salle, annoncer l'heureuse adhésion des

représentants de l’armée au nouveau gouvernement.

En même temps, le capitaine Röhm essa y a it de prendre le contrôle de la garnison de Munich. On n’attendait plus que le consentement du haut commandement de la Reichswehr à Berlin. Mais les généraux, surpris par l’opération, et qui se trouvaient sous les ordres du président du Reich, le socialiste Friedrich Ebert, ne doutaient pas un moment que les sociaux-démocrates, les communistes et les syndicats proclameraient la grève générale, ce qui signifierait, bien sûr, la défaite complète des usurpateurs munichois à l’exemple du putsch de Kapp, trois ans auparavant. Les généraux donnèrent alors l’ordre aux commandants militaires de Munich de s’opposer par tous les moyens à la tentative des putschistes. Le lendemain, les nazis, conscients d’avoir perdu la bataille pour le pouvoir, se contentèrent d’organiser une marche vers le Feldherrnhalle, monument aux morts de la Première Guerre mondiale. Hitler, Ludendorff, Rosenberg, Himmler, Hess, Göring, Röhm et beaucoup d’autres participèrent à cette manifestation. La police ouvrit le feu sur le cortège. La fusillade fit seize morts et un grand nombre de blessés. Par la suite, une année plus tard, Hitler fut accusé de haute trahison et condamné à cinq ans de prison. Ce putsch manqué et sa condamnation firent d’Hitler quelqu’un de mondialement connu. En prison, il se servit de l’intelligence de Hess et de toute une littérature mise à sa disposition par des spécialistes afin de définir la nouvelle politique à suivre en vue de prendre le pouvoir, d’obtenir le consentement de l’Angleterre et de l’Italie à l’expansion allemande, c’est-à-dire la conquête de « l’espace vital » au détriment de l’URSS. Cela servit à rédiger ce qui deviendra le programme de sa lutte future, *Mein Kampf*, raison supplémentaire pour se présenter comme un prophète à tous les cercles réactionnaires et revanchards en Allemagne. Pas question d’accomplir ces cinq années de prison! En 1925, Hitler se voit libéré et il décide de n’envisager la prise du pouvoir que par les seules voies légales et selon la Constitution de Weimar. Hitler est conscient qu’un jour, grâce à ses formations paramilitaires et la complicité de l’armée, de la grande finance, de la police, de la justice, il pourra extorquer du président du Reich, selon l’article 48 de la Constitution, la décision de le nommer chancelier. Donc pas de complot contre le pouvoir et l’armée; au contraire, une prise du pouvoir avec leur consentement et, ensuite, l’instauration de la dictature. Neuf ans et demi après la défaite de Munich, un nouveau coup mieux orchestré et accompli cette fois-ci avec le consentement tacite du pouvoir suprême et de la haute finance, amenait Hitler à l’intronisation rêvée. Dès lors, il contrôle la police et jouit du soutien du Reichspräsident von Hindenburg. Il organise le coup d’État des 27 et 28 février, l’incendie du

Reichstag, lui permettant d’annoncer la naissance du IIIe Reich.

Dix ans après la coup manqué de Munich, Himmler et Heydrich jouèrent un rôle déterminant en livrant au nouveau chancelier un prétexte pour l’écrasement du mouvement ouvrier, la seule force politique du Reich capable de barrer la route au fascisme. Ce fut la provocation du siècle, l’incendie du Reichstag, et, par là, l’instauration du système concentrationnaire. Ce fut la mise à mort de la république de Weimar.

Les services que Himmler, Heydrich et Goebbels rendirent à Hitler à l’époque de la prise du pouvoir et de l’écrasement des partis politiques déterminèrent le rôle futur de ce triumvirat. Goebbels devint le commandant suprême de l’appareil de propagande, Himmler et Heydrich prirent en charge l’appareil de la répression et de la terreur. Ces quatre hommes – Hitler, Goebbels, Himmler et Heydrich, bien entendu avec l’appui de Rudolf Hess, de Göring et d’autres oligarques du IIIe Reich – disposaient finalement du pouvoir absolu dans le pays le plus industrialisé du continent et de la capacité d’organiser en cinq ans l’armée la plus forte, prête en 1938 à se lancer à la conquête du monde. Himmler et Heydrich prirent une part importante dans la préparation de la guerre. Les formations SS et les services secrets créèrent les conditions nécessaires à la réalisation du programme du Führer, la conquête du continent, base de départ pour la domination du monde, début d’une ère nouvelle de la race aryenne, ère dans laquelle s’épanouiraient les ambitions de tous les technocrates et stratèges du Herrenvolk.

Himmler, Heydrich et Goebbels, grâce à leurs organisations et à leur Weltanschauung raciste, permirent à Hitler d’élever les méthodes du banditisme et du terrorisme en raison d’État suprême. C’est donc par l’analyse de faits criminels concrets et non par une philosophie superficielle de l’Histoire qu’on peut comprendre la problématique du phénomène hitlérien. Qui mieux qu’Heydrich, organisateur de la terreur d’État, des grandes provocations et de la « solution finale », connaissait à fond les motivations du Führer et les étapes successives de sa marche vers le but final, cette métamorphose progressive du peintre bohème, de ce caporal stratège, devenu agitateur politique, vulgaire usurpateur, le 8 novembre 1923, et chancelier légal, dix ans plus tard, auteur du coup d’État des 27 et 28 février 1933, promu commandant suprême des forces armées qui militarisera l’Allemagne et forgera le IIIe Reich ?

Les *condottieri* de l’âge de l’aviation, qui arrachèrent le pouvoir aux démocrates, n’étaient pas des romantiques, ni des utopistes. Au contraire, ils furent des rationalistes du gangstérisme d’État. Leurs agissements et leurs crimes

ne résultent pas d'un épanouissement paranoïaque du Führer frappant autour de lui comme un aliéné. Bien au contraire, il agissait conseillé par « les meilleures têtes » qu'il ait pu trouver en Allemagne pour rattraper le temps perdu de l'Histoire. Le Führer, avec son entourage, entendait réussir en une décennie là où les grands kaisers du Reich avaient échoué dans l'intervalle d'un millénaire. C'est ce qui explique pourquoi il ne fut pas commis en dix siècles autant de crimes que sous le IIIe Reich en douze ans. Les technocrates, et parmi eux Himmler et Heydrich, voulaient ce César barbare. Heydrich a eu la chance de servir un tyran disposant des moyens techniques et d'un pouvoir politique que les monarques du passé n'auraient même pas pu imaginer. Les technocrates se sont inclinés devant le tout-puissant dictateur qu'ils ont fabriqué pour les besoins de la cause sacrée, ils l'ont servi jusqu'à son horrible fin dans le bunker de Berlin. Et ce fut la capitulation sans conditions, mais ce fut aussi la mort de six millions de victimes de la guerre qui devaient payer la dette de l'élite impérialiste.

Non, Hitler ne fut pas un architecte raté, un paranoïaque prisonnier de la grandeur de monuments non édifiés, mais tout simplement le César guerrier des Temps modernes, plébiscité et porté au pouvoir par la réaction allemande, se disant l'élite et la conscience de la nation. Heydrich non plus ne fut pas un simple « cadet » évincé de la marine qui, par hasard, obtint la confiance d'Himmler pour administrer la cartothèque et les dossiers secrets de la Maison brune. Hitler et Heydrich, tous deux, comme leurs compagnons de la prise du pouvoir, les technocrates de l'administration weimarienne, ont été le produit humain du système économique et administratif d'un État qui, par son armée, sa police, sa justice, son université, favorisait l'esprit revanchard, le militarisme et l'antisémitisme. L'élite intellectuelle et le grand patronat reconnurent enfin la personne du Führer comme le sauveteur de leur système et même le réformateur suprême de l'État, le fondateur du IIIe Reich. Ainsi l'élite sécréta-t-elle le Führer qu'elle méritait. Elle s'inclina devant le dictateur, tandis que la voix du peuple était étouffée par une répression sanglante, après le coup d'État de février 1933. Cette élite fut le bénéficiaire principal de cette opération politico-criminelle.

La métamorphose de l'esprit allemand d'aujourd'hui, et surtout l'état psychologique des générations montantes montrent déjà que, malgré les symptômes nostalgiques toujours présents, l'Histoire ne se répétera pas. Les jeunes, éclairés par les faits historiques, ne pardonneront pas à leurs pères et grands-pères leur participation à l'ignoble massacre de six millions d'êtres humains dans les camps de concentration.

Par suite de la responsabilité personnelle du Kaiser ou de la prétendue traîtrise des politiciens, le traité de Versailles ne fut jamais accepté par la majorité des Allemands. C'est ainsi que la révision de ce traité fut réclamée par tous les partis politiques weimariens. Les méthodes appliquées pour exiger la révision de Yalta et de Potsdam ne diffèrent guère de celles pratiquées entre les deux guerres. Évidemment, les révisionnistes modernes ne mettent plus l'accent sur la traîtrise des Allemands, restés fidèles jusqu'au bout à Hitler, mais bien sur le prétendu coup de poignard dans le dos porté par Roosevelt et son entourage au Reich se défendant contre le bolchevisme. Pour la droite, l'ennemi de la nation est toujours celui qui accepte la division de l'Allemagne. Pour surmonter les conséquences psychologiques de la défaite totale, il faudrait, selon ces révisionnistes, réécrire l'histoire du IIIe Reich.

Les crimes d'Heydrich et de ses complices ne peuvent pas être considérés comme de « simples assassinats de routine ». N'ont-ils pas été commis « en raison d'une morale supérieure » ? Et comme il se trouvait peu d'Allemands disposés à vivre et à agir d'après cette « morale », les actes qu'elle impliquait ont donc été exécutés dans l'ombre et en secret, dans «la nuit et le brouillard ».

En a y a nt su dissimuler magistralement son atroce dessein et faire disparaître à temps les documents qui pouvaient retracer ses crimes, Heydrich a fourni à tous les partisans d'une réhabilitation des nazis, quelle que soit leur couleur politique, la possibilité d'inventer des légendes justificatrices, et de les répandre au point d'influencer parfois la science historique.

Le souci principal des révisionnistes consiste à prouver qu'Heydrich et tout son appareil ne furent que la conséquence de la dictature et des nécessités de la guerre ainsi que des méthodes de destruction appliquées par les belligérants. Mais il n'y avait pas encore de guerre que l'élite de la nation ressuscitée lançait un « signal » semblable à celui d'une tribu primitive avant la ruée au massacre. Le Reichstag en flammes ne fut-il pas le début de l'époque intolérable, celle de la terreur organisée ? Ceux qui forgent la légende d'une non-culpabilité des nazis dans l'affaire de l'incendie du Reichstag ou de l'accident survenu au moment où Hitler souhaitait créer un État juif ont ouvert un marais artificiel sous nos pieds. C'est ce marais qu'il nous faut assécher, pour désagréable que soit notre tâche.

Puisse ce livre être une offrande à la mémoire des victimes de la guerre et de l'holocauste !

Notes

1 Dušan Hamšik, Ziri Prazák, *Eine Bombe für Hitler*, Berlin, 1964, p. 274.

2 Lina Heydrich, *Leben mit einem Kriegsverbrecher*, Pfaffenhofen, 1976, p. 6.

3 DNB 9.6.1942 ; Max Domarus, *Hitler Reden und Proklamationen 1932-1945*, Würzburg, 1962, p. 1891.

4 Hamšik-Prazák, ouvr. cité, p. 89.

5 Karl-Heinz Janssen dans *Die Zeit*, 14.9.1979, p. 47.

6 Stewart Houston Chamberlain, *Grundlagen des XX, Jahrhunderts*, Munich, 1903, p. 24.

7 Karl Dietrich Bracher, *Die deutsche Diktatur*, Cologne/Berlin, 1969, p. 31.

8 Otto von Heydebreck, déclaration à l'auteur.

9 Shlomo Aronson, *Reinhard Heydrich und die Frühgeschichte von Gestapo une SD*, Munich, 1971, p. 23.

10 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 23.

11 *Idem* et déclaration de Karl von Eberstein à Otto von Heydebreck.

12 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 24.

13 Günter Gereke, déclaration à l'auteur.

14 *Idem*.

15 Reinhard Heydrich, *SS-Personalakte*, Document Center Berlin (à la suite: DC).

16 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 26.

17 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 27.

18 *Idem*.

19 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 28.

20 *Idem*.

21 On citait souvent les protocoles des sages de Sion dans la Ligue offensive et défensive ; Hitler, dans *Mein Kampf*, a considéré ce faux comme un document authentique qui établissait l'existence d'une conjuration mondiale des Juifs.

22 Heinz Höhne, *Canaris, Patriot im Zwielicht*, Munich, 1976, p. 89.

23 Höhne, ouvr. déjà cité, p. 90.

24 *Idem*.

25 Höhne, ouvr. cité, p. 10.

26 Lina Heydrich, ouvr. cité, p. 62-63.

27 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 30.

28 Otto von Heydebreck, déclaration à l'auteur. D'après ce témoignage, Behrends, après le coup de force d'Heinz Heydrich, avait fait allusion au regard prophétique de Reinhard Heydrich, chef de la sûreté. Après l'incendie du Reichstag, Heinz Heydrich avait fait de fréquentes apparitions au bureau des *Münchener Neuesten Nachrichten*, dont le directeur était von Heydebreck, pour espionner la rédaction. Ce témoignage a été confirmé par un écrivain militaire le Dr Wilhelm Ritter von Schramm.

29 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 33.

30 Günter Gereke, déclaration à l'auteur.

31 Günter Deschner, *Reinhard Heydrich*, Esslingen/N. 1977.

32 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 33.

33 Un élève officier d’alors qui désire demeurer anonyme.

34 Günter Gereke, déclaration à l’auteur.

35 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 31.

36

37 Il haïssait Carl von Ossietzky, rédacteur en chef de la *Weltbühne* . Il le fit arrêter après l’incendie du Reichstag, et l’envo y a au camp de concentration de Sachsenhausen. Sous la pression de l’opinion publique, il dut le relâcher. Ossietzky, déjà atteint d’une grave maladie, mourut presque aussitôt.

38

39 Günther Gereke, déclaration à l’auteur.

40 Höhne, ouvr. déjà cité, p. 125.

41 *Idem*.

42 *Idem*.

43 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 34.

44 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 30 et 31.

45 Bruno Walter, *Thema und Variationen – Erinnerungen und Gedanken,* Francfort-sur-le-Main, 1963, p. 101.

46 Reinhard Heydrich, *SS-Personalakte*, D.C. Berlin.

47 Deschner, ouvr. déjà cité, p. 321.

48 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 35.

49 *Idem*.

50 *Der Tagesspiegel*, Berlin, 18.5.1946.

51 Aronson, *Idem*.

52 Günter Gereke, déclaration à l’auteur.

53 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 37-38.

54 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 38.

55 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 37.

56 Reinhard Heydrich, *SS-Personalakte*, D.C. Berlin.

57 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 290, note 25.

58 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 34.

59 Otto von Heydebreck, déclaration à l’auteur.

60 *Idem*.

61 Ernst Hanfstaengl, déclaration à l’auteur.

62 *Idem*.

63 Otto von Heydebreck, déclaration à l’auteur.

64 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 141.

65 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 55.

66

67 Otto Dietrich, *Mit Hitler in die Macht*, Munich, 1934, p. 45.

68 Emmy Breiting, déclaration à l’auteur.

69 Günter Gereke, déclaration à l’auteur.

70 *Idem*. Heydrich visitait occasionnellement Gereke, pour se procurer de la lecture.

71 Tous les témoins sont d’accord: les deux hommes s’estimaient réciproquement et sympathisaient. Heydrich a pu, dans n’importe quelle

situation, compter sur l’appui inconditionnel d’Himmler.

72 C’était la ligne logique suivie par Hitler et qui, après sa conversation avec Richard Breiting, est devenue de jour en jour plus évidente à partir de l’été 1931. Cf. Édouard Calic, *Ohne Maske.*

73 Aronson, ouvr. déjà cité, p. 53.

74 *Idem*.

75 *Münchener Post*, du 25.11.1931. Cf. Aronson, ouvr. déjà cité, p. 45.

76 Otto v. Heydebreck, déclaration à l’auteur.

77 Udo v. Mohrenschildt, déclaration à l’auteur.

78 Documents généraux de l’État bavarois: SA I/N 1.I/105 1545. Sur cette liste de 35 noms de personnes à prévenir en cas d’alerte, 15 noms sont soulignés, dont celui d’Heydrich.

79 Otto v. Heydebreck, déclaration à l’auteur, confirmée par les Führer SA Franz Knospe et Alfred Raeschke.

80 Documents généraux de l’État bavarois : SA I/N I/96 1533.

81 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 34.

82 *Völkischer Beobachter*, 21/22.8.1932.

83 *Völkischer Beobachter*, 24.8.1932.

84 Lettre à l’auteur de Bruno Meyer, ancien détenu à Sachsenhausen, 21.4.1980.

85 Cuno Horkenbach, *Das Deutsche Reich von 1918 bis heute*, Berlin, 1933, p. 131.

86 Karl Dietrich Bracher, ouvr. déjà cité, p. 42.

87 Wilhelm von Schramm, *Das Fanal des brennenden Reichstag, Rheinischer Merkur*, 24.11.1978.

88 Heinz Höhne, Canaris, p. 161, d'après des déclarations de témoins, les incendiaires du Reichstag se nommaient eux-mêmes les «voleurs de l'État».

89 Philippe Bachmann, déclaration pour la Commission internationale de l'incendie du Reichstag.

90 Wilhelm Ritter v. Schramm et Otto v. Heydebreck, communications à l'auteur.

91 Franz Knospe et Alfred Raeschke, déclarations à l'auteur.

92 Shlomo Aronson, ouvr. déjà cité, p. 107, Walther Hofer, ouvr. déjà cité (Police Politique), p. 17 et suiv. Confirmé par le témoin Ph. Bachmann, Archives du Comité international.

93 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 38.

94 *Idem*, p. 45.

95 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 30.

96 *Idem*, p. 40.

97 Ernst Hanfstaengl, déclaration à l'auteur. L'interprète de la délégation Paul Schmidt confirme cet incident dans son livre: *Statist auf diplomatischer Bühne*, Bonn, 1949, p. 262 et suiv.

98 *Idem*.

99 *Idem*.

100 *Idem*, p. 263.

101 *Idem*.

102 Dans le n° d'avril 1933 de la *Neuen Rundschau*, Thomas Mann a publié l'article: « Leiden und Grösse Richard Wagners. »

103 Paul Egon Hübinger, Thomas Mann et Reinhard Heydrich, dans les actes du gouverneur du Reich von Epp, dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1er

cahier/janvier 1980, p. 113.

104 Le renvoi de Hugenberg a eu lieu surtout parce qu'il connaissait trop bien les dessous de l'incendie du Reichstag. Ce sujet a été traité exhaustivement dans W. Hofer, ouvr. déjà cité.

105 Traité exhaustivement dans *Die Provokation des 20 Jahrhunderts* , W. Hofer, ouvr. déjà cité.

106 Paul Schmidt, ouvr. déjà cité, p. 279.

107 *Idem*, p. 280.

108 *Idem*.

109 *Idem*, p. 281.

110 Ernst Hanfstaengl, déclarations à l'auteur.

111 Otto v. Heydebreck, déclarations à l'auteur.

112 *Idem*.

113 *Idem*.

114 Hans v. Kessel, déclarations à l'auteur.

115 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 119.

116 Heindrich Bennecke, Die Reichswehr und der « Röhm-Putsch », Munich, 1964, p. 26 et suiv.

117 *Idem*, p. 54 et suiv.

118 Walther Hofer, Der Reichstagsbrand. Eine wissenschaftliche Dokumentation, vol. II, Der Fall Villain, p. 299 et suiv.

119 Dr Helmut Stange, déclaration à l'auteur.

120 André François-Poncet, déclaration à l'auteur.

121 Le cours de l'événement a été maintes fois décrit et n'a jamais été contesté.

122 Max Domarus, ouvr. déjà cité, p. 403.

123 Walther Hofer, Der Reichstagsbrand, vol. II : Die Beseitigung der Mitwisser am Reichstagsbrand, p. 315 et suiv.

124 *Idem*, p. 301 et suiv.

125 Otto v. Heydebreck, déclarations à l'auteur.

126 Botho Bauch, *De la police criminelle*, déclarations à l'auteur.

127 Heinrich Bennecke, ouvr. déjà cité, p. 63.

128 Max Domarus, ouvr. déjà cité, p. 404.

129 *Idem*.

130 Kurt Gildisch, déposition devant le tribunal et: *Le prélat D*[r] *Erich Klausener Jr*., déclarations à l'auteur.

131 Ernst Hanfstaengl, déclaration à l'auteur.

132 Gerhard Jagschitz, *Der Putsch. Die Nationalsozialisten, 1934 in ÖsterReich*, Graz/Vienne/Cologne, 1976. (« Il est clair qu'une participation active ou un ordre d'Hitler sont à exclure », p. 199.)

133 Hans Bernd Gisevius, déclaration à l'auteur d'après les indications d'Arthur Nebe.

134 Déclaration du linguiste Ivan Paprika, Zagreb, qui s'est occupé de l'attentat.

135 Des documents du D.C. de Berlin prouvent que Gottlob Berger et Alfred Rosenberg ont collaboré étroitement aussi après l'attaque de l'Union soviétique.

136 Alexandre Guibbal : l'assassinat du roi Alexandre I[er] de Yougoslavie à Marseille, *Revue internationale de criminologie et de police technique*, Genève, 1955. Vladeta Milicevic cite Guibbal dans son livre : *Der Königsmord von Marseille*, Bad Godesberg, 1959, p. 127 et 128. Dans tous les récits historiques,

la dame blonde reste un mystère.

137 C'est ce qui ressort des interrogations des inculpés sur l'attentat de 1934. Ivan Paprika a étudié tous les documents sur les Oustachis et est arrivé à la même conclusion que Jean-Baptiste Duroselle, historien français : seuls les nazis pouvaient avoir intérêt à éliminer Louis Barthou et le roi Alexandre. Dans le journal de *Zagreb Fokus*, avril/mai 1978, Paprika a publié une série d'articles intéressants. Paprika est fermement convaincu que l'affaire a été dirigée de Munich : le but principal de l'action était l'élimination de Barthou. Le meurtre du roi n'a eu lieu qu'accessoirement. « Le service secret allemand, d'après Paprika, a mis en avant des Croates et des Macédoniens, pour se créer un alibi. »

138 Vladeta Milicevic, *Der Königsmord von Marseille*, Bad Godesberg, 1959, p. 96 et 97.

139 *Das politische Tagebuch Alfred Rosenberg*, Munich, 1964, p. 37 et suiv.

140 Jean-Paul Boncour, *Entre-Deux guerres*, Paris, 1946.

141 Documents du Document Center, Berlin.

142 Otto Strasser, déclarations à l'auteur.

143 Alfred Raeschke, déclarations à Otto Strasser.

144 Otto Strasser, déclarations à l'auteur.

145 *Idem*.

146 *Hamburger Morgenpost*, 3.2.1965, et Charles Wighton, *Heydrich, Hitler's Most Evel Henchman*, Londres, 1962, p. 117.

147 Heinz Höhne, *Der Orden unter dem Totenkops*, Francfort-sur-le-Main, 1969, p. 224.

148 Günther Deschner, ouvr. déjà cité, p. 144.

149 Otto Strasser, *Exil*, Munich, 1958, p. 90.

150 Otto Strasser, déclarations à l'auteur.

151 Otto Strasser, ouvr. déjà cité, p. 93.

152 Otto Strasser, déclarations à l'auteur.

153 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 33.

154 Heinz Höhne, *Canaris*, p. 174.

155 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 63.

156 Günther Deschner, ouvr. déjà cité, p. 146.

157 Otto v. Heydebreck, déclarations à l'auteur.

158 *Idem*.

159 *Der Spiegel, « Alle Welt ist begeistert »,* 28.1.1980, p. 128.

160 *Idem*, p. 118.

161 Paul Schmidt, ouvr. déjà cité, p. 330.

162 Der Spiegel, *Idem*, p. 118.

163 *Der antifaschistische Widerstand*, Bilder und Dokumente, Francfort-sur-le-Main, 1975, p. 103.

164 Georg Kaczmarek, commissaire de la police criminelle, déclarations à l'auteur.

165 Hans Buchheim, Martin Broszat, Hans Adolf Jacobsen, Helmut Krausnick, *Anatomie des SS Staates*, Fribourg, 1965, p. 69.

166 *Idem*, p. 70.

167 Heinz Höhne, *Der Orden unter dem Totenkopf*, p. 214.

168 Rita Thalmann, directrice de l'Institut germaniste de l'université de Tours (France), dans une conférence sur l'hitlérisme et la Seconde Guerre mondiale (à Paris, 1977), a expliqué que, pour les nazis, l'émigration des Juifs n'était qu'une expulsion. Son but : propager l'antisémitisme dans les pays où les Juifs se

réfugiaient.

169 Rapport d’activité du 5.10.1937, A.Z. G II 112 – 65 – 4, Archives fédérales, Coblence, R 58/991 (F. 1090-1094).

170 Compte rendu du 28.8.1936, Archives fédérales, Coblence, R 58/991 (F. 1079-1082).

171 Ernst Hanfstaengl, déclarations à l’auteur.

172 Heinrich Grüber, pasteur à Berlin.

173 *Idem*.

174 *Völkischer Beobachter*, 13.1.1938.

175 IMT, Bd. 28, 1948, p. 356 et suiv.

176 Margarete von Blomberg, déclarations à l’auteur.

177 *Idem*.

178 Otto von Heydebreck, déclarations à l’auteur d’après les déclarations de son ami, le colonel Blau, qui assurait la liaison entre la Wehrmacht et le ministère de la Propagande de Goebbels.

179 Harold C. Deutsch, *Das Komplott*, Constance, 1974, p. 86.

180 André François-Poncet, déclarations à l’auteur. Voir son livre *Ambassadeur à Berlin 1931-1938*. Cf. également: Hans Bernd Gisevius, *Adolf Hitler*, Zurich, 1966, p. 383, et Harold C. Deutsch, ouvr. déjà cité, p. 98 et suiv.

181 Deutsch, ouvr. déjà cité, p. 227 et suiv.

182 Domarus, ouvr. déjà cité, p. 619.

183 Deutsch, ouvr. déjà cité, p. 228.

184 *Idem*.

185 Domarus, ouvr. déjà cité, p. 788.

186 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 50 et 51.

187 *Idem*.

188 *Idem*.

189 Höhne, *Der Orden unter dem Totenkopf*, p. 360 et 361.

190 IMT, vol. XLII, p. 512.

191 Höhne, *Der Orden unter dem Totenkopf*, p. 361.

192 IMT, Vo. XXXI, doc. 3051-PS.

193 *Idem*.

194 *Idem*.

195 Der Chef des SD, II B 4 – 5716/38 g.

196 IMT, XXVI, p. 267, PS-710.

197 Jürgen Runzheimer, Die Grenzzwischenfälle am Abend vor dem deutschen Angriff auf Polen, dans : Wolfgang Benz et Hermann Graml, Die Grossmächte und der europäische Krieg, Stuttgart, 1979, p. 114.

198 *Idem*, p. 115.

199 Alfred Spiess, *Operation Tannenberg*, Bericht zur Konfer-enz, Der Nationalsozialismus und der Hitlerkrieg vor der Ges-chichte, Paris, septembre 1979.

200 *Idem*.

201 Jürgen Runzheimer, ouvr. déjà cité, p. 143.

202 *Idem*, p. 146 et 147.

203 *Völkischer Beobachter*, 10.9.1939.

204 *Idem*, 10.11.1939.

205 Fritz Heberlein, déclarations à l'auteur.

206 Après la guerre, Anton Hoch, archiviste de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, publia un travail intitulé : *Das Attentat auf Hitler im Münchener Bürgerbräukeller* (L'attentat de la Bürgerbräukeller de Munich contre Hitler). La tendance spéculative de cette « étude » se manifeste déjà dans le fait que Hoch a pris pour base de son travail les fausses déclarations de Schellenberg : l'attentat et l'enlèvement auraient été deux affaires distinctes, et Himmler aurait ordonné l'enlèvement en prenant connaissance de l'attentat, sous le coup de la surprise. Pour soutenir cette thèse, Hoch devait engager une série de polémiques avec tous ceux qui tenaient les nazis pour les auteurs du crime, en montant infatigablement en épingle les contradictions insignifiantes qu'on peut relever dans les divers témoignages. (*Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1969, Cahier 4, p. 383-413.) Fait étonnant: ceux qui propagent la seule culpabilité d'Elser, parlent des commissaires qui auraient osé à l'époque rédiger les procès-verbaux des aveux, cependant, ils ne se montrent pas contents de voir publiés leurs noms. Pourquoi ne pas reconnaître aujourd'hui un acte de courage civil de ces hommes qu'Himmler ne reconnaissait pas et traitait même « d'idiots » ?

207 *Idem*, p. 404, note 83.

208 Deschner, ouvr. déjà cité, p. 297.

209 Heydebreck, déclarations à l'auteur.

210 Document Center, Berlin.

211 *Das plitische Tagebuch Alfred Rosenberg*, p. 110.

212 *Idem*, p. 112.

213 *Idem*.

214 *Idem*, p. 113.

215 *Idem*.

216 *Das politische Tagebuch Alfred Rosenberg*, p. 125.

217 *Idem*, p. 126.

218 *Idem*, p. 134.

219 Hans-Dietrich Loock, *Quisling, Rosenberg et Terboven*, Oslo, p. 213 et suiv.

220 Per ∅yvind, Heradstveil, *Quisling hvene var hen*, Oslo, 1976.

221 Tore Gjelsvik, *Hjemmefronten*, Oslo, 1977 ; Hans-Dietrich Loock, ouvr. déjà cité, p. 271 et suiv.

222 Oeverland, déclarations à l'auteur.

223 Theo Findal, Correspondant à Berlin de l'*Aftenpasten*, déclarations à l'auteur.

224 Gerald Reitlinger, *Die Endlösung*, Berlin, 1956, p. 399. Cet historien se fonde sur le récit de Richard Korherrs, statisticien de la solution définitive d'Himmler, documents de Nuremberg n° 5194.

225 Après la mort d'Heydrich, ses disciples se comportèrent en Norvège comme d'atroces bourreaux. Le 16 août 1943, Gunnar Eilifsen fut arrêté pour avoir refusé d'obliger les jeunes filles norvégiennes à s'inscrire au service du travail obligatoire. La police d'Oslo fut rassemblée dans la cour d'une caserne à Majorstuen dans la banlieue d'Oslo. Un détachement de SS entoura le terrain. Le général Rediess, chef de la sûreté à Oslo, fit savoir qu'Eilifsen serait condamné à mort et exécuté pour refus d'obéissance. Puis il ordonna aux policiers norvégiens de signer une déclaration de fidélité au Reich, sous peine d'être arrêtés. Fin août 1943, d'après une liste dressée par Karl A. Marthinsen, chef de la Gestapo, 500 fonctionnaires de l'administration furent arrêtés et envoyés dans un camp en Allemagne. 1 100 officiers norvégiens furent également arrêtés et envoyés dans des camps de prisonniers de guerre, où les attendaient déjà 200 compatriotes. Les Allemands avaient manifestement peur d'une insurrection des patriotes norvégiens. (Gjelsvik, p. 123 et 125.)

226 Le service allemand des affaires étrangères reçut le 25 juillet 1940 une communication de l'Aga Khan: Lord Beaverbrook s'efforçait d'établir un accord avec Hitler et était bien résolu à obliger Churchill à faire volte-face. Documents on German Fo-reign Policy, série D, vol. X, n° 228.

227 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 72.

228 Hans-Bernd Gisevius déclarations à l’auteur.

229 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 72.

230 *Idem*.

231 Walter Schellenberg, ouvr. déjà cité, p. 178 et suiv.

232 Lina Heydrich, ouvr. déjà cité, p. 72.

233 Hans Frank, *Journal. Séances des chefs de service* 1939-1940, p. 4.

234 Procès de succession n° XI, NG-2586. Projets de von Rademacher et Heydrich.

235 Král, *Vergangenheit*, p. 132.

236 Tribunal de Jérusalem, jugement d’Adolf Karl Eichmann, acte d’accusation 40/61, «le plan de Madagascar ».

237 *Idem*.

238 *Idem*.

239 Henry Picker, ouvr. déjà cité, p. 341.

240 *Idem*, p. 305.

241 Friedrich Zipfel, déclarations à l’auteur.

242 *Idem*.

243 Walter Walrimont, *Im Haupt-quartier der deutschen Wehrmacht* , Francfort-sur-le-Main, 1962, p. 172.

244 Albert de Cocatrix, Le Comité international de la Croix-Rouge face à l’univers concentrationnaire, contribution à la conférence : « La guerre d’Hitler devant l’Histoire », Paris, 1979.

245 Christian Streit, *Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen* , 1941-1945, Stuttgart, 1978, p. 245.

246 Hamsik/Prazak, ouvr. déjà cité, p. 80.

247 *Idem*, p. 83.

248 Ce discours d'Heydrich, dont nous donnons de longs extraits, se trouve à Varsovie, dans une copie de la Commission principale pour la recherche des crimes de guerre allemands. Il a été publié à Vaclav Kral : «Le passé nous avertit», documents, Prague, 1960.

249 « Die Aktion – Kampfblatt für das Neue Europa », 3e année, mai-juin 1942, p. 1.

250 D.C. Documents Melitta Wiedemann, lettre du 26.5.1943.

251 *Idem*.

252 *Idem*.

253 *Idem*.

254 D'après son récit, M. Wiedermann a démissionné du parti national-socialiste en 1931. Deux ans plus tôt, elle avait décrit ce que serait le rôle de la femme dans l'Allemagne future suivant la représentation que s'en faisait Himmler. Dans *Geschlechtscharak-ter und Volkskraft* (copyright 1929), Leipzig-Darmstadt 1931, elle a publié un article intitulé *« Frau, Wirtschaft und Kultur »*, où elle évoquait les tâches de la femme dans la colonisation intérieure : en cas de guerre, les femmes devaient prendre la place des hommes, aussi dans l'agriculture.
Heydrich se servait volontiers des femmes cultivées, comme appâts, sous un faux nom, pour les intellectuels et les diplomates. Nous savons que des dames de la bonne société faisaient partie de cette équipe. Leur tâche principale consistait à faire mener à leurs victimes une double vie qui se retournerait contre eux. Les plus habiles prenaient même part à des enlèvements, comme dans le cas Formis. D'après des informations certaines, une femme partie de Munich a pris part à l'attentat de Marseille. Nous n'affirmons pas que Melitta Wiedemann a participé à de telles opérations. Mais nous sommes sûrs, d'après les documents existants, que M. Wiedemann a pu se déplacer librement à travers l'Europe pendant la guerre et qu'elle servait de conseil à Heydrich et à Himmler.
L'ambassade de Suisse à Berlin, avertissant le ministère de l'Intérieur de Berne de l'arrivée prochaine en Suisse de Melitta Wiedemann, prévenait qu'elle

pouvait être un agent de la Gestapo (P[r] D[r] Walther Hofer et D[r] Christoph Graf : *Die Gestapolegende von der Unschuld der Nazis, « Der Bund »*, Berne 29.10.79, p. 2) .
Cet aspect de la politique secrète d'Heydrich montre la grande complexité de son caractère. Aucun de ses biographes n'est jusqu'ici parvenu à dévoiler les Mata Hari du service de la sûreté. Le professeur Friedrich Zipfel a nommé M. Wiedemann une « amazone SS », ce qui n'a pas empêché le journal hambourgeois *Die Zeit* de faire d'elle une « éternelle idéaliste » et une adversaire d'Hitler et d'Himmler. *Die Zeit*, 14.9.79, p. 46 : «Scandale politique de premier rang», d'après le P[r] Hofer et le D[r] Graf. De même, pour l'un des éditeurs du même journal, la baronne Marion Dönhoff aurait pris part au mouvement du 20 juillet 1944. Grâce à cette couverture du *Zeit*, Melitta Wiedemann a l'occasion d'interpréter l'histoire à sa manière, de diffamer les victimes des nationaux-socialistes et de les poursuivre en justice. Toutes les protestations à *Die Zeit* et à M[me] Dönhoff sont restées vaines, ce qui prouve que les lecteurs de *Die Zeit* n'ont pas eu jusqu'ici le droit d'être informés du passé de M[me] Wiedemann, camarade de combat d'Heydrich ! *Cui bono* ? À qui cela profite-t-il ?

255 D.C. documents Melitta Wiedemann, lettres du 26.5.1943.

256 *Die Arbeit der Geheimen Staatspolizei in Böhmen und Mähren, « Die Aktion »*, mai-juin 1942, p. 321.

257 L'historien tchèque Miroslav Ivanov a fait une enquête magistrale sur le meurtre d'Heydrich dans son livre *L'attentat contre Heydrich*, Paris, 1972.

258 Hamsik/Prazak, ouvr. déjà cité.

259 R. Kühnrich, *Der Partisanenkrieg*, Berlin, 1968.

Biographie de Reinhard Heydrich

Né le 7 mars 1904 à Halle/Saale, fils de Bruno Heydrich, directeur du Conservatoire ; élève du lycée (section moderne) ;

à l'âge de seize ans courrier du corps franc Maercker et volontaire au corps franc Halle;

Pâques 1922 : baccalauréat et entrée dans l'École des aspirants de la marine du Reich ; spécialisation en qualité d'officier du service de renseignement et de radiotélégraphie (début des relations avec Canaris) ;

Octobre 1926 : promu lieutenant de marine;

Juillet 1928 : capitaine de corvette;

Fin avril 1931 : chassé de la marine de guerre (département de l'amirauté) sur décision du président du Reich von Hindenburg ;

Été 1931 : participation, avec les SS, aux combats des rues à Hambourg ;

Septembre 1931 (après sa démission d'officier de renseignement et radiotélégraphie de la marine du Reich) : devient « permanent » à la Maison brune avec mission d'organiser le service secret du parti sous les ordres du Reichsführer SS Himmler et avec l'approbation d'Hitler ;

1er décembre 1931 : Hauptsturmführer SS ;

25 décembre 1931 : Sturmbannführer SS ;

26 décembre 1931 : mariage avec Lina von Osten (née en 1911 sur l'île de Fehmarn) ;

Participation décisive à la préparation de la prise du pouvoir par le NSDAP ;

29 juillet 1932 : Standartenführer SS ;

27 janvier 1933 : chargé des services spéciaux en mission secrète à Berlin (préparation de la nomination d'Hitler comme chancelier du Reich) ;

Février 1933 : en coopération avec Kurt Daluege (commissaire aux missions

spéciales) coordonne les mesures contre les adversaires du NSDAP (listes des personnes à arrêter, installation des camps de concentration, exécution technique de l'incendie du Reichstag, justification du coup d'État des 27 et 28 février 1933) ;

11 mars 1933 : avec Himmler, organisation du coup d'État en Bavière (installation du camp de concentration de Dachau) ;

21 mars 1933 : promu Oberführer SS en reconnaissance de ses «précieux services » ;

9 novembre 1933 : Brigadeführer SS ;

20 avril 1934 (anniversaire d'Hitler) : à l'initiative du Führer, Göring, président du Conseil des ministres de Prusse, nomme Heydrich chef de la Gestapo de Prusse ;

30 juin 1934 : aux côtés d'Hitler, de Goebbels, de Göring, d'Himmler, participe à l'anéantissement du prétendu «putsch de Röhm » (préalable à l'avènement d'Hitler au poste de chef d'État) ;

30 juin 1934 : Gruppenführer SS en reconnaissance des services rendus lors de la Nuit des longs couteaux;

25 juillet 1934 : meurtre du chancelier autrichien Dollfuss par des membres du NSDAP ;

Des traces mènent au quartier général du parti à Munich, Heydrich se trouve en difficulté, car Mussolini dépêche quelques divisions sur le Brenner ;

9 octobre 1934 : Louis Barthou, le ministre des Affaires étrangères français, et le roi Alexandre de Yougoslavie sont assassinés à Marseille. En Allemagne, Heydrich interdit l'enquête policière parmi les émigrés oustachis, soutenus par le IIIe Reich ;

Janvier 1935 : organisation d'une provocation dirigée contre la Tchécoslovaquie (prétexte : activités illégales d'Otto Strasser à Prague ; 23.1.1935, assassinat de Rudolf Formis, responsable de la station de radio clandestine le Front noir ou la Révolution allemande) ;

9 mars 1935 : kidnapping du journaliste Berthold Jacob Salomon à Bâle. La provocation d'Heydrich est démasquée par les autorités suisses;

Cette même année, Heydrich organise d'autres enlèvements dans le dessein de prouver une «conjuration juive internationale » (préparation psychologique à la

promulgation des lois de Nuremberg) ;

10 mars 1935 : Himmler et Heydrich commencent à éditer l'organe SS *Das Schwarze Korps* ;

4 février 1936 : David Frankfurter abat à Davos le nazi Wilhelm Gustloff. Les agents d'Heydrich enlèvent les archives de Gustloff avant l'intervention de la police suisse;

7 mars 1936 : la Wehrmacht viole le traité de Locarno en entrant dans la zone non occupée de la Rhénanie ;

1936 : promotion d'Heydrich au poste de chef de la sûreté du Reich. Il assure la bonne organisation des jeux Olympiques;

10 février 1937 : Heydrich et Göring organisent un attentat contre Ernst Hanfstaengl, chef des services de presse d'Hitler ;

1937 : Heydrich s'occupe des «actions spéciales » (Guernica), organisées par la sûreté du IIIe Reich en Espagne ;

Février 1938 : mise au point de l'Anschluss de l'Autriche et de la subordination de la Reichswehr au commandement d'Adolf Hitler ; « construction » de l'affaire Fritsch-Blomberg (4.2.1938, fondation de l'OKW et de la prise en charge de la Wehrmacht par Hitler) ;

Après l'Anschluss, préparation du morcellement de la Tchécoslovaquie (provocations de la Cinquième Colonne dans les pays des Sudètes) ;

Août 1938 : la Sûreté d'Heydrich provoque des incidents sanglants en Tchécoslovaquie ;

29 septembre 1938 : signature du traité de Munich ;

Novembre 1938 (campagne contre le traité de Munich, accusation contre la Tchécoslovaquie, « porte-avions de Moscou » et « centre d'espionnage de la juiverie mondiale ») . Hershel Grynszpan tire sur le secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, Ernst von Rath ;

9-10 novembre 1938 : organisation de la Nuit de cristal;

13-14 mars 1939 : « traitement spécial » du président de l'État tchèque, Hacha. Heydrich fournit le mode d'emploi de la « psy-choterreur » appliquée au président Hacha;

15 mars 1939 : Hacha prie Hitler de lui accorder sa « protection » pour la

Bohême et la Moravie ;

16 mars 1939 : Hitler, Himmler et Heydrich à Prague, capitale du protectorat de Bohême et Moravie ;

1er juin 1939 : le prince Paul de Yougoslavie arrive à Berlin. Heydrich organise une collaboration étroite avec la police yougoslave en vue de mener la lutte contre les communistes ;

31 août 1939 : Heydrich organise son «grand coup » : mise en scène de « l'attaque polonaise» contre la station radio de Gleiwitz et le bâtiment des douanes allemandes à Hohenlinden ;

8 novembre 1939 : « attentat» au Bürgerbräukeller à Munich ; Himmler et Heydrich dirigent les « enquêtes » ;

9 novembre 1939 : kidnapping des officiers de l'Intelligence Service à Venlo (Hollande) ; le chef du commando spécial est Alfred Naujocks, l'un des participants à l'assassinat de Formis (1935) et à l'attaque de Gleiwitz (1939) ; Heydrich organise la désinformation des cercles politiques et militaires aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Angleterre et en Suisse;

15 mars 1940 : dans le cadre d'une provocation manigancée pour intimider la presse étrangère, Heydrich fait arrêter à Berlin le correspondant d'United Press, Richard C. Hotelett, accusé d'activités subversives ;

Avril-mai 1940 : en Norvège, à la tête d'un commando spécial, Heydrich essaie de faire prisonnier le roi Haakon II ;

Juillet 1940 (après l'armistice en France) : préparation par les services secrets de l'attaque contre l'Union soviétique (21.7.1940, Hitler annonce à ses généraux sa décision d'attaquer la Russie) ; les tâches principales d'Heydrich : désinformation de Londres, Moscou, New York et des pays neutres sur les buts stratégiques du IIIe Reich ;

10 mai 1941 : Hess s'envole vers l'Écosse; Heydrich se trouve en «exercice de pilotage » sur la Manche; Hitler le charge de « couvrir » l'affaire Hess ;

10 juin 1941 : Heydrich, chef de la sûreté et du SD, signe son rapport sur les prétendus préparatifs d'agression de l'Union soviétique et du Komintern contre le Reich ;

22 juin 1941 : Heydrich organise derrière les lignes de front la chasse aux intellectuels et officiers soviétiques ainsi que le massacre des Juifs ;

31 juillet 1941 : Heydrich obtient, comme il l'a souhaité, la lettre signée par Göring en sa qualité de chef du plan quadriennal, lui confiant le « dispositif technique » pour la « solution finale de la question juive » ;

Septembre 1941 : le SD organise l'enregistrement des prêtres catholiques soupçonnés d'activités contre le régime nazi;

26-27 septembre 1941 : Heydrich se trouve auprès d'Hitler dans le quartier général du Führer ; il sera promu protecteur de Bohême et Moravie ;

27 septembre 1941 : Obergruppenführer SS et général de la police;

À partir du 1 er octobre 1941 : prise de fonction en Bohême-Moravie ;

2 octobre 1941 : discours secret prononcé au château de Prague, exposition du programme à exécuter dans le protectorat et présentation de la politique de colonisation d'Hitler. À Paris, le SD organise des attentats contre les synagogues ;

25 octobre 1941 : avec Himmler chez Hitler, consultations sur les mesures de sécurité et de pillage économique dans les pays occupés ;

20 janvier 1942 : Heydrich préside la conférence de Wannsee pour la solution finale de la question juive;

5-7 mai 1942 : Heydrich, à Paris, discute des questions techniques concernant « l'évacuation » des Juifs français (ils prendront le chemin vers les chambres à gaz d'Auschwitz et autres camps d'anéantissement physique) ;

27 mai 1942 : attentat contre Heydrich à Prague, le jour où il se prépare à prendre l'avion pour Berlin, une importante conférence avec Hitler a y a nt été prévue pour le 29 ;

31 mai 1942 : visite d'Himmler au chevet d'Heydrich (dernier vœu d'Heydrich : continuer le programme de la solution finale) ;

4 juin 1942 : Heydrich succombe à ses blessures;

7 juin 1942 : cérémonie funèbre au château de Prague ;

9 juin 1942 : obsèques solennelles dans la chancellerie du Reich, discours d'Hitler et d'Himmler ; enterrement au cimetière des Invalides à Berlin ; le même jour, les SS entreprennent leur expédition punitive à Lidice ; le régiment d'infanterie SS n° 6 reçoit le nom de Reinhard-Heydrich ;

Décorations : Croix de fer de seconde classe pour son action de pilote en

Norvège et Croix de fer de première classe pour ses « mérites » du début de la campagne contre l’URSS (groupes d’intervention).

De son mariage avec Lina von Osten sont issus quatre enfants : deux garçons et deux filles.

a Ce grade SS correspondait à celui de général d'armée dans la Wehrmacht.

b Les notes appelées par un chiffre sont reportées en fin de volume.

c Avant Heydrich, on n'attribua qu'une fois la plus haute distinction du Reich national-socialiste, ce fut au constructeur des « routes stratégiques » du Führer, au forgeron des « armes de victoire » du III[e] Reich, Fritz Todt.

d « Séparation de Rome » : ce fut, à l'époque, un véritable slogan lancé lors du Kul-turkampf déclenché par Bismarck.

e En allemand, *extrem völkisch.* Dans le vocabulaire hitlérien le mot *völkisch* (« populaire ») s'employait dans le sens « national » et « nationaliste ». C'est celui que l'on donne à *völkisch* dans cette citation.

f Il s'agissait de remplir les obligations prévues au traité de Versailles.

g Paraphrase d'une citation de Goethe, évoquant à son propre sujet les « deux âmes dans sa poitrine».

h Si le congédiement d'Heydrich ne relevait que d'une «histoire de femme», il en subsisterait une trace écrite, car les archives de la flotte sont demeurées en grande partie intactes. Il semble étrange que personne, même la veuve d'Heydrich, ne soit arrivé à se souvenir du nom de la jeune femme que son fiancé « délaissa ». Personne non plus, malgré les recherches, n'a identifié ce constructeur naval «bien connu » et qui possédait par-dessus le marché un hôtel particulier à Potsdam, ville résidentielle de l'aristocratie bureaucratique et militaire. Après la guerre, les camarades d'Heydrich, affirmant qu'un jury d'honneur chasse de la marine l'enseigne de 1[re] classe non seulement à cause de son comportement envers ses relations personnelles, mais surtout à la suite de son insubordination, ne furent pas capables, eux non plus, de fournir des renseignements précis sur cette dame. Et la famille de « l'abandonnée », quant à elle, ne donna jamais signe de vie. Mais, même si cette thèse correspond aux faits, on ne saurait exclure que le départ forcé d'Heydrich du corps des officiers de marine soit dû, en réalité, à des motifs politiques.

i Ic : abréviation militaire synonyme d'« officier chargé du service de renseignement ».

j La phrase d'Aronson n'est guère compréhensible à cause de l'ambiguïté du

mot allemand *Nachricht*, qui signifie à la fois « information », « renseignements », « nouvelle », « transmission ». Ainsi, Heydrich, d'après Aronson, n'aurait jamais été un expert du service de renseignement (*Nachrichtendienst*) dans le sens d'espionnage, mais seulement un officier spécialisé dans les transmissions. Ce même synonyme se trouve souvent dans le texte original. Le français emploie des mots différents pour chacun des sens de *Nachricht.*

k Le «vieux Fritz», c'est-à-dire Frédéric II, dit Frédéric le Grand, roi de Prusse.

l Bien entendu, le vice-chancelier ne croyait pas à la version nazie de l'incendie du Reichstag, mais il se taisait, espérant comme tant d'autres que le procès de Leipzig révélerait les mystères de la provocation.

m Le frère du supplicié, Johannes Markus Van der Lubbe, déclara immédiatement après l'arrestation de Marinus dans le bâtiment du Reichstag que l'incendiaire supposé n'était que la victime d'une machination nazie. Des émissaires en provenance de Berlin et se disant adversaires du nouveau gouvernement, celui d'Hitler, auraient attiré Marinus dans un piège. Sous prétexte de préparer un coup contre les nazis, ils auraient amené leur victime au Reichstag après lui avoir fait absorber de l'alcool et l'avoir droguée. Cette opinion a été également soutenue par l'avocat de la famille, Me Benno W. Stomps, qui ne réussit qu'une seule fois, en septembre 1933, à voir Van der Lubbe dans sa prison. Me Stomps acquit à ce moment la ferme conviction qu'on manipulait le détenu au moyen de promesses et de stupéfiants afin qu'il refuse l'assistance d'un « avocat bourgeois ».

n Ce n'était pas le nombre des SA inscrits qui donnait l'image réelle de cette organisation. Les SA, qui comptaient en janvier 1931 à peine soixante-dix-sept mille adhérents, quadruplèrent leur potentiel au moment de la prise du pouvoir. Mais après qu'Hitler décida l'abandon par le Reich de la Société des nations et ordonna le 17 octobre la préparation totale en cas de guerre, la cartothèque des SA comptait à la fin de 1933 déjà trois millions d'adhérents. Évidemment, cela ne fut pas le succès de Röhm, mais l'approbation d'Hitler homme d'État. Cette adhésion massive était en quelque sorte le référendum: « Oui, nous sommes prêts à mourir pour Adolf Hitler ! » C'est donc le réarmement qui avait fanatisé les masses, mais pas Röhm et son entourage. La jeunesse entrant dans les SA croyait pouvoir se procurer une recommandation pour les écoles militaires. Dès le début de 1934, Hitler prendra la décision, comme nous le verrons, de mettre sous son contrôle les individus valables en les acheminant vers différents

services de l’armée, de la police et des organisations paramilitaires. Il n’y eut pas de problème pour se débarrasser de la direction des SA compromise par la terreur et la débauche, surtout lorsqu’on l’accusa de traîtrise et de complot avec l’étranger.

o *Le Prince*, chapitre XVIII.

p Lorkovic deviendra plus tard, en 1941, ministre des Affaires étrangères de l’État satellite de Croatie.

q À comparer: Karl Haushofer, *Wehrpolitik*, Berlin, 1941, p. 193 et suivantes.

r Terme employé pour collaborateur auxiliaire occasionnel.

s Ainsi nommés parce qu’ils demandaient la révision du traité de Versailles.

t Elle se trompe, c’était le *Berlin* (N.d.A.).

u Schupo: abréviation de *Schutz-Polizei*, police de protection correspondant aux agents de police des grandes villes françaises.

v *Gau :* « région ».

w *Gauführer :* « chef de région ».

x C’est chez le duc d’Hamilton, en Écosse, que Rudolf Hess atterrira en mai 1941.

y Le 30 juin 1934, Hitler ne put éliminer la totalité des opposants conservateurs. À Vienne, à Budapest et même à Rome, on comptait sur eux, de même qu’à Prague, Paris et Londres. L’affaire Blomberg-Fritsch constitue donc l’épilogue de la Nuit des longs couteaux. Avant les agressions, Hitler s’est ainsi assuré la totalité du contrôle de l’État et de l’armée.

z En fait, transféré de France au camp de concentration de Sachsenhausen, il y fut assassiné.

aa Plus récemment, en 1983, on put constater ce que vaut le témoignage de Wolff dans l’affaire des faux « carnets de Hitler », dont il garantit l’authenticité. Rappelons que dans ce texte, fabriqué de toutes pièces, Hitler disculpait son

régime de toutes les grandes provocations qui en émanèrent.

ab Inquiet de l’effort de réorganisation militaire franco-britannique, Hitler se hâte d’occuper en Tchécoslovaquie des positions lui permettant de contourner la Pologne par son flanc sud.

ac Après l’attentat de Marseille, la Yougoslavie se rapprocha de l’Allemagne, débloquant ainsi *de facto* la Petite Entente.

ad La façon dont Heydrich, avec l’aide de l’Abwehr et en coopération avec le haut commandement de la Wehrmacht, avait réussi à tromper l’état-major français et le département militaire suisse a été présentée par nous sous la forme d’une étude spéciale publiée dans l’édition allemande de la biographie du chef de la sûreté du Reich : Reinhard Heydrich, *Schlüsselfigur des Dritten Reiches*, Düsseldorf, 1982 (Droste-Ver-lag).

ae Schellenberg n’a jamais mentionné Theo Hespers. Il a prétendu plus tard avoir coopéré en Hollande avec un agent du service de sûreté, un certain D[r] Franz, No. F. 479.

af L’activité du commando spécial du service de la sûreté en France a fait l’objet d’une description exhaustive par Jacques Delarue dans son livre *Histoire de la Gestapo* [disponible en poche chez Nouveau Monde éditions].

ag éd. Laffont, 1975.

ah Confrontés aux nombreux indices confortant la thèse de la mission « officielle » de Hess auprès des cercles influents britanniques dans le dessein de provoquer une scission entre les prétendus «partisans de la paix » (Chamberlain, Halifax et Butler) et les «fauteurs de guerre » (la «clique de Churchill »), il est significatif que les falsificateurs du «journal d’Hitler» – version 1983 – aient décidé d’introduire dans ces « notes » l’aveu, écrit à la main par le dictateur, que son substitut se rendit en Grande-Bretagne avec son consentement. Parmi les témoins de l’authenticité de ce « document » figuraient, entre autres, l’aide de camp d’Himmler, le général SS Karl Wolff, l’aide de camp de Goebbels, Winfrid von Oven, et celui d’Hitler, Schulze-Kossens, et même – de façon éphémère – l’historien anglais David Irving qui lutte pour la libération du « dernier prisonnier » de Spandau. Il faut donc enregistrer leur caution qui n’a sûrement pas été accordée, pour les éditeurs, sans une réflexion préalable sur les

origines et les conséquences de cette révélation. Il est caractéristique que, dans ce « journal », toutes les provocations se trouvent présentées «selon les écrits d'Hitler » comme des actes criminels accomplis par les adversaires des nazis, et que c'est seulement dans l'affaire de la « fuite de Hess » que les apologistes ont accompli une volte-face. Il n'est pas exclu que ces personnes se rendirent compte que la légende propagée après la guerre, surtout par Schellenberg et Otto Dietrich, chef de la presse du Reich, n'était plus défendable, et que des documents en possession des Anglais pourraient révéler l'incontestable vérité. Aussi se décidèrent-ils à ne plus insister sur le prétendu geste d'« indiscipline » de l'adjoint d'Hitler. Et cela d'autant plus que Hess lui-même avait affirmé au commandant américain de la prison de Spandau, Eugene Byrd, s'être rendu en Angleterre afin d'essayer de conclure la paix avant que l'Amérique n'entre en guerre. D'autre part, le danger existe que Hess, avant sa mort, dise ou écrive la vérité. Telle était la situation dans les milieux des nostalgiques au début de 1983, époque de la publication des fausses « notes » d'Hitler sur le vol de Hess vers l'Angleterre. Une année plus tard, en mai 1984, Alfred Seidel, l'avocat de Hess et son défenseur à Nuremberg (après la guerre, il fut ministre de l'Intérieur de la Bavière), annonça à l'occasion du quatre-vingt-dixième anniversaire de l'« adjoint du Führer » que de « forts indices » laissent supposer qu'Hitler fut informé de l'affaire, et que cette démarche spectaculaire visait à la conclusion d'une paix afin d'éviter que Churchill et Roosevelt n'étendent la guerre. Seidel, toujours avocat d'Hess, a même écrit un livre, *Le Cas de Rudolf Hess 1941-1984*. Cet expert, plénipotentiaire des intérêts moraux de son client, doit en savoir davantage pour pouvoir prendre enfin cette position. Peut-être Seidel possède-t-il aussi les pleins pouvoirs d'informer le public à ce sujet en réservant le copyright à Hess lui-même, au cas d'une libération ou dans l'hypothèse que le prisonnier se déciderait à écrire, avant de mourir, un «testament politique » afin de pouvoir prouver ainsi qu'il est resté, après son exploit, le successeur légal du Führer. Il s'est toujours considéré comme tel, même après son arrestation en Angleterre, et même encore assis au banc des accusés, lors du procès de Nuremberg.

ai Walter Rauff mourut en 1984 au Chili. Il fut enterré en présence de quelque deux cents personnes qui saluèrent, le bras levé au-dessus de sa tombe, aux cris de: « *Heil*, Hitler ! *Heil*, Rauff ! »

aj Édouard Calic, *Himmler et l'empire SS*, Paris, Stock, 1966 [réédité par Nouveau Monde éditions en 2009].

ak Georges Wellers, *Les chambres à gaz ont existé*, Paris, Gallimard, 1981.

al Nom imposé par Himmler en vue de son utilisation dans l'administration des camps pour les statistiques concernant les pertes physiques des ennemis du Reich.

am *Procès de Nuremberg*, t. IX (traduction anglaise), déclaration de Blobel, p. 1618.

an On ne sait pas si Hitler, en donnant le nom d'Isabella à l'opération conçue pour l'éventuelle occupation de la péninsule ibérique, songeait à Isabelle Ire, souveraine de Castille, qui réalisa l'unité de l'Espagne, achevant la destruction de l'empire maure de Grenade (1492), et qui encouragea l'inquisition. Ou pensait-il à Isabelle II, autre reine d'Espagne, détrônée en 1868 par un complot militaire. Allusion possible à une élimination du général Franco?

ao À Braunschweig, la cité d'où partirent les premiers colons germaniques vers l'Est, se trouvait le tombeau du duc Henri le Lion, qui guerro y a sans merci contre les Slaves au XIIe siècle. La Jeunesse hitlérienne lui rendait hommage chaque année, de même qu'au comte Albrecht l'Ours. L'heure avait sonné de reprendre leurs méthodes radicales contre les peuples de l'Est.

ap Comme Henry Picker, les faussaires du « journal » d'Hitler ont fourni l'occasion au dictateur de se laver de toute accusation concernant les grandes provocations nazies. On peut juger de la valeur, et du « journal », et des « notes », par ce curieux parallélisme dans les propos autoréhabilitateurs attribués au Führer, sur le point essentiel de ces actions aussi spectaculaires que terroristes.

aq Discours d'Heydrich à l'occasion de la journée de la police allemande, 1941.

ar *Die Welt*, du 8.12.1963.